

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE
LA NATIONALITÉ D'ORIGINE

ET DE
L'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ

D'APRÈS
LA LÉGISLATION BULGARE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Jeudi, 17 Juin 1909, à 2 heures 1/2,

PAR
STÉPHAN ST. STANIMIROFF

Président : M. RENAULT, professeur.
Suffragants : { M. PILLET, professeur.
M. SOUCHON, professeur.

PARIS
A. PEDONE, EDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, Rue Soufflot, 13

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE

LA NATIONALITÉ D'ORIGINE

ET DE

L'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ

D'APRÈS

LA LÉGISLATION BULGARE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Jeudi, 17 Juin 1909, à 2 heures 1/2,

PAR

STÉPHAN ST. STANIMIROFF

Président : M. RENAULT, professeur.

*Suffragants : { M. PILLET, professeur.
 { M. SOUCHON, professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

*A mon Père,
A ma Mère,
A ma Sœur,*

*Je dédie cet ouvrage, fruit de mes premières
études de droit international.*

AVANT - PROPOS

Ce travail a pour objet de donner quelques notions élémentaires et scientifiques sur la nationalité, telle qu'elle a été comprise et réglementée par le législateur bulgare.

La question de la nationalité bulgare a déjà fait l'objet de deux ouvrages spéciaux en langue française, celui de M. N. Yantcheff, *La Bulgarie et l'étranger. La Nationalité bulgare. Le régime des Capitulations* (Th.). Lausanne, 1892, et celui de M. Petko Ilieff Stokoff, *Modes et Effets de l'acquisition de la Nationalité bulgare* (Th.). Toulouse, 1905. Ces deux ouvrages ont eu un succès mérité. Nous n'aurions pas, dans ces conditions, entrepris ce travail si, d'une part, la législation bulgare n'avait, grâce à une évolution aussi heureuse que désirable, réalisé en matière de nationalité des progrès considérables et si, d'autre part, nous n'avions été tenté par le désir d'étudier plus particulièrement certains côtés du problème en puisant à des textes originaux non encore utilisés, et de fixer certains points à la lumière de nouveaux documents qu'il nous a été possible de nous procurer.

Bien que nous n'ayons pas pu, par suite de circonstances indépendantes de notre volonté, consacrer à cette étude tout le temps que nous aurions désiré, nous y avons apporté tous nos soins. Nous ne prétendons pas, d'ailleurs, avoir épuisé le sujet, et nous reconnaissons volontiers qu'il peut donner lieu à de nouvelles recherches et à d'intéressantes observations.

Nous souhaitons que ce travail inspire au lecteur, dont nous sollicitons l'indulgence, une part de l'intérêt que nous y avons trouvé.

Sofia, avril 1909.

St. St.

INTRODUCTION

Tout Etat est souverain. Quelle est l'étendue de sa souveraineté? Cette question est d'une importance capitale, car, bien que cette souveraineté soit absolue, les limites dans lesquelles elle est exercée doivent être nettement déterminées, ses points de contact avec les autres souverainetés précisés, les rapports entre les divers Etats dégagés de toute incertitude.

Comment opérer cette délimitation? C'est là une question délicate. Sa solution se dégage, cependant, et de sérieuses difficultés sont écartées avec le progrès et le perfectionnement de la civilisation, avec l'épurement de la morale des peuples et avec l'établissement dans le monde civilisé d'une conscience juridique commune sur laquelle reposent, aujourd'hui, les bases des relations internationales. C'est ainsi seulement que nous pouvons considérer, de nos jours, comme fondement indiscutable de l'Etat, les deux éléments qui forment les limites dans lesquelles sa souveraineté jalouse et absolue se trouve enfermée : d'une part le territoire, de l'autre la collectivité humaine.

Il importe, dès lors, pour fixer les limites de cette souveraineté et pour préciser les rapports de droit public entre Etats divers et entre Etat et individus, qu'on connaisse exactement l'étendue de la circonscription territoriale dans laquelle l'Etat se localise, de même que les limites de la collectivité humaine sur laquelle il a le droit de commander et qu'il a le devoir de protéger.

Il est donc essentiel que, à côté de la question de la détermination du territoire, aucun doute ne plane sur l'indication précise des personnes qui sont soumises à la souveraineté de l'Etat. Ne court-on pas autrement le risque de jeter le trouble dans les rapports de droit public de l'Etat, soit avec les Etats étrangers, soit avec les personnes qui le composent ?

La délimitation de la collectivité humaine s'opère par la détermination précise du lien de *nationalité* qui unit l'individu à l'Etat et qui définit leurs droits et leurs devoirs respectifs. Il appartient à chaque souveraineté séparément — quelque minimes que soient son territoire et sa population — de fixer les règles qui doivent régir la nationalité et de déterminer, par conséquent, les individus qui doivent être considérés comme ses sujets et ceux qui lui sont étrangers.

D'une importance capitale aussi bien dans le droit public que dans le droit privé, — suivant qu'on l'envisage au point de vue des rapports de l'Etat ou au point de vue des rapports de l'individu, — la nationalité est avant tout un lien de nature essentiellement publique; elle rattache l'individu à l'Etat et nous les montre comme indissolublement liés dans la vie juridique.

Le lien de nationalité a progressé et s'est perfectionné à travers les âges en même temps que les principes et les conceptions du droit public naissaient et se développaient. Dès les temps anciens, le droit public pose des règles. Il dégage progressivement ses concepts, dont la physionomie se précise et se détermine à mesure que les Etats se forment, et s'élève ou s'abaisse suivant les vicissitudes de la lutte dans laquelle le droit et la force sont aux prises. La conception de la nationalité traverse toutes les péripéties de son évolution, car tout s'enchaîne dans l'histoire du droit, et le progrès réalisé dans l'une de ses branches profite aux autres. Cette marche en avant peut parfois se voir retardée; elle ne peut être

anéantie, le progrès ne pouvant qu'être suspendu, jamais arrêté.

Obéissant aux lois suprêmes qui régissent les théories politiques, les principes qui dominent la nationalité parcourent les étapes successives de leur marche en avant. Ils suivent les fluctuations des idées qui varient avec les conceptions de l'époque sur la nature des rapports qui se créent entre l'Etat et les individus. La conception même de l'Etat a, d'ailleurs, une répercussion sur la nature du lien qui s'établit entre lui et les individus. Si, en effet, de la notion moderne de l'Etat, c'est-à-dire de celle qui considère l'Etat comme l'organisation politique de la collectivité humaine, il se dégage une conception de la nationalité, il est d'une évidence indiscutable que l'idée du lien qui unit l'individu à la puissance publique était foncièrement différente aux époques lointaines qui sont caractérisées par une confusion complète entre le droit public et le droit privé, et où l'Etat se personnifie dans le prince, seul détenteur du pouvoir suprême. Une idée de soumission et de subordination directe au prince caractérisait alors le lien de nationalité, le pouvoir royal étant le maître unique, absolu et illimité de la destinée de ses sujets. Progressivement, avec la culture et le développement des vues et des conceptions sociales, une évolution se dessine dans les principes du droit public, et, bientôt, apparaît la véritable notion des droits et des devoirs réciproques de l'Etat et de ses sujets.

Mais sur quelles bases se fait la distinction entre nationaux et étrangers ? Diverses règles se font jour, divers systèmes se succèdent ou se combinent suivant les exigences du moment. La loi s'en empare et les sanctionne. Elle détermine les sujets de l'Etat en appliquant la formule qui paraît la plus conforme à ses intérêts.

Cependant, de graves difficultés qui donnent lieu à des controverses nombreuses s'élèvent toutes les fois que la règle

adoptée pour la détermination de la nationalité s'accorde mal avec les intérêts et les besoins du pays. Des conflits se produisent, aussi, avec les Etats étrangers toutes les fois que la divergence des systèmes adoptés de part et d'autre occasionne des chocs entre deux souverainetés en présence. Avec la marche ascendante et progressive des idées et des conceptions, le besoin de nouvelles règles se fait sentir. L'esprit de liberté qui s'introduit de plus en plus profondément dans la vie juridique de la société moderne et dont l'impulsion s'augmente presque toujours de la résistance qu'il rencontre, provoque aussi en matière de nationalité l'apparition de certaines règles qui s'imposent au législateur avec une grande force.

Aujourd'hui que l'individualisme règne dans la société contemporaine aussi bien dans le domaine économique et juridique, que dans le domaine social, moral, philosophique et politique; que l'aspiration à l'harmonie universelle est la fin de la conduite humaine, et la liberté de la conscience individuelle le moyen pour y parvenir; que la satisfaction des besoins individuels est le but de la sociabilité humaine, et le libre groupement des affinités et des intérêts individuels le moyen de la réaliser (1); que l'autonomie personnelle est pleinement reconnue dans toutes les manifestations de la vie sociale, économique et politique de l'individu, la liberté doit nécessairement paraître l'élément fondamental et la base de la réglementation du lien qui rattache l'individu à l'organisation politique. L'homme doit être libre de quitter le groupement politique auquel il appartient et de chercher son bonheur là où il croit pouvoir donner à ses facultés une expansion aussi large que possible, et à ses aspirations une satisfaction

(1) Cfr. Henry-Léon, *Quelle est la véritable définition de l'Individualisme?* dans le *Journal des Economistes*, avril 1909.

complète. Seulement l'Etat doit être libre, de son côté, de se rattacher, par un acte de sa volonté souveraine, les individus dès leur naissance, et de leur attribuer la nationalité d'origine par application de telle ou telle formule, de l'opportunité de laquelle il sera, seul, juge, en prenant en considération son organisation politique et les conditions sociales et économiques dans lesquelles sa vie se perpétue.

Aussi est-on loin, aujourd'hui, d'admettre pleine liberté de choix en matière de nationalité d'origine même lorsque le lien de nationalité est considéré comme ayant un caractère contractuel ou comme constituant un accord de volontés intervenu entre l'Etat et chacun de ceux qui vivent de sa vie.

Les principes se forment et leur physionomie se précise à mesure que la civilisation avance dans sa marche vers le progrès. Comment ce phénomène qui peut être observé dans la vie juridique de tous les Etats étrangers, se présente-t-il en Bulgarie, Etat de formation récente qui a ignoré plusieurs des étapes qu'ont parcourues les Etats modernes dans leur développement ?

Etudier les principes qui régissent actuellement, en Bulgarie, la matière de la nationalité, et accessoirement leur généalogie, tel est l'objet du présent travail.

Plan de l'ouvrage.

Dans un *Chapitre préliminaire*, nous essaierons d'esquisser l'aspect primitif des principes qui régissent la matière de la nationalité en Bulgarie en débutant par l'époque la plus reculée de l'histoire des Bulgares, époque incertaine et confuse où la vie politique et juridique de la nation commence seulement à s'éveiller.

En nous fondant sur les institutions sociales de la nation et plus particulièrement sur la puissante organisation de la famille, — image fidèle de la société politique et base de l'organisation sociale — nous tenterons de découvrir le véritable caractère des principes de notre matière et nous essaierons de retracer leur physionomie. Cependant, au contact des exigences sociales, ces principes se sont plus tard développés et de nouveaux éléments sont intervenus dans la solution du problème de la nationalité. — Ces deux points formeront l'objet de deux *Sections* dans lesquelles nous étudierons successivement le rôle du principe du sang et celui du sol en matière de nationalité. Nous nous garderons cependant d'imposer à ce très vieux passé des principes stables, et de l'enchaîner dans des formules sévères et impérieuses. Il serait, en effet, absurde de vouloir trouver chez les anciens la conscience de ces systèmes modernes qui guident le législateur d'aujourd'hui et à propos desquels tant d'opinions divergentes se manifestent. — Enfin, dans une *Section III* nous rechercherons quel a été le sort de ces principes chez les Bulgares sous la domination ottomane.

Dans un *Titre premier* nous aborderons l'étude des principes qui régissent notre matière dans le droit bulgare moderne. C'est à la Constitution et aux lois qui l'ont suivie, que nous nous sommes référé pour découvrir leur base.

De là deux *Chapitres* dont le premier sera consacré à l'étude du mouvement législatif en Bulgarie en matière de nationalité et le second à la découverte des conceptions maîtresses qui ont guidé le législateur dans son œuvre.

Dans un *Titre II* et dernier nous étudierons l'application que le législateur bulgare a fait de ces principes dans son œuvre de 1904 et dans celle de 1908 qui sont les dernières lois relatives à la nationalité. Dans quatre divisions successives nous examinerons

l'attribution collective de la nationalité bulgare au moment de la formation de l'État bulgare, la nationalité d'origine, la naturalisation de faveur et la naturalisation proprement dite.

Cet ouvrage était conçu tout d'abord dans des proportions qui devaient comprendre toutes les questions relatives à la nationalité qui se posent ou peuvent se poser en Bulgarie. Pour des causes indépendantes de notre volonté, nous n'avons pu envisager que certaines d'entre elles et nous avons dû en abandonner d'autres sur lesquelles, toutefois, nous serions heureux de pouvoir revenir un jour. Ainsi, nous avons laissé de côté les questions de la perte et du recouvrement de la nationalité, et nous avons fait de même pour tout un *Titre III* qui devait être consacré à l'étude des conflits de nationalités,—question difficile entre toutes,— qui peuvent s'élever entre la législation bulgare et celles des États étrangers, aussi bien que des moyens qui peuvent être employés pour les aplanir. En dernier lieu nous avons dû, pour les mêmes motifs, renoncer à faire une *Conclusion* sur la nationalité, où nous nous proposions de traiter entre autres questions celle très importante de la rétroactivité de la loi de 1904.

Ayant ainsi restreint notre sujet, nous nous sommes borné à étudier *l'application par le législateur bulgare des principes en matière de nationalité d'origine et en matière d'acquisition de la nationalité.*

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Origine et développement des principes.

L'étude de l'origine et du développement, au cours des âges, des principes qui régissent la matière de la nationalité n'est pas dépourvue d'un intérêt réel et actuel. Si de nos jours, dans tous les Etats modernes, des règles fixes et précises, des conceptions nettes et étudiées à la lumière des faits et de la science, des considérations réfléchies et bien pesées peuvent constituer une source précieuse de documentation dont s'inspirera un législateur éclairé, conscient de son devoir et de l'importance de sa tâche, pour édicter des règles catégoriques et absolues, il n'en a pas toujours été ainsi, notamment en Bulgarie.

Quel est l'aspect primitif des formules que consacrait l'ancien droit bulgare, droit rudimentaire, mû par des considérations où, d'une part, l'esprit national, et, de l'autre, la préoccupation de plus en plus pressante, et en quelque sorte instinctive, de sa propre conservation étaient l'élément prépondérant ? Comment étaient résolues autrefois, en Bulgarie, ces grandes questions de nationalité, si embarrassantes, si discutées et si différemment solutionnées à travers les siècles, dans les différents pays ? Quelles pouvaient être, enfin, les solutions les meilleures et, en même temps, les plus conformes aux tendances nationales ? Car, si aujourd'hui la matière est d'une importance capitale et préoccupe à juste titre le législateur, il est peu probable,

qu'alors, bien que la nationalité bulgare existât en fait, on en eût une notion précise et qu'elle eût reçu une consécration formelle dans les textes ; les monuments d'histoire et de législation que nous possédons sont loin d'être explicites à cet égard et ne nous fournissent aucuns renseignements positifs.

Tel sera le travail de recherches et d'analyses, que nous nous proposons de faire dans ce chapitre. S'il est vrai que les principes juridiques d'un peuple soient faciles à découvrir en se référant à la tradition et à la coutume nationales, aux institutions juridiques et à leur évolution à travers les siècles, il est, cependant, indispensable, lorsqu'on envisage une époque déterminée de l'histoire de ce peuple, de prendre, en outre, en considération les différents phénomènes de combinaison, de dissociation, de transformation sociale qui la caractérisent.

La reconstitution de la physionomie sociale d'une nation fournit des indications précieuses sur le véritable caractère des manifestations juridiques de sa vie. Il faut, cependant, pour la réaliser, se frayer un passage à travers les inexactitudes et les erreurs, auxquelles on se heurte à chaque instant, ce qui rend la découverte de la vérité difficile et embarrassante.

Maintenus par la continuité de la tradition, les principes présentent souvent un caractère de perpétuité, nonobstant l'intervention de nouveaux éléments qui, dans bien des cas, élargissent leur champ d'action et modifient leur application. Ainsi, le lien de la nationalité était, au début, le produit de la formation ethnique de la nation bulgare. Certaines idées le dominaient. Les principes fondamentaux qui le régissaient dès cette époque n'en restent, cependant, pas moins vrais plus tard lorsque, par une évolution des conceptions sociales et politiques, l'idée de sujétion au prince apparaît et élargit considérablement le domaine de son application. Le lien de nationalité devient, par suite d'une transformation que les phénomènes sociaux expli-

quent aisément, un lien de sujétion. On n'en continue pas moins, pourtant, de fonder la nationalité d'origine sur la filiation.

Comment les principes de notre matière, en germe dès les temps les plus anciens, se sont-ils fait jour? C'est pour nous la question maîtresse. Inspiré par le désir d'élucider, dans la mesure du possible et de nos forces, une matière que l'absence à peu près complète de documents et de renseignements positifs rend particulièrement difficile, n'ayant, d'autre part, pour nous guider aucune étude antérieure quelque peu spéciale, nous nous sommes borné à relever les faits caractéristiques des institutions juridiques de la nation bulgare, de façon à esquisser sommairement les conceptions et les idées sur la nationalité qui sont nées et se sont développées chez les anciens Bulgares (1). Peut-être, pourrons-nous, un jour grâce à des recherches plus suivies et plus complètes, éclaircir certaines questions encore obscures.

SECTION I. — De la nationalité d'origine.

Fondement de la *lex sanguinis* sur les institutions domestiques des Slaves méridionaux. — Impopularité de la *lex soli*.

Après leur établissement dans la Péninsule balkanique au VII^e siècle de notre ère, les Bulgares ont subi pendant longtemps l'influence du droit romain auquel les mœurs de l'Orient avaient donné une physionomie particulière, et un caractère

(1) Outre les ouvrages et les monographies cités au cours du présent ouvrage, nous avons encore puisé des renseignements dans les recueils de monuments bulgares publiés par Apriloff (*Gramottes bulgares*, Odessa, 1845) et par M. Bobtcheff (*Monuments de législation des anciens Bulgares*, I, Sofia, 1903).

Nous tenons en outre à exprimer notre profonde gratitude à M. B. Zlatarsky, l'éminent professeur de l'Université de Sofia, dont les précieux conseils nous ont permis d'élucider certains points d'histoire qui nous avaient paru obscurs.

local. D'une part, les institutions politiques, imitées de Byzance, qui s'implantèrent de bonne heure dans le royaume des Bulgares, de l'autre, les mœurs politiques que l'autorité et la grandeur de l'Empire byzantin lui imposaient en quelque sorte, acclimatèrent dans le pays un droit qui prit avec le temps le nom de Droit byzantin. L'évolution, d'abord lente et difficile, ne tarda pas, quand le christianisme fut reconnu en Bulgarie comme religion officielle, à devenir plus rapide et à créer une situation stable.

Le royaume bulgare devait donc, d'un côté, subir l'influence de l'Etat le plus civilisé de l'époque ; mais d'un autre, au point de vue ethnique, il était ouvertement exposé à une seconde influence, aussi puissante que la précédente, et qui finit par l'emporter dans le courant irrésistible de la « *slavisation* ». Une fusion se fit entre ces deux éléments, slave et bulgare, dont le résultat fut un amalgame qui n'eut de bulgare que le nom. Elle ne se produisit, cependant, pas du premier coup ; un certain laps de temps fut nécessaire avant que les Bulgares d'Asparouch fussent absorbés dans les peuplades slaves qu'ils avaient antérieurement assujéties.

Ce sont là (1), très brièvement résumées, les conditions dans lesquelles la nationalité bulgare devait vivre et se développer. Cependant, avant qu'elle s'assimilât au milieu ambiant et que son caractère primitif se transformât, elle eut un instant de vie propre et indépendante dans lequel elle fit montre, les ayant jalousement conservés, des traits caractéristiques de sa physiologie primitive et exotique, unique don que lui avaient légué ses ancêtres du Volga et du Dnieper.

(1) Voir sur ce sujet Rambaud, *L'empire grec au dixième siècle* (Th.), Paris, 1870, p. 315 et suiv.; Sokoloff, *Pages de l'ancienne histoire des Bulgares* (en langue russe), Saint-Pétersbourg, 1879, p. 74 et suiv.

§ 1. — EPOQUE ANTÉRIEURE A L'ÉTABLISSEMENT DU CHRISTIANISME EN BULGARIE. — Sans avoir la prétention de découvrir, en remontant à l'origine du royaume bulgare, l'existence de quelque principe bien établi en notre matière, — on était loin, à cette époque, d'avoir une conception nette de la nationalité, et encore moins d'un lien de nationalité tel que nous le comprenons aujourd'hui. — il est possible d'aboutir, grâce à quelques maigres renseignements que nous possédons, à certaines conclusions que nous espérons n'être pas dépourvues de fondement réel.

Jaloux, dès leur origine, de conserver la pureté de la race et d'éliminer tout élément étranger susceptible d'altérer le sang transmis par leurs ancêtres, la plupart des peuples primitifs sont hostiles à l'étranger qui franchit leurs frontières (1). Le Scythe immolait ses hôtes sur l'autel de Diane ; le Romain considérait l'étranger comme un ennemi ; le Grec, méfiant à l'excès, fier d'appartenir à une race sans mélange, tenait l'étranger à distance. Il n'est pas surprenant que le Bulgare ait eu, dès le début de son histoire, la même antipathie.

Ayant envahi des contrées peuplées d'ennemis qu'il savait d'autant plus hostiles qu'il les avait subjuguées par le fer ; ayant constitué un Etat qu'il sentait menacé par les appétits et la rapacité des voisins, le Bulgare prenait des mesures rigoureuses dans le but de conserver l'homogénéité et la puissance de sa race. Personne, qu'il fût libre ou esclave, ne pouvait sortir des limites du royaume sous peine de mort (1). Les frontières

(1) Cfr. Ch. Beudant, *Nationalité d'origine* dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1856, p. 60 ; G. de Lapradelle, *De la nationalité d'origine*, Paris, 1893, p. 5 et suiv. ; de Folleville, *Traité théorique et pratique de la naturalisation*, Paris, 1880, p. 10 et suiv.

(2) *Responsa Nicolai papæ ad consulta Bulgarorum*, de 886, cap. 21 et 25. Cap. 25 : « Consuetudinis esse patriæ vestræ prohibetis, semper custodes inter

étaient étroitement surveillées (1). Le rapprochement avec les peuples voisins était interdit ; l'introduction du christianisme, jugée dangereuse, était proscrite (2). En ce qui concerne les peuplades assujéties, soit autochtones, soit transplantées dans le royaume à la suite d'incursions heureuses chez les voisins, elles étaient traitées par les Bulgares en vaincues, et tenues à l'écart.

Au surplus, les rois bulgares ambitionnaient, en réunissant sous leur sceptre les tribus slaves de la Péninsule, de former un grand et puissant Etat dans lequel les Bulgares seraient les seuls maîtres et l'unique classe dominante. C'est ainsi que, dès le début, les Bulgares prenaient, seuls, part aux assemblées nationales où étaient discutées les questions intéressant l'ordre public du royaume (3). Les peuplades slaves constituaient des groupes à part, qui avaient leur organisation propre, distincte de celle des vainqueurs (4). Avant de fondre dans leur multitude le petit nombre d'envahisseurs bulgares, les Slaves qui jouissaient d'une certaine autonomie politique ne pouvaient, en effet,

patriam vestram, et aliorum juxta terminos invigilare : et si servus, aut liber pereandem custodiam quocumque modo fugerit, sine omni intermissione custodes pro ea interimuntur, deinde percontamini, quid nos inde judicemus... ».

Ainsi la peine de mort était infligée aussi bien au transfuge qu'aux gardiens qui laissaient un citoyen s'échapper du royaume. Cette rigueur se relâcha bien vite avec la slavisation des Bulgares et avec l'établissement de relations suivies avec les peuples voisins.

(1) Cfr. Blagoëff, *Histoire de l'ancien droit public bulgare* (en langue bulgare), Sofia, 1906, p. 176. D'après l'écrivain arabe All-Massoudi, l'Etat bulgare était entouré d'une forte clôture qui avait plusieurs portes. Cfr. également B. Zlatarsky, *Etudes dans la Revue périodique du Knijewno Droujestvo*, vol. 63, p. 474.

(2) Cfr. Theophanes, *Chronographia*, 2 vol., Bonn, 1839-1841, I, 668.

(3) Suidas, *Lexicon*, I, 761. Kroum, roi bulgare, après avoir vaincu les Avars, convoqua les Bulgares et édicta certaines lois. 'Ο δὲ ταῦτα ἀκούσας συναχάλεσάτο τοὺς βουλγάρους πάντας, καὶ... — De même, au temps du roi Sabine, les Bulgares se réunirent en assemblée pour s'opposer à sa décision de cesser la guerre contre les Byzantins. Theophanes, *op. cit.* et *loc. cit.*

(4) Λαὸν τῶν Βουλγάρων καὶ τῶν Σκλάβων (Theophanes, *op. cit.*, 573).

être considérés comme rentrant dans l'unité morale du peuple bulgare.

Le seul étranger qui pût pénétrer sur le sol bulgare était le commerçant. Encore, devait-il quitter le pays aussitôt sa marchandise vendue. Durant son séjour sur le territoire, il ne perdait pas sa nationalité étrangère, la résidence sur le sol ne pouvant lui constituer aucun titre à la qualité d'indigène et, d'un autre côté, il était, de par son sang, considéré comme étranger aux familles bulgares. Quant aux prisonniers de guerre, ils devenaient des esclaves et n'avaient aucuns droits dans la famille de leur maître ; il en était de même des individus appartenant à une nation ennemie (1) et qui pouvaient être appréhendés en tout temps sur le sol du royaume.

La famille était chez les Bulgares le centre de la vie de l'individu. C'était au foyer domestique que s'accomplissaient les rites sacrés que les croyances religieuses imposaient aux Bulgares (2) ; ce foyer était considéré comme l'endroit inviolable où se réunissait la famille entière.

Quelle était, sur d'autres points, la physionomie juridique de la vie privée et intime de la société bulgare ? Bien qu'on ne puisse faire que de simples conjectures, et qu'il ne faille s'engager qu'avec beaucoup de précautions sur ce terrain, il est possible d'arriver à certaines conclusions, peut-être un peu timides, mais auxquelles nous serions heureux de voir apporter un jour quelque nouvelle confirmation scientifique.— La famille peut être considérée comme une unité servant de base à l'organisation sociale et politique du peuple bulgare. La conception de la famille et celle de l'Etat se confondent presque ; leurs attributs sont identiques. La famille — l'association d'hommes

(1) Blagoëff, *op. cit.*, p. 115.

(2) *Ibid.*, p. 191.

libres chez les peuples d'origine germanique (1) — peut, dans bien des cas, suppléer à l'autorité publique et exercer les mêmes droits : la garantie et la protection, d'une part, la vengeance, d'une autre. — Elle se fonde en Bulgarie sur le sang. L'hérédité par voie du sang joue déjà un rôle très important dans cette première période de l'Etat bulgare. Ainsi, les fonctions publiques (2) sont héréditaires et passent du père au fils, de même que le titre et la dignité des seigneurs (boyars) bulgares. On est fatalement porté à croire que l'on n'appartient à la famille, base de la société, que par le sang. C'est donc par le sang, aussi, que l'on appartient à la cité.

§ 2. — LA *lex sanguinis* TROUVE SA BASE DANS LES INSTITUTIONS SOCIALES DES SLAVES. — Pendant une première période, le principe du sang n'apparaît pas encore très net et très défini. Grâce, cependant, à certains événements d'ordre ethnique, il prendra des contours très déterminés qui lui donneront un aspect d'une netteté et d'une précision presque parfaites. Comme facteur puissant de cette éclosion du principe du sang, apparaît, en premier lieu, la « *slavisation* » qui s'imposa aux conquérants bulgares dès qu'ils furent sortis de l'état d'isolement, auquel les mœurs, de même que la conscience de leur force, les avaient, au début, voués. Une fois la conquête terminée, une réaction se produisit (3). Les envahisseurs bulgares, dont le nombre était peu considérable, sentirent l'avantage que les Slaves avaient sur eux, au

(1) Ch. Demangeat, *Histoire de la condition civile des étrangers en France dans l'ancien et dans le nouveau droit*, Paris, 1844, p. 10.

(2) Blagoëff, *op. cit.*, p. 178.

(3) Écartés au début du gouvernement et de l'administration, les Slaves y prennent bientôt une place à côté des vainqueurs. Ainsi, on voit dès le temps de Kroum les boyars slaves assis côte à côte avec les boyars bulgares dans les festins que ce roi donnait en l'honneur de sa victoire sur les Byzantins. Cfr. Rambaud, *op. cit.*, p. 320.

point de vue du nombre, comme au point de vue de la culture ; ils ne purent pas longtemps se tenir à l'écart et furent bientôt amenés à compter avec les vaincus. Ils furent obligés de plier sous l'autorité de la civilisation slave. Celle-ci, ayant repris son essor après la dépression temporaire qui suivit les premiers chocs avec la barbarie orientale, s'imposa aux nouveaux venus et éleva, du même coup, les vaincus au niveau des vainqueurs (1).

Emportés dans ce puissant courant, les conquérants bulgares durent bientôt s'y abandonner complètement, oublier leurs idiome et coutumes et adopter, sans résistance, la langue et les coutumes des Slaves.

La famille bulgare se transforma et se modela sur l'image de la famille slave. Les liens du sang acquirent une force particulière, et désormais contribuèrent puissamment à cimenter et à organiser solidement la famille bulgare. De même que chez les Slaves, la famille bulgare arriva à constituer une société despotique, image fidèle de la société politique. Ainsi organisée sous la poussée des mœurs, cette famille fut encore fortifiée et affermie par l'esprit militaire naturellement développé chez les Bulgares.

Désormais le droit bulgare reproduira, avec une fermeté qui ne se démentira pas jusqu'aux temps modernes, le principe de la filiation. Le *jus sanguinis* ne se verra pas un instant ébranlé dans ses assises ; tout au contraire, à chaque nouvelle occasion, il s'affirmera de plus en plus, pour accuser, toujours avec une nouvelle force, sa tendance irrésistible au développement, et, si parfois, sous une influence étrangère, des attaques sont portées à

(1) Des vues politiques et des considérations intéressées ont facilité aussi, et même précipité, cette assimilation entre vainqueurs et vaincus ; les Bulgares élargissaient sans cesse leur domination, et les ambitions nationales poussaient à la réunion sous le sceptre de leurs rois de toutes les tribus slaves de la Péninsule.

son autorité, il en sortira intact et même renforcé, empruntant à la tradition et à la puissance des mœurs une énergie remarquable (1).

Il est un point que personne ne songe plus à contester, c'est que le droit slave a, de tout temps, fondé la nation sur la famille. Celle-ci constitue la base de l'organisation sociale des Slaves ; elle est au centre comme un noyau autour duquel s'est formé, à mesure que la société s'est élargie, tout un système de cercles concentriques, dont l'Etat serait le plus éloigné. La communauté familiale est le premier degré de l'échelle qui conduira à des formes sociales plus complexes, mais qui ne perdront jamais l'attache qui les liera à leur souche commune.

Ainsi, vient immédiatement au-dessus de la famille la *Joupa* (2), le premier groupement politique des Slaves formé par la réunion de plusieurs familles habitant sur un territoire déterminé. L'agrégation de plusieurs *joupas* forme la *province* (3).

Si, donc, nous remontons assez haut dans le cours des âges, nous retrouverons dans les phases successives qui ont présidé à la formation de la société slave tous les indices de l'établissement d'une série ascendante de groupes tenant tous à une organisation originelle qui a conservé, jusqu'à nos jours, son carac-

(1) Les Slaves du Sud diffèrent sensiblement, sur ce point, de leurs congénères, les Slaves de l'Occident qui, entrés de bonne heure en contact immédiat avec la civilisation de l'Europe occidentale, ont eu à passer par toutes les péripéties de son développement. Ceux-ci connurent, en matière de nationalité d'origine, l'influence du *jus soli* qui n'a pu à aucun moment se faire accepter chez les Slaves méridionaux.

(2) Dans une lettre patente du roi bulgare Constantin Assen, de 1278, il est question de certains *joupans* ; de même, on rencontre la même expression dans une inscription récemment trouvée dans les fouilles d'Aboba (Bulgarie), ce qui est la preuve évidente que la *joupa* a été également connue en Bulgarie. Cfr. Zanétouff, *La population bulgare au moyen âge* (en langue bulgare), Roustchouk, 1902.

(3) Cfr. Maine, *Etude sur l'ancien droit et la coutume primitive* (trad. fr.), Paris, 1884, p. 320.

tère particulier, ayant progressé sans interruption ni soubresauts au cours d'une longue évolution. C'est précisément dans cette homogène et puissante organisation que réside le secret de ce tenace esprit de conservatisme qui maintient intactes les institutions juridiques des Slaves à travers des époques caractérisées par des luttes interminables entre des conceptions juridiques et sociales divergentes (1). Le sang put ainsi conserver, pour la détermination de la nationalité, toute sa force primitive ; il s'appuyait sur l'autorité découlant des rapports de famille, et luttait victorieusement contre tous principes opposés.

Grâce à cette organisation où le principe de la décentralisation apparaît à chaque instant pour ramener tout à l'unité fondamentale, la famille, dont la personnalité ne cesse de s'affirmer avec toute la puissance que lui attribuent les mœurs et les coutumes de l'époque, l'individu ne disparaît pas dans le groupement politique : il a une valeur personnelle qu'il garde jusqu'au bout. C'est là un trait particulier de l'organisation politique des Slaves que l'on ne retrouve pas dans les sociétés organisées sur la base des idées germaniques.

Ici, le sol saisit l'individu indistinctement, aveuglement, les mœurs et la tradition donnant à l'action du territoire une force souveraine ; l'individu entre dans la cité sans autre titre à la qualité de national que celui d'une naissance sur le territoire. Là, au contraire, il n'appartient pas à la cité avant d'apparte-

(1) Il est évident que le peuple qui est formé de familles étroitement liées entre elles, groupées dans des communautés politiques, est bien différent de celui qui ne se compose que d'individus isolés, éléments disparates et de peu de cohésion. Certains auteurs (V. notamment professeur Boudilovitch dans le *Recueil slave*, Saint-Petersbourg, 1877, II, p. 17), rapprochant la vie sociale de l'Europe occidentale avec celle des Slaves, émettent l'opinion que « la commune occidentale n'est créée qu'artificiellement », tandis que la commune slave est « le produit d'une vie organique qui a déjà traversé plusieurs siècles, basée non pas sur les intérêts d'individus isolés, mais ayant ses racines dans les traditions de tout un peuple. »

nir à la famille ; il doit avoir la même origine ethnique, le même sang dans les veines. Membre de la nation, il est, avant tout, membre de la famille (1), et c'est cette dernière qualité qui est de beaucoup la plus importante.

C'est grâce à elle qu'il est admis à jouir, dans la société politique, de tous les droits que celle-ci confère à ses membres. Chassé de la famille, il ne saurait plus faire partie de la communauté à laquelle appartient sa famille, et les conséquences en sont des plus graves pour lui (2). Réduit à l'obligation de s'éloigner du foyer domestique, il n'existe plus pour la nation, n'ayant plus avec elle aucun lien. Il n'a plus aucun droit à sa protection, la famille étant son unique protecteur ; il n'a plus droit à la vengeance, n'ayant plus de vengeur. L'expulsion équivaut à la mort politique ; elle entraîne un cortège de déchéances, et notamment fait considérer l'individu l'ayant encourue comme en dehors du groupement social et politique, comme étranger à la nation.

Si la qualité de membre de la famille pouvait seule procurer à l'individu le titre de national, l'origine commune, seule, pouvait lui créer une situation dans la famille, car la famille était

(1) La vie juridique de l'homme est circonscrite au cercle restreint de la famille. La solidarité juridique, par exemple, n'était qu'une solidarité familiale (Letourneau, *L'évolution juridique dans les diverses races humaines*, Paris, 1894, p. 407). L'homme a une qualité suivant qu'il appartient ou non à la famille ; une « *personne du dehors*, c'est-à-dire qui n'appartient pas à la communauté familiale », dit la *Kormtchija* (chap. XLIX), pour désigner l'étranger à la famille.

(2) Ce fait était de nature à lui faire perdre tout droit à la propriété foncière dans les limites territoriales de cette commune. (Cfr. Sigel, *Code du roi Stéphan Douchan*, (en langue russe) Saint-Petersbourg, 1872, p. 21). — D'après l'historien Irecek, dans le très ancien droit slave, les membres de la famille, à la suite de certains délits, pouvaient être exclus de son sein, et leur situation, dans ce cas, devenait très proche de celle qui entraînait la privation de liberté. (Sigel, *op. cit.*, p. 197 ; voir en outre Zanétouff, *op. cit.*, p. 124 et suiv., et la bulle d'or de 1319, de l'empereur byzantin, Andronic l'Aîné, qui, entre autres, réglemente cette matière dans la *joupa de Janina*).

basée sur le sang (1). Le principe est absolu. Il apparaît même avec une rigidité extrême qui retrécit considérablement son champ d'application.

Jaloux de la pureté du sang dont dépendent, à ses yeux, la vaillance et la puissance de la race, méfiant de ceux qui peuvent venir troubler ses sentiments, menacer la paix, le Slave, paisible agriculteur, s'ingénie à clore l'entrée de la cité aux étrangers et, dans un esprit d'exclusivisme, va jusqu'à défendre aux nationaux le mariage avec des étrangères. Ainsi, une bulle d'or du roi serbe Miloutin (2) place dans une situation très inférieure la descendance d'un Serbe qui épouserait une Valaque ; ses enfants deviennent, aux termes de ce document, des colons (*méropch*) (3).

La sévérité et la rigueur qui accompagnaient l'application du principe du sang pour l'accession à la cité, furent encore renforcées par l'organisation même de la famille. Obéissant à l'instinct de la défense, faisant intervenir ainsi des considérations d'ordre pratique, le Slave, qui avait été de tout temps entouré d'ennemis, organisa sa famille sur la base de la hiérarchie. Une forte cohésion cimentait ses membres, et il restait fermement attaché à cette petite société qui devait le défendre et le protéger (4).

(1) « La parenté est le ciment qui a conservé la *zadruga* chez les Slaves depuis leur première apparition jusqu'à présent. A ce lien la *zadruga* doit sa naissance et sa résistance aux forces destructives des siècles ». Dragolioub Novakovitch, *La Zadruga*, (Th.), Paris, 1905, p. 105.

(2) Bulle d'or envoyée au Monastère de Detchani. Cfr. Sigel, *op. cit.*, p. 26.

(3) Pour la situation du *méropch* serbe ou *tchiftchi* bulgare, consulter surtout St. Novakovitch, *Code du roi Douchan*, (en langue serbe), Belgrade, 1898, p. 174.

(4) La *zadruga* a été la première forme de l'organisation sociale des Slaves. D'ailleurs on peut dire que la forme familiale est inhérente au caractère même du Slave. On peut en juger par cette constatation curieuse qu'aucune langue étrangère, pas même les langues aryennes mortes, ne peut rivaliser avec la langue slave pour la richesse et l'abondance d'expressions évoquant

Quel est l'aspect interne de l'organisation familiale ? Nous ne voulons pas faire ici, une étude approfondie de cette question ; nous nous bornerons à dégager les points qui intéressent plus particulièrement notre sujet.

a) La famille bulgare comme les autres familles slaves a connu les degrés de parenté. Cette constatation, d'une importance capitale, doit nécessairement nous conduire à conclure qu'elle est construite sur le sang. N'est-ce pas donc, après toutes les considérations que nous avons présentées, établir d'une manière certaine que c'est sur le sang que s'est constituée l'organisation politique des Slaves ? Au contraire, contester cette existence de degrés, n'est-ce pas exposer la *lex sanguinis* à des attaques susceptibles de ternir son éclat et de porter atteinte à sa puissance ? Or, sa forte organisation interne est la preuve certaine que la famille bulgare a de tout temps connu des degrés, et la législation par des affirmations catégoriques, enlève tout doute à cet égard (1).

Dès lors, le sang, gardant intacte son autorité en cette matière, apparaît comme un facteur puissant pour l'admission de l'individu dans la cité et remportera une victoire certaine sur tout

l'idée de famille et de parenté.—V., en ce qui concerne la *zadruga* et l'organisation de la famille slave en général, une étude de M. St. Bobtcheff dans le *Recueil du Ministère de l'Instruction publique*, n° 21 (en langue bulgare), avec une vaste littérature sur ce sujet. V. en outre une étude très intéressante en langue française, Dr. Novakovitch, *La Zadruga* (Th.), Paris 1905. Cfr. dans ce même *Recueil* (n° 4), le *Voyage de Gerard Cornelius Drixt*, par Milétitch. Ce voyageur constate en 1718 des vestiges, en Bulgarie, de l'organisation familiale des anciens Slaves, vestiges que l'on retrouve, d'ailleurs, aujourd'hui encore. Voir Guéschoff, *La Zadruga dans la Bulgarie occidentale*, dans la *Revue périodique*, nos 21 et 22.

(1) Voir, entre autres, les dispositions du *Code de Douchan* (consulter en outre Florinsky, *Monuments de l'activité législative du roi Douchan* [en langue russe], Kiew, 1888, p. 99), relatives à l'hérédité de même que celles de l'*Ecloga*, loi grecque dont la traduction en bulgare servit longtemps de modèle au législateur bulgare. Cette loi contient aussi un grand nombre d'articles qui traitent de l'hérédité et s'occupent du rang et des degrés des héritiers, c'est-à-dire des membres de la famille.

principe adverse, sur toute autre notion de nationalité d'origine (1).

b) Mais la *lex sanguinis* trouve un autre appui — et c'est là le côté psychologique du problème — dans certaines forces morales qui se rattachent, elles aussi, à l'organisation même de la famille slave. Ces forces constituèrent une véritable digue contre l'influence étrangère qui venait de l'Occident de l'Europe et qui, sans la forte résistance qui lui fut opposée, aurait, sans doute, acclimaté chez les Bulgares des conceptions nouvelles sur la nationalité.

Le *jus sanguinis* trouva un protecteur infailible, bien qu'inconscient de son rôle, dans l'autorité paternelle (2). Le *jus soli* s'il avait voulu s'introduire en matière de nationalité d'origine se serait heurté, dès son apparition, à cette autorité et aurait dû s'avouer impuissant à lutter contre cet adversaire redoutable que les mœurs et les habitudes lui opposaient.

Soumis dès sa naissance, et pendant une longue période de sa vie, à l'autorité du père ou de celui de ses parents qui, après la mort où à raison du grand âge du père, se trouve investi de la puissance paternelle, l'individu subit fatalement son

(1) Pour contester que la famille se fonde, en Germanie, sur le sang, Gierke (*Genossenschaftsrecht*, I, p. 24, cité par M. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 9) avance que la famille germaine n'aurait pas connu de degrés. Cette opinion est combattue par d'autres auteurs qui affirment l'existence de ces degrés et reconnaissent que la famille est incontestablement basée sur le sang. Puisque l'organisation politique est fondée sur la famille, c'est donc, en dernière analyse, à leurs yeux, sur le sang que le groupement politique repose. (Cfr. G. de Lapradelle, *op. et loc. cit.*)

(2) Le pouvoir dont jouit le père dans l'ancienne famille bulgare est souverain, presque illimité. La coutume et les mœurs ne craignent pas, d'autre part, de l'élargir par des applications que la pratique multiplie sans cesse. En ce qui concerne la femme, c'est le chef de famille seul qui a le droit de la représenter en justice (*Code de Douchan*, art. 104). A l'égard de ses enfants, ses pouvoirs sont plus larges encore. Conduite ainsi au point culminant de son développement, la conception de la puissance paternelle apparaît avec toute la rigueur que suppose toute première manifestation d'un droit naissant. « Le père est le maître souverain dans la famille », dit Vögel dans son *Histoire des coutumes des anciens Slaves*, (traduction russe). Kiew, 1875.

influence ; c'est le père qui lui inspirera ses premiers sentiments (1) et lui lèguera, avec sa fortune, le don précieux des ambitions nationales. Il partagera les affections de celui qui aura dirigé son éducation, et puisera dans son exemple le culte de la patrie.

A quoi, dans ces conditions, se réduit le rôle du sol ? La formule territoriale n'a qu'une autorité trop précaire pour être adoptée comme solution du problème de la nationalité. La question du sol sur lequel l'enfant est né importe peu. Le *jus sanguinis*, produit des mœurs et des traditions, trouve, en outre, dans la puissance paternelle, un protecteur autorisé. C'est donc que son triomphe sur son rival est assuré ; car, l'influence d'idées opposées au sein d'une nation qui a donné libre cours au développement de ses traditions, est insignifiante et sans portée ; seules, les formules conformes à l'esprit national, cet héritage légitime des ancêtres, acquièrent assez de force pour se développer sans cesse.

★★

A bien considérer la vie juridique des Bulgares dès ses premières manifestations, on est facilement amené à admettre cette domination du principe de la filiation auquel l'influence slave ne fit que donner une nouvelle consécration et une force particu-

(1) A cette époque déjà, on n'est pas indifférent aux sentiments de patriotisme qui peuvent animer l'individu. Il est intéressant de citer ici un passage tiré des écrits de Théophilacte, archevêque des Bulgares au XII^e siècle, relatif à la déclaration qu'il fait à l'impératrice grecque Marie : « Durant mon séjour dans la capitale (Constantinople), ici ont pourri toutes mes affaires, qui auraient pu être agréables et odorantes ailleurs. Je retourne auprès des Bulgares, constantinopolitain dans mon âme, étranger à la Bulgarie » (Traduction russe dans Ouspensky, *La formation du second empire bulgare*, Odessa, 1879, p. 9). Les liens moraux sont, à cette époque, aussi puissants que les liens physiques : « Considérant que, d'après le canon et la loi, dit la *Kormtchija*, la parenté spirituelle est plus forte que la parenté corporelle... ».

lière. De bonne heure, la famille est solidement organisée sur le sang. De plus, l'esprit de famille apparaît partout se confondant avec l'esprit national. La *joupa*, groupement social et politique, n'est rien autre que la forme supérieure d'une organisation primitive et fondamentale, la famille. C'est donc le sang que l'on trouve, en dernière analyse, à la base du groupement politique des Bulgares.

Le *jus sanguinis* était, par suite, le seul qui pût fonctionner et se développer. Il y trouva un milieu propice. Etabli par les nécessités politiques et par les circonstances, fortifié par l'esprit même des traditions et par la conception de tribu et de nation, il se vit, en outre, appuyé et affermi par un facteur moral non moins énergique, celui de la puissance paternelle. Le rôle de cette force morale, qui vient s'ajouter au système pour n'y laisser place à aucune hésitation et pour éliminer, avant même qu'elle apparaisse en germe, toute solution par une formule opposée du problème de la nationalité, bien que certain et réel, est inconscient, insoupçonné, ignoré. L'idée de la race, et, partant, du lien physique, domine, seule, la nationalité d'origine, et rattache à la patrie bulgare quiconque naît de sang bulgare.

§ 3, — INFLUENCE DU DROIT ROMAIN SUR LA FORMATION DES IDÉES RELATIVES A LA NATIONALITÉ. — Définitivement entré dans les coutumes et dans les mœurs, le *jus sanguinis* prend une force nouvelle dans la naissante législation bulgare. Les règles qui régissent les rapports juridiques des Bulgares vont être mis au point. L'introduction du christianisme en Bulgarie et le rapprochement qui va s'ensuivre, grâce à l'Eglise d'Orient, avec l'Etat le plus florissant de l'époque, fortifieront derechef l'influence du droit byzantin — relégué au second plan après l'incursion de la horde bulgare dans ces contrées, — sur la population de la Pé-

ninsule. Outre les traces profondes qu'elle laissa dans le système politique, la culture romaine marqua de son empreinte toute la législation des Bulgares (1). C'est, en effet, dans les compilations, que les *basilees* byzantins modelaient sur le droit romain classique, que la législation bulgare trouva son inspiration.

Malgré leur résistance à toute autorité étrangère, les Slaves se virent, si l'on en croit le témoignage de l'empereur Léon VI (2), dans la nécessité d'obéir aux lois et règlements romains qui s'imposaient à eux par leur supériorité même (3). Ce fut principalement au moyen du christianisme que Byzance réussit après la forte dépression qui fut la conséquence de l'invasion des Bulgares, à reconquérir son influence dans la Péninsule, surtout en matière législative, et à provoquer des réformes profondes dans l'Etat bulgare. Cette influence se manifeste d'une façon marquée dès le neuvième siècle. Sollicité, d'un côté, par les besoins du pays où les actes législatifs, devenus nécessaires, font défaut, enveloppé, d'un autre, par la lumière éblouissante que lui projette l'Empire voisin, le courant civilisateur, qui vient de naître dans le jeune royaume, « emprunte une grande force à cette source peu originale, mais très limpide qu'est la civilisation byzantine. »

Ainsi la législation byzantine s'impose en Bulgarie, mais, en même temps, une étrange évolution se remarque dans le droit

(1) Voir, en ce qui concerne, cette influence, en Serbie, un opuscule par M. St. Novakovitch, *La Serbie médiévale et le droit romain* (en langue serbe), Belgrade, 1906.

(2) *Leonis Imp. Tactica sive de re militare liber*, Vögel, *op. cit.*, chap. II.

(3) Ils sont, dès le début, régis par les *Lois agraires* colligées par les empereurs byzantins uniquement en vue de réglementer leur vie juridique. Cfr R. de Hubé, *Droit romain et gréco-romain chez les peuples slaves*, Paris, 1880, p. 14 et suiv.; Mortreuil, *Histoire du droit byzantin*, Paris, 1843-46, I, p. 395; Wassiliewsky, *Législation des Iconoclastes* dans le *Journal du Ministère de l'Instruction publique* (en langue russe), 1878, p. 105; Azarévitch, *Histoire du droit byzantin*, Jaroslavl (en langue russe), 1876, I, p. 88 et suiv.

gréco-romain lui-même. Au contact des Slaves, et s'inspirant, dans une certaine mesure, de leurs conceptions juridiques, les nouveaux actes législatifs grecs en reçoivent l'empreinte. C'est surtout à partir du huitième siècle qu'on peut faire cette constatation. La législation byzantine (1) réserve, grâce à cette influence, une place importante à la filiation (2), élargit le domaine de la parenté et fortifie les liens du sang.

Imbu des idées romaines qu'il lui furent présentées par les jurisconsultes byzantins sous une forme très accessible, le droit bulgare, coutumier ou écrit, se développa à l'abri des impérieuses distinctions sociales que suscitaient, à la même époque, en Occident, les idées germanes. Débarrassé de bonne heure des traditions rigoureuses et exclusives qu'avait apportées avec elle la conquérante tribu des Bulgares, il grandit au rayonnement des principes romains que l'Etat le plus civilisé de l'époque se faisait un devoir de propager parmi ses voisins barbares. Et, lorsque, grâce à l'autorité et au prestige que lui procura l'adaptation parfaite de ses préceptes aux besoins sociaux, le droit byzantin eût conquis une place prépondérante dans le domaine juridique de la vie bulgare (3), à côté des traditions nationales

(1) Le *Code civil (Ecloga)* publié sous Léon l'Isaurien est surtout remarquable sur ce point. Il est très proche dans la plupart de ses dispositions des conceptions que consacraient les mœurs et les coutumes des Bulgares. Une traduction en langue bulgare suivit de près son apparition.

(2) D'après une Novelle d'Alexis Comnène qui fut insérée dans la *Kormtchija* (chap. XLIII, *Nouvelle loi de l'orthodoxe roi Alexis Comnène*), c'est à l'origine et à la filiation que l'on doit s'attacher pour déterminer la condition sociale de l'individu. Ainsi, d'après ce texte, « l'individu actuellement esclave, mais qui affirme être né de parents libres, Bulgares ou autres », a le droit de revendiquer, en vertu de son origine libre, sa liberté, quoique, à un moment donné, il ait été vendu comme esclave. Donc, le législateur byzantin pose franchement en matière d'état des personnes, en termes explicites et absolus, la règle du sang généralement consacrée par les usages et par les mœurs.

(3) Elevés très souvent à la cour de Constantinople, connaissant le grec aussi bien que leur langue maternelle, les rois bulgares encouragent vivement l'étude de la législation byzantine et contribuent à l'épanouissement des prin-

dont la source ne fut point tarie pour cela, tout rival se vit impitoyablement écarté (1). Sous son égide, la formule du sang put, en matière de nationalité, conserver jusqu'au bout toute sa valeur. Sans avoir cédé un pouce de terrain, le droit romain, secondé par les mœurs et par les coutumes, écarta toute intervention étrangère et, plus particulièrement, en la matière qui nous intéresse. Il y a plus. Si au XVI^e siècle, en Occident, sous la poussée de la renaissance du droit romain, la formule du sang fut subitement rendue « chère aux jurisconsultes » (2), en Bulgarie, elle trouva dans la domination ininterrompue de ce droit une arme de plus pour sa défense. D'un autre côté, ce droit romain, tel qu'il était passé en Bulgarie où il avait affermi le principe du sang, fut, par le fait même de sa transplantation, dégagé d'un certain élément étranger à ce principe. En effet, le droit romain que connurent les Bulgares ignorait les délimitations de l'*ager romanus* et toutes les conséquences qui en pouvaient découler en matière de nationalité.

§ 4. — IMPOPULARITÉ DE LA FORMULE TERRITORIALE EN BULGARIE.

— Dans l'antiquité la voix du sang parle, seule, en matière d'origine. « Le territoire n'est rien ; la filiation est tout » (3). En Grèce, à Rome, en Egypte, la formule est presque identique. Partout, sous l'influence de préjugés intolérants et grossiers l'étranger est méprisé ; il n'appartient pas à la même

cipes romains dans leur royaume. Le roi Siméon se passionne pour la lecture de la *Politique* d'Aristote. Sous ses auspices, l'influence législative de Byzance conquiert définitivement une place prépondérante Cfr. Sigel, *Lectures of slavonic law* (traduction bulgare), dans la *Revue juridique*, 1903, n^o 7. Cet auteur attribue à Siméon la conception d'une certaine *Loi judiciaire*, que l'on considère aujourd'hui comme de date incertaine. V. encore de Hubé, *op. cit.*, p. 14 et suiv.

(1) Cfr Mortreuil, *op. et loc. cit.*

(2) G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 15.

(3) *Ibid.*, p. 5.

race, il n'a pas les mêmes ancêtres, le même sang ne coule pas dans ses veines. Pour toutes ces raisons la cité lui reste fermée. Mais plus tard ce principe se modifie et se voile. La filiation perd toute son importance antérieure en matière de nationalité. Désormais, c'est la naissance sur le sol qui, seule, donne l'origine, indépendamment de tout rapport de filiation. Cette nouvelle formule ne tarde pas à prendre une extension considérable ; elle se répand dans toute l'Europe occidentale et y domine pendant une grande partie du moyen âge.

Les conceptions qui s'y font jour et qui bouleverseront, pour un certain temps, le régime social, l'établiront et lui donneront une supériorité marquée sur la formule du sang, formule qu'elles arriveront temporairement à écarter complètement du domaine de la nationalité.

En Orient les idées sur la nationalité ont-elles oscillé également entre deux conceptions qui se disputent la domination ? Nous avons hâte de répondre tout de suite par la négative ; car, chaque régime social nous apparaît avec des conceptions juridiques propres auxquelles il donne une sanction légale, et le régime social est tout différent à cette époque en Orient de ce qu'il est en Occident.

En Orient la différence dans la condition des terres est ignorée ; par suite, l'inégalité qu'elle pouvait faire naître parmi les citoyens y est inconnue et la présence de classes sociales est due à la naissance seule. La loi est, sur ce point, catégorique. L'origine, seule, crée la différence dans la condition des hommes. « Les serfs, dit la *Kormtchija* (1), naissent ou deviennent : ils naissent, s'ils proviennent de nos esclaves ; ils deviennent, par l'effet de la loi païenne, c'est-à-dire lorsque nous les acquérons comme prisonniers de guerre... » Et un peu plus bas : « Les

(1) *Kormtchija*, ch. XLIX, titre XXXIV, § 4, 5 et 6.

libres sont ou nobles (1), ou affranchis ; noble est celui qui naît libre, et n'est pas assujéti au joug du travail : il naît du mariage de deux nobles ou de deux affranchis, ou de noble et d'affranchi. » La loi ne parle nulle part du territoire dont l'action en matière d'état des personnes est nulle en droit slave. Elle s'attache exclusivement à la condition des parents pour déterminer celle de l'enfant ; l'inégalité entre les citoyens libres ne résulte que de la fortune, la condition des terres étant dans tout l'Orient la même (2). L'Orient de l'Europe n'a, en effet, connu, à aucun moment, l'influence des idées germaniques qui apportèrent en Occident de nouvelles conceptions en matière de nationalité. « L'Orient fut protégé, dit Mortreuil(3), contre les invasions des tribus germaniques qui changèrent la face de l'empire latin, et qui introduisirent dans la propriété territoriale des relations si diverses. Aussi, l'empire byzantin a toujours ignoré ces distinctions sociales que la féodalité avait établies en Occident d'après la différence des possessions des terres. »

L'Europe orientale, restée fermée aux idées germaniques, n'a pas subi non plus leur répercussion en matière de nationalité. Alors que dans les pays où l'influence germanique avait prédominé, la nationalité était attribuée à quiconque était né sur le territoire, la terre communiquant sa qualité à celui qui l'habitait, en Orient, le sol n'exerçait aucune influence sur la qualité des personnes. De plus, l'*ager romanus* (4) était chose inconnue et

(1) Noble est ici pris dans un sens spécial, comme il est facile de s'en rendre compte.

(2) Cfr Mortreuil, *op. cit.*, III, p. 48. En Orient, l'Etat se faisait un devoir de défendre les pauvres contre les riches, et, en même temps, contre les puissants qui portaient constamment atteinte soit à leurs biens, soit à leur personne même. L'établissement d'une puissante classe sociale qui eût dominé et assujéti les faibles était, dans ces conditions, difficile à réaliser. Cfr Rambaud, *op. cit.*, p. 277.

(3) *Op. et loc. cit.*

(4) Ch. Beudant, *op. cit.*, dans la *Revue critique*, 1856, p. 61. La féodalité n'était pas seule à connaître le *jus soli*. Rome même, dont l'Orient fut le con-

l'accession à la cité n'était pas subordonnée à sa possession (1).

Ainsi au début, le droit gréco-romain ignorait, même en germe, le principe du sol. Probablement, ce principe n'était pas davantage connu de la population romanisée, disséminée soit dans des villages égrenés dans l'intérieur du pays, soit dans des colonies échelonnées sur les rives du Danube, qui servaient à faire pénétrer l'influence romaine dans la Péninsule balkanique (2).

Non moins importante était aussi, nous l'avons déjà vu, l'influence slave. Elle se manifestait par des coutumes juridiques qui s'introduisaient, indépendamment de la volonté de Byzance, dans la vie des provinces, et auxquelles le Gouvernement byzantin — et c'est là où l'on peut découvrir la subtilité de sa politique intérieure — n'avait qu'à donner la sanction légale et à les élever au même niveau que les dispositions qui provenaient d'une source purement originale.

Si le *jus sanguinis*, seul en vigueur, à notre avis, en matière de nationalité d'origine dans les pays des Slaves du Sud, trouvait son fondement dans les mœurs et tirait sa force de l'organisation même du peuple, le *jus soli*, au contraire, était repoussé à la frontière, impuissant à lutter contre l'esprit national et contre les tendances qui n'étaient point celles d'une époque déterminée, mais étaient l'œuvre des traditions séculaires de tout un peuple.

tinuateur, avait déjà admis, dans une certaine mesure au moins, l'influence du sol, sur la nationalité. La possession de l'*ager romanus* constituait une condition d'acquisition de la cité. La terre sacrée de la banlieue de Rome prenait ainsi une part considérable dans la détermination de la nationalité.

(1) Pour ne pas perdre toute son autorité sur une population qui n'était que trop attachée à ses croyances traditionnelles, le droit romain, qui était né et s'était développé dans un milieu social différent, dut, en Orient, être épuré, revu, mis au point. Il dut corriger certaines de ses dispositions pour les faire correspondre aux exigences et aux nécessités sociales auxquelles il devait satisfaire. Telle fut, en effet, la principale tâche des empereurs en matière de législation.

(2) Rapp. Suciù, *De la nationalité en Roumanie* (Th.), Paris, 1906, p. 62 et suiv.

Et l'on sait quel attachement fanatique le monde de l'Orient avait pour ses croyances particulières !

La conception féodale pénètre cependant, à un certain moment, dans ces pays auxquels elle devait quand même rester, dans son essence, à tout jamais étrangère (1). Quelle est à son égard l'attitude de la loi du sang ? Quel est le sort du *jus sanguinis* lorsqu'il se trouve en face du régime féodal qui s'instaure, bien que très imparfaitement, dans le pays ? Peut-il résister à une attaque si violente ? Le *jus soli* va-t-il essayer, à ce moment propice, de conquérir un terrain occupé par un rival si puissant ? Nous avouons l'ignorer ; peut-être même une réponse catégorique serait-elle assez malaisée à donner : une distinction entre les deux formules devait se présenter, à cette époque, comme bien vague, bien indéterminée, et le manque complet de documents est bien de nature aussi à augmenter notre embarras. Toutefois, il faut croire que le choc, s'il y en a eu un, dût être violent, et que la formule territoriale en sortit brisée, déchiquetée, émiettée.

Tirée de la féodalité, produit des mœurs, protégée par le régime social même pendant presque tout le cours du Moyen âge, la loi du sol domine, en Occident, la matière de la nationalité avec toute l'ampleur que lui assignent les idées régnantes dans le monde latin. Le *jus sanguinis* s'efface devant elle ; il tombe en

(1) L'apparition en Orient d'un semblant de régime féodal est due uniquement à certaines causes d'ordre exclusivement pratique. La féodalité ne s'y organisa pas, et les auteurs le reconnaissent formellement (cfr Rambaud, *op. cit.*, p. 293), comme dans les contrées barbares de l'Occident, sous l'empire de « coutumes non écrites », mais bien « sous l'influence des constitutions impériales » ; elle fut instaurée en Orient en partie et très imparfaitement sous la pression des circonstances, et parce que les empereurs avaient besoin de ménager les militaires en leur concédant des *πρόνοια*, sorte de fiefs, bien distincts, par leurs caractères, des fiefs de l'Europe occidentale. Ces pronias devaient, en présence de la pénurie du Trésor, servir d'appât aux enrôlements. V., en ce qui concerne ce régime, Blagoëff, *op. cit.*, p. 116 ; St. Novakovitch, *op. cit.*, art. 81 et s. ; Florinsky, *op. cit.*, p. 28 et suiv.

désuétude jusqu'au jour où les nécessités sociales, d'une part, le souvenir du droit romain, de l'autre, le remettrent en scène.

En Orient, la situation est toute différente. Le régime féodal s'y introduit, il est vrai, en partie (1) sous l'influence étrangère, mais avec un caractère tout autre, et sous un aspect qui diffère sensiblement du modèle que les empereurs byzantins et les rois slaves avaient sous les yeux (2). Considéré, en Bulgarie, comme un effet du caprice et de l'arbitraire des rois, le régime féodal rencontre une vive opposition dans l'organisation même de la société. Celle-ci lui restera étrangère même lorsque la domination ottomane aura, plus tard, couvert le pays de *spahiloucks* et de *begloucks*, formes primordiales d'une organisation féodale. Ces marques de servitude, le peuple les tolérait en même temps que son esclavage politique, mais leur chute était proche et elle survint le jour même où le peuple s'affranchit de cette tyrannie étrangère dont il était obsédé.

Frappé de discrédit auprès du peuple, un pareil régime pouvait-il exercer une influence quelconque sur les institutions juridiques qui tiraient uniquement leur origine des mœurs et des cou-

(1) En Bulgarie ce régime était ignoré avant la domination grecque des XI^e et XII^e siècles. Encore, après cette époque, la féodalité ne fut-elle que l'œuvre personnelle des rois qui conféraient à une partie de la noblesse, à titre de fiefs, certaines provinces situées aux confins éloignés du royaume.

(2) Vivant dès les temps les plus anciens dans la démocratie (témoignage de Procopius Cæsar.), les Slaves ont toujours ignoré l'organisation sociale basée sur les idées et les conceptions germaniques. Aussi, leur formule du régime féodal est toute différente. On n'y retrouve même pas les traits caractéristiques et essentiels du régime féodal que l'on rencontre dans l'Occident de l'Europe : cette chaîne de suzerains et de vassaux (Rimbaud, *op. cit.*, p. 295), cette hiérarchie qui caractérise ce régime ailleurs. De même, la *πρόνοια* n'est point le fief, le lotissement féodal de l'Occident. Le régime est impopulaire et incompatible avec l'esprit démocratique des Slaves. Selon Palaouzoff (V. Vocel, *op. cit.*, chap. VII), il précipita la chute du royaume serbe. Cfr Florinsky, *Les Slaves méridionaux et la Byzance dans la seconde moitié du XIV^e siècle* (en langue russe), Saint-Petersbourg, 1882, II, p. 28 et suiv.

tumes locales ? La féodalité avait occasionné toute une révolution dans les conceptions juridiques, en ce qui concerne l'état des personnes. C'est ainsi qu'elle avait fait du sol le facteur exclusif pour la détermination de la nationalité. La solution ne fut pas la même en Bulgarie où les conditions étaient différentes, et le *jus soli* ne fut pas accepté. L'immobilisation féodale y était inconnue ; le bourgeois, ignorant l'isolement qu'imposait la féodalité, circulait librement, conservant indifféremment sa qualité partout où il allait, dans son pays ou à l'étranger. Il gardait toujours le même sang dans les veines et ne perdait pas, par conséquent, hors de sa circonscription, sa nationalité. Les parents transmettaient à leurs enfants, avec leur sang, leur condition et leur nationalité.

A cette époque la filiation, maîtresse souveraine au sein d'une nation qui s'est développée sous l'empire exclusif du sang, contribue, seule, à la détermination de la nationalité. Elle ne perd pas un seul instant de son importance, car, aucun autre principe ne pouvant la supplanter, aucune idée contraire ne peut progresser à l'encontre des conceptions locales.

La nation bulgare se meut et se perpétue autour de cette cellule, base de toute l'organisation politique et sociale, la famille. D'autre part, l'évolution du droit bulgare, coutumier ou écrit, s'était faite, comme nous venons de le voir, loin des conceptions qui s'étaient épandues tout à leur aise dans l'Europe occidentale, mais n'avaient eu, ici, qu'une force de pénétration insignifiante. Ainsi seulement s'explique l'élimination complète, dès le début, de la formule territoriale du droit bulgare. Celle-ci était incompatible avec l'esprit même de ce droit qui réservait une large place aux formules que consacrait une longue et puissante domination du sang.

En résumé, ce qui caractérise, à notre avis, l'évolution juridique des principes qui ont dominé notre matière, c'est cette persistance, non pas singulière, car elle est en pleine harmonie avec les exigences du milieu ambiant et du temps, mais, au contraire, naturelle, de l'élément personnel auquel la pratique et l'instinct national sont profondément acquis. L'homme, en tant que sujet du droit, occupe la première place dans les relations sociales et juridiques. L'idée de *personnalité* est souveraine ; elle le saisit dès sa naissance et le fait participer à la vie sociale de ceux qui l'ont engendré. Il entre dans leur société à raison du sang qu'ils lui ont transmis (1), et, bien plus tard seulement, à l'époque moderne, lorsque le système s'est développé et ennobli, à raison des sentiments et de l'éducation qu'il a reçus d'eux.

Au contraire, l'idée de *réalité* est en discrédit dès cette époque. Etrangère à l'organisation politique et sociale, elle ne peut se frayer un passage, même lorsqu'une influence du dehors vient introduire quelques règles nouvelles, mais isolées, dans la vie juridique de la nation. Ces nouvelles conceptions qui tendent à s'imposer auront-elles leur répercussion en matière de nationalité, auront-elles pour effet de rendre l'homme plus dépendant de la terre et de lui attribuer une nationalité suivant la formule territoriale ? Nullement. L'idée de personnalité est trop puissante pour défaillir. Bien plus, l'échec du nouveau système vient confirmer l'ancienne pratique et rendre certain et incontestable le triomphe du sang. Celui qui est né dans le pays (2) n'est pas

(1) Moins imprégnés de préjugés orgueilleux de race, mais aussi conservateurs en matière de nationalité que les autres nations antiques, les Bulgares sont jaloux de fortifier leur race et d'éviter tout mélange avec les nations étrangères. Sans doute, cette considération est entrée en ligne de compte chez eux aussi pour affermir le *jus sanguinis* et pour fonder définitivement l'origine sur le sang.

(2) Le Code de Douchan (articles 93 et 115) comprend, sous la dénomination de *pays étranger*, à laquelle il donne un sens très large, toute province du royaume. Cependant l'individu qui y est né de parents serbes n'est point

forcément national, de même que celui qui est né hors de ses limites n'est pas considéré, par le seul fait de sa naissance, comme étranger. L'homme n'est point enchaîné à la terre, et l'idée de nationalité est nécessairement conçue sous l'action immédiate des principes puisés à la source éminemment nationale des mœurs.

§ 5. — INFLUENCE DE LA RELIGION EN MATIÈRE DE NATIONALITÉ. — Bien que l'application de la loi du sang ne soit pas douteuse, il est, toutefois, difficile de trouver à cette époque un principe précis et nettement défini (les documents, — du moins ceux que nous avons pu avoir à notre disposition, — ne se préoccupent pas de la question de la nationalité, le terme même de *national* et de *sujet* (1) n'ayant pas encore droit de cité dans la langue slave), consacré par des règles certaines et fixes, applicables à des hypothèses concrètes.

Aussi, des éléments étrangers viennent s'y mêler pour compliquer la question et augmenter l'incertitude.

L'Eglise exerce une influence très grande dans les affaires séculières de l'Etat et cette influence s'étend jusqu'à la réglementation des rapports privés des individus. On avait plus d'attachement aux croyances religieuses que de confiance dans les conceptions juridiques. La foi orthodoxe demeurait toujours au premier plan, intolérante et jalouse, pour inciter la haine contre les incrédules et écarter de la nation ceux auxquels une origine et une éducation étrangères avaient inculqué les dogmes d'une religion différente.

Ainsi, les étrangers sont désignés dans les textes et, peut-être

appelé étranger, l'homme ne dépendant pas du sol où il est né ; seuls, les rapports de parenté rattachent l'individu à la tribu et constituent sa nationalité.

(1) Cfr les dictionnaires de Karadjitch et de Danitchitch.

aussi, dans le langage courant par leur croyance religieuse. Dans nombre de cas l'expression de *inonjeretz*, que l'on ne peut traduire en français que par la périphrase « celui qui professe une autre religion », est employée purement et simplement dans le sens d'« étranger » par rapport aux nationaux qui, eux, sont des « chrétiens orthodoxes » (1). Les étrangers sont ordinairement appelés par le nom propre de la nation à laquelle ils appartiennent, mais on les voit fréquemment désignés par la religion qu'ils professent. Par exemple, le mot « *latin* » (2), nom générique qui est donné ordinairement à tout individu de religion catholique, est employé, dans certains cas, pour désigner les originaires de la République de Raguse (Doubrovnik) (3).

L'idée religieuse a donc, elle aussi, sa part, en matière de nationalité ; mais son rôle, ici, n'influe guère, ce nous semble, que sur la terminologie, sans rien apporter de nouveau dans la fixation et dans la détermination même de la nationalité.

L'intervention de cet élément étranger est une preuve de plus de ce qu'il y avait de flottant et d'imprécis dans les conceptions juridiques d'une époque où la pensée est essentiellement confuse.

Cette influence des croyances religieuses en matière de nationalité est une nouvelle confirmation de la force que les usages assignaient à l'origine et à l'éducation nationales.

SECTION II. — De la nationalité d'acquisition.

Rôle de l'assimilation et du sol.

Il n'est pas douteux que le principe du sang soit seul prépondérant en notre matière ; mais il ne faut point se méprendre sur les conditions politiques et sociales dans lesquelles la vie juri-

(1) Voir art. 155 du code de Douchan, édition St. Novakovitch. Aussi *Kormtchija*, chap. XLIV, tit. II, § 3 et tit. IV, § 3.

(2) Où « romain ». V. notamment, *Kormtchija*, chap. XLVII.

(3) Cfr Sigel, *op. cit.*, p. 69.

dique des Bulgares se perpétue, et les principes naissent et se développent. Si même nous nous reportons aux derniers temps de l'époque que nous envisageons, c'est-à-dire aux dernières années du XIV^e siècle, nous ne voyons apparaître dans l'Etat aucune conscience de ses devoirs et de ses obligations, mais seulement l'affirmation de ses droits envers ses sujets. L'idée de nationalité, avec tous les attributs qu'elle comporte, qui sera le résultat de concepts plus avancés, fait alors complètement défaut. C'est la conscience de l'origine commune qui en tient lieu ; c'est elle, seule, qui unit l'individu à la nation et contribue à la constitution et à la stabilité de cette nation. En outre, le régime féodal n'y ayant pas fait son apparition, bien des maximes qui en furent l'émanation directe restèrent à jamais inconnues au monde oriental. La conception que « la terre appartient au seigneur avec tout ce qu'elle porte » (1), ou cette autre, que « l'homme et la terre sont une seule et même chose, et que l'un se confond dans la nature de l'autre » (2) n'ayant pas pénétré en Orient, on ignore complètement ce lien stable et indissoluble que crée en Occident la naissance sur le territoire. On ignore également cette conséquence logique du système que fut la conception de la sujétion au *dominus* (3), lien si puissant et si caractéristique du régime occidental de cette époque, mais qui est loin, cependant, de présenter le même caractère que la *nationalité*, conception réfléchie des temps modernes. Tout au contraire, en Orient, où l'influence directe et presque exclusive du droit romain a constamment prévalu, la conception de l'autonomie personnelle n'a

(1) Demangeat, *op. cit.*, p. 47.

(2) Paroles de Boissy d'Anglas au Tribunat, à la séance du 29 frimaire an X (*Arch. parl.*, III, p. 194).

(3) Un trait caractéristique de ce régime est que, en droit féodal, au lieu de *citoyens*, il n'y a que des *vassaux*, des *sujets* et des *serfs*. Cfr de Folleville, *op. cit.*, p. 33.

pas perdu, un seul instant, de sa force, et son autorité n'a été, à aucun moment, voilée par le triomphe d'idées opposées et subversives. Aussi, en principe, le sang, seul, fournissait de nouveaux citoyens à l'Etat et la procréation, seule, perpétuait la race.

La netteté et la force avec lesquelles se présente un principe, dépendent du milieu ambiant dans lequel les idées naissent et se meuvent ; et, aujourd'hui, lorsque nous essayons de reconstituer la physionomie d'un état social difficile à discerner dans la pénombre de l'histoire, rendue encore plus impénétrable par le manque presque complet de documents et de renseignements positifs, nous devons nous rapporter, avant tout, à la source intarissable de la coutume ; cette source est souvent sans signification apparente bien précise, mais comme elle a été jalousement conservée de génération en génération, on peut y découvrir l'existence des règles dominantes de la vie juridique et sociale de l'époque. C'est aussi dans l'agencement des diverses phases de cette vie que l'on peut voir se dérouler le plus souvent les différentes étapes de l'évolution des principes dirigeants. Au surplus, à raison du désarroi occasionné par les événements politiques et par les nouvelles conditions sociales, ce qui devait fatalement arriver se produisit. Des considérations d'ordre pratique se glissèrent à titre d'expédient, et firent une large échancrure à la netteté et à la précision des principes naissants.

Si l'histoire de ces époques reculées nous offre un tableau permanent de guerres et de violences, il est facile de dégager des faits la préoccupation constante chez le prince de commander à une population nombreuse, très attachée au sol qu'elle habite, peu disposée à émigrer, et capable, par ses qualités naturelles, d'assurer la grandeur du royaume qu'elle est toujours prête à défendre. C'est, sans doute, par cette voie indirecte que l'idée territoriale ne tarda pas à s'ébaucher en droit

bulgare, puis à s'affermir jusqu'à exercer une certaine influence sur l'acquisition de la nationalité.

C'est ce qui explique qu'on la voit figurer à côté du principe fondamental en matière de nationalité d'origine, la filiation, et contribuer concurremment avec celle-ci, sans cependant l'atteindre dans ses assises, à fortifier la nation.

Qu'est-ce que l'acquisition de la nationalité dans l'ancien droit bulgare et comment s'opère-t-elle ?

L'esprit d'association étant dominant chez les anciens Bulgares, il est facile de se faire une idée des principes qui pouvaient régir la matière de la nationalité. Indubitablement était étranger quiconque n'appartenait pas à la communauté, et l'on n'appartenait, en principe, à la communauté que par la naissance.

Une telle perspective n'était, sans doute, pas trop réjouissante pour l'étranger qu'un intérêt personnel pouvait inciter à quitter son pays d'origine et à demander l'hospitalité à un Etat dans lequel il resterait toujours étranger, et ne serait jamais, à aucun égard, assimilé au national. On est porté, cependant, à croire, grâce au témoignage de certains documents, qu'il devait y avoir un moyen de tourner la difficulté et de rapprocher la situation de l'étranger de celle du national et d'aller, peut-être, jusqu'à l'assimilation presque complète.

L'étranger pouvait, semble-t-il, au moyen de certains modes, que nous essayerons de retracer ici, atténuer la situation si dure pour lui qui résultait de son origine.

Toutefois, il ne faudrait pas exagérer et croire à une véritable naturalisation telle que nous la comprenons aujourd'hui ; la naturalisation, considérée comme une institution spéciale, comme un acte de la puissance publique, était complètement ignorée. L'autorité publique n'intervenait à aucun moment pour l'accorder.

L'étranger était admis dans la cité, croyons-nous, de deux manières différentes que nous allons envisager successivement dans deux paragraphes.

§ 1.— ACTES DE NATURE PRIVÉE QUI POUVAIENT INFLUER INDIRECTEMENT SUR L'ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ BULGARE. — Tirant son origine de la coutume, et réglée par elle, l'acquisition de la nationalité indigène s'opérait, sans doute, par l'assimilation progressive. On ne peut pas déterminer à quel moment précis elle s'obtenait. Elle était plutôt imprimée par l'ambiance, et l'on peut considérer comme un acheminement vers son acquisition, tout acte ayant pour effet de mettre l'étranger au niveau du national et de le rapprocher de l'autochtone. Il devait, pour être digne de compter parmi les nationaux, s'être au préalable concilié leurs sympathies. Ce n'était pas là une conception neuve. Toute l'antiquité est imprégnée, elle aussi, de méfiance à l'égard de l'étranger, et ce n'est qu'avec la plus grande prudence qu'elle lui ouvre la porte de la cité. Comment l'étranger est-il admis dans la cité bulgare ?

I. — La différence de religion plaçait l'étranger dans une condition inférieure et lui faisait supporter un traitement des plus durs. Rien n'était propre à exciter la haine et à susciter la méfiance comme la profession d'une religion distincte de la religion nationale. Parmi les étrangers, ceux qui professaient une religion différente étaient le plus exposés aux persécutions et aux humiliations que le fanatisme de la population locale ne pouvait manquer de leur infliger toutes les fois qu'ils entraient en contact avec celle-ci. Commerçants, ils étaient, au cours de leurs voyages, à la merci du moindre mouvement hostile d'une population exaltée et fanatique (1) ; établis dans le pays, ils ne pouvaient,

(1) Dans le but d'éviter à ses ressortissants les injures de la population ou

à cause de leur différence de religion, jouir d'une pleine liberté, soit dans l'exercice de leur culte, soit dans les relations de leur vie privée ; ils étaient, en outre, frappés d'un grand nombre d'autres déchéances à raison de leur qualité d'étrangers (1).

Le fait d'avoir embrassé la religion chrétienne orthodoxe constituait déjà un acheminement vers l'assimilation avec les nationaux ; l'étranger était alors relevé de certaines déchéances capitales (2) telle que l'impossibilité de se marier avec une indigène.

De même que l'entrée dans les ordres ecclésiastiques pouvait, à l'époque franque, opérer un changement de nationalité (3), de même la conversion à la religion nationale, sans avoir un résultat aussi complet, adoucissait, chez les anciens Bulgares, la condition de l'étranger et la rapprochait de celle de l'autochtone. Il était impossible, d'ailleurs, en présence de la place prépondérante que l'élément religieux occupait dans la solution des problèmes éminemment juridiques et de l'absence complète de principes fixes, qu'elle n'eût pour effet d'effacer, dans une certaine mesure, la différence qui séparait l'étranger du national et de l'assimiler, à certains égards, à celui-ci. Si l'on est souvent mal disposé envers l'étranger, c'est parce qu'on cède à des considé-

les mesures vexatoires de l'autorité, Raguse, république catholique, concluait avec les rois bulgares et serbes des traités qui garantissaient leur sécurité, et leur assuraient libre passage à travers les pays bulgares et serbes. Voir surtout comme documents concernant leur situation parmi les slaves orthodoxes, Ljubic, *Monumenta spectantia historiam Slavorum meridionalium*, édition de l'*Academia scientiarum et artium Slavorum meridionalium*, Zagreb. V. notamment, I, p. 131, 143, 193, 239, 299, etc.

(1) Tout mariage avec un chrétien était défendu aux « hérétiques » (*Code de Douchan*, art. 9). Dans certains cas, on entend par « hérésie latine » la foi catholique (*Ibid.*, art. 6 ; « loi du roi Justinien » dans Florinsky, *Monuments*, appendice IV, p. 76 ; *Kormtchija*, chap. XLIX, titre II, § 3).

(2) Il pouvait aussi désormais s'établir dans le pays et être à l'abri de certaines vexations, telles, par exemple, que le stigmate au fer rouge, que la loi et la coutume n'épargnaient pas à l'étranger d'une religion différente. Cfr. *Code de Douchan*, art. 10.

(3) Cfr. de Folleville, *op. cit.*, p. 32, n° 37.

rations religieuses en face desquelles la diversité des races s'accroît, mais le jour où celui-ci embrassera la foi chrétienne orthodoxe, il se réhabilitera aux yeux de la nation, et s'attirera ses sympathies. C'est ainsi que le juif, qui s'assimile difficilement au milieu, et excite souvent, pour cette raison, la haine des peuples, sentait quelquefois le besoin, pour le succès de ses spéculations, de quitter la religion de ses ancêtres, et de se faire admettre dans la société chrétienne. Il y réussissait, semble-t-il, et arrivait à faire oublier son origine étrangère (1).

II. — Un acte qui semble faire acquérir à cette époque à l'étranger la nationalité indigène, était le mariage.

Plus efficace que l'abandon de la religion de ses ancêtres, car il exerçait une influence plus profonde sur la condition de l'étranger qu'il mettait plus directement en contact avec la société, le mariage n'est pourtant pas indiqué, dans les documents, comme un moyen de faire acquérir la qualité de Bulgare; ceci s'explique par le mutisme complet que la loi écrite garde sur toute cette matière. Mais la coutume avait probablement déjà tracé des règles qui devaient suppléer à ce silence, et indiquaient à ceux qui étaient appelés à appliquer la loi la véritable pensée du législateur.

Le mariage d'une étrangère avec un Bulgare avait-il pour effet de lui conférer la nationalité de son mari? Oui, semble-t-il, parce que l'autorité dont jouissait le mari, dans la famille, était assez forte pour que la femme suivît la condition et la qualité de son mari; en outre, un témoignage de source purement slave, et nullement suspect, est, de nature à dissiper tout doute à cet égard. « Si un noble, est-il dit dans les anciennes coutumes slaves, se marie avec une fille de condition inférieure, qu'elle soit

(1) Voir une disposition dans la *Kormtchija*, ch. XLIV, titre IV, qui interdit au juif de passer dans le christianisme « quand il veut faire oublier une faute ou une dette, avant qu'il ne se soit entièrement acquitté. »

bourgeoise ou du bas peuple, qu'elle soit même de condition servile, elle s'élève au rang de la condition de son mari (1). » A plus forte raison, croyons-nous, elle devait être considérée comme ayant acquis, de par le fait de son mariage, la nationalité de son mari, car cette nationalité ne pouvait pas avoir moins d'action sur sa qualité que sur sa condition sociale.

Quant à la question de savoir si la qualité bulgare de la femme pouvait réagir sur son mari étranger, il est plus difficile de se prononcer avec certitude. Les arguments, sur lesquels nous pourrions nous appuyer pour justifier notre réponse, ne trouveraient que difficilement une confirmation dans les documents écrits qui sont parvenus jusqu'à nous.

Il existait, dans l'entourage du roi, un grand nombre d'étrangers, des Grecs surtout, qui occupaient à la cour de hautes fonctions ; en admettant qu'ils fussent mariés avec des femmes bulgares, leur mariage entraînait-il pour quelque chose dans l'acquisition qu'ils faisaient, sans doute, de la nationalité bulgare ?

Bien que nous nous trouvions, ici, sur un terrain d'hypothèses et de conjectures, notre conviction est qu'il semble inadmissible que le mariage, dans ces conditions, n'exercât pas une certaine influence sur la qualité de l'époux étranger. Cette solution était admise déjà à cette époque d'une façon certaine et constante dans les pays voisins de la Bulgarie (2), et il serait

(1) Cité par Vocol, *op. cit.*, chap. VII.

(2) Cfr. Suciù, *op. cit.*, p. 72. Dans la coutume roumaine de cette époque, la nationalité roumaine de la femme était transmise au mari étranger. On trouve l'explication de cette solution assez singulière dans les considérations particulières et les mobiles égoïstes qui pouvaient pousser un étranger à convoler avec une Roumaine; la perspective de la situation avantageuse que le mariage pouvait lui faire acquérir dans la société roumaine devait, certainement, le pousser à contracter une union de cette nature. Toutefois, cette raison, tout en expliquant l'intérêt de l'étranger à devenir Roumain, est insuffisante, croyons-nous, à expliquer la coutume dont M. Suciù constate l'existence dans l'ancien droit coutumier roumain.

Le mariage d'une étrangère à Raguse était de nature à lui conférer la nationalité ragusine. Cfr. *Monumenta spectantia*, XIII, p. 312.

vraiment étonnant que la coutume bulgare eût été différente.

Un point moins discutable est celui relatif aux effets immédiats du mariage entre deux personnes, dont l'une est étrangère, sur la qualité des enfants qui en sont issus. Il semble, au premier abord, que la question, qui ne souffre pas de difficultés lorsque c'est le père qui a la qualité de Bulgare, soit, au contraire, de nature à en soulever dans le cas inverse. Cependant, si on fait intervenir, ici encore, les dispositions législatives qui régissent d'une façon directe l'état des personnes, il est facile d'acquiescer à la conviction que la qualité de Bulgare chez l'un des parents, aussi bien le père que la mère, suffit pour l'attribuer également aux enfants issus de cette union. En effet, aux termes de la loi écrite, la condition libre de la mère, au moment de la conception, imprime à l'enfant cette qualité, alors même que le père serait serbe (1). L'enfant profite toujours d'un avantage que l'un de ses auteurs sera en état de lui transmettre. La nationalité bulgare, étant considérée comme un bienfait de la loi, sera transmise à l'enfant toutes les fois que l'un de ses parents, indifféremment le père ou la mère, l'aura possédée.

III. — Enfin, nous devons signaler un autre moyen indirect d'acquisition de la nationalité bulgare, la concession par le roi, à un étranger, d'une fonction militaire ou non.

Ordinairement, ces fonctions étaient héréditaires et occupées par les descendants d'une famille noble, d'origine bulgare. Il pouvait, cependant, arriver, et le cas n'était pas rare, que, d'une part, certains individus d'origine étrangère se glissent à la cour et réussissent à gagner la bienveillance du roi : et que, de l'autre, — le cas est signalé par les historiens (2), — un grand

(1) Cfr. *Kormtchija*, chap. XLIX, titre XXXIV, § 6.

(2) Ainsi, il y avait un grand nombre de Saxons au service du roi serbe Stéphan Douchan. Il en est question dans plusieurs des articles du code élaboré

nombre d'étrangers entrassent au service des rois, surtout dans les fonctions militaires, pour combler les vides faits par les guerres. Aussi bien les uns que les autres, une fois établis dans le pays, s'assimilaient à la population indigène et finissaient par considérer la Bulgarie comme leur patrie.

§ 2. — LA NATURALISATION. — Dans le silence des textes, deux modes de naturalisation proprement dite peuvent être présumés : la naturalisation individuelle et la naturalisation collective résultant d'une incorporation de territoire. De là deux divisions.

A. — *Acquisition de la nationalité par l'établissement dans le pays.* — La naturalisation, à proprement parler, est inconnue. Cependant, on peut découvrir certains procédés qui, bien que n'ayant pas les traits caractéristiques de la naturalisation d'aujourd'hui, s'en rapprochent à certains égards et peuvent être rangés sous la dénomination de *naturalisation* (1).

Un grand nombre d'étrangers, à la suite d'invasions successives dans le pays, finissaient par s'y établir et se soumettaient aux mêmes charges et obligations que les indigènes ; leur qualité d'étrangers s'effaçait peu à peu, et ils ne tardaient pas à rompre avec leur patrie d'origine en adoptant la langue, les coutumes et les habitudes de la population locale. Ils acquéraient ainsi une nouvelle patrie, grâce aux qualités d'assimilation remarquable du milieu social. Il ne faut pas, d'ailleurs, s'attendre à rencontrer

par ce roi. En Bulgarie, on trouve, à cette époque, des Koumans, des Grecs et d'autres étrangers auxquels les rois concédaient des *pronias* ou qui faisaient partie de sa cour. Cfr. Ouspensky, *op. cit.*, p. 68, et d'autres.

(1) A défaut d'une expression caractéristique qui n'apparaît pas dans les documents de l'époque, nous empruntons ce terme aux formules de la phraséologie moderne. Nous ne trouvons, en effet, dans les écrits qui sont parvenus jusqu'à nos jours, aucune indication sur l'existence d'un procédé en usage pour l'admission de l'étranger dans la cité, comme on en rencontre à cette époque dans d'autres pays, à Raguse, par exemple, qui nous offre des textes nombreux et précis à ce sujet.

à cette époque la nécessité de formalités rigoureuses, prescrites par la loi, ni l'intervention d'un acte souverain et formel de l'autorité du prince. La naturalisation s'accomplit d'elle-même. Tout dépend du milieu, des circonstances ou des mœurs. La conscience du lien juridique de la nationalité commence seulement à s'éveiller et l'idée de la naturalisation n'est encore qu'en germe. On ne comprend guère l'utilité de demander cette naturalisation d'une façon formelle. De plus, comme le changement de nationalité ne résultait pas d'un acte spécial, il est assez difficile de savoir exactement à quel moment il se produisait (1). Il en était, cependant, différemment dans le cas de naturalisation collective quand l'annexion d'un territoire était expressément stipulée dans un traité, bien que, dans ce cas, il n'y eût pas toujours non plus une mention expresse du changement de nationalité des habitants de la portion de territoire cédée (2).

Quelque absolu qu'il fût en matière d'origine, le *jus sanguinis* ne pouvait pas jouer un rôle exclusif et interdire à jamais l'entrée de l'étranger dans la cité bulgare. Nous avons déjà signalé quelques moyens grâce auxquels l'étranger pouvait se rapprocher du milieu social pour subir son influence. Il en était d'autres. Celui qui apparaît tout d'abord et qui em-

(1) Ailleurs, à Raguse, par exemple, le naturalisé prêtait un serment de fidélité. L'absence de documents ne nous permet pas d'affirmer que pareille pratique fût suivie en Bulgarie.

(2) Cependant, dans certaines concessions et annexions de territoires, on trouve la mention expresse de l'abandon ou de l'acquisition des habitants du pays cédé. Ainsi, dans la *gramotte* du 22 janvier 1333 du roi serbe Douchan, par laquelle il concédait à Raguse certaines villes de son royaume, il est expressément dit que ces villes passaient à Raguse « avec tous leurs *zachelky* (lieux habités) et habitants ». Voir en outre Miklosich, *Monumenta serbica spectantia historiam Serbiæ, Bosniæ, Ragusii*, Viennæ, 1858, p. 103 : « Stephanos Uros, Serbiæ rex, Ragusio vendit Rat, Ston, Prevlaka et regionem maritimam a Prevlaka usque ad Ragusium et insulam Posrednica quingentis hyperpyris animis. » V. en outre, *Ibid.*, p. 108.

prunte aux nécessités et à la pratique une vigueur caractéristique repose sur l'élément territorial.

A mesure que la société slave progresse dans ses vues et dans ses conceptions, une évolution s'effectue aussi dans son organisation politique intérieure. Ainsi, avec l'apparition de l'Etat comme unité distincte des individus qui le composent, une division territoriale s'impose. L'ancienne communauté familiale, peu attachée au sol qu'elle habitait, va se voir désormais localisée. A la division de race, naguère unique, correspond, désormais, une division territoriale circonscrite aux mêmes limites que celles occupées par le groupement. La *joupa* devient une unité administrative, et à la communauté familiale correspond une division territoriale (1). Introduite ainsi dans l'organisation politique de l'Etat, l'idée territoriale ne reste pas sans produire des conséquences au point de vue social. En matière pénale, la circonscription territoriale est non moins importante. La solidarité pénale des membres d'une communauté familiale, à l'occasion de tout délit et crime commis dans les limites du territoire qu'elle occupait (la *universalis fideijussio*) (2) était admise chez les Slaves de bonne heure (3). De même, la circonscription territoriale présentait une grande importance en matière judiciaire (4).

Impuissante, en ce qui concerne la nationalité d'origine, l'idée territoriale se renferme dans le domaine de la naturalisation.

(1) Cfr. Florinsky, *Les Slaves méridionaux et Byzance*, II, p. 26 et suiv. Des recherches dans cette direction ont été faites par Léontiévitch, voir Sigel, *op. cit.*, p. 152, note 2.

(2) Une semblable institution existe chez les Germains où le *Wehrgeld* était dû par chaque membre de l'association qui s'était rendu coupable d'un délit ou d'un crime. Cfr. Demangeat, *op. cit.*, p. 41; de Folleville, *op. cit.*, p. 28.

(3) Vocel, *op. cit.*, chap. VII. Les articles 126 et 191 du *code de Douchan* ne font en Serbie que consacrer une règle coutumière en cette matière.

(4) Art. 184 du *code de Douchan* prescrit le *domicilium necessarium* de rigueur pour quiconque intente un procès.

Seulement, même ici, elle n'a rien d'impérieux. Son action est subordonnée à des conditions qui sont loin de dépendre du seul jeu de l'élément territorial. L'intervention de considérations purement personnelles est, avant tout, à la base de l'admission de l'étranger dans la nation ; c'est le milieu social qui est le juge suprême, ne laissant au sol qu'un rôle de second ordre, rôle de pure forme.

Bien que l'idée territoriale n'apparaisse pas, en notre matière, dès le début, avec toute la netteté et précision qu'une conception éclairée de la nationalité peut lui imprimer, elle est imposée par les nécessités pratiques et devient vite le mode généralement suivi pour attribuer la qualité de national à quiconque ne l'a pas par le sang ; car, il est clair qu'avec une application trop stricte du système du *jus sanguinis*, en matière de nationalité, l'origine étrangère aurait constitué un obstacle insurmontable à l'admission dans la cité des individus qui ne pouvaient pas invoquer la raison du sang.

D'un autre côté, l'expatriation (1) des sujets commence à inquiéter les souverains. Des mesures sont prises pour refréner cette émigration qui menace le pays dans ses intérêts vitaux en le privant de ses défenseurs, aussi bien que de ses taillables. Les souverains craignent de perdre pour toujours leurs sujets et redoutent qu'en cas de guerre, ils ne prennent les armes contre eux (2). Le changement de sujétion était probablement l'une des

(1) Miklosich, *Monumenta*, p. 107 et 108, 19 maji 1334. Dobrusta. « Stephanus, Serbiæ rex, confirmat donationem terræ Stonski Rt, vetat Ragusinos apud se recipere *homines regis*, et statuit sacerdotem serbum posse degere in illa terra ». De plus, il est expressément stipulé entre le monarque serbe et Raguse que la République ne pourra recevoir aucun de ses ressortissants en dehors de ceux qui ont déjà été cédés par lui avec le territoire dont il est question ci-dessus.

(2) Le roi serbe demande à quatre ou cinq seigneurs ragusins de lui jurer que, dans les provinces de Ston et de Rat, il n'existe aucun de ses ressortissants, réclamant l'extradition de ceux des siens qui pourraient s'y trouver

conséquences possibles de l'établissement définitif sur le sol. La terre est admise à exercer de la sorte une certaine influence en matière de changement de nationalité, sans, toutefois, qu'elle puisse imposer la nationalité indigène indistinctement à tous ceux qui résident à un moment donné sur le territoire. Pour que l'étranger puisse prouver son désir de devenir Bulgare (1) et soit admis à participer à la vie sociale des Bulgares, pour qu'il s'absorbe dans la nationalité indigène et oublie sa patrie d'origine, on exige de lui certaines conditions d'établissement et de résidence.

Lorsqu'il est établi sur le sol, qu'il a acquis des immeubles, qu'il a lié ses intérêts et son avenir au pays qu'il habite, l'étranger n'est plus indifférent à ce pays. La *charte réglementaire* (2), octroyée le 13 décembre 1428 par « Georgius Serbiæ despotes », distingue, d'une part, ceux des Ragusins qui sont établis à Novo-Brdo (3) et y ont acquis des immeubles (*zabachfinili*) et, de l'autre, ceux qui ne sont que de passage (*gostje*). La différence entre les deux catégories d'individus est caractéristique : les premiers, seuls, sont soumis aux charges et obligations qui incombent aux habitants des villes, notamment à la construction et à la garde des fortifications urbaines ; quant aux seconds dont le séjour dans le pays n'est que momentané, voire même accidentel, et dont le désir est, peut-être, de le quit-

(Mikl., *loc. cit.*). Il demande en outre que, « s'il arrive un désaccord entre mon royaume et la ville de Raguse, nul habitant de Ston et de Rat ne prenne les armes contre mon royaume » (*Ibid.*).

(1) L'intention est, sans doute, une condition essentielle pour changer de nationalité. L'italien Tacomella, interrogé, le 3 juillet 1351, s'il est ou non sujet ragusin, répond « quod ipse *non est* civis Ragusinus, nec Raguseus esse inditit, nec vult se Raguseus esse... ». *Monumenta spectantia*, XIII, p. 130.

(2) Mikl., *Monumenta*, p. 352. V., en outre, p. 206, 266, 433.

(3) Plus tard (20 janvier 1387), une gramotte de Vlk Brankovic étend l'application de cette règle à tous les Ragusins qui « auraient acquis des *bachtinas* dans mes villes ».

ter le plus tôt possible pour retourner où ils ont leurs intérêts, leurs biens, leur famille, le despote serbe ne s'en occupe pas. Il considère comme seuls imposables, à l'égal des nationaux, ceux qui ont acquis une *bachtina* (1) dans le pays. Ce fait implique l'intention chez l'acquéreur de s'établir dans le pays. Un lien stable l'unit désormais au pays dans lequel il est venu chercher l'hospitalité, et dont il entend partager le sort. Ce sont ces acquéreurs de *bachtinas* que vise notre texte et qu'il soumet à un régime spécial. Aux yeux du prince, rien ne les distingue des nationaux. Réputés citoyens de la ville, ils sont astreints aux mêmes charges et aux mêmes obligations (2). Ils sont soumis au service de la garde, donc considérés déjà, dans une certaine mesure, comme dans l'allégeance du souverain, et ils deviendront, par un séjour prolongé et grâce à l'influence du milieu, peu à peu étrangers à leur pays d'origine.

Quel est ici le rôle du sol ? Se rattache-t-on alternativement à la filiation et au sol pour déterminer la qualité de national, à la filiation pour les nationaux, au sol pour les étrangers ? Se rapproche-t-on des conceptions qui dérivent du régime féodal

(1) L'acquisition d'une *bachtina* dans le pays est un fait grave et important. Elle n'équivaut pas à l'acquisition d'un immeuble quelconque qui peut être purement accidentelle et sans signification sur les intentions d'établissement dans le pays de l'acquéreur. La *bachtina* implique, avant tout, une idée de succession et de transmission par testament. Safarik traduit *bachtina* par *fundus hereditarius*. Dans les monuments d'histoire et de législation, l'expression « en *bachtina* » est rendue par *hereditario jure* (Voir le texte du même document dans Mikl., p. 104., en serbe et dans Ljubic, I, 398, en latin). V. en outre Danitchitch, Karadjitch, Novakovitch, Sigel, *op. cit.* L'acquisition d'une *bachtina* dans un pays suppose donc, en quelque sorte, le désir de son possesseur de s'établir définitivement dans le pays.

(2) Le lien de sujétion se traduit, en effet, à cette époque, par la soumission aux charges que cette sujétion comporte. Ainsi, à Raguse, le serment que prête le naturalisé au moment de son entrée dans la cité contient, comme garantie et preuve de sa fidèle sujétion, un engagement de se soumettre « à toutes les charges (*angarias*) de la commune de Raguse, comme tous les autres sujets ragusins. » *Monumenta spectantia*, X, p. 200.

en renforçant l'élément territorial dans la formule attributive de nationalité ? Non, car ce n'est qu'en matière de naturalisation que le sol peut en Bulgarie produire des effets, et cela sous certaines conditions qui lui enlèvent la force autoritaire et le caractère impératif qui le caractérisent dans les pays acquis à la formule féodale.

Enfermé dans le seul domaine de la naturalisation, quelle est l'étendue de son application ? Bien qu'il s'agisse ici d'une époque où le sol a une tendance à s'introduire dans le droit pour la détermination de l'état et de la condition des personnes (1), il est peu vraisemblable que l'établissement sur le sol fût l'élément déterminant dont dépendait uniquement le changement de nationalité.

L'idée de nationalité, comme lien juridique qui unit l'individu à la nation, est étrangère aux conceptions de l'époque ; toujours est-il, cependant, qu'une certaine notion de sujétion de l'individu au souverain, à côté de la conscience d'une origine commune qui lie étroitement les membres de la nation entre eux, est vivement présente aux esprits, et, si l'individu ne peut pas faire oublier son sang étranger, il lui est permis de se soumettre à une nouvelle sujétion, de rentrer au service d'un autre Etat, d'en supporter les charges et de bénéficier des prérogatives qu'il confère à ses nationaux.

Jaloux de conserver et de développer ses propres forces, l'Etat ne peut voir d'un œil bienveillant l'émigration de ses sujets et leur établissement dans les pays voisins. Les commerçants, seuls,

(1) La formule tend, bien qu'avec un succès médiocre, car elle est loin d'être la traduction des tendances vraiment nationales, à s'introduire pour déterminer la condition des personnes. Ainsi, l'établissement « d'un Valaque ou d'un autre ressortissant d'un pays étranger » sur le territoire concédé par le roi à une église, confère à cette église, sur cet immigrant, des droits identiques à ceux dont elle jouit déjà à l'égard des naturels de ce pays (Mikl., *Monumenta*, p. 60.)

peuvent franchir librement la frontière (1). L'établissement des nationaux à l'étranger est interdit (2). Cette préoccupation se justifie d'ailleurs pleinement. L'acquisition d'une nouvelle patrie par l'établissement dans le pays est une pratique fréquente à cette époque. Eustache, archevêque de Thessalonique, en rapporte un témoignage qui n'est pas suspect. « Les uns, dit-il (3), comme colons libres, se sont transplantés dans notre pays et y ont trouvé la paix désirée ; d'autres, de par la grâce du roi, ont acquis le droit de vivre parmi nous. Entrés, tout d'abord, au service du royaume pour de l'argent, ils se sont établis ensuite dans ce pays, qui leur était, au début, étranger et, y ayant trouvé le bonheur, ne tardèrent pas à le considérer comme leur propre patrie. »

Le sol, cependant, n'avait, en matière de changement de patrie, aucun caractère impérieux. Tout dépendait des circonstances, de l'ambiance et surtout de l'admission, de la recevabilité ou de la puissance absorbante du milieu dans lequel l'étranger allait s'établir. Aucun principe, aucune formule impérative n'autorisait l'étranger à prétendre à un droit. Désireux de s'installer dans le pays, n'allait-il pas parfois se heurter à quelque obstacle qui allait lui rendre impossible l'assimilation au milieu et, par conséquent, le changement de patrie ?

Dans bien des cas l'étranger paraît suspect. Le milieu ne veut pas l'admettre dans son sein et oppose une fin de non recevoir à sa demande d'acquérir une *bachlina* dans le pays (4) et, par

(1) Traité conclu entre le roi bulgare Michel Assen et Raguse, du 15 juin 1225, dans Mikl., *Monumenta*, p. 37.

(2) V. *suprà*, p. 46, note 2. V. en outre Mikl., *Monumenta*, p. 108, 109.

(3) Nous empruntons ce passage à la traduction russe de la lettre de Eustache de Constantinople, archevêque de Thessalonique, par Ouspensky, *op. cit.*, p. 68. V. le texte original dans Tafel, *Eustachii Metropolitæ Thessalonicensis Opuscula*, Francfurti ad Mœnum, 1832, p. 199 et suiv.

(4) Lois X et XI de la « Loi de l'orthodoxe et bien aimé en Jésus-Christ, empereur Justinien dans de Hubé, *op. cit.*, appendice. En outre, le pouvoir royal

conséquent, à son établissement dans les limites de la communauté. L'importance et la gravité d'un tel acte soulevaient parfois dans la population une opposition si vive qu'il devenait impossible aux étrangers de bénéficier des clauses de certains traités leur reconnaissant d'une façon expresse la faculté d'acquérir librement des immeubles dans le pays (1).

L'adhésion du milieu semble donc une condition essentielle pour la fixation de l'étranger dans une région (2). L'admission des étrangers dans la communauté des habitants et l'acquisition d'immeubles, qui comportait pour eux la soumission à toutes les charges incombant aux possesseurs d'immeubles (3) en même temps qu'il leur conférait le droit de se fixer dans le pays à perpétuelle demeure, et celui de les léguer à leur postérité, était, nous semble-t-il, un fait de première importance en notre matière. L'acquisition d'une *bachtina* fait naître en même temps que le lien d'allégeance vis-à-vis du Prince que nous avons mentionné, des rapports stables et incontestés entre l'étranger et la communauté. Ces rapports le lieront désormais à cette communauté à laquelle il ne se rattache ni par son sang, ni par sa filiation, ni par son origine, mais dans laquelle il vient d'être admis à la suite d'un contrat tacite entre lui et ses membres. C'est ainsi qu'il va jouir de tous les privilèges que la communauté confère

prenait des mesures dans le but de restreindre cette aliénation d'immeubles entre les mains des étrangers. Il leur interdisait notamment de s'approprier les gages en immeubles que leur donnaient leurs débiteurs serbes. Cfr. Sigel, *op. cit.*, p. 154, 155.

(1) Traité conclu entre la Serbie et Venise en 1423. Cfr. surtout, *Monumenta spectantia*, III, 174-176, §§ 3 et 7. En outre un traité fut passé en 1387 entre les Bulgares et les Génois dont le texte est conservé dans les archives de Gênes. Les clauses ne nous en sont pas connues. Cfr. Makoucheff, *Monuments d'histoire des Slaves méridionaux*.

(2) « Item ne aliquis Albanensis vel forensis », disent les habitants de la ville serbe Boudva en 1442, « possit facere vel fabricare domos vel aliquid edificium in nostris finibus *contra voluntatem nostram*. Item ne aliquis Albanensis habere aliquam proniam vel in civitate vel extra civitate in nostris finibus ».

(3) Sigel, *op. cit.*, p. 81.

à ceux-ci ; qu'il va désormais, lui et sa famille, partager le sort de la nation à laquelle il a associé ses intérêts.

On voit par ces explications à quoi se réduisait le rôle du sol dans les cas où il exerçait quelque influence sur l'admission de l'étranger dans la nationalité bulgare. Pouvait-il, à cette époque, conférer un *droit* à la naturalisation en Bulgarie ? Nous ne le croyons pas.

Quoi qu'il en soit, sous l'influence d'anciennes conceptions restées toujours très vives, le *jus soli* finit par perdre sa vigueur apparente, et on peut dire qu'il n'a jamais joué, même en matière de naturalisation, qu'un rôle secondaire et presque effacé, qu'un rôle de pure forme.

B. — *La naturalisation collective.* — Outre la naturalisation individuelle — terme que nous empruntons à la terminologie moderne — comme mode de changer de nationalité, ou plutôt de sujétion, on trouve une autre naturalisation, assez fréquente à l'époque dont il s'agit, la *naturalisation collective*.

Se manifestant principalement à l'occasion de l'annexion d'un territoire enlevé (1) par la guerre à un voisin malheureux, elle pouvait, toutefois, revêtir d'autres formes et se présenter sous des aspects plus ou moins connus de nos jours, souvent même totalement étrangers à la pratique moderne.

La naturalisation collective était, peut-être, la seule manière d'acquérir la nationalité bulgare dont on fut à même, à cette époque, de se faire une idée nette et précise. La règle était aussi simple que compréhensible pour le temps et la pratique qui s'en inspirait ne pouvait guère être suspecte.

(1) Ainsi, au IX^e siècle, le roi bulgare Boris annexa à son royaume, dans le but d'augmenter le nombre de ses sujets chrétiens, un grand nombre de provinces enlevées aux Byzantins.

Toutes les fois qu'une guerre avait une issue heureuse, le roi s'empressait d'annexer les provinces conquises, séduit autant par la perspective de s'approprier les richesses amassées que par celle d'augmenter le nombre de ses sujets. Cependant, ce double but n'était, dans bien des cas, atteint qu'en partie. Bien souvent le roi, lorsqu'il n'avait pas remporté un succès suffisant pour occuper définitivement une portion du territoire, se contentait d'emmener, dans sa retraite, une grande partie de la population de la région envahie, pour en peupler quelque contrée déserte de son royaume, ou particulièrement menacée par les incursions de voisins belliqueux. Ainsi transplantés, ces colons tombaient dans la sujétion bulgare. Leur situation nouvelle ne constituait pas pour eux un privilège, puisque tenus des mêmes charges qui pesaient sur tous les sujets du royaume et obligés de contribuer à la défense de leur nouvelle patrie, ils étaient en outre plus particulièrement exposés aux coups des ennemis. Cette pratique d'attribution forcée de la sujétion bulgare n'était pas, semble-t-il, un phénomène exceptionnel. Il n'y avait guère d'envahissement qui ne fût suivi de pareille transplantation, et l'histoire de la Péninsule balkanique abonde en exemples de ce genre.

Outre ces modes forcés de naturalisation collective, il pouvait se produire des cas où l'accession à la sujétion revêtait un caractère de spontanéité, les nouveaux sujets trouvant, eux aussi, leur avantage à se placer sous les auspices et l'autorité d'un puissant Etat. Les historiens modernes signalent le fait (1). Les contemporains s'en réjouissent et se plaisent à vanter les monarques qui réussissent à attirer, dans leur pays, des colonies nombreuses (2).

(1) Ouspensky, *op. cit.*, p. 66 et suiv. et d'autres.

(2) Le témoignage de l'archevêque de Thessalonique Eustache vient à l'appui de notre thèse. Il vante la sagesse politique de l'empereur byzantin, Manuel,

Enfin, il faut signaler l'émancipation des esclaves, prisonniers de guerre, et notamment de ceux dont les talents militaires auraient été mis à l'épreuve. « Ils étaient rachetés aux frais de l'Etat, dit encore Eustache, s'établissaient dans nos villes, s'adaptaient à notre manière de vivre et laissaient de la postérité. » Sans doute, cette pratique ne resta point étrangère aux usages des Bulgares qui se faisaient un culte d'imiter les institutions byzantines, très supérieures aux leurs.



Toutes les explications que nous venons de donner en matière de nationalité jusqu'à l'époque à laquelle nous sommes arrivés, fin du XIV^e siècle, peuvent se résumer ainsi :

La filiation place l'individu dans la famille et, partant, dans la nation ; né hors de la famille, d'origine et de sang étrangers, l'individu ne sera condamné à rester à jamais étranger à la nation, à laquelle il s'est, cependant, assimilé avec une grande facilité, que dans une première phase du développement de l'idée sévère et rigoureuse de la nationalité. A Rome, et surtout en Grèce, au début, on n'admet point, dans la cité, une personne d'origine étrangère, on ne pardonne pas un sang étranger. La *lex sanguinis* est impérative, rigoureuse, implacable, avec toutes les conséquences que son application absolue comporte. Les exigences du temps, les nécessités pratiques, la situation économique vont, cependant, exercer ici une certaine influence ; le droit sera mitigé, sa rigueur atténuée et, peu à peu, l'application étroite du *jus sanguinis* va fléchir. En Occident, les conceptions féodales, les idées germaniques finiront plus tard, dans une certaine me-

et trouve, dans cette transplantation constante d'étrangers dans l'empire byzantin un avantage résultant surtout de l'augmentation de la population dans les villes grecques. Ouspensky, *op. cit.*, p. 70.

sure (1), par élargir et faciliter, par l'introduction du *jus soli*, l'attribution de la nationalité locale.

Les idées qui se firent jour, en Bulgarie, n'ont pas suivi, de point en point, le même chemin que celles qui se développèrent sous diverses influences étrangères dans l'Occident de l'Europe. Le *jus sanguinis*, plus qu'ailleurs, garde son autorité et sa puissance. Mais si telle est la force du principe de la filiation, due à la persistance plus vive que jamais de l'esprit national, gardien jaloux de l'homogénéité de la race et de la pureté du sang, il est cependant, grâce à l'évolution naturelle de l'Etat, une tendance qui se fait progressivement jour, tendance tout opposée à celle que consacrent presque toutes les constitutions antiques, la limitation du nombre des citoyens, l'accès de la cité étant, au début, réservé aux seuls élus que le sang et l'origine y ont placés. Cette tendance nouvelle, c'est que le nombre des sujets fait la grandeur des royaumes. C'est elle qui déterminera les règles d'admission dans la nation, elle aussi qui stimulera les monarques à prendre des mesures en vue d'assurer l'augmentation de la population, — seul élément capable de les aider dans la réalisation de leurs ambitions et de leurs plans grandioses, — elle, enfin, qui admettra l'application du principe du sol, de manière à multiplier le nombre des modes d'acquisition de la nationalité indigène.

Mais gardons nous de toute confusion. Il faut, dans l'ancien droit bulgare, faire une délimitation bien marquée entre le domaine d'application du sang et celui du sol en matière de nationalité. Bien que le sol apparaisse, à un moment donné, pour faciliter l'acquisition de la nationalité bulgare, son ingérence est,

(1) « Mais la raison féodale n'est pas seule à demander le maintien du *jus soli*, de même que le souvenir du droit romain n'est pas seul à réclamer le *jus sanguinis* », dit notre éminent professeur M. de Lapradelle dans son excellent livre, déjà cité, p. 15.

cependant, loin de supplanter le principe de la filiation, et de porter atteinte à son application autoritaire et exclusive en matière de *nationalité d'origine*. Admise par la pratique, en matière de nationalité d'acquisition, son action n'est pas encore identique à celle du *jus soli* qui est adopté, à cette époque, dans les pays de l'Europe occidentale. Dans ces derniers pays le *jus soli* se fonde aussi bien sur les institutions sociales et politiques que sur les mœurs et les coutumes ; il vit au sein d'une population profondément acquise aux idées germaniques, population « née, pour ainsi dire, avec ce principe dans le cœur (1) », et dans laquelle il se présente comme le produit de conceptions juridiques inhérentes à son évolution sociale. Il n'en fut pas ainsi en Bulgarie. Le *jus soli* n'y est pas consacré avec la même ampleur : son rôle est limité. Enfermée dans le domaine de la naturalisation, son action n'est point aveugle ni impérieuse. Le sol ne saisit pas quiconque réside sur le territoire du pays : l'acquisition de la nationalité dépend des circonstances, de la tolérance, et de la faculté d'absorption du milieu. L'établissement dans le pays n'est qu'un commencement, et c'est, non pas par l'action absolue du sol, mais par une lente assimilation, que l'étranger est absorbé, englouti dans la masse (2).

(1) Gilferding, *Œuvres* (en langue russe), Saint-Pétersbourg, 1868, I, p. 388.

(2) Une question intéressante est celle de savoir si l'*aubaine* fut connue en Bulgarie. La négative semble s'imposer. Là où le principe du sol, tel qu'il a été prêché par les Germains, n'a pu se frayer un passage, il est difficile d'admettre que la condition si dure des aubains, des épaves ou des forains des pays de l'Europe occidentale ait pu s'acclimater. Tout au contraire, l'étranger jouit, dans l'ancienne Bulgarie, d'une grande liberté et d'une sécurité complète que lui assurent les chefs de l'Etat bulgare (Mikl., *Monumenta*, p. 2 et 35). L'étranger, et surtout le commerçant, est respecté et protégé. Il est appelé *hôte bienvenu* dans les documents (Irecek, *Histoire des Bulgares*, n° 91). Cependant, ce qui, surtout, lui épargnait les humiliations et la dure condition des aubains et des autres catégories d'étrangers de l'Occident, c'était le fait qu'en Orient il n'était point frappé des mêmes incapacités qu'en Occident. Dans une *gramotte* du 2 décembre 1405 (Mikl., *Monumenta*, p. 209 et 266, en ce qui concerne plus spécialement la Bulgarie, voir p. 37; cependant, ce texte qui date du 15 juin 1253 est moins clair et moins complet) qui

SECTION III. — Etat des principes sous la domination ottomane.

La conquête turque de l'Orient européen, qui devait modifier si profondément le développement historique de la nation bulgare, ne tarda point à agir aussi sur le développement ultérieur des principes juridiques qu'un droit rudimentaire venait de poser. Pliés aux pratiques ottomanes, les Bulgares virent s'inaugurer dans leur vie publique et privée une ère nouvelle qui se perpétua au milieu du désarroi social et de la confusion complète que la nouvelle domination entraîna après elle, et qu'elle ne prit aucun soin de refréner dans la suite, ignorante du progrès et de la civilisation de l'Europe occidentale.

confirme aux Ragusins commerçants tous les droits qui leur avaient déjà été concédés par les rois précédents, ou qu'ils détenaient en vertu de la pratique établie par le droit coutumier, il est disposé que, « s'il arrive qu'un Ragusin meure sur le territoire de mon royaume, tous ses biens doivent passer à celui qui aura été désigné par le défunt, ou passeront à Raguse sans que les autorités, ni le bourgmestre (*kefalia*), ni personne autre de mon royaume puisse s'en emparer ». Il résulte de ce texte, qui est sans doute la consécration formelle d'une règle coutumière : 1^o que cet étranger était capable de tester, 2^o qu'il pouvait transmettre par testament, aussi bien à ses descendants légitimes ou non, nés en pays étranger qu'à ceux qui étaient nés dans son pays d'origine (la disposition ne fait en effet aucune distinction), 3^o qu'il pouvait acquérir en pays étranger aussi bien par succession et testament que par donation à cause de mort (il ne peut point être question de donation entre vifs : cet acte, étant considéré de droit naturel, ne pouvait être compris dans les incapacités qui frappaient l'étranger), 4^o que le « droit d'aubain » proprement dit, était inconnu. En outre, du seul fait que les étrangers pouvaient acquérir dans le pays des *bachtinas*, c'est-à-dire des biens dont la possession évoque, avant tout, une idée de succession (l'expression « *concedimus...* en *bachtina* » se traduit par « *concedimus... hereditario jure* », Ljubic, *op. cit.*, I, 399), il s'ensuit que l'aubaine n'existait pas davantage dans la loi écrite que dans la coutume ; elle ne pouvait point trouver place en Orient, n'ayant de fondement ni dans les mœurs, ni dans le régime social, et, de plus, elle allait être, comme nous venons de le voir, solennellement rejetée à l'époque même où le sol, sous la pression d'influences étrangères, s'efforçait de jouer un rôle aussi en Orient. La maxime que les étrangers *vivunt ut liberi, moriuntur ut servi*, comme toutes les maximes émanées de la formule féodale, était donc ignorée en Orient.

La religion est considérée comme la base et comme le point de départ de l'organisation politique et sociale de l'Empire ottoman. « La société humaine doit être organisée conformément à la loi révélée par Mahomet et gouvernée par un chef unique, successeur du Prophète et représentant de la Divinité » (1). C'est cette loi religieuse qui préside aux rapports juridiques des Ottomans, dans toute leur étendue ; c'est elle qui détermine l'état des personnes et règle la condition des sujets du Sultan. De là, deux catégories de nationaux dans l'Empire : d'un côté, ceux qui professent l'islamisme, les croyants, les fidèles, qui jouissent de plein droit de la qualité de sujets et, partant, de tous les droits et avantages que cette qualité peut leur conférer ; d'un autre, les mécréants, chrétiens ou autres, dont la situation est bien inférieure à celle des précédents : ils sont astreints à des impôts plus lourds et plus nombreux, et ils se voient refuser beaucoup de droits que la législation ottomane accorde aux premiers seuls (2).

C'était donc au moyen de la religion — et il est bien entendu qu'il s'agit ici d'une époque antérieure à l'apparition, en Turquie, des premiers éléments d'une législation moderne relative à la nationalité — que s'opérait la délimitation entre les Musulmans victorieux, et les *rayahs*, les mécréants, de condition inférieure, les infidèles atteints par la conquête, sujets de l'Empire en tant que membres d'une nation soumise, c'est-à-dire d'une nation faisant partie du domaine islamique (*dar al-islam*). C'était, de même, au moyen de la religion que l'on pouvait acquérir la qualité de citoyen ottoman, faute d'une véritable et régulière naturalisa-

(1) P. Arminjon, *Etrangers et protégés dans l'Empire ottoman*, Paris, 1903, I, p. 8.

(2) La situation est modifiée par le rétablissement récent de la Constitution promulguée le 7 *zelhidjé* 1293 (11-23 déc. 1876) dont l'art. 8, al. 1, dispose que : « Tous les sujets de l'Empire sont indistinctement appelés ottomans quelle que soit la religion qu'ils professent. »

tion. La foi musulmane admettait de plein droit, au nombre des citoyens ottomans, quiconque l'avait embrassée, aussi bien un infidèle déjà sujet du Sultan par l'effet de la conquête, que l'un de ceux qui, ressortissant à une nation non encore soumise, avaient pu être considérés jusqu'alors comme étrangers et ennemis du peuple ottoman (1).

La question qui nous paraît présenter, également, un vif intérêt pendant cette période trouble et confuse est celle de savoir quelle pouvait être, en matière d'origine, l'application des principes du *jus sanguinis* et du *jus soli*? La naissance sur le sol compris dans le *dar-al-islam* de parents étrangers était-elle de nature à conférer le titre de sujet turc? La naissance d'un enfant de parents sujets ottomans, sur le sol d'un pays étranger non encore atteint par la conquête, était-elle de nature à lui faire refuser la qualité de ses parents? Il nous paraît indéniable que, seule, la filiation transmet à l'enfant la qualité de sujet turc, et que le sol n'a aucune autorité et aucune valeur en matière d'origine; à plus forte raison que la loi religieuse turque, jalouse de gagner le plus grand nombre possible de sujets au « représentant de la Divinité », et de conserver, d'autre part, ceux auxquels ce titre est déjà conféré, transmet à l'enfant la qualité de ses parents, indépendamment du lieu de sa naissance, et défend à tout sujet du Sultan de dépouiller cette sujétion qu'il tient de la filiation (2).

Ainsi, « en Turquie, les peuples musulmans, jaloux, comme les nations antiques, d'éviter tout mélange avec les races étrangères fondent l'origine sur la filiation » (3). En ce qui concerne les non musulmans et plus spécialement les Bulgares, la même règle est applicable. Les termes de « nationaux Bulgares » ou de « na-

(1) Dans ce sens, pour les Français, la capitulation conclue en 1740, art. 68, pour les Anglais, celle de 1675, art. 64, etc.

(2) P. Arminjon, *op. cit.*, p. 43. La Turquie, d'ailleurs, ne secoue le joug de l'allégeance perpétuelle qu'avec la loi sur la nationalité du 19 janvier 1869.

(3) G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 14.

tifs Bulgares » (1) sont fréquents dans les documents de cette époque. Il ne peut y avoir de doute que la naissance, c'est-à-dire l'origine, entre, pour une grande part, dans la détermination de la nationalité. De même l'expression « natifs Bulgares » ne peut, évidemment, s'appliquer qu'à ceux qui sont nés de parents Bulgares.

Mais ce rôle du sang est-il exclusif ? En l'absence de textes formels, il est très probable que la pratique fût souvent faussée et que le sol intervînt fréquemment pour conférer la qualité que le sang aurait refusée. Il n'en reste pas moins vrai que la filiation fût, seule, attributive de nationalité. Cette conclusion que la logique commande, après un examen réfléchi du développement progressif des principes du droit bulgare et des institutions qui y trouvèrent leur origine, est appuyée, en outre, par la considération des circonstances politiques et des conditions sociales de l'époque. En effet, réunis dans des communautés religieuses, renfermés, par instinct de conservation, trop en eux-mêmes, les Bulgares réglaient, dans bien des cas, leurs rapports juridiques d'après la loi coutumière et, partant, conformément à la tradition nationale. C'est à elle qu'ils se rapportaient pour déterminer les liens de parenté, et ils avaient conservé, dans leurs coutumes, le rôle du sang dans toute son intégralité (2).

Enfin, la loi sur la nationalité ottomane (3) du 6 *chevval* 1285

(1) *Monumenta spectantia historiam Slavorum meridionalium*, XVIII, *Acta Bulgariae ecclesiastica*, Zagrabia, 1887, p. 341 et suiv.

(2) C'est ce que l'on voit affirmé dans la bouche de quelques contemporains. Dans une de ses relations, l'archevêque d'Antivari écrit en 1626 : « Si nota che li catolici du Chiprovaz, Copilovaz et altri luoghi si chiamano *impropriamente Bulgari per essere nati in Bulgaria, ma sono parte Albanesi, parte Sassi...* » *Ibid.*, p. 30. Petri Massarechi, archiepiscopi Antibarensis ad petitionem catholicorum Trnoviensium responsio, XXIX, A. 1626.

(3) Voir son texte dans le recueil de *Législation ottomane*, par Aristarchibey, p. 7 et suiv.

(19 janvier 1869) admet d'une façon prépondérante et formelle, dans son article 1^{er}, le *jus sanguinis*, en le combinant, cependant, dans une certaine mesure, avec l'élément territorial (art. 2) (1).

Ainsi se termine, avant l'émancipation de la Bulgarie, une évolution dont le début remonte très loin dans le passé, et qui est conforme aux traditions, aux mœurs et aux coutumes de la nation. Ayant, au cours des âges, traversé différents régimes, parcouru des pentes glissantes, marché droit devant elle sans perdre sa direction primitive, cette évolution solide de par sa conception, franche d'équivoques et de retours imprévus, a été assez heureuse pour échapper tout d'abord aux crises nombreuses qui jalonnent l'histoire de la nation bulgare ; ayant remonté ensuite le courant qui la menait au dépérissement, et vaincu les incertitudes que l'arsenal vermoulu des pratiques turques pouvait lui imprimer, elle se voit aujourd'hui portée à un très haut degré que l'expérience, les mœurs, le développement historique de la nation et les besoins nouveaux, — signe d'une vie intense et de progrès, — ne manqueront certainement pas d'élever davantage.

Ce chapitre préliminaire, utile pour expliquer l'évolution des principes en notre matière, est terminé. Nous allons maintenant aborder la question de la nationalité dans le droit bulgare actuel.

(1) Voir au sujet de cette loi une Circulaire de Ali-Pacha du 24 avril 1862 et un Mémoire du même, du 21 avril 1869, dans *Arch. dipl.*, août 1863 et *Livre Jaune*, nov. 1869.

TITRE PREMIER

Evolution des principes fondamentaux dans le droit moderne.

Emergée des flots de l'inconnu et de l'obscurité de l'histoire, affranchie du joug oppresseur d'une domination barbare ignorante et profondément réfractaire au progrès qui débordait de l'Occident de l'Europe sur les belles contrées situées entre les rives verdoyantes du bas Danube et de la mer Egée, la nation bulgare, ou du moins cette partie de la nation bulgare qui fut érigée en un Etat, se trouva en face de la société européenne toute resplendissante d'une vie intense, et s'imprégna de sa culture et de sa civilisation. Soucieuse de satisfaire aux exigences de la vie moderne et aux lourdes tâches que sa nouvelle situation de nation affranchie lui imposait, elle ne pouvait que profiter des progrès déjà accomplis chez les autres nations et s'ouvrir au souffle civilisateur qui venait de l'Occident de l'Europe.

Aussi sa législation s'inspira-t-elle largement des principes déjà posés par les législations étrangères, principes mûris à l'épreuve de longues et lentes évolutions, qu'elle devait, au moyen d'analyses délicates et subtiles et en les modelant sur les qualités particulières et constitutives de la race, adapter aux besoins de la nation.

Plus spécialement en matière de nationalité, nous voyons le

législateur bulgare obéir à cette impulsion générale, et réserver, dans son œuvre, une place prédominante aux principes qui régissent, dans ses grandes lignes, une matière si importante dans les législations étrangères modernes. Seul, le modèle fut à choisir.

Besogne rude que ce premier pas ! Notre législateur fut, cependant, aidé dans sa tâche par l'unité presque parfaite dans laquelle est fondue, de nos jours, la diversité des méthodes, par le classement des systèmes et des conceptions, par la fixité et la stabilité des principes qui avaient été autrefois élaborés sans une précision suffisante, mais qui sont, aujourd'hui, soigneusement pesés et appréciés à la lumière des faits, et envisagés avec plus de sang froid et, par conséquent, de justesse. Il arriva ainsi, après une courte période de tâtonnements et d'indécisions, à s'orienter dans la voie qui, sans doute, lui fut désignée par les nécessités sociales et peut-être, aussi, par les résultats pratiques auxquels avaient abouti ses premiers essais.

Aussi, à la clarté des solutions généralement adoptées aujourd'hui sur le continent européen, en matière de nationalité, un mouvement législatif se dessine-t-il assez nettement et s'affirme-t-il avec une puissance et une énergie suffisantes pour opposer une vive résistance à toute réaction due à une cause étrangère.

Quelles sont les étapes parcourues par la législation bulgare en matière de nationalité ? En ce qui concerne les principes, quels sont ceux qui constituent, en Bulgarie, le fondement des rapports juridiques entre l'individu et l'Etat ?

Ces deux questions formeront l'objet des deux chapitres qui suivent.

CHAPITRE PREMIER

Mouvement législatif.

Imposé par les nécessités sociales, trouvant un appui puissant dans la tradition et les mœurs, un même principe s'affirme en Bulgarie à travers les actes législatifs. Laisser au sang un rôle prépondérant pour la détermination de la nationalité, tel est le système qui se dégage dès le début. Il a dû cependant évoluer, et dans les lois qui se sont succédé chez nous depuis une trentaine d'années, une seconde idée est venue se faire jour : permettre à l'influence du sol de s'exercer dans une certaine mesure, afin de donner, aussi, aux inclinations naturelles et aux sentiments patriotiques que la terre natale fait naître, la faculté de désigner, à l'individu, sa nationalité.

Ainsi envisagée, cette nouvelle réglementation inaugurée après l'affranchissement et l'émancipation de la Bulgarie, très en harmonie dans sa première partie, beaucoup moins dans sa seconde, avec les principes du droit local, traversera des phases successives où certains de ses caractères iront progressivement en s'accroissant.

SECTION I. — Les principes dans la loi fondamentale.

La Constitution (1), s'occupant de la nationalité, s'exprime ainsi dans son article 54 : « Sont considérés comme sujets de la

(1) La Constitution bulgare fut élaborée à Tirnovo par la première Grande

Principauté bulgare tous ceux qui sont nés en Bulgarie et qui n'ont pas acquis une nationalité étrangère, aussi bien que ceux qui sont nés à l'étranger de parents sujets bulgares ». Clairement rédigé en apparence, ce texte a, cependant, été différemment compris par les auteurs et par le législateur. Le législateur constituant, disent ceux-là, statuant pour l'avenir, pose cette règle fondamentale, que, dans la détermination de la nationalité, interviennent, pour une part égale et indépendante, les deux principes du sang et du sol (1) (« le sol et le sang », suivant l'ordre consacré par la Constitution serait, semble-t-il, préférable). Cette manière de voir entraîne infailliblement cette conséquence importante, qu'il faut considérer comme inconstitutionnelles toutes les lois sur la nationalité qui se sont succédé en Bulgarie. Ce résultat paraît, en effet, tellement logique et naturel, qu'il s'impose par lui même. Une opinion des plus autorisées se rallie à cette conception (2).

Cependant, bien qu'il soit contraire à notre intention de blâmer cette interprétation extensive (3), il nous paraît utile de

Assemblée Nationale, la Constituante, le 16 avril 1879. Depuis, elle a subi de légères retouches et notamment dans la quatrième Grande Assemblée Nationale en 1893. Les articles concernant la nationalité n'ont pas été modifiés par ces révisions.

(1) M. Popovileff, *Innovations dans notre législation en matière de nationalité* dans la *Revue juridique* (en langue bulgare), 1904, n° 3, p. 161 ; P.-I. Stokoff, *Modes et effets de l'acquisition de la nationalité bulgare* (th.), Toulouse, 1905, p. 40.

(2) M. Popovileff, *op. et loc cit.*

(3) Que d'inconvénients il aurait présenté dans son application pratique ! Outre qu'il aurait bouleversé de fond en comble tout ce que l'on avait fait jusqu'alors en législation, il aurait eu l'inconvénient de créer à la Bulgarie une situation à part au milieu des nations qui l'entourent et dans lesquelles le progrès s'est affirmé dans une autre direction. Il lui aurait ensuite suscité des difficultés constantes dans ses rapports avec les autres Etats, attisé des conflits qui, graves, déjà, en eux-mêmes, auraient menacé de s'éterniser et de devenir particulièrement acerbés par suite des conditions spéciales dans lesquelles sa vie politique et internationale doit se mouvoir et se perpétuer. Bien que cet état des choses soit aujourd'hui modifié, on pourrait toujours craindre le désaccord et le frottement pouvant résulter pour la Bulgarie de la diversité de systèmes, si elle venait à consacrer le principe du sol.

faire une constatation. Si puissant et inflexible qu'il paraisse au début, ce système s'altère à mesure que le raisonnement se poursuit et que ses applications pratiques sont appréciées à la lumière des faits. Effrayés, sans doute, des résultats exorbitants auxquels il doit nécessairement conduire, ses partisans, tout en interprétant l'article 54 d'une façon stricte, et tout en s'attachant étroitement aux termes de sa disposition, n'osent pas, cependant, donner au *jus soli* toute l'ampleur avec laquelle la Constitution semble vouloir, dans ce système, nous le présenter en lui assignant, dans cet article 54, la première place. M. Stokoff qualifie d'« extension exagérée » l'application que fait du *jus soli* l'article 5-3° (ancien) de la loi de 1904 (1). M. Popovileff (2), tout en souhaitant « une modification correspondante de la Constitution » pour éliminer le *jus soli* de la législation bulgare relative à la nationalité (il adresse des reproches mérités au principe territorial), juge excessive la disposition du nouvel article 2 (loi 1904), qui considère comme « sujets bulgares *toutes les personnes* qui, à la création de la Principauté, avaient leur domicile ou étaient nées dans les limites de son territoire » ; il reproche, en outre, au législateur de ne pas avoir suivi, sur ce point, l'ancien article 2 (loi 1883) qui portait que, seuls, *les sujets turcs*, nés ou domiciliés en Bulgarie, devenaient sujets bulgares, distinction qui ne se retrouve pas dans la Constitution et qu'une stricte et rigoureuse application du *jus soli* condamne.

Il était donc nécessaire, pour perfectionner la loi — que l'on qualifie, dans cette interprétation, de parjure — de chercher au problème une autre solution, plus fertile en conséquences heureuses, afin de parer aux inconvénients d'un système incompatible avec les conceptions et les idées modernes. Telle fut la pré-

(1) *Op. cit.*, p. 41.

(2) *Op. cit.*, p. 157.

occupation du législateur bulgare dans les lois qui ont été faites en application de la Constitution.

En effet, est-ce à l'interprétation large de la loi fondamentale qu'il faut définitivement s'arrêter ? L'auteur de la loi de 1880, dont le texte ne suivit la Constitution qu'à un an d'intervalle, semble rejeter d'une façon absolue cette manière de voir. Pour lui, la disposition de l'article 54 n'a pas cette portée générale que l'on cherche à lui attribuer dans une première interprétation. Aussi, son œuvre n'en fera-t-elle pas une application générale et ne s'en pénétrera-t-elle point dans toutes ses parties.

L'accuserait-on d'inconstitutionnalité ? Accusation grave ! Elle renferme, en outre, une injustice : elle laisse découvrir que l'on n'a point pénétré la pensée intime du législateur de 1880 et le vrai mobile qui l'inspirait. Cette pensée et ce mobile, qui expliquent à merveille l'attitude du législateur de 1880, c'est que l'Etat bulgare venant d'être formé, il était nécessaire, tant pour déterminer ses sujets que pour tirer de leur obscurité, afin de les appliquer, les règles qu'imposaient à la Bulgarie les dispositions laconiques et ambiguës du traité de Berlin, que la Constitution posât le principe, d'après lequel « sont considérés comme sujets de la Principauté bulgare tous ceux qui sont nés en Bulgarie et qui n'ont pas acquis une nationalité étrangère, ainsi que ceux qui sont nés à l'étranger de parents sujets bulgares. »

Comment, en effet, opérer autrement la distinction entre les nationaux et les étrangers, sinon en posant concurremment, sans toutefois les combiner, les deux principes opposés, celui du sol et celui du sang, en réservant à chacun d'eux une place distincte ?

Et, tout d'abord, la Grande Assemblée applique, d'une façon générale et absolue, le principe du sol aux originaires de la portion du territoire cédée par la Turquie, jugeant ce lien indispensable pour rattacher à la patrie bulgare, parce que le sang ne les

appelait pas à cette nationalité, tous ceux que la Turquie, en vertu du traité de Berlin, ne pouvait plus considérer comme sujets ottomans. Le législateur leur confère la patrie qui leur était désignée par le fait de leur naissance, et consacre par là pour l'attribution collective de la nationalité bulgare, au moment de la création de l'Etat bulgare, le *système de l'origine*.

La règle est absolue. La pratique s'en inspire (1). La Cour de Cassation de Sofia, saisie en 1904 de la question, l'interprète dans le sens le plus général en l'étendant à tous ceux qui, nés en Bulgarie, à une époque antérieure à la libération, auraient émigré à l'étranger même avant l'affranchissement de la Bulgarie sans être retournés depuis dans leur patrie de naissance (2). Pourquoi, en effet, laisser la porte ouverte à des abus en permettant à des gens malveillants, soit de se débarrasser de tout lien de nationalité, soit d'invoquer l'une ou l'autre des deux nationalités suivant les exigences de leurs intérêts égoïstes ?

Le législateur constituant pose en second lieu dans l'article 54 cette autre règle — qui aurait sans doute été oubliée sans la juste et précieuse remarque de M. Stoïloff à la Constituante (3) — qui consiste à rattacher également à la Bulgarie « tous ceux qui sont nés à l'étranger de parents sujets bulgares. » C'est donner au *jus sanguinis* une part d'une portée égale à celle du *jus soli*.

Ces règles relatives à la nationalité, posées le lendemain de l'émancipation de la Bulgarie, sous l'empire de préoccupations éminemment respectables, ne pouvaient avoir pour objet que la formation et l'organisation du jeune Etat (4). Aussi, le légis-

(1) Voir l'application qui en a été faite par le ministère de l'intérieur. V. notamment les circulaires du 2 janvier 1881, n° 4 ; du 16 avril 1885, n° 2778 ; du 9 avril 1888, n° 3923.

(2) V. Cassation, arrêt du 31 janvier 1904.

(3) Discussion de l'article 54 de la Constitution à la Grande Assemblée Nationale de 1879.

(4) Même préoccupation chez l'auteur du *Statut Organique* qui posait, en

lateur de la Constituante se borna-t-il à la seule délimitation des sujets bulgares, tout en abandonnant le soin de la réglementation des différentes questions sur la nationalité, à une loi spéciale ultérieure (1).

Telle est l'interprétation de l'article 54 qui nous est proposée par le législateur de 1880. Il n'osa pas donner à ce texte un sens plus général qui aurait engendré l'absurdité et la confusion. Aurait-il, en effet, été admissible que la loi s'attachât au *jus sanguinis* à l'égard des nationaux, tandis qu'elle eût invoqué le *jus soli* à l'égard des étrangers ? Règle singulière, conception étrange qui évoque la mémoire de Pothier et ressuscite le tableau de ces époques lointaines où le sol était maintenu pour la détermination de la nationalité, soit par le souvenir de son ancienne et puissante influence, soit par les préoccupations et les ambitions des monarques qui luttaient pour la grandeur de leur royaume en s'assurant le plus grand nombre de sujets ! Autant l'idée territoriale est excellente et, en quelque sorte, indispensable lorsqu'il s'agit d'attribuer la nationalité de l'Etat cessionnaire d'un territoire à ceux qui doivent être considérés à l'avenir comme ses propres sujets et, partant, d'opérer la distinction entre les nationaux et les étrangers (2), autant cette idée territoriale est inique et brutale lorsqu'il s'agit de régler, en dehors de l'hypothèse ci-dessus, les rapports juridiques des individus avec l'Etat. D'ailleurs, à raison de l'impopularité dont elle jouit dans les temps actuels trop avancés pour tolérer des reculs dangereux,

1877, les principes qui devaient présider à l'organisation et à l'administration de la Roumélie Orientale. Voir note 2, p. 84.

(1) Cfr. art. 56 : « Tout sujet de la Principauté pourra renoncer à la nationalité bulgare après avoir accompli le service militaire, ainsi que les autres devoirs vis-à-vis de l'Etat, d'après une loi spéciale qui sera élaborée ».

(2) Il est à remarquer que tous les systèmes qui ont été proposés à cet égard ont pour base un lien matériel qui rattache les anciens sujets de l'Etat cédant à la portion de territoire cédée.

pour souffrir le retour d'idées d'une époque où les conditions sociales et politiques étaient foncièrement différentes, la formule territoriale ne saurait aujourd'hui intervenir comme base exclusive du développement ultérieur de la législation locale dans un pays qui lui serait resté à jamais fermé sans le concours des circonstances.

Le législateur de 1880 se rendit à ces considérations et restreignit la portée de l'article 54. Enchaîné, cependant, par un profond respect pour la Constitution, et voulant rester fidèle aux principes qu'elle formule, il se fonde exclusivement sur elle dans une partie de son œuvre. Ainsi, dès son article 1^{er} nous retrouvons la reproduction textuelle de l'article 54 : « Tous ceux qui sont nés », dispose ce texte, « sur le territoire de la Principauté et qui n'ont pas acquis une autre nationalité, sont considérés comme sujets bulgares. » Et son alinéa 2, basé sur l'interprétation de l'article 54 qui contient la même réserve, explique en quoi peut consister ce changement de nationalité : c'est seulement dans le cas où il aurait lieu *antérieurement* à la guerre de libération conformément à la loi *ottomane* de 1869 qu'il peut être considéré comme valable. Or, il serait absurde de croire que notre législateur n'admet aucun changement de nationalité postérieur à la guerre de libération et qu'il se réfère à une loi étrangère pour déterminer les conditions dans lesquelles ce changement pourrait être effectué. Il est donc évident que, tout en se référant à l'article 54 de la Constitution, la loi de 1880 enferme la portée de ce texte dans un cadre plus restreint, lui assigne une application moins générale, un sens plus étroit que celui auquel s'attachent les partisans de la première interprétation.

Le législateur de 1880 reproduit avec une scrupuleuse fidélité la disposition de l'article 54 en conservant aussi l'ordre même dans lequel le *jus soli* et le *jus sanguinis* y sont présentés. L'article 2 de la loi de 1880 reproduisant et commentant la seconde

partie de l'article 54 s'exprime ainsi : « Tous ceux qui sont nés en dehors du territoire de la Principauté, de parents indiqués à l'article 1^{er}, sont considérés comme sujets bulgares. »

Plus tard, en 1904 (1) le législateur affirme de nouveau son respect pour la loi suprême en insérant, dans la loi du 5 janvier un article 2 conçu d'une façon si rigide qu'il ne laisse aucun doute sur son origine due, sans conteste, à l'influence et à l'inspiration exclusive de l'article 54 (2).

Le législateur persiste ainsi à se tenir dans la position qu'il avait prise, lors de la loi de 1880, et qui fait supposer, chez lui, une interprétation restrictive de l'article 54. D'où on est amené à croire qu'en réservant, aussi bien dans la loi de 1880 que dans celle de 1904, une place dans la « partie générale » de ces lois où il s'agit de l'attribution collective de la nationalité bulgare à ceux que l'on devait considérer comme sujets indigènes au moment de la création de l'Etat Bulgare, il a voulu circonscrire l'application de ces articles à ces seuls cas, en se réservant la faculté de statuer librement dans les hypothèses d'acquisition de la nationalité bulgare autres que celles visées par cette situation particulière. Ainsi, dans l'article 6 de la loi de 1880 et dans l'article 5 de celle de 1904, le principe de la filiation apparaît avec une vigueur telle que, seules, des considérations tirées des nécessités de la pratique, pourront dorénavant le limiter.

C'est évidemment de ce point de vue que s'inspire la loi de 1880 d'après laquelle le sol, seul, donne une patrie aux enfants trouvés sur le territoire de la Principauté, sans père ni mère connus. Il en est de même de la loi de 1883 où l'influence du sol

(1) Nous ne mentionnons pas ici la loi de 1883, car celle-ci, ayant été faite, comme nous allons le voir, à un moment où la Constitution était suspendue, n'avait point à s'inspirer de ses dispositions.

(2) Art. 2 : « Sont considérées comme sujets bulgares toutes les personnes qui, à la création de la Principauté, avaient leur domicile ou étaient nées dans les limites de son territoire. »

sur la nationalité d'origine est soudain renforcée par la disposition de l'article 15 qui attribue la nationalité bulgare à tout individu né en Bulgarie de parents qui, eux-mêmes, y sont nés, sauf la faculté pour lui d'opter à sa vingt et unième année pour la nationalité de ses parents. Ce sont, enfin, les mêmes raisons qui suggèrent au législateur bulgare de 1904 les dispositions nouvelles, fortement inspirées de la loi française, qui étendent démesurément l'influence du sol sur la nationalité d'origine.

La formule territoriale ne s'était pas introduite en matière de nationalité d'origine par application de la Constitution, parce que celle-ci, tout en proclamant le principe du sol, ne l'appliquait pas à la nationalité d'origine, et, aussi, parce que à l'époque où cette formule est consacrée en cette matière par la loi ordinaire de 1883, le législateur pouvait sans scrupules négliger les bases de la Constitution qui était suspendue depuis deux ans.

Sans s'inspirer des principes qui semblent à certains auteurs établis par la loi fondamentale en matière d'origine, la loi de 1904 est venue compléter, sur ce point, sa devancière, devenue insuffisante pour les cas nouveaux qui s'étaient présentés dans la pratique, et qui nécessitaient une réglementation plus ample. Ainsi, apparu spontanément en 1883, le *jus soli* se développa dans la loi de 1904 sous la pression de nécessités pratiques dont nous aurons à étudier bientôt la valeur, et surtout sous l'influence de la législation française.

Deux autres articles (les articles 55 et 56) viennent compléter la réglementation de la nationalité dans la Constitution. L'un est relatif à la naturalisation en Bulgarie des sujets étrangers : article 55 : « Les étrangers peuvent acquérir la nationalité bulgare avec l'autorisation de l'Assemblée Nationale. » Ce texte a une portée générale et absolue. Une loi spéciale doit intervenir pour

chaque cas de naturalisation (1). Le législateur entoure ainsi l'acquisition de la nationalité bulgare, postérieurement à la naissance, de garanties spéciales ; il est désireux et jaloux de restreindre le nombre des cas où l'étranger sera assimilé au citoyen de naissance. Cette mesure lui paraît si naturelle qu'à la Constituante le texte de l'article 55 fut adopté sans discussion. Aussi cette disposition a-t-elle persisté en Bulgarie, sans aucune modification, dans les actes législatifs concernant la nationalité, sauf dans la loi de 1883 qui fut rendue, comme nous le verrons ci-après, dans des conditions particulières.

L'article suivant prévoit la perte de la qualité de Bulgare (2).

(1) Dans certains pays où la concession de la nationalité est réglée comme en Bulgarie d'une façon très rigoureuse, c'est-à-dire exige l'intervention du pouvoir législatif (la Belgique, l'Italie. Cfr. Cogordan, *la Nationalité au point de vue des rapports internationaux*, Paris, 1890, p. 194 et suiv. ; Gorrini, *La concessione della cittadinanza*, Voghera, 1890, p. 104), l'admission à la nationalité peut, cependant, grâce à l'institution de la « petite naturalisation », être faite par simple décret royal.

(2) Bien que le *Statut Organique*, au moyen duquel la diplomatie européenne s'ingéniait à faire vivre un organisme chétif auquel elle avait donné le jour, constitue, aujourd'hui, une curiosité historique et ne présente actuellement pour nous aucune importance, il est intéressant, dans une certaine mesure, de mentionner ici dans ses grands traits la disposition de son article 23 qui a trait à la nationalité. « *Seront admis* », est-il dit dans son al. 1, « *à l'indigénat rouméliote tous les sujets ottomans qui y sont nés, de même que tous ceux qui y ont établi leur domicile antérieurement au 1^{er} janvier 1877* ». — La consécration du *jus soli*, pour opérer la délimitation entre les indigènes et les étrangers, y est absolue et exclusive. A la différence de la Constitution de 1879, le *Statut Organique* adopte concurremment le système de *l'origine et celui du domicile*. Il ne s'occupe, cependant, pas en détail, de la réglementation de la nationalité, il abandonne ce soin à une loi ultérieure. Cette loi devait intervenir quelques années plus tard.

Ce fut celle de novembre 1881 ; elle eut à s'inspirer du *Statut Organique* dans la même mesure que la loi bulgare de 1880 de la Constitution, et consacre dans son art. 1^{er} la règle posée par l'art. 1^{er} du *Statut Organique*. L'attribution collective de l'indigénat rouméliote est, donc, faite d'après le système de *l'origine et du domicile*. Quant à l'acquisition de cet indigénat par la naissance, cette loi (Cf. Assemblée Provinciale de la Roumélie Orientale, séances des 10 et 11 novembre 1881) se réfère à la législation ottomane et admet, par suite, le principe de la filiation. La naturalisation est subordonnée à l'acquisition préalable de la nationalité ottomane, l'al. 3 de l'art. 23 du *Statut*

SECTION II. — Les lois postérieures à la Constitution.

Avec l'apparition du sentiment de la race et de la patrie, et la proclamation par l'école italienne du principe des nationalités, doctrine qui eut un grand retentissement dans toute l'Europe, le *jus sanguinis* se voit attribuer une vigueur nouvelle ; il sort rajeuni et rafraîchi des souvenirs du droit romain, sollicité par les conditions particulières de la vie des nations modernes. Le principe opposé du sol perd de plus en plus de sa force. Les législations européennes tendent même à un moment donné, à s'en débarrasser. C'est ainsi que dans une première phase des travaux préparatoires du code civil français la formule territoriale est rejetée (1), et que les lois des pays allemands ne l'acceptent que dans des cas exceptionnels (2). Bientôt cependant des considérations d'ordre pratique la réintègrent dans certaines législations en ce qui concerne la nationalité d'origine. Le *jus soli* reprit ainsi, dans une certaine mesure, sa force, mais la chute de l'ancien régime et l'anéantissement de toutes les idées et conceptions qui lui servaient de base eurent sur lui une répercussion fatale ; d'un autre côté, l'accession de nouveaux principes engendrés par les nouvelles conditions politiques et sociales de la vie moderne était trop puissante, pour que l'on pût songer à le faire revivre d'une façon absolue dans

Organique disposant que « l'étranger qui veut acquérir cet indigénat doit, au préalable, se faire naturaliser sujet ottoman ». Une sorte de naturalisation de faveur est accordée aux sujets turcs par l'alinéa 2, ainsi conçu : « Tout sujet ottoman, qui aura fixé son domicile en Roumélie Orientale, pourra acquérir le droit à l'indigénat rouméliote, à la condition qu'il y ait résidé pendant une année ». Enfin le *Statut Organique* ne se montre pas aussi sévère en matière de naturalisation que la Constitution bulgare.

(1) Cfr. Geouffre de Lapradelle, *De la nationalité d'origine*, p. 138.

(2) Cfr. Kœppel, *La nationalité et la naturalisation dans l'empire allemand*, dans le *J. Clunet*, 1891, p. 80.

les législations contemporaines. Selon certains auteurs (1), il est désormais contraire aux droits de l'homme, de fonder la nationalité d'origine sur le sol. Toutefois « des obstacles (2), d'ailleurs contingents, nés de causes extérieures et passagères, s'opposaient à la complète victoire du principe de la filiation. »

Prisè dans le courant commun la législation bulgare n'avait qu'à en suivre l'orientation, car il lui était impossible de trouver, soit dans les traditions historiques de la nation, soit dans la situation nouvelle du pays, des points d'appui pour lui opposer une résistance quelconque.

Dès la loi de 1880 le législateur adopte, en Bulgarie, le principe de la filiation comme base de la détermination de la nationalité d'origine, et depuis cette époque un mouvement continu se dessine accusant une forte préférence pour le *jus sanguinis*. Les mœurs et les coutumes l'accroissent. La tradition et les précédents historiques, autant qu'il est possible de les discerner dans la pénombre de l'histoire, interviennent aussi pour soutenir et affermir son autorité. Trouvant ainsi un fondement solide dans l'esprit même et dans les tendances du droit local, la filiation s'affirme dès le début avec une force exceptionnelle. « Est Bulgare d'origine, pose en principe l'article 6 de la loi de 1880, tout enfant légitime d'un sujet bulgare... né soit dans la Principauté, soit à l'étranger. »

Aucune voix ne s'élève au Sobranié pour rappeler la disposition de l'article 54 de la Constitution, épuisée déjà dans les cinq premiers articles de la loi. La naissance sur le sol de la Principauté importe peu : elle ne saurait conférer aucun titre à la qua-

(1) V. P. Fiore *Diritto internazionale codificato e la sua sanzione quiridica*, Torino, 1890, art. 383.

(2) G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 30. L'éminent professeur en énumère les quatre suivants : les nécessités politiques, le respect exagéré des traditions, le contre-coup des lois étrangères et la sévérité des lois sur la naturalisation.

lité de Bulgare ; elle est impuissante, en outre, à constituer un droit à la naturalisation.

Mais telle est la force et l'influence du sang qu'il se forme très vite, au Sobranié, un courant d'opinion, d'après lequel doit être reconnu comme sujet bulgare tout sujet étranger qui, né de parents qui sont, eux-mêmes étrangers, mais d'origine bulgare, aura fait constater le transfert de son domicile dans les limites de la Principauté (1). A la proposition faite en ce sens par un député (2), le Ministre des Affaires Etrangères oppose la teneur de l'article 4 de la loi en discussion, qui vient d'être voté, objectant qu'une disposition, telle que celle qui est proposée, restreindrait sensiblement la portée de cet article, et ajoutant que le nouveau texte ferait double emploi avec l'article 9 de la loi sur les immigrants votée quelques mois auparavant (3) : le Ministre craint enfin la fraude et les manœuvres coupables auxquelles une pareille disposition pourrait largement ouvrir la porte. Repoussé pour ces raisons qui sont d'ailleurs loin de porter atteinte au prestige dont jouit, à cette époque, le *jus sanguinis*, le texte proposé fut remplacé par la disposition de l'article 18, plus équitable, moins sujette au reproche d'accorder trop facilement, et d'une façon trop généreuse, la concession de la nationalité bulgare.

(1) Déjà antérieurement, à la discussion de la loi sur la nationalité en 1880, à la session extraordinaire du Sobranié, Stambouloff avait fait une proposition analogue concernant tout individu, sujet étranger, d'origine bulgare. Une résidence d'un an aurait suffi pour conférer la nationalité bulgare sans aucune autre condition. Cette proposition ne fut pas acceptée malgré l'autorité de son auteur, le Ministre des Affaires étrangères ayant promis de déposer dans les huit jours un projet de loi sur la nationalité.

(2) V. Sobranié, 19 novembre 1880.

(3) La disposition de l'article 9 de la loi relative aux immigrants qui ajoutait au début un alinéa 2 à l'art. 3, mais qui fut écartée au cours de la discussion, était ainsi conçue : « Tout immigrant, dès son établissement en Bulgarie, est censé sujet bulgare », et l'art. 1^{er} considère comme immigrants, les seuls « Bulgares qui viennent de l'étranger et qui s'occupent de l'agriculture ou ont un métier se rattachant à l'agriculture ».

Congru dans un esprit beaucoup moins libéral, l'article 18 mesure parcimonieusement la concession de la nationalité bulgare en ne l'accordant, par l'effet d'une naturalisation spéciale et exceptionnelle, qu'aux seuls *sujets étrangers d'origine bulgare* qui auront rendu *un service reconnu au peuple bulgare*. Il faut, en outre, que le vote au Sobranié de la loi concédant une admission basée sur le cas prévu par cet article 18, rallie en sa faveur les 2/3 des représentants présents. Bien que conditionné ainsi, le sang qui confère, sinon un droit, du moins un titre puisant à la naturalisation, se verra fortifié par une évolution dont les premières manifestations s'annoncent déjà en 1880.

Le principe du sang est prépondérant en matière de nationalité ; la naissance sur le sol, par elle-même, ne signifie rien. Cependant, tout en jouant un rôle presque exclusif, ce principe comporte des concessions plus ou moins importantes. Faut-il dénier au sol toute influence, à quelque titre et dans quelques conditions que ce soit, sur la nationalité de l'enfant ? Evidemment non. Dans une circonstance particulière et pour des raisons d'ordre pratique, une place est faite au sol à côté du sang pour conférer la nationalité bulgare à l'enfant sans filiation connue. Ces raisons sont si puissantes que toutes les lois étrangères, celles même qui sont le plus attachées au système du *jus sanguinis*, l'acceptent sans grande résistance (1). La loi bulgare entre dès le début dans cette voie : « Sont sujets bulgares, dit l'article 6, alinéa 2, de la loi de 1880, les enfants trouvés sur le territoire bulgare, sans père ni mère (connus) », et l'alinéa 3 continue : « Tous ceux qui sont nés sur le territoire de la Principauté, et sur la nationalité desquels il s'est élevé une contestation, sont considérés comme sujets bulgares jusqu'à la détermination défi-

(1) La Belgique et la Hollande cependant ne le consacrent que tardivement. V. en ce qui concerne la Belgique, *Annuaire de législation étrangère*, 1882, p. 453, note et notices par M. L. Renault.

nitive de leur nationalité. » L'intention et le vrai mobile du législateur ne sauraient se manifester plus clairement. Introduire dans cette mesure le *jus soli*, c'est réduire infiniment son importance en lui attribuant un rôle secondaire. Seule, la préoccupation d'empêcher une personne de pouvoir, soit d'une façon volontaire et, partant, malveillante, soit du fait du silence de la loi, — silence dû plutôt à l'inadvertance de son auteur qu'à des considérations doctrinales, — bénéficier d'une situation exceptionnelle et privilégiée, oblige le législateur bulgare à ajouter les deux alinéas ci-dessus à l'article 6.

Admise ainsi à titre d'exception, la formule territoriale ne trouble aucunement l'harmonie du système qu'un revirement soudain et inespéré orientera plus tard dans une autre direction.

Rendue sous la pression des nécessités immédiates du pays (1), à un moment où la Constitution était encore debout, la loi de 1880 qui comblait une lacune importante dans la législation, devait incontestablement suivre les dispositions constitutionnelles. Jaloux, d'autre part, des prérogatives que la Constitution lui accorde, le législateur de 1880 se réserve le droit de se prononcer lui-même sur la concession de la nationalité bulgare (art. 13 *in fine*). Il fait preuve, en matière de naturalisation, d'une sévérité que l'on retrouve dans nombre de législations étrangères où l'admission à la nationalité est considérée comme une faveur et un bienfait de la loi.

Le projet de loi déposé en 1880 méconnaissait, cependant, ce

(1) Le sieur M... demande, au *Sobranié*, en 1880, avant le vote de la loi, la naturalisation bulgare. Il est originaire de l'Autriche et habite la Turquie depuis 1857. Faut-il la lui accorder ? Y a-t-il droit et à quel titre ? La Constitution ne la lui octroie pas, mais on fait remarquer qu'elle donne au législateur ordinaire le droit de statuer sur des questions concernant la nationalité. Mais comment résoudre ce cas particulier sans une loi ? Stambouloff fait une proposition. On hésite à l'accepter bien qu'elle paraisse juste et équitable. On sent alors la nécessité de l'élaboration d'une loi sur la nationalité. V. Sobranié, séance du 25 avril 1880.

point de vue qui préoccupait déjà le législateur de la Constituante ; il prévoyait une naturalisation facile où les caprices du pouvoir exécutif étaient à l'abri de tout contrôle ; il allait même jusqu'à permettre au Ministre de l'Intérieur de statuer seul sur cette naturalisation et d'une façon discrétionnaire, sur le rapport motivé du préfet, « après avis préalable du Conseil des Ministres » (art. 13 *in fine* du projet). Cette rédaction souleva des protestations. Cependant, malgré quelques légères appréhensions, vite vaincues d'ailleurs, sur le sort des sujets étrangers d'origine bulgare, cet article 13 fut modifié, libellé et voté, au cours de la même séance, dans sa forme définitive qui respecte le principe posé par l'article 55 de la Constitution.

Obligé de suivre la loi fondamentale aussi sur ce point, le législateur de 1880 ne songe pas à mettre le surplus de son œuvre en concordance avec cette œuvre elle-même, et à maintenir l'unité du système, ce que des considérations pratiques, des vues doctrinales, aussi bien que la logique et la pure raison lui commandaient de faire. Par esprit d'imitation il consacra en les aggravant les principes que lui suggérait la législation allemande, mais, par contre, il ne fit rien pour atténuer les conséquences de son système beaucoup plus rigoureux que celui de son modèle (1). La loi du 17 décembre 1880, ayant entouré de difficultés assez grandes l'accès de la nationalité bulgare, ne se soucie point de limiter aussi le nombre des causes de déchéance (2) amoncelées jusqu'à la superfétation, qui accentuaient la sévérité dont elle était empreinte.

(1) La loi allemande du 1^{er} juin 1870 facilite l'acquisition de la nationalité allemande en disposant dans son article 6 que « l'admission, comme la naturalisation, s'opère par un acte émanant de l'autorité administrative supérieure. » Elle épargne de la sorte aux candidats les lenteurs de l'action législative.

(2) Art. 19 (art. 13 de la loi allemande): « La nationalité bulgare se perd : 1^o par la renonciation ; 2^o par une décision de l'autorité ; 3^o par l'absence ; 4^o par l'adoption ; 5^o par le mariage ».

Ainsi, tandis que tout sujet bulgare pouvait, sur la simple décision du Ministre des Affaires Etrangères (art. 20), abdiquer sa nationalité, ce qui entraînait la perte de cette nationalité également pour sa femme et pour ses enfants mineurs (art. 25), il lui fallait, pour obtenir sa réintégration dans la nationalité perdue, solliciter l'intervention du corps législatif (art. 31) ! C'était inadmissible. L'iniquité était criante et, bien que les applications de ces cas fussent rares, elle ne manqua pas de s'imposer à l'attention du législateur de 1883.

Quoi qu'il en soit, la loi de 1880 ne devait pas jouir d'une longue existence. Elle devait succomber sous le poids de ses défauts. Elle présentait surtout une grave imperfection de principe ; c'était d'être très sévère en matière de naturalisation tout en rejetant avec une énergie surprenante le principe territorial, solution contraire aux exigences de la pratique, difficilement acceptable à cause de ses inconvénients et de son intransigeance, inconnue des législations modernes (1). Pour ces raisons et aussi sous la poussée des événements politiques cette loi fut bientôt remplacée.



Après la suspension de la Constitution bulgare en mai 1881, une ère nouvelle s'ouvrit, dont l'étude aboutirait à la constatation de l'échec d'une politique entreprise sur les bases de l'absolutisme, dans un pays à tendances éminemment démocratiques (2).

(1) Il y a certainement un rapport évident entre l'admission du principe du sol dans la loi et la sévérité dont la loi fait preuve dans l'admission de l'étranger dans la cité. Cfr. G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 73.

(2) Voir en ce qui concerne les documents officiels sur cette époque, *J. Officiel* des 29 avril, 13 mai, 16 septembre 1881. Le Conseil d'Etat auquel fut, à cette époque, confiée la confection des lois se composait : a) des ministres ; b) de membres nommés par le Prince ; c) de membres élus. Cfr. à ce sujet plus particulièrement les ouvrages suivants en langue française : Drandar, *Les événements*

Si courte et éphémère que fût la durée de cette période « d'aberration politique », le nouveau régime nécessita la revision de certaines lois devenues incompatibles avec le nouvel ordre de choses.

Une loi sur la nationalité, celle du 26 février 1883, fut élaborée durant cette période. Insérée dans le recueil officiel des lois en vigueur publié par les soins du Ministère de la Justice qui fit l'objet quelques années plus tard d'une nouvelle édition, elle fut appliquée jusqu'en 1904, date à laquelle fut promulguée la loi actuelle sur la nationalité (1).

Maintenue ainsi en vigueur pendant un peu plus de vingt ans, la loi de 1883 régla, en Bulgarie, la matière de la nationalité, malgré son inconstitutionnalité qui tenait aux circonstances dans lesquelles elle fut faite.

Quelles sont celles de ses dispositions qui sont entâchées d'inconstitutionnalité ?

Ce sont celles de l'article 1^{er}, alinéa 1, et de l'article 20, alinéa 2.

1° L'article 1^{er}, alinéa 1, est ainsi conçu : « La nationalité bulgare donne droit à l'exercice de tous les droits civils et politiques et rend obligatoires toutes les charges reconnues légales dans l'Etat. »

politiques en Bulgarie, Paris, 1896, p. 194 et s.; Le même, *Prince Alexandre de Battenberg en Bulgarie*, Paris, 1884; René Henry, *Des monts de Bohême au golfe persique*, Paris, 1908, p. 362 et suiv.

(1) La question de sa force obligatoire après le rétablissement de la Constitution fut souvent soulevée au Sobranié et mise à l'ordre du jour. Pour les uns, la loi de 1883 était inconstitutionnelle, parce qu'elle « n'avait pas été faite par l'autorité compétente d'après la Constitution ». En ce sens, M. Guénadilff, au Sobranié, séance du 11 décembre 1903, et plusieurs autres orateurs. *Contra*, M. Popovlieff, *De la loi sur la nationalité de 1883* dans la *Revue juridique* (en bulgare), année XII^e, n° 1; Schichmanoff dans la *Revue périodique*; Stokoff, *op. cit.*, p. 16. A leurs yeux cette loi avait été faite par une autorité compétente. Pour ce qui est des dispositions de l'article 1, alinéa 1, et de l'article 20, alinéa 2, contraires à la loi fondamentale, il est incontestable que l'on ne saurait porter atteinte à la Constitution dans une loi d'ordre civil.

a) Tout d'abord, on peut remarquer que ce texte ne tient aucun compte de la différence qui existe entre le national et le citoyen. Il semble conférer tous les droits politiques aussi bien aux hommes qu'aux femmes, qu'ils soient sujets bulgares d'origine ou naturalisés. Si telle a été la pensée de l'auteur de la loi de 1883, on ne pourrait que le louer de ses conceptions avancées ; elles méritent d'inspirer les législateurs de l'avenir. Mais songeait-il réellement à introduire, au moyen d'un texte relatif à la nationalité, une réforme aussi profonde dans le droit bulgare ? Seule la rédaction générale de l'article 1^{er} porterait à le croire. Quant au législateur, il ne laisse, au cours de la discussion, échapper aucun propos qui puisse imposer cette manière de voir (1). Aussi, paraît-il certain que ce membre de phrase : « la nationalité bulgare donne droit à... » n'est dû qu'à une rédaction défectueuse et que le législateur n'a pas voulu consacrer une telle assimilation (2).

b) Si la réforme ne se conçoit guère en ce sens, il est incontestable qu'elle eut pour objet de conférer à tout naturalisé, dès le moment de sa naturalisation, la plénitude des droits civils et politiques dont jouit, en Bulgarie, tout sujet bulgare d'origine arrivé à la majorité.

Lors de la discussion de la loi au Conseil d'Etat, cette innovation de l'article 1^{er} frappe certains esprits. Le conseiller Bourmoff l'attaque dès le début. Pourquoi, dit-il, conférer aux nouveaux sujets tous les droits civils et politiques, tandis que les

(1) *Protocoles du Conseil d'Etat*, séance du 27 janvier 1883.

(2) M. Popovileff, *op. cit.*, p. 21 et 22, cherchant à découvrir la pensée intime du législateur et la véritable portée de l'art. 1^{er}, al. 1, fait, dans une fine et très ingénieuse analyse, une distinction suivant que cet article vise les *sujets* bulgares, et confère, par conséquent, aussi aux femmes et à tous les naturalisés, les droits politiques que la loi attache en général à la qualité de *sujet bulgare* ; ou suivant qu'il vise les *citoyens* et, dans ce cas, entend se référer à la Constitution qui, dans son article 60, parle de *citoyens*, au masculin, et, par suite, exclut les femmes.

autres législations évitent soigneusement de le faire? Il cède vite, cependant, devant les explications, peu claires, du reste, du Ministre des Affaires Etrangères, qui s'en remet, pour la réglementation de la question, aux articles qui doivent suivre et s'occuper plus spécialement des effets de la naturalisation, et que l'on ne retrouve, d'ailleurs, nulle part dans la loi (1). Bien que dans la réponse du Ministre tout porte à croire qu'on n'entend nullement assimiler dès le début le naturalisé au national d'origine — ceci se dégage, en outre, de la courte explication que fournit sur le même sujet un autre orateur au cours de la discussion (2), — le texte de l'article 1^{er} est voté sans modification, d'où résulte une complète assimilation du naturalisé au citoyen bulgare de naissance.

En présence de l'impossibilité d'éluder une pareille interprétation, l'article 1^{er}, alinéa 1, réalise, sur ce point, par comparaison à la législation antérieure, une véritable révolution, puisqu'on peut conclure de ses termes généraux que l'étranger qui vient d'être naturalisé Bulgare peut faire, dès le jour de sa naturalisation, partie du corps législatif.

Avouée ou inconsciente, cette réforme ne pouvait être durable. A l'épreuve des faits d'après les constatations d'un député au Sobranié, ses défauts ne tardèrent pas à se révéler (3). Aussi, le 24 novembre 1894 fut déposée sur le bureau du Sobranié une proposition de loi tendant à instituer en Bulgarie la *grande* naturalisation. Cette proposition aboutit à la loi du 4 février 1895, laquelle exigeait, à l'opposé de la loi de 1883, un stage de 15 ans, qu'une loi électorale de 1897 devait d'ailleurs porter à 20,

(1) *Protocoles du Conseil d'Etat, loc. cit.*

(2) « Tischeff, d'accord avec le Ministre, ajoute que les droits accordés par la loi aux sujets bulgares ne sont pas les mêmes pour tous, et qu'ils sont déterminés par des lois spéciales; par conséquent, il propose de laisser l'article premier tel quel... » V. *Protocoles du Conseil d'Etat, loc. cit.*

(3) Sobranié, 1^{re} session ordinaire en 1894, séance 44^e.

pour acquérir le droit d'être éligible au Sobranié (1). Le législateur de 1895 suit, sur ce point, le système consacré déjà en principe par la loi de 1880, laquelle, dans son article 17, exigeait du naturalisé, pour arriver à l'éligibilité, un délai de 5 ans à compter du jour de sa naturalisation.

L'étranger est, dans un certain sens, suspect. S'il se fait naturaliser est-il juste que, dès le premier jour de son admission à la nationalité, il participe à la confection des lois, se voie, en quelque sorte, confier les destinées d'un peuple auquel hier encore il était étranger ? Il semble bien que non. Aussi la loi de 1895 corrige, avec raison, l'œuvre législative de 1883 sur ce point.

2° Même après le règlement de cette question, la loi de 1883 n'en demeurerait pas moins inconstitutionnelle à cause de son article 20, alinéa 2, ainsi conçu : « Sur la proposition du Ministre de la Justice et conformément à l'avis émané du Conseil d'Etat, le Prince peut conférer au postulant, par décret spécial, la nationalité bulgare. » Or, l'article 55 de la Constitution exige, pour

(1) Toutefois des voix s'élevèrent en faveur du système consacré par la loi de 1883. On le jugea conforme à l'art. 60 de la Constitution *qui conférait à tous les Bulgares* les droits civils et politiques. Cet article est ainsi conçu : « Les citoyens de la Principauté bulgare jouiront seuls des droits politiques. Les droits civils sont, conformément aux lois, le partage de tous ceux qui habitent dans la Principauté » (Rap. l'article 86, alinéas 3 et 4). — Que dire de cet argument ? A notre avis il ne porte pas. Par la naturalisation, l'étranger devient *sujet* bulgare, mais devient-il du même coup *citoyen* bulgare ? Non. Or la Constitution ne parle que des *citoyens* auxquels, seuls, elle confère les droits politiques. — La qualité de *citoyen* impliquant toujours l'idée de la jouissance de certains droits et privilèges que tout sujet ne possède pas, ne peut que s'ajouter à la qualité de sujet, mais n'en est point le corollaire nécessaire. Ainsi, au sujet russe qui se fixe à l'étranger sans autorisation du gouvernement, la qualité de citoyen est retirée au bout de cinq années de séjour hors de la Russie, c'est-à-dire qu'il ne peut plus se prévaloir de la faculté d'invoquer, au besoin, les avantages que lui attribue sa loi nationale ; mais il n'en continue pas moins d'être sujet russe et de subir toutes les charges que la sujétion russe comporte. La qualité de citoyen seule disparaît ; celle de sujet subsiste (Cf. Cogordan, *op. cit.*, p. 287 et suiv.). Cette différence entre les deux expressions n'a été bien comprise par aucune loi bulgare.

l'admission à la nationalité bulgare, l'intervention de l'Assemblée législative. C'est parce qu'elle avait subi l'influence de l'époque où elle était née que la loi de 1883 ne s'était pas conformée aux principes posés par la loi suprême. A l'encontre des dispositions de cette dernière, c'était au pouvoir exécutif qu'elle avait conféré le droit d'accorder la naturalisation après l'accomplissement d'un certain nombre de formalités.

Arrivons maintenant à la grande question de savoir quelle est la part que le législateur réserve au *jus sanguinis* et au *jus soli* dans la loi de 1883 ? L'auteur de la loi de 1883 suit assez fidèlement, sur ce point, les règles qui avaient été posées par la loi de 1880. Son œuvre réserve une place considérable au *jus sanguinis*. Six articles lui sont exclusivement consacrés en matière d'origine. En matière de naturalisation son influence est également manifeste. L'admission du principe de la filiation, dans la loi, paraît si naturelle, qu'aucune voix ne s'élève pour protester contre cette extension du *jus sanguinis*. Les protocoles du Conseil d'Etat, d'ailleurs d'un mutisme complet sur ce point, ne révèlent aucune opinion contraire ayant défendu le principe adverse et combattu l'extension par trop considérable de la formule de la filiation. Tout à l'opposé, l'influence du sang s'introduit hardiment par de nouvelles dispositions qui témoignent infailliblement de son autorité. Du domaine de la nationalité d'origine il passe avec une force égale dans le domaine de la naturalisation. Désormais « tout individu de nationalité étrangère, mais d'origine bulgare, » peut devenir sujet bulgare sans condition de stage (art. 11) (1), sans qu'aucun « service recon-

(1) Dans la pratique ce système a des assises solides. Il tend, dans tous les cas, à l'emporter. Ainsi, on est surtout disposé à accorder la nationalité bulgare à tous les sujets étrangers, d'origine bulgare, qui immigrent de la Turquie. Une circulaire du Ministre de l'Intérieur, interprétant la loi, leur est très favorable et les considère comme sujets bulgares dès qu'« ils répudient la na-

nu » soit requis. L'origine bulgare, par elle-même, confère un titre puissant à la qualité de Bulgare. Bien plus, le sang octroie ici un droit que l'on ne peut point refuser, la naturalisation s'opérant de plein droit (1), une fois les conditions remplies.

Arrivée ainsi à ce degré supérieur, l'influence du sang n'est cependant point exclusive. L'élément territorial, lui aussi, intervient en matière d'origine pour conférer la nationalité bulgare lorsque le sang est impuissant. La naissance sur le sol acquiert, toutes les fois que certaines circonstances déterminées viennent s'y joindre, une autorité d'une force presque égale à celle du sang. Mais même dans ces cas particuliers le *jus soli* ne s'introduit dans la loi que d'une façon timide et à titre d'exception.

Son apparition est tout d'abord commandée par les faits et par les nécessités pratiques. A l'enfant trouvé sur le territoire, sans filiation connue, c'est le sol, seul, qui peut attribuer une patrie. La loi de 1883 consacre, dans son article 13, cette règle que la loi précédente formulait aussi.

Mais dans la loi de 1883 l'influence du sol ne s'arrête point là. En matière d'origine, la formule territoriale gagne une nouvelle disposition, notamment celle de l'article 15. « Lorsqu'un sujet étranger, dit cet article, est né en Bulgarie de père légitime ou illégitime, ou de mère illégitime qui seraient également nés en Bulgarie il est considéré comme sujet bulgare si, dans l'inter-

tionalité ottomane et expriment le désir de s'établir en Bulgarie ». V. circ. du Ministre de l'Intérieur, du 17 février 1889, aussi du 14 avril 1891.

(1) Plus tard, le 8 février 1897, M. Stoïloff, Ministre des Affaires Etrangères, déposa sur le bureau du Sobranié un projet de loi relatif à la nationalité. Ce projet contenait un art. 20 ainsi conçu : « Tout sujet étranger d'origine bulgare peut être reconnu sujet bulgare s'il s'établit en Bulgarie à demeure fixe et d'une façon *ininterrompue pendant au moins 3 ans* ». Ce projet n'aboutit pas. En 1902, M. Daneff dépose un autre projet qui n'est, en grande partie, que la reproduction du précédent, et dans lequel l'art. 20 subsiste presque entièrement (V. art. 19). La disposition libérale de l'art. 11 de la loi de 1883 ne se retrouve, cependant, plus.

valle d'un an à compter du jour où il a atteint l'âge de vingt-et-un ans, il n'a pas déclaré sa volonté de rester, aussi à l'avenir, sujet étranger. Cette déclaration doit être faite par l'intermédiaire de son consul ; elle n'a, cependant, aucune valeur si le consul ne la communique pas au Ministre des Affaires Etrangères qui lui en délivre récépissé. »

Ainsi libellé ce texte ne donne pas prise à l'équivoque. Encouragé par l'exemple de l'étranger, le sol accuse une forte tendance à s'étendre jusque dans les limites que les nécessités pratiques lui indiquent souverainement. Il élargit progressivement sa sphère d'action. Acceptée au début pour donner une patrie aux enfants trouvés sur le territoire, la formule du sol fait un pas de plus, d'une façon soudaine et inattendue, pour conférer la qualité de Bulgare à tout étranger chez qui elle peut supposer un attachement particulier pour la Bulgarie, mais qui n'est pas appelé à la nationalité bulgare par son sang. C'est en effet à raison des attaches qu'une seconde génération née sur le territoire peut avoir pour la terre natale, à raison de l'attraction particulière de cet individu pour la patrie bulgare que la disposition de l'article 15 attribue la nationalité bulgare au fils né en Bulgarie d'un père qui y est aussi né.

Cette considération n'est, cependant, pas la seule à faire revivre, en matière de nationalité d'origine, un principe que les conceptions de l'époque ne peuvent guère autoriser, qu'aucune reminiscence des anciennes idées qui ont dominé la matière et introduit le principe territorial dans la loi pour contribuer à la réglementation de l'état et de la qualité des personnes, ne peut rajeunir. Des considérations toute particulières, qui n'ont aucun caractère abstrait, interviennent, dans certains pays, et s'imposent au législateur pour lui indiquer la formule territoriale comme un expédient indispensable à seule fin de conjurer un danger de plus en plus fréquent de nos jours. Le sol apparaît

comme la panacée toute désignée pour couper court aux abus de l'*heimathlosat* que les lourdes charges et obligations qui découlent de la nationalité semblent encourager. C'est là incontestablement une raison décisive et suffisante pour justifier la conquête du *jus soli*.

Au grand nombre d'individus, étrangers au pays qui les a vus naître, devenus également par un long séjour étrangers au pays auquel ils doivent appartenir par leur sang, et qui ne peuvent, par conséquent, transmettre aucune nationalité à leurs enfants, nés eux aussi sur le sol, l'élément territorial donne très à propos une patrie, en supprimant les effets d'un cosmopolitisme égoïste. Si grande est la force impulsive qui a fait admettre cette solution dans les législations étrangères (1), qu'on voit reproduite aussitôt celle-ci dans le droit bulgare, réfractaire cependant de tout temps au principe territorial. Les considérations doctrinales et dogmatiques n'ont joué ici aucun rôle, et ce sont seulement les nécessités pratiques qui sont intervenues.

Envisagée à un point de vue purement abstrait, une loi n'est par elle-même ni injuste, ni illogique, ni contraire à l'équité. Toute loi n'est bonne ou mauvaise que pour un Etat déterminé, pour celui pour lequel elle a été faite, sans que l'on puisse la peser, en tant que *loi*, en dehors du milieu social auquel elle est destinée, ni l'apprécier avec justesse en dehors des conditions spéciales de l'organisation politique de la société pour les be-

(1) V. notamment la législation française, art. 8-3^e, c. civ. (Weiss, *Nationalité*, p. 201 ; Cogordan, *op. cit.*, p. 83 et suiv. ; G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 240 et suiv. ; Agel, *De la Nationalité d'origine*, Paris, 1889 ; Kleen, *De l'applicabilité du jus soli* dans la *Revue gén. de droit international public*, 1896, p. 429). — La législation italienne, art. 8, al. 1 (Sechi, *Diritto italiano e legislazione comparata*, chapitre de la *Cittadinanza*, section II, dans *Digesto Italiano*, vol. 7, partie 2, n^o 81 et suiv. ; Bianchi, *Corso di codice civile italiano*, Torino, 1890, IV, p. 142). La législation belge, art. 9, c. civ. et art. 2, al. dernier de la loi du 6 août 1881 (Laurent, *Droit civil international*, Bruxelles, 1880, III, n^o 110 ; de Soignie, *Traité de la nationalité des individus d'après la loi belge*, Mons, 1877, p. 56 et suiv.). — La législation espagnole (Constitution du 30 juin 1876 et articles 17, al. 1, 18 et 19 du Code civil du 24 juillet 1889).

soins de laquelle elle a été promulguée. — Ainsi, trouvant sa justification dans les nécessités de la pratique, le sol reçoit, dans un grand nombre de législations, une application assez large, et y est accepté sans hésitation pour attribuer une patrie soit à l'enfant, soit à l'immigrant (1) ; ailleurs, on répugne fortement à l'admettre dans quelque proportion que ce soit (2). — Les conditions politiques et sociales sont, dans tous les cas, le juge suprême qui décide souverainement de l'admission ou du rejet de tel ou tel système.

La législation bulgare, elle, procède par tâtonnements. Repoussant au début le *jus soli* d'une façon presque complète, sauf dans une seule hypothèse (art. 6, al. 2, loi 1880), où les faits l'imposaient, dès 1883, elle s'oriente vivement dans une voie différente, adopte un système qui lui dicte, en 1904, des dispositions sur lesquelles la logique et la raison, avant tout, lui commandaient de revenir. Le législateur de 1883 introduit dans son œuvre une première dérogation, — si on laisse de côté l'hypothèse susmentionnée, et dont le caractère spécial et obligatoire n'est que trop évident, — à la règle particulière qui régit la nationalité en Bulgarie, en la faisant dériver du lieu de la nais-

(1) Chaque Etat doit pouvoir s'organiser à sa guise, obéissant à la loi suprême de sa propre conservation et tendant à son perfectionnement et à sa prospérité, conformément aux exigences sociales et politiques et aux besoins du pays. Toute entrave à cette liberté est blâmable ; toute tentative d'émancipation, méritoire. Aucune force extérieure ne peut s'arroger le droit de corriger la loi nationale ; le droit international se borne à constater la diversité qui peut séparer les législations et s'efforce de prévoir et de limiter les conflits qui peuvent en résulter. Les besoins sociaux et politiques doivent indiquer à chaque pays le chemin à suivre. Les Etats à territoire vaste et à population clairsemée réservent dans leurs lois sur la nationalité une place considérable à la formule territoriale. C'est ainsi que les Etats sud-américains s'en inspirent largement. La plupart d'entre eux l'admettent sans restriction : Bolivie, constitution du 15 février 1898 ; Brésil, loi du 12 novembre 1902 ; Chili, loi du 25 mai 1833 ; Vénézuëla, loi du 29 mars 1901, etc. — V. en outre l'Egypte. Cfr. Lehr, *De l'acquisition de la nationalité dans les principaux Etats du globe*, Paris, 1909.

(2) L'empire allemand, l'Autriche, la Serbie.

sance. Ainsi aux termes de l'article 15 précité : 1° est Bulgare de naissance tout individu, né en Bulgarie, de parents qui, eux-mêmes, y sont nés ; 2° cet individu peut, par déclaration faite en due forme, répudier la nationalité bulgare.

Examinons les conséquences de ces deux dispositions pour mieux faire ressortir plus tard l'innovation qui a été introduite en cette matière, par la loi de 1904.

1° *Naissance en Bulgarie de parents qui y sont eux-mêmes nés.* — Les travaux préparatoires de la loi de 1883, entourés de mystère, sont insuffisants (1) pour nous renseigner sur les motifs qui suggérèrent la disposition de l'article 15 au législateur. Est-ce à l'influence pure et simple de l'idée territoriale qu'il a obéi ? Nous ne le croyons pas : ce serait méconnaître le caractère de la tradition, les tendances et l'esprit du droit local.

Une raison toute spéciale, à côté de celles très puissantes que nous avons déjà signalées, intervient pour faire pénétrer dans la législation bulgare, dans une certaine mesure, et sous un aspect tout particulier, le principe « démodé » du *jus soli*. Il est incontestable — et les auteurs les plus autorisés le relèvent (2) — qu'il existe, dans les législations, un certain lien de connexité entre la pénétration dans la loi de la formule territoriale et les règles adoptées pour l'admission de l'étranger à la nationalité locale (3). Rigoureuse pour les étrangers ordinaires

(1) V. *Protocoles du Conseil d'Etat*, loc. cit. L'on passe au vote de l'article 15 sans que le compte rendu de la séance laisse entrevoir l'ombre d'une discussion sur la raison d'être ou sur la teneur de l'article.

(2) G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 73 et suiv.; Cogordan, *op. cit.*, p. 80.

(3) Le *jus soli* présente, ainsi envisagé, les mêmes caractères que la naturalisation elle-même. Il « ne s'impose pas plus que la naturalisation ne s'impose. » (G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 74). On voit bien ressortir ici la différence entre l'hypothèse de l'article 15 et celle de l'article 13 (« Les enfants trouvés sur le territoire bulgare sans père ni mère sont sujets bulgares »), où le *jus soli*, pour des raisons toute spéciales que nous étudierons dans la suite, a pris une **extension considérable**.

qui veulent se faire naturaliser, la loi se montre large et bienveillante à l'égard de ceux d'entre eux qui viennent solliciter la nationalité locale en invoquant une situation privilégiée due à un concours de circonstances particulières, témoignant d'attaches spéciales avec la patrie désirée. Il serait cruel, dans ces conditions, de la leur refuser et « de leur refuser, du même coup, à jamais, l'espoir de participer aux avantages que la cité réserve à ses enfants » (1). Or, bien qu'enlevant, au mépris de la loi fondamentale de laquelle elle n'avait pas du reste à s'inspirer, au Sobranié National, la compétence en matière de naturalisation, la loi de 1883 n'a en rien diminué la solennité de l'acte d'admission. Elle confie, en effet, au Prince, le pouvoir d'accorder la naturalisation, sur la proposition du Ministre de la Justice et après examen et avis conforme du Conseil d'Etat (2). corps en partie éligible et assez nombreux pour apporter dans ses décisions une sage lenteur, comme le fait le Corps législatif tel qu'il est organisé par la Constitution. D'un autre côté, elle ne change presque rien aux conditions de fond et de forme rigoureuses et restrictives, antérieurement établies (articles 16 à 22) (3), et conserve les obstacles nombreux à la naturalisation que, avec infiniment de raison, le législateur antérieur avait dressés devant les étrangers pour protéger la nation contre un envahissement excessif et pouvant devenir dangereux.

(1) *Ibid.*

(2) Cf. *suprà*, où nous envisageons plus spécialement cette question.

(3) La simple naissance sur le territoire est déjà considérée, par certains auteurs, comme une raison assez puissante pour conférer la nationalité à l'individu. « On ne peut nier, dit l'auteur italien Bisocchi, que chaque individu a pour le lieu où il est né une prédisposition instinctive qu'il est raisonnable de supposer durable tant qu'il continue à demeurer dans cette même localité ». *Acquisto e perdita della nazionalità*, Milano, 1907, p. 35. C'est là cependant toujours faire retour aux anciennes idées qui n'ont plus aujourd'hui aucune raison d'être, et attribuer au sol la faculté de donner à l'individu sa nationalité au même titre que le sang.

En consacrant dans son œuvre le principe territorial, le législateur de 1883 ouvre donc une porte d'entrée à l'étranger qui a des attaches particulières avec le sol bulgare, sa terre natale, et le rend, en quelque sorte, privilégié pour acquérir la nationalité bulgare. Toutefois, elle ne lui impose pas cette nationalité contre son gré et d'une façon péremptoire ; le sol ne le saisit pas dès sa naissance et contre sa volonté, mais lui laisse pleine liberté de se considérer comme étranger à la nationalité bulgare qui ne fait que s'offrir à lui.

2° *Faculté de répudier la qualité de Bulgare à la majorité.* — Donner au *jus soli* une plus grande extension ce serait manifestement aller à l'encontre des traditions historiques et excéder inutilement, et, peut-être, non sans danger, les exigences des nécessités pratiques. Or, sur ce point, le législateur bulgare suit l'évolution qui s'affirme à l'étranger. La disposition de l'article 15 est, sans aucun doute, empruntée aux lois françaises (1). Elle renferme un principe et une réserve dont l'utilité ne saurait être raisonnablement contestée.

Conférant la nationalité bulgare à l'étranger né sur le sol bulgare d'un père qui y est également né, la disposition de l'article 15 est d'une souplesse qui permet, tout en appliquant la formule territoriale, de faire fléchir sa rigidité devant des considérations d'ordre personnel. C'est ainsi que l'individu, né en Bulgarie, et dont l'un des parents, indifféremment le père ou la mère, mais toujours celui qui *lui donne sa nationalité* (2), y est également né, ne devient pas, nécessairement, Bulgare ; en outre, dans le cas où il le devient, il n'est point considéré comme

(1) Cf. les lois françaises des 7-12 février 1851 et 16 décembre 1874, art. 1^{er}, qui ne furent pas incorporées dans le Code.

(2) Cf. G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 254. Nous nous rallions à cette manière de voir.

tel dès le jour de sa naissance en Bulgarie. Nous allons envisager ces deux points.

a) L'article 15 dispose : « ...il est considéré comme sujet bulgare, si, dans l'intervalle d'un an à compter du jour où il a accompli l'âge de vingt et un ans, il n'a pas déclaré sa volonté de rester, aussi à l'avenir, sujet étranger. » L'influence du sol perd donc toute sa force dès que l'étranger manifeste, suivant certaines formes que la suite de l'article spécifie, son intention de ne pas devenir Bulgare. C'est pour rester étranger que l'article 15 prévoit une déclaration expresse de volonté — et cette disposition de la loi semble, en quelque sorte, à son égard, retournée.

La loi du sol n'a donc rien d'impératif : elle ne s'empare pas de l'étranger, nonobstant sa volonté. Elle est impuissante à lui conférer une nationalité à laquelle il n'entend aucunement se rattacher et, s'il répudie, conformément à l'article 15, la nationalité bulgare, la loi l'oblige, ou tout au moins veut l'obliger — tel est, semble-t-il, l'esprit de la disposition finale, — à en avoir une (1). C'est par l'inaction seulement qu'il devient Bulgare à sa majo-

(1) La disposition finale de l'article 15 est toutefois insuffisante. « Il (l'étranger) doit faire cette déclaration par l'intermédiaire de son consul ; celle-ci n'a toutefois aucune valeur si le consul ne la communique pas au Ministre des Affaires Etrangères qui lui en délivre récépissé ». Est-on sûr que l'individu en question, — présumé étranger, — ait conservé sa nationalité d'origine ? Le consul étranger est-il toujours à même de vérifier la sincérité de la déclaration faite ? Aura-t-il, du reste, à s'en occuper puisqu'il n'est pas nécessaire qu'il atteste lui-même la qualité d'étranger chez celui qui s'en réclame ? Enfin le législateur de 1883 commet la même faute que le législateur français de 1851 et semble vouloir imposer une obligation aux autorités étrangères en confiant aux soins du consul étranger la communication dont il s'agit. Notre individu pourra donc, faute d'une attestation formelle du gouvernement duquel il se réclame, se prévaloir alternativement de la qualité d'étranger en Bulgarie et du titre de Bulgare à l'étranger. Le législateur bulgare de 1883, à tort, selon nous, a suivi la règle insuffisante et imparfaite de la loi française de 1851 et a négligé celle incontestablement meilleure de la loi de 1874, art 1^{er}, *in fine*, que nous aurons l'occasion d'étudier dans la suite.

rité, sans qu'il puisse s'en prévaloir avant qu'il ait atteint l'âge de vingt et un ans. A cette époque, il doit, s'il veut renoncer à la nationalité bulgare, la répudier par un acte de volonté expresse.

b) En présence des termes de l'article 15, il est facile de constater que le sol, quand il exerce une influence sur la nationalité de l'étranger (et nous faisons ici abstraction de l'hypothèse de l'enfant trouvé) ne le saisit pas dès sa naissance. La loi le dit formellement : « ...il est considéré comme sujet bulgare, si, dans l'intervalle d'un an à compter du jour où il a accompli l'âge de vingt et un ans, il n'a pas déclaré sa volonté *de rester, aussi à l'avenir, sujet étranger* ». Cette disposition ne donne pas prise au doute. L'étranger qui satisfait aux conditions de l'article 15 et qui laisse passer le délai prescrit sans faire aucune démarche auprès de l'autorité compétente en vue de faire valoir son droit de conserver la nationalité de ses auteurs, ne peut aucunement, croyons-nous, être réputé *ex post facto* comme ayant été Bulgare, dès l'origine. Considéré comme étranger dès sa naissance dans le cas où il ferait sa réclamation pour conserver sa nationalité primitive, l'attribution de la nationalité bulgare ne rétroagit point dans le cas où, ne se prévalant pas de la faculté que la loi lui réserve, il opte, tacitement par son inaction, pour la nationalité bulgare. L'option n'a, dans l'esprit du législateur, aucun effet rétroactif : tout comme la naturalisation, elle ne produit, ici, d'effet que pour l'avenir, à partir du jour seulement où elle aura été formulée. Au surplus, la disposition de l'article 15 de la loi bulgare de 1883 s'inspirant de la loi française de 1851, est conçue dans un sens plus libéral, donnant au sol moins de force et produisant des conséquences moins rigoureuses que celle-ci (1).

(1) La loi de 1851 fut ainsi jugée par M. Beudant, *op. cit.*, dans la *Revue critique*, 1856, p. 74 : « Cette loi de 1851 n'est à nos yeux qu'un expédient temporaire, une tentative posthume, au nom d'un système qui a fait son temps, contre les idées nouvelles sur la constitution des nationalités ».

Ainsi, sans, toutefois, vouloir trop nous étendre sur l'article 15, nous ferons remarquer que la non rétroactivité de l'attribution de la nationalité bulgare n'est pas contestable ; au contraire dans la loi française de 1851 des doutes sont possibles sur cette question. En effet, tandis que celle-ci porte : « *Est Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né...* » et attribue par suite à l'individu visé la nationalité française dès sa naissance, notre article 15 dit d'une façon nette et explicite que cet individu est, avant sa majorité, irrévocablement considéré comme *étranger* du fait même de sa naissance de père étranger, *jure sanguinis*, ainsi qu'en témoignent les mots par lesquels il débute : « *Lorsqu'un sujet étranger est né en Bulgarie de père...* ». D'où on peut conclure que l'influence du *jus sanguinis* est la première qui doit entrer en ligne de compte. Celle du sol n'interviendra que plus tard. Cet individu est donc considéré comme étranger jusqu'au jour de l'option quel que soit le sens de celle-ci. Et cette opinion est, au surplus, corroborée par la suite de ce même article 15, de laquelle se dégage nettement l'impression que, sans revenir sur la nationalité de cet étranger pendant sa minorité, seule sa nationalité *à partir de sa vingt et unième année est mise en cause*.

Enfin, tandis que d'après la loi française, cet « individu » doit « *réclamer* la qualité d'étranger par une déclaration faite... », ce qui suppose qu'il est jusque là Français (1) sous condition résolutoire (2), situation qui implique nécessairement l'idée de rétro-

(1) Cpr. le début de ce texte français.

(2) L'intervention de la théorie générale de la condition qui ferait remonter les effets de l'acquisition de la nationalité au jour de la naissance est comparable avec le système qui considère la nationalité comme un contrat. V. Cogordan, Weiss, *op. cit.* : Surville et Arthuis, *Cours élémentaire de droit international privé*, Paris, 1900, etc. Elle est cependant rejetée par certains auteurs (voir notamment G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 302), qui considèrent, et avec raison, croyons-nous, que le terme de *condition* employé ici est confondu dans cette interprétation avec la *condition* (modalité de la loi civile), qu'elle n'est qu'un synonyme d'exigence, de nécessité légale et « n'a rien de juridique ».

activité (art. 1179, C. civ.), le propre de toute condition accomplie étant de rétroagir, l'article 15, au contraire, considère cet individu comme « étranger » dès le début et se borne à lui attribuer la nationalité bulgare seulement à l'âge de vingt et un ans. D'un autre côté, l'idée d'une condition suspensive n'a pas à intervenir ici, l'étranger, par son silence, étant, en quelque sorte, réputé avoir, comme dans la naturalisation, demandé — et ce cas est foncièrement différent de celui de l'article 5-4° ancien de la loi de 1904 — la nationalité bulgare, et d'autre part, la théorie de la condition n'a rien à faire en matière de naturalisation. Toute la disposition de l'article 15 est là.

Pour en finir avec la question d'une double naissance sur le territoire et pour mieux apprécier, à la lumière d'un rapprochement immédiat, toute la gravité et la portée de l'innovation que tenta le législateur bulgare, en 1904, et sur laquelle il fut obligé de revenir quatre ans plus tard, il serait utile et opportun d'envisager ici la disposition de l'article 5-3° de la loi de 1904, abrogée par celle du 12 janvier 1908. Nous n'étudierons pas en elle-même la teneur de ce texte, aujourd'hui disparu, avec les effets juridiques qu'il était appelé à produire, ni les interprétations diverses auxquelles ses termes pouvaient donner lieu ; nous n'y reviendrons pas davantage ultérieurement. Cependant, comme cette loi de 1904 témoigne d'un effort caractéristique de la part du législateur d'une Bulgarie vassale et dépendante *de jure*, Etat souverain et indépendant *de facto*, l'article 5-3° ancien (1) ne doit pas être passé complètement sous silence : il est, en outre, particulièrement intéressant, parce qu'il

(1) L'article 5-4° prit à partir de 1908, par suite de l'abrogation du § 3 du même article, le numéro 5-3°.

fut l'indice, en Bulgarie, de nouvelles visées où l'évolution législative accusa, par un revirement brusque et soudain vers le courant que le droit moderne semble avoir depuis longtemps abandonné, une forte tendance à quitter le chemin déjà suivi en matière de nationalité.

Conçue dans un esprit d'absolutisme manifeste, donnant une force particulière au sol, la disposition de l'article 5-3° ne tarda pas à déclencher un orage de griefs formulés contre ses dispositions dont la rigueur, bien qu'un peu excessive, était uniquement dictée par la préoccupation légitime d'assurer l'ordre social et de pourvoir au développement d'un organisme politique qui avait le droit de vivre. Le texte de l'article 5-3° ne cessa, cependant, pas de constituer une source de contestations jusqu'au jour où il fut abrogé (1).

La loi de 1908 abrogea, dans son article unique, l'article 5-3° ainsi conçu : « Est censé sujet bulgare par naissance....., 3° tout individu né dans la Principauté d'un étranger qui lui-même y est né » (2). Nous n'examinerons point les difficultés que ce texte était de nature à soulever. Que devait-on comprendre sous la dénomination d'étranger (3) ? Quels étaient les territoires que

(1) N'arriva-t-on point par là à stigmatiser l'incohérence de la situation, et tout ce qu'il pouvait y avoir d'insolite et de contradictoire dans la nature d'une fiction créée en méconnaissance des aspirations nationales les plus légitimes, des premières prescriptions d'une logique élémentaire ?

(2) Ce texte est plus particulièrement étudié par M. Stokoff, *op. cit.*, p. 53 et suiv. Voir en outre une étude complète et approfondie du système français faite par M. G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 240 et suiv. Cf. Cogordan, Weiss, *op. cit.*; Glard, *De l'acquisition et de la perte de la nationalité française au point de vue du droit civil et du droit international*, Paris, 1893; Le Sueur et Dreyfus, *La nationalité*, Paris, 1890; Rouard de Card, *La nationalité française*, Paris, 1894; Beudant, *Cours de droit civil français*, Paris, 1896, t. I.

(3) V. en ce qui concerne l'application pratique de l'ancien § 3 de l'article 8 du code civil (loi 1889), deux arrêts de la Cour de cassation du 7 décembre 1891, Sirey, 1892, I, 81 et la note, *J. Clunet*, 1892, p. 1170 et la note; et celui du 12 avril 1892, *J. Clunet*, *ibid.*

visait le texte (1). A quelle époque enfin devaient se placer les deux naissances (2) ? Nous retrouverons ces questions quand nous étudierons le paragraphe 3 actuel de l'article 5, et l'article 6 ; nous y renvoyons. Il est intéressant, de relever ici les motifs qui ont pu dicter au législateur cette disposition. En rapprochant cet article de l'article 8-3° du Code civil français (Loi 26 juin 1889), il est facile de constater leur parfaite similitude. Notre législateur, en gardant le silence sur la raison d'être de ce texte, probablement parce qu'il ne jugeait pas indispensable de découvrir le mobile qui l'avait inspiré, entend, sans doute, renvoyer aux considérations qui avaient guidé le législateur français dans la même circonstance.

Le § 3 de l'article 8 du Code civil tel qu'il résulte de la loi de 1889, de même que le paragraphe 4 dudit article, ont pour but, en présence du nombre sans cesse grandissant d'étrangers en France, « d'absorber ces étrangers dans la nationalité française » (3). Comme le disait si justement M. Delsol, rapporteur de la loi, à la tribune du Sénat, ces étrangers, qui, en temps ordinaire, pendant que les jeunes Français sont à la caserne, leur font « une concurrence déloyale », en temps de guerre « dans aucun cas ne serviraient dans nos armées et, dans les circonstances graves, seraient, probablement, pour nous un véritable embarras ».

En face de ce danger imminent (4), et devant la nécessité

(1) Fallait-il jusqu'au 22 septembre 1908 (anc. st.) y comprendre la soi-disant Roumélie Orientale ?

(2) La naissance du père en Bulgarie avant la libération était-elle prévue par l'article 5-3° ? Et celle du fils ? Autant de questions qui ne sont pas solutionnées.

(3) Rapport du 3 juin 1889, *J. Off.*, 1889, Sénat, annexe 160.

(4) Certes, des mesures énergiques s'imposent, mais quoique se sentant particulièrement menacée, la France hésite, devant la gravité de la solution à prendre, qui ne peut qu'amener des mécontentements, des surprises, des réclamations de la part des nations étrangères, c'est-à-dire un résultat qui va

d'assurer l'ordre social menacé, le *jus soli* semble, en quelque sorte, s'imposer. Le Parlement, dit M. de Lapradelle, « prit, à contre-cœur, mais sans oser le discuter, le remède que lui désignait l'opinion (1) ». « Mais ce mouvement rétrograde vers le *jus soli*, continue l'éminent professeur (2), ne se fait qu'à regret, sans retour doctrinal aux idées anciennes. On cède à un intérêt pressant qui, à tort ou à raison, n'a paru pouvoir être satisfait que de la sorte. Ces dispositions ne sont pas nées d'une conception réfléchie ; elles procèdent d'une manœuvre instinctive, par laquelle on s'attache au *jus soli* comme à un moyen de défense, pour parer au plus vite au péril sans avoir le temps d'examiner si l'arme est bonne ou mauvaise. »

Rendue sous l'empire de ces préoccupations, et sans que l'on puisse accuser le législateur français d'avoir sympathisé avec un principe contre lequel l'esprit français, si libéral, ne pouvait que se révolter (3), la disposition rigoureuse de l'ancien paragraphe 3, « désignée par l'opinion », commandée par les faits (4)

à l'encontre du but recherché : l'apaisement. Des esprits autorisés firent entendre des protestations auxquelles le législateur dût se rendre. « Peut-être, avait dit notre éminent maître M. L. Renault, la question sera-t-elle agitée de nouveau devant les tribunaux, plus complètement examinée dans toute sa portée. Il est à souhaiter qu'une solution plus libérale finisse par triompher » (*Bulletin de la Société de législation comparée*, 1892, p. 272).

Telle est également l'opinion de M. de Lapradelle, dont la haute compétence en la matière donne un poids tout particulier au jugement qu'il porte en ces termes : « La loi de 1889 est trop égoïste, trop soucieuse des intérêts personnels de la France et pas assez de la justice internationale, pour que le souhait d'un adoucissement à sa rigueur ne soit pas celui de tout le monde » (*op. cit.*, p. 330).

(1) G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 151.

(2) *Ibid.*, p. 152.

(3) V. en ce sens, la brillante plaidoirie de M. Camille Sée, membre du Conseil d'Etat, à la séance du 13 novembre 1886. *J. Off.*, débats parlementaires, Sénat, 1886, p. 1182.

(4) Dubost, rapport à la Chambre, 7 novembre 1887, *J. Off.*, annexe 2083 : « Nous pensons que les mesures que nous vous proposons sont indispensables, et en même temps qu'elles sont sans danger ».

n'était admise que comme mesure de sauvegarde de la société, et acceptée dans le seul intérêt de la sécurité nationale (1).

Loin de nous la pensée d'être injuste et de dénier au législateur bulgare, quand il conçut la disposition de l'ancien paragraphe 3, toute préoccupation d'assurer l'ordre social et de sauvegarder les intérêts bulgares (2) ; mais nous ne saurions trop nous rallier aux justes reproches (3) qu'on a quelquefois adressés à son activité trop ardente, et, plus particulièrement, dans la circonstance, à celui d'avoir poussé le zèle à l'excès pour conjurer en Bulgarie un péril plus imaginaire que réel. La menace est-elle, dans les deux pays, la même ? Est-elle de nature à justifier chez nous la mesure prise ? Craint-on en Bulgarie un afflux excessif d'étrangers qu'il serait utile d'absorber dans la nation bulgare ? Il semble bien que non. Différent est le but de la loi française de 1889 qui est la repopulation de la France. Cette loi doit rendre facile l'acquisition de la nationalité française, et nous dirons plus, la rendre obligatoire dans certains cas. — L'élément bulgare est-il en décroissance au point qu'il nous soit nécessaire de nous emparer des enfants « tout faits et qui ne nous coûtent rien ? » (4). Nullement. Les statistiques annuelles de la conscription accusent au contraire un excédent considérable de jeunes gens, bien que l'autorité militaire ne se montre que trop disposée à accorder, chaque année, un grand nombre de dispenses et d'ajournements (5). Cette extension du *jus soli* ne cons-

(1) Delsol, *loc. cit.*

(2) Les travaux préparatoires ne nous fournissent aucun renseignement à ce sujet. V. Sobranié, 18 décembre 1903.

(3) M. Popovileff, *op. cit.*, dans la *Revue juridique*, 1904, p. 162.

(4) Ch. Gide, *Le recensement des étrangers en France*, dans la *Revue d'économie politique*, 1887, p. 207.

(5) En 1901 : a) Jeunes gens qui se sont présentés régulièrement, 57, 265 ; b) Ajournés et dispensés, 30,810. En 1902 : a) Jeunes gens qui se sont présentés régulièrement 67,441 ; b) Ajournés et dispensés, 35,741. V. *Statistique du recrutement militaire régulier*, 1901 et 1902, Sofia, 1907.

litue-t-elle pas un réel danger pour l'ordre public et pour la sécurité du pays, en facilitant d'une façon exagérée, l'admission d'un grand nombre d'étrangers dans la nation bulgare ? N'est-ce pas aussi commettre une maladresse que d'ouvrir toute large la porte d'entrée de la nationalité bulgare, sans prendre aucune mesure pour assurer et consolider la situation des nationaux contre un trop grand envahissement d'éléments étrangers ?

Plus de prudence serait à désirer. Méfions-nous surtout de ces étrangers attirés sur notre sol par l'esprit d'aventure et par l'espoir de réaliser un gain d'autant plus enviable qu'il ne leur coûtera, dans bien des cas, que peu d'efforts ; incapables, d'un autre côté, de reconnaître l'hospitalité que le pays leur accorde si généreusement, en les faisant bénéficier d'une supériorité de culture intellectuelle qu'ils n'ont pas, ou d'un esprit d'initiative qui leur fait défaut. Que leur importent les intérêts de la nation bulgare qui est, à leurs yeux, somme toute, chose négligeable, du moment qu'il s'agit pour eux de tirer parti, par tous les moyens possibles, des avantages de leur situation ! — On objecte, il est vrai, que ces étrangers sont soumis aussi à des charges. Sans doute, mais le bénéfice que nous pouvons en tirer ne saurait se balancer avec le sacrifice que nous faisons, dans ce cas, de nos intérêts, et cela pour des raisons qui se dégagent facilement de la situation générale du pays.

C'est, semble-t-il, pour apporter plus de discernement dans l'admission des étrangers à la nationalité bulgare que l'article 55 de la Constitution, et plus tard les articles des lois postérieures relatives à la nationalité, exigent une sévère intervention du législateur en matière de naturalisation ordinaire. L'article 5-3° ne se montre-t-il pas d'une facilité extrême, dans ces conditions, pour conférer à l'étranger, dès sa naissance, avant que les idées ambiantes aient exercé une influence sur son esprit et sur son cœur, la plénitude des droits civils et politiques, ré-

servés si jalousement par le législateur constituant aux seuls Bulgares d'âme et de cœur ? Pourquoi, en dehors de ces cas, faire preuve d'imprévoyance et de maladresse en saisissant le premier venu qui, en vertu de l'article 5-3°, voit réunis sur sa tête par pur accident, les éléments attributifs de la nationalité bulgare et le déclarer sujet bulgare sans lui donner la possibilité de répudier cette qualité ? (1)

Tout en ayant des raisons puissantes pour maintenir intacte la mesure édictée par l'ancien paragraphe 3 de l'article 8 (loi 1889), le législateur français n'en a pas moins apporté (loi 1893) des atténuations qui modèrent l'absolutisme et la rigueur de cette disposition (2). Au surplus, l'influence de l'élément territorial n'était pas une innovation dans la législation française. L'article 9, tel qu'il avait été rédigé en 1804, c'est-à-dire immédiatement après une période de triomphe pour le *jus soli*, contenait les éléments d'une influence puissante du sol sur la nationalité. Les règles bénignes des lois de 1851 et de 1874 étaient une étape dans cette voie. Vint enfin la loi de 1889 qui accentue la victoire du sol, mais va trop loin pour qu'on ne sente pas en 1893 la nécessité de corriger quelques-unes de ses dispositions relatives au *jus soli*.

Chez nous la brusque introduction du *jus soli* dans la loi (art. 5-3°, 4° anciens, art. 6) est, de l'aveu même des gens compétents, une innovation peu heureuse, étant donnée surtout que la disposition de l'article 15 de la loi de 1883 avait passé inaperçue aussi bien en doctrine qu'en pratique (3).

(1) Notre idée n'est pas qu'il faille inquiéter les étrangers ou les taxer, mais seulement qu'il est nécessaire de les empêcher de constituer un danger national. Cf. un article par Paul Leroy-Beaulieu, *La question des étrangers en France au point de vue économique*, dans le *J. Clunet*, 1888, p. 169.

(2) Article 8-3° actuel, loi du 22 juillet 1893.

(3) C'est, semble-t-il à raison de la situation internationale de la Bulgarie, et de peur de réclamation de la part des puissances, que l'on a eu des hésitations à appliquer la disposition de l'article 15.

D'autre part, le législateur bulgare n'a pas suivi l'exemple de modération que le législateur français lui donnait en 1893 en atténuant l'influence du sol. Il a grossièrement calqué la disposition de l'article 5-3° sur l'ancien paragraphe 3 de l'article 8 du Code civil (1), sans se préoccuper des considérations très respectables qui ont imposé la nouvelle rédaction de cet article en France (2).

Aussi, de vives protestations ne tardèrent-elles point à se faire entendre, qui amenèrent le législateur bulgare à faire rapidement le sacrifice de ses préférences. Au mois d'août 1905, une première note d'une puissance étrangère signalait déjà à notre Ministre des Affaires Etrangères tout ce que l'article 5-3° contenait de contraire aux stipulations des obligations internationales qui liaient encore la Turquie et dont la Principauté de Bulgarie s'était vue gratifier par la volonté des médicastres qui s'étaient proposés de guérir la plaie rouverte par le réveil de la crise orientale (3). D'autres protestations intervinrent de la part

(1) Cf. *Annuaire de législation française*, 1894, vol. XIII, notice et notes par M. André Weiss, p. 188.

(2) Un art. 3, proposé à la session de l'Institut de droit international tenue à Venise en 1896, portait : « L'enfant né sur le territoire d'un Etat, d'un père étranger qui lui-même y est né, est de plein droit, et sans option possible, revêtu de la nationalité de cet Etat » (*Annuaire de l'Institut*, vol. XV, p. 246). Mais cette disposition sortit des délibérations sensiblement modifiée, et cet art. 3, al. 1, fut finalement ainsi conçu : « L'enfant né sur le territoire d'un Etat, d'un père étranger qui lui-même y est né, est revêtu de la nationalité de cet Etat, pourvu que, dans l'intervalle des deux naissances, la famille à laquelle il appartient, y ait eu son principal établissement, et à moins que, dans l'année de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi nationale de son père, et par la loi du territoire où il est né, il n'ait pas opté pour la nationalité de son père ». L'utilité de l'option fut presque unanimement reconnue dans ce cas aussi, malgré l'opinion du plus grand nombre des membres qui manifestaient beaucoup de répugnance à l'égard du droit d'option en général. (*Annuaire*, vol XV, p. 246 et suiv., p. 270 et suiv.).

(3) Il s'agit de l'art. 5 du Traité conclu, le 24 février 1784, entre la Turquie et l'Autriche-Hongrie à l'instar du Traité conclu antérieurement, le 10 juin 1783, entre la Turquie et la Russie et qui garantissait l'inviolabilité des ressortissants de ces Etats qui séjourneraient dans l'Empire Ottoman.

des Etats étrangers et la question fut bientôt placée tout entière sur le terrain diplomatique ; l'échec de la thèse bulgare présentée pas nos hommes d'Etat en réponse à ces protestations était facile à prévoir dès le début du conflit. La diplomatie bulgare ne pouvait qu'accuser le législateur de son insuccès ; celui-ci s'empres-
sa de corriger la faute qu'il avait commise et de mettre ainsi un terme aux conflits qui en avaient été la suite. La disposition de l'article 5-3°, examinée de plus près au Ministère de la Justice, fut bientôt reconnue comme pesant lourdement sur les étrangers qui, nés en Bulgarie et issus de parents nés également en Bulgarie, n'entendaient aucunement revêtir la nationalité bulgare. Le Sobranié fut saisi d'un projet d'abrogation de l'article 5-3°, et ce projet fut rapidement voté.

Quittons maintenant ce terrain, où les raisons du plus fort sont toujours plus sûres de leur triomphe que confiantes dans leur droit, où l'on est moins attaché à la dialectique dans la méthode que vigilant sur des intérêts prétendus et éphémères. Il est un autre point de vue plus rationnel, où la question doit être examinée à la lumière de considérations doctrinales, et qui permet plus facilement d'attaquer un principe que l'on ne doit pas hésiter à blâmer à raison de sa rigueur excessive. Nous développerons ici les considérations suivantes :

1° Tout Etat étant libre de promulguer les lois qu'il juge les plus conformes à ses intérêts, dans les limites territoriales de sa souveraineté, il lui est pleinement loisible de choisir les règles auxquelles il entend soumettre ceux qui habitent le territoire. « Habiter le territoire, c'est se soumettre à la souveraineté », disait Portalis dans son exposé des motifs, le 4 ventôse an XI (1). On peut même aller plus loin : « Ce serait, dit un arrêt

(1) Cfr. Robinet de Cléry, *De la nationalité imposée par un gouvernement étranger*, dans le *J. Clunet*, 1875, p. 180. Voir en outre les articles 62 à 64

de la Cour de Riom, méconnaître le droit de souveraineté appartenant à chaque Etat que de prétendre qu'un Etat ne puisse pas déférer à un étranger la qualité de régnicole sans le consentement ou la volonté de celui auquel une pareille qualité est déférée » (1). C'est là, d'une façon évidente, pousser les choses à l'extrême. Cependant toute la législation française en matière de nationalité, durant la période révolutionnaire, semble procéder de ce point de vue ; peut-être accordait-on à cette époque si généreusement la qualité de Français dans le but de faire jouir le plus grand nombre possible d'individus des bienfaits du nouveau régime. On considérait, sans doute, la nationalité française comme un privilège pour quiconque en était revêtu (2).

D'autres pays ayant en vue leurs propres intérêts, et sous la pression de raisons vitales, se sont résolument engagés dans cette voie et ne lui sont, aujourd'hui encore, que trop fermement attachés (3).

Il n'en est pas moins vrai que dans ce système la volonté de celui qui reçoit la nationalité indigène est profondément méconnue ; n'ayant aucun moyen de la répudier, il s'en trouve forcément saisi dès sa naissance. Est-il juste de sacrifier à ce point le droit individuel ? De quel droit une loi étrangère peut-elle venir modifier le statut personnel de celui qui ne se considère point comme relevant de cette loi, et le ravir à sa patrie ?

de la Constitution bulgare qui rendent les lois et règlements obligatoires pour tous ceux qui habitent le territoire.

(1) Riom, C. d'appel, 7 avril 1835 (Dall., 1836, 2, 57.)

(2) Paroles de Boulay. V. Locré, *Législation civile*, code civil français, I, n° 5, p. 423.

(3) Les Républiques sud-américaines. Un curieux phénomène est à observer dans les législations des pays qui, en rapports avec les Républiques de l'Amérique du Sud, intransigeantes dans l'idée territoriale, subissent fatalement le contre-coup de leurs lois. V. notamment l'Espagne qui, désespérant de voir fléchir la rigueur du système adopté par ces républiques, s'oriente peu à peu dans la même voie malgré les vives résistances qu'elle y avait jadis opposées. Cfr. G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 63 et suiv.

Il a souvent été dit, pour justifier cette solution, que la double naissance sur le sol étant la preuve d'un long séjour sur un territoire, il est juste que l'individu qui se trouve dans ce cas soit considéré comme ayant complètement rompu avec la patrie de ses parents et comme étant acquis d'une façon définitive au pays où il est né (1).

Sans vouloir rechercher la part plus ou moins contestable de vérité et de logique que cet argument peut contenir, disons qu'il paraît un peu faible pour justifier la rigidité de la disposition de l'article 5-3° qui saisit l'individu de plein droit, contre sa volonté. Né en Bulgarie, cet individu n'a-t-il pas, cependant, été élevé au sein de sa famille, par des parents qui n'ont point manqué de lui inculquer les tendances et les habitudes, les sentiments et les aspirations d'une nation à laquelle ils sont encore attachés par un lien puissant, le sang ? Ces considérations ne sont-elles pas de nature à faire condamner la solution trop catégorique de notre texte ?

2° Soumis aux lois et règlements du pays tant qu'il en habite le territoire, le ressortissant d'un pays étranger n'entend nullement, — et ce serait puéril de l'admettre — se voir dépouillé par le seul effet de la loi locale, et contre sa volonté, de l'universalité de la condition juridique qui lui est conférée par sa nationalité (2). Mais, dans notre cas, quelle est sa loi nationale ?

(1) Cfr. B. Champy, rapporteur de la loi française du 7 février 1851 (*Moniteur*, 6 janvier 1851).

(2) Depuis Mancini qui formula le principe des nationalités, la loi nationale est le plus souvent acceptée pour la détermination de l'état et de la capacité des personnes ; la théorie du domicile (et nombreux sont ceux parmi les partisans de la *lex domicilii* qui s'en tiennent au domicile d'origine, refusant ainsi aux changements qui peuvent lui être apportés toute influence sur la condition juridique des personnes, et restreignant ainsi la portée de cette doctrine), est discréditée dans beaucoup de pays : elle devait nécessairement se voir fortement ébranlée avec la disparition de l'ancien régime qui considérait l'homme comme enchaîné au sol, comme l'accessoire de la terre, seule à même de déterminer son état et sa qualité. Cf. Mancini, *Della nazionalità*

La question peut se poser. Il est réclamé par deux patries à des titres différents, la loi constitutive de son statut personnel est incertaine, sa nationalité même, est en suspens, plus exactement elle est double. C'est à ce résultat qu'aboutissait l'article 5, paragraphe 3. Saisissant dès sa naissance l'enfant né sur le territoire d'un père qui y est lui-même né, la disposition du paragraphe 3 ancien de l'article 5, pouvait en outre aboutir à des complications internationales inextricables : elle soulevait un conflit d'une acuité particulière et, au point de vue abstrait, reconnu comme insoluble. Injuste, donc, et cruelle pour qui-conque doit en subir l'effet, la disposition de l'article 5-3° devint bientôt la source de nombreuses et graves difficultés.

Mais comment cadre-t-elle avec la loi elle-même ?

3° L'impression qui se dégage tout de suite, c'est qu'elle est peu en harmonie avec les autres dispositions de la loi. Ainsi, les articles 17 et suivants admettent que perd la nationalité bulgare, seul, « le Bulgare *naturalisé* à l'étranger ou celui qui acquiert, *sur sa demande*, la nationalité étrangère » (art. 17, al. 1.), ou bien celui « qui a *décliné* la nationalité bulgare » (al. 2.) ou a « *accepté* des fonctions publiques » (al. 3.), ou enfin celui qui « *prend* du service militaire à l'étranger » (al. 4) (1). Tous ces cas supposent nécessairement un acte libre : bien plus, dans presque tous il s'agit d'un acte spontané. Il faut donc, d'après la loi, que le Bulgare, pour perdre sa nationalité, se soit *volontairement offert* (2) à la naturalisation en pays étranger, qu'il ait eu la volonté d'acquérir la nationalité étrangère, et non point que le gouvernement étranger la lui ait conférée de sa propre autorité et l'ait ravi, en quelque sorte, à la nationalité bulgare. Les ar-

come fondamento del diritto delle genti, Torino, 1851; Fedozzi, *Il principio della nazionalità*, 1895.

(1) Rap. également l'art. 20.

(2) Cf. Dalloz, *Jurisprudence générale, Droits civils*, n° 514.

ticles 17 et suivants posent donc en principe que toute modification dans la nationalité d'un individu ne peut intervenir qu'autant qu'elle est expressément sollicitée par lui ou du moins librement acceptée.

Que décidait l'article 5-3° ancien ? Ne venait-il pas pécher grossièrement contre une règle juste, contre les exigences d'un principe tutélaire qui veille sur le statut personnel du national et lui laisse la faculté de jouir, tant qu'il lui plaît, des avantages que lui concède une loi conforme à ses désirs et à ses sentiments ? — D'un autre côté, n'est-ce pas inique de vouloir rendre obligatoire pour les autres une prescription que l'on ne respecterait pas si elle était reproduite à l'étranger ? La loi bulgare admettant la règle de l'article 5-3° d'une façon générale et absolue à l'égard des enfants nés sur le territoire, d'un étranger qui y est aussi né, il est difficile de concevoir que la Bulgarie aurait des objections à formuler dans le cas où une règle analogue viendrait à être adoptée par une législation étrangère à l'égard des enfants que la loi bulgare *jure sanguinis*, en vertu de l'article 5-1°, considère comme ses ressortissants. Sans pouvoir l'attaquer, elle doit donc en accepter les effets, sans résistance, et traiter comme étrangers, toutes les fois que la loi étrangère les considère comme tels en vertu d'une disposition analogue, les enfants nés à l'étranger de parents sujets bulgares qui eux-mêmes y sont nés.

Toute question de principe laissée de côté, il n'est guère possible de trouver, dans la loi de 1904, un texte qui cadre avec cette conséquence inéluctable de la disposition de la loi étrangère. A quel titre, et en vertu de quel texte, cet individu, Bulgare aux yeux de la loi bulgare (art. 5-1°), serait-il déchu de la qualité que lui transmettrait le sang ? La loi bulgare le considère comme sien, et le juge bulgare, appelé à statuer sur la question, appliquera, pour trancher le conflit, sa loi nationale qui lui

maintiendra la qualité de Bulgare. N'est-ce donc pas attribuer un caractère de pérennité au conflit qu'engendre ce double point de vue ? Les articles 17 et suivants de la loi bulgare ne prévoient que la *naturalisation* comme cause de perte de la nationalité bulgare et oublient totalement la disposition de l'article 5-3°. Or, le propre de cette règle, à la différence des autres où l'influence du sol s'introduit, et qui supposent un acte libre, sinon spontané, est de revêtir l'individu *de plano*, contre sa volonté, et dès sa naissance, de la nationalité indigène. C'est donc la nationalité d'origine qui lui est conférée. Les articles mentionnés ci-dessus gardant le silence sur ce point, on est amené à se demander si on est en présence d'un simple oubli. Il est indéniable que les conditions « d'une nécessaire et réciproque indépendance », — vérité triviale, — sont loin d'exiger que la législation d'un pays s'harmonise avec une autre législation étrangère quelconque : ses dispositions lui sont complètement indifférentes. Mais, ici, le cas est tout autre, puisque la loi d'un pays prévoit une hypothèse qu'elle entend opposer aux autres ; elle ne sera, dès lors, nullement fondée à en refuser les conséquences naturelles lorsque les législations étrangères viendront à la reproduire.

Nombreux sont les reproches que l'on peut adresser au principe consacré par l'alinéa 3 de l'article 5. Non content de se montrer injuste et de méconnaître au suprême degré les inclinations personnelles, d'opprimer et de brutaliser la liberté individuelle reconnue en matière de nationalité, d'être une source d'âpres et d'acribes conflits qui revêtent un caractère de continuité dès qu'il entre en contact avec son rival, le *jus sanguinis*, il est trop imparfait au point de vue international, et en outre, il est si autoritaire et absolu qu'il est, à tout moment, en lutte avec l'ensemble de la législation dont il méconnaît l'esprit.

Indépendamment de ces critiques, on peut également, toujours à l'égard de ce même principe, en formuler d'autres d'un caractère plus général qui ont de l'importance quand il s'agit d'en apprécier la valeur doctrinale et le mérite rationnel.

A part l'atténuation résultant d'une double naissance sur le territoire, la conception qui est à la base de notre principe accuse une forte parenté avec celle qui dictait l'ancienne application du *jus soli* dont on vient, sous une forme nouvelle, entériner les conséquences inéluctables ? Ne saisit-on pas, en effet, l'individu sans se préoccuper de ses prédispositions et préférences personnelles ? Ne lui impose-t-on pas, comme autrefois avec l'application franche de la formule territoriale, une nationalité qu'il ne peut pas répudier (1) ? La nationalité bulgare s'impose, par l'effet de ce texte, d'une façon absolue et définitive. Combien dès lors devient autorisée et puissante dans notre cas la critique que Ch. Beudant formulait en 1856 contre la disposition, pourtant bien moins rigoureuse, de l'article 1^{er} de la loi française de 1851 à laquelle il reprochait d'avoir présenté le *jus soli* « comme dérivant de cette règle de droit public que la souveraineté sur la terre emporte la souveraineté de la personne » (2) !

★★

La loi de 1883 a été suivie avant qu'elle ait été remplacée par la loi du 5 janvier 1904, dont nous examinerons les dispositions au titre suivant, de quelques projets de loi qui furent mis à l'étude mais qui, pour des raisons diverses, ne purent aboutir.

Dans un rapport au Prince, du 1^{er} février 1897, M. Stoiloff,

(1) « Il est donc permis de dire que le *trait caractéristique de l'ancien jus soli, qui est de saisir l'individu sans se préoccuper de sa volonté, soit avant qu'il puisse l'exprimer, soit malgré lui...* » G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 77.

(2) *Op. cit.*, dans la *Revue critique*, 1856, p. 72-73. Cfr. aussi les paroles du rapporteur de cette loi de 1851, B. Champy, dans le *Moniteur* du 6 janvier 1851.

Ministre des Affaires étrangères, démontrait la nécessité qui se faisait déjà sentir d'une nouvelle loi sur la nationalité. Le 8 février suivant, ce projet fut déposé sur le bureau du Sobranié. Lu et adopté en première lecture, le 13 du même mois, il ne put cependant être discuté. Mais le 25 octobre de la même année, le souvenir du projet abandonné préoccupant certains esprits, un vœu fut émis tendant à en saisir de nouveau le Sobranié.

Un rapport fut présenté le 3 novembre et le projet fut déposé le 12 du même mois ; mais ce fut tout.

Il faut arriver au 16 novembre 1901 pour trouver un nouveau rapport signé par M. Daneff et accompagné d'un nouveau projet de loi relatif à la nationalité, qui ne diffère d'ailleurs pas sensiblement du projet précédent. Quelques légères modifications, quelques coupures ou quelques articles, peu importants, tronqués, constituent toute la réforme. Le 29 novembre suivant ce projet est déposé au Sobranié, mais cette fois encore il ne peut être débattu et voté. Le 18 juin 1902 M. Daneff demande en vain qu'il soit discuté ; des affaires urgentes viennent, de nouveau, retarder cette discussion.

Au commencement du mois de mars de l'année suivante, le même projet est déposé sur le bureau du Sobranié. Le 19, M. Daneff, désireux de « régler la situation des nombreux étrangers occupant des fonctions publiques en Bulgarie et voulant se faire naturaliser Bulgares », soucieux aussi de régulariser la situation de ceux qui ont déjà répudié leur nationalité étrangère, mais qui n'ont pas encore acquis la nationalité bulgare (1), demande que la discussion du projet présenté soit entamée pour ensuite être procédé au vote. Le rapporteur donne lecture d'un long et substantiel mémoire qui absorbe tout le temps consacré à ce sujet par le Sobranié, mais, cette fois encore, le projet n'aboutit pas.

(1) Voir *Sobranié*, 19 mars 1903.

Le 19 décembre 1903, enfin, un nouveau projet, déposé par le Ministre de la Justice est discuté et voté, et devient la loi du 5 janvier 1904. Retouchée par celle du 12 janvier 1908 dans une de ses dispositions les plus caractéristiques, cette loi est aujourd'hui encore en vigueur.

Telle est dans le droit bulgare moderne l'évolution législative en matière de nationalité. Il faut espérer, cependant, que l'étape de 1908 n'est pas la dernière. L'œuvre du législateur de 1904 est loin d'être satisfaisante. Aujourd'hui que la Bulgarie vient, en faisant usage de ses droits légitimes, de déjouer avec une habileté merveilleuse les artifices de certaines ambitions qui, trop soucieuses de leurs propres intérêts, risquent d'entraver, inconsciemment peut-être, le progrès et le développement de peuples trop faibles pour leur opposer une résistance ; que la solution apportée aux alternatives imprévues et aux crises fréquentes auxquelles donnait lieu l'état de choses antérieur laisse espérer la libre expansion d'une activité exubérante qu'aucune stipulation internationale imposée ne viendra plus arrêter par des injonctions impératives et comminatoires, il est très probable que l'expérience acquise sera suffisante pour obliger le législateur à revenir sur son œuvre. Il faudrait, cependant, éviter dans l'avenir des retours injustifiables et dangereux. Il est désirable aussi que cette évolution, dont la loi de 1908 marque le début, se poursuive avec fermeté, et qu'une impulsion nouvelle vienne dégager les esprits d'une futile préoccupation qui, à l'encontre de la vérité, s'emploie à servir des exigences plus imaginaires que réelles. Mais, comme, d'autre part, certaines nécessités pratiques doivent trouver dans la loi leur satisfaction, il est bon qu'on fasse fléchir les principes et qu'on s'inspire de quelques théories adverses qui se recommandent par l'application modérée et réfléchie qui en a été faite à l'étranger.

CHAPITRE II

Quelques principes d'ordre général qui servent de base à la législation et se dégagent des vues et des conceptions modernes sur la nationalité.

Le lien de la nationalité, tel qu'il se présente dans la législation bulgare, obéit à certaines règles que l'on retrouve aujourd'hui dans presque toutes les législations de l'Europe. Certaines de ces règles sont, dans l'ensemble des législations actuelles, aussi vieilles que la conception moderne même de la nationalité, c'est-à-dire celle qui voit dans la nationalité un *rapport juridique qui rattache tout individu à une nation déterminée*.

D'autres, au contraire, n'ont, dans certaines de ces législations, que très tardivement apparu comme principes fixes et immuables pour la détermination du lien de la nationalité (1).

Comment se présentent ces règles, et quelle est l'importance de leur rôle dans les actes législatifs relatifs à la nationalité qui,

(1) Ainsi les deux règles suivantes que, d'une part, toute personne qui jouit de sa pleine capacité doit pouvoir librement choisir la collectivité à laquelle elle entend se rattacher, et, d'autre part, que nul ne peut être déclaré national d'un pays contre sa volonté expresse ou présumée apparaissent dans certains Etats assez tardivement. Les actes législatifs qui les consacrent sont le *bill* voté par le congrès le 27 juillet 1868 aux Etats-Unis, l'*act* du 2 mai 1870 en Angleterre, la loi fédérale du 3 juillet 1876 en Suisse, l'*ukase* du 6 mars 1864 en Russie, la loi du 19 janvier 1869 en Turquie.

à des intervalles plus ou moins longs, se sont succédé en Bulgarie ? Suivent-elles, dans leur développement, le cours d'une évolution marquée et constante ?

Nous nous bornerons, ici, à exposer quelques-unes d'entre elles et après une rapide analyse, nous nous appliquerons à en dégager l'esprit afin de mieux en préciser la portée et le champ d'application dans la législation bulgare.

I

ROLE DU LÉGISLATEUR EN MATIÈRE DE NATIONALITÉ.

Soit qu'on attribue un caractère public au lien de la nationalité, soit qu'on considère ce lien comme un contrat, il est logique et naturel de reconnaître à l'Etat *le droit* souverain de régler cette institution de la façon qu'il croit la plus conforme à ses propres intérêts. Bien plus, il est du *devoir* de l'Etat moderne, d'éviter, autant que possible, aux individus, des situations anormales, en édictant des règles fixes et précises qui leur attribueront la nationalité la plus conforme à leur volonté et à leurs prédispositions personnelles (1).

Quelles doivent être ces règles ? Plusieurs solutions sont proposées. Quelle est la meilleure ? Sans rejeter *a priori* toute proposition tendant à une réglementation identique de la nationalité pour toutes les nations, il faut bien convenir qu'une proposition de ce genre en cette matière pleine de divergences et de dissen-

(1) Cfr. de Folleville, *Traité théorique et pratique de la naturalisation*, Paris, 1880, p. 3-4; Bluntschli, *Le droit international codifié*, Paris, 1881, p. 122, art. 364 : « Chaque Etat a le droit de fixer librement les conditions auxquelles il accorde et retire la qualité de citoyen de l'Etat (indigénat) » ; Fiore, *Il diritto internazionale codificato et la sua sanzione giuridica*. Art. 382 : « Appartient à toute souveraineté le droit de déterminer et de fixer les conditions de l'acquisition de la nationalité... »

timents, serait extravagante au suprême degré. — Toute loi sur la nationalité nous apparaît aujourd'hui comme devant uniquement s'inspirer des conditions sociales particulières de la nation dont elle régit les rapports juridiques, des nécessités politiques et des mœurs du pays dans lequel elle est appelée à fonctionner (1). Ce n'est donc qu'en satisfaisant à toutes ces conditions, que notre loi possèdera les qualités techniques requises ; et tout jugement *a priori* sur la valeur pratique, qui ne se rapportera pas aux circonstances particulières qui ont déterminé sa confection, risquera de nous conduire à une conception erronée et à des conclusions fausses.

Envisager ainsi le problème c'est l'élargir considérablement. Aussi, des difficultés nombreuses, sur lesquelles les plus vives controverses peuvent être soulevées, apparaissent du même coup. Il appartient au législateur de les aplanir.

Ainsi comprise, la tâche de l'Etat en matière de nationalité, comme du reste dans toute autre réglementation des rapports juridiques de la nation où, en raison de toute une série d'analyses par trop minutieuses, le rôle du législateur est rendu particulièrement délicat, se complique de plus en plus, au fur et à mesure que l'observation se concentre et que des préoccupations nouvelles, de la plus haute importance, s'imposent à son attention. Aussi, c'est au législateur qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires en vue de donner à la déclaration de l'acquisition et de la perte de la nationalité, — en l'entourant de certaines formes spéciales, non équivoques (2) —, toutes les garanties propres à la rendre sincère et effective.

(1) Cf. Montesquieu, *Esprit des lois*, livre I, chapitre III.

(2) Cf. en ce sens, Fr. Contuzzi (*Monnografia sulla cittadinanza nel diritto internazionale* dans le *Digesto Italiano*, vol. VII, Partie II, n° 156) qui considère la règle que nous venons d'énoncer comme « un canone fondamentale in materia di cittadinanza. »

Ainsi, en matière de nationalité, la nécessité d'une réglementation législative spéciale, conforme aux conditions particulières de l'Etat, déterminée par des considérations d'ordre pratique, se présentant comme une condition *sine qua non* de la puissance et des progrès de la nation, s'est imposée dès le début à l'attention du législateur bulgare. Celui-ci, comme nous l'avons déjà vu, dans une série d'actes législatifs relatifs à la nationalité, a voulu suivre le développement général du pays afin de satisfaire aux divers besoins politiques et sociaux en évolution constante.

II

RÈGLES RELATIVES A LA NATIONALITÉ.

A. — Toute personne doit avoir une nationalité, comme elle doit avoir une patrie. Aujourd'hui, on ne conçoit l'individu, dans le monde civilisé, pas plus sans nationalité que sans patrie, c'est-à-dire vivant dans l'isolement en dehors de tout groupement politique et social. « L'homme, dit un auteur italien (1), ne peut point se présenter dans l'organisation actuelle du monde, comme *sujet de l'univers*. » On n'est pas arrivé non plus à un état de développement politique et social suffisant, pour admettre l'existence d'un « *indigénat universel et international* », tel que le concevait Kant (2).

Ayant appartenu à l'origine — et nous avons vu le jeu de cette loi naturelle dans l'évolution de la vie juridique de la nation bulgare — à une société assez restreinte, la famille, mais dont le cercle s'élargissait progressivement pour revêtir, au degré supérieur de l'échelle, l'image d'une société plus étendue, l'Etat, l'homme est dès le commencement, soumis à une autorité

(1) Catellani, *Il diritto internazionale privato e i suoi recenti progressi*, 2 vol., Torino, 1895, II, § 278.

(2) Bluntschli, *op. cit.*, art. 23, p. 67.

locale commune créée en vue du maintien de l'ordre et de la défense du *groupe*, exclusivement social primitivement, social et politique plus tard.

A côté des avantages dont il bénéficie par son affiliation à un groupement déterminé, où il trouve sa sécurité et sa protection assurées, l'individu ne tarde pas à se voir, du même coup, imposer certaines charges et obligations qui pèsent d'autant plus lourdement sur lui que la société se développe et les besoins sociaux se multiplient. Il en résulte l'apparition de cette situation bizarre et déloyale des *heimathlosen*, d'une application si fréquente autrefois qu'elle avait été élevée au rang d'une institution ; cette situation permettait à des individus égoïstes et peu scrupuleux de s'affranchir des charges encombrantes qui pesaient sur les nationaux, tout en continuant à bénéficier des avantages que l'Etat réservait à ses ressortissants. C'est contre l'*heimathlosat* qu'avaient à lutter, vers le milieu du siècle dernier, les législations de certains Etats de l'Europe Occidentale, notamment celles de l'Allemagne et de la Suisse (1). Presque disparu aujourd'hui à l'état normal, l'*heimathlosat* reste cependant toujours une menace pour le législateur de l'avenir.

En Bulgarie, les premiers textes législatifs concernant la nationalité, très superficiels et insuffisants, bien que s'inspirant, dans leur ensemble, du principe que nous venons d'énoncer, laissaient, par inadvertance et manque de précision, la porte largement ouverte à cette sorte d'abus dont tout aventurier pouvait tenter de profiter. — La loi du 17 décembre 1880 ne se souciait guère du sort du national qui, grâce à l'un des nombreux moyens qu'elle mettait à sa disposition, pouvait facilement abdiquer sa nationalité d'origine et se dénationaliser. Ainsi, soit

(1) L'Allemagne, au moyen d'une convention conclue entre tous les Etats de la Confédération germanique le 15 juin 1851, et la Suisse, par la loi du 3 décembre 1850, ont pris des mesures radicales pour enrayer ce mal trop menaçant.

par simple renonciation en due forme, soit par suite d'une décision prise contre lui par l'autorité, à titre de peine, soit, enfin, par l'effet d'une absence prolongée de plus de dix ans hors de l'Etat bulgare (1), tout sujet bulgare pouvait, pour l'avenir, se voir libéré des charges et obligations qui pesaient sur lui de ce chef, et, par conséquent, s'arroger impunément une situation exceptionnelle et anormale, s'il avait aussi omis d'acquérir une autre nationalité.

Le désordre (2) qui résulta d'un tel état de choses attira l'attention du législateur, car, trois ans plus tard, dans la loi du 26 février 1883, il restreignit le nombre des causes pouvant emporter la déchéance de la nationalité bulgare (3) ; il édicta les mesures nécessaires en vue de mettre celles des causes qu'il laissa subsister, en plus complète concordance avec l'acquisition d'une nationalité étrangère (4). Toutefois, la loi de 1883 ne supprimait pas complètement le mal ; d'un côté, elle permettait à quiconque avait encouru, aux termes de son article 27, la dénationalisation à titre de peine, de rester sans nationalité, ne prévoyant pas, ce qu'elle ne pouvait, du reste, faire, l'acquisition pour lui d'une autre nationalité : d'un autre côté, elle admettait la possibilité pour la femme bulgare qui avait épousé un étranger de se voir privée de toute nationalité ; c'est ce qui arrivait par le fait même de son mariage avec un étranger qui lui faisait, en vertu de

(1) V. les articles 49 et suivants de la loi du 17 décembre 1880.

(2) Les auteurs jugent peu conforme à l'esprit du droit des gens moderne qu'un Etat se désintéresse d'un individu qui n'a pas passé dans l'allégeance d'un autre Etat. Cf. Cogordan, *La nationalité au point de vue des rapports internationaux*, Paris, 1890.

(3) Art. 23 et suiv.

(4) C'est ainsi qu'au cours de la discussion de la loi au Conseil d'Etat, dans l'opinion de M. Stoïloff, le « candidat à la naturalisation à l'étranger » qui voulait se dégager de la nationalité bulgare, devait « satisfaire aux conditions d'aptitude imposées par la législation de l'Etat dont il veut désormais faire partie ». Cette proposition tout en étant jugée conforme à l'esprit de la loi, ne prit pas corps avec l'art. 29.V. *Protocoles du Conseil d'Etat*, 28 janvier 1883.

l'article 26, alinéa 1^{er}, perdre sa nationalité dans l'hypothèse où la loi nationale de son mari ne lui conférerait pas la nationalité étrangère. La loi du 5 janvier 1904 est venue corriger cette imperfection. Elle se préoccupe davantage des exigences du droit international, un peu négligées par les lois précédentes ; celles-ci ne légiféraient que pour les situations intérieures, et se souciaient peu de celles que les relations internationales pouvaient créer à la Bulgarie dans l'avenir et que le législateur de cette époque était, du reste, peu à même de prévoir.

Il ne faut, cependant, pas se méprendre sur la portée de la réforme opérée en 1904. Tenant compte, sur beaucoup de points, des progrès réalisés par les lois étrangères, ayant aussi pour but direct et immédiat d'appliquer les principes fondamentaux tendant à assurer l'ordre et la stabilité des relations internationales, elle n'a pas, toutefois, adopté et posé, dans toute son ampleur, le principe qu'aucun sujet bulgare ne peut être dépouillé de sa nationalité quand il ne sera pas immédiatement après investi d'une nationalité étrangère (1). Il n'en est pas moins vrai que la préoccupation du législateur d'empêcher les individus sans patrie de se multiplier est bien marquée et soulignée par l'introduction de l'élément territorial comme attributif de la nationalité bulgare (2).

(1) Cette réforme, à l'heure actuelle, n'est accomplie dans presque aucun des Etats étrangers ; elle nécessiterait la refonte plus ou moins radicale de toutes les législations étrangères sur la nationalité.

(2) A l'aurore d'une vie libre et indépendante où les vices et les abus n'avaient pas encore pu naître et se manifester, on était loin de s'inquiéter du danger que pourrait faire courir l'*heimathlosat*. Aussi, le législateur bulgare ne s'est-il guère préoccupé, en 1880, de prendre des mesures préventives, sauf la disposition de l'art. 6, al. 2, qui attribuait la nationalité bulgare aux enfants trouvés sans filiation connue, en vue de combattre une pratique susceptible de s'implanter dans le pays et de devenir une source de périls menaçant le bon ordre public. Plus tard, cependant, dans la disposition de l'art. 3 de la loi de 1883 (« tout individu qui demeure en Bulgarie est censé sujet bulgare jusqu'à preuve du contraire »), le législateur bulgare manifeste nettement sa volonté

Bien que la principale disposition consacrant le sol avec une très grande ampleur ait été abrogée, comme nous l'avons déjà vu, en 1908 (1), la loi de 1904, en maintenant dans une certaine mesure, la formule territoriale, prévoit les abus qui peuvent se produire du fait de l'établissement dans le pays, d'étrangers qui, après quelques générations finiront par perdre leur nationalité d'origine et par n'avoir aucune patrie. Toutefois, reste toujours en vigueur la disposition de l'article 5-4° (5-3° actuel), qui attribue la nationalité bulgare à tout individu né et domicilié en Bulgarie à sa majorité ; ici l'intention du législateur, bien que l'article 5-4° ait passé au Sobranié, sans discussion, n'est pas douteuse. Notre législateur s'est fortement inspiré, pour son adoption, des textes français sur la nationalité de 1889 et 1893 actuellement en vigueur. Or, personne ne saurait dis-

d'empêcher qu'on puisse se fixer en Bulgarie et y vivre sous la protection des lois bulgares sans en partager les charges ainsi que celles qui incombent aux ressortissants étrangers par l'effet de leur loi nationale. Cette mesure aurait pu, à la rigueur, paraître suffisante, si des situations particulières n'avaient attiré l'attention du législateur et ne l'avaient obligé de prévenir, par une disposition spéciale, les abus pouvant en résulter. Aussi, sans que l'on puisse du reste connaître les véritables raisons qui ont suggéré à notre législateur l'adoption de la disposition qui apparaît subitement dans la loi de 1883 (art. 15), l'on peut supposer qu'il a entendu supprimer la possibilité, au moyen d'une abdication tacite et frauduleuse de la nationalité d'origine, de se créer une situation paisible et exempte de toutes charges.

(1) L'article 5-3° ancien ne reproduisait pas textuellement l'article 15 de la loi de 1883. Ce dernier article d'ailleurs nous paraît peu clair. En se servant de cette expression assez vague que l'individu doit, « manifester sa volonté de rester, aussi à l'avenir, *sujet étranger* », et en ne spécifiant pas si cette nationalité étrangère doit être celle de ses parents, le législateur lui a-t-il permis de s'attribuer une nationalité autre que celle de ses parents, tout en lui reconnaissant le droit de s'en prévaloir pour repousser l'origine bulgare que la loi veut lui donner ? Cela ne semble pas, car, voulant le saisir à sa majorité, le législateur qui puise à bon droit de sérieux motifs d'agir ainsi dans les sentiments et les attaches qui peuvent lier cet étranger à un pays où il a vu le jour à la seconde génération, ne prévoit comme objection qu'une unique raison qui interviendra seule, pour conserver à l'individu sa nationalité d'origine : ce sont les liens du sang, auxquels le législateur bulgare lui-même attache une très grande importance.

convenir que l'un des effets principaux que l'art. 8-4° du Code civil est appelé à produire ne soit de mettre un obstacle sérieux à la propagation du vagabondage international. Beaucoup d'auteurs français, bien que voyant dans cette disposition « un retour à une idée qui avait été condamnée au commencement de notre siècle », n'hésitent pas à l'approuver à raison des avantages pratiques qu'elle présente (1).

Ainsi, après l'abrogation, en 1908, de l'article 5-3°, trop absolu pour pouvoir subsister tel quel (2), la disposition de l'article 5-4° peut, le cas échéant, constituer une digue contre le flot toujours grandissant d'étrangers suspects et d'aventuriers qu'attire dans le pays la perspective d'une situation privilégiée, leur permettant de vivre sans avoir à supporter les charges les plus lourdes incombant aux nationaux (3). L'article 5-4° en attribuant la qualité de Bulgare à tout individu né et domicilié en Bulgarie, peut ainsi contribuer à diminuer le nombre de ces individus désireux, tout en se fixant sur notre sol, de rester sans patrie.

B. — Si l'existence de gens sans patrie est une anomalie (4)

(1) Cogordan, *op. cit.*, p. 13.

(2) Art. 5-3° ancien : « Est censé sujet bulgare par naissance, tout individu né dans la Principauté d'un étranger qui lui-même y est né. »

(3) Cfr. notamment le rapport déjà cité de M. Delsol au Sénat, du 3 juin 1889, *Journal officiel*, annexe 160. « Pendant que nos jeunes soldats sont à la caserne, y disait-il, ces étrangers (qui résident en France et se soustraient à la loi militaire française en invoquant leur extranéité et qui, comme ils ne quittent pas le territoire, échappent aussi à la loi militaire de leur pays) continuent l'exercice de leur industrie ou de leur profession. Ils deviennent contremaîtres, ils obtiennent des emplois lucratifs, et partout ils s'emparent des postes avantageux. — Lorsque le soldat français revient du service, il trouve les bonnes positions occupées par eux et doit subir l'avance notable qu'ont pris sur lui ces concurrents privilégiés. »

(4) M. Weiss formula en 1894, à la session de Paris de l'Institut de Droit International, la déclaration suivante : « Il ne faut pas que la même personne puisse être, en même temps, réclamée par deux patries » (*Annuaire de l'Institut*, XIII, p. 178). A la session de Cambridge, en 1895, cette règle fut adoptée sans discussion.

au regard du droit public moderne, et une source de dangers pour la sécurité et la prospérité du pays, à plus forte raison combien l'existence d'individus à double nationalité, véritable monstruosité juridique, n'est-elle pas la cause indubitable de troubles sérieux au sein de la nation et de fâcheuses complications diplomatiques entre les différents Etats (1) ! Admise autrefois, la double nationalité apparaît aujourd'hui comme dangereuse pour le bon ordre public. Comment pourrait-on exercer les droits politiques dans deux ou plusieurs Etats simultanément ? Par quel mode de calcul pourrait-on arriver, en ce qui regarde les droits privés, à déterminer la capacité d'un individu, si elle dépend de la nationalité, et s'il en a plusieurs ? Aussi, presque toutes les législations modernes imposent-elles à l'individu qui se fait naturaliser dans un pays la rupture complète des liens qui peuvent encore l'attacher à son ancienne nationalité.

Lors de la discussion au Sobranié et au Conseil d'Etat (2) des lois bulgares sur la nationalité, l'idée avait été exprimée à plusieurs reprises qu'il serait équitable d'exiger du candidat à la naturalisation bulgare une autorisation spéciale de son gouvernement ou un permis de dénationalisation. Cette proposition n'a, cependant, pu prévaloir et a été vite écartée. On a craint de trop généraliser et de rendre le système trop rigoriste en le privant de la flexibilité et de la souplesse, nécessaires dans un grand nombre de cas très variés susceptibles de se présenter

(1) D'Aguesseau (*Œuvres*, t. III, p. 136, Plaidoyer 32) posait déjà le principe que « l'on ne peut en même temps être citoyen de deux villes ; on ne peut l'être, à plus forte raison, de deux différents royaumes. » Et cette préoccupation peut se retrouver aussi dans un plus vieux passé où le formalisme et la stricte logique présidaient à la formation et à l'établissement de la morale des peuples. *Duarum civitatum civis esse nemo potest*, disait déjà Cicéron (*Pro Balbo*, 11), touchant ainsi au problème que les législations modernes sont loin d'avoir solutionné.

(2) Voir la délibération au Sobranié, 7 mai et 19 novembre 1889 ; Conseil d'Etat (*Protocole* 21^e du 28 janvier 1883).

dans la pratique à raison de la diversité des systèmes adoptés dans les différents pays en matière de naturalisation. Pourrait-on, en effet, toujours compter obtenir cette autorisation de tous les gouvernements étrangers (1) ? Certainement, non. — Aussi, le législateur s'est-il contenté, pour éviter que les cas de double nationalité ne se produisent, de poser, en principe, que tout sujet bulgare qui se sera fait naturaliser à l'étranger conformément à la loi en vigueur dans le pays dont il acquiert la nationalité, perdra par ce seul fait, la nationalité bulgare (2) ; et ce n'est que dans le cas seulement où il aura son domicile en Bulgarie, qu'il devra obtenir à cet effet — pour être en règle vis-à-vis de la loi bulgare — une autorisation spéciale du gouvernement bulgare (3). Notre législateur a repoussé donc — et cela d'une façon expresse (4) — le système exigeant un permis de dénationalisation délivré par le gouvernement étranger, dans le cas où un étranger aspirera à la nationalité bulgare. Cette précaution, en effet, — bien que constituant toujours une garantie suffisante et efficace contre la double nationalité, — aurait été très

(1) Une remarque très juste fut faite dans ce sens par M. Bourmoff au Conseil d'État (V. *loc. cit.*) Il pensait que la raison qui devait empêcher la consécration d'une pareille exigence par notre législation tant qu'une convention spéciale ne serait pas conclue entre la Bulgarie et les autres États pour arriver à un accord sur cette question, était que les conditions imposées par le législateur bulgare pouvaient ne pas correspondre à celles prévues par les législations étrangères et devenir ainsi une source d'éternels conflits.

(2) Article 17-1^o et 2^o, loi 1904. V. aussi article 29 de la loi de 1883. — La mauvaise rédaction de l'article 17-1^o *in fine* où il est dit que « perd la nationalité bulgare le sujet bulgare... qui acquiert, sur sa demande, la nationalité étrangère sur la base de cette loi », c'est-à-dire de la loi bulgare, est de nature à soulever de graves difficultés. Mais la disposition finale de ce texte n'ayant qu'une portée purement dogmatique et de peu d'importance pour la solution des cas pratiques, une telle éventualité n'est pas à envisager. C'est là, sans doute, le résultat d'une traduction défectueuse de l'article 17-1^o du code civil français, auquel notre texte correspond, article que la loi bulgare du 5 janvier 1904 a fidèlement reproduit.

(3) Article 28 de la loi 26 février 1883 et article 21 de la loi du 5 janvier 1904.

(4) Article 16 *in fine*, loi 1883.

souvent une cause d'embarras dans la pratique et aurait constitué un obstacle inutile à la naturalisation en Bulgarie.

C. — Un principe fréquemment proclamé aujourd'hui est que nul ne doit être déclaré national à l'encontre de ses affections et de ses prédispositions naturelles, formelles ou présumées. C'est pour cette raison que la loi reconnaît, dans nombre de cas, le droit d'option en faveur d'individus réclamés à la fois par le sang et par le sol dans deux patries différentes ; c'est aussi le même principe qui inspire Siméon au Tribunal, dans sa déclaration restée célèbre (1).

Dictée exclusivement par des considérations d'humanité et de justice, notre règle ne s'inspire pas du fondement contractuel que l'on attribue quelquefois à la nationalité (2) ; elle ne tient pas non plus, croyons-nous, d'un « accord de volontés intervenu entre l'Etat et chacun de ceux qui vivent de sa vie » (3) ; encore moins peut-elle trouver sa raison d'être et sa justification dans les brillants paradoxes de J.-J. Rousseau dans le *Contrat social* (4). Le lien contractuel n'est guère admissible en matière de nationalité d'origine (5), et c'est ailleurs qu'il faut chercher la source de notre règle.

Aujourd'hui que la liberté de la conscience individuelle est le facteur de beaucoup le plus important dans tout problème social, que l'autonomie personnelle est reconnue comme l'élément dominant dans toute organisation politique et sociale, il paraît inique, contraire à l'équité et aux principes généraux que dicte

(1) « Eh quoi ! le fils d'un Anglais peut devenir Français par cela seul que la mère traversant la France l'aura mis au jour sur cette terre étrangère à elle, à son mari, à ses parents ». (Locré, *Législation civile*, II, p. 248).

(2) M. Weiss, *op. cit.*, l'admet. Le savant professeur le soutient aussi dans son rapport présenté à l'Institut de droit international à sa session de Paris en 1895 (*Annuaire de l'Institut*, vol. XIII, p. 162).

(3) *Annuaire de l'Institut de droit international*, vol. XIV, p. 67.

(4) *Ibid.*, p. 68.

(5) G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 316.

l'humanité, de ravir l'individu à la nation dont il nourrit dans son cœur les tendances, les aspirations, de le priver des avantages qu'elle lui réserve, et des carrières qu'elle ouvre à son ambition, de l'attacher enfin à une société qui lui est étrangère, par sa race, par ses traditions, par sa langue, par ses sentiments, et, peut-être, aussi par ses institutions.

Bien que « les revendications de la collectivité contre l'individu » (1) dominant aujourd'hui souverainement le problème de la nationalité, la volonté individuelle (2) ne doit, en aucun cas, être réduite à néant. Pour Sechi c'est une nécessité évidente que d'attribuer la nationalité aussi conformément que possible aux désirs et aux aspirations de l'individu (3). M. Weiss se rallie sans réserve à cette façon de voir : « Lorsque l'enfant nouveau-né voit le jour, dit-il (4), n'est-ce pas sur son intérêt supposé, c'est-à-dire sur sa *volonté* probable, que se fonde l'attribution qui lui est faite de telle ou de telle autre nationalité d'origine ? » C'est à regret et à contre-cœur que les rapporteurs

(1) *Annuaire de l'Institut*, loc. cit., et vol. XV, p. 127, et suiv. D'ardentes protestations s'élevèrent au sein de l'Institut contre le droit d'option, pour cette considération qu'il est inadmissible de faire dériver la nationalité d'origine de la *volonté* individuelle. Cf. Catellani, *Les règles de Venise sur la nationalité*, dans la *Revue de droit international et de législation comparée*, t. XXIX.

(2) Dans ce sens, Contuzzi, *op. cit.*, dans le *Digesto Italiano*, n° 156 ; Robinet de Cléry, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1875, Catellani, *op. cit.*, p. 248, etc. *Contrà*, Alauzet, *De la qualité de Français*, Paris, 1880, n°s 1 et 10. Toutefois, il faut remarquer que les expressions dont se sert ce dernier auteur sont trop générales pour qu'on puisse le considérer comme opposé à la règle que nous énonçons.

(3) Sechi, *op. cit.*, dans le *Digesto Italiano*, n° 49.

(4) « Toute personne doit avoir une patrie ; mais cette patrie l'*infans*, l'incapable n'est pas en situation de la choisir. La capacité est une condition essentielle à la validité des contrats quels qu'ils soient. C'est ainsi qu'intervient l'action du législateur. Suppléant à ce qui doit être, ce qui vraisemblablement serait la volonté de l'incapable, il le rattache, soit à la nationalité de ses parents *jure sanguinis*, soit à la nationalité de son lieu de naissance *jure soli* » (*Annuaire de l'Institut*, vol. XIV, p. 67, 68). Bien que M. Weiss parte d'un point de vue différent du nôtre, — la notion de la nationalité - contrat, — sa conclusion est identique.

du projet à l'Institut de droit international s'en écartent et suivent le principe contraire adopté par l'Institut (1).

À part certains échecs, qui ne font d'ailleurs que confirmer sa vigueur et affermir ses partisans dans leur conviction, la règle que nul ne doit être contraint de s'affilier à une nation dont il ne désire aucunement partager le sort, ne s'y sentant pas rattaché par des liens qui puissent la lui faire sienne, tels que l'éducation, la tradition et les mœurs, gagne de plus en plus d'autorité dans la doctrine et dans les législations modernes et acquiert plus d'influence à mesure que l'élément territorial s'affaiblit et s'efface en matière d'origine.

D'un autre côté, pour la doctrine, l'autorité est impuissante à imposer une naturalisation, et celle-ci, en outre, est inopérante et inefficace dans la plupart des législations modernes quand elle se produit spontanément dans un Etat étranger (2). La naissance sur le territoire d'un pays étranger, par rapport à la nation des parents, ne saurait non plus, dans aucune législation européenne, dans quelques conditions qu'elle s'effectue, attribuer arbitrairement la nationalité locale à l'enfant. « La naissance de deux générations successives d'étrangers en France, dit M. Despagne (3), sans qu'il y ait établissement fixe dans ce dernier pays, peut être l'effet d'un pur hasard et ne constitue pas la base d'une présomption suffisamment sérieuse pour imposer la nationalité

(1) *Ibid*, vol. XV, p. 430, 431.

(2) La loi bulgare de 1904, art. 17, comme la plupart des législations européennes relatives à la nationalité, exige, pour la perte de la nationalité bulgare, l'acquisition d'une nationalité étrangère, ce qui suppose une volonté valable librement exprimée. V. en outre, Cour d'appel de Paris, 15 juin 1903 dans le *J. Clunet*, 1904, p. 943.

(3) *Annuaire de l'Institut*, vol. XV, p. 127-128. — M. Kébédgy est également très explicite sur ce point : « Mais il importe de conserver à tous la liberté d'avoir la nationalité qui convient le mieux à leurs affections et à leurs intérêts. Et surtout lorsque le pays de naissance est si dissemblable de mœurs et d'institutions, je trouve que ce serait une tyrannie intolérable que d'imposer irrévocablement une nationalité dont on ne voudrait pas. » (*Ibid*).

française. D'autre part, on peut ainsi rendre nationaux du pays des individus que tous leurs intérêts et leurs sentiments rattachent à une autre patrie où ils sont établis en fait. »

En effet, l'idée de la personnalité du droit, c'est-à-dire la conception d'après laquelle l'individu est le premier à considérer dans les relations juridiques et sociales, revenue en faveur depuis longtemps — surtout sous l'influence du droit romain — s'affirme avec une vigueur de plus en plus grande dans le droit moderne. Elle s'impose en matière de nationalité, avec toutes ses conséquences, et rejette des conceptions modernes du droit le principe de la réalité, qui conduit à considérer l'homme comme un accessoire de la terre de laquelle il dépend entièrement. Le *jus soli*, nourri par cette conception despotique de la souveraineté, est depuis longtemps discrédité, et si la formule territoriale conserve encore chez certains peuples, quelque force pour exercer une influence sur la nationalité des personnes, c'est incontestablement sous la pression de considérations différentes, le plus souvent par l'effet des nécessités pratiques. L'idée territoriale ne saurait donc plus de nos jours produire des effets aussi absolus qu'antérieurement, à l'époque où le sol était dans l'éclat de sa puissance et dominait les rapports juridiques des personnes.

Nous voyons, cependant, encore aujourd'hui dans certains pays, la volonté de l'individu méconnue par cette règle absolue et inexorable, en vertu de laquelle le sol saisit *de plano* l'individu qui se trouve sur leur territoire. La naissance et l'établissement sur le sol de certains Etats emportent la nationalité indigène, même pour ceux auxquels le sang, conforme à leurs sentiments présumés (1), assigne une patrie. Plusieurs Etats de l'Amérique

(1) L'influence du milieu familial, l'éducation que l'homme y reçoit, sont, sans doute, des facteurs assez importants pour engendrer chez lui des attaches solides et durables à l'égard de la patrie à laquelle appartiennent ses parents.

du Sud sont fermement attachés à ce système (1). Les traités internationaux que les Républiques sud-américaines passent avec les Etats étrangers le stipulent (2). La jurisprudence de leurs tribunaux l'applique (3).

Bien que consacré par la législation, le *jus soli* n'apparaît donc pas comme très respectueux de la volonté individuelle. Au contraire, dans le pays où le *jus sanguinis* est la règle, les inclinations présumées de l'individu déterminent, seules, la patrie à laquelle il entend se rattacher, ses affections et ses préférences personnelles devant être souverainement prises en considération pour lui attribuer une nationalité.

La législation bulgare exclut au début toute attribution forcée de la nationalité. Elle confère, en principe, la qualité de national *jure sanguinis*, elle respecte le « lien originaire (4) » de l'individu avec sa patrie et écarte, sauf dans de rares exceptions qui se justifient par des nécessités pratiques, toute application impérative et absolue du *jus soli*. — Nous nous sommes suffisamment expliqué ailleurs pour ne pas revenir, ici, sur ce point.

D. — Si la loi ne doit pas, par des règles absolues et rigoureuses, imposer à l'individu sa nationalité, il lui est encore moins loisible, — c'est là une idée qui répugne à tout esprit libéral, — de l'assujétir à une sorte de servage, en le maintenant perpétuellement dans l'allégeance d'un pays en dépit de ses inclinations personnelles, de ses goûts et de ses préférences. En réa-

(1) Argentine, loi 1^{er} oct. 1869, Brésil, loi nov. 1902, Chili, Constitution 25 mai 1833, révisée 10 août 1888, Pérou, Constitution 13 nov. 1860, Vénézuëla, loi 29 mars 1901. Voir en outre, en ce qui concerne l'interprétation de la législation de ce dernier pays, le décret du 14 janvier 1875 (*Journal officiel français* des 18 et 20 mai 1875) et la dépêche que le Ministre des Affaires étrangères de Caracas envoya en 1874 aux légations française et italienne au sujet des ressortissants français et italiens établis au Vénézuëla.

(2) Traité passé par l'Espagne avec le Chili le 1^{er} juillet 1846, avec l'Argentine le 21 septembre 1863, etc.

(3) Cour d'appel de Santiago (Chili), dans le *J. Clunet*, 1875, p. 380.

(4) Fœlix et Demangeat, *op. cit.*, I, n^o 27, p. 57, note 1.

lité, toute personne qui jouit de sa pleine capacité juridique, doit pouvoir choisir librement l'Etat auquel elle entend se rattacher, et déclarer son intention de changer sa nationalité et d'en acquérir une autre. Il serait injuste et tyrannique de méconnaître les penchants et les désirs que les conditions de la vie et les goûts personnels peuvent faire naître chez les individus (1).

Il est inique de retenir toute sa vie l'homme dans l'allégeance d'un Etat et de l'enchaîner à une souveraineté que sa conscience réprouve. Cette solution, les législations européennes ne l'admettent plus.

Le législateur bulgare s'est, dès le début, inspiré de ces considérations dont l'importance n'est que trop évidente. — Il pose comme principe général et absolu, qu'il n'entend pas river à sa patrie d'origine le sujet bulgare qu'un intérêt personnel peut inciter à la quitter, pour aller chercher ailleurs l'hospitalité. — La Constitution, dans son article 56, permet à tout sujet bulgare, sous certaines conditions et dans certaines formes indiquées par la loi, de rompre avec sa patrie d'origine ; et, dans son article 55, elle prévoit l'hypothèse où un étranger manifesterait le désir d'acquérir la nationalité bulgare. — Les lois postérieures reproduisent et développent ces deux règles. En outre, le législateur s'occupe, avec le même soin, de réglementer l'acquisition de la nationalité bulgare et la dénationalisation.

Le lien de nationalité n'a, à aucune époque, revêtu en Bulgarie un caractère de perpétuité. Cependant, la loi n'a jamais non plus, admis la faculté pour un national, d'abdiquer la nationalité qu'elle lui attribue à raison de certains faits ou de certaines conditions qu'il se trouve remplir à un moment donné. La dénationalisation par l'effet d'une renonciation pure et simple

(1) Cfr. Cogordan (*op cit.*, p. 10), qui rejette les vues des publicistes américains qui préconisent, sur ce point, un système très peu conforme « aux idées de liberté qui ont cours dans la société moderne. »

qui peut compromettre la fixité et la stabilité de l'association politique, la menaçant à chaque instant d'une dislocation qui met en péril son existence même, n'a, à aucun moment, été envisagée comme un moyen de rompre le lien de sujétion qui unit l'individu à la nation bulgare. La loi entoure de certaines garanties la perte de la nationalité bulgare en la subordonnant à des conditions de nature à justifier la bonne foi et la sincérité qui doivent présider à un tel acte dont l'importance est indiscutable. Ainsi, même dans le cas où elle prévoit la « renonciation » comme un moyen qui peut faire perdre la nationalité bulgare (loi 1880, art. 20 et suiv.), elle prescrit certaines formalités, et ce n'est qu'après leur accomplissement que cette renonciation produit des effets à ses yeux (1).

E. — Faut-il ajouter, enfin, que personne ne peut être dépouillé de sa nationalité par l'effet d'une *volonté particulière et étrangère* ? National d'origine, seule sa volonté personnelle, — si on exclut dans bien des cas l'intervention de la puissance publique, — peut lui faire acquérir une autre patrie que celle que lui ont donnée le sang ou le lieu de sa naissance. Pas plus la volonté du père, auquel l'enfant emprunte ordinairement sa na-

(1) Que décider dans le cas où la naturalisation interviendrait à l'étranger en dépit des interdictions qui résultent de la loi bulgare, par exemple, lorsqu'elle aurait lieu pendant la minorité ou avant la satisfaction aux obligations militaires qui incombent à tout sujet bulgare d'origine (art. 56 de la Constitution et art. 7 de la loi relative à l'organisation de la force armée du 31 décembre 1903), ou lorsqu'elle lèserait un intérêt bulgare privé ou public ? L'individu qui se serait fait naturaliser dans ces conditions ne conserve-t-il pas sa nationalité bulgare, alors même qu'il serait considéré comme national dans le pays étranger où la naturalisation serait régulièrement survenue, conformément aux lois en vigueur dans ce pays ? Bien que la question ne puisse être étudiée ici avec toute l'ampleur qu'elle mérite, car ceci nous entraînerait trop loin et en dehors des limites de notre travail, il est intéressant de faire remarquer qu'il semble inadmissible que les tribunaux, en Bulgarie, soient tenus de respecter les actes accomplis par une souveraineté étrangère en dépit des prescriptions de leurs propres lois ; autrement sous prétexte de respecter une souveraineté étrangère, ils abdiqueraient la leur.

lionalité d'origine, que celle du mari, ne peuvent entraîner pour un individu, malgré sa volonté, un changement de nationalité exprès ou tacite.

La loi bulgare de 1904 pose ce principe d'une façon formelle. Elle ne s'est point contentée d'affirmer simplement que la perte de la nationalité ne produit dans aucun cas un effet collectif ; elle indique aussi les applications de ce principe, dans ses articles 22 et 23.

La manifestation d'une volonté libre et indépendante est nécessaire pour changer de patrie. Le père ne peut pas disposer de la nationalité de ses enfants, — s'ils sont mineurs, ils ne font que suivre les fluctuations intervenues dans la condition de leur père (art. 11, al. 2) avec faculté d'option à leur majorité — et le mari, ne peut pas davantage disposer de la nationalité de sa femme.

TITRE II

Régime moderne et actuel.

Il est une vérité qui paraît aujourd'hui triviale et qui consiste à affirmer que « l'évolution juridique se poursuit corrélativement à l'évolution politique (1) ». Mais en outre de l'élément politique qui est incontestablement de beaucoup le plus important dans le développement juridique des nations, il en est d'autres, tels que les conditions économiques, les tendances et les prédispositions personnelles, qui contribuent non moins puissamment à diriger dans un pays le cours de l'évolution juridique. Au fur et à mesure que la société se développe, les besoins se renouvellent et se multiplient et le génie humain travaille à leur satisfaction. Les lois sont donc également sous la dépendance de l'évolution économique qu'une force irrésistible pousse constamment en avant vers le point où s'oriente toute l'activité humaine, c'est-à-dire vers la satisfaction des aspirations, des goûts et des besoins de l'homme ; elles sont, en outre, pour chaque société prise séparément, en pleine dépendance de l'élément personnel qui varie lui-même avec la race, l'époque, et les habitudes. Formules éminemment perfectibles dans lesquelles s'enregistrent les nécessités et les besoins nouveaux, (représenta-

(1) Ch. Letourneau, *L'Evolution juridique dans les diverses races humaines*, Paris, 1894, p. VI-VIII.

tion concrète des nécessités et des besoins du temps) et non point simples ordres arbitraires d'une volonté inconditionnée, les lois varient avec les pays et, dans chacun d'eux, avec les exigences et les nécessités de l'époque (1).

Si maintenant nous rétrécissons le cadre pour nous en tenir exclusivement à une loi déterminée, relative à un objet spécial, le même phénomène s'observe, les mêmes fluctuations apparaissent. Sa mobilité extrême ou son esprit conservateur rigoureux s'expliquent toujours, soit que le législateur se trouve en présence de nécessités nouvelles, ou de pratiques nouvelles qui font craindre des dangers jusqu'alors inconnus et auxquels il faut parer, soit qu'il découvre un point d'appui solide dans les mœurs et les coutumes, dans les conceptions aussi, qui l'autorisent à garder intactes des règles que les conditions nouvelles n'ont point rendues caduques.

Qu'on nous excuse cette parenthèse par laquelle nous avons débuté et que nous avons hâte de fermer ici. Nous sentons souvent la nécessité de nous recueillir pour jeter un coup d'œil d'ensemble sur les principes généraux qui sont quelquefois, le plus souvent par inadvertance, méconnus en Bulgarie.

Les lois sur la nationalité n'échappent point à ces considérations d'ordre général. Très importantes, touchant à des intérêts vitaux, ces lois qui, sous la pression des événements et des situations nouvelles, changent continuellement d'aspect, subissent des variations, obéissent à des influences multiples, supportent les transformations que leur imposent les nécessités de la pratique.

Conférant les droits les plus importants « car il n'y en a pas de plus considérables que ceux que donne la patrie » (2), il est

(1) Cruet, *La vie du droit et l'impuissance des lois*, Paris, 1908.

(2) F. Laurent, *Principes du droit civil français*, Bruxelles, 1878, n° 322, p. 425.

indispensable que la législation sur la nationalité soit constamment mise au point, afin de pourvoir aux nécessités nouvelles, de prévenir les abus, de parer aux dangers que les combinaisons journalières peuvent engendrer. On peut aujourd'hui librement s'expatrier, comme nous l'avons déjà vu, le principe de la liberté individuelle ayant fait un droit de ce qui était autrefois considéré comme un crime. Au surplus, la tendance de plus en plus développée à quitter le pays d'origine et la facilité des communications rendent, dans certains pays, la tâche du législateur particulièrement délicate et difficile quand il s'agit de réagir contre la marée montante des individus qui ne se croient pas obligés de participer à la prestation des obligations que le pays est en droit de réclamer d'eux, en échange des avantages et de la protection qu'il leur accorde. Ailleurs, ce sont les intérêts de la conscription ou la nécessité d'arrêter la dépopulation qui tracent au législateur une ligne de conduite impérieuse. La question ne se présente pas partout sous le même aspect et avec la même ampleur ; il s'ensuit que les règles à édicter diffèrent suivant les besoins et les mesures à prendre pour assurer à toute nation, en même temps que sa sécurité, son paisible développement. L'auteur de la loi de 1904 sur la nationalité bulgare n'a pas suffisamment tenu compte de ces considérations générales. Pourquoi, faut-il qu'au seuil même de ce titre que nous consacrons entièrement à l'étude de la dernière loi bulgare relative à la nationalité, nous nous trouvions, à notre regret, amené à formuler cette première critique sur l'œuvre de notre législateur !

Lorsque la loi du 5 janvier 1904 intervint, sa devancière, la loi du 26 février 1883, avait déjà fonctionné pendant un peu plus de vingt ans ; elle pouvait servir de base à la nouvelle œuvre en permettant à notre législateur d'apprécier à la lumière d'une assez longue expérience ses résultats pratiques. Le législateur de 1904 pouvait donc éviter, ici, les fautes qu'avaient

commises les auteurs des lois de 1880 et de 1883, plus excusables que lui des erreurs qui s'étaient glissées dans leurs œuvres. Cette considération laissait donc percer l'espoir de quelque perfectionnement utile. Il n'en fut rien, cependant.

Il est bon de faire remarquer ici que la loi de 1883, — dénigrée presque aussitôt que le régime qui l'avait vue naître se fût écroulé, par certains esprits qui poussaient leurs scrupules jusqu'à la considérer comme « nulle et inexistante » — se vit condamnée au plus profond oubli, le jour où commença au Sobranié la discussion de la loi nouvelle. Aucune allusion n'est faite, au cours des débats, aux résultats pratiques déjà acquis de sa devancière, aucune de ses réformes ne s'en inspire, aucune de ses nouvelles dispositions n'y puise son origine. Un nouveau courant législatif se détermine sous l'influence de la législation française. Les règles sur la nationalité des lois françaises de 1889 et de 1893 se trouvent, sauf de légères modifications sur certains points et quelques articles ajoutés à la légère, transportées presque entièrement dans la nouvelle loi bulgare.

Notre législateur a-t-il pu se rapprocher, en 1904, de la solution qu'on était en droit d'attendre de lui et qu'il était de son devoir de réaliser, sur la question de la nationalité en Bulgarie ? A-t-il fait, dans cette voie, un pas de plus que ses prédécesseurs pour atteindre le but poursuivi, guidé en cela par un idéal de vérité et de justice, ou, au contraire, n'a-t-il pas su discerner convenablement les règles consacrées par lui dans son œuvre, à seule fin de prévenir des abus, plus redoutés que vraisemblables, et pour parer à un mal, peut-être seulement hypothétique, sans tenir compte du milieu social dans lequel elles devaient être appliquées, milieu sans doute assez différent de celui pour lequel elles étaient primitivement édictées ? La pratique journalière est seule à même d'apprécier la valeur intrinsèque de cette loi. Toutefois, après la retouche qui lui a été apportée par la loi

du 12 janvier 1908 et à l'exclusion de quelques défauts de rédaction (ou de traduction ?), la loi du 5 janvier 1904, à un point de vue éminemment doctrinal, paraît suffisamment satisfaisante et assez bonne en soi, mais elle est toujours restée difficilement conciliable avec les intérêts de la nation et aussi avec les conditions sociales du pays dans lequel elle est appelée à fonctionner.

Née d'un esprit d'imitation, la loi de 1904, garde, jusqu'au bout, ses tendances ; aussi, reproduit-elle fidèlement, les bons côtés comme les défauts de l'original qu'elle copie. Ainsi seulement peuvent s'expliquer certains progrès qu'elle introduit, et qui dénotent chez elle une réelle supériorité sur ses devancières. En revanche, elle renferme des imperfections d'autant plus regrettables que son auteur avait à sa disposition des armes suffisantes pour en corriger au moins quelques-unes.

La loi de 1904 a, avant tout, un avantage considérable sur celles qui l'ont précédée : c'est qu'elle s'efforce de rendre le lien qui unit l'individu à l'Etat, plus stable en réduisant sensiblement les cas de déchéance de la nationalité bulgare. Elle ne permet pas qu'un Bulgare d'origine ou un naturalisé Bulgare puisse perdre sa qualité de Bulgare par une simple abdication ou renonciation de sa nationalité, comme il lui était possible de le faire sous l'empire de l'ancienne législation. C'est déjà un progrès marqué sur les dispositions antérieures, notamment sur celles de la loi de 1880, qui admettaient, sur ce point, à l'exemple de certaines législations étrangères, une solution beaucoup trop libérale. Elle supprime ensuite l'une des dispositions les plus critiquables de la loi de 1880 : la dénationalisation à titre de peine, qui avait été conservée par le législateur de 1883. L'idée est louable. On arrivait ainsi à épargner à la nation des situations anormales et équivoques comme celles que nous

avons déjà passées en revue et qui sont une véritable plaie pour toute organisation politique.

C'est sans conteste aussi dans ce but et obéissant aux mêmes préoccupations, que la loi nouvelle élargit la nationalité d'origine et favorise la naturalisation. Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur ce point.

Toutefois, la loi bulgare de 1904, inspirée des lois françaises des 26 juin 1889 et 22 juillet 1893, dont elle a calqué les dispositions, leur a emprunté, en même temps, non seulement ce qu'elles avaient de bon, mais aussi — ce que le législateur bulgare aurait dû éviter — certaines imperfections que l'on peut envisager à un double point de vue : celles qui tiennent à la forme et celles qui ont trait au fond. Examinons brièvement de quelle façon notre législateur a transporté dans son œuvre les dispositions des lois françaises.

a) La loi de 1904 reproduit, sauf de légères modifications, coupures ou additions, les lois françaises qui leur servent de modèle dans l'ordre dans lequel elles figurent dans le code civil. Or, la longueur des textes français fait très souvent l'objet de critiques de la part des auteurs (1). Limité par la place que les deux lois en question devaient, en remplacement des textes anciens, occuper dans le code civil (celle des art. 7 à 21), le législateur français s'est efforcé d'y intercaler les dispositions nouvelles sans avoir osé utiliser la place laissée libre par les articles 22 à 33 abrogés antérieurement. L'article 8 a été ainsi amplifié jusqu'au point de renfermer 9 alinéas ; l'article 9 en contient onze.

Le législateur bulgare n'a pas suivi, ici, de point en point, la loi française, malgré la reproduction fidèle qu'il a faite des dispositions du code civil français. La loi de 1904 avait toute lati-

(1) Cfr. Ch. Beudant, *op. cit.*, p. 13.

tude pour multiplier à volonté le nombre des articles et se conformer, dans une certaine mesure, à l'une des conditions essentielles que doit remplir toute bonne rédaction législative : la brièveté et le développement méthodique des dispositions. Elle scinda en deux l'article 8 et ce texte boursoufflé (tel du moins qu'il nous apparaît dans le Code civil français) donna naissance aux deux articles 5 et 9, dont le premier s'occupant de la nationalité d'origine est placé au chapitre de la nationalité acquise par la naissance, et le second prend sa place naturelle au début du chapitre suivant qui traite de la naturalisation. Quant à l'article 9 du Code civil, la loi de 1904 s'est contentée de lui retrancher certains alinéas concernant la procédure, et l'article 6 qui lui correspond, reproduisant la rédaction de 1889, négligeant la réforme de 1893, n'en comprend que trois.

Tronquer quelques-unes de ces dispositions, en intercaler d'autres, soit qu'elles fussent empruntées aux lois précédentes (par exemple, l'article 8), soit qu'elles intervinssent spontanément, afin d'élucider et de développer quelque point (articles 22, 23), c'est tout le progrès que notre législateur a réalisé de sa propre initiative. Il faut signaler, enfin, la traduction défectueuse qui a été faite par lui de quelques-uns des textes français, ce qui les rend, dans la loi bulgare, particulièrement obscurs et en altère la portée (art. 17-1° *in fine*, art. 5 *ab initio*, art. 16 *ab initio*, art. 5-1°, al. 2).

b) Nous connaissons déjà, pour y être revenu à plusieurs reprises, les circonstances qui amenèrent le législateur français à édicter les principales dispositions novatrices de la loi. Il s'efforçait de prévoir un grand nombre de cas qui se présentaient dans la pratique et de régler les difficultés auxquelles ils pouvaient donner lieu. Aussi, était-il obligé « dans l'affolement du péril », pour atteindre ce résultat, de multiplier à l'excès les hypothèses, d'imaginer même des situations pour lesquelles il indiquait les

remèdes, de procéder par des analyses délicates et subtiles qui finirent par rendre son œuvre très confuse et embrouillée. La loi bulgare, reproduction fidèle des lois françaises, n'a trouvé aucun moyen pour obvier à ces imperfections qui ont évidemment leur répercussion dans l'application de la loi. Si elle a, dans une certaine mesure, atténué ceux des défauts de ses modèles qui tiennent à la forme, elle a, par contre, aggravé ceux qui ont trait au fond.

Les hypothèses pratiques qui se présentent en Bulgarie sont, dans la plupart des cas, bien différentes de celles qui se présentent en France. Il est par suite très possible que beaucoup des dispositions de la loi se voient sans application et ne fassent que charger le texte de distinctions et sous-distinctions inutiles; d'un autre côté, par suite des conditions différentes de notre pays, il est très possible que certaines de ces dispositions paraissent imparfaites et insuffisantes, nécessitent un développement spécial inspiré largement par les exigences de la pratique et indiqué uniquement par l'expérience.

Faut-il, pour ces causes et pour d'autres, exprimer l'espoir que le législateur revienne à la première occasion sur son œuvre trop peu originale ? Une loi n'est-elle pas meilleure, lorsqu'elle est l'œuvre personnelle du législateur du pays dans lequel elle est appelée à fonctionner ? Ne vaut-il pas mieux que l'Etat, qui édicte des principes de loi, s'inspire exclusivement de sa propre situation ? Il semble bien que oui. Si rien n'empêche que telle ou telle mesure soit suggérée par des formules consacrées à l'étranger et qu'une pratique constante et prolongée a justifiées, il est cependant nécessaire que, quelle que soit l'influence étrangère qu'elle subisse, une œuvre législative ne soit dans son ensemble que le produit du génie national ; qu'elle soit non seulement empreinte des mœurs et habitudes, des aspirations et tendances nationales, mais qu'elle porte la marque des traits

particuliers et caractéristiques de la nation et qu'elle soit profondément pénétrée de l'idée de vérité et de justice. Car, la loi, formule toujours perfectible, appropriée uniquement aux nécessités sociales sans cesse renouvelées du pays, expression des tendances dominantes, doit être appréciée, avant tout, dans sa portée dérivée.

PREMIERE PARTIE

De ceux qui constituèrent le noyau de la nation au moment de la formation de l'État bulgare.

La substitution de l'Etat bulgare à l'Empire ottoman sur le territoire qui fut délimité au Congrès de Berlin, entraîna, comme conséquence nécessaire, l'attribution au jeune Etat des droits de souveraineté que la Turquie exerçait sur le territoire cédé. Cette nouvelle situation politique emporta, comme cela était naturel, un changement de nationalité chez les habitants de ce territoire. Comment le nouvel Etat aurait-il pu autrement exercer sur son territoire un droit de souveraineté efficace ? Le changement de maître sur un territoire n'implique-t-il pas, en effet, un changement dans les rapports du droit public de tous ceux qui habitent ce territoire ? S'il en était autrement, la sujétion étrangère n'imposerait-elle pas à ces derniers, l'accomplissement de devoirs incompatibles avec l'intérêt de l'Etat même, qui compromettraient sa sécurité, rendraient douteuse, flottante, incertaine, son existence, frapperait d'impuissance ses droits ? Certes, les raisons d'ordre *politique* justifient pleinement cette solution. Ce sont aussi celles qui sont le plus souvent alléguées par les auteurs (1).

Mais y a-t-il aussi des raisons d'ordre *juridique* qui viennent

(1) Cf. de Folleville, *op. cit.*, p. 190, n° 254 ; Fiore, *Diritto internazionale privato*, I, p. 391 et suiv.

à l'appui de cette pratique constante qui, par la force d'une application continue et incontestée, a fini par constituer un droit pour l'Etat appelé à en bénéficier ? Certains auteurs ne l'admettent pas (1). Pour eux, seules des considérations d'ordre politique autorisent l'élévation de cette pratique au rang d'un droit. Une pareille conception est trop étroite pour être satisfaisante.

Sans aller chercher sa raison dans les principes de l'ancien droit public où l'homme était considéré comme lié à la terre qu'il habitait et, par conséquent, soumis à toutes les variations qui pouvaient affecter la qualité de celle-ci, le changement de nationalité, comme résultat d'une substitution d'un Etat à un autre Etat sur un territoire déterminé, trouve sa justification dans les principes du droit public moderne et, par conséquent, dans un fondement juridique, dans des éléments certains et stables empruntés ailleurs qu'aux règles, souvent hésitantes et variables, d'une pratique qui peut être contestée.

L'Etat, sujet et titulaire de la souveraineté, exerce la puissance suprême (2), sur les deux éléments qui le composent : d'abord, l'élément territorial, c'est-à-dire le territoire de l'Etat ; ensuite l'élément personnel c'est-à-dire les habitants établis sur ce territoire, « les groupements humains », sur lesquels la souveraineté est exercée d'une façon identique et que l'Etat englobe dans son sein, qu'ils le veuillent ou non (3). Sa souveraineté n'est

(1) Bisocchi, *Acquisto e perdita della nazionalità*, Milano, 1907, p. 338 et suiv.

(2) Certains auteurs français, sous l'influence des doctrines allemandes, nient la souveraineté de l'Etat. Pour eux, les gouvernants n'ont pas le droit de commander parce qu'une volonté individuelle est toujours égale à une autre volonté individuelle (L. Duguit, *L'Etat, le droit objectif et la loi positive*, Paris, 1901, tome II ; *L'Etat, les gouvernants et les agents*, 1903, I, p. 424). Quoi qu'il en soit de ces doctrines, il n'en est pas moins certain que l'Etat, dans sa forme actuelle, est bien cette fiction dans laquelle s'incarne la puissance publique, c'est-à-dire la souveraineté.

(3) On ne doit pas voir ici une atteinte au principe de la liberté individuelle en matière de nationalité, principe dont nous avons déjà eu l'occasion de

complète qu'autant qu'elle s'exerce sur ces deux éléments qui rentrent, chacun pour une part égale, dans sa composition (1). Une nouvelle souveraineté recouvre-t-elle le sol, un nouvel Etat vient-il à s'établir dans certaines limites nettement déterminées, il est incontestable que, d'après les principes de droit public que nous venons de rappeler, cette souveraineté s'emparrera aussi des habitants, et le nouvel Etat fera valoir ses droits sur eux aussi bien que sur le territoire. La nouvelle souveraineté, se substituant à l'ancienne aussi bien sur le territoire que sur les habitants, acquerra sur ceux-ci les mêmes droits que l'ancienne : ils deviendront, à son égard, ce qu'ils étaient auparavant, à l'égard de l'Etat cédant, ses nationaux. Par contre le nouvel Etat ne pourra, du fait du changement de souveraineté, englober aussi ceux qui étaient des étrangers par rapport à l'Etat cédant et les considérer comme soumis à son allégeance : il ne saurait pas avoir plus de droits sur eux que son prédécesseur. Si la sujétion n'est plus, aujourd'hui, considérée, ainsi qu'elle l'était à l'époque féodale, comme une

faire ressortir l'importance. Il s'agit ici de la manifestation, de la part de l'individu, d'une volonté compromettant ouvertement l'unité nationale dont la puissance suprême se montre jalouse. L'Etat est, dans ce cas, libre de prendre ses mesures. Telle la disposition de l'art. 21 de notre loi de 1904 qui défend « à tout Bulgare, qui est établi en Bulgarie, d'acquérir une nationalité étrangère sans l'autorisation du gouvernement », tel aussi ce principe de droit public qui interdit qu'un groupe de nationaux formant une division territoriale puisse se détacher de la mère patrie et se séparer pour constituer un Etat à part.

(1) Aujourd'hui, on ne se représente guère un Etat sans territoire. Sans doute, l'imagination peut concevoir un Etat dénué de territoire et réduit à sa seule souveraineté personnelle, « seule importante, la souveraineté territoriale n'en étant que la dépendance ». Certains auteurs en admettent la possibilité. (Cf. Weiss, *Manuel*, p. 364. — Voir en sens contraire, Duguit, *Droit constitutionnel*, Paris, 1907, I, p. 95). Ainsi les tribus sauvages de l'Amérique, qui n'ont pas à vrai dire de territoire, mais possèdent une organisation suffisante pour leur garantir une existence autonome, sont souvent citées comme exemple de ce genre. Nous laissons cependant de côté ce cas et nous n'envisageons que l'Etat moderne et civilisé.

conséquence nécessaire et infaillible de la condition du sol, et si, par suite, la modification territoriale n'entraîne, de par elle-même, aucun changement dans la condition de ceux qui habitent le territoire, il n'est pas moins certain que le nouvel Etat ne s'emparera pas indistinctement de tous ceux qui résident ou sont établis sur son sol, que sa loi ne frappera pas ceux qu'il serait injuste d'atteindre en raison de ce qu'ils relèvent d'autres souverainetés auxquelles le nouvel Etat, pour sa formation, n'a pas eu à toucher. Où chercher l'explication de ce respect des ressortissants étrangers ?

Les considérations d'ordre pratique sont impuissantes à nous la fournir. Bien plus, logiquement elles devraient nous conduire à des conclusions tout à fait opposées ; l'intérêt est le guide de nos actions ; or l'intérêt de l'Etat qui vient de se former est de s'attribuer le plus grand nombre de citoyens.

Lui reconnaître un tel pouvoir serait substituer l'arbitraire au droit. Mais ce droit existe : c'est le droit public dont les principes régissent aussi bien la souveraineté intérieure, c'est-à-dire l'autorité supérieure de l'Etat considéré dans ses rapports avec les membres de la nation, que la souveraineté extérieure, c'est-à-dire le droit de la puissance suprême de l'Etat de régler les rapports de la nation avec les autres nations, avec les souverainetés étrangères, dont *tout Etat doit respecter les droits*, car toutes les souverainetés sont égales entre elles.

Tout changement de souveraineté sur le territoire doit donc entraîner un changement correspondant dans la nationalité de la population. Quels sont les caractères de cette naturalisation forcée ?

Tout d'abord nous dirons que le changement de nationalité ne doit s'opérer qu'après l'*établissement définitif* de la nouvelle sou-

veraineté sur le territoire, c'est-à-dire que le jour fixé par le traité, si le démembrement de territoire a lieu par voie de convention internationale, ou que le jour de l'occupation définitive, si la formation du nouvel Etat a lieu par voie de conquête. Dans les deux cas, la naturalisation s'opère de plein droit (1). — Elle est ensuite *forcée*, car même ceux qui ne l'ont pas sollicitée sont obligés de la subir. En effet, étant collective, elle atteint tout le monde sans s'attacher à la personne de celui qu'elle saisit, individuellement et *intuitu personæ*. — Enfin, elle revêt un caractère de *réalité* (2). La loi du nouvel Etat frappe tous ceux qui, à un titre déterminé, se rattachent au sol dont la souveraineté a été modifiée. Quel est ce titre ? La question, vue du côté spéculatif, prête à la controverse. Comment fut-elle résolue par la législation bulgare ? C'est ce que nous nous proposons d'examiner dans un chapitre premier. — Dans le chapitre suivant nous rechercherons si les lois bulgares n'ont pas créé des modes privilégiés d'acquisition de notre nationalité au moment de la formation de l'Etat bulgare.

(1) Fiore, *op. cit.* (*Dr. int. priv.*), p. 391.

(2) De Folleville, *op. cit.*, p. 191, n° 256.

CHAPITRE PREMIER

Acquisition de la nationalité bulgare par l'effet même de la création du nouvel Etat bulgare.

Quelles étaient, au moment de la constitution de l'Etat bulgare, les personnes qui devaient être considérées comme citoyens du nouvel Etat et devaient, par conséquent, être atteintes par le changement de nationalité ? En laissant de côté toute une catégorie d'habitants, et notamment ceux qui ne sont pas soumis à l'allégeance du pays démembré, par rapport auxquels le changement de souveraineté est une *res inter alios acta*, et dont la cession n'affecte nullement la nationalité, il reste les sujets de l'Etat cédant qui, seuls, ont régulièrement à subir les conséquences de l'établissement sur le territoire d'une nouvelle souveraineté. Sur quelles bases ? Quatre systèmes ont été proposés (1), dont chacun a sa valeur intrinsèque, mais qui tous, ce-

(1) Une cinquième opinion a été émise par M. Cauwès dans une note sous arrêt de la Cour d'appel de Paris du 24 janvier 1874 (Sirey, 1875, II, 225) et soutenue par M. Cogordan (*op. cit.*, p. 323). D'après ces auteurs, le système du domicile et celui de l'origine seraient simultanément applicables, mais pour des cas différents et notamment : celui du *domicile*, lorsque le territoire détaché appartient à un pays unitaire dont l'« unité politique est constituée » ; celui de l'origine « toutes les fois que le territoire cédé est détaché d'un Etat fractionné en un certain nombre de provinces » dont chacune a son gouvernement local. Cette manière de voir a été rejetée par M. Herbauts. (*De la qualité de Français acquise ou perdue par suite d'une annexion de territoire ou de son démembrement*, p. 171 et suiv.) et par M. de Folleville (*op. cit.*, p. 209, note 1). Ces deux auteurs croient que ce système ne constitue point une théorie acceptable, le démembrement du « pays fractionné » ne différant en rien de celui du pays unitaire lorsqu'il n'entraîne qu'un détachement partiel d'un territoire d'une province autonome, dans lequel cas l'application du système de l'origine est condamnée par la théorie même de M. Cauwès. —

pendant, reposent, soit sur le *domicile*, soit sur l'*origine* et supposent qu'un lien réel rattache au sol cédé les personnes dont le statut sera atteint par la cession.

Dans une première opinion on s'attache exclusivement au *domicile*. Il est tout naturel, dit-on, de ne considérer comme sujets de l'Etat annexant que ceux des sujets de l'Etat démembré qui sont établis sur le territoire cédé, car, d'une part, ils peuvent, eux-mêmes trouver leur profit à suivre le sort du pays dans lequel ils ont engagé leurs intérêts, et, d'autre part, cette solution est à l'avantage de l'Etat même qui s'est incorporé un territoire dont les *habitants* ne sont pas des étrangers. Par contre ce système a l'inconvénient d'atteindre souvent des personnes qui ne résident que momentanément dans le pays annexé, la distinction entre le domicile et la résidence étant, dans bien des cas, des plus délicates.

Un second système a été proposé qui s'attache exclusivement à l'*origine*. Il permet de connaître d'une façon exacte les personnes dont la nationalité sera changée par l'annexion. Mais ne risque-t-on pas alors de déclarer nationaux des individus qui ont quitté définitivement le territoire sur lequel ils ont vu le jour, — peut-être par pur hasard, — et qui n'ont conservé aucun lien avec leur pays d'origine ?

Un troisième système confère la nationalité de l'Etat annexant, à tous ceux qui seraient originaires *ou* qui seraient simplement domiciliés sur le sol cédé.

Enfin un quatrième système tient compte cumulativement du domicile et de l'origine, et exige, pour le changement de nationalité, qu'on soit né *et* domicilié dans la portion du territoire annexé.

Il est toutefois à remarquer que M. Cogordan, qui admet ce système, suppose toujours que, « lorsqu'il s'agit d'un Etat fédératif, la province autonome est détachée entièrement et indivisiblement de cet Etat ».

Quatre systèmes s'offrent donc pour la solution du problème. Lequel a paru préférable à notre législateur ? A ne considérer que la disposition de l'article 54 de la Constitution qui essaie, comme nous l'avons déjà vu ailleurs, d'opérer une sélection entre les individus qui doivent acquérir notre nationalité et ceux qui restent sujets ottomans, il semblerait que son choix se soit porté de préférence sur le système de l'*origine*. En effet, d'après cet article de notre loi fondamentale, sont considérés comme sujets bulgares tous ceux qui sont *nés* en Bulgarie (1). — Le législateur de 1880 suit fidèlement le système adopté par la Constitution, et dans son article 1^{er} du chapitre intitulé : *Dispositions préliminaires et temporaires*, il reproduit textuellement l'article 54 *ab initio*, et considère comme Bulgares tous ceux qui sont nés sur le territoire de la Bulgarie et qui « n'ont pas changé de nationalité. » — Il faut arriver jusqu'à la loi de 1883 pour voir consacrer un système différent de celui qu'a inauguré, en Bulgarie, la Constitution. L'article 2 de cette loi dispose que : « Sont considérés comme sujets bulgares tous les sujets turcs qui, au moment de la déclaration de la guerre de libération ont eu leur *domicile* ou sont *nés* dans les limites de la Principauté bulgare. » Faite dans des conditions qui ne lui imposaient aucun respect pour la loi fondamentale qui avait été suspendue lors de sa confection, la loi de 1883 s'écarte de la disposition de l'article 54, sur les deux points suivants : 1° elle exige, désormais, pour qu'un individu soit considéré comme sujet bulgare, qu'il ait été avant la libération sujet turc ; 2° elle considère comme sujets bulgares, seuls, les sujets turcs qui au moment de la déclaration de la guerre de libération étaient domiciliés sur la portion du territoire cédé par la Turquie ou qui y

(1) Art. 54. — « Sont considérés comme sujets bulgares tous ceux qui sont nés en Bulgarie et qui n'ont pas changé de nationalité, aussi bien que ceux qui sont nés à l'étranger de parents sujets bulgares. »

sont nés (1). — Un revirement brusque s'accuse donc dans la loi. Le système de l'application exclusive de l'origine est abandonné; celui du domicile et celui de l'origine trouvent bon accueil auprès du législateur bulgare. Désormais, on devra s'attacher alternativement à la naissance dans le pays et au domicile pour établir la nationalité (2).

Mais que dire de la principale objection qui a été adressée au système de l'origine, à savoir qu'il est inique pour un Etat de se rattacher un individu, né dans le pays, mais qui l'a quitté depuis longtemps d'une façon définitive et s'est établi en pays étranger ? Cette question se posa en Bulgarie et ne tarda pas à soulever des difficultés. Le sieur K... domicilié à Vienne (Autriche) depuis le 17 mai 1867, possesseur d'un passeport délivré par le consulat général ottoman de cette ville, est né en Bulgarie. La Cour de Philippopoli (3) le considère comme sujet étranger, car « bien que né à Philippopoli, il n'est pas né *dans les limites de la Principauté bulgare* ; il n'a pas eu, non plus, son domicile en Bulgarie, lors de la guerre de libération ». Il n'est donc pas sujet bulgare puisque la disposition de l'article 2 exige qu'il soit « né dans les limites de la *Principauté bulgare* ».

(1) La loi de 1883 élargissant ainsi son domaine d'application est évidemment soucieuse d'attribuer la nationalité au plus grand nombre possible d'individus, car elle dispose, en outre, dans son article 3, que : « Tout individu qui habite en Bulgarie est considéré comme sujet bulgare jusqu'à preuve du contraire. » Elle a pour but de saisir ainsi tous ceux qui, établis en Bulgarie, ne pourraient justifier appartenir à une nationalité quelconque. — Voir un arrêt de la Cour d'appel de Roustchouk, du 5 février 1900, qui considère comme bulgare le sieur K..., qui est sans nationalité, mais qui est établi en Bulgarie. Confirmé par arrêt de la Cour de Cassation du 23 juin 1900.

(2) Ce qui caractérise cette innovation, c'est que la législateur ne procède pas d'un esprit hostile au système de l'origine ; il n'est soucieux que d'introduire un nouvel élément qui doit, sans doute, corriger les défauts du système de la naissance. D'après le système de 1883, doit encore être considéré comme sujet bulgare l'individu qui, né dans un autre pays, aura été domicilié en Bulgarie lors de la guerre de libération.

(3) Arrêt du 19 septembre 1903.

Que penser de cette interprétation ? A notre avis elle n'est pas acceptable. Pour que la jurisprudence de la Cour de Philippopoli fût admissible, la disposition de l'article 2 devrait trouver sa place légitime au chapitre II de la loi qui s'occupe de la nationalité d'origine ; en d'autres termes, cette disposition devrait consacrer en Bulgarie, du *jus soli*, en matière de nationalité d'origine, le système qui est ouvertement contraire aux tendances et à l'esprit de la législation bulgare et plus particulièrement à la loi de 1883. La disposition de l'article 2 n'a pas une portée aussi générale, et c'est ce qu'a très bien compris la cour de cassation en cassant l'arrêt en question (1).

La cour suprême maintient donc le système de l'origine à côté du système du domicile pour déterminer quelles sont les personnes atteintes par la naturalisation collective, consécutive à la formation de l'Etat bulgare. A l'appui de son arrêt, elle invoque les considérations suivantes : « S'il résulte de la manière de voir de la Cour d'appel que le sieur K..., ayant quitté Philippopoli avant que cette ville ait fait partie de la Principauté bulgare, a conservé sa nationalité ottomane puisqu'il n'a plus son domicile en Bulgarie, cette manière de voir est juridiquement incorrecte, car c'est une règle généralement admise en droit international public, que, toutes les fois qu'une localité est annexée à un Etat, tous les habitants *nés* sur le territoire annexé acquièrent *ipso jure* la nationalité de l'Etat annexant. » Il est évident que la Cour suprême, tout en ayant avec raison annulé l'arrêt de la Cour de Philippopoli a le tort de généraliser beaucoup trop dans ses considérants en élevant le système de l'origine au rang d'une règle généralement adoptée en droit international public. Tout au contraire, il semble que l'application exclusive du système de l'origine est celle qui rencontre le moins de partisans, et

(1) Cass. Arrêt du 31 janvier 1904.

St, Stanimiroff,

qu'elle est généralement condamnée à raison de ses graves inconvénients.

L'adjonction du domicile et l'adoption du système qui admet l'application cumulative de l'origine et du domicile apportent-elles un remède à la situation ? Nullement. Aux défauts du système de l'origine viennent s'adjoindre ceux du domicile.

Pour des raisons que le législateur ne nous explique pas, la loi de 1904 maintient, dans son article 2, le même système : « Sont considérés comme sujets bulgares, tous les individus qui, à la création de la Principauté, avaient leur domicile ou étaient nés dans les limites de son territoire. » Il est, avant tout, un point certain : la disposition de l'article 2, loi 1904, introduit une innovation en ce qu'elle n'exige plus comme la loi de 1883, que les individus que doit embrasser la naturalisation collective aient été, avant la création de l'Etat bulgare, des sujets ottomans. Il suffit, pour qu'un individu soit considéré comme Bulgare en vertu de ce texte, qu'il soit né ou ait été simplement domicilié sur le territoire détaché de l'Empire ottoman au moment de la création de la Principauté. Comment comprendre le domicile ? Sans doute, une simple résidence momentanée ne suffit pas. Il faut avoir été établi sur le territoire et y avoir résidé pendant un laps de temps plus ou moins prolongé.

La disposition de l'article 1 de la loi de 1880 qui a été reproduite et complétée, comme nous venons de le voir, par les lois suivantes, ne devait pas tarder à soulever des difficultés dans le domaine des relations internationales et à provoquer des conflits avec les pays voisins. Il n'était pas rare que des individus nés en Bulgarie, alors que ce pays était sous la sujétion ottomane, et établis sur le territoire d'un Etat voisin avant que la Bulgarie ne fût créée, se déclarassent sujets turcs et se prévalussent de la protection des agents diplomatiques et consulaires de la Turquie dans le pays où ils étaient établis. Ils évitaient,

de cette sorte, l'accomplissement du service militaire en Bulgarie, tout en se soustrayant à cette charge dans le pays de leur établissement (1). C'était, sous une forme spéciale, tolérer l'*heimathlosal*. Devait-on admettre un pareil état de choses qui, bien que temporaire, pouvait, par la suite, (la crainte était justifiée), devenir la cause de fréquentes difficultés entre la Bulgarie et l'Empire ottoman (2)? Il est incontestable que, quelle que fût l'époque de sa naissance dans les limites de l'Etat bulgare, tout individu devait, d'après la loi bulgare, être considéré comme Bulgare. Or, il arrivait que souvent l'individu né en Bulgarie, mais domicilié dans un Etat voisin — le plus souvent en Roumanie — refusait de répondre à l'appel sous les drapeaux en Bulgarie, en même temps qu'il se prévalait de sa nationalité turque pour se soustraire au service militaire à l'étranger. Il était d'ailleurs, dans la plupart des cas, pourvu d'un passeport ture que les autorités diplomatiques et consulaires de la Turquie à l'étranger lui délivraient avec une facilité excessive. — Les difficultés devenaient vraiment inextricables lorsque l'individu était né dans la Bulgarie du Sud, les autorités ottomanes s'obstinant à tort, malgré l'acte de Tophané du 5 avril 1886, à considérer les natifs de ce pays comme sujets tures et les assimilant aux originaires de l'Empire ottoman.

(1) Il y eut des tentatives de la part de la Bulgarie de conclure avec la Roumanie une entente pour régler l'extradition des individus en question. Bien qu'aucun arrangement ne pût intervenir à ce sujet entre les deux Etats, la Roumanie craignant que les autres Etats étrangers ne réclamassent la conclusion d'arrangements semblables qui leur auraient servi d'arme contre ceux de leurs émigrants réfugiés en Roumanie, on convint cependant que les individus de cette catégorie, sujets bulgares et pour la plupart possesseurs de passeports tures, serviraient dans l'armée roumaine.

(2) Pour éviter les conflits de cette nature avec la Turquie, la Grèce conclut, le 1/13 janvier 1837, avec la Porte, un arrangement qui devait régler une situation identique, résultant de la formation du Royaume hellénique. Cet arrangement avait produit des effets qui ont cessé à l'expiration des délais consentis par les deux partis. Il avait pour objet principal de régler la naturalisation hellénique de tous les Grecs qui auraient émigré des autres parties de l'Empire ottoman sur le territoire du royaume récemment créé.

Quoique cet état de choses ait cessé, la situation politique étant aujourd'hui toute différente, il était intéressant, au point de vue de la question qui nous occupe, de rappeler brièvement les difficultés que le système de l'origine avait suscitées.

CHAPITRE II

Naturalisation par le bienfait de la loi.

Des dispositions législatives spéciales sont venues en 1880 favoriser certaines catégories d'étrangers qui, aux yeux du législateur, méritaient un traitement exceptionnel. Celui-ci a ainsi facilité l'acquisition de la nationalité bulgare à un grand nombre d'étrangers qui avaient, soit par des services rendus, soit par des actes où ils avaient fait preuve d'un courage, d'une vaillance et d'un dévouement remarquables, contribué à la formation de l'Etat bulgare, et aidé à son érection en unité politique distincte et indépendante.

La loi du 17 décembre 1880, dans ses articles 3 et 4, prévoit deux cas de naturalisation abrégée en faveur de ces étrangers. Ces deux hypothèses dont la première, du reste, seule, constitue à proprement parler une naturalisation par le bienfait de la loi, ne peuvent plus aujourd'hui être appliquées. Elles ne sont pas, en effet, reproduites par la loi de 1904 (la loi de 1883 les passait également sous silence), et ne présentent pour nous qu'un intérêt historique.

I. *Cas de l'article 3.* — L'article 3 de la loi de 1880 est ainsi conçu : « Tous ceux qui, en raison de la guerre de libération, ont quitté la Turquie et se sont fixés sur le territoire de la Principauté bulgare avant la promulgation de la présente loi, sont considérés comme sujets bulgares sans aucune autre condition, s'ils sont à même, dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, de prouver par un certificat qu'ils sont reçus comme membres dans une des communes de la Principauté. »

La disposition de l'article 3 accorde donc un privilège spécial à *tout sujet étranger* qui, ayant quitté le territoire de l'Empire ottoman, viendrait s'établir, par préférence, en Bulgarie, se ferait inscrire sur les registres d'une commune bulgare et prouverait de la sorte son intention de rester attaché à ce pays. N'a-t-il pas, en effet, manifesté son désir de partager le sort des Bulgares en venant s'établir parmi eux à une époque où son témoignage de sympathie ne pouvait les laisser indifférents ? Cette transplantation doit seulement, pour marquer d'une façon bien nette les préférences et les tendances de l'étranger, avoir eu lieu dès les premiers jours de l'existence de l'Etat bulgare. Aussi le législateur de 1880 veut-il que l'établissement en Bulgarie ait eu lieu avant la promulgation de la loi. On exige, enfin, de cet étranger une autre condition pour devenir Bulgare. C'est de prouver, dans le délai d'un an à compter de la promulgation de la loi, par un certificat, son inscription sur les registres d'une commune bulgare. — Ces conditions une fois remplies, l'étranger devient Bulgare *ipso facto* du jour de son établissement sur le territoire de la Principauté. Cette qualité ne peut lui être refusée même en cas d'indignité flagrante.

La disposition de l'article 3, si juste et si équitable qu'elle paraisse au premier abord, présente toutefois certains inconvénients. Elle est, tout d'abord, de nature à créer à la Bulgarie de graves difficultés avec les Etats étrangers. Elle peut ensuite

engendrer des cas de double nationalité et tous les inconvénients que cette situation comporte. Elle nous paraît également imparfaite au point de vue de sa rédaction, n'indiquant pas quelles sont les autorités compétentes pour recevoir la déclaration de changement de nationalité et le certificat dont il est question dans notre texte.

II. *Cas de l'article 4.* — La disposition de l'article 4 ne prévoit pas une naturalisation par le bienfait de la loi proprement dite. En effet, tandis que, dans le sens technique du mot, nous entendons sous cette dénomination le changement de nationalité qui s'opère de plein droit sans avoir besoin d'être *demandée* par l'impétrant, ni *accordée* par l'autorité, l'acquisition de la nationalité bulgare que prévoit ce texte ne peut avoir lieu que lorsqu'elle est prononcée par un décret du Prince sur la proposition du Conseil des Ministres. Toutefois, l'acquisition de la nationalité bulgare par application de ce texte ne peut être assimilée à la naturalisation ordinaire. Elle en diffère aussi bien au point de vue des formes dans lesquelles elle est accordée, qu'au point de vue des conditions qui sont requises pour sa réalisation. L'article 4 dispose, en effet, ainsi : « Tout sujet étranger qui a coopéré à l'action de la libération soit dans une fonction militaire, soit dans une fonction civile (protocole n° 15 des séances de l'Assemblée Constituante) est considéré comme sujet bulgare si, dans le délai de trois ans à partir du jour de la promulgation de la Constitution bulgare, il a obtenu cette qualité par un décret du Prince rendu sur la proposition du Conseil des Ministres. »

L'Assemblée Constituante en s'occupant des questions de nationalité avait émis dans sa séance du 24 mars 1879 le vœu que l'on avantageât, au point de vue de l'acquisition de notre nationalité, tout sujet étranger qui avait été utile à la Bulgarie dans

la période critique de sa libération. Comment pouvait-on mieux exprimer sa reconnaissance à un individu, qui, ayant combattu pour la liberté d'un pays qui n'était pas le sien, ou aidé à son organisation ou à son administration, avait donné une preuve manifeste de l'intérêt qu'il portait à la Bulgarie, de la sympathie et de l'attachement qu'il avait pour elle en risquant, pour sa liberté, jusqu'à sa vie ? C'était par l'attribution de notre nationalité, dans des conditions exceptionnellement favorables, que le législateur bulgare avait traduit sa reconnaissance envers lui et l'avait récompensé de son dévouement.

Par une faveur spéciale cet étranger pouvait donc devenir Bulgare à des conditions abrégées. Quelles étaient ces conditions ? Pour bénéficier du traitement de faveur que le législateur accordait aux étrangers de cette catégorie, il fallait :

1° Que le sujet étranger eût pris une part quelconque dans la campagne de 1877-78 contre les Turcs, soit en coopérant personnellement à l'action militaire, soit en remplissant des fonctions dans un service civil.

2° Que la demande fût formée dans les trois années qui suivraient la promulgation de la Constitution bulgare.

Aucune autre condition n'était requise, mais comme l'attribution de la nationalité bulgare était abandonnée au Gouvernement, il est indiscutable que celui-ci avait en cette matière pleine liberté d'appréciation, et le pouvoir de décider souverainement.

DEUXIEME PARTIE

**Des Bulgares de plein droit,
c'est-à-dire de ceux auxquels la loi bulgare attribue cette qualité
sans qu'ils aient à en faire la demande.**

CHAPITRE PREMIER

La nationalité d'origine.

La naissance d'un enfant est le point de départ de nombreux rapports juridiques dont il va être désormais le sujet. Des droits lui sont conférés, quelle est leur étendue ? Des devoirs lui sont imposés, quel est leur caractère ? Une loi les déterminera. Quelle est cette loi ? Né en Bulgarie de parents sujets bulgares, aucune difficulté ne s'élève. De même, envisagée à un point de vue abstrait et purement philosophique la question paraît échapper à toute controverse, tant la solution semble facile. Mais tout se complique et s'embrouille lorsque l'élément concret apparaît. Né en Bulgarie de parents sujets étrangers, l'enfant est-il Bulgare ? est-il étranger ? Et si des circonstances particulières, telles que la diversité de la nationalité chez ses auteurs, viennent se joindre à sa naissance, à quel critérium s'attacher pour lui attribuer la nationalité bulgare ou étrangère ? Né à l'étranger de pa-

rents sujets bulgares, suit-il la condition de ses auteurs, ou bien se voit-il, au contraire, soumis à l'allégeance de la souveraineté territoriale ? Les deux formules qui se le disputent se trouvent facilement aux prises. Dans la société bulgare moderne, la lutte entre elles, est inégale. Tandis que l'une se voit puissamment appuyée par les traditions historiques, sollicitée par le droit et les mœurs, l'autre n'est tolérée que par exception, grâce à l'intercession autoritaire des nécessités pratiques et de l'influence législative étrangère. L'une et l'autre des deux formules ont, en Bulgarie, leur part dans la solution du problème.

SECTION I. — La filiation.

En règle générale, la filiation confère seule en Bulgarie la nationalité d'origine. Le principe opposé, le sol, ne peut guère être toléré que dans des circonstances aussi exceptionnelles que passagères dans lesquelles il ne saurait puiser la force qui lui fait défaut pour s'imposer comme formule de droit avec la même énergie que le sang. La filiation, dans le droit bulgare revêt un caractère autoritaire et exclusif, nous semble-t-il, et si elle souffre quelques restrictions, dans certains cas, par suite de l'application du *jus soli* à l'égard de quelques catégories d'individus nés en Bulgarie, ce n'est — et c'est là le fondement rationnel du *jus soli* — que par déférence (1) pour les aspirations et les sentiments que l'homme peut nourrir pour le pays où il est né.

L'idée maîtresse est donc, sans conteste, que tout individu né d'un Bulgare est Bulgare (art. 5-1°), et les exceptions que la loi apporte à cette règle, absolue et générale, ne font que la confirmer. Mais que décider dans le cas où, par suite de complications, très fréquentes aujourd'hui, résultant de situations juridiques

(1) Cfr. Surville : *De la personnalité des lois envisagée comme principe fondamental du droit international privé*, dans le *J. Clunet*, 1889, p. 528.

très variées, la formule du sang s'obscurcirait et ses effets se verraient du même coup amoindris? Saura-t-elle triompher, dans tous les cas, des difficultés pour conserver la position que la loi lui confère? C'est ce que nous nous efforcerons de rechercher en passant en revue, après avoir déterminé le fondement du principe et le critérium applicable dans les cas douteux, la plupart des difficultés qui se présentent dans les faits.

§ I. *A quel titre la filiation confère-t-elle à l'enfant la nationalité de ses parents?* « Est censé (1) sujet bulgare, dispose l'article 5-1°, tout individu né en Bulgarie ou à l'étranger d'un Bulgare ». A quel titre? La nationalité bulgare que l'enfant emprunte à ses parents résulte-t-elle du fait de la transmission du même sang dans les veines? ou est-elle la conséquence inéluctable de quelque fait moral, de quelque influence spiritualiste et plus élevée que l'influence grossière du sang? Poser ainsi la question, c'est l'enfermer dans un cadre où deux principes hostiles l'un à l'autre, et dont le conflit n'a pas seulement une portée dogmatique restreinte, auront à se disputer le terrain, celui de la race, et celui de la puissance paternelle. L'un et l'autre ont leurs défenseurs convaincus.

Le principe de la race fut le premier qui s'imposa aux jurisconsultes : M. Laurent le développe en 1878 (2) et depuis, il a été accepté par la plupart des auteurs. Le second, celui de la puissance paternelle, a aussi des défenseurs convaincus (3) : il a

(1) « Est censé » pourquoi, cette présomption? N'est-il pas plus exact de dire : « Est sujet bulgare »? Nous craignons que quelque esprit imaginaire pour obéir à certaines exigences linguistiques, n'ait voulu donner plus d'ampleur à la phrase bulgare en ménageant l'harmonie au détriment de l'exactitude.

(2) Laurent, *op. cit.*, I, p. 428 et suiv., n° 326. Même auteur, *Droit civil international*, Bruxelles, 1880, III, p. 182.

(3) Cf. le droit espagnol et l'opinion que M. Bustamante soutient en 1896 à la session de l'Institut de droit international tenue à Venise (*Annuaire*, vol. XV, p. 243).

trouvé un partisan autorisé en la personne de l'éminent professeur, M. G. de Lapradelle, qui, l'a puissamment défendu dans son précieux ouvrage sur la nationalité d'origine (1).

Il est indéniable que la législation bulgare est loin de s'inspirer du premier de ces deux principes, et de lui faire produire tous les effets qu'il comporte et qui lui sont inhérents. Que l'enfant soit légitime ou naturel, qu'il soit légitimé ou adoptif, il est une règle fixe et indiscutable en droit bulgare, à savoir : que cet enfant a sa nationalité d'origine strictement déterminée par la loi, qu'il n'a pas « à choisir entre deux patries », qu'il n'a pas non plus le droit de « réclamer la nationalité de sa mère en vertu de son origine » (2) dans le cas où ses parents auraient chacun une nationalité différente. C'est à la *puissance paternelle* (3) que

(1) *Op. cit.*, p. 106 et suiv. et 198 et suiv.

(2) Laurent, *Droit civil*, I, p. 430.

(3) Demante (*Cours analytique du code français*, Paris, 1873, I, p. 64, et Mourlon (*Répétitions écrites sur le troisième examen du code Napoléon*) Paris, 1866), avaient déjà posé la règle que l'enfant suit nécessairement la condition du père qui, en sa qualité de dépositaire de la puissance paternelle et de chef de la famille, donne sa nationalité à son enfant. C'est, en effet, d'après ces auteurs, la volonté du père qui l'emporte sur celle de la mère et c'est son nom que l'enfant porte. (En dehors de ces deux auteurs, la transmission de la nationalité à raison du *nom* est admise par des autorités considérables. V. notamment Cogordan, *op. cit.*, p. 36 ; Weiss, *op. cit.*, p. 55 ; Ch. Beudant, *op. cit.*, I, p. 24.). M. Laurent, plus tard, rejette, cependant, d'une façon catégorique ce principe : « La puissance paternelle, dit-il (*op. cit.*, I, p. 431), n'a rien de commun avec la nationalité de l'enfant. Il s'agit d'un droit de l'enfant et non d'un droit du père ». Cet argument a une certaine force, mais il nous semble que son auteur, influencé par les théories de ses contemporains, perd de vue que, si l'enfant suit la condition de son père, ce n'est point par simple respect pour l'autorité dont celui-ci est investi dans le mariage, ni parce qu'il lui emprunte son nom. M. Laurent trouve, comme nous le verrons tout à l'heure, des arguments puissants pour combattre l'opinion de Demante et pose en principe « que la nationalité se transmet avec la race » (*Droit civil international*, III, p. 182).— Cette conception de M. Laurent, sur le rôle et la portée de la puissance paternelle en ce qui concerne l'attribution de la nationalité d'origine est aujourd'hui réfutée. (V. Dalloz, suppl., *Puissance paternelle*, n° 131 et G de Lapradelle, *op. cit.*, p. 200). La considération que l'enfant suit la condition du père en raison du nom s'en trouve-t-elle, par cela seule, consolidée ? Nous ne le croyons pas. L'argument nous est d'ailleurs fourni par M. Laurent même. Cet auteur

le législateur bulgare s'attache pour permettre à la filiation d'attribuer à l'enfant sa nationalité de naissance, car c'est celui qui est investi de l'autorité paternelle, qui est présumé diriger l'éducation de l'enfant, présider à la formation de son intelligence, de ses tendances et aspirations. C'est le père qui, seul investi en Bulgarie de la puissance paternelle dans le mariage, occupant la place la plus élevée dans l'organisation familiale (1) doit, en règle générale, imprimer à l'enfant sa nationalité.

Le principe de la puissance paternelle peut donc être un guide sûr pour la détermination de la nationalité d'origine de l'enfant. Bien plus, croyons-nous, c'est ce principe qui fonde aujourd'hui en Bulgarie le système de la filiation. C'est en lui qu'est l'âme du *jus sanguinis*, c'est de lui que se dégageront les solutions des

(Droit civil, IV, n° 348), ne reconnaît pas au père naturel, en ce qui concerne l'attribution de la nationalité, la même prépondérance qu'au père légitime. Le père naturel, même après la reconnaissance, n'attribue pas à son enfant sa nationalité, tout en lui donnant son nom. Peut-on, dans ces conditions, admettre que l'enfant suit la *nationalité du nom* ? Evidemment non. — La disposition de l'art. 8-1°, al. 2, c. civ. actuel confirme, dans une certaine mesure, cette opinion. La reconnaissance du père, survenue après la reconnaissance de la mère, ne change pas la nationalité de l'enfant qui lui a déjà été conférée par la mère. Il n'en saurait cependant être ainsi du nom, qui, comme marque du rapport de filiation, va être désormais celui du père. L'enfant suivra donc la nationalité de celui des parents dont il ne portera point le nom. — Dans le système de la puissance paternelle, c'est moins le fait de l'exercice de l'autorité paternelle, qu'il importe de considérer que les suites qu'elle est présumée engendrer. En effet, c'est le dépositaire seul de la puissance paternelle — quel qu'il soit et non seulement le père — qui est « maître d'élever l'enfant suivant ses principes, de faire triompher chez lui, sans résistance, les idées qui l'animent » (G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 106). Or, suivant la disposition de l'art. 8-1°, al. 2, singulière et contraire aux principes généraux, il est vrai, mais qui consacre cependant le système que nous admettons, la mère n'a-t-elle pas, pour un temps plus ou moins long, mais suffisant pour qu'elle puisse exercer son influence, été investie de la puissance paternelle. N'est-ce point elle qui souverainement a présidé à l'éducation de son enfant ? Il importe peu que survienne ensuite la reconnaissance du père. Le législateur a jugé qu'il s'est pendant plusieurs années beaucoup trop désintéressé de son enfant pour que sa reconnaissance tardive puisse influencer sa nationalité.

(1) Bluntschli, *op. cit.*, p. 222, art. 365, la note.

difficultés résultant des situations juridiques très variées qui se présentent dans les faits.

Aussi, toutes les fois que la puissance paternelle se trouve dans l'impossibilité d'agir, ce n'est pas la filiation qui attribue à l'enfant sa nationalité ; le *jus sanguinis* voit son rôle défaillir et cède vite la place à son rival. Ainsi, c'est le sol qui confère la nationalité bulgare lorsqu'il s'agit d'enfants trouvés, sans père ni mère connus, ou dont la nationalité est incertaine (art. 5-2°) ; ce n'est point la filiation non plus qui confère la nationalité d'origine aux enfants naturels dont la reconnaissance n'interviendra qu'après leur majorité seulement (art. 5-1°, al. 2) (1).

Faut-il, cependant, exclure complètement l'influence de la race du domaine de la nationalité ? L'enfant n'a-t-il pas le droit de réclamer la nationalité que lui donnent son origine, la race dont il est issu, le sang qui coule dans ses veines (2). — Telle ne semble pas la pensée du législateur qui confère à tout individu issu de sang bulgare (articles 7 et 8, L. 1904) un privilège spécial pour acquérir la nationalité bulgare. Mais si l'influence de la race apparaît dans la législation en matière de nationalité, presque jamais elle n'attribuera la nationalité d'origine (3). Tout ce qu'elle peut faire, c'est de conférer un titre à la naturalisation en même

(1) Toutefois, et c'est pour souligner la portée que lui attribue notre législateur en matière de nationalité d'origine que nous insistons, ici, sur ce point, — c'est encore à l'éducation présumée de l'enfant qu'on s'attache pour attribuer au sol une influence sur la nationalité de naissance. La souveraineté de la terre n'est plus à la base du *jus soli* tel qu'il est consacré par notre législation. Respectueux de l'action absorbante du milieu, il ne saisit aujourd'hui l'individu que lorsqu'il est sûr de son attachement pour le pays dont il va désormais partager le sort.

(2) Laurent, *Droit civil*, I, p. 430.

(3) Telle serait l'hypothèse d'un enfant issu d'un individu d'origine bulgare et autrefois étranger, mais sans nationalité actuelle connue, et né sur le territoire d'un pays qui ne confère en aucun cas la nationalité *jure soli*. Telle aussi cette autre où le père Bulgare d'origine et qui a perdu cette qualité, n'aurait pas acquis une nationalité étrangère après la perte de sa qualité de Bulgare.

temps qu'un droit qui, d'après les textes, comme nous le verrons dans la suite, ne pourra, en aucun cas, lui être refusé.

Un seul critérium reste, donc, que le législateur applique toutes les fois qu'il s'agit de la nationalité d'origine. C'est celui de l'éducation, et, partant, de la puissance paternelle. C'est à ce principe, seul, qu'il permet de développer ses effets logiques, se refusant d'admettre celui de la race, qu'il rejette par crainte d'aboutir à des situations absurdes et contradictoires, à de véritables anomalies juridiques que le diplomate sera obligé de corriger par des traités et conventions.

Comment ces deux principes, celui de l'éducation et celui de la race envisagés à un point de vue purement abstrait, fonctionnent-ils en matière de nationalité ? Deux questions sont à examiner : 1° Auquel de ses auteurs l'enfant emprunte-t-il sa nationalité ? Si les parents ont la même nationalité aucune difficulté n'apparaît pour déterminer la patrie de l'enfant. Mais quelle est la solution lorsque les père et mère ont chacun une nationalité différente ? Dans le système de l'éducation, c'est à celui qui est investi de la puissance paternelle qu'il empruntera sa nationalité, tandis qu'il aura deux patries dans le système de la race (1) ; 2° A quel moment la nationalité du dépositaire de la puissance paternelle saisit-elle l'enfant ? Est-ce à la conception ? Oui, dans le système de la race, car c'est à la conception que se détermine, par le sang, le rapport entre l'enfant et le père. A la naissance seulement, dans le système de l'éducation ; c'est au moment où l'éducation commence à produire ses effets qu'elle attribuera la nationalité à l'enfant.

Comment la législation bulgare résout-elle ces deux questions qui naissent de l'application parallèle, dans certains cas, des deux systèmes ? Nous allons les examiner successivement dans deux paragraphes ; elles sont très intéressantes, susceptibles

(1) « L'enfant appartient à deux races, il a donc deux patries », concluent les partisans de ce système. (V. Laurent, *op. et loc. cit.*).

de susciter des difficultés à mesure que des éléments divers s'enchêvêtrent et que des situations nouvelles se présentent.

§ 2. — DE QUEL PARENT FAUT-IL CONSIDÉRER LA NATIONALITÉ POUR DÉTERMINER CELLE DE L'ENFANT ? Il n'y a pas de doute possible pour l'enfant légitime si le père et la mère ont la même nationalité : le système de la puissance paternelle reçoit, ici, une application certaine et incontestable. Mais des difficultés peuvent surgir dans d'autres hypothèses. Ainsi, lequel des deux parents confère à l'enfant sa nationalité d'origine lorsqu'ils ont chacun une nationalité différente ? Est-ce le père ? Est-ce, au contraire, la mère ? Facile à résoudre, dans certains cas, la question se complique dans d'autres. Il faut distinguer suivant qu'il s'agit d'enfant légitime ou naturel, d'enfant légitimé ou adoptif.

I. *Enfant légitime*. — En Bulgarie l'unité de la famille au point de vue de la nationalité des deux époux qui sera la conséquence du mariage, peut être facilement détruite par la naturalisation de l'un des deux époux et non de l'autre. Quelle est la condition des enfants issus de ce mariage ? Ils suivent, selon nous, la nationalité de celui des deux parents qui, dans la famille, a l'exercice de la puissance paternelle, c'est-à-dire la nationalité du père si l'enfant est né de son vivant, celle de la mère s'il est posthume.

A. — A défaut de règle formelle, les conclusions logiques et inéluctables auxquelles nous conduit l'application du système de l'éducation, s'imposent souverainement à l'esprit. Quelles sont les raisons qui peuvent pousser à s'en écarter ? Pour quels motifs permettrait-on à la nationalité de la mère d'exercer une influence en cette matière et laisserait-on à l'enfant le libre choix entre les deux nationalités (1), celle du père et celle de la mère ?

(1) Laurent, *op. et loc. cit.*

L'influence de la race, étant écartée en matière de nationalité d'origine par le législateur bulgare, est impuissante à justifier cette solution, car on sait combien le rôle du sang est insignifiant dans le développement des sentiments et des idées. C'est par l'éducation que les parents transmettent à leur enfant l'amour de la patrie. C'est donc le père qui confère à l'enfant sa nationalité, car c'est lui qui, d'après la loi civile, est le chef de la famille et dirige son éducation (1).

B. — Le système de la puissance paternelle vient nous indiquer aussi la solution la plus équitable et la plus logique, dans le cas où l'enfant est *posthume*, c'est-à-dire quand le père qui, par hypothèse, a une nationalité différente de celle de la mère, meurt pendant la grossesse de celle-ci. C'est à la mère, seule, qu'après la mort du père, incombe le soin de diriger l'éducation de son enfant, de faire naître et de développer chez lui les mêmes sentiments que ceux qui l'animent, elle-même, vis-à-vis de sa patrie. Celle de son père que l'enfant ignore lui reste étrangère. Il n'y a aucune raison pour la lui attribuer à l'encontre de ses prédispositions personnelles développées dans un autre sens sous l'influence de sa mère. C'est donc la nationalité de celle-ci qui lui appartient dès le jour de sa naissance (2).

(1) Cfr. *sic* Beudant, *op. cit.*, I, p. 21, G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 155 et s.; *Contrà*, Laurent, *op. et loc. cit.* — V. aussi arg. article 14, al. 2, qui semble bien donner la prépondérance au père pour transmettre à l'enfant sa nationalité du vivant des deux parents. En effet, « deviennent Bulgares les enfants mineurs dont le père se fait naturaliser Bulgare », dit ce texte. Si les enfants mineurs peuvent *devenir* Bulgares du fait de changement de nationalité de leur père, l'enfant qui n'est pas né et échappe, par conséquent, à l'application directe de ce texte, n'est-il pas *a fortiori* Bulgare dès sa naissance ? Il suit dès sa naissance la nationalité de son père, du vivant des deux époux, subissant dès ce moment son influence directrice et souveraine.

(2) *Sic* Weiss, *op. cit.*, p. 59 ; Notice et notes dans l'*Annuaire de législation française*, année 1889 (vol. IX), p. 122, note 1 ; G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 157. C'est dans ce sens que M. Weiss proposa à la session de l'Institut de droit international de Venise, en 1896, d'ajouter à l'article 1^{er} du projet en discussion que « l'enfant posthume suit la nationalité de sa mère ». Cette proposition

Telle, cependant, n'est pas l'opinion d'une grande partie des auteurs. « Il semble naturel, même dans ce cas, que le père transmette sa nationalité à l'enfant », dit Ch. Beudant (1). La même opinion est partagée par M. Cogordan (2). Pour d'autres, tout en ne considérant pas, à l'instar des précédents, la nationalité comme un attribut de la puissance paternelle que l'on peut transmettre telle que la succession, il est plus logique que l'enfant posthume reçoive sa nationalité de son père, que de sa mère, car l'on ne doit recourir au critérium de la maternité que dans « l'hypothèse seulement où le père serait inconnu ». Telle est l'opinion de certains jurisconsultes les plus autorisés de la doctrine italienne (3). A ce système se rallie enfin, en France, la jurisprudence de la Chancellerie (4).

Mais que de divergences amène cette manière de voir déjà si imparfaite en elle-même, timide et maladroite, n'osant pas aller jusqu'au bout dans ses conclusions où l'application rigoureuse

souleva des objections. La mort du père, fit-on remarquer (M. Olivi, *Annuaire de l'Institut*, vol. XV, p. 243) est une circonstance purement accidentelle, qui n'empêche pas l'unité de la famille de rester telle qu'auparavant. Des voix puissantes s'élevèrent en faveur de la nationalité du père ; elles semblaient faire fi du « matriarcat », et l'on finit par adopter l'adjonction proposée par M. Harburger. L'article 1^{er} fut ainsi libellé : « L'enfant légitime suit la nationalité dont le père était revêtu au jour de la naissance ou au jour où le père est mort. » Pour notre part, nous regrettons cette solution. Si l'on rejette la nationalité de la mère pourquoi ne pas se rattacher à la nationalité du père au jour de la *conception* ? Comment un événement comme la mort du père peut-il influencer sur la nationalité de l'enfant ? Nous ne le voyons pas, et la solution donnée nous paraît d'autant plus étrange que nous ne pouvons découvrir les motifs, sans doute sérieux, qui l'ont suggérée à son auteur. Puisqu'on avait méconnu, en cette matière, l'influence de la puissance paternelle, il restait le principe de la race qui aurait dû servir de guide. Lui aussi a cependant été perdu de vue.

(1) Beudant, *op. cit.*, p. 22.

(2) Cogordan, *op. cit.*, p. 36.

(3) Sechi, *op. cit.*, dans le *Digesto Italiano*, n° 61.

(4) Stemler, *Application pratique de la nouvelle loi*, dans le *J. Clunet*, 1890, p. 388 ; Cluzel, *La jurisprudence de la chancellerie en matière de nationalité*, dans le *J. Clunet*, 1908, p. 398.

des principes de la race dont elle s'inspire, devrait la conduire ! Certains de ceux qui l'admettent, surtout parmi les auteurs italiens, s'effrayent en face des difficultés pratiques qu'une telle application peut faire naître, et n'osent pas, sans réserve, remonter à la nationalité que le père pouvait avoir à l'époque de la conception, pour déterminer celle de l'enfant (1). D'autres, par contre, l'admettent sans hésiter (2).

Dans le silence de la loi bulgare, la solution, basée sur le principe de l'éducation que nous avons déjà préconisée, s'impose. D'une part, c'est la seule, strictement logique et équitable, que l'on puisse déduire de l'esprit même dans lequel la loi tout entière est conçue. D'autre part, au point de vue pratique, il est éminemment juste, dans l'intérêt même de l'enfant, que l'on admette d'une façon générale et absolue, dans ce cas aussi, que l'enfant suit la condition de celui qui, en outre de l'éducation, sera chargé de la gestion de ses biens et de la défense de ses intérêts. La communauté de patrie permettra à celui qui a l'exercice de la puissance paternelle, de vaincre certaines difficultés et de mener plus aisément à bonne fin la lourde tâche qui lui incombe.

Enfin, l'examen doctrinal des textes de la loi vient aussi à l'appui de notre thèse (3). « Deviennent Bulgares, contient l'alinéa 3 de l'article 11, les enfants mineurs dont la mère survivante se fait naturaliser Bulgare ». Or, ce texte suppose pour que la nationalité de la mère qui se fait naturaliser Bulgare s'imprime ainsi à l'enfant : 1° qu'il s'agisse d'un enfant mineur ; 2° que la mère soit *survivante*. La règle de l'article 11 qui toutefois n'est pas applicable directement à notre cas, peut, cependant, indiquer une solution. En effet, à l'époque de la mort du père,

(1) Sechi, *op. et loc. cit.*, dit qu'il faut s'attacher à la nationalité que le père peut être présumé avoir conservée *s'il avait vécu encore au moment de la naissance de l'enfant*.

(2) Ch. Beudant, *op. et loc. cit.*

(3) Cf. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 157 et 158.

l'enfant qui va naître, n'est que *pars viscerum matris* ; il ne peut donc pas être considéré comme mineur et il ne peut pas *devenir* Bulgare dès cette époque . Mais il doit l'être, par *a fortiori*, dès le moment de sa venue au monde. Il est donc considéré comme tel dès sa naissance, c'est-à-dire qu'il naît Bulgare (1).

Imposée par le principe de la puissance paternelle, auquel nous avons attribué une grande énergie en notre matière, se justifiant par les avantages pratiques considérables qu'elle offre, cette solution est enfin indiquée par les textes comme la plus équitable et la plus conforme à la pensée du législateur (2).

II. — *Enfant naturel*. — « Tout enfant naturel, dit l'article 5-1°, alinéa 2, dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a été faite. Si elle résulte pour le père ou la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant suit la nationalité du père » (3). Et l'article 5-2° ajoute : « Est

(1) Comme il n'y a pas, à notre connaissance, de jurisprudence sur la question en Bulgarie, nous rapportons ici un arrêt de la Cour de Nancy du 25 mars 1890 (*J. Clunet*, 1891, p. 138), qui semble consacrer ce système d'une façon indiscutable. En effet, « la nationalité que suit l'enfant mineur, dit cet arrêt, est nécessairement celle qui appartient à son père ou à sa mère le jour même de sa naissance ». Or, le père étant mort avant cette époque, la mère ne reste-t-elle pas seule à imprimer sa nationalité à l'enfant posthume ?

(2) L'enfant posthume d'une Bulgare, veuve d'un étranger, est-il étranger ? Sans aucun doute, dans le système de la race ; conçu des œuvres d'un étranger, il naîtra étranger, alors que sa mère, Bulgare d'origine et ayant perdu cette qualité par le fait de son mariage, aurait recouvré sa nationalité primitive après la mort de son mari et avant la naissance de son enfant. Elle ne peut donc pas réclamer la nationalité bulgare pour son fils en vertu de l'article 7, ce texte ne visant que les enfants d'une *ex-Bulgare*. Son fils doit rester étranger. La loi a-t-elle voulu se montrer ainsi plus dure pour le fils d'une Bulgare que pour le fils d'une *ex-Bulgare* ? On ne peut pas l'admettre. Il semble donc indéniable que cet enfant posthume a emprunté la nationalité de sa mère lors de sa naissance.

(3) Bien que le mot « filiation » soit toujours rendu en bulgare par *proïschoj-dénié* (origine) [Cp. Fadenchecht, *Cours autographié de droit civil fait à la Faculté de droit de Sofia, 1904-1905, La Famille*], le mot « *sinowstvo* » n'est-il pas mieux approprié pour rendre le sens exact du mot « filiation » et éviter des équivoques possibles ?

censé sujet bulgare, tout individu né en Bulgarie de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue. »

Pour ce qui est du second de ces deux textes, nous ferons remarquer tout de suite que, si on le combine avec le précédent, l'on peut y faire entrer le cas de l'enfant naturel qui n'a été, jusqu'à sa majorité, reconnu par personne. La filiation écartée, c'est le sol qui doit nécessairement intervenir pour conférer la nationalité. Mais à quelles conditions ? Il en est une première et évidente : c'est que l'enfant naturel ne soit reconnu par aucun de ses parents. Une seconde, non moins importante, vient la compléter : c'est que la reconnaissance, s'il en intervient une, ne se produise pas avant l'âge de sa majorité.

1° L'enfant n'a point de filiation établie. Quelle doit être, dans ce cas, sa nationalité ? Il ne peut pas suivre celle de son père, celui-ci ne s'étant pas fait connaître ; et, quoique le cas soit plus rare, sa filiation, à l'égard de sa mère, peut aussi, parfois, rester indécise et indéterminée. Impuissante à transmettre une nationalité, la filiation cède dans ce cas la place à son rival (1). Ne serait-il pas, en effet, inhumain et cruel de priver complètement cet enfant de patrie ? Il est vrai qu'à part le sang, il n'a rien emprunté à ses parents qui puisse faire éclore chez lui les mêmes sentiments, susciter les mêmes aspirations, développer les mêmes affections ; mais, par contre, n'a-t-il pas vu le jour, été élevé, mûri son intelligence dans un pays dont les mœurs et les coutumes ont fatalement influé sur lui ? L'éducation, seule apte, dans tous les cas, à lui donner la conscience de la patrie, lui dicte, ici encore, son choix. Telle est sa force qu'elle confère à elle seule la nationalité. Toutefois, l'action du milieu so-

(1) M. Laurent, qui écrivait à une époque où la règle de l'article 5-2° n'était consacrée par la loi ni en France ni en Belgique, s'oppose vivement à cette influence du sol. « C'est poser comme certain ce qu'il faudrait démontrer », dit-il en réponse à ceux qui l'admettent, *op. cit.*, p. 434, n° 328.

cial va fléchir devant celle du sang ; une reconnaissance émanée du père ou de la mère peut mettre fin à son influence en y substituant celle plus étroite, mais plus puissante, de la famille. Cette substitution doit cependant se faire en temps utile.

2° L'action du sol reste opérante quand même une reconnaissance interviendrait après la majorité de l'enfant naturel ; elle confère souverainement, ici encore, la nationalité d'origine. « Tout enfant mineur dont la filiation établie pendant sa minorité... », ainsi débute l'article 5-1°, alinéa 2. Mais quelle est la loi qui fixera, dans ce cas, la majorité ? Sera-ce la loi bulgare ou sera-ce la loi nationale de laquelle l'enfant naturel relève désormais par le fait de la reconnaissance ?

La disposition de notre texte est muette sur cette question, et les travaux préparatoires (1) n'apportent, non plus, aucune lumière capable d'élucider ce point, qui a soulevé en France des controverses multiples aussi bien dans la doctrine que dans la jurisprudence. Si l'on se reporte fidèlement aux principes généraux du droit international privé, c'est la loi personnelle, à l'exclusion de toute autre, qui doit décider l'âge de la majorité. Mais notre législateur ne semble pas partager cette manière de voir, et il prend bien soin de dissiper toute équivoque à ce sujet, en manifestant sa pensée d'une façon aussi nette qu'absolue dans un autre texte de la loi (art. 5-3°) où il montre ses préférences pour la majorité telle qu'elle est réglée par la loi bulgare. Cette dernière solution a une portée pratique considérable puisqu'elle va permettre au juge national, chaque fois qu'il aura à se prononcer en pareille matière, de négliger les dispositions législatives étrangères, souvent différentes de celles de sa propre loi.

Lorsque l'âge de la majorité ainsi déterminé est atteint, toute

(1) Voir Sobranié, séance du 18 décembre 1903.

(2) V. M. Weiss, notice et notes dans *Annuaire de législation française*, 1889 p. 127, n° 1.

reconnaissance postérieure devient désormais inopérante, quant à la nationalité, c'est-à-dire impuissante à provoquer un changement de patrie chez l'enfant et à lui attribuer celle de ses parents (1). C'est qu'en réalité, une fois l'homme formé, entré dans la vie pratique, devenu, sans doute, déjà utile à la nation qui l'a vu naître et grandir, engagé, peut-être, dans de nombreuses affaires qui peuvent être liées à l'intérêt direct et immédiat du pays, il n'est pas admissible de le voir changer subitement de nationalité, par le seul effet du caprice d'un étranger qui s'est, pendant plus de vingt ans, entièrement désintéressé de son sort. D'autre part, pourquoi le ravir à sa patrie contre ses désirs et sa volonté qu'il peut désormais valablement exprimer ? Il est une règle particulièrement chère au législateur de 1904 : c'est celle qui décide qu'à l'époque de sa majorité, l'individu doit avoir pleine liberté de choisir sa patrie et qu'il ne relèvera plus, quant aux questions intéressant sa nationalité, de ses parents. La solution proposée doit indéniablement la respecter. Pourquoi laisser, enfin, la porte largement ouverte à des abus que des esprits peu scrupuleux ne se feront point grief d'exploiter à leur avantage sans égard aux intérêts privés qu'ils pourraient léser ?

La combinaison des deux articles précités permet donc à tout enfant naturel non reconnu de se créer, après plus de vingt années d'incertitude, une paisible et inattaquable possession d'état qu'aucune volonté étrangère ne saurait dorénavant venir troubler. C'est là une des innovations les plus précieuses de la loi de 1904.

A part cette seule hypothèse où l'enfant naturel est saisi par le sol, dans tous les autres cas — et nous abordons ainsi l'interpré-

(1) La question est facile à résoudre et ne présente aucune difficulté, la loi étant formelle. Saint-Gaudens, 12 janvier 1903, *J. Clunet*, 1903, p. 858. Cfr. aussi, *Rivista di diritto internazionale*, 1908, p. 416 et suiv.

tation du premier des deux textes que nous avons cités — il se voit attribuer une nationalité par la filiation. L'article 5-1°, alinéa 2, déjà cité, le prévoit d'une façon expresse et formelle. L'enfant naturel, pendant sa minorité, a sa nationalité déterminée par la filiation. Mais s'agit-il de la filiation paternelle ou de la filiation maternelle ? C'est ici que surgissent toutes les difficultés que l'irrégularité de sa situation fait naître. A la différence de l'enfant légitime, l'enfant naturel n'a point, par le fait même de sa naissance, sa situation précisée à l'égard de ses deux auteurs : il n'a de rapports juridiques avec eux qu'après la reconnaissance (1) intervenue de la part de l'un ou de l'autre, ou de tous les deux à la fois.

La filiation ainsi établie, la situation de l'enfant naturel, quant à sa nationalité, se précise : il emprunte sa patrie à celui de ses auteurs qui l'a reconnu, ou à tous les deux à la fois s'ils l'ont reconnu en même temps et s'ils ont la même nationalité. Mais la difficulté apparaît dans le cas où ses deux auteurs, de nationalité différente, l'auront reconnu simultanément, lorsque cette reconnaissance ne résulte pas « du même acte ou du même jugement » (l'hypothèse inverse est prévue par l'art. 5-1°, al. 2 *in fine*) (2).

(1) Cette reconnaissance peut être *forcée*, établie par un jugement — et cela, non seulement à l'égard de la mère, mais aussi à l'égard du père, par exemple, lorsqu'il y a eu enlèvement de la mère et que l'époque de la conception coïncide avec cet événement, — ou *volontaire*, si elle intervient spontanément de la part de ses auteurs. Toutefois, il faut noter que l'acte de naissance est incapable de produire l'effet de la reconnaissance, même s'il fait mention des noms du père et de la mère. La reconnaissance ne peut intervenir que dans la forme d'un acte authentique passé par devant notaire, à la différence du système français où l'officier de l'état civil est également apte à recevoir la déclaration de reconnaissance.

(2) Certaines difficultés, qui peuvent se présenter, sont, en effet, en partie atténuées, sinon complètement aplanies, par la loi elle-même qui vient en aide à l'interprète en lui ouvrant de nouvelles voies pour triompher des incertitudes dans lesquelles il se débat. C'est ainsi qu'ayant décidé, elle-même, du cas où l'enfant naturel se trouverait reconnu par ses auteurs aux termes « du même acte ou jugement » ou par des actes concomitants, art. 5-1°, al. 2, *in fine*, elle atténue l'acuité de la controverse et en rétrécit le champ.

La solution de cette question sur laquelle notre loi reste muette n'est pas sans soulever des difficultés.

La loi bulgare n'a pas prévu, en effet, certaines hypothèses qui peuvent se présenter, en pratique, pour compliquer la situation de l'enfant naturel déjà insuffisamment précise. Lorsqu'une reconnaissance forcée intervient simultanément à un reconnaissance volontaire, comment résoudre la question de la nationalité de l'enfant naturel si ses deux auteurs n'ont pas la même nationalité ? Importante question dont la solution, dans le silence de la loi, peut donner lieu à des systèmes divers.

Pour les uns, la mère, seule, est capable de transmettre, dans ce cas, à l'enfant naturel, la nationalité ; pour les autres, c'est, au contraire, la qualité du père que l'enfant va suivre ; d'autres accordent enfin, à l'enfant naturel, pleine liberté de choix. Nous allons examiner très brièvement, ces trois opinions :

1° L'enfant naturel reconnu par ses deux parents simultanément, mais dont la reconnaissance ne résulte pas « du même acte ou du même jugement », ni d'actes identiques, suit la nationalité de la mère. C'est la tradition romaine. *Lex naturæ hæc*, disaient les Romains, *ut qui nascitur sive legitimo matrimonio matrem sequatur*, et de là l'adage : *partus ventrem sequitur*. C'est l'opinion aussi de certains des anciens auteurs (1). Toutefois, à côté de divers avantages, surtout pratiques, très considérables, qu'il offre — la filiation maternelle se présentant, dans tous les cas, avec un caractère de fixité et de certitude absolue, — ce système n'a pas trouvé grâce auprès de la plupart des auteurs français. Au contraire, il est très favorablement accueilli dans d'autres pays, surtout en Allemagne et en Autriche (2).

(1) Duranton, *Cours de droit civil français*, Gênes, 1827, I, nos 121, 124, 125, p. 31.

(2) Cf. Cogordan, *op. cit.*, p. 33 ; Weiss, *Nationalité*, p. 66 et suiv. ; *Manuel*,

En Bulgarie, où la première loi sur la nationalité (celle de 1880) imitait fidèlement la législation allemande, nous trouvons une disposition (art. 6, al. 1) dont la teneur nous inciterait à croire que le législateur a voulu admettre, dans ce cas, l'influence exclusive de la mère ; cependant la traduction de la loi allemande du 1^{er} juin 1870, ayant été faite d'une façon défectueuse et en ne rendant pas d'une manière satisfaisante la finesse de l'original, la rédaction bulgare de ce texte a sensiblement obscurci le sens et la portée de la disposition qu'il consacrait (1).

2° Une solution plus généralement admise, est celle d'après laquelle l'enfant naturel reconnu, dans notre hypothèse, par ses deux parents emprunte la nationalité de son père. En France, avant la loi de 1889, elle tendait à prévaloir aussi bien en jurisprudence (2) qu'en doctrine (3). En effet, disait-on, en droit romain la filiation naturelle de la mère était de beaucoup la plus importante, la reconnaissance du père n'étant pas connue. Or, il est incontestable que dans le droit moderne le père jouit dans la famille naturelle d'une certaine prépondérance à beaucoup d'é-

p. 18 ; de Folleville, *Traité théorique et pratique de la naturalisation*, Paris, 1880, p. 115 et 258.

(1) Art. 6, al. 1 : « Par filiation, acquièrent la nationalité bulgare, les enfants légitimes d'un sujet bulgare et les enfants naturels d'une Bulgare, nés soit dans la Principauté, soit à l'étranger ». Le défaut de ce texte est de ne pas montrer qu'il ne s'agit pas, ici, seulement d'enfants naturels reconnus par la mère seule, mais par la mère aussi bien que par le père. Ainsi libellé, ce texte ne nous est d'aucune aide pour résoudre la difficulté dont nous nous occupons ici. Tout autre est le sens du texte allemand que l'art. 6, al. 1 de notre loi voulait reproduire : Art. 3, loi du 1^{er} janvier 1870 : « Les enfants légitimes d'un Allemand du Nord suivent la nationalité d'Etat de leur père et les enfants nés hors mariage, celle de leur mère, encore qu'ils soient nés en pays étranger ».

(2) Metz, 8 août 1855, Sirey, 1857, 2, 35.

(3) C. Toullier, *Le code civil français*, Bruxelles, 1824, I, nos 259 et suiv. ; Demolombe, *Cours de code civil*, Bruxelles, 1847, I, n° 149 ; Aubry et Rau, *Cours de droit civil*, Paris, 1869, I, § 69, n° 4.

gards. Il est donc juste qu'il revendique son autorité en notre matière et transmette seul la nationalité à son enfant.

Mais quelle source d'abus constituerait ce système, permettant ainsi au premier venu qui se prétendrait père de l'enfant, d'occasionner, par une simple reconnaissance, un si grave changement d'état ! Toutefois, ce système ne doit pas être complètement écarté, étant donné que c'est au père que la préférence demeure aussi dans la famille naturelle, à raison des droits importants que la loi lui accorde sur son enfant, et à raison des obligations dont il est tenu envers lui, obligations qui le frappent encore plus lourdement que la mère ; enfin la grande analogie qui existe entre la situation respective des parties dans la famille légitime et dans la famille naturelle doit aussi être considérée. Il semble, en effet, logique d'assimiler l'enfant naturel à l'enfant légitime, dans le cas où il est reconnu par ses deux auteurs simultanément mais dans des actes différents, et de lui attribuer la nationalité du père. Une grande partie des auteurs se rallient à ce système (1).

La législation bulgare l'avait consacré, elle aussi, d'une façon générale et explicite à un certain moment. Il en était notamment ainsi dans la loi du 26 février 1883, articles 8 et 9. Dégagée, dans une certaine mesure, de l'influence de la législation allemande, puisant ses éléments un peu partout, cette loi n'avait pas hésité un instant à se rapprocher, sur ce point, des principes généralement adoptés en Bulgarie. C'est ainsi que l'article 8 et l'article 9 combinés faisaient suivre à l'enfant naturel la nationalité du père toutes les fois que celui-ci l'avait reconnu (2).

3° En ce qui concerne, enfin, l'opinion d'après laquelle la na-

(1) Cf. Weiss, *Nationalité*, p. 67 ; *Manuel*, p. 18-19 et autres.

(2) Art. 8 : « Tout enfant naturel reconnu par un sujet bulgare est sujet bulgare », et l'art. 9 ajoutait : « Tout enfant naturel, non reconnu par son père, mais reconnu par sa mère bulgare, est sujet bulgare ».

tionalité doit être abandonnée au choix de l'enfant, opinion qui n'est guère soutenue que par M. Laurent (1) (cet auteur cite cependant Richelet : « *Principes du droit civil français* » t. I, p. 111, n° 66) [2], elle constitue un système défectueux, voire même dangereux, entraînant une foule d'abus que l'ingéniosité humaine sera naturellement portée à multiplier pour en tirer des avantages et des profits personnels.

On ne doit pas oublier à ce point l'importance capitale du lien de sujétion, tant en droit privé qu'en droit public, pour l'exposer ainsi à l'arbitraire et au caprice d'un égoïsme excessif qui, approuvés et encouragés par la loi, auraient pour résultat de rendre ce lien incohérent et peu stable. Le prétendu double droit de l'enfant et, partant, la liberté de choix entre deux nationalités ne sont que difficilement opposables à la présomption légale en faveur de celle de ces deux nationalités qui revient à l'enfant en considération de ses affections et de ses inclinations personnelles.

Aucun de ces trois systèmes (3) ne nous paraît pleinement satisfaisant. Le premier, celui qu'on exprime généralement par l'adage *partus ventrem sequitur* et qui consiste à attribuer à l'enfant naturel, dans tous les cas, la nationalité de la mère, n'est point en harmonie avec l'esprit du droit moderne et plus particulièrement avec l'esprit du droit bulgare. Le troisième, celui qui accorde à l'enfant naturel la faculté de choisir entre les deux

(1) Laurent, *op. cit.*, I, p. 436, n° 331.

(2) Puisqu'il y a doute, a dit cet auteur, il est logique d'accorder à l'enfant un droit d'option au gré de ses intérêts. M. Laurent ne fait que reprendre cette théorie qui n'est pas, du reste, en faveur dans la doctrine. Cf. de Folleville, *op. cit.*, p. 255 et suiv.

(3) Un quatrième fut proposé par Coin-Delisle, mais sans succès. L'enfant naturel, reconnu par ses deux auteurs, serait, d'après lui, Français lorsque l'un d'eux serait Français. Mais l'iniquité d'une telle solution est criante, et le système, d'ailleurs peu juridique, inacceptable. V. Coin-Delisle, *Jouissance et privation des droits civils* », art. 10, nos 10 et 11.

patries différentes de ses auteurs, est aujourd'hui inadmissible. Reste celui, plus généralement suivi, qui confère à l'enfant naturel reconnu le même jour par ses deux parents dans des actes différents, la nationalité de son père. Il n'a pas les défauts des précédents ; de plus, il paraît rallier les sympathies du législateur, celui-ci étant évidemment enclin à attribuer dans la famille naturelle, une préférence notoire à l'autorité du père (1).

Mais faut-il accepter ce système sans réserve ? Ne nous conduirait-il pas à des conclusions qui, dans certains cas, paraîtraient excessives ? Dans une hypothèse, au moins, il doit souffrir une exception qu'imposent nécessairement les idées générales que nous venons d'émettre. C'est celle où la reconnaissance du père est *posthume*. En effet, pourrait-on donner au père naturel plus d'autorité qu'au père légitime pour transmettre sa nationalité à l'enfant ? L'influence du père légitime commence à la naissance de l'enfant ; s'il meurt avant cette naissance, son autorité fait place à celle de la mère, et c'est la mère qui, dans l'opinion généralement adoptée, pour des raisons puissantes, lui donne sa patrie. Il n'en doit pas être autrement en matière de filiation naturelle.

Lorsque le père reconnaît son enfant, par testament, tandis que la mère le reconnaît spontanément, à l'ouverture de l'acte, par exemple par acte notarié, ne serait-ce pas méconnaître le rôle éducateur de la mère survivante que de permettre au père d'exercer, ici encore, une influence prépondérante et de conférer sa nationalité à l'enfant ? La mère n'est-elle pas en effet seule à même d'exercer une influence sur son enfant, et n'est-ce pas elle qui doit présider librement et souverainement à la formation de ses sentiments dont elle puisera la source dans l'intimité même

(1) Cf. loi bulgare sur la reconnaissance du 12 janvier 1890. M. Fadenchecht à son cours fait à la Faculté de droit de Sofia. Rapp. l'art. 5, al. 2, *in fine*, de la loi sur la nationalité de 1904.

de sa conscience ? Sauf cette réserve dont la portée est d'autant plus minime que le cas prévu se présente rarement dans la pratique, le principe de la nationalité paternelle, lorsqu'il s'agit d'enfant naturel reconnu par ses deux auteurs, le même jour, mais dans des actes qui ne sont pas concomitants, conserve toute la vigueur que les principes généraux du droit consacrent et que la logique commande.

Nous arrivons ensuite à deux autres hypothèses qui concernent l'enfant naturel et que la loi prévoit expressément, dans son article 5-1°, alinéa 2 : a) l'hypothèse où l'enfant naturel serait reconnu par un seul de ses auteurs, ce qui nous amènera aussi à l'hypothèse où ses deux parents l'auraient reconnu successivement ; b) l'hypothèse où l'enfant naturel serait reconnu par ses deux auteurs à la fois dans des actes identiques ou dans le même acte ou le même jugement. Cette simple indication de ces deux hypothèses nous montre tout le progrès que la nouvelle loi introduit en matière de nationalité de l'enfant naturel.

a) Aucune difficulté ne s'élève quand il n'intervient, jusqu'à la majorité, qu'une seule reconnaissance. L'enfant naturel suit, dans ce cas, soit la nationalité de son père, soit celle de sa mère, suivant que c'est le père, seul, ou la mère, seule, qui l'aura reconnu pendant sa minorité. Cela résulte d'une façon formelle et explicite de la règle même de l'article 5-1°, alinéa 2 *ab initio*. C'est aussi l'interprétation la plus logique, la plus naturelle, que la force même des choses semble ordonner. — Il est, en outre, de la plus grande importance que cette reconnaissance, pour produire ses effets, intervienne pendant la minorité de l'enfant. S'il en était autrement, les intérêts et la sécurité des tiers risqueraient de se trouver lésés par les événements modifiant la nationalité de l'individu né hors mariage, événements d'autant plus graves qu'ils pourraient se produire à 40 ou 50 ans de distance de sa naissance. Qui ne voit, d'ailleurs, que, si la nationa-

lité de cet individu était en quelque sorte constamment subordonnée au caprice du premier venu qui se prétendrait son père, son crédit ne pourrait qu'en être fortement atteint ! Ce fut le système que consacra aussi la loi de 1883, articles 8 et 9. Il soulève si peu de difficultés que nous ne nous y arrêterons pas plus longuement.

Une autre hypothèse se présente, cependant, immédiatement après, à l'esprit. C'est celle où l'enfant, ayant été reconnu par ses deux auteurs successivement, un certain laps de temps s'est écoulé entre les deux reconnaissances. Auquel de ses deux auteurs l'enfant naturel empruntera-t-il, dans ce cas, sa nationalité d'origine, si chacun d'eux a une nationalité différente ? Question embarrassante entre toutes ! L'article 8-1°, alinéa 2 du code civil français la résout facilement ; aussi perd-elle en France son acuité (1).

L'article 5-1°, alinéa 2, qui est bien la traduction (une traduction défectueuse, il est vrai), de l'article 8-1°, alinéa 2, ne s'en occupe pas et la question reste pendante en Bulgarie. D'autre part, les auteurs qui ont étudié la loi bulgare ne s'y arrêtent pas. M. Popovileff passe ce point sous silence (2). M. Stokoff l'ignore (3) et, entraîné par la teneur du texte français, donne à l'article 5-1°, alinéa 2, une interprétation que la disposition de ce texte n'au-

(1) La loi du 2 juillet 1907, modifiant par son article premier l'article 383 du code civil, dispose dans sa phrase initiale que, « la puissance paternelle sur les enfants légalement reconnus, est exercée par celui de leurs père et mère qui les aura reconnus le premier... ». Une pareille disposition aurait pu à la rigueur, si elle existait en Bulgarie, nous guider en suppléant au silence inconcevable de l'art. 5-1°, al. 2.

(2) Popovileff, *op. cit.*, dans la *Revue juridique* de mars 1904. Cf. notamment p. 160, où l'éminent professeur relève l'innovation que la loi de 1904 introduit par son art. 5-1°, al. 1, quant à l'époque à laquelle doit intervenir la reconnaissance susceptible d'influer sur la nationalité de l'enfant naturel. Il n'y signale cependant pas l'omission grossière du mot « d'abord ».

(3) Stokoff, *op. cit.*, p. 37. La traduction, que nous donne cet auteur de l'art. 5-1°, al. 2, n'est pas conforme sur ce point à la rédaction bulgare de ce texte. *Ibid.*, et p. 113.

torise pas. Relisons la disposition de l'article 5-1°, alinéa 2 *ab initio* : « Tout enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a été faite » (1).

Le mot « *d'abord* » ne figure pas dans le texte bulgare. La seule différence avec l'article 8-1°, alinéa 2 *ab initio*, est précisément dans l'omission de ce mot qui aurait rendu d'incalculables services s'il s'était trouvé à sa place dans l'article. Tout le mérite du texte français était dans son insertion. Une maladresse de traduction vient donc brutalement gâter tout le bénéfice d'un progrès qu'il eût été si désirable et si légitime de voir consacré aussi chez nous. — Cette mutilation nous paraît aussi grossière qu'inexplicable. Est-elle volontaire ? Mais, dans ce cas, quelles raisons pouvaient bien l'inspirer ? A quelles considérations supérieures est-elle due ? Si l'on n'avait pas l'intention de profiter des progrès du texte français, à quoi bon une nouvelle loi qui s'en inspirât : l'ancienne n'était-elle pas suffisante ? Elle s'efforçait dans ses articles 8 et 9 (2) de fournir, quoique d'une façon assez incomplète (3), une solution à ce difficile et embarrassant problème, en attribuant à l'enfant naturel, reconnu successivement par ses deux parents, la nationalité bulgare, toutes les fois que le père était Bulgare.

L'omission que nous avons constatée est-elle involontaire ?

(1) Cf. *Journal Officiel* bulgare du 5 janvier 1904.

(2) V. le texte de ces articles *suprà*.

(3) Voir cependant Surville et Arthuis, *Cours élémentaire de droit international privé*, Paris, 1900, p. 58, qui reprochent au système français actuel de faire perdre d'un côté ce qu'il faisait gagner de l'autre, car celui qui, reconnu d'abord par une mère étrangère, vient à l'être dans la suite par un père français, n'acquerra pas notre nationalité (Rapp. Surville, *Jurisprudence française en matière de droit international privé*, dans la *Revue critique*, 1906, p. 142). Le système de la loi de 1883 se présente donc, dans une opinion autorisée, comme très satisfaisant pour l'intérêt du pays. La loi de 1904 ne s'en est même pas inspirée.

S'il en est ainsi notre surprise double le reproche. Il est regrettable, en effet, de voir les auteurs de la loi manquer à ce point de sens juridique, de ne pouvoir discerner toute la portée de la réforme introduite sur ce point par la loi française de 1889, en apprécier la suprême utilité, aussi bien que prendre à temps, conscience de leur faute grossière. Or, au Sobranié, nous voyons le texte passer sans une seule objection, ce qui est bien la preuve qu'on ne se rend pas compte de la lacune qu'il contient. Aucune voix ne s'élève pour protester contre cette omission, et l'article est voté sans aucune modification (1). La loi de 1904 n'est-elle pas un exemple frappant de la légèreté avec laquelle les lois sont quelquefois préparées, discutées et votées en Bulgarie !

Ainsi libellé, que décide notre texte ? Il se contente d'affirmer que l'enfant naturel suit la qualité de celui de ses auteurs qui l'a reconnu. Disposition inutile et superflue, dangereuse même, laissant la difficulté pendante sans la trancher et pouvant ainsi donner lieu, dans la pratique, à des difficultés inextricables, chacun des deux parents, étant pleinement autorisé par ce texte à demander que l'enfant naturel, reconnu par lui, suive sa nationalité. Il a été déraisonnable au plus haut point d'effleurer le problème sans le résoudre. Au surplus, on peut être tenté, dans le silence de la loi, d'accorder la préférence soit au père, soit à la mère, suivant qu'on se rattache à l'un ou à l'autre des systèmes précédemment exposés. Pour la plupart des auteurs cependant ce serait le père qui devrait être préféré (2). Etant

(1) Discussion de la loi au Sobranié, séance du 12 décembre 1903. *Débats sténographiés du 43^e Sobranié ordinaire*, 1^{re} session régulière. Protocole 35, p. 1268.

(2) Cf., outre les auteurs déjà cités à la p. 225, n° 1, encore Surville, *La nationalité d'origine*, dans la *Revue critique*, 1888, p. 513 ; Alauzet, *op. cit.*, n° 5. « L'ensemble de nos lois démontre que c'est à la filiation paternelle qu'a été attachée la nationalité ; il faut que la paternité soit complètement inconnue, pour qu'on puisse recourir à la filiation maternelle. Le père naturel, en droit français, a la puissance paternelle..., l'enfant naturel d'une mère étrangère sera

donné, d'autre part, l'effet déclaratif que produit l'attribution de la nationalité résultant de la reconnaissance, nous voyons apparaître toutes les difficultés inhérentes au cumul des nationalités, toutes les fois que la reconnaissance de l'enfant naturel par le père intervient après celle de la mère.

Nous ne saurions accepter un tel résultat dû à la pire des maladresses : nous protestons de toutes nos forces contre une telle iniquité due à l'imprudence, à l'inadvertance, à l'ignorance même de l'auteur de la loi. La reconnaissance postérieure de la part du père ne doit, en aucun cas, produire un effet de désinvestissement de la nationalité maternelle (sauf dans le cas de légitimation que nous verrons plus tard). L'importance de la disposition de l'article 8-1°, alinéa 2 *ab initio*, du code civil français est telle que, malgré l'explicable omission commise dans le texte de l'article correspondant de la loi bulgare, tronqué et dénaturé, défectueux au plus haut degré, nous proposons que l'on s'en tienne au texte original de la loi française, et qu'on lise dans le texte bulgare ce mot « *d'abord* », car bien qu'il soit absent de l'article 5-1°, alinéa 2, il est indispensable. Dès la première discussion sur cet article devant le Sénat, on avait entrevu toute la portée de ce simple mot (1), et plus tard, lorsque l'Institut de droit international (2) s'occupa de l'article 2 de son projet

Français par suite du même principe en quelque lieu qu'il soit né, s'il est reconnu par un père français ».

(1) Le texte primitivement arrêté par la commission du Sénat portait : « L'enfant dont la filiation est établie pendant la minorité par reconnaissance ou jugement, suit la nationalité du père, ou celle de la mère, si la filiation n'est pas établie à l'égard du père ». Cette formule rencontra de vives et énergiques protestations au sein du Sénat motivées par la rédaction vague et imprécise de ce texte.

(2) M. Weiss, rapporteur du projet, se fit l'ardent défenseur de l'art. 2 proposé : « Si la mère a rempli la première son devoir de le reconnaître, dit avec beaucoup de raison et de bon sens le savant professeur, c'est cette reconnaissance qui, légitimement, doit déterminer la nationalité de l'enfant ». Session de Venise de l'Institut, *Annuaire*, vol. XV, p. 244.

sur la nationalité, il se rendit compte de son importance et, là aussi, les opinions isolées qui préconisaient le système adverse ne furent pas écoutées.

Quoi qu'il en soit, l'omission que nous venons de relever dans l'article 5-1°, alinéa 2 *ab initio*, est regrettable et complique inutilement une matière déjà suffisamment embrouillée par l'enchevêtrement de nombreuses et difficiles questions.

b) Une seconde hypothèse que l'article 5-1°, alinéa 2, prévoit dans sa disposition finale, est celle où l'enfant naturel serait reconnu par ses deux parents à la fois dans le même acte. « Si elle résulte, pour le père ou la mère, du même acte ou du même jugement, l'enfant suivra la nationalité du père ». La famille, bien que naturelle, est rétablie. En présence du concours des deux autorités, celle du père et celle de la mère, la préférence revient à la première (1). — Pour que l'enfant suive la nationalité de son père, une seconde condition est exigée : l'identité des actes et non pas seulement la simultanéité des reconnaissances. L'enfant doit être reconnu par ses parents dans un seul et même acte ou jugement (2). Cependant les auteurs sont unanimement d'accord pour reconnaître que le même effet est produit aussi par deux actes différents, mais concomitants et identiques (3). D'ailleurs, cette hypothèse, grâce à la disposition de l'article 5-1°, alinéa 2 *in fine*, ne soulève pas de difficultés (4).

Avant d'en finir avec l'enfant naturel nous effleurons, sans du reste les approfondir, les deux questions suivantes :

1° Quelle est la condition de l'enfant naturel reconnu par sa

(1) Cf. loi française du 2 juillet 1907, art. 1, modifiant art. 383 du code civil.

(2) Nice, 2 février 1903, *J. Clunet*, 1903, p. 860 ; Cass., 2 juin 1908, *J. Clunet*, 1908, p. 1155, *Nouvelle Revue pratique*, 1908, p. 321.

(3) G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 166 ; Beudant, *op. cit.*, p. 23 ; Weiss, *Manuel*, p. 19.

(4) Cf. trib. civ. Seine, 4 mars 1908, *J. Clunet*, 1908, p. 475.

mère seulement et qui a, par conséquent, acquis sa nationalité, si celle-ci vient plus tard, par mariage, à changer de nationalité? Nous ne croyons pas que la situation nouvelle de la mère doive affecter la qualité de l'enfant. Un texte semble indiquer cette solution, c'est l'article 24. « Les enfants mineurs d'une veuve, dispose-t-il, ne perdent pas leur qualité de Bulgares si leur mère se remarie avec un étranger » (1). Cet article ne spécifie pas s'il s'agit seulement d'enfants légitimes ou d'enfants naturels, ou des deux indistinctement. Quoi qu'il en soit, à notre avis, il ne saurait être fait de différence à l'égard des enfants naturels. Bluntschli, dans une hypothèse à peu près identique, dit : « la mère entre dans la famille comme membre et non comme chef de la famille, et, si elle change de nationalité, ce fait ne saurait avoir des conséquences pour la nationalité de ses enfants » (2).

2° Nous avons examiné jusqu'ici les différentes hypothèses, qui se présentent au sujet de l'enfant naturel, en supposant, dans tous les cas, que la reconnaissance a eu lieu en Bulgarie dans les formes exigées par la loi bulgare (3). Mais il se peut — c'est même là une hypothèse fréquente, — que la filiation soit constatée à l'étranger, par acte ou jugement. Quelle est la force de cette constatation devant le juge bulgare saisi de la nationalité de l'enfant naturel? Poser la question, c'est la résoudre. Il suffit qu'elle soit valable dans le pays où elle est faite pour qu'elle puisse être valablement invoquée devant le juge bulgare, et que celui-ci soit tenu de la respecter.

III. — *Enfant légitimé*. — Quelle est sa nationalité? La loi de 1904 étant muette sur la nationalité de l'enfant légitimé, cette question devait donner lieu, en Bulgarie, aux mêmes controver-

(1) Rapp. les articles 8, 9 et 33 de la loi du 26 février 1883.

(2) Bluntschli, *op. cit.*, p. 223.

(3) V. la loi bulgare sur la reconnaissance des enfants naturels du 12 janvier 1890.

ses qu'en France. Dans ce dernier pays, les opinions sont pargées. Pour les uns (1), la légitimation ne produit pas plus d'effet que la reconnaissance ; pour les autres (2), elle est plus énergique, ses effets sont plus profonds, et l'affection qu'elle suppose entre légitimant et légitimé est plus vive que dans le cas d'une simple reconnaissance. Aussi, dans ce dernier système, la légitimation de l'enfant naturel, postérieure à la reconnaissance par la mère, rend au père la prépondérance qu'il ne saurait reconquérir par une reconnaissance tardive. Dans le premier système, au contraire, on maintient la préférence à la mère, en décidant que seule elle pourra transmettre la nationalité à son enfant naturel même légitimé.

Comment cette question doit-elle se poser et se résoudre dans le droit bulgare ? A notre connaissance, elle ne s'est pas encore présentée dans la jurisprudence, et, jusqu'à ce jour, elle n'a pas été envisagée par la doctrine.

La loi sur la nationalité du 17 décembre 1880 prévoit dans son article 7 l'acquisition de la qualité de Bulgare par légitimation (3). Les lois du 26 février 1883 et du 5 janvier 1904 passent

(1) Weiss, *Nationalité*, p. 74 ; Surville et Arthuis, *op. cit.*, p. 58 ; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 169 et suiv. ; Despagne, dans le *J. Clunet*, 1881, p. 601 ; Glard, *op. cit.*, p. 65 ; Aubry et Rau, *Cours civil de droit français*, 5^e éd. ; Cogordan, p. 35. — Cf. arrêt de la cour de Douai qui invalide le jugement ci-dessous cité du tribunal de Boulogne-sur-Mer, du 27 juin 1905, *J. Clunet*, 1905, p. 1252. Cet arrêt est très intéressant sur ce point ; il dénie à la légitimation une influence quelconque sur la nationalité de l'enfant, fixée par la reconnaissance antérieure de la mère, parce qu'il considère cette reconnaissance comme ayant constitué un *droit acquis* à l'enfant.

(2) G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 169 et s. ; Gruffy, *De la nationalité de l'enfant légitime*, dans le *J. Clunet*, 1895, p. 982 et s., et surtout p. 988. En ce sens, également, un jugement du tribunal de Boulogne-sur-Mer du 9 mars 1905, *J. Clunet*, 1905, p. 661 et *Pand. franc.*, 1905, 5, 36.

(3) Art. 7 : « Par adoption, acquièrent la nationalité bulgare, les enfants naturels d'un sujet bulgare, engendrés avec une étrangère ». Il faut remarquer que la loi emploie le terme d'*adoption* au lieu de légitimation. C'est une erreur évidente que viennent démentir aussi bien la loi allemande du 1^{er} janvier 1870, art. 4, à laquelle cet article est emprunté, que la suite même de l'article, où il est question d'*enfants naturels*.

sous silence les enfants légitimés. Que décider dans leur mutisme ? Les assimilent-elles aux enfants reconnus ? Nous ne le croyons pas. La solution contraire résulte du caractère même de la légitimation. Celle-ci a pour effet, en droit bulgare (1), de créer une situation nouvelle à l'enfant naturel, situation qui ne diffère en rien de celle que lui aurait conférée une origine légitime. A partir du mariage subséquent des père et mère, lequel opère de plein droit (2) la légitimation de l'enfant naturel après une reconnaissance préalable de celui-ci, ou à partir du jour où intervient un jugement dans ce sens, — la légitimation par décision judiciaire étant admise par la loi bulgare, à la différence du droit français (3) — l'enfant naturel est assimilé sans réserve ni distinction à l'enfant légitime : l'assimilation étant complète, le père reprenant son autorité, pourquoi ne pas appliquer à l'enfant légitimé la règle de l'article 5-1°, alinéa 1^{er} (4). *L'exception* (5-1°, al. 2) qu'il énonce, n'est-elle pas relative à l'enfant

(1) Le juge bulgare écartera, lorsqu'il s'agira d'un père étranger, les dispositions de la loi étrangère qui ne reconnaît pas la légitimation par mariage subséquent (loi anglaise) ou par décision judiciaire (loi française), et statuera en y substituant les dispositions de sa propre loi considérées d'ordre public *Sic*, Paris, 23 mars 1888, *J. Clunet*, 1889, p. 628. Cf. *Bartin, Les dispositions d'ordre public, la théorie de la fraude*, etc., dans la *Revue de droit international et de législation comparée*, 1897, p. 400 et s.

(2) *M. Fadenchecht à son cours.*

(3) Cf. *Planiol, Traité élémentaire de droit civil*, Paris, 1901, p. 935, nos 2936 et suiv.

(4) Nous croyons devoir rejeter la doctrine qui fait découler la nationalité de l'enfant légitimé par son père après la reconnaissance antérieure de la mère, d'une idée de naturalisation et par conséquent de la disposition de l'art. 11, al. 2, ainsi conçu : « Deviennent Bulgares les enfants mineurs dont le père et la mère, ou seulement le père, ou la mère survivante se font naturaliser Bulgares, à moins que, dans l'année suivant leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 5-4° ».

En effet, la première interprétation conduit à des résultats inacceptables (V. notamment *Surville et Arthuis, op. cit.*, p. 58), tels qu'un droit d'option de l'enfant à sa majorité, droit résultant de l'art. 11, al. 2, *in fine*, et lui permettant

naturel reconnu seulement et non légitimé ? Le législateur ne peut, en 1904, méconnaître la profonde différence qui existe entre l'enfant légitimé et l'enfant naturel simplement reconnu.

Toutefois, faut-il faire une distinction entre la légitimation par mariage subséquent et la légitimation par décision judiciaire ? La première, seule, a pour effet de constituer une famille qui ne diffère en rien de la famille légitime ; les mêmes rapports que dans la famille légitime sont établis entre les divers membres qui la composent, les enfants ont désormais les mêmes devoirs et les mêmes droits ; c'est au père qu'appartient dorénavant la prépondérance, c'est lui qui exercera la puissance paternelle, c'est lui, donc, qui imprimera sa nationalité à ses enfants. Peu importe que la mère ait reconnu l'enfant naturel la première (1). La légitimation est un acte qui produit des effets plus profonds que la simple reconnaissance (2) ; elle fait cesser

de conserver sa nationalité primitive, qu'il avait empruntée à sa mère et que celle-ci avait remplacée par la nationalité de son mari, au moment de son mariage. D'un autre côté, il est une question discutée en doctrine, celle de savoir si l'art. 14, al. 2, est applicable aussi en cas de changement de nationalité de la mère par mariage, de même que cette autre de savoir si la disposition de ce texte est applicable aux enfants nés hors mariage. Nous ne saurions répondre par l'affirmative (*Sic*, G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 195. *Contra*, Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 18 ; Cogordan, *op. cit.*, p. 38 ; Weiss, *op. cit.*, p. 69). Si donc l'enfant change de nationalité du fait de la légitimation et emprunte la nationalité de son père, c'est par l'effet des principes de cette institution qui font acquérir au père une prépondérance dans le mariage et confèrent à ses enfants sa nationalité.

(1) En sens contraire, la jurisprudence de la chancellerie française, Cluzel, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1908, p. 719.

(2) La reconnaissance antérieure de la mère a pour effet de transmettre sa nationalité à l'enfant légitime. C'est un point sur lequel aucun doute n'est permis. Mais quelle fut la nationalité de l'enfant si le père le reconnaît plus tard par mariage ? La question fut soulevée au sein de l'Institut de droit international. M. Desjardins pensait que c'est celle du père ; il s'agissait, d'ailleurs, dans ce cas, d'une légitimation et non plus d'une simple reconnaissance. M. Catellani, rapporteur, concluait également dans ce sens. *Annuaire de l'Institut*, vol. XV, p. 244.

un état de choses anormal et crée les rapports réguliers de la famille légitime. Aussi, il est dans l'intérêt même de l'unité et de l'homogénéité de la famille que les enfants ainsi légitimés suivent la condition de leur père. Quant à la légitimation par décision judiciaire, elle peut donner lieu à quelque doute. Elle ne rétablit pas la famille. Mais n'implique-t-elle pas quelque chose de plus que la simple reconnaissance, une sollicitude plus grande, une affection plus vive ? Ne détermine-t-elle pas aussi des relations plus étroites, des droits et des devoirs plus complets, qui ne diffèrent en rien de ceux que crée la filiation légitime ? Ne permet-elle pas, enfin, au père, d'exercer une influence directe et immédiate sur son enfant, d'être aussi le maître de son éducation ? Ce sont là des prérogatives qu'il acquiert et qui viennent démentir le désintéressement qu'on peut lui reprocher lorsqu'il vient opposer une simple reconnaissance tardive à la reconnaissance antérieure de la mère. Ici encore, à notre avis, la légitimation du père l'emporte sur la reconnaissance antérieure de la mère et transmet à l'enfant légitimé la nationalité paternelle (1).

Faut-il tenter d'éluder cette solution en matière de légitimation soit légale, soit judiciaire ? Elle nous paraît trop logique pour s'en écarter en quoi que ce soit. La question ne fait d'ailleurs guère de doute. Posée devant l'Institut de droit international dans sa session de Venise en 1896, le rapporteur du projet n'hésite pas à la résoudre dans ce sens. La Chancellerie est du même

(1) Toutefois faut-il observer que la légitimation postérieure de l'enfant, par décision du tribunal, par rapport à la mère, ne saurait produire cet effet, l'autorité de la mère, même hors mariage, étant, dans l'esprit du droit bulgare, inférieure à celle du père qui s'est fait connaître par la reconnaissance antérieure, et dont l'influence a pu s'exercer pendant un certain temps et imprimer irrévocablement une nationalité à son enfant.

avis (1). Elle se fonde sur l'article 333 du code civil (2). L'analogie entre le droit bulgare et le droit français en ce qui concerne les effets que produit la légitimation est frappante.

Bien que la loi relative à la nationalité ne mentionne pas la légitimation à côté de la naissance comme source de nationalité, il n'en est pas moins certain que les enfants légitimés doivent être traités, en ce qui concerne la nationalité, comme les enfants légitimes (3).

Pourquoi enfin, par l'effet de l'article 11, alinéa 3, imprimer à l'enfant légitimé en pays étranger, la qualité de Bulgare toutes les fois que son père se fera naturaliser Bulgare, et la lui refuser lorsque son père était déjà naturalisé tel au moment de la légitimation ? La nationalité récemment acquise par le père doit-elle être primée par celle qui est plus ancienne, ou qu'il tient, dans la majorité des cas, de son origine même ? Non. Ce serait cependant le résultat inique d'un tel système.

IV. — *Enfant adoptif*. — L'adoption est un contrat passé entre l'adoptant et l'adopté, qui crée entre ces deux personnes, des relations de parenté véritable, mais produit des effets beaucoup plus restreints que la filiation. L'adopté ne rompt pas avec sa

(1) Lettre adressée au Préfet de l'Ain par la Chancellerie (*Pand. fr. pér.*, 1900, 5, 26, *J. Clunet*, 1895, p. 689). « J'estime, en conséquence, qu'un enfant naturel qui avait été d'abord reconnu par sa mère étrangère, devient Français, s'il est postérieurement légitimé par le mariage de celle-ci avec un Français. » En sens inverse, l'enfant naturel reconnu par une Française devient étranger, quand sa mère le légitime par son mariage avec un étranger.

(2) La même doctrine a prévalu aussi en Autriche sur la base de l'article 161 du code civil qui assimile, quant aux droits, les enfants légitimés aux enfants légitimes. Cf. G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 114 ; Beachet dans le *J. Clunet*, 1883, p. 364. Rapp. loi russe sur la légitimation et adoption du 12 mars 1891, article 111 ; Lehr, *De la légitimation et de l'adoption d'après les nouvelles lois russes de 1891*, dans le *J. Clunet*, 1895, p. 518 et suiv.

(3) *Sic*, Boulogne-sur-mer, 9 mars 1905, *Gazette des Tribunaux*, 19 mars 1905. *Contra*, St-Gaudens, 12 janvier 1903, *Gazette des Tribunaux*, 13 mars 1903.

famille ; il reste uni à cette dernière, toujours tenu envers elle de toutes les obligations que la filiation légitime lui impose, et conserve tous les droits qu'elle lui confère. L'adoption vient superposer seulement à la parenté légitime de l'adopté, une parenté fictive, trop imparfaite pour pouvoir se substituer à la première.

Mais cette institution a-t-elle pour effet de transmettre la nationalité de l'adoptant à l'adopté lorsqu'ils sont de nationalités différentes ? Un Bulgare adopte un étranger : celui-ci acquerra-t-il la nationalité bulgare ? Ce résultat n'est point admissible (1). Les effets généraux de l'adoption, comme nous venons de le voir, ne détruisent pas les liens de la famille primitive. L'enfant n'a pas quitté celle-ci ; il continue à subir son influence ; il y est attaché par le sang, par l'éducation, et les affections naturelles qu'elle a fait naître chez lui ne sont pas détruites par son changement d'état. Tout au contraire, l'adoption, créatrice d'une filiation artificielle et fictive, ne le transporte pas dans un milieu familial auquel l'uniront d'autres liens qu'une attache purement matérielle, qu'un intérêt purement personnel et patrimonial. Enfin, comme le fait remarquer notre éminent et savant professeur M. de Lapradelle, « la naturalisation d'un étranger ne peut résulter que d'une concession du gouvernement subordonnée à des conditions de stage et de moralité. Or, permettre à l'adoption de conférer la nationalité française ce serait donner aux particuliers ce droit de créer des Français que l'Etat se réserve » (2).

V. — *Enfants adultérins ou incestueux*. — La reconnaissance et la légitimation des enfants adultérins ou incestueux

(1) Une loi russe du 12 mars 1891 admet cependant que les personnes de condition inférieure adoptées par des nobles et par des bourgeois notables héréditaires, acquièrent la bourgeoisie notable personnelle. Hormis ce cas, les adoptés conservent leurs droits de classe propres (art. 9 et 10). V. Lehr, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1895, p. 523.

(2) G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 174.

étant, en principe (1), prohibée par la loi, ces enfants sont assimilés, quant à leur nationalité, aux enfants nés de parents inconnus. C'est donc l'article 5-2° qui leur est applicable en règle générale. Toutefois, il serait juste et logique, à notre avis, d'attribuer aux enfants adultérins et incestueux, la nationalité de celui des deux parents à l'égard duquel, d'une façon ou d'une autre, la filiation a pu être établie. Ainsi, malgré la prohibition générale, une reconnaissance peut toujours intervenir de la part de l'un des auteurs, s'il est libre de toute union : l'autre auteur restant inconnu, rien ne viendra révéler l'origine illicite de l'enfant et celui-ci sera considéré très équitablement comme un enfant naturel simple reconnu (2). D'autre part, il est possible que, même sans qu'il y ait eu une véritable reconnaissance, la filiation soit légalement établie : dans ce cas encore, à nos yeux, l'enfant adultérin ou incestueux doit emprunter la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la filiation est certaine. C'est, par exemple, ce qui se produira lorsque le mari a désavoué l'enfant de sa femme, ou qu'il a réussi à prouver qu'il n'est pas le père de l'enfant qui se prétend légitime en appuyant la preuve de sa filiation maternelle par témoins, c'est-à-dire en cas de contestation de légitimité ; ou encore quand, par suite d'erreur, un jugement contient la preuve de la filiation paternelle ou maternelle de l'enfant.

§ III. — A QUELLE ÉPOQUE CONVIENT-IL DE SE PLACER POUR DÉTERMINER LA NATIONALITÉ D'ORIGINE. — Dans le silence de la loi, des doutes sont permis. Est-ce à l'époque de la conception

(1) En France, cette prohibition est aujourd'hui réduite, dans une large mesure, au moins en ce qui concerne les enfants adultérins. Depuis la loi du 7 novembre 1907, elle ne subsiste presque plus pour eux, la légitimation d'un enfant adultérin étant permise par le mariage subséquent de ses père et mère.

(2) Weiss, *Nationalité*, p. 124 ; Cogordan, *op. cit.*, p. 35 ; Beudant, *op. cit.*, p. 24.

que les parents impriment leur nationalité à l'enfant ? N'est-ce pas plutôt à la naissance ? En ce qui concerne l'enfant naturel, à quel moment se voit-il emprunter la nationalité de ses auteurs ? Enfin des difficultés peuvent s'élever quant au moment précis où l'enfant légitime acquiert la nationalité de ses parents.

I. *Enfant légitime*. — Etranger lors de la conception, le père se fait naturaliser Bulgare dans l'intervalle compris entre celle-ci et la naissance ; quelle est la nationalité de l'enfant ? En sens inverse, Bulgare à la conception, le père a changé de nationalité avant la naissance ; l'enfant est-il Bulgare ? est-il étranger ? Le législateur de 1904, pas plus que celui des lois antérieures, ne s'est prononcé sur la question. Il en résulte que de nombreuses difficultés peuvent surgir en l'absence d'un texte précis, d'une base invariable quant à la solution particulièrement délicate du problème.

N'existe-t-il pas, au moins, un guide sûr qui puisse nous éclairer et nous dicter cette solution d'une façon catégorique ? Il semble que le problème puisse être résolu en appliquant le critérium de la puissance paternelle. Or son influence se manifeste sur l'enfant à la naissance. N'est-ce pas, dès lors, à ce moment que l'enfant doit emprunter à ses parents sa nationalité d'origine ? Cette solution paraît aujourd'hui préférable et elle est presque communément admise par les auteurs modernes (1). D'autres opinions cependant ont été émises. La plus ancienne en date est celle de la conception.

1° *Regula juris hoc continet*, disait Gaius (2), *ut qui legitime concipiuntur, tempore conceptionis statum sumant ; qui vero*

(1) Cogordan, *op. cit.*, p. 35 et suiv. ; Weiss, *Manuel*, p. 13 et suiv. ; G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 183 et suiv. Voir en outre en ce sens un arrêt un peu ancien de la Cour de Cass. de Belgique du 18 avril 1887., Dall., 1888, 2, 9 et suiv. et la note de M. de Boeck.

(2) *Instit.*, I, titre IV (89).

non de legitimo matrimonio concipiuntur statum sumant eo tempore quo nascuntur. Le système de la conception est consacré ici dans toute son ampleur. Rien de plus juste et de plus naturel pour l'époque romaine. Les idées et les principes généraux justifient cette solution et lui prêtent une force que personne ne songe à lui contester.— Le droit romain contribua aussi à l'adoption de ce système dans l'ancienne Bulgarie. Fidèle continuateur de la tradition romaine, l'ancien droit bulgare reproduit cette règle, d'une façon formelle et absolue (1). L'état et la condition des personnes sont déterminés par la conception dans la filiation légitime, par la naissance dans la filiation naturelle : les principes que lui transmet le droit gréco-romain, et qui réglementent les rapports juridiques des Bulgares pendant toute leur existence antérieure à la migration des Turcs, consacrent dans le droit bulgare cette maxime d'origine éminemment romaine.

Ce système a été accueilli avec faveur dans la doctrine et a trouvé des partisans convaincus parmi les jurisconsultes les plus autorisés (2). Des raisons claires et palpables ont été alléguées pour sa défense. On a dit, notamment, que l'enfant, au regard du père, est tout à fait indépendant à partir de la conception, et qu'il doit, en conséquence, lui emprunter la nationalité qu'il avait au moment du contact direct et immédiat des deux êtres.

2° Une seconde maxime, en quelque sorte éclectique, tirée, elle

(1) *Kormtchija*, ch. XLIX, tit. XVII, § 7. « Lorsque le fils de famille est émancipé pendant la grossesse de sa femme, le petit-fils qui va naître dans la suite se trouve sous la puissance de l'aïeul, la loi, dans le mariage légitime, se référant, pour déterminer l'état des personnes, à l'époque de la conception. »

(2) Beudant, *op. cit.*, p. 19. V. en outre, Marcadé, *Explication du code civil*, 5^e éd., I, p. 85; Demante et Colmet de Santerre, *Cours analytique*, 2^e éd., I, p. 74; Vallette, *Cours de code civil*, I, p. 45; Arntz, *Cours de droit civil français*, I, p. 42; Brocher, *Cours de droit international privé*, I, p. 208; Laurent, *Principes de droit civil*, I, n^o 327; de Folleville, *Traité théorique et pratique de la naturalisation*, Paris, 1880, p. 162.

aussi, du droit romain, vient atténuer la rigueur de la première. *Infans conceptus pro jam nato habetur quoties de commodis ejus agitur* (1). Très en vogue chez les anciens auteurs français, invoquée pour porter remède à certains inconvénients tenant de la condition sociale des personnes, elle ne trouve place dans le droit moderne que dans le domaine assez restreint de certains droits de famille. Mais pourquoi l'invoquer aussi pour des cas qui ne sont pas dans la loi ? N'est-il pas de principe constant que les présomptions prévues par la loi dans certaines hypothèses déterminées ne peuvent être étendues au delà. Pourquoi élargir son domaine d'une façon plus ou moins arbitraire ? Cependant M. Laurent, tout en admettant que l'adage en question est une fiction, lui attribue une portée plus générale en se prévalant d'un « fondement rationnel », celui de l'intérêt de l'enfant, et recommande son application également en matière de nationalité (2). Se réclamer de telle ou telle nationalité suivant son intérêt et invoquer le bénéfice de la fiction pour se voir attribuer la nationalité que son père possédait au moment de la conception, ce serait, d'après cet auteur, l'un des droits les plus élémentaires de l'enfant, la naissance restant toutefois le principe et la conception l'exception.

Présentée sous cet aspect séduisant, cette théorie n'en encourt pas moins le reproche d'élargir trop le champ d'application d'une fiction que le législateur a pris soin de resserrer dans des limites très étroites (3).

(1) *Digeste*, liber, I, titre V, *De statu hominum*, loi 7 : qui in utero est, perinde ac si in rebus humanis esset, custoditur, quoties de commodis ipsius partus queritur : quamquam alii, antequam nascentur, nequaquam prosit.

(2) « Quoi, s'écrie-t-il (*Droit civil*, n° 327, p. 431), la loi permet à l'enfant d'invoquer l'époque de sa conception quand il s'agit d'intérêts pécuniaires ; et elle ne lui permettrait pas de l'invoquer quand il s'agit du plus grand de tous les intérêts, de la nationalité ! » Rapp. n° 340, p. 447.

(3) Voir surtout *contra* les arguments probants tirés du caractère restrictif des dispositions des articles 725 et 906, c. civ. fr., présentés par M. de Lapra-

3° L'adage reçoit, cependant, une application abusive lorsque, par une exagération de sentiments patriotiques (et ce système ne s'est guère fait jour qu'en France), on s'efforce d'attribuer à l'enfant la nationalité française quand le père en a pu être investi, soit au moment de la naissance, soit au moment de la conception, soit même dans l'intervalle de ces deux époques (1). La nationalité française, d'après cette opinion, doit être considérée comme étant, par elle-même, un avantage que, dans tous les cas, l'enfant a intérêt à invoquer : cette qualité lui étant ainsi communiquée le jour de sa naissance, lui serait, en vertu de l'adage précité, reconnue dès le moment de la conception, à la seule condition que le père fût investi, lui-même, de la nationalité française, à cette époque.

Mais n'est-ce point confondre l'intérêt de l'individu avec celui de l'Etat ? Quel est l'avantage pour un individu d'être Français lorsqu'il a été élevé dans le respect d'une autre nationalité ? Ne voit-on pas dans ce système qu'un seul avantage, celui de la France, qui, dans l'intérêt de la conscription, désire avoir le plus grand nombre possible de citoyens ?

Un pareil système qui exposerait le législateur à toutes les critiques que nous venons de formuler n'est pas acceptable en Bulgarie.

4° Tout au contraire, volontairement ou non, la législation bulgare tend manifestement à faire prédominer le système de la *naissance* (2). L'époque de la conception est entourée du plus

delle, *op. cit.*, p. 186 et suiv. — V., en outre, Weiss, *Nationalité*, p. 58, *Manuel*, p. 15, et un argument ingénieux présenté par M. Demangeat, note sur Mourlon, *Rép. écrites*, I, p. 95, cité par M. de Lapradelle, *op. et loc. cit.*

(1) Surville, *Aperçu critique sur la détermination de la nationalité d'origine*, dans la *Revue Critique*, 1888, p. 512; Surville et Arthuis, *op. cit.*, p. 56; Demolombe, *op. cit.*, I, n° 151; de Folleville, *op. cit.*, p. 263.

(2) En ce sens, la jurisprudence de la Chancellerie. Stemler, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1890, p. 388; G. Cluzel, *La Jurisprudence de la Chancellerie en matière de nationalité* dans le *J. Clunet*, 1908, p. 397, 398.

profond mystère, et au surplus, l'on pourrait se trouver embarrassé pour déterminer la nationalité du père, si celui-ci avait changé de nationalité à une époque coïncidant à peu près avec celle de la conception. Comment préciser le jour de cette conception ? Comment établir ce point de fait à l'égard duquel la preuve est impossible ? D'un autre côté, n'est-il pas bizarre d'attribuer à l'enfant une nationalité et de le rattacher à un groupement social avant qu'il soit entré dans la société à laquelle il sera lié par la naissance seule ? — Quant au système de l'*Infans conceptus* imbu d'un fort esprit d'éclectisme, il est trop flottant, trop téméraire dans ses conclusions. Le critérium de l'intérêt qui lui sert de base est trop vague, trop indéterminé, et constitue dans notre cas, une solution juridique des plus imparfaites. Ce système ne fait en réalité que doubler les inconvénients du précédent, en laissant un lien aussi important que la nationalité à la merci du caprice et de l'arbitraire individuels.

Le plus logique de tous ces systèmes, le plus conforme à la nature même des choses, est, sans contestation possible, celui d'après lequel c'est au moment de la naissance qu'il faut considérer la nationalité des parents, du père dans notre cas, pour déterminer celle de l'enfant. L'instant de la naissance est toujours facile à établir avec certitude par plusieurs moyens : l'acte de l'état civil, et, à défaut, d'autres actes ou des témoins. D'autre part, c'est à ce moment que commence l'influence du père sur l'enfant, influence qui ne tardera guère à se faire sentir sur son éducation, avec toutes les conséquences relatives à la nationalité que nous avons brièvement exposées. C'est en ce sens que peut être interprétée la disposition de l'article 11, alinéa 2 (art. 12, al. 3, C. civil français). L'enfant qui devient Bulgare pendant sa minorité, par l'effet de la naturalisation de son père, ne le sera-t-il pas à plus forte raison dès le jour de sa naissance, si le père change de nationalité entre la conception et

la naissance. Evidemment ; et dès lors cet enfant sera revêtu de cette nationalité dès sa naissance. C'est donc à la naissance et non pas à la conception qu'il faut se rattacher pour envisager la nationalité du père et pour déterminer celle de l'enfant. — Un autre argument, d'une force incontestablement supérieure, vient nous prêter son appui. C'est la rédaction même de l'article 5-1°, alinéa 1, ainsi conçu : « Est censé sujet bulgare tout individu né en Bulgarie, ou à l'étranger d'un Bulgare. » A la différence de l'article 8-1°, alinéa 1, Code civil français, dont il est, dans une certaine mesure, la reproduction (1), notre article est libellé de manière à rendre difficile l'interprétation qu'on a parfois attachée au mot *né* dans le sens de *conçu*. En effet, l'opinion qui s'appuie sur la lettre même du texte pour soutenir le système de la naissance est, a-t-on souvent dit, mal fondée, flottante, fortement empreinte d'un esprit préconçu, et l'argument dont elle use, déjà bien pauvre en soi, tombe, quand on observe que « né de » veut dire « issu de ». — En est-il vraiment ainsi ? On pourrait le supposer. En effet, *né d'un Français* peut très bien être remplacé par *issu d'un Français* sans que cette interprétation vienne, en apparence, en modifier sensiblement le sens. L'objection, dans une certaine mesure, peut, donc, paraître sérieuse et fondée. Mais, avec la réflexion, la contradiction de cette seconde interprétation avec les textes est frappante : dans le second système, le fait même de la naissance importe peu ; seule, la conception est en cause ; c'est elle que le législateur veut faire constater. Est-ce bien là sa véritable pensée ? La Cour de Cassation belge (2) qui a eu à appliquer le même texte qu'en France (art. 10, al. 1 an-

(1) Art. 8-1°, al. 1. — « Sont Français..... 1° Tout individu né d'un Français, en France ou à l'étranger. » Cpr. art. 10, al. 1 ancien : « Tout enfant né d'un Français en pays étranger est Français. »

(2) 18 avril 1887, Dall., 1888, 2, 9. « L'enfant dont le père a changé de nationalité dans l'intervalle de la conception à la naissance, acquiert la nationalité de son auteur, au jour de la naissance, et non au jour de la conception. »

ciens) dans un cas qui lui fut soumis a refusé de lui donner une interprétation aussi large.

La rédaction de l'article 5-1°, alinéa 1, de la loi bulgare nous paraît encore plus affirmative dans le sens de l'interprétation restrictive de ce texte. Il s'agit, en effet, dans notre article, d'individu *né* en Bulgarie ou à l'étranger d'un Bulgare et non pas d'individu *issu* simplement d'un Bulgare. Essayerait-on d'étendre à l'enfant *conceptus* la disposition de l'article 5-1° réservée par le législateur à l'enfant *natus* ? Rien ne permet de faire cette extension (1). Mais, même en remplaçant dans l'article 5-1°, le mot *né* par le mot *issu* (tout individu *issu* en Bulgarie ou à l'étranger...), même en ne reculant pas devant un non sens et en employant une expression qui n'a aucune signification, on reste convaincu qu'il est plutôt question dans cet article de la naissance que de la conception. En effet, les mots *en Bulgarie ou à l'étranger* mis immédiatement après l'expression *né* viennent incontestablement souligner son véritable sens, rendent avec plus d'expression la pensée du législateur, et le dépouillent, en outre, de tout ce qu'il comporterait de vague et d'incertain dans une rédaction qui serait la reproduction du texte français. — Enfin cette même expression « né en Bulgarie » est employée d'une façon analogue aussi dans les deux alinéas suivants de l'article 5. Or, si l'on peut, sans nuire au sens et à la portée de la disposition, remplacer dans l'alinéa 1 le mot « *né* » par le mot « *issu* », il est inadmissible qu'on ne puisse le faire également dans les alinéas 2 et 3 du même article. La chose est manifestement impossible. Décider que tout individu *conçu en Bulgarie* de parents inconnus est Bulgare d'origine, serait une véritable inconséquence, une entrave au bon sens et une interprétation inexacte du texte.

(1) Fiore, *Droit international privé*, traduction Pradié-Fodéré, Paris, 1875, p. 113.

Ces arguments sont décisifs, et la conclusion à laquelle ils conduisent est la meilleure preuve de la fausseté de l'interprétation contraire.

II. *Enfant naturel*. — L'enfant naturel a été reconnu par l'un de ses auteurs. A quel moment faut-il considérer la nationalité de celui-ci pour déterminer celle de l'enfant ? Faut-il remonter au jour de la naissance (aussi bien pour l'enfant naturel et pour les mêmes motifs que pour l'enfant légitime, c'est la naissance et non pas la conception qu'il importe d'envisager en matière de nationalité, sans distinguer si c'est le père ou si c'est la mère qui l'a reconnu), ou faut-il considérer la nationalité du parent qui l'a reconnu, au moment de la reconnaissance, dans l'hypothèse d'un changement de nationalité dans l'intervalle de la naissance à la reconnaissance ? En présence du silence de la loi, le doute est permis.

En faveur de la reconnaissance, on peut dire que c'est alors seulement que commence à s'exercer l'influence morale des parents. Cette solution est logique et satisfaisante, mais il paraît difficile de l'accepter parce qu'il n'existe aucun texte spécial pour la consacrer.

En faveur de la naissance, on peut faire remarquer qu'elle s'appuie sur les principes généraux du droit. Elle constitue la solution qui, dans l'état actuel des textes, a nos préférences. Elle s'impose d'ailleurs à l'esprit si l'on réfléchit que la reconnaissance, par elle-même, ne *crée* rien. L'acte notarié ou le jugement qui la constatent ne font qu'affirmer les rapports de filiation préexistante, la paternité ou la maternité, sur laquelle la loi se base pour déterminer la nationalité, et l'attribuer à l'enfant (1). Né de parents Bulgares, — et nous connaissons déjà quels parents transmettent à l'enfant naturel leur nationalité, — l'enfant est

(1) Sechi, *op. cit.*, dans le *Digesto Italiano*, n° 62.

Bulgare malgré la naturalisation étrangère de ses auteurs survenue entre l'époque de la naissance et celle de la reconnaissance. Inversement, les parents étant étrangers au moment de la naissance, l'enfant suit, sans aucune réserve, la nationalité qu'ils avaient alors, quand bien même ils seraient Bulgares au moment de la reconnaissance. La reconnaissance a un effet simplement déclaratif et ne constitue donc pas un mode d'acquisition de la nationalité. En outre, le changement de nationalité, en droit bulgare, étant éminemment personnel, l'enfant naturel pas plus que l'enfant légitime, ne saurait être influencé par la naturalisation étrangère ou bulgare de ses parents, en dehors des hypothèses prévues par la loi. Or, les textes sont muets en ce qui concerne le changement de nationalité par l'enfant naturel, comme effet de la naturalisation de ses parents. Les articles 11, alinéa 2, et 18 *in fine*, applicables aux seuls enfants légitimes (1), ne peuvent, dans aucun cas, déterminer un changement de nationalité chez les enfants naturels dont le père ou la mère survivante, qui l'ont reconnu, ont changé de nationalité après sa naissance.

L'enfant naturel gardera, donc, lors de la reconnaissance, la nationalité dont ses parents étaient revêtus au moment de sa naissance. C'est au moment de la naissance que la loi attribue une nationalité à l'enfant ; il n'y a donc aucune raison pour distinguer si la déclaration de la paternité est faite alors ou si elle n'intervient que postérieurement par une reconnaissance séparée, à la condition, toutefois, que ce soit pendant la minorité de l'en-

(1) V. *contrà*, Cogordan, *op. cit.*, p. 34. De l'ensemble même et de l'esprit de l'article 11 on déduit, sans difficulté, qu'il n'est applicable qu'aux seuls enfants légitimes. L'art. 11 entend toujours se placer dans l'hypothèse d'une famille légitime en disposant que, changent de nationalité, seuls les enfants mineurs d'un père ou d'une mère *survivante* qui se fait naturaliser Bulgare, « ce qui paraît bien se référer à l'hypothèse d'un mariage rompu par la mort ». G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 196. Pour ce qui est de l'article 18, c'est une application spéciale de l'article 11, al. 2, dans une espèce particulière qu'il prévoit.

fant. Peu important aussi, à notre avis, les changements dont peut être affectée la nationalité de ses auteurs après cette époque ; ce n'est pour lui que *res inter alios acta* et il ne saurait nullement en être atteint.

III. *Enfant légitimé*. — A quel moment l'enfant légitimé emprunte-t-il la nationalité de ses parents ? N'était la difficulté de savoir de quel parent l'enfant prend la condition, il serait facile de suppléer au silence du législateur par les dispositions générales qu'il a édictées en matière de légitimation (art. 333, C. civ. fr.). Une autre difficulté surgit cependant, quand à ceci viennent s'adjoindre divers faits qu'il importe de ne pas négliger : par exemple, un changement de nationalité du père, soit entre la conception et la naissance, soit entre celle-ci et la reconnaissance ou encore entre la reconnaissance et la légitimation. Toutes ces circonstances sont la source d'autant de difficultés auxquelles le législateur n'a pas réfléchi, et qu'il s'est abstenu de solutionner.

Les principes généraux de la légitimation peuvent nous venir, ici, encore, en aide. C'est le jour même de la célébration du mariage, qui est fictivement considéré comme le jour de la naissance de l'enfant, que la légitimation s'opère. C'est le même jour aussi que celle-ci communiquera à l'enfant la nationalité de son père. Ainsi, l'enfant naturel d'un père, étranger lors de sa naissance, mais Bulgare à l'époque de la légitimation, est Bulgare. Mais si le père, Bulgare à la naissance, est étranger à la légitimation, l'enfant légitimé sera-t-il étranger ? Oui, d'après nous. Non, d'après ceux qui, pour déterminer la nationalité de l'enfant légitimé, font intervenir l'idée de naturalisation ; pour eux, dans ce cas également, il serait Bulgare, car la naturalisation à l'étranger d'un Bulgare n'a pas, en droit bulgare, un effet collectif. Mais n'est-ce pas là le résultat d'une méprise ? Car, si l'enfant légitimé est Bulgare dans le premier cas, il ne l'est point

en vertu de l'article 11, alinéa 2 (1). Seuls, les principes généraux de la légitimation qui reconstitue la famille légitime, et la nécessité de rapprocher l'enfant du père par l'unité de nationalité, doivent faire décider souverainement sans que l'idée de naturalisation ait à intervenir, que l'enfant légitimé sera investi de la nationalité de son père dès le jour de la célébration du mariage ou de la décision judiciaire qui prononce la légitimation, et cela sans réserve aucune (2).

Cependant, si, sur ce point, la théorie de la légitimation et celle de la naturalisation se séparent, il en est un autre où elles se rencontrent. Elles n'admettent pas, en principe, que le changement de nationalité qui s'opère en la personne de l'enfant légitimé ait un effet rétroactif (3). La théorie de la naturalisation nous explique aisément cette solution, le changement de nationalité ne produisant pas, en principe, d'effet rétroactif. Mais la non rétroactivité est aussi facile à concevoir dans le système que nous avons adopté et qui tient du caractère même de la légitimation. C'est du jour du mariage, en effet, que se révélera la puissance paternelle et que les privilèges qui lui sont attachés seront, par conséquent, acquis au père ; c'est ce jour donc, seulement, qu'il pourra changer la nationalité de son enfant dont il crée, par l'acte de la légitimation, une nouvelle situation et ne

(1) La disposition de l'article 11, alinéa 2, n'est pas applicable, croyons-nous (V. note 1, p. 211), aux enfants naturels, non légitimés. La légitimation, seule, rend, par conséquent, l'effet collectif de la naturalisation applicable aux enfants naturels, mais seulement pour les changements qui peuvent affecter la nationalité de leurs parents *après* cette époque. L'on ne saurait, en effet, invoquer ce texte à l'égard des enfants légitimés à l'occasion de la naturalisation de leurs parents survenue *avant* la légitimation, c'est-à-dire avant même que la cause génératrice de la disposition de l'article 11 ait pris naissance.

(2) Aussi aucun droit d'option n'est accordé à l'enfant légitimé pour conserver ou repousser la nationalité que le parent qui l'a légitimé lui a donnée au moment de la légitimation.

(3) En ce sens Gruffy, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1895, et les auteurs cités par M. Surville dans la *Revue critique*, 1906.

se borne pas, comme en matière de reconnaissance, à faire simplement constater un état préexistant. La légitimation est, donc, attributive et non déclarative, et la nationalité des parents au jour où elle interviendra ne rétroagira pas.

Toutefois, il faut admettre une exception. La reconnaissance qui précèdera la légitimation, produisant un effet déclaratif, la nationalité du père sera, dans le cas où celui-ci n'aura pas changé de patrie entre la naissance et la légitimation, acquise à l'enfant légitimé au jour de sa naissance.

SECTION II. — Le sol.

La filiation est la règle : le sol n'intervient qu'à titre d'exception, dans des hypothèses spéciales expressément prévues par la loi. La filiation est admise, seule, à produire des effets généraux ; car ce n'est point, dans le droit bulgare, l'influence du lieu de naissance, mais bien celle du lien du sang qui est souveraine. Devant l'autorité du principe du sang, la force de l'élément territorial, si grande ailleurs, se courbe et s'efface. Elle se relève et se réhabilite, cependant, sous la poussée des nécessités pratiques, grâce à l'intervention de dispositions spéciales de la loi. Le principe est alors que le sol confère la nationalité d'origine toutes les fois que la filiation en est incapable. C'est ainsi qu'il fournit une nationalité à l'enfant trouvé sur le territoire, sans père ni mère connus, ou dont la nationalité est incertaine. Les législations les plus réfractaires à l'influence du territoire, sont obligées de l'admettre dans ce cas ; c'est la jurisprudence et la pratique qui la consacrent à défaut d'un texte formel (1). Il est, en outre, un cas où la filiation s'incline devant l'autorité de son adversaire qui triomphe, pour des raisons spéciales, et sans

(1) Il en fut ainsi en Belgique jusqu'à la loi du 15 août 1881, voir *Annuaire de la législation étrangère*, 1882, p. 453, notice et notes par M. L. Renault. Cf. en outre Liège, 12 février 1881 (Sir., 1881, 4, 21).

l'appui d'aucune disposition formelle. C'est celui de l'enfant naturel né de parents légalement inconnus ou qui ne se sont pas fait connaître pendant sa minorité ; cet enfant garde la nationalité qui lui a été attribuée par le sol, à sa naissance, malgré la reconnaissance qui interviendra après sa majorité (1). La filiation, toute puissante et exclusive qu'elle soit pendant la minorité de l'enfant, se voit dépourvue de toute force si elle ne se révèle qu'après la majorité de l'enfant naturel. Rien d'ailleurs de plus logique. Il serait inadmissible, dans l'intérêt même de l'enfant, de voir sa nationalité ballottée, flottante, soumise à d'incessantes fluctuations, subordonnée au simple caprice de parents qui ne se sont jamais préoccupés de lui durant sa minorité, et dont il n'a pas subi l'influence.

Partout ailleurs, lorsqu'un texte spécial et formel fait défaut, c'est la filiation, seule, qui, fortifiée par la puissance paternelle, saisit l'individu et lui attribue la nationalité du père.

Méconnu de tout temps, en Bulgarie, — et quels adversaires convaincus et autorisés ne rencontra-t-il pas en France, lors de la discussion de la loi de 1889 (2) ! — trop rigide, et en outre trop peu conforme aux idées modernes qui exigent souverainement le respect des manifestations de la volonté humaine, le sol n'est admis qu'à titre d'exception, et ne confère la nationalité bulgare que dans des cas limitativement énumérés et dans des hypothèses spécialement prévues par la loi.

(1) La loi dispose, article 5-1^{er}, alinéa 2 : « L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents... »

(2) Notamment M. Batbie, *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat, 1886, p. 1179 et suiv. ; et M. Camille Sée, au cours de la même séance, s'écrie avec beaucoup de justesse et d'autorité : « L'Etat ne peut pas ne pas intervenir lorsqu'il s'agit de l'entrée d'un étranger dans la famille française. La nationalité doit dépendre du sang, de la filiation » (*Ibid.*, p. 1182).

§ I. A QUEL TITRE LE SOL CONFÈRE-T-IL LA NATIONALITÉ BULGARE? — Le *jus soli* gagne en 1883, en partie, et plus ample-ment en 1904, de nouveaux éléments de force, pour conférer la nationalité bulgare à des individus nés en Bulgarie de parents étrangers ; cependant quelles que soient les applications qu'on en fait, on ne ressuscite pas les anciennes idées (1) que consacrait la conception antique de la souveraineté territoriale en vertu de laquelle l'homme suivait la condition de la terre tant qu'il y résidait. Discréditée complètement, cette notion despotique du lien de sujétion ne retrouve aujourd'hui, nulle part, d'application. Plus particulièrement chez nous, le *jus soli* ne rencontre aucun appui sérieux pour se développer et se fortifier de sa propre autorité et d'une façon isolée. Et, si, parfois, le partiel hommage que le législateur lui rend dans certains pays peut être envisagé comme un compromis nécessaire entre le système exclusivement basé sur l'élément territorial et cet autre opposé, basé sur le sang, il est bien certain que le législateur bulgare n'a pas la même préoccupation en 1883 et en 1904. Tout au contraire, telles étaient en Bulgarie, dès le début, la force et l'autorité du *jus sanguinis*, que le législateur n'ose, en 1880, le contredire pour consacrer l'influence du sol par une formule plus ou moins compréhensive, fondée sur une interprétation logique, mais inacceptable, de l'article 54 de la Constitution. Subitement cependant, en 1883, sous la poussée des nécessités pratiques, et dans le but d'assurer l'ordre et la sécurité du pays, la loi, par un revirement très naturel, adopta un système mixte qu'elle ne fit qu'accentuer par une évolution progressive qui atteignit, en 1904, son point culminant. On était cependant allé trop loin dans

(1) Voir, cependant, Ch. Beudant, *Droit civil*, I, p. 17, n° 14, qui semble maintenir les critiques qu'il avait déjà formulées (Ch. Beudant, *op. cit.*, dans la *Revue critique*, 1856, p. 71) à l'égard de l'application du *jus soli*, dans le droit moderne.

cette direction pour que le besoin ne se fit bientôt sentir de revenir en arrière : c'est ce que fit la loi de 1908 en portant une atteinte sérieuse au système.— Tel qu'il fonctionne aujourd'hui, le *jus soli* n'a rien d'impératif. Admis seulement pour atténuer la sévérité des règles relatives à la naturalisation proprement dite (1), il n'a d'autre but que de conférer la nationalité bulgare à des individus que la loi, pour une raison ou pour une autre, regarde avec une faveur marquée, qu'elle juge dignes d'intérêt et envers lesquels, en conséquence, elle se montre, en cette matière, bien disposée.

Mais comment justifier cette admission et cette tolérance du *jus soli* en droit bulgare ? En vain chercherait-on quelques explications dans les travaux préparatoires : pas plus en 1883, au Conseil d'Etat (2), qu'en 1903, au Sobranié (3), aucune justification n'est donnée aux innovations adoptées. Cependant, en dehors des raisons très sérieuses d'utilité pratique que nous avons déjà signalées, il est en faveur de cette solution des arguments plus puissants qu'il nous faut examiner.

Un fondement moral du *jus soli* qui lui donne un caractère particulier et distinctif, très différent de celui qu'il avait primitivement, est allégué par les rapporteurs de la loi française de 1889, imitée fidèlement en 1904 par le législateur bulgare. Ce n'est plus la souveraineté sur la terre qui fait revivre la conception antique d'un *jus soli* absolu et despotique, mais l'idée que le *jus soli* dérive de la nature elle-même qu'il entoure d'un respect profond, qu'il procède, avant tout, de l'attachement que tout individu nourrit pour le lieu où il est né et qu'il continue à lui porter tant qu'il y demeure. Mais se borner à cette justi-

(1) Voir *suprà*.

(2) Conseil d'Etat, *Protocole* n° 17, du 24 janvier 1883.

(3) Séance du 18 décembre 1903.

fication sentimentale, capricieuse et incertaine (1), n'est-ce pas trop rétrécir, dans bien des cas, le champ d'application du *jus soli* et compromettre son fonctionnement ? Il y a autre chose à invoquer, c'est une présomption plus puissante qui, tenant compte de l'action du milieu sur l'individu, — et non plus de simples affections personnelles, — laisse au sol jouer le rôle autoritaire que les besoins de la pratique exigent parfois de lui. C'est sur une marque extérieure et apparente, l'éducation bulgare, que la loi se fonde pour attribuer la nationalité par le sol.

C'est donc cette même éducation que nous retrouvons, ici encore, pour lui faire produire les mêmes effets. La naissance, sur le territoire, de parents étrangers, n'attribue pas par elle-même la nationalité. L'éducation est l'élément prépondérant en cette matière : lorsqu'elle est donnée par le dépositaire de la puissance paternelle, l'enfant emprunte la nationalité de celui-ci sans réserve ; il naît et se développe sous l'action morale du milieu social ambiant, et il ne peut se soustraire à son influence absorbante. Ce milieu, grâce à ses facultés d'absorption prodigieuses, en lui imprimant les habitudes et les mœurs nationales, et en lui gravant dans le cœur les tendances et les aspirations du pays qu'il habite, lui fera acquérir, du même coup, la patrie bulgare.

§ II. DANS QUELS CAS LE SOL OPÈRE-T-IL UNE SURE ET INDISCUTABLE ASSIMILATION ? — Si le sol saisit l'individu dans certains cas,

(1) Les considérations qui suivent, exposées par Treilhard, lors de la confection du code civil français (Cf. Loché, *op. cit.*, I, n° 4, p. 465), ont-elles la même valeur dans toutes les circonstances où la naissance de l'enfant peut se produire sur le sol français ? « Ses premiers regards ont vu le sol français ; c'est sur cette terre hospitalière qu'il a souri pour la première fois aux caresses maternelles, qu'il a senti ses premières émotions, que se sont développés ses premiers sentiments. Les impressions de l'enfance ne s'effacent jamais ; tout lui retracera, dans le cours de la vie, ses premiers jeux, ses premiers plaisirs ; pourquoi lui refuserait-on le droit de réclamer la qualité de Français que tant et de si doux souvenirs pourront lui rendre chère ».

c'est à la condition que l'éducation bulgare lui soit jointe. Mais comment établir cette coexistence ? Elle est facile à constater toutes les fois que l'enfant n'a pas subi l'influence, de beaucoup la plus importante, du milieu familial : sans filiation connue, l'enfant se soustrait à l'action de l'éducation familiale ; c'est à la société qu'il emprunte les sentiments et les aspirations, et, par conséquent, la patrie. Mais la difficulté réapparaît dès qu'il s'agit d'opposer l'une à l'autre l'influence familiale étrangère et l'influence sociale du pays. L'éducation bulgare, dans ce cas, est-elle certaine ? Deux influences sont aux prises : la première, celle du milieu domestique, a devant soi table rase, la seconde, celle du milieu social, doit lutter contre l'enseignement et l'inclination donnés par la famille. Celle-ci, d'ailleurs la plus faible, sera nécessairement vaincue et devra céder. Mais l'affection de l'individu pour le pays où il est né peut, à son tour, reprendre de la force. Aussi la loi s'empresse-t-elle alors de le saisir, sauf à lui donner, au moyen d'une option à sa majorité, la possibilité de se débarrasser de la nationalité qu'elle a cru, peut-être à tort, devoir lui conférer. — Les deux hypothèses sont prévues par l'article 5, alinéas 2 et 3 ; nous les étudierons dans leur ordre naturel.

I. Naissance en Bulgarie de parents qui demeurent inconnus ou dont la nationalité est inconnue. — Il s'agit, dans cette catégorie : 1° d'enfants trouvés dont les parents n'ont pas voulu se faire connaître ; 2° d'enfants naturels qui n'ont pas été légalement reconnus ou qui ne peuvent être reconnus, tels que les enfants adultérins ou incestueux ; 3° d'enfants, dont les parents, quoique connus en fait et légalement, n'ont pas de nationalité certaine et ne se rattachent, par conséquent, à aucun Etat déterminé.

Impuissante dans ces cas à transmettre une nationalité, la filiation cède la place au sol qui, lui, trouve ici une application

aussi étendue qu'absolue. Toutefois, il n'est pas assez fort pour s'opposer à un retour de l'influence du sang qui, pendant toute la durée de la minorité de l'enfant, pourra, par l'effet d'une reconnaissance (1) ou autrement, opérer une nouvelle attribution de nationalité et anéantir les effets qu'aura produits le sol. Quoi qu'il en soit, la loi de 1904 réalise à cet égard sur ses devancières — et par esprit d'imitation de la loi française, — un véritable progrès. Tandis que celles-ci (art. 6, al. 2, loi 1880 et art. 13, loi 1883) ne visaient que les « enfants trouvés sur le territoire, sans père ni mère », la loi actuelle, par une distinction dont il faut lui savoir gré, introduit quelque précision et s'attache à la respecter. Elle ne se contente pas de la présomption trop générale énoncée dans l'article 6, alinéa 3 (Loi 1880) et dans l'article 3 (Loi 1883), d'après laquelle est considéré comme sujet bulgare jusqu'à preuve du contraire tout individu qui est né en Bulgarie (Loi 1880), ou qui habite simplement ce pays (Loi 1883), et sur la nationalité duquel une contestation est élevée. Elle s'applique indistinctement à tous les enfants nés de parents inconnus et dissipe ainsi tous les doutes qui furent la matière d'interminables discussions (2) sous l'empire du code civil avant la loi de 1889, et fait disparaître en même temps toute équivoque résultant d'un texte trop imprécis et trop vague.

Mais l'article 5-2° tranche-t-il toutes les difficultés que la détermination de la nationalité de cette catégorie d'individus peut soulever ? La loi de 1904 s'est bornée à copier plus ou moins

(1) Soit que les parents d'un enfant légitime se fassent connaître, soit que les auteurs d'un enfant naturel, et même, dans certains cas, adultérin ou incestueux, le reconnaissent, soit enfin que les parents *heimathlos* acquièrent, spontanément ou par l'effet de la loi, une nationalité après la naissance, en Bulgarie, de leur enfant, — dans tous ces cas, croyons nous, par l'effet des principes généraux, le *jus sanguinis* reprend sa force et attribue à l'enfant, pendant qu'il est encore mineur, la nationalité de ses parents.

(2) Voir l'exposé du débat dans de Folleville, *op. cit.*, p. 265 et suiv. Cfr. aussi une note de M. Dutruc sous Cass. belge, 24 juin 1880, D., 1880, 2, p. 209.

fidèlement les articles du code civil français relatifs à la nationalité, sans s'inspirer des leçons qu'il eût pu tirer de la pratique des lois antérieures. Elle a aussi négligé d'utiliser une bonne partie des dispositions des anciennes lois qui auraient pu s'adapter aux besoins et aux conditions spéciales du pays. C'est ainsi qu'elle n'a pas conservé la présomption de l'article 3 (Loi 1883), et qu'elle ne fait non plus aucune mention des enfants *trouvés* dont l'article 13 (Loi 1883) prenait le soin de déterminer la nationalité.

Quelle est, sous l'empire de la nouvelle loi, la nationalité des enfants trouvés (1) sur le territoire bulgare, mais qui n'y sont point nés ou sur la naissance desquels en Bulgarie, des doutes peuvent s'élever ? L'article 5-2° écarte, sans doute involontairement, cette hypothèse : il ne prévoit que le cas où la naissance aura eu lieu en Bulgarie. Cet enfant trouvé sur le territoire, le législateur va-t-il le présumer toujours né en Bulgarie ? Ou, au contraire, lorsqu'il y a certitude qu'il est né à l'étranger, va-t-il lui conférer la nationalité du pays sur le sol duquel il a vu le jour ? Cette solution paraîtrait logique, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il y a des pays — l'Allemagne et l'Espagne, entre autres, — qui n'attribuent pas *jure soli*, leur nationalité à l'enfant, né sur le territoire sans filiation connue ; dès lors la loi bulgare ne saurait leur imposer cet individu dont ils ne veulent pas. Faut-il alors le laisser sans patrie ?

Enfermée dans ce cadre, la question menace de rester sans solution, car les termes de la loi sont formels : la naissance certaine sur le sol bulgare est, dans ce cas, indispensable pour que la nationalité bulgare soit conférée à l'enfant. Etranger par le sang celui-ci l'est donc, aussi, *jure soli*.

(1) Bluntschli, *op. cit.*, p. 224, art. 366 *bis* : « Les enfants trouvés dont les parents demeurent inconnus, deviennent citoyens de l'Etat sur le territoire duquel ils sont trouvés. »

Telle n'est pas cependant la solution que nous préférons. N'ayant pas eu de famille qui, en lui apprenant la langue et les traditions d'une autre nation, l'aura pénétré, en même temps, des mœurs et des coutumes de cette nation ; ignorant souvent le lieu de sa naissance et ne pouvant, par conséquent, nourrir instinctivement des affections pour une patrie qu'il ne connaît pas, l'enfant, emporté par le courant irrésistible des idées et des habitudes du pays où il vit et se développe, subit, sans résistance, l'action du milieu, son influence absorbante et s'assimile définitivement à la nation au milieu de laquelle il grandit. Il est donc Bulgare d'âme et de sentiments. Pas plus d'ailleurs sous l'empire de la loi de 1904 que sous l'empire des lois antérieures qui prévoyaient expressément l'hypothèse, le législateur n'aurait de raisons pour repousser cette solution. Tout au contraire, elle s'impose à lui parce qu'elle trouve son fondement dans l'article 5-2° lui-même.

Car est-ce dans le *jus sanguinis* qu'est le fondement de l'article 5-2° ? Le rapporteur de la loi interprétative belge du 15 août 1881 qui accorde la qualité de Belge aux enfants nés en Belgique, de parents légalement inconnus, le croit. « L'enfant né sur le sol belge, dit-il (1), est, d'après toutes les probabilités, né de parents Belges ». C'est là en réalité faire intervenir trop de probabilités, ce qui est de nature à compliquer les choses, car comment revenir sur cette décision, si, à la majorité de l'enfant, on arrive à prouver que la nationalité belge qui lui a été donnée *jure sanguinis*, l'a été par erreur et qu'il n'est pas né de parents Belges ?

On aurait pu découvrir chez l'auteur de la loi de 1880, qui place l'alinéa 2 de l'article 6 immédiatement après une disposition conférant la nationalité *jure sanguinis*, les mêmes inspi-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1882, p. 453, loi belge du 15 août 1881, Notice et notes par M. L. Renault.

ractions que chez le législateur belge. Mais aujourd'hui n'est-on pas fondé à repousser, dans cette hypothèse, le système qui fait dériver la nationalité du sang ? Un tel système ne peut raisonnablement s'appliquer qu'à ceux dont la filiation est certaine. — On ne peut, en réalité, attribuer la nationalité bulgare aux enfants nés de parents inconnus, ou simplement trouvés sur le territoire, que *jure soli*, en invoquant *une éducation locale* ou une assimilation avec le pays. Qu'importe alors le fait purement matériel de la naissance à l'étranger, que l'individu serait tenté d'alléguer à sa majorité, pour éviter d'une façon frauduleuse les charges et obligations qu'impose la nationalité bulgare tout en échappant en même temps à celles dérivant de toute autre nationalité !

II. *Naissance et domicile à la majorité en Bulgarie.* — Le législateur bulgare ne fait pas allusion dans les travaux préparatoires aux considérations, sans doute très importantes, qui lui ont suggéré la disposition de l'article 5-3° qui n'est que la reproduction de l'article français correspondant (1). De plus, comme l'application de ce texte ne lui a pas paru de nature à soulever des difficultés, aucun débat ne s'est élevé à ce sujet au Sobranié, lors de la discussion de la loi. La disposition de l'article 8-4°, code civil français, où le législateur bulgare a uniquement puisé pour la confection de son texte, — l'ancien article 5-4°, article 5-3° actuel, après l'abrogation de l'article 5-3° primitif par la loi de 1908, — a subi en France, avant de revêtir, dans

(1) Ils emble résulter du rapport du ministre de la Justice que ce n'est qu'en exécution des articles de la Constitution, concernant la nationalité, que le *jus soli* a été admis en 1904. Nous nous sommes suffisamment étendu, *suprà*, sur ce sujet, pour n'y plus revenir. Toutefois, l'explication donnée dans ce rapport serait encore incomplète, car elle ne nous renseigne pas sur les raisons qui ont fait préférer à notre législateur les dispositions de la loi française à celles de la loi anglaise, — l'Act du 12 mai 1870 — indéniablement plus en harmonie, dans cette interprétation, avec les articles précités de la Constitution bulgare. — Sobranié, *Rapport du Ministre de la Justice* du 11 décembre 1903.

le Code Civil, sa physionomie actuelle, de multiples remaniements qui donnèrent lieu à de vives discussions. Encore, tous les points douteux n'ont-ils pas été relevés, toutes les questions n'ont-elles pas été élucidées, toutes les difficultés parmi lesquelles il en est de très graves, soulevant des controverses et prêtant à des systèmes d'interprétation inconciliables, n'ont-elles pas été résolues.

En Bulgarie, au contraire, le texte de l'article 5-3° fut voté (1) sans qu'aucune objection fût formulée, sans qu'aucun amendement fût proposé, qui auraient pu fournir à l'interprète un point d'appui solide et certain pour pénétrer la véritable pensée de l'auteur de ce texte et découvrir les préoccupations souveraines qui l'ont guidé dans son élaboration. C'est donc à la discussion de la loi française de 1889 qu'il faudrait nous reporter pour connaître le motif exact de son admission dans notre loi. C'est bien ce qu'ont fait certains auteurs (2). C'est que nous aurions fait nous-même si l'exposé de cet « historique » ne nous paraissait pas, aujourd'hui, oiseux. En effet, il suffit de lire le rapport de M. Delsol au Sénat, et celui de M. Dubost à la Chambre, pour se convaincre de l'utilité et de la haute importance d'une pareille disposition en France et en Algérie. Il s'agissait de sauvegarder dans ces deux pays, la sécurité nationale et l'intérêt français en venant en aide à la population indigène en décroissance, en élevant une digue contre le flot sans cesse grandissant de l'élément étranger (100 % en Algérie en 1886, avant la loi). Si main-

(1) Art. 5-3° : « Est censé sujet bulgare par naissance, tout individu né dans le Royaume d'un étranger, et qui, à l'époque de sa majorité, y est domicilié, à moins que, dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par les lois du Royaume, il n'ait déclaré la qualité de Bulgare, et n'ait établi, au moyen d'une attestation de son gouvernement, qu'il a conservé la nationalité de ses parents, et qu'il n'ait, en outre, produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a satisfait aux dispositions de la loi militaire du pays de ses parents. »

(2) Voir notamment M. Stokoff, *op. cit.*, p. 55 et suiv.

tenant l'on envisage quelle est, sur ce point, la situation du royaume, l'on s'aperçoit que, si logiques, si inébranlables, si puissants qu'ils soient, les motifs sur lesquels s'appuie la disposition de l'article 8-4° du Code civil et qui sont allégués par les rapporteurs français, perdent ici de leur portée, et s'émoussent.

Sans doute, il serait inadmissible que la loi se désintéressât complètement des individus, nés en Bulgarie (1), à même de prouver d'une façon certaine leur attachement pour le pays natal. Mais il est juste que ces individus offrent, en outre, certaines garanties constatant qu'ils ont subi l'influence du milieu, des idées ambiantes, des traditions nationales, qu'ils partagent les aspirations du pays, qu'ils y ont engagé leurs intérêts et leur avenir. Ne courrait-on pas autrement de grands risques ? Quel avantage verrait-on à déclarer Bulgare un individu qui viendrait augmenter, dans un grand nombre de cas, les oisifs et les aventuriers en temps de paix, les traîtres et les déserteurs en temps de guerre ? Que la loi se montre favorable aux étrangers nés sur le sol, rien de mieux ; mais à la condition, pourtant, qu'elle se refuse de leur attribuer de plein droit la nationalité bulgare, et surtout qu'elle exclue, sauf dans le cas d'enfants nés de parents inconnus, le *jus soli* du domaine de la nationalité d'origine (2). C'est précisément au résultat contraire qu'aboutit la disposition de l'article 5-3°.

(1) A plus forte raison l'individu né en Bulgarie de parents étrangers qui, eux-mêmes, y sont nés, doit-il attirer l'attention de notre législateur ; mais que celui-ci se garde bien de reprendre son élan de générosité première et de lui prodiguer comme il l'a fait jusqu'à une époque toute récente, à trop bon marché, une nationalité dont il n'est peut-être pas digne.

(2) Ce serait là, à notre avis, une réforme à réaliser dans le droit bulgare. Fermer la nationalité d'origine au *jus soli*, ce serait se garantir contre les dangers d'un afflux excessif d'éléments étrangers au sein de la nation ; mais permettre, d'un autre côté, aux individus qui offrent des garanties suffisantes, et qui sont nés et élevés en Bulgarie, d'acquérir, par la formule territoriale et à certaines conditions, la nationalité bulgare, ce serait remédier par une

La nationalité bulgare est attribuée, d'après elle, aux conditions suivantes : « 1° Que l'intéressé soit né en Bulgarie d'un étranger ; 2° qu'il ait son domicile en Bulgarie, à l'époque de sa majorité ; 3° qu'il ne décline pas la qualité de Bulgare suivant les formes prescrites par la loi. Nous allons envisager successivement ces trois points.

I. — Pour que, dans notre hypothèse, l'individu ait la nationalité bulgare, trois conditions sont nécessaires :

A. — Il faut qu'il soit *né* en Bulgarie. L'enfant *conçu* seulement en Bulgarie et né en pays étranger ne profite pas de la disposition de l'article 5-3°. L'adage *Inſans conceptus* ne peut trouver ici son application. La pensée du législateur n'est pas douteuse ; elle s'attache au fait matériel de la naissance, à la venue au monde de l'enfant. Aussi, cette fiction que le texte, précis et formel, n'autorise pas ici, doit-elle être exclue. L'enfant doit être né sur le sol bulgare pour que celui-ci lui confère la nationalité bulgare.

B. — Il faut que la naissance ait eu lieu sur le *territoire bulgare*, c'est-à-dire sur le sol compris dans les limites actuelles du royaume. Aucune distinction n'est à faire au point de vue de l'application de cet article à telle ou telle région, les lois bulgares étant, depuis le 6 septembre 1885, indifféremment applicables sur toute l'étendue du territoire de l'ancienne Principauté (1). Mais une question spéciale surgit à ce propos. C'est celle de savoir si la naissance d'un individu sur le sol bulgare à

réforme légère à la rigueur de la loi en matière de naturalisation ordinaire. — C'est le système qui a prévalu en Russie. Cf. Loi du 6 mars 1864.

(1) Aucune situation spéciale en ce qui concerne le gouvernement et l'administration du pays n'a été faite à partir de 1885 à cette « province autonome » que certains esprits imaginatifs ont gratifiée du nom fantaisiste de « Roumélie Orientale » ; aussi les individus nés au Sud ou au Nord des Balkans sont soumis au même traitement.

une époque où la Bulgarie n'était pas encore érigée en Etat libre, lui permet de se prévaloir de la disposition de l'article 5-3°, et de se considérer, par conséquent, à défaut d'une répudiation expresse de sa part, comme sujet bulgare (1)? En d'autres termes, la loi de 1904 produit-elle un effet rétroactif? L'affirmative et la négative ont été soutenues avec la même vigueur. Nous ne saurions envisager ici cette question qui nécessiterait une étude spéciale et complète : aussi, nous ne la retiendrons pas, pour le moment, et nous passerons outre.

Il n'en saurait être de même, en raison de son importance capitale et de son caractère d'actualité, de la question de savoir si le *jus soli* ne peut, par une fiction fréquemment admise, conférer la nationalité bulgare à des individus qui, bien que nés à l'étranger, n'en sont pas moins considérés, dans une certaine opinion, comme nés dans le pays même, et auxquels on serait tenté d'étendre le privilège de l'article 5-3°? Rien, en effet, de plus naturel, semble-t-il, dans une première opinion, que d'attribuer de plein droit la nationalité bulgare à des individus qui ne s'y rattachent pas par leur filiation, mais qui sont nés dans l'hôtel d'une

(1) La question ne se pose pas à l'égard des individus nés avant 1878 ; leur situation est réglée soit par la loi fondamentale, soit par les lois postérieures relatives à la nationalité, lois dont nous avons déjà étudié les dispositions. (Const., article 54 ; loi 1880, article 6, alinéa 3 ; loi 1883, article 3 et loi 1904, article 2) ; elle se pose, par contre, à l'égard de ceux dont la naissance, en Roumélie Orientale, se place dans l'intervalle compris entre les années 1878 et 1885. Quelle sera leur condition ? Seront-ils considérés comme nés en Bulgarie, et pourront-ils, par conséquent, acquérir la nationalité bulgare par application de l'article 5-3° ? D'après les uns, l'annexion produit des effets rétroactifs ; d'après les autres, elle n'a pas ces effets. Pour notre part, nous croyons que l'étranger peut acquérir, depuis la loi de 1904, la nationalité bulgare, de ce chef, à la condition de se trouver dans les délais prévus par la loi. — Cfr. dans le sens de l'affirmative : de Folleville, *op. cit.*, p. 402, n° 1 ; R. Hubert, *De la rétroactivité des traités d'annexion* dans *La loi* du 5 mai 1900 ; Décisions de la Chancellerie du 17 novembre 1876 (*J. Clunet*, 1877, p. 101), et du 8 décembre 1900 (cité dans le *J. Clunet*, p. 174). En sens contraire, Cass., 17 février 1903 (*J. Clunet*, 1904, p. 170). Aussi la jurisprudence de la Chancellerie en matière de nationalité. Cluzel dans le *J. Clunet*, 1908, p. 405.

ambassade ou d'une légation bulgare : ces édifices, comme on le sait, jouissent du privilège de l'exterritorialité et sont considérés comme une parcelle du territoire bulgare bien que situés à l'étranger.

Cette application, cependant, d'un *jus soli* fictif, est tout à fait inadmissible et l'opinion contraire est communément admise par les auteurs (1). En effet, n'est-ce pas faire bon marché du fondement rationnel même de la formule territoriale que d'admettre l'influence d'un *jus soli* fictif sur la nationalité de l'individu ? Le milieu, les idées ambiantes, les mœurs nationales pourraient-ils exercer, dans ce cas, leur influence, en quelque sorte fatale, en contribuant à l'assimilation de l'individu et à son absorption dans la nation bulgare (2) ? Il faut décider qu'ici le sol, à raison de son caractère fictif même, n'a aucune influence sur la nationalité. La même solution doit être admise aussi dans les autres cas où il serait aux prises avec les règles fondamentales qui régissent notre matière.

C. — Il faut, en troisième lieu, que l'auteur de l'enfant soit un étranger. Peu importe qu'il soit de race bulgare. Sujet étranger, il ne perd pas cette qualité tant qu'il ne se conforme pas aux dispositions de l'article 8 que nous étudierons ci-après. S'il préfère rester étranger, son fils, né en Bulgarie, pourra se prévaloir du privilège de l'article 5-3° et devenir Bulgare dès sa naissance.

(1) De Folleville, *op. cit.*, p. 110, n° 139 ; G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 213 et suiv. ; Weiss, *Manuel*, p. 27, *Nationalité*, p. 85 ; Cogordan, *op. cit.*, p. 77, etc.

(2) Certains auteurs (de Folleville, *op. et loc. cit.*), allèguent, pour refuser, ici, au sol toute influence, cet argument un peu trop absolu, croyons-nous, que « ce principe (de l'exterritorialité) du droit des gens ne peut influencer sur l'état civil de l'enfant. » M. Weiss, *loc. cit.*, et M. Cogordan, *loc. cit.*, admettent, avec beaucoup plus de réserve et de bon sens pratique, que, « dès que ces graves intérêts (l'exécution de la mission qui lui est conférée) ne sont pas en jeu, la fiction de l'exterritorialité disparaît, et fait place à la réalité des choses ».

Il faut, en outre éliminer deux autres cas : celui où l'auteur de l'enfant serait sans nationalité connue et certaine, hypothèse qui souleva, autrefois, en France, d'inextricables difficultés, par suite de l'absence d'un texte spécial tel que l'article 8-2° du Code civil actuel, et qui est réglée en Bulgarie, comme nous l'avons déjà vu, par la disposition de l'article 5-2° : et cet autre où l'enfant serait né d'un étranger ayant perdu la qualité de Bulgare, cas prévu par l'article 7.

Il reste à préciser la portée de l'expression « né d'un étranger ». Il est aujourd'hui hors de doute que, dans l'interprétation des textes, le masculin comprend le féminin, par application du brocard « *genus masculinum complectitur et feminum.* » La question a été agitée en France à propos de l'article 8-3°. Dans un arrêt du 7 décembre 1891, la Cour de Cassation a consacré cette interprétation (1).

II. — Pour que l'article 5-3° soit applicable, il faut, en second lieu, que l'individu né en Bulgarie d'un étranger y soit domicilié à l'époque de sa majorité, telle qu'elle est déterminée par les lois du royaume. C'est donc aux dispositions de sa loi nationale que le juge bulgare aura à se référer pour fixer l'époque à laquelle l'intéressé doit avoir établi son domicile en Bulgarie. En présence des avantages pratiques d'une telle solution, la dérogation flagrante apportée — n'est-ce pas là, en effet, une application du principe de la *lex domicilii*? — par le législateur aux principes généraux qui exigent que le statut personnel de l'individu soit déterminé par la loi nationale, se trouve, dans une certaine mesure, justifiée (2).

(1) Sirey 1892, 1, 81 et la note de M. Pillet.

(2) Des arguments puissants avaient été mis en avant, à l'occasion de l'art. 9 ancien c. civ., contre l'admission d'un tel système pour arriver à la détermination de l'âge de l'intéressé. En effet, avait-on dit, supposons que l'intéressé appartienne à un pays dont les lois fixent l'âge de la majorité à vingt-cinq ans.

Le sens exact qu'il faut attribuer au mot *domicile* donne lieu en Bulgarie à des difficultés à raison de la rédaction imprécise et vague des textes. Voici avant tout l'état de la question en France :

Il est tout d'abord une première opinion d'après laquelle « la simple résidence, le séjour momentané que l'étranger fait chez nous, ne suffirait pas à le ranger dans la catégorie des personnes dont s'occupe l'article 8-4° » (1). Cette opinion, généralement adoptée en France, s'appuie sur les déclarations du rapporteur de la loi de 1889 à la Chambre, M. Dubost, qui, dans son rapport supplémentaire, insiste plus spécialement sur ce fait en ces termes : « ...le domicile, tel qu'il est prévu à l'article 8, doit être entendu *lato sensu* ; il s'agit évidemment de déclarer Français les individus qui, nés en France, habitent encore notre pays à leur majorité ; la résidence permanente équivaut ici au domicile. »

Cette interprétation du mot *domicile* puise, en outre, une force toute particulière dans des considérations d'ordre pratique très importantes. « Entendre l'expression *domicile* dans le sens de *domicile de droit*, c'est donc, en la limitant aux fils d'étrangers autorisés à domicile, rendre extrêmement rare l'application de notre article, que le vœu du législateur est au contraire de voir fréquemment appliquer » (2).

La solution paraît, en Bulgarie, encore plus difficile, le législateur n'ayant pas été plus explicite, dans son œuvre, que le lé-

Devenu Français à vingt et un ans, ne sera-t-il pas considéré dans son pays d'origine, comme n'ayant point perdu sa nationalité primitive, puisqu'on admet généralement qu'une pleine capacité est nécessaire à un individu pour abdiquer sa patrie ? Cf., en ce sens, Laurent, *Droit civil*, I, p. 444, n° 336. La question se pose en France. L'Espagnole n'est majeure qu'à l'âge de vingt-trois ans ; la femme espagnole, née et domiciliée, lors de sa vingt et unième année, en France, est-elle Française ? Oui, d'après l'art. 8-4° et d'après la jurisprudence française. Cf. Le journal *Le Matin* du 9 juin 1906, *J. Clunet*, 1906, p. 1081.

(1) V. en ce sens Weiss, *Nationalité*, p. 165, *Manuel*, p. 28.

(2) G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 259 et suiv.

gislateur français ; en outre, dans les échanges de vues et les déclarations formulées au cours des travaux préparatoires, nous ne trouvons rien qui nous permette d'admettre la solution, d'ailleurs naturelle et logique eu égard aux conditions du pays où elle est adoptée, qui trouve des partisans parmi les auteurs les plus autorisés en France. D'autre part, comme les nécessités sociales ne sont pas les mêmes dans les deux pays, et qu'au surplus, l'article 14, alinéa 1, et l'article 25 déterminent d'une façon précise la manière dont l'étranger pourra être autorisé à fixer son domicile en Bulgarie, pourquoi ne pas rendre le bénéfice de l'article 5-3° accessible aux seuls fils d'étrangers qui sont autorisés à domicile, — le domicile de l'enfant étant celui de ses parents, — et en exclure tous ceux qui ne font qu'un « séjour momentané » ou ont une simple résidence en Bulgarie (1) ? N'est-ce pas là la solution la meilleure pour un pays qui ne tient pas à prodiguer à l'excès sa nationalité aux étrangers, et qui a de sérieuses raisons pour en mesurer parcimonieusement la concession (2) ? Ne contribuerait-on pas, en outre, ainsi, à applanir l'une

(1) Nous n'hésitons pas à déclarer que le domicile dont il est question dans notre texte doit être pris dans le sens restrictif des articles 14 et 25 de la loi. Une solution différente a été donnée, en France, par la jurisprudence. « Attendu, dit la Cour d'Aix, dans son arrêt du 18 octobre 1894, que, si le domicile dont parle la loi doit être pris au sens large du mot et peut s'entendre même d'une simple résidence, encore faut-il que cette résidence soit *habituelle*. » Toutefois, on n'admet pas qu'une *simple résidence* suffise. Mais comment faire cette distinction dans la pratique ? Jusqu'où peuvent aller les investigations de l'autorité ? Quel critérium doit la guider ? (V. un grand nombre d'arrêts dans le sens de celui rapporté ci-dessus). Cf. *Questions et solutions pratiques*, dans le *J. Clunet*, 1898, p. 324 et suiv. Nous ne saurions admettre, en Bulgarie, une pareille interprétation de l'article 5-3°.

(2) Le législateur bulgare ne tend-il pas, en multipliant les difficultés d'admission à la nationalité bulgare, à réduire au strict minimum la possibilité pour les étrangers de jouir de tous les droits civils et politiques qu'il estime réservés aux seuls Bulgares ? Pourquoi alors permettre à un étranger, par une simple résidence sur le territoire du royaume lors de sa majorité, de se prévaloir rétroactivement, dès sa vingt et unième année, de la nationalité bulgare et, partant, de tous les droits réservés aux nationaux d'origine ?

des principales difficultés qui résultent du fonctionnement, avec effet rétroactif, de l'article 5-3°, en faisant disparaître, sinon totalement, tout au moins partiellement « le vice capital » du système de la rétroactivité ? Un trop facile transfert en Bulgarie de son prétendu domicile permet, en effet, à l'heure actuelle, dans bien des cas, à l'étranger peu scrupuleux, de s'arroger, pour lui et pour sa famille, une situation juridique exorbitante dans ses rapports avec les tiers ?

La disposition de l'article 5-3° trouverait alors un nouveau point d'appui pour résister aux attaques fondées des adversaires du système de la rétroactivité, et pourrait, en faisant cadrer ses résultats avec sa raison d'être, donner exactement la mesure du rôle du *jus soli* en matière de nationalité d'origine. A cette condition seulement l'on voit se réaliser le vœu du législateur et se confirmer, dans une certaine mesure, la présomption que l'individu dont il s'agit aime la patrie que le sol lui attribue. Cette présomption est fondée sur ce que cet individu, né en Bulgarie d'un étranger, y est domicilié à sa majorité, qu'il a habité notre pays pendant toute sa minorité, et qu'il *continue* à l'habiter encore à sa majorité. Ce sont là des faits dont la réunion chez un même individu indique nécessairement chez celui-ci le ferme désir de s'attacher fidèlement à la patrie bulgare. En effet, n'est-il pas certain, tout au moins dans la majorité des cas, que, né de parents qui, en vertu d'une autorisation spéciale du gouvernement, se sont définitivement fixés en Bulgarie, et ont eux-mêmes subi l'influence du milieu et de la société bulgare, l'individu en question, soumis pendant sa minorité à l'autorité de ses parents, partageant avec eux leur domicile, a acquis par sa résidence en Bulgarie l'amour de la patrie et la ferme volonté d'y rester fidèle ? Il est évident que la règle de l'article 5-3° ainsi conditionnée sera d'une application qui, pour être rare, n'en sera

pas moins sûre (1). La nationalité bulgare ne dépendra plus d'une circonstance fortuite, mais bien du fait que l'individu a vraiment acquis une éducation bulgare, qu'il est pénétré par les idées, par les aspirations et les sentiments, par les mœurs, les habitudes de notre pays, qu'il y a ses intérêts et ses affections. Une telle interprétation du texte ne justifierait-elle pas, dans une certaine mesure, l'introduction du sol en matière de nationalité d'origine ? Ne rendrait-elle pas, en outre, spécieux, captieux même, tout raisonnement qui tendrait à démontrer la fragilité du titre à la qualité de national créé par le sol ? Ne faciliterait-elle pas la constatation officielle de certains points de fait très importants, et surtout les investigations de l'autorité que la loi n'a pas osé prescrire d'une façon formelle ? Ne viendrait-elle pas en aide aux tiers qui auraient traité avec cet individu, en leur épargnant des surprises trop cruelles que celui-ci pourrait, grâce à la rétroactivité, impunément leur ménager, malgré leur vigilance ? Et enfin n'aurait-elle pas ce résultat heureux pour l'intéressé lui-même de le rendre moins suspect aux tiers et d'augmenter son crédit ?

On voit ainsi s'écrouler, grâce à l'interprétation restrictive du texte, l'un des plus puissants arguments formulés contre le principe de la rétroactivité. Toutefois, ce principe laisse peut-être encore subsister quelques griefs qui entraîneront, sans doute, un jour, en Bulgarie, des réformes plus profondes, plus radicales dans tout le système du *jus soli*.

(1) Au début, la Commission de la Chambre avait libellé une formule d'après laquelle l'individu, né, en France, d'un étranger, ne devenait Français qu'autant que celui-ci avait été « au moment de l'appel sous les drapeaux ou dans l'année qui suit la majorité de son enfant, établi en France depuis 20 ans au moins, à moins que, etc.... » Une telle solution eût été plus en rapport avec l'esprit de la réforme que celle qui consiste à exiger une résidence continuelle du père et par conséquent de l'enfant. On céda cependant devant les observations qui démontrèrent les difficultés des investigations et des recherches à faire sur la résidence des parents en France.

Exception à la règle. — Si le domicile, à la majorité, est nécessaire, est-il, dans tous les cas, suffisant pour permettre d'invoquer le privilège de l'article 5-3° ? Expliquons-nous. L'article 35 permet à tout individu mineur, né en Bulgarie de parents étrangers, de se prévaloir avant sa majorité du bénéfice de l'article 5-3° en renonçant à la faculté que lui réserve cet article de décliner, à sa majorité, la nationalité bulgare (1). Or, l'article 35 est muet sur la question du domicile ou de la résidence en Bulgarie de ce mineur qui entend ainsi user du privilège qui lui est offert. L'en dispensera-t-on ? De prime abord, on est tenté de l'admettre à raison de la rédaction même de ce texte : « La renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des articles 5-3°, 11 et 18, de décliner à sa majorité la qualité de Bulgare est faite en son nom par les personnes désignées dans l'article 6, alinéa 2. » Le texte est formel ; il ne parle ni de domicile ni de résidence en Bulgarie. Bien plus, il confond, dans la même disposition, deux catégories de personnes et assimile aux personnes prévues à l'article 5-3°, celles dont il est question dans les articles 11, alinéa 2, et 18 *in fine*, à l'égard desquelles aucune condition de domicile n'est imposée. En sera-t-il de même de notre mineur ? Ce résultat est-il acceptable ?

La disposition de l'article 35, dans la forme où elle est présentée, est l'une de celles dont la présence est des plus inexplicables dans notre loi (2), et dont une fausse application peut singulièrement compliquer le fonctionnement.

(1) Cette renonciation doit être faite dans les mêmes termes et par les mêmes personnes que dans le cas de l'art. 6, al. 2. Elle est faite donc au nom du mineur par son père, ou par sa mère survivante ; en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, par le tuteur autorisé par délibération du conseil de famille. — V., en outre, pour plus de détails dans la *Partie troisième* l'étude de l'article 6, al. 2.

(2) L'art. 35 figure dans la loi parce qu'il est la reproduction de l'art. 11 du décret du 13 août 1889 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi française du 26 juin 1889. Il acquiert ainsi, en Bulgarie,

Les difficultés auxquelles elle peut donner lieu par son laco-
nisme sont inextricables. Supposons cet individu n'ayant pas son
domicile en Bulgarie ; impatient de devenir Bulgare, il se fait,
pendant sa minorité, et suivant les formalités prescrites, attri-
buer la qualité de Bulgare. Cette acquisition de notre nationalité
a lieu rétroactivement (arg. de l'art. 35 qui vise l'article 5-3°).
Arrive sa vingt et unième année. Respectueux des engagements

une force obligatoire qu'il n'a pas dans son pays d'origine. En ce sens : Weiss,
Nationalité, p. 169 ; Trib. civ. d'Avesnes, 31 déc 1903 (*Clunet*, 1904, p. 929 ;
J. Clunet, 1906, p. 1156) ; Cour d'Aix, 27 août 1887 (*J. Clunet*, 1898, p. 133).
En sens contraire : Hubert, *De la légalité de l'art. 11 du décret de réglementation du 13 août 1889*, dans la *Gaz. des Tribunaux* du 22 fév. 1904 ; Gruffy,
Applications pratiques des lois françaises sur la nationalité, dans le *J. Clunet*,
1894, p. 476. Parce qu'il se trouve en France dans un texte qui doit déterminer,
pour l'exécution de la loi de 1889 (art. 7 et suiv. du c. civ) : « 1° Les
conditions..... ; 2° Les formalités à remplir et les justifications à faire relative-
ment à la naturalisation de faveur dans les cas prévus par les articles 9 et
10 du c. civ., ainsi qu'à la *renonciation à la qualité de Français* dans les cas
prévus par les art. 8, al. 4, etc..... » (art. 5 de la loi du 26 juin 1889), le législa-
teur bulgare le place, sans s'y arrêter davantage, dans le chapitre VI qui s'oc-
cupe de la « *Procédure* ». Mais il ne songe point que, si la loi de 1889 a autorisé
le pouvoir exécutif à déterminer par règlement d'administration publique les
« formalités..... relatives à la renonciation à la qualité de Français », l'art. 11
du décret est allé beaucoup trop loin et a *innové* en la matière, en abrégant
le délai et en autorisant le *mineur étranger, né en France, à abdiquer son droit
de renoncer un jour à la qualité de Français !* — La disposition de l'art. 11 du
décret français de 1889 n'est point, dans la loi bulgare, une disposition de
pure forme ; elle concède un *droit nouveau* au mineur, que le législateur bul-
gar a rendu légal et obligatoire en le consacrant par la loi de 1904. Pourquoi
s'est-il alors contenté de la disposition laconique de l'art. 35 ? Cette disposi-
tion ne devrait-elle pas former un al. 2 de l'art. 5-3° à l'instar de l'al. 2 de
l'art. 6, la nature des deux dispositions étant la même ? De plus, un autre point
très important est à relever. Non seulement ces deux textes sont très espa-
cés, mais il *manque encore entre eux un certain lien* dont le défaut se fait sen-
tir. Ainsi l'article 35 commence : « La renonciation du mineur à la faculté... »,
ce qui surprend, la disposition de l'art. 5-3°, ni aucun autre texte ne faisant
allusion à aucune renonciation de ce genre. Ramener la disposition de l'art. 35,
si l'on ne veut pas la supprimer, à sa place véritable, en l'élucidant par
quelques développements clairs et précis, serait une œuvre utile. Mais aurait-
elle, en Bulgarie, une portée pratique ? Il n'y a pas de jurisprudence sur la
question, et notre conviction, basée sur des recherches minutieuses au Minis-
tère de la Justice, est que, depuis plus de quatre ans que la loi fonctionne,
l'art. 35 n'a pas encore trouvé son application.

pris par ses parents il ne décline pas la nationalité bulgare, mais il ne fait rien non plus pour satisfaire aux conditions prévues par l'article 5-3° et notamment il ne transfère pas son domicile en Bulgarie. Il est hors de doute que, dans l'esprit de la loi, — quoiqu'elle ne le dise expressément nulle part, — par l'effet de la *renonciation* faite, en son nom, par ses parents, et à la suite de laquelle il a perdu tout droit à répudier la qualité de Bulgare, à sa majorité, il est de plein droit considéré comme Bulgare dès sa naissance. Conservera-t-il cette nationalité, nonobstant le non accomplissement des formalités requises ? L'affirmative est inadmissible, et ne pourrait que faire ressortir toute l'imperfection du système. N'ayant pas, à sa majorité, son domicile en Bulgarie, l'individu dont il est question ne se trouve plus dans le cas prévu par l'article 5-3° : il ne saurait donc exciper de l'article 35 pour prétendre à la nationalité bulgare d'origine, cet article ne pouvant produire d'effets qu'autant que celui qui s'en réclame ne se trouve pas dans le cas de l'article 5-3°, c'est-à-dire qu'autant qu'il n'a pas, à sa majorité, son domicile en Bulgarie.

Il ne peut donc pas être réputé avoir conservé la nationalité bulgare, et les résultats funestes et iniques d'une solution contraire seraient évidemment inadmissibles. La disposition de l'article 35 constitue-t-elle, dans la pensée du législateur, une mesure de faveur pour l'étranger lorsque celui-ci excipe de ce texte pour abréger les délais régulièrement impartis pour l'acquisition de la nationalité bulgare de ce chef, et va-t-il lui permettre de se soustraire aux conditions plus rigoureuses de l'article 5-3°, en ayant le soin de renoncer quelques jours avant ses 21 ans à la faculté de décliner, à sa majorité, la qualité de Bulgare ? Ce serait le mettre dans une situation privilégiée que de lui permettre, par une telle formalité, de devenir Bulgare d'origine, à des conditions beaucoup moins rigoureuses que celles imposées à l'individu qui, habitant notre pays dès son enfance et y domi-

cilié à sa majorité a attendu cette majorité, pour exciper du privilège que lui accorde l'article 5-3°. Un tel résultat qui encouragerait la fraude est inacceptable.

L'aurait-il alors que notre individu perde la nationalité bulgare dans le cas où il n'aurait pas, à sa majorité, son domicile en Bulgarie ? Mais en vertu de quel texte se verrait-il déchu de la qualité de national ? L'article 17-2° ne prévoit que le cas où il aurait *décliné* cette qualité à sa majorité : il ne s'occupe pas de notre hypothèse. Vainement alléguerait-on qu'il devient, par le fait de l'article 35, Bulgare à la *condition* d'être domicilié en Bulgarie à sa majorité, et que, par conséquent, il est réputé n'avoir jamais été Bulgare, — le propre de toute condition étant de rétroagir, — si, à sa majorité, il ne se trouve pas avoir son domicile dans les limites du royaume. Mais, dans ce cas aussi, un texte spécial, à l'instar du paragraphe 2 de l'article 17, qui prévoit précisément la résolution d'une condition, est nécessaire. Bien plus, l'article 35 ne songe point à cette condition, l'individu qui nous occupe étant déjà, dans cette opinion, par l'effet de l'article 5-3°, Bulgare sous condition. Il ne sera, donc, pas plus avancé par la disposition de l'article 35, si l'on adopte aussi dans notre cas le système de la condition.

Il faut donc que l'individu qui veut se prévaloir de la prérogative de l'article 35 soit domicilié en Bulgarie au moment où la renonciation prévue par ce texte sera formulée par ses parents ; mais il faut en outre qu'il y *réside*. Il peut se faire, en effet, que, domicilié en Bulgarie (cela s'entend du domicile de ses parents), il se trouve, en vertu d'un arrêté d'expulsion régulièrement pris contre lui, hors des frontières de la patrie dont il se réclame. Serait-il juste dans ce dernier cas de le traiter plus favorablement que s'il attendait, pour se prévaloir de la nationalité bulgare, l'accomplissement de sa vingt et unième année, époque à laquelle il se heurterait, nécessairement, à raison de l'arrêté

d'expulsion dont il fait l'objet, à une impossibilité absolue de devenir Bulgare ? Permettrait-on qu'il tournât, de la sorte, l'interdiction, et fit tomber la déchéance même qu'il a encourue par l'effet de l'arrêté d'expulsion dont il est frappé ? Un résultat si manifestement inique vient à l'appui de la solution que nous proposons (1).

Il faut donc, pour découvrir la pensée du législateur, rapprocher la disposition de l'article 35 de celle de l'article 5-3° et chercher son véritable sens dans l'interprétation restrictive de ce texte. C'est dans ce cas, seulement, que l'article 35 eût été vraiment utile et eût pu s'acquitter de la mission que le législateur avait cru devoir lui confier. Au surplus, l'abdication qu'il permet au mineur suppose de la part de celui-ci l'engagement d'avoir à sa majorité son domicile en Bulgarie, engagement étroitement lié à l'abdication qu'il ferait par l'intermédiaire de ses parents et dont l'inexécution entraînerait les mêmes conséquences que l'infraction à cette abdication. Bulgare désormais, cet individu sera soumis au droit commun et aura, par conséquent, son domicile au lieu de son principal établissement.

C'est à la jurisprudence de corriger, dans l'attente d'un nouveau texte, les déféctuosités de la loi et d'y suppléer en s'inspirant des expédients que la pratique lui indiquera. Autrement,

(1) Il est en France de jurisprudence constante, comme nous l'avons déjà vu, que, dans l'art. 8-4°, aussi bien que dans les articles 9 et 10 code civil, il ne s'agit pas d'un domicile légal au sens technique du mot. Par *a fortiori* l'on ne saurait exiger du mineur dans le cas où l'on appliquerait l'art. 11 du décret du 13 août 1889, pour l'acquisition de la qualité de Français, la condition d'un domicile légal. Le texte de l'article 35 semble cependant s'imposer en Bulgarie. En effet, si le législateur ne s'est pas exprimé explicitement dans ce sens, il n'est pas moins certain qu'il a eu uniquement en vue les individus qui, nés dans le royaume, n'ont pas cessé d'y habiter pendant toute leur minorité et ont, par conséquent, une *résidence permanente et légale en Bulgarie*. Le domicile de l'intéressé en Bulgarie serait — ce nous semble — indispensable aussi dans le cas où les parents auraient leur domicile à l'étranger, pour que l'art. 5-3° (resp. art. 35) puisse recevoir une application.

la disposition de l'article 35 devient un non sens, et son application illusoire, voire même dangereuse.

Si l'établissement du domicile en Bulgarie à la majorité est ici une condition de première importance, il n'en est pas moins certain que le fait de la simple naissance sur le sol bulgare, étant sans effet sur la nationalité de l'étranger s'il n'est pas domicilié dans le pays à l'époque fixée par la loi, ne saurait, dans aucun cas, lui conférer un droit particulier quant à l'établissement de son domicile en Bulgarie. Le double fait de la naissance et du domicile confère la nationalité bulgare, mais la loi est impuissante à venir en aide à l'individu auquel, pour une cause quelconque, le territoire bulgare a été fermé. En effet, Bulgare à sa majorité seulement, il est étranger durant toute sa minorité, et comme tel il peut faire l'objet de toutes les mesures que l'administration est en droit, dans l'intérêt de la sécurité du pays, de prendre vis-à-vis des étrangers. Il peut donc, sans aucune difficulté, être frappé d'un arrêté d'expulsion qui, en le rejetant hors des frontières de la Bulgarie, le privera du bénéfice de l'article 5-3° ; expulsé pendant sa minorité, il se trouvera désormais dans l'impossibilité de devenir Bulgare, puisqu'il ne pourra plus remplir la condition exigée par la loi, d'établir, à sa majorité, son domicile sur le sol du royaume (1). Il ne pourra non

(1) La controverse sur ce point a été vive en France. Le 4 décembre 1907, un arrêt de la cour d'Aix (*J. Clunet*, 1908, p. 502 ; en ce sens encore, Trib. civ. Nice, 28 déc. 1904, *J. Clunet*, 1906, p. 431) a relaxé un individu poursuivi pour infraction à un arrêté d'expulsion et rentré en France dans le but d'y établir son domicile et de réclamer la nationalité française.

La cour de Paris, dans un cas semblable, n'a pas été moins catégorique. « Considérant, dit-elle dans son arrêt du 18 novembre 1907, qu'investi par le bienfait de la loi civile, du droit de devenir irrévocablement Français par un acte de sa volonté, il ne peut en être dépouillé par une décision du pouvoir exécutif qui aurait ainsi la faculté de refuser, par la voie indirecte d'une mesure de police, la nationalité française à celui à qui il lui est interdit par la loi de la refuser directement ; que si donc, malgré un arrêté d'expulsion, le dit fils d'étranger s'est trouvé, lors de sa majorité, établi intentionnellement et à

plus acquérir la nationalité bulgare s'il est, au jour de sa majorité, détenu dans une prison bulgare pour cause d'infraction à l'interdiction du territoire prononcée par un arrêté d'expulsion. Un fait délictueux ne saurait faire naître un droit. Sa seule présence sur le sol bulgare constituant un délit, il ne saurait devenir Bulgare en vertu de l'article 5-3°.

Et pour ce qui est de l'argument que l'enfant, en naissant dans le pays, acquiert le droit, la vocation légale, de devenir national par suite de l'article 5-3°, il est facile, après ce que nous avons dit, de démontrer que l'acquisition de la nationalité bulgare ne revêt ce caractère obligatoire qu'autant, qu'au fait de la naissance, se trouve réuni celui du domicile ; or celui-ci n'est qu'une simple expectative, « qu'une pure éventualité réglée par le législateur », qu'une circonstance de fait qui est loin de constituer pour l'individu né en Bulgarie, un droit *acquis* et de nature à détruire les effets d'un arrêté d'expulsion qui, bien que mesure de police, procède incontestablement d'un droit puisqu'il est autorisé par une loi (1). Aussi permettre dans cette hypothèse à l'étranger de rentrer de nouveau en Bulgarie, n'est-ce pas faire perdre dans bien des cas à une institution si importante, la presque totalité de sa force, compromettre la sécurité nationale ? Pourquoi aussi, — et cet argument a une portée éminemment sociale — accueillir, au sein de la nation, des individus dont la présence constitue un trouble pour la société et un danger pour l'ordre public (2) ? Enfin, si la nationalité bul-

demeure en France, il doit être réputé Français, ne peut plus être privé de cette qualité et n'est plus tenu de se soumettre à l'arrêté d'expulsion. »

(1) Il est incontestable que l'étranger qui nous occupe est aussi sujet à l'expulsion sans aucune exception, la loi ne faisant aucune distinction. Cf. M. Louis Renault dans la *Revue critique*, 1884, p. 711, 1885, p. 586, etc.; Stemler, *Application pratique de la nouvelle loi sur la nationalité par l'Administration* dans le *J. Clunet*, 1890, p. 562. Aussi Cass. cr., 19 décembre 1891 et le rapport de M. Sallantin, *J. Clunet*, 1892, p. 690 et suiv., Dall., 1893, 1, 329 et la note.

(2) Cf. Lainé, *De l'expulsion des étrangers appelés à devenir Français par le*

gare s'offre généreusement à un tel individu, il n'en résulte pas qu'on ait entendu permettre son intrusion lorsque la nation n'en veut pas.

Peu importe le nombre des individus admis à jouir des avantages que leur offre notre nationalité. Ce qu'il faut, c'est qu'ils ne s'y trouvent pas contre la volonté de la patrie, surtout lorsqu'elle s'est manifestée d'une façon si catégorique.

III.— Né et domicilié en Bulgarie, l'étranger doit, en troisième lieu, pour être considéré comme Bulgare de plein droit, ne pas répudier, à sa majorité, la nationalité qui s'offre si libéralement à lui. Arrivé à cette époque de sa vie, il a une décision à prendre, et cette résolution fixera souverainement sa nationalité.

Il doit donc, s'il ne veut pas être Bulgare, opposer son extranéité. Dans quel délai cette opposition peut-elle être utilement faite et dans quelle forme ? Quelle est exactement la portée de ses effets et quelles sont les modalités qui peuvent l'affecter ? Nous allons reprendre ces différents points.

A.) C'est dans l'année qui suit ses vingt et un ans que l'individu doit, aux termes de l'article 5-3°, décliner la nationalité bulgare. Aucune réclamation ne peut plus être reçue une fois ce délai fatal expiré ; l'individu reste définitivement lié à la patrie bulgare et c'est au droit commun, seul, qu'il peut désormais avoir recours pour abandonner notre nationalité. — Même solution aussi pour les étrangers qui, majeurs au moment de la promulgation

bienfait de la loi, dans le J. *Clunet*, 1897, p. 449 et suiv.; Surville, *Jurisprudence française en matière de droit international*, dans la *Revue critique*, 1899, p. 209. La jurisprudence française semble fixée en ce sens : Cass., 21 janvier 1898, Sir., 1898, I, 255 ; Cass., 17 juillet 1903, J. *Clunet*, 1904, p. 700 ; Marseille, 1^{er} décembre 1906, J. *Clunet*, 1907, p. 750 ; Cass., 20 février 1908, J. *Clunet*, 1908, p. 1157. *Contra*, G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 296 ; Paris, 18 novembre 1907, J. *Clunet*, 1908, p. 502 (Cet arrêt paraît toutefois avoir confondu le cas de l'art. 8-4° avec celui de l'art. 10 sur lequel, malgré l'arrêt solennel de la cour de Cass. du 9 décembre 1896, Sir., 97, I, 297, la jurisprudence n'est pas définitivement fixée (V. *infra*).

de la loi, mais n'ayant pas encore accompli leur vingt-deuxième année, se voient imprimer la nationalité bulgare, de plein droit, par application de l'article 5-3°. C'est à eux à connaître la loi et à se conformer à ses dispositions *dans l'année* qui suit leur majorité, telle qu'elle est fixée par le législateur bulgare.

Ne pouvant, en aucun cas, être reculé, ce délai ne reste cependant pas toujours ferme : l'article 35, en effet, autorise formellement une renonciation anticipée du mineur au droit de répudier ultérieurement la nationalité bulgare.

La disposition de l'article 35, dont nous connaissons déjà la teneur, est critiquable sur ce point aussi. Nous en avons relevé déjà quelques côtés défectueux et vicieux et nous avons essayé de prévoir les graves inconvénients qui peuvent en résulter. Certains auteurs vont plus loin. Ils critiquent vivement le principe même de cette disposition qui, autorisant une pareille renonciation par les parents, devrait être dépourvue d'efficacité juridique, parce qu'elle porte sur un droit qui n'appartient pas encore au mineur et lui inflige un changement de nationalité sans que sa volonté personnelle intervienne (1). Pour des raisons, cependant, que nous avons déjà exposées, nous nous refusons d'adresser à l'article 35 un reproche basé sur le caractère contractuel du lien de la nationalité. Tout en reconnaissant ses défauts pratiques, nous ne saurions, au contraire, trop rendre hommage à sa valeur spéculative. Ne cadre-t-il pas, en effet, d'une façon parfaite avec le fondement rationnel du *jus soli*? Ne s'agit-il pas d'une affirmation personnelle de la part de ceux qui ont la mission de son éducation, que l'enfant est déjà prêt à devenir Bulgare, le milieu social d'un côté, le cercle familial de l'autre ayant fait leur œuvre, qu'il peut désormais participer aux privilèges que la loi réserve à ses ressortissants au même titre qu'un

(1) Weiss, *Nationalité*, p. 179, *Manuel*, p. 60.

national ? Et qui, donc, est plus autorisé à faire cette constatation que celui qui est chargé de l'éducation même de l'enfant ?

B). 1° L'intéressé doit, dans les délais utiles, déclarer, d'une façon expresse, sa volonté de répudier la nationalité bulgare. Cette déclaration est reçue par le juge de paix du canton de sa résidence. Elle est verbale (1), quand elle est faite par l'intéressé lui-même, mais une procuration spéciale (doit-elle être authentique ? l'article ne le dit pas) est nécessaire toutes les fois qu'elle émane d'un tiers. Un *acte spécial* est dressé à cet effet par le juge de paix, en double exemplaire, et signé par lui et par le déclarant (2).

Nous ne croyons pas que cette déclaration puisse être reçue par les agents diplomatiques bulgares ou par les autorités consulaires à l'étranger, voie qui n'est ouverte à l'intéressé que par l'article 30, alinéa 3, dans le cas seulement où celui-ci serait domicilié à l'étranger et ne se trouverait pas, par conséquent dans le cas prévu à l'article 5-3° dont nous nous occupons actuellement.

La loi de 1904 vient corriger ensuite la maladresse de la loi de 1883, article 15, qui avait en quelque sorte renversé les rôles en chargeant les *consuls étrangers* d'assurer l'exécution de nos lois.

(1) V. art. 30. Dans certaines traductions françaises de notre loi cette condition essentielle se trouve omise. Mais comment concilier cette disposition de l'art. 30 avec celle de l'art. 32, qui exige « que la déclaration (qui est verbale !) soit inscrite au ministère de la justice sur un registre spécial » ? L'art. 32 ne confond-il pas, — et c'est une question de mots seulement, — la déclaration avec l'acte dressé, dont l'article 31 s'occupe seul en exigeant que les 2 exemplaires de l'*acte dressé* soient envoyés au procureur du tribunal civil qui les transmet sans délai au ministre de la justice.

(2) Celui-ci doit être assisté de deux témoins qui justifient son identité. Il doit, en outre, produire à l'appui de sa déclaration, toutes les justifications nécessaires, et y joindre son acte de naissance, les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec leur traduction en bulgare s'il sont en langue étrangère.

2° Pour que la répudiation de la nationalité bulgare soit valable, il est obligatoire pour l'étranger d'établir la preuve, par une attestation de son gouvernement, qu'il a conservé la nationalité de ses parents. D'essentielle qu'elle était primitivement dans l'esprit de son auteur, cette condition ne doit-elle pas être considérée aujourd'hui comme devenue, dans une certaine mesure, secondaire et purement facultative ? La loi assez obscure et incertaine contribue, elle-même, à une telle interprétation. Elle prescrit, tout d'abord, une première formalité d'après laquelle une déclaration verbale d'extranéité doit être faite devant le juge de paix de la résidence de l'intéressé ; elle pose, ensuite, les règles propres à assurer la sincérité de cette déclaration et organise la procédure à suivre ; mais elle est moins explicite, voire même muette, sur la seconde formalité qu'elle prescrit, c'est-à-dire sur les conditions dans lesquelles l'attestation de nationalité, délivrée par le gouvernement étranger et que aux termes de l'article 5-3° l'intéressé doit produire, sera reçue par les autorités bulgares. Le doute est possible ; le législateur a incontestablement, à bon escient, rayé du texte de l'article 5-3° la nécessité pour cette attestation d'être annexée à la déclaration d'extranéité, expression qui figure à l'article 8-4° code civil français. A-t-il entendu par là, en faire une condition secondaire et donner pleine liberté aux parties de la produire ou non devant le juge de paix. Nous ne le croyons pas. Bien que le législateur n'ordonne pas expressément qu'elle soit annexée à la déclaration d'extranéité, il n'en donne pas moins qualité au juge de paix de la recevoir et de l'exiger même, de l'étranger, au moment de la déclaration. La loi, bien que assez obscure, dit, en effet, dans son article 30, alinéa 2 : « doit produire à l'appui de sa déclaration *toutes les justifications* nécessaires ». Il n'est pas douteux que cette attestation de nationalité, que le certificat établissant que l'intéressé a satisfait aux obligations militaires de

son pays, sont des documents indispensables, des justifications nécessaires, mais combien il est regrettable que le législateur ne les énumère pas et qu'il ne les prescrive qu'à titre « *d'appui de la déclaration* », les faisant ainsi descendre d'un degré dans l'importance que leur assignait l'article 5-3° !

N'ayant pas ainsi profité de tous les progrès de la loi française, notre législateur ne s'est point non plus donné la peine d'en rectifier quelques imperfections qui s'étaient glissées dans son texte, mais qui avait été relevées à maintes reprises par la doctrine et corrigées, dans une certaine mesure, par la jurisprudence bien avant l'élaboration de la loi bulgare.

L'immatriculation de l'étranger sur les registres tenus par les consuls ou par les agents diplomatiques à l'étranger, doit-elle être considérée comme une preuve déjà suffisante de l'extranéité de cet individu, et le certificat, délivré par le consul ou par l'agent diplomatique en constatation de ce fait, revêt-il, à lui seul, le caractère d'un document offrant toutes les garanties nécessaires pour pouvoir être considéré comme une *attestation* d'extranéité, telle qu'elle est exigée par l'article 5-3° ? Dans un grand nombre de cas, cette façon de prouver l'extranéité a été jugée insuffisante, d'autant plus que l'immatriculation sur les registres du consul ou de l'agent diplomatique n'est pas toujours faite de façon à correspondre à la réalité des faits. On exige, alors, une déclaration spéciale des agents diplomatiques (1).

Il arrivait assez fréquemment, il y a environ quinze à vingt ans, que les autorités consulaires et diplomatiques de l'empire ottoman délivrassent, sur simple présentation de certificats de naissance ou de dépositions écrites de témoins émanés de quelque localité bulgare, des passeports turcs. Ce procédé ne tarda

(1) Cf. M. Renault, dans la *Revue critique*, 1883, p. 719 ; Avis du Conseil d'Etat du 23 avril 1890, dans la *Revue pratique de droit international privé*, 1890-91, 1, 98.

pas à être mis à profit par des gens peu scrupuleux, originaires de Bulgarie, qui se prévalaient de ces passeports afin de se soustraire à l'obligation du service militaire (1). Quoi qu'il en soit, c'est aux traités et aux conventions diplomatiques que l'on doit surtout se référer pour déterminer plus spécialement la nature et la forme de cette attestation d'extranéité que, en Bulgarie même, on serait très embarrassé, le cas échéant, de délivrer aux ressortissants autrement que sous la forme d'un certificat d'inscription sur les registres d'un consulat ou d'une agence diplomatique bulgare à l'étranger (2).

Quant aux conventions passées par la Bulgarie, il n'y en a pas, à notre connaissance, qui soient consacrées à cette question. L'arrangement gréco-bulgare du 11 juin 1893 qui se propose de régler les questions controversées de sujétion hellénique en Bulgarie, se contente de reconnaître comme sujets hellènes les originaires de Bulgarie qui seraient « détenteurs de documents constatant qu'ils ont légalement acquis la sujétion hellène. » L'arrangement du 3 juin 1897 concernant les sujets persans résidant en Bulgarie n'est pas plus explicite. D'ailleurs, ces conventions étant antérieures à la loi du 5 janvier 1904, ne peuvent pas, il va de soi, satisfaire aux exigences de celle-ci.

L'attestation d'extranéité, au moyen de laquelle l'individu, né et domicilié en Bulgarie à sa majorité, doit établir qu'il a *conservé* la nationalité de ses parents — condition essentielle et importante en apparence, mesure fort sage et judicieuse en elle-même

(1) Etrange logique que celle admise à cette époque par un Etat étranger (la Turquie), qui consistait à reconnaître, en principe, le droit à la Bulgarie de convoquer ses sujets résidant à l'étranger pour accomplir leur service militaire, mais qui laissait à ceux-ci, possesseurs de passeports étrangers, la possibilité de se prévaloir à tort, de la protection étrangère pour se soustraire à l'obligation militaire en Bulgarie ? On faisait remarquer, il est vrai, que s'ils étaient possesseurs des ces documents, ils s'étaient donné la peine de venir les chercher et avaient même payé une certaine somme pour les avoir !

(2) Cf. Cogordan, *op. cit.*, p. 93.

— n'est en réalité qu'une formalité, sinon facultative, du moins secondaire.

3° La loi exige, « s'il y a lieu », outre la déclaration d'extranéité dont nous venons de parler, un certificat constatant que le déclarant « a satisfait aux dispositions de la loi militaire du pays de ses parents ». Cette exigence, aux termes mêmes de l'article, est imposée à tous ceux qui se réclament d'un Etat où le service militaire dans l'armée active est obligatoire et personnel, ou se résout en une contribution pécuniaire.

C.) A partir de quel moment cette option que l'individu dont il est question à l'article 5-3° exercera au jour de sa majorité, produira-t-elle ses effets ? Quelle est l'étendue du privilège que cet article a consacré ? Quels sont ses effets ?

Deux hypothèses sont à prévoir : 1° Le déclarant a répudié la qualité que la loi lui a attribuée à raison du double fait de sa naissance et de son domicile en Bulgarie à sa majorité ; 2° Il a laissé passer le délai prévu par la loi sans faire aucune démarche en vue de décliner la nationalité bulgare.

1° L'article 5-3° dispose : « Est censé sujet bulgare par naissance tout individu né dans le Royaume d'un étranger... et qui à l'époque de sa majorité y *est domicilié* à moins que, dans l'année qui suit sa majorité, il *n'ait décliné* la qualité de Bulgare... » Aux termes de cet article, est réputé sujet bulgare tout individu né d'un étranger en Bulgarie qui, à sa vingt et unième année, se trouve réunir les deux conditions prévues par la loi, à savoir : a) qu'il ait son domicile en Bulgarie, b) qu'il ne répudie pas la qualité de Bulgare. Inversement, le fait de la naissance en Bulgarie n'ayant aucune signification par lui-même ne lui confère point la qualité de national tant qu'il ne se trouve pas dans les conditions prévues par la loi. Il est donc *étranger* dès sa naissance et durant toute sa minorité. Il *conserve en*

outre cette nationalité, s'il n'est pas lors de sa majorité dans les conditions de l'article 5-3°.

Il naît étranger. Les textes ne donnent aucun démenti à cette manière de voir. La rédaction de l'article 5, « est censé sujet bulgare *par sa naissance* », qui a induit en erreur certains auteurs (1), ne peut évidemment pas être lue : *dès sa naissance*. Aucune erreur n'est possible, c'est de la *cause*, et non pas du *point de départ* du droit à la qualité de Bulgare, qu'il s'agit ici. Né étranger, notre individu ne change pas de qualité tant que les conditions jusque là exigées par la loi ne sont pas remplies : il a simplement une vocation éventuelle à la qualité de Bulgare (2), et sa nationalité demeure déterminée uniquement par sa filiation. En effet, l'on ne saurait le considérer comme Bulgare par l'effet de l'article 5-3° tant que la condition du domicile et celle de son inaction à sa majorité ne sont pas remplies, tant que ne se trouvent pas réunis les éléments dont les effets vont rétroagir jusqu'à sa naissance et le rendre Bulgare *par sa naissance*.

Notre individu est étranger durant sa minorité. En effet, on ne sait pas, pendant cette période de sa vie, s'il aura ou non son domicile en Bulgarie à sa majorité ; jusqu'à cette époque le cas de l'article 5-3° et celui de l'article 6 sont identiques, et produiront les mêmes effets (sauf dans l'hypothèse où le mineur se sera prévalu de l'une ou de l'autre des deux exceptions prévues par les articles 35 et 6, al. 2) (3). Or, l'article 6 donne le droit à

(1) V. Stokoff, *op. cit.*, p. 62. Est-ce pour cela que l'on a parfois cru que la question de la rétroactivité de l'art. 5-3° « ne peut même pas se poser en Bulgarie » ; et que le mot « conservé » qui figure dans l'art. 5-3° est une incohérence ?

(2) Cour d'Aix, 27 août 1897, *J. Clunet*, 1898, p. 134, Audinet, *De la nationalité de l'individu, né en France d'un étranger qui n'y est pas né pendant sa minorité*, *J. Clunet*, 1891, p. 37.

(3) Cf. Note de M. Ch. Dupuis, sous Cass., 19 décembre 1881, *Dall.*, 1893, 1, 329.

l'intéressé de *réclamer* (1) la qualité de Bulgare. Ne serait-il pas plus exact, si l'individu devenait Bulgare dès sa naissance même, d'employer l'expression de faire *constater* ou *consolider* (2) ?

Etranger jusqu'à ce moment, il ne sera Bulgare à aucune époque contre sa volonté (3) ; et s'il se trouve avoir son domicile en Bulgarie à sa majorité, il ne sera pas davantage Bulgare ni considéré comme l'ayant été antérieurement à sa majorité, s'il prend le soin de *décliner* la nationalité bulgare suivant les formes prescrites. La déclaration formelle qu'il ferait devant le juge de paix de son désir de ne pas devenir Bulgare, doit nécessairement, dans la pensée du législateur, produire cet effet et détruire la présomption légale de son assimilation et de son attachement au pays. S'il manifeste d'une façon catégorique sa volonté, non pas de se voir attribuer la qualité de Bulgare, mais de s'en détacher, en excipant de son extranéité, et en produisant, pour corroborer ses déclarations, des justifications qui ne laissent aucun doute sur son inclination et ses sentiments, il serait manifestement inique de vouloir lui imposer la qualité de Bulgare à quelque époque et pour quelque durée que ce fût, et de présumer chez lui, grâce à l'influence du sol, l'inclination à la nationalité bulgare, inclination à laquelle le fait même de sa déclaration a donné le plus formel démenti. — Enfin, l'expression « conservé » qui est employée par le texte (c'est à tort, d'après nous, que

(1) Cette réclamation n'a point pour objet de *constater* un droit comme l'a interprété Toullier à l'occasion de l'art. 9 ancien code civil français (*Le Code civil français*, Bruxelles, 1824, I, n° 261), mais bien de *l'acquérir*. Cf. le rapport du ministre de la justice, au Sobranié, cité, *infra*.

(2) Cf. G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 290. Voir aussi, pour le droit antérieur à la loi de 1889, M. Louis Renault dans la *Revue critique*, 1885, p. 586.

(3) C'est bien là l'un des avantages de l'art. 5-3° actuel (art. 5-4° ancien), sur l'art. 5-3° primitif, qui rendait Bulgare de plein droit et irrévocablement tout individu, né en Bulgarie d'un étranger qui lui-même y était né. — Art. 5-3° primitif : « Est censé sujet bulgare tout individu né dans la Principauté d'un étranger qui lui-même y est né. »

l'on a critiqué l'emploi de ce mot par le législateur), n'est-elle pas catégorique dans ce sens ? L'article 5-3° suppose que l'*étranger* né en Bulgarie et y domicilié à l'époque de sa majorité *conserve*, sous certaines conditions, la nationalité de ses parents, c'est-à-dire celle qu'il a eue pendant sa minorité ? Cette expression, employée, croyons-nous, à bon escient, par le législateur, écarte tout doute, dissipe toute incertitude. L'interprétation d'après laquelle notre individu, s'il décline la nationalité bulgare, n'est pas considéré, durant sa minorité, comme Bulgare, s'impose. Commandée par les textes et par la logique, elle est en parfaite concordance avec l'esprit de la loi.

Notre individu n'a jamais été Bulgare, et il ne peut plus, après avoir répudié les offres de la loi, et après l'injure qu'il lui a faite, même s'il se trouve dans les délais et conditions prévus, le devenir par application de l'article 5-3°. Mais la porte lui étant fermée de ce côté, pourra-t-il, s'il se ravise, devenir Bulgare par l'effet de l'article 6 que nous étudierons plus spécialement dans la suite, et *réclamer* la nationalité bulgare suivant ce mode abrégé ? L'article 6 est conçu en termes assez généraux : il permet à quiconque est né en Bulgarie, mais qui, pour une cause quelconque, n'a pas pu avoir son domicile à sa vingt et unième année, de demander la nationalité bulgare dans un délai d'un an après sa majorité. Ouvert si largement à tous ceux qui sont nés en Bulgarie, il ne saurait, dit-on, se fermer pour ceux qui, bien qu'ayant repoussé la nationalité bulgare, n'en sont pas moins nés sur le territoire. Il est tout naturel, dès lors, que l'individu qui, né en Bulgarie et n'ayant pas voulu se prévaloir du privilège de l'article 5-3°, puisse, tant qu'il se trouve dans les délais utiles, bénéficier de la disposition bienveillante de l'article 6.

Que penser de ces considérations ? Elles sont loin d'être péremptoires. Tout d'abord, il faut refuser à la disposition de

l'article 6 la possibilité d'élargir par une fausse interprétation, sa sphère d'application, car c'est une faveur exceptionnelle qu'elle édicte et c'est, par conséquent, une interprétation restrictive, seule, qui lui convient. Or, le texte est formel : il n'est accessible qu'à celui qui, « né en Bulgarie d'un étranger, *n'y est pas domicilié* à l'époque de sa majorité. » La naissance en Bulgarie n'est donc pas la seule condition imposée. L'on doit s'en tenir rigoureusement aux exigences du texte, car, si la condition de la naissance en Bulgarie d'un étranger était (1), seule, suffisante, pourquoi manquer à la logique, en refusant, à l'individu prévu à l'article 5-3°, le droit d'exciper, lors de sa majorité, indifféremment de l'article 5-3° ou de l'article 6, et pourquoi ne pas le laisser libre d'adhérer à la patrie bulgare dès sa naissance, ou de *devenir* Bulgare à partir de sa majorité seulement ?

Ce qui n'est pas permis directement ne saurait l'être non plus indirectement. — Donner une interprétation large à l'article 6, c'est permettre aux malveillants de tourner la loi et d'aboutir à des résultats que le législateur n'a pas osé consacrer ? Une pareille solution n'est pas acceptable. C'est aussi trop exposer la nationalité bulgare aux caprices et aux agissements suspects d'un étranger qui refuse et réclame la même nationalité au cours d'une même année pour donner, peut-être, satisfaction à des intérêts purement égoïstes. Veut-il spéculer sur les effets que ces deux modes d'acquisition de la nationalité doivent produire ? Le système qui le lui permettrait serait critiquable. Il est vrai que, dans un grand nombre de cas, cet étranger peut être de bonne foi, mais cette supposition n'exclut pas les cas où ses manœuvres auraient pour but, soit d'égarer les tiers et d'abuser de la trop grande confiance qu'il a su inspirer, soit de le faire bénéficier, après coup, d'une naturalisation de faveur qui le dispen-

(1) On ne peut donc pas, comme on l'a fait, rapprocher, ici, l'art. 18, pour renforcer cette thèse.

sera des longs délais de stage exigés pour la naturalisation ordinaire. — Quoiqu'il en soit, comme il est du plus haut intérêt que la disposition de l'article 5 n'ait qu'un champ d'application aussi restreint que possible, les voies du droit commun restent, seules, ouvertes à l'étranger qui, dans quelque condition que ce soit, a refusé de se prévaloir du privilège que l'article 5-3° mettait à sa disposition.

2° Une fois réunis tous les éléments attributifs de la nationalité prévus par l'article 5-3°, l'individu qui nous occupe — « Bulgare commencé » pour imiter l'heureuse expression de Merlin « Français commencé » — est Bulgare. Ce qui est plus important encore, c'est que la qualité qui lui est désormais attachée de plein droit (1) et sans qu'il ait aucune autre formalité à remplir, remonte à sa naissance ; il devient Bulgare rétroactivement. Cette question est vivement débattue en France. Le système de la non rétroactivité compte des partisans parmi les autorités les plus considérables (2). Nous ne croyons cependant pas qu'on puisse donner aux textes bulgares une interprétation identique et nous essayerons d'indiquer, rapidement, les principales considérations qui peuvent être invoquées en ce sens.

Il est incontestable, avant tout, que l'article 5-3°, à la différence de l'article 6, confère, *ipso facto*, la nationalité d'ori-

(1) Sur ce point, nous l'avons vu, il ne s'élève aucun doute. L'étranger acquiert la qualité de Bulgare de plein droit dès qu'il atteint sa majorité et que les conditions sous lesquelles cette faveur lui est concédée se trouvent réunies. D'ailleurs, la loi le prévoit, elle-même, dans son article 17-2°. Ne dit-elle pas « perd la qualité de Bulgare, le Bulgare qui a décliné la nationalité bulgare dans le cas prévu par l'article 5-3° », ce qui paraît supposer incontestablement que l'étranger est devenu, en vertu de l'article 5-3°, Bulgare, *de plano* dès sa majorité.

(2) Rouard de Card, *op. cit.*, p. 163 et suiv. ; G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 297 et suiv. ; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 164 et 165 ; Despagnet, *op. cit.*, p. 260. — M. Surville qui l'admet au début (*De la nationalité des enfants nés sur le sol français de parents étrangers*, dans le *J. Clunet*, 1893, p. 667) se rétracte dans la suite (Surville et Arthuis, *op. cit.*, p. 61).

gine (1). Le rapport du ministre de la justice au Sobranié (2), est explicite sur ce point. « Par application du second principe (le *jus soli*), la naissance d'un individu sur le territoire de la Principauté, ou bien le rend sujet bulgare de plein droit comme cela a lieu dans le cas... d'un individu né d'un étranger dans la Principauté et qui y est domicilié à l'époque de sa majorité ; ou bien ne fait que faciliter l'acquisition... » — Et l'article 5 débute : « Est censé sujet bulgare par la naissance... », ce qui implique nécessairement que la nationalité bulgare est attribuée, dans ce cas, de plein droit, par l'effet même de la loi. Impuissante d'attribuer par elle-même, la nationalité, la naissance, en Bulgarie, acquiert une force indiscutable toutes les fois qu'elle se trouve jointe à certaines circonstances particulières de nature à prouver aussi bien l'attachement de l'individu pour le pays où il est né, que les préférences qu'il a pour lui, sentiments qui s'expliquent par l'éducation qu'il a reçue et l'amour qui lui a été inculqué de la nation bulgare. Bulgare à raison de sa naissance, pourquoi ne pas lui attribuer la patrie bulgare une fois réalisées les conditions exigées, et faire remonter à sa naissance, c'est-à-dire à leur source, les effets de cette qualité ? N'a-t-il pas, par son établissement dans le pays, par le long séjour qu'il y a fait et par sa déclaration, affirmé sa volonté non équivoque d'adhérer à la patrie bulgare, manifesté le désir de ne quitter désormais la nationalité bulgare que par les voies du droit commun. Le cas de l'article 5-3° est bien distinct de celui de l'article 6. Ici, rien ne prouve une assimilation aussi complète de l'étranger au pays, rien ne vient non plus garantir la sincérité de son affirmation : il est donc juste que l'attribution de la qualité de Bulgare ne soit, comme le dit le rapport du ministre, qu'une sorte d'ac-

(1) L'art. 6 n'est qu'un cas de naturalisation de faveur. Cfr., art. 29, al. 2 de la loi ; le rapport du Ministère de la Justice, *op. cit.*, p. 61.

(2) Sobranié, séance du 11 déc. 1903.

quisition de notre nationalité, qu'une *naturalisation de faveur*, suivant l'expression de la loi (art. 29, al. 2). Là l'assimilation est plus complète ; donc, l'individu appelé à s'en prévaloir n'a pas besoin de réclamer la nationalité bulgare pour en bénéficier, la loi reconnaît qu'il offre assez de garanties de patriotisme et de moralité pour la lui attribuer de plein droit. Il résulte de nos explications que les conséquences du système de la non rétroactivité ne seront, dans la plupart des cas, acceptables qu'au prix d'une flagrante infraction aux plus élémentaires exigences de la justice et de l'équité.

Ainsi, son assimilation à un national étant sûre et réelle, pourquoi ne pas le traiter comme n'ayant jamais été étranger et ne pas lui permettre de participer également pour le passé, aux droits et avantages dont la nationalité bulgare est la source ? Bulgare à sa vingt-deuxième année, considéré comme tel par la loi elle-même, à raison de sa naissance en Bulgarie, ayant résidé d'une façon constante dans notre pays pendant plus de vingt ans, ne serait-il pas inique d'autoriser son extradition demandée par un Etat étranger pour des faits délictueux dont il se serait rendu coupable dans un pays étranger avant sa majorité ? L'extradition d'un tel individu ne différerait guère de l'extradition d'un national ! De même, le système de la rétroactivité entraîne, en matière de droit civil, des conséquences très importantes. Supposons que l'étranger né en Bulgarie se marie pendant sa minorité ; l'attribution de la nationalité bulgare, avec effet rétroactif, aura immédiatement sa répercussion sur sa famille ; sa femme pour avoir épousé un Bulgare, et son enfant pour être né d'un Bulgare, seront eux-mêmes Bulgares de plein droit. L'unité dans le mariage est conservée. La femme, dans ce cas, n'aura plus besoin, pour obtenir la qualité de Bulgare, d'en faire la demande en suivant les formalités prescrites par les articles 11, alinéa 1, et 29, auxquelles elle serait tenue de se conformer, si elle s'était

mariée à un étranger qui se fait, après coup, naturaliser Bulgare, et dont elle voudrait suivre la nationalité ; de plus, il serait choquant de voir une femme Bulgare d'origine, devenue étrangère par suite de son mariage avec un étranger, être obligée de *demande* la nationalité bulgare quand son mari est devenu Bulgare *de plano*. — Enfin, la rétroactivité produira des effets sur la descendance. L'enfant, saisi *ipso facto* et irrévocablement de la nationalité de son père, n'aura plus la faculté de décliner la nationalité bulgare dans les termes de l'article 11, alinéa 2,

La solution heureuse de ces questions n'est compatible qu'avec le système de la rétroactivité ; c'est là une considération suffisante pour qu'on adopte ce système sans hésitation. Telle a été aussi, il nous semble, l'intention du législateur. En effet, la rétroactivité cadre avec l'esprit de la loi, et ce qui plus est, le législateur semble l'avoir consacrée d'une façon indiscutable dans les dispositions de la loi qui se rapportent au changement de nationalité de la femme mariée. Ainsi, il omet, dans les articles 11, alinéa 1 *in fine*, et 29, alinéa 2, de mentionner l'article 5-3° à côté de l'article 6 pour permettre aussi à la femme de l'étranger qui est né en Bulgarie *et y est domicilié* à l'époque de sa majorité, de devenir Bulgare en même temps et par la même déclaration que son mari. Il est inadmissible qu'il ait voulu la priver de ce bénéfice et lui rendre plus difficile l'accession à la nationalité bulgare, aucune raison ne pouvant l'inciter à se montrer moins favorable vis-à-vis d'elle qu'à l'égard de la femme de l'étranger né, mais *non domicilié* en Bulgarie à sa majorité, à laquelle il épargne une demande au Sobranié et la lenteur de ses décisions. Aurait-il entendu l'assujétir aux mêmes formalités que la femme d'un étranger ordinaire qui se fait naturaliser Bulgare et la renvoyer, par conséquent, devant le corps législatif, tandis qu'il prend soin de ménager celle d'un étranger (art. 6 et 7), — qu'il n'ose même pas déclarer Bulgare de plein droit, — en

la rendant Bulgare par un simple enregistrement de sa déclaration au ministère de la justice ? Certainement non ; car on ne saurait être moins favorisé quand on réunit un plus grand nombre de titres à la qualité de national. Enfin, peut-on admettre que le législateur n'ait pas voulu favoriser de la même façon cette femme en lui donnant au moins les mêmes privilèges qu'à celle mariée à l'étranger dont parle l'article 6, celle-ci ayant la faculté d'invoquer un *droit* à la naturalisation bulgare, celle-là pouvant se heurter à un refus de la part du corps législatif ? Non. Un tel résultat serait inadmissible, d'autant plus que l'article 11, alinéa 1 *ab initio*, et l'article 29, alinéa 1, ne concernent que la femme d'un étranger ordinaire et que la concession de la nationalité bulgare à la femme doit être faite, dans ce cas, « par la même *décision* du Sobranié qui confère cette qualité au mari ». Or, dans le cas de l'article 5-3° l'intervention du Corps législatif n'est pas requise. — La cause de cette omission des articles 11, alinéa 1 *in fine*, et 29, alinéa 2, doit donc être cherchée ailleurs. Mariée à un Bulgare, la femme est Bulgare de plein droit. Elle n'a pas à réclamer cette qualité qui la saisit *de plano* dès le jour du mariage. Il faut, donc, supposer que son mari est devenu, à sa majorité, Bulgare rétroactivement.

Le législateur semble persister dans sa manière de voir, car pas plus dans l'article 29 qui organise aussi la procédure à suivre pour l'attribution de la nationalité bulgare à la femme d'un étranger qui se fait naturaliser Bulgare, que dans l'article 11, il ne fait mention de l'article 5-3° à côté des articles 6 et 7 (1). C'est confirmer ce que nous avons dit et faire disparaître

(1) L'art. 29, al. 2, ne fait pas mention, non plus, de l'art. 8 qui est aussi un cas de naturalisation de faveur. L'explication en est facile ; l'art. 29, al. 2, se borne à copier l'art. 5, al. 2, du décret réglementaire du 13 août 1889 où il n'est pas question de l'art. 8 qui n'existait pas dans la loi française. Lors de la discussion de la loi au Sobranié on n'y songea pas non plus et on ne s'aperçut pas de la lacune.

tout doute de nature à faire croire que l'omission de l'article 5-3° (qui correspond à l'art. 8-4° C. civ. fr.), dans le cas qui nous occupe, soit due à l'oubli.

La rétroactivité est donc admise par le législateur. Tout le prouve. L'article 12 qui énumère les cas où l'attribution de la nationalité bulgare se fait sans effet rétroactif, est muet sur celui qui nous occupe ; la disposition de l'article 5-3° n'est pas rappelée dans ce texte. Quoique *a contrario*, cet argument, n'en a pas moins de la force, dans notre interprétation, commandé et inspiré qu'il est par l'esprit même des textes (*est sujet bulgare par la naissance*) et par la situation toute spéciale que nous analysons.

Enfin, le système de la rétroactivité n'est pas sans présenter des avantages d'une portée considérable. D'abord, il permettra à l'individu qui nous occupe de prendre part, dès sa naissance, à tous les droits et privilèges attachés à la nationalité bulgare, ce qui lui sera utile dans nombre de cas où ses intérêts patrimoniaux seront en jeu. Ensuite, l'Etat y trouvera son intérêt au point de vue de l'ordre public et de la sécurité nationale, puisqu'il pourra lui fermer ainsi rétroactivement la patrie bulgare, même pour des faits accomplis durant sa minorité. Toutes les fois qu'il se montrera indigne, qu'il aura fait une grave injure à sa future patrie, qu'il aura, par ses actes, démérité de la trop grande confiance qui lui était accordée à raison d'une assimilation présumée, mais qui, dans la circonstance, ne répondra pas à la réalité des faits, il sera possible, en lui appliquant rétroactivement la déchéance de la nationalité bulgare, de l'empêcher d'exercer, au lendemain même de sa majorité, les droits sacrés que le législateur bulgare considère comme la suprême concession qu'il puisse faire à un étranger. C'est ce qui se produira, par exemple, quand l'étranger né en Bulgarie et y domicilié à sa majorité, aura, pendant sa minorité, accepté du service

militaire à l'étranger. Et comment lui fermer la nationalité bulgare dans le système de la non rétroactivité, cet individu devenant Bulgare à partir de sa majorité seulement et, par conséquent, l'article 17 ne lui étant pas applicable rétroactivement ?

Difficilement pourrait-on dire pour combattre le système de la rétroactivité, qu'en le considérant comme Bulgare dès sa naissance, on traite plus favorablement l'étranger qui attend sa majorité pour devenir national en vertu de l'article 5-3°, que l'étranger mineur dont le représentant a souscrit une déclaration dans les formes et dans les conditions de l'article 6, alinéa 2, en vue de lui faire acquérir la qualité de national d'une façon définitive. En réalité, si celui-ci est moins favorablement traité, c'est qu'il l'a voulu, car il avait le libre choix d'exciper de l'article 6, alinéa 2, ou de l'article 35 ; il devait, seulement, dans ce dernier cas, établir son domicile en Bulgarie (1). — Enfin, l'argument que la disposition de l'article 8-7° du Code civil (art. 5-3°, L. 1904) était primitivement comprise dans l'article 9 du Code civil (art. 6, L. 1904) et doit, par conséquent, produire les mêmes effets que ce dernier texte, n'est pas non plus probant ; car si cette disposition se rapportait, au début, à une sorte de naturalisation de faveur, elle s'est trouvée, par la suite, sensiblement modifiée et n'a plus à l'heure actuelle ce caractère (arg. art. 29, al. 2).

Comme expression d'une dernière et très large concession faite au *jus soli*, — qui, grâce à l'influence étrangère, réussit à s'infiltrer dans la législation bulgare, — la disposition de l'article 5-3°, la plus caractéristique peut-être de la loi de 1904 après la retouche de la loi de 1908, mérite une attention toute particulière, un développement et une interprétation plus amples,

(1) Cf. cependant Stemler, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1890, p. 563 ; G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 308 ; Gruffy, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1894, p. 486.

afin d'en éclairer tous les points sur lesquels le législateur s'obstine, dans les travaux préparatoires, à garder le silence. L'innovation est sans doute grave. L'élément territorial remporte d'emblée une victoire que rien ne faisait pressentir. La disposition nouvelle n'est pas due à un développement lent des idées dans cette direction ; elle ne trouve point de fondement dans un droit qui se serait familiarisé de longue date avec la règle territoriale ; au contraire, l'impopularité de celle-ci, — fait incontestable que nous avons déjà essayé de démontrer, — empêcha son application réfléchie, en harmonie avec les besoins du pays. Acquis anciennement, tout entier, aux idées romaines, le droit bulgare n'a, à aucune époque, admis le principe territorial en matière de nationalité. Ce manque de base dans les idées et dans les conceptions, empêcha, aussi dans le droit moderne, l'apparition d'applications heureuses de la formule territoriale ; celle-ci n'ayant été admise, à une époque récente, que par esprit d'imitation et ne correspondant pas aux besoins réels du pays, n'a pas pu profiter des résultats de l'expérience pour se perfectionner ; la loi de 1904 est de ceci une preuve éclatante.

L'article 9 du Code civil français, qui donna, en 1889, naissance à l'alinéa 4 de l'article 8, n'était pas une apparition spontanée, une innovation législative. Il se bornait, en 1804, tout en réglementant, par sa disposition, un point de détail, à consacrer la législation existante. « Attendu, dit un arrêt de la Cour d'assises du Nord en 1877 (1), qu'il était de principe, dans l'ancien droit, que tout individu né en France était Français ; que l'article 9 du Code civil n'a point abrogé ce principe ; qu'il l'a seulement modifié en ce qu'il pouvait avoir d'excessif... » L'expérience, les nécessités pratiques, près d'un siècle plus tard, font faire au législateur, après les étapes de 1851 et 1874, un pas

(1) Cour d'assises du Nord, 3 août 1876, *Recueil des arrêts de la cour de Douai*, t. XXXV, p. 173 ; de Folleville, *op. cit.*, p. 130. Rapp. Douai, 21 avril 1880, *Dall.*, 1881, 2, 118.

de plus d'où sortirent les dispositions actuelles des articles 8-4° et 9.

En Bulgarie, l'apparition du *jus soli* en matière d'origine, comme nous venons de le dire, est, au contraire, aussi peu dictée par la pratique des nécessités sociales que par les traditions anciennes qui ne sont pas tout à fait mortes dans notre droit moderne, surtout en matière d'état et de capacité des personnes.

Contre l'article 5-3° enfin, il est quelques autres critiques possibles que nous passerons très succinctement en revue.

1° a) Cet article est, avant tout, dans les termes dans lesquels il est libellé, d'une application qui prête facilement à la fraude. Il laisse la possibilité à quiconque est né en Bulgarie, mais qui a passé toute sa minorité à l'étranger, d'obtenir la nationalité bulgare d'une façon aisée en transportant, à la veille de sa majorité, son domicile en Bulgarie. C'est là, un véritable privilège qui méconnaît l'esprit même de la loi et le fondement du *jus soli*, et légitime une sorte de naturalisation exceptionnelle ; une telle conséquence n'a jamais été, nous l'avons vu, dans la pensée de son auteur. Est-il acceptable que notre législateur soit plus accommodant à l'égard d'un tel individu qu'à l'égard de tout autre et le comble de tous les avantages et droits que comporte notre nationalité en lui permettant notamment, le lendemain même de sa majorité, d'être éligible, tandis qu'un autre né à l'étranger (fait qu'on ne peut lui imputer à faute) et qui a résidé continuellement en Bulgarie pendant plus de 10 ans, ne se voit attribuer la plénitude des droits politiques qu'à la suite d'un stage de 15 ans (art. 13) après sa naturalisation. Pourquoi cette distinction ? N'a-t-on pas les mêmes raisons de méfiance à l'égard du premier que du second ?

b) L'article 5-3° est, en second lieu, beaucoup plus favorable à l'individu qui a attendu ses vingt et un ans pour exciper de sa disposition et devenir, par conséquent, Bulgare rétroactivement,

que pour cet autre qui, né aussi dans le pays et plus dévoué à la patrie bulgare, s'est laissé enrôler sans opposer son extranéité dès son âge de dix-neuf ans dans l'armée bulgare, et qui, aux termes de l'article 6, alinéa 3, n'est pas Bulgare d'origine.

2° Une application fréquente de l'article 5-3° offrirait un danger réel pour la sécurité nationale. Accueillir dans le sein de la nation un grand nombre d'étrangers, à la seule condition qu'ils soient nés et domiciliés dans le pays à leur majorité, c'est se défendre bien mal contre certains éléments nuisibles et pernicioeux qui peuvent constituer pour la morale et les bonnes mœurs un danger permanent.

3° La disposition de l'article 5-3° n'est pas non plus satisfaisante au point de vue des relations internationales. Absorber un étranger après un long séjour dans le pays et en exigeant de lui une demande expresse de nationalité, est bien différent que de le rattacher *ipso jure*, à raison de sa naissance et de son domicile dans le pays, à une nation dont il peut ne pas partager toujours les sentiments. Aussi les Etats auxquels appartiennent ces individus sont en droit de faire entendre d'énergiques protestations. C'est ce qui se produisit en Bulgarie, dès la promulgation de la loi nouvelle. Plusieurs gouvernements se plaignirent que la loi de 1904 modifiait, d'une manière sensible, le statut personnel de leurs sujets établis en Bulgarie. On ne manqua pas d'accuser le législateur bulgare de conférer aux sujets étrangers la nationalité bulgare d'une manière arbitraire, et ainsi de leur donner non seulement des droits, mais aussi de leur imposer des obligations auxquelles ils n'avaient pas l'intention de se conformer. Enfin, la disposition de l'article 5-3° est l'une de celles sur lesquelles les pays étrangers attirèrent plus particulièrement l'attention de notre gouvernement, autant parce qu'elle déterminait la situation civile des ressortissants étrangers que parce qu'elle était en contradiction avec les droits dont ceux-

ci jouissent en vertu des traités et conventions en vigueur (1). Bien qu'il soit facile de répondre que ce n'est point la *situation civile des étrangers* que la loi régit, mais bien la situation de ceux d'entre eux qui s'y soumettent sans résistance, quitte à s'en débarrasser, s'il leur plaît, par une simple déclaration d'extranéité que la loi leur réserve, il est incontestable que la question reste pendante sur le terrain diplomatique, et que l'application de l'article 5-3° sera toujours une source de vives réclamations dans les cas exceptionnels où l'on aura à y recourir (2).

CHAPITRE II

La nationalité d'acquisition.

Tout individu peut avoir des raisons plausibles pour désirer quitter sa nationalité d'origine et s'incorporer à une autre organisation politique. Il y trouvera cet avantage d'acquiescer tous les privilèges appartenant aux membres de cette organisation. La concession de la nouvelle nationalité peut, cependant, ne pas se

(1) Notamment les traités : 1° russo-turc du 18 juin 1783, art. 2; 2° austro-turc du 24 février 1784, art. 5.

(2) Il ne faut pas perdre de vue que l'art. 15 de la loi de 1883 n'a pas pu, pour les mêmes raisons, avoir d'application pratique. La disposition de l'art. 5-3°, très semblable à la première, avait-elle, dans ces conditions, sa raison d'être ? Bien que la situation politique soit aujourd'hui tout autre qu'alors, elle ne saurait recevoir d'application pratique sans soulever d'aussi vives réclamations de la part des États étrangers que celles suscitées en France par les dispositions de la loi du 7 février 1851 et par celle de l'art. 8-4° du code civil (loi de 1889). (Cf. Ch. Beudant, *op. cit.*, p. 30).

faire tout de suite et nécessiter un stage plus ou moins prolongé, être subordonnée à des conditions plus ou moins rigoureuses qui varieront avec l'affection qu'il est présumé avoir pour sa nouvelle patrie.

Comment cette matière est-elle réglementée chez nous, et quelle est la source de nos nouvelles lois ? La législation bulgare imite les législations étrangères ; elle leur emprunte leurs qualités et leurs défauts. Notre législateur fait preuve d'une activité exubérante qui, malheureusement, déborde trop souvent, et l'on voit, alors, les intérêts dont il a la garde, pâtir d'un travail trop zélé au cours duquel il ne se préoccupe ni des conditions particulières du pays, ni des résultats acquis. Des efforts de modération sont souvent nécessaires ; mais n'est-il pas difficile d'en donner la mesure pour chaque cas particulier ?

Les règles concernant l'acquisition de la nationalité offrent une grande complication, mais toutes s'inspirent profondément d'un esprit d'équité, de progrès et de conciliation. Quelques perfectionnements de principe y sont toutefois encore désirables (1).

L'acquisition de la nationalité bulgare se fait de deux manières : ou bien, elle résulte d'un fait principal dont elle est l'accessoire, ou bien elle a pour cause un acte principal qui produira par lui-même chez son auteur un changement de nationalité. — Nous étudierons ces deux hypothèses dans l'ordre où nous venons de les indiquer sans porter atteinte au plan que nous avons adopté pour l'élaboration du présent travail.

L'étranger acquiert la nationalité bulgare : 1° à raison d'un

(1) Nous serions très heureux de voir notre législateur consacrer le principe émis sous forme de vœu par les éminents internationalistes de l'Institut dans les termes suivants : « Nul ne peut être admis à obtenir une naturalisation en pays étranger qu'à la charge de prouver que son pays d'origine le tient quitte de son allégeance, ou tout au moins qu'il a fait connaître sa volonté au gouvernement de son pays d'origine et qu'il a satisfait à la loi militaire pendant la période de service actif, conformément aux lois de ce pays. » *Annuaire de l'Institut*, session de Venise, 1896, p. 271.

fait postérieur à sa naissance, et qui a pour résultat de le faire bénéficier de la qualité de Bulgare sans qu'il l'ait demandé d'une façon expresse et directe ; 2° par l'effet d'une demande expresse faite dans certaines formes et qui constitue, pour l'impétrant, un droit (naturalisation de faveur), ou non (naturalisation ordinaire).

Le premier de ces deux modes d'acquisition de la nationalité bulgare par un fait postérieur à la naissance trouvera, seul, sa place ici, dans une *section unique* ; le second sera étudié dans les deuxième et troisième parties.

SECTION UNIQUE. — Acquisition de la nationalité bulgare par le seul effet de la loi (1).

Sont compris dans cette catégorie : 1° l'individu qui aura pris part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité ; 2° le mineur dont le père ou la mère survivante se sera fait naturaliser sujet bulgare ; 3° toute étrangère qui aura épousé un Bulgare. D'où autant de paragraphes.

§ I. ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ BULGARE PAR LA VOIE DU RECRUTEMENT. — Ce cas est régi par l'article 6, alinéa 3 de la loi. « Cet individu devient également sujet bulgare si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il se présente au conseil de revision sans opposer son extranéité. »

Un privilège tout particulier est assuré par cet article à tout individu né en Bulgarie qui prend part aux opérations de recru-

(1) Il faut bien remarquer que, quoi qu'on en dise, il n'y a point, dans notre cas, de naturalisation au sens propre du mot, ce terme étant réservé au changement *principal* de nationalité. Or, comme nous le verrons, ici, le changement de nationalité ne résulte pas d'une manifestation *positive et expresse* de volonté. Il est accordé à tout étranger qui remplit certaines conditions déterminées par la loi d'une manière préalable et générale. Certains auteurs lui ont donné le nom, et il y a, ce nous semble, quelque chose qui jure dans cette terminologie, de *naturalisation de plein droit*. V. Le Sueur et Dreyfus, *La Nationalité*, Paris, 1890, p. 43.

tement. Tous les délais impartis pour la naturalisation sont abrégés ; aucune réclamation expresse ou tacite n'est requise ; le fait de s'être laissé porter sur les listes du contingent et de s'être présenté ensuite au conseil de revision sans élever aucune protestation emporte, de plein droit, l'acquisition de la nationalité bulgare ; ce qui revient à dire que, dans ce cas, nulle manifestation de volonté expresse de changer de nationalité n'est nécessaire.

Devant l'agencement matériel de cet article, si simple qu'il paraisse au premier abord, quelques difficultés s'élèvent ; les unes sont vite écartées lorsqu'on leur oppose les travaux préparatoires d'où est sorti, en 1889, le texte de cet article ; d'autres persistent par suite du défaut de développement du texte même. Il est cependant deux points que nous tenons d'ores et déjà pour acquis :

1° La disposition de l'article 6-3° n'a pas pour effet de rendre l'individu qui en excipe Bulgare dès sa naissance ; celui-ci ne fait que *devenir* sujet bulgare à partir du moment où la condition posée à l'article 6-3° se trouve remplie. Ainsi les effets de l'article 6-3° ne rejaillissent pas sur la qualité de l'individu pour le temps déjà écoulé pendant lequel il reste étranger. Le texte de l'article 6-3° est formel sur ce point : « cet individu *devient également* sujet bulgare » dit-il, et il renvoie aux paragraphes précédents de l'article 6 qui ne constituent qu'une sorte de naturalisation de faveur.

2° La loi a uniquement pour but de créer, par cette disposition, une sorte d'acquisition facile de la nationalité bulgare, en attachant, *de plano*, la qualité de Bulgare à l'individu visé par l'article 6-3° ; celui-ci n'a de la sorte aucune démarche spéciale à faire en vue de la naturalisation. D'un autre côté, le fait même de la participation aux opérations du recrutement ne peut pas être considéré comme une *demande* de naturalisation, étant

donné, comme nous le verrons dans la suite, que cette participation ne peut résulter que d'une erreur de l'administration, à la suite de laquelle l'étranger, né en Bulgarie, a été soumis à la loi militaire, et, en aucun cas, d'une *demande* d'inscription sur le tableau de recensement, demande expresse émanant de l'intéressé. Non seulement celle-ci n'est pas nécessaire, mais elle ne saurait être admise ; l'engagement volontaire n'est pas en effet prévu par l'article 6, alinéa 3. et le service militaire ne peut pas suppléer au stage et aux conditions nécessaires pour devenir Bulgare.

Mais la portée de l'article 6, alinéa 3. devient moins certaine lorsque se pose la question de savoir quelles sont les personnes auxquelles ce texte est applicable. S'agit-il uniquement de l'individu né, mais non domicilié en Bulgarie à sa majorité (art. 6), ou cet article s'applique-t-il aussi à l'étranger né et domicilié en Bulgarie à cette époque (art. 5-3°) ?

Une partie de la doctrine semble portée à donner en France une interprétation large à la disposition de notre texte et à l'étendre aussi au second de ces individus. En effet, dit-on (1), cette interprétation est conforme au fondement même de l'article 8-4° (5-3°) : la soumission aux opérations du recrutement ne vient-elle pas doter d'un titre de plus à la nationalité locale un individu né dans le pays, mais d'origine étrangère, qui a, lors de sa majorité, son établissement dans le pays ? Lorsque cette condition est remplie, ne vient-elle pas témoigner d'un patriotisme certain, d'une assimilation sûre, et ne doit-elle pas, par conséquent, favoriser l'acquisition de la nationalité au lieu d'y faire obstacle ? Ce raisonnement qui n'est d'ailleurs pas sans valeur, permet ainsi à la seconde catégorie d'étrangers d'exciper de l'article 6, alinéa 3.

Cette conception ne peut cependant que difficilement être ac-

(1) G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 276, 277.

ceptée en Bulgarie en face du langage catégorique et formel des textes. En effet, c'est par l'expression « *cet individu* (l'individu) » que débute le § 3 de l'article 6. Ce texte se réfère, par conséquent, au seul étranger visé par les paragraphes précédents, c'est-à-dire à « tout individu né en Bulgarie d'un étranger et qui *n'y est pas domicilié* à l'époque de sa majorité. » Si le législateur avait voulu que cette disposition eût une portée plus générale et s'appliquât indistinctement à tous les étrangers nés dans le pays, ne l'aurait-il pas insérée dans un texte conçu d'une façon plus large, afin d'y faire comprendre aussi celle de l'article 5-3°? Aucune disposition de la loi relative à la nationalité, aucun texte de la loi relative au recrutement ou de celle sur l'organisation de la force armée en Bulgarie, ne venant compléter, ni interpréter l'article qui nous occupe, il nous semble impossible de lui attribuer une portée plus étendue que celle que lui donne la disposition même du § 3.

La controverse a un vif intérêt. Appliquer aussi ce texte à la seconde catégorie d'individus, c'est aboutir, croyons-nous, à des conséquences bizarres et inadmissibles. C'est ravir, sans y être autorisé par aucun texte, aux individus en question, en les rendant définitivement Bulgares, le droit qu'ils tiennent de l'article 5-3° de réclamer, à leur majorité, la qualité d'étranger. Aussi l'interprétation large de l'article 6, alinéa 3, se trouve par là même condamnée et inacceptable.

Mais la conception, a-t-on objecté, et l'argument est le même que celui que nous reproduisons il y a un instant, d'après laquelle la disposition de l'article 6, alinéa 3, n'est pas applicable à l'étranger né et domicilié en Bulgarie, à sa majorité, conduit à des résultats, évidemment iniques et absurdes, et place, en lui refusant un mode d'acquisition de la nationalité locale, l'individu qui réunit cependant un plus grand nombre de titres à la qualité de Bulgare, dans une situation moins favorable que celui visé

par l'article 6 et qui se trouve dans un état d'assimilation moins sûre et moins complète (1).

Sans doute, cette conséquence paraît bizarre. Mais défilions-nous d'une apparence trompeuse. Si le résultat auquel on aboutit n'est pas satisfaisant, c'est qu'après avoir mal débuté, on a suivi une fausse piste. Poser la question comme nous venons de le faire, pour employer la méthode de développement consacrée par le législateur — question à laquelle certains auteurs s'efforcent de répondre (V. notamment M. Cogordan qui, à la différence de divers auteurs, admet que l'article 6, alinéa 3, est applicable pendant la minorité) [2] — c'est la présenter d'une façon un peu confuse. En effet, il suffit de l'énoncer d'une manière complète pour apercevoir la contradiction qu'elle renferme :

Ainsi, il serait inexact de se demander si la disposition de l'article 6, alinéa 3, s'applique aussi à cette catégorie de natifs étrangers que la loi déclare Bulgares dans l'article 5-3°. La disposition de l'article 6, alinéa 3, est, *avant* leur vingt et unième année, la règle commune à tous les étrangers nés en Bulgarie ; il est impossible en effet de savoir à l'époque où cet article est appelé à produire ses effets, c'est-à-dire pendant qu'ils sont encore mineurs, si ces étrangers seront domiciliés en Bulgarie à leur majorité. Il eût donc été beaucoup plus juste de se demander *si le fait d'avoir répondu, pendant leur minorité, à l'appel sous les drapeaux modifie, pour les individus nés en Bulgarie, leur situation au point que, même domiciliés en Bulgarie à leur vingt et unième année, ils n'aient plus le droit d'exciper de la disposition de l'article 5-3°*. En d'autres termes, par l'effet de l'application de l'article 6, alinéa 3, sont-ils déchus du droit qu'ils tiennent de l'article 5-3° de décliner la nationalité bulgare à leur

(1) Cogordan, *op. cit.*, p. 98.

(2) *Op. cit.*, p. 97.

majorité (1) ? La négative, croyons-nous, n'est pas douteuse. Car si l'article 5-3° devient, par le fait de la participation aux opérations de recrutement par l'intéressé, illusoire sur un point, on ne comprend pas trop qu'il n'en soit pas de même de sa seconde partie ; il ne doit donc pas produire un effet rétroactif (l'effet rétroactif n'étant pas dans l'article 6, alinéa 3). Résultat évidemment choquant auquel on n'a jamais songé, le service militaire ne pouvant pas, lorsque l'étranger est disposé à devenir Bulgare, faire obstacle à son assimilation et l'empêcher d'acquérir rétroactivement la nationalité bulgare ! D'un autre côté, la participation aux opérations de recrutement est loin d'influer sur le domaine d'application de l'article 5-3° relatif à l'acquisition de la nationalité bulgare d'origine au moyen d'une option ; cette nationalité l'étranger l'acquiert sans son secours et *de plano*, et la garde ou la répudie indépendamment de tout acte antérieur (sous réserve, toutefois, comme nous l'avons déjà vu, de la perte de la nationalité résultant rétroactivement d'une cause de déchéance prévue par la loi). L'accomplissement ou la répudiation du service militaire ne saurait donc nullement influencer sur la sphère et les conditions d'application de l'article 5-3°.

(1) La loi ne le dit nulle part. Elle n'ose pas introduire une innovation si importante et, pourtant, la formule qu'elle pouvait employer pour exprimer une réserve en ce sens lui était tout indiquée par une loi précédente (art. 2, loi fr. 16 décembre 1874). Art. 2 : « Les jeunes gens... peuvent, soit s'engager volontairement dans les armées de terre et de mer... en déclarant qu'ils renoncent à réclamer la qualité d'étrangers dans l'année qui suivra leur majorité. — Cette déclaration ne peut être faite qu'avec le consentement exprès et spécial de leur père... » Toutefois nous devons ajouter que, même dans ce cas, il ne s'agissait point d'une naturalisation, mais d'une pure faculté pour les mineurs *qui avaient déjà acquis* la nationalité française de s'engager dans l'armée française. Et, enfin, le législateur bulgare avait toute prête la formule de l'art. 35 qu'il n'avait qu'à transporter ici. Or, notre législateur ne la reproduisant pas à l'égard des mineurs qui pourraient se trouver un jour dans le cas de l'art. 5-3°, il ne semble pas viser non plus le mineur de l'art. 11, alinéa 2 (c'est-à-dire celui dont le père se fait naturaliser bulgare) ; il faut donc conclure de là que la disposition de l'art. 6, al. 3 est inopérante à leur égard lorsqu'ils voudront user de leur droit de répudier la nationalité bulgare (articles 5-3° et 11, al. 2).

En effet, il ne faut pas oublier que l'acquisition de la nationalité bulgare ne dépend que de la volonté de l'individu et qu'il serait, par conséquent, fort injuste de lui imposer une nationalité, à un moment où il tient de la loi (art. 5-3°), en dépit de ses actes antérieurs, le droit de s'en dégager suivant certaines formes, droit dont il ne peut être déchu, sous un prétexte quelconque, sans un texte spécial. Or, ce texte, ici, fait défaut. Son droit demeure donc debout ; et il serait cruel de le lui ôter par le seul effet d'une interprétation large d'un article qui lui est d'ailleurs étranger.

Il est enfin une dernière considération qui plaide puissamment en notre faveur. Si la situation de l'individu visé dans l'article 5-3° est plus voisine de la nationalité bulgare, il n'en est pas moins vrai que la disposition de l'article 5-3° produit, lorsque la condition exigée se trouve remplie, lorsque les éléments attributifs de nationalité se voient réunis, des effets beaucoup plus profonds que ceux, plus modestes, que procure l'accomplissement des formalités prévues par l'article 6, alinéa 1, l'individu, né en Bulgarie, mais qui n'y a pas son domicile à sa majorité, ne devenant point Bulgare rétroactivement. Chacune de ces deux dispositions a sa sphère d'application qui lui est propre et sur laquelle on ne saurait empiéter sans y être autorisé par un texte spécial. La disposition de l'alinéa 3 de l'article 6, qui déroge en quelque sorte à la règle posée par l'alinéa 1, ne peut, en aucun cas, influencer sur l'article 5-3° et modifier les effets que ce texte, auquel elle est complètement étrangère, est appelé à produire.

Le changement de nationalité qui, dans l'article 5-3°, rétroagit jusqu'à la naissance, est trop grave pour résulter d'un acte irréfléchi peut-être d'un mineur qui n'a élevé aucune protestation lors de son enrôlement ; il est possible qu'il ait agi en de-

hors de ses parents ou de son tuteur et dans l'ignorance presque complète des résultats qui en découleraient dans le cas où il aurait son domicile en Bulgarie. Or, il est, en Bulgarie, en vertu de l'article 35 de la loi, une règle de droit strict qui ne donne au mineur la faculté de renoncer au droit de décliner la nationalité bulgare lorsque celle-ci lui est conférée *de plano* par la loi, que par l'entremise de ses parents ou de son tuteur. Voudrait-on, par la disposition de l'article 6, alinéa 3, en saisissant le mineur et en lui attribuant notre nationalité d'une façon définitive, apporter une dérogation aussi importante à la règle de l'article 35 en donnant à ce même mineur la faculté de renoncer, seul, au droit qu'il tient de la loi de décliner la qualité de Bulgare ? Il est certain — et ceci ne peut faire l'ombre d'un doute, — que le législateur ne l'a pas pensé, et, si aucune disposition spéciale ne vient autoriser une telle renonciation, par l'individu qui nous occupe, à son droit de décliner notre nationalité, droit qu'il tient de l'article 5-3°, il y a des dispositions, telles que celle de l'article 35, qui s'y opposent d'une façon aussi absolue que formelle.

Il est donc nécessaire que l'intéressé puisse, à sa majorité, se rétracter, réparer sa faute s'il y en a une, et revenir sur une décision prise à la hâte. Qu'importe qu'il soit présumé dans une situation voisine de la nationalité bulgare, que son assimilation soit considérée par le législateur comme réelle et indiscutable, tant qu'il n'a pas exprimé ses véritables sentiments, tant qu'il n'est pas attaché par un lien indissoluble à la patrie bulgare. Rien de plus naturel que de détruire cette présomption par une déclaration opposée de sa part à sa majorité et de respecter cette déclaration.

Nous trouvons enfin la confirmation de notre opinion dans les travaux préparatoires mêmes des textes français de l'article 9,

alinéa 3, en 1889 (1). « Ce paragraphe vise, comme les deux premiers, dit M. Delsol à l'occasion de l'article 9, alinéa 3, dans son rapport au Sénat, l'individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité... ». « La commission pour bien marquer », ajoute t-il un peu plus bas toujours à l'occasion de l'article 9, alinéa 3, « *qu'il s'agit toujours de l'étranger né en France et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité...* nous propose de dire simplement : il devient également Français, si, ayant été porté sur le tableau de recensement il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité. » Ces déclarations (2) nous paraissent sincères et probantes : la disposition de l'article 6, alinéa 3, perd toute sa portée dès qu'il devient certain que l'étranger a son domicile en Bulgarie, à sa vingt et unième année. C'est, en effet, de cette façon seulement qu'un tel individu pourra devenir Bulgare rétroactivement ou se faire reconnaître sa qualité étrangère.

Mais toute difficulté n'est pas encore vaincue. Une seconde question, non moins controversée et vivement discutée par les auteurs, est celle de savoir si la disposition de l'article 6, alinéa 3, est applicable aux mineurs comme aux majeurs. M. Vincent s'autorisant des travaux préparatoires de la loi de 1889 n'hésite pas à décider que le paragraphe 3 de l'article 9 s'occupant dans sa forme définitive des seuls individus non domiciliés

(1) Le législateur bulgare garde le silence sur les considérations qui lui ont fait adopter la disposition de l'art. 6, al 3.

(2) La seule objection que l'on a cru pouvoir opposer à cet argument s'inspire de ce raisonnement que si l'al. 2 de l'art. 9 (réd. 1889), est appliqué aussi aux domiciliés en France, il en peut être de même de l'al. 3. Cette objection tombe du seul fait de l'incorporation de la disposition de l'art. 11 du décret réglementaire du 13 août 1889 dans la loi bulgare. L'art. 35, en effet, comme nous le verrons dans la suite, rend l'alinéa 2 de l'art. 6 inapplicable aux individus domiciliés en Bulgarie à leur majorité.

en France à l'époque de leur majorité, c'est-à-dire des majeurs, exclut les mineurs.

Que l'on accepte cette interprétation dans le système français, rien de plus naturel (1) ; le texte du paragraphe 3 est, en effet, peu précis, et ce manque de précision est encore aggravé par les dispositions peu claires des lois militaires ; il peut donner lieu à des solutions différentes, certaines époques n'y ayant pas été bien déterminées. Tout autres sont les conditions d'application de l'article 6, alinéa 3, bulgare. Par une circonstance heureuse cette disposition est plus explicite, plus cohérente, que la disposition correspondante en France, moins sujette aussi à des tiraillements d'où peuvent résulter de graves complications pratiques. Aussi, est-il facile de se former, chez nous, une opinion différente et de suivre avec plus d'avantages, un système diamétralement opposé (2).

Quel est le système que notre législateur a voulu consacrer ? Nous ne le savons pas, les travaux préparatoires ne nous révélant pas la pensée intime du législateur, aucune manifestation de vues et d'opinions, aucun ensemble de discussions ne nous indiquant les raisons particulières qui lui ont suggéré la reproduction et le maintien de la disposition de l'article 6, alinéa 3 (3) dans son œuvre. Il décide seulement que tout étranger, né en

(1) En ce sens, G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 324.

(2) Pour soutenir cette opinion, certains auteurs ont envisagé la place même qu'occupe l'alinéa 3 pour en conclure que sa disposition qui suit immédiatement celle de l'alinéa 2, concerne aussi bien le mineur que le majeur. Nous n'avons pas une grande confiance dans ce mode de preuve qui se retourne facilement contre soi-même, car, si l'ordre des alinéas indique que les mêmes personnes (les mineurs) sont visées dans l'alinéa 3 et dans l'alinéa 2, il n'est pas moins certain que celui-ci n'est qu'une exception à l'al. 1, et que, par conséquent, le mot « il », par lequel débute l'al. 3, se rapporte à l'individu visé par la règle, c'est-à-dire au majeur.

(3) Voir une étude judicieuse de cette partie des travaux préparatoires de la loi française de 1889, par M. H.-E., Barrault, *De l'acquisition de la nationalité par voie de recrutement militaire*, dans le *J. Clunet*, 1906, p. 709 et suiv.

Bulgarie et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité, acquiert la qualité de Bulgare « si ayant été porté sur le tableau de recensement, il se présente au conseil de revision, pour le service, sans opposer son extranéité. » Il faut donc, avant tout, pour que l'étranger devienne Bulgare par cette voie, qu'il se soit laissé porter sur les listes du contingent militaire sans opposer son extranéité.

L'hypothèse est la suivante. Fils d'un étranger et né en Bulgarie, l'étranger qui nous occupe ayant été considéré, à tort, par l'administration comme Bulgare, a été *par erreur* (1) inscrit à l'âge réglementaire sur le tableau de recensement des jeunes gens Bulgares du même âge que lui appelés à faire leur service militaire (2) ; il n'a en outre, fait aucune démarche en vue d'obtenir sa radiation, soit lors de la publication des tableaux dans la commune, soit lors de leur examen par la commission permanente du district (articles 12 et 15 de la loi sur le recrutement du 15 décembre 1897), et s'est présenté, ensuite, au conseil de revision.

Considéré par l'administration, non plus comme étranger, mais comme Bulgare, il a été appelé régulièrement, *avec sa*

(1) L'hypothèse nous paraît ici, quant à l'inscription sur les listes du recrutement, la même que dans l'art. 7 (art. 10 du Code civil français). Or, la majorité des auteurs sont d'accord pour reconnaître que, dans cet article 10 du Code civil (article 7, loi de 1904), « l'individu né à l'étranger d'un ci-devant Français a, par erreur et contrairement à la loi, été porté sur les listes du contingent militaire » (Weiss, *Manuel*, p. 38).

(2) Certains auteurs excluent précisément cette hypothèse. Mais comment admettre en droit bulgare l'hypothèse adverse en présence des textes de la loi militaire ? Cf. notamment Weiss, *Manuel*, p. 38. V. en outre un premier arrêt rendu en la matière par la Cour de Cass., le 17 juin 1896 (*J. Clunet*, 1897, p. 565), qui parle d'inscription « sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité ». La jurisprudence française semble persister dans cette manière de voir. V. notamment, entre autres, Seine, 9 février 1904 (*Nouvelle revue pratique de droit international privé*, 1905, p. 414). Consulter cependant l'étude déjà citée de M. Audinet, dans le *J. Clunet*, 1891, p. 55-56 ; Hubert, *De la participation aux opérations du recrutement et de la nationalité*, dans le *J. Clunet*, 1902, p. 24.

classe, à l'âge de 19 ans. (En Bulgarie, la classe est constituée par tous les jeunes gens de cet âge, augmentés de ceux qui, pour une cause quelconque, ont été ajournés au moment de leur premier appel (1), art. 13, loi relative à l'organisation de la force armée du 31 décembre 1903). L'absence de toute protestation (2) de sa part et l'empressement avec lequel il a répondu à l'appel sous les drapeaux est la preuve la plus éclatante de son attachement à la patrie bulgare, de sa volonté certaine d'être considéré comme Bulgare. Bien plus, si, se sachant pertinemment étranger, il n'a pas été, par cet appel sous les drapeaux, induit en erreur au point de se croire Bulgare, il n'en est pas moins vrai que sa participation sans protestation aux opérations du recrutement constitue l'indice d'une intention évidente, d'une volonté ferme de hâter l'obtention de la nationalité bulgare en en supportant, immédiatement, les charges les plus onéreuses. Il y trouvera cet avantage de ne pas être astreint à l'accomplissement des formalités légales exigées pour l'acquisition de cette nationalité.

Mais ne pourrait-il pas se faire porter au tableau de recensement, réclamer lui-même son inscription ? Nous ne le croyons pas (3). L'accomplissement du service militaire deviendrait dans ce cas un mode principal d'acquisition de la nationalité, ce qui

(1) Il n'existe, en Bulgarie, aucune disposition analogue à celle des articles 11 et 12 de la loi française du 24 mars 1903 qui oblige les naturalisés à effectuer leur service militaire avec la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité (art. 11) ou celle de leur changement de nationalité (art. 12). — Cf. Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 242.

(2) La rectification de l'erreur pouvant être faite par un tiers (art. 12 de la loi sur le recrutement), l'étranger est déchu du droit qu'il tenait de l'art. 6, al. 3, de devenir Bulgare si l'administration a été désabusée par cette voie, seuls les sujets Bulgares étant admis dans l'armée bulgare (art. 1 de la loi sur l'organisation de la force armée du 31 déc. 1903). L'inscription doit donc, en outre, être maintenue jusqu'à la clôture des opérations des conseils de revision.

(3) Voir cependant en sens inverse, Marseille, 30 avril 1904 (*J. Clunet*, 1904, p. 986), et une grande partie de la doctrine en France.

n'a certainement pas été dans la pensée du législateur. Il serait en outre, vraiment peu logique de permettre à notre individu d'exciper de son extranéité après avoir lui-même réclamé son inscription. L'inconséquence serait criante et il y aurait là une violation trop évidente des règles du bon sens pour qu'une telle solution fût admise. D'ailleurs la rédaction même de l'article 6, alinéa 3, ne l'autoriserait pas. En effet, « il devient également sujet bulgare » y est-il dit, « si, *ayant été porté* sur le tableau de recensement, il se présente au conseil de revision, pour le service, *sans opposer son extranéité.* » L'intention du législateur est d'une évidence indiscutable. C'est contre un acte spontané de l'administration que l'intéressé peut se prévaloir par son opposition et non contre une réclamation personnelle faite antérieurement. Adopter une solution contraire serait aller directement à l'encontre du texte.

Nous sommes ainsi conduit aux conclusions suivantes. De deux choses l'une :

1° Ou bien l'individu né en Bulgarie est considéré par les autorités comme étranger et ne peut, par suite, être porté sur le tableau de recensement, pas plus d'office que sur sa propre demande, avant d'avoir rempli les formalités requises, c'est-à-dire avant de s'être conformé aux exigences des alinéas 1 et 2 de l'article 6 ;

2° Ou bien, par suite d'une erreur fréquente dans la pratique (1), étant considéré comme sujet bulgare par l'administration, il a été inscrit sur le tableau de recensement militaire (2) et

(1) Cf. Cogordan, *op. cit.*, p. 95 ; Audinet, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1891, p. 56.

(2) La crainte, trop souvent manifestée par les auteurs de l'arbitraire administratif n'est guère justifiée, l'étranger, d'un côté, ne pouvant pas prétendre à l'inscription sur les registres du recrutement comme à un droit et n'étant pas, d'un autre côté, dépourvu de moyens de défense contre cet acte arbitraire de l'administration.

appelé à effectuer son service militaire au même âge que tout sujet bulgare, c'est-à-dire pendant sa minorité (art. 13 de la loi sur l'organisation de la force armée du 31 décembre 1903). Quant à l'hypothèse d'une réclamation de la part de notre individu en vue de son inscription sur les listes de recrutement, elle doit être exclue aussi bien pour les raisons que nous avons déjà alléguées (art. 1 de la loi militaire de 1903), que pour l'impossibilité dans laquelle on se trouve de déterminer, en présence de l'article 6, alinéa 3, les délais dans lesquels elle doit être faite (1). Il est évident que l'article 6, alinéa 3, ne prévoit pas une telle réclamation, car il est muet sur les circonstances et conditions dans lesquelles elle doit se faire, aussi bien que sur son domaine d'application. Cette réclamation ne peut du reste à aucun moment être faite, étant inacceptable aussi bien pendant la minorité qu'après la majorité. En effet, oserait-on lui donner une portée générale et l'admettre en tant que moyen d'éluder deux dispositions si importantes de la loi, les articles 5-3° et 6 ? L'autoriserait-on à s'appliquer même après le silence gardé jusqu'à sa vingt-deuxième année par un étranger né et non domicilié en Bulgarie (art. 6) ou après la répudiation formelle par cet étranger de la qualité de Bulgare (art 5-3°) ? Il serait excessif de l'admettre (2). Il est inadmissible que l'article 6, alinéa 3, ait eu pour

(1) Indépendamment de toute raison de droit, cette considération de fait, que l'on ne saurait en aucun cas laisser l'intéressé choisir librement son jour et son heure pour effectuer son service militaire, est déjà un argument probant qui doit faire rejeter un système qui présente beaucoup trop d'inconvénients.

(2) La participation aux opérations du recrutement militaire a pour effet, dans l'art. 6, al. 3, de suppléer la formalité nécessaire à l'acquisition de la nationalité bulgare. Or, permettre au législateur, grâce à une interprétation aussi large, de faire des Bulgares à tout moment, c'est lui attribuer une hardiesse qu'il n'a pas osé assumer, pas plus que ne l'a osé le législateur français de 1849. La loi du 22 mars 1849 supprimait pour les étrangers qui accomplissaient leur service militaire la déchéance résultant de l'inobservation du délai prévu par l'article 9. Elle leur permettait ainsi de devenir Français à *n'importe quel âge*, mais ne les dispensait pas des formalités exigées par la loi.

objet de supprimer au profit des étrangers qui auraient demandé à faire leur service militaire en Bulgarie, la déchéance de l'aptitude à devenir Bulgares que l'article 6 attache à l'inobservation des délais ou celle qu'ils auraient encourue par l'effet de leur propre déclaration d'extranéité qui résulte de l'article 5-3°. Nous ne pouvons que condamner un pareil système qui entraîne une foule d'inconvénients.

Sur un autre point cependant le texte bulgare est plus clair et plus explicite que la rédaction de l'article 9, alinéa 11, du Code civil français. Comme il spécifie de quelle opération de recrutement il s'agit, la comparution devant le conseil de revision, il est facile de déterminer exactement le moment où s'opèrera le changement d'allégeance. Ce sera le jour où le jeune étranger se présentera au conseil de revision pour accomplir son service, c'est-à-dire à l'âge de 20 ans (1). — Peu importe qu'il soit immédiatement incorporé sous les drapeaux, ou déclaré ajourné, ou même libéré complètement ; il est désormais Bulgare. Aussi bien dans l'un que dans l'autre cas, il mérite, au même titre, la faveur de la loi : s'il est ajourné c'est à bon droit (arg. art. 6, al. 3) qu'il sera l'année suivante porté sur le tableau de recensement et déclaré insoumis s'il manque à l'appel ; en outre, il lui appartiendra désormais de réclamer son inscription sur les listes communales de recensement en excipant de sa qualité de Bulgare. S'il est exempté, il sera assujéti légalement à toutes les taxes militaires et contributions qui pèsent de ce chef sur le national d'origine.

(1) Cette solution est la seule correcte. Ce serait une erreur de croire que le changement de nationalité ne s'opèrera qu'à l'époque de la majorité ; ce serait admettre que l'individu qui nous occupe pourra être soldat bulgare, tout en conservant sa sujétion étrangère. Une pareille conclusion serait contraire aux principes de la loi militaire bulgare.

Par quels moyens l'intéressé prouvera-t-il son extranéité (1) et réclamera-t-il sa radiation du tableau de recensement ? L'alinéa 3 est muet sur ce point. Il importe cependant de préciser les formes suivant lesquelles la preuve de son extranéité se fera. Il est regrettable que la loi ne s'en soit pas occupée, d'autant plus que la constatation de l'extranéité donne souvent lieu chez nous à des conflits avec les Etats étrangers, qu'on aurait tout intérêt à ne plus voir se renouveler. La place du texte pour la réglementation de cette question était tout indiquée au chapitre VI de la loi qui s'occupe de la procédure à suivre pour l'exécution de la loi.

A défaut d'un texte spécial, la pratique devrait, croyons-nous, admettre une double formalité : 1° Appelé sous les drapeaux à l'âge de 19 ans, l'étranger devrait, tout d'abord, *pour obtenir un ajournement d'inscription*, établir que ses parents ne sont pas Bulgares (2). Il ne devrait pas pouvoir obtenir immédiatement une radiation définitive qui lui permettrait de se soustraire à jamais au service militaire en Bulgarie ; 2° La *radiation définitive* ne devrait être faite qu'après sa majorité s'il est constaté qu'il n'a pas son domicile en Bulgarie, de même que s'il arrive à prouver, quoiqu'étant domicilié en Bulgarie à sa vingt et unième année, son extranéité au moyen des documents dont il est question à l'article 5-3°. Il sera incorporé, cependant, si la double condition de son domicile et de son inaction en vue de décliner la qualité de Bulgare, se trouve réalisée à sa majorité.

(1) Il est bien entendu que le seul fait d'avoir opposé son extranéité ne suffit pas : il faut, en outre, que l'intéressé réussisse à prouver sa qualité étrangère.

(2) N'est-il pas, en outre, nécessaire qu'il prouve qu'il n'est pas non plus devenu Bulgare à une époque quelconque de sa minorité, en vertu de l'art. 11, al. 2, son père, étranger d'origine, pouvant être devenu Bulgare à un moment quelconque et ayant perdu cette qualité par l'effet d'une naturalisation récente ?

C'est grâce à ces formalités que l'on peut combattre l'une des causes de l'*heimathlosat*, institution qui a une invincible tendance à se propager dans tous les pays.

Ayant conservé sa nationalité étrangère, après avoir accompli toutes les formalités requises, notre individu peut-il, s'il se trouve encore dans les délais utiles, valablement revendiquer la nationalité bulgare au moyen de l'un des modes abrégés d'acquisition de cette nationalité ? Est-il, au contraire, soumis désormais au droit commun, et, pour acquérir la nationalité bulgare, ne doit-il avoir recours qu'aux formalités prescrites par les articles 9 et suivants ? Bien qu'un grand nombre d'auteurs estiment qu'il aura toujours le droit de se prévaloir de l'article 6, alinéa 1, jusqu'à la fin de sa vingt-deuxième année, un pareil système nous paraît difficilement acceptable en Bulgarie, à cause des avantages excessifs qu'il lui accorderait. D'ailleurs, l'admettre n'est-ce pas faire trop bon marché de la dignité de l'Etat, qui ferme ainsi les yeux sur l'injure qui lui a été faite par la répudiation de ses offres ?

D'un autre côté, de puissantes considérations d'ordre pratique nous font rejeter ce système. L'étranger repousse tout d'abord la nationalité bulgare lorsque celle-ci se présente à lui sous son aspect le moins attrayant, celui d'une charge à accomplir. Vient sa majorité, époque à laquelle il a eu le soin de transporter temporairement son domicile à l'étranger, afin d'obtenir la radiation définitive d'une inscription antérieure sur le tableau de recensement ; il réclame alors la qualité de Bulgare en vertu de l'article 6 ; celle-ci ne peut lui être refusée. Notre individu cherchera aussitôt, par mille moyens qui dénotent chez lui une habileté consommée, à échapper au service militaire ; supposons qu'il y réussisse. La nation a-t-elle besoin d'un tel individu ? Certes, la loi est désireuse de multiplier ses nationaux, mais,

comme l'a dit Aristote, « il y a multitude et multitude » : et ses paroles trouvent, ici, leur juste application.

On peut, il est vrai, faire observer, qu'il serait inique d'attacher une déchéance irréparable à un acte dont la gravité des conséquences a, peut-être, échappé au mineur. Un tel argument paraît respectable, à première vue, mais il diminue singulièrement de valeur si l'on songe que la radiation du mineur du tableau de recensement, ainsi que la preuve de son extranéité ne peuvent être faites qu'avec l'assistance de ses parents ou de son tuteur. Or, du moment que le mineur a fourni la preuve de son extranéité, c'est que son père est au courant de l'usage qu'il voulait en faire, qu'il lui a prêté son aide en lui apportant ses conseils et en lui donnant son consentement.

Il y a plus. Si l'on doit frapper d'impuissance l'aptitude spéciale et privilégiée de l'individu à devenir Bulgare, c'est qu'un texte spécial semble l'indiquer. C'est l'article 7 *in-fine* qui enlève à tout individu né d'un ex-Bulgare le droit de se prévaloir du bénéfice de cet article, si, établi (et cette expression doit être interprétée dans un sens large) en Bulgarie et appelé sous les drapeaux, il a revendiqué la qualité d'étranger. Il répugne au législateur de voir un individu sur le point de devenir Bulgare et qui a été appelé sous les drapeaux en Bulgarie, chercher un moyen d'échapper au plus sacré des devoirs incombant à un national. Qu'on ne dise pas que les deux hypothèses (art. 6 et art. 7) ne sont pas identiques. L'argument ne porterait pas. L'identité des deux cas nous importe peu. C'est la pensée du législateur que nous devons chercher à découvrir pour donner une solution conforme à l'esprit qui l'a guidé.

Avant de terminer l'étude de ce mode d'acquisition de la nationalité bulgare, nous ferons remarquer que la consécration de la disposition de l'article 6, alinéa 3, par la loi entraîne, ce nous semble, pour nous, l'obligation d'accepter pour les fils de nos

nationaux, nés dans un pays étranger, l'application des dispositions analogues consacrées par les lois de ce pays (1).

§ 2. ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ BULGARE PAR LE MINEUR DONT LES PARENTS SE FONT NATURALISER BULGARES. — Elevé par un père auquel un attachement tout particulier pour notre pays inspire l'acquisition de la nationalité bulgare, il est tout naturel de supposer que l'enfant mineur nourrisse dans son cœur les mêmes sentiments pour la Bulgarie. L'influence du milieu familial, la plus puissante de toutes dans cet ordre d'idées, s'empare de l'enfant et dirige souverainement ses goûts, ses aspirations et ses affections. C'est donc aller au devant de ses tendances naturelles et de ses désirs, que de lui permettre de participer aux droits et avantages que confère la nationalité nouvelle de son père.

En dehors de cette considération d'une grande valeur, tirée du principe de l'éducation, principe qui reçoit, ici, toute son application, une justification plus spéciale de cette disposition de la loi, — assez singulière en somme et empreinte d'une faveur toute spéciale pour l'enfant auquel elle concède spontanément un privilège comme conséquence de la situation légale d'un tiers, — peut être recherchée dans l'intérêt de la famille, aussi bien que dans celui de l'Etat lui-même. N'est-il pas, en effet, de la dernière importance (2), pour le bon fonctionnement des rap-

(1) Cf., cependant, la disposition de l'art. 17-4° (L. 1904). Rap. également art. 7 de la loi bulgare sur l'organisation de la force armée de 1903 qui défend à tout Bulgare de se faire naturaliser à l'étranger avant d'avoir accompli son service militaire en Bulgarie. V. également Perpignan, 17 juin 1903, *J. Clunet*, 1904, p. 939.

(2) Cf. dans ce sens, entre autres, Foelix, dans la *Revue du droit français et étranger*, 1843, p. 462. En sens contraire, Fiore, *Diritto internazionale codificato*, art. 385 qui croit que « la nationalité attribuée à l'enfant, de par l'effet de sa naissance, doit être regardée comme une qualité permanente jusqu'à la majorité sans pouvoir être modifiée pendant la minorité par la seule volonté des parents ». Ce raisonnement ne nous paraît pas concluant. Bien que tout

ports juridiques de la famille, que père et enfant soient réunis dans une même nationalité, et qu'ils soient subordonnés à la même loi. Ils ne peuvent retirer que des avantages de cette situation, aussi bien au point de vue de l'unité que de l'harmonie familiale (1). C'est, enfin, une mesure de sagesse que de ne point, en leur imposant des nationalités différentes, former deux catégories d'enfants dans la famille : l'une, comprenant ceux issus du mariage antérieurement à la naturalisation, et l'autre ceux nés postérieurement à cet acte.

Quant à ce qui est de la disposition de ce texte envisagée en elle-même, on ne peut que louer le législateur bulgare de la rédaction qu'il lui a donnée. Il a fait cette fois œuvre utile en retouchant son modèle ; il a, sensiblement amélioré le texte primitif. A prendre à la lettre la disposition de l'article 12, alinéa 3, du Code civil, que l'article 11, alinéa 2, de la loi bulgare reproduit, il semblerait qu'elle est limitée aux seuls enfants dont le *parent survivant* s'est fait naturaliser. Ce résultat est évidemment inadmissible. Aussi, l'article 11, alinéa 2, développe avec raison la pensée du législateur français et dispose que : « *Deviennent sujets bulgares les enfants mineurs dont le père et la mère, ou seulement le père, ou la mère survivante, se font naturaliser Bulgares, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 5-3°. »*

L'imperfection de la disposition française est réparée et il devient certain que la naturalisation des enfants mineurs s'opère :

un groupe d'Etats, qui poussent le principe de l'autonomie personnelle en cette matière à l'extrême, s'en inspirent, il n'en a pas moins contre lui des considérations pratiques pressantes qui nous semblent de nature à faire accorder la préférence au système adverse.

(1) Nombreux sont les avantages pratiques de cette solution. En effet, quelle serait autrement la loi qui déterminerait l'exercice de la puissance paternelle ? La loi étrangère de l'enfant — si on l'admet — ne peut pas être conforme à la loi nationale du père et ne pas être applicable dans la patrie de celui-ci.

1° Du vivant de ses deux auteurs. Il suffit, pour cela, que le père, seul, obtienne la naturalisation en Bulgarie. Peu importe qu'il devienne Bulgare par l'effet d'une naturalisation ordinaire ou par l'effet d'une faveur spéciale de la loi : l'enfant mineur change de nationalité dans les deux hypothèses : seuls, les effets, comme nous le verrons, diffèrent. — Un second point certain, est que, dans cette hypothèse, la naturalisation de la mère est sans effet sur la nationalité de son enfant mineur. La mère n'est pas le chef de la famille, elle ne gère pas les biens de ses enfants mineurs ; il ne peut résulter aucune conséquence fâcheuse d'un concours de nationalités différentes, sa loi, du vivant du père, n'ayant pas à intervenir d'une façon principale dans la réglementation de leurs intérêts (1).

2° Le changement de nationalité peut, en second lieu, se faire en cas de prédécès de l'un des parents, par la naturalisation bulgare du survivant. Dans ce cas, la naturalisation de la mère influe sur la nationalité de son enfant mineur.

Pour que l'enfant mineur change de nationalité, par l'effet de la naturalisation de ses parents, il est nécessaire, en outre, qu'il soit déjà né au moment de cette naturalisation, car si la naissance de l'enfant est postérieure à cet événement, la nationalité bulgare lui est acquise définitivement, *jure sanguinis*, en vertu de l'article 5-1°.

La loi de 1904 ne suit pas, en matière de naturalisation des enfants mineurs, le système de ses devancières. La loi de 1880

(1) Que décider dans le cas où le père ayant été privé pour une cause quelconque de la puissance paternelle l'exercice en a été confié à la mère ? Dans ce cas aussi, croyons-nous, les enfants doivent conserver la nationalité de leur père tant que celui-ci vivra. Cette solution nous semble s'imposer en présence du texte de l'art. 11, al. 2. Faut-il, par contre, admettre une restriction à la solution de la loi en cas de divorce ? La disposition de l'art. 11 s'y oppose. La thèse contraire peut, cependant, invoquer de puissantes raisons.

(art. 10), très fortement empreinte des lois allemandes sur la nationalité en Bulgarie, avait adopté le système en vigueur en Allemagne et attribué aux enfants mineurs, d'une manière définitive, la nationalité bulgare en cas de naturalisation du père ; de même elle ne leur avait pas donné la faculté de la répudier lors de leur majorité. La loi de 1883 (art. 6) s'était bornée à reproduire à cet égard la règle précédente.

La loi actuelle, par esprit d'imitation de la loi française, a introduit une innovation assez importante en cette matière. Par la réserve qu'elle consacre dans la disposition finale de l'article 11, elle permet de tenir suffisamment compte de la volonté de l'enfant et de ne point lui faire conserver, contre sa volonté, une nationalité dont il s'est trouvé investi indépendamment de toute intervention de sa part. Aussi, tout en s'appliquant à faciliter à l'étranger dans la plus large mesure possible l'accès de la cité bulgare, elle évite d'être despotique et inique en maintenant l'intéressé, même après sa majorité, dans une allégeance qui ne lui convient pas (1).

Terminons le cas du mineur naturalisé de plein droit, par les quelques considérations suivantes :

1° L'enfant de l'étranger naturalisé Bulgare ne devient Bulgare qu'au moment de la naturalisation du père et pour l'avenir seulement : il ne revêt pas la qualité de son père à raison de sa naissance, mais seulement par un fait postérieur. En outre, la naturalisation du père ne produit à son égard aucun effet rétroactif. La répudiation qu'il ferait à sa majorité ne saurait, non plus, effacer la nationalité bulgare qu'il a eue pendant sa minorité : il sera étranger à sa majorité, après avoir été Bulgare durant une grande partie de sa minorité (2).

(1) La répudiation de la nationalité bulgare se fait, aux termes de l'art. 11, al. 2, suivant les mêmes formes que dans l'art. 5-3°.

(2) La rédaction même des textes bulgares en l'absence de toute indication

2° On a prétendu que la disposition de l'article 11, alinéa 2, est également applicable aux enfants naturels. En effet, dit-on, le texte de l'article 5-1°, alinéa 2, ne faisant point de distinction, ses termes généraux ne sauraient se limiter au seul cas d'attribution de la nationalité bulgare au moment de la reconnaissance. L'enfant suivra toutes les modifications qui pourraient intervenir postérieurement à sa reconnaissance dans la nationalité de l'auteur qui l'a reconnu, et susceptibles d'influer sur sa nationalité. Il est donc bien certain pour eux que la naturalisation bulgare du père étranger, après la reconnaissance, imprime de droit la nationalité bulgare à son enfant mineur. Pour des raisons que nous avons déjà eu l'occasion de signaler et qui tiennent aux termes mêmes de l'article, nous ne pouvons adopter ce système (1).

des travaux préparatoires de la loi de 1904 nous conduit à cette solution. Pourrait-on, en effet, en présence de l'art. 17-2°, prétendre que la *perte* de la nationalité bulgare, en cas de répudiation de cette nationalité par l'individu qui nous occupe, à sa majorité, peut produire un effet rétroactif ? Nullement. De plus, aucune disposition de nos lois militaires ne nous autorisant, à l'instar de l'art. 11 de la loi française du 21 mars 1905, — la disposition de l'art. 11 de la loi de 1905 nous paraît défectueuse en ce sens qu'elle est conçue dans des termes trop généraux pour ne pas exclure la situation visée par l'art. 12, al. 3, code civil (art. 11, al. 2, loi bulgare), situation qui, à notre avis, n'a pas été prévue par le législateur, l'individu en question étant Français aussi pendant sa minorité et, étant dès lors, soumis aux lois militaires françaises comme les Français d'origine, — à porter un tel individu sur les tableaux de recensement *après sa majorité seulement*, il sera donc astreint au service militaire tant qu'il n'aura pas décliné la nationalité bulgare, c'est-à-dire comme tous les Bulgares avant le jour de sa majorité. V. cependant la thèse contraire qui s'imposait en France, même sous l'empire de la loi du 15 juillet 1889 (art. 11), présentée par M. Audinet, *Du changement de nationalité des mineurs* dans la *Revue critique*, 1891, p. 165.

(1) Une solution différente avait été consacrée par l'art. 6, al. 3, de la loi de 1883 ainsi conçu :

Art. 6. — Lorsqu'un père acquiert la nationalité bulgare, il l'acquiert aussi pour son épouse et ses enfants. Seuls, les enfants ayant moins de 21 ans et vivant auprès de leur père au moment où celui-ci acquiert la nationalité bulgare, deviennent sujets bulgares. — *La même règle est applicable aussi à la mère de l'enfant naturel né de père inconnu.*

Le législateur donnait ici, en étendant d'une façon expresse la règle aux enfants

3° La naturalisation de l'enfant mineur se fera alors même qu'il est émancipé. Exception, toutefois, doit être faite pour la fille mineure émancipée par le mariage. Des raisons toutes particulières exigent, en principe, — et nous aurons l'occasion de voir, dans la suite, comment cette question a été résolue en Bulgarie, — pour que la femme mariée puisse changer de nationalité, qu'elle soit munie d'une autorisation maritale à cet effet. Lui donner la faculté d'exciper de l'article 11, alinéa 2, ce serait la soustraire à la nécessité de cette autorisation légale.

4° L'enfant mineur d'un étranger qui se fait naturaliser Bulgare devient définitivement Bulgare, s'il se conforme aux prescriptions de l'article 11, alinéa 2, c'est-à-dire s'il garde le silence pendant le délai annuel qui lui est accordé, après sa majorité, pour répudier la nationalité bulgare ; il acquiert, en outre, par l'effet de ce silence tous les droits et avantages que celle-ci comporte. Toutefois, il est certain, qu'il ne saurait, au jour où la naturalisation s'opérera, avoir plus de droits et acquérir plus de titres que son père. Le changement de nationalité se faisant pour lui dans les mêmes conditions que celles qui président au changement de nationalité de son auteur, il ne pourrait, en aucun cas, bénéficier d'une situation plus privilégiée que celui-ci. Ainsi, ce n'est qu'après le stage réglementaire qu'il se verra concéder tous les droits politiques. Par contre, il bénéficiera des mêmes dispenses que son père, si celui-ci est devenu majeur par un mode abrégé, c'est-à-dire s'il est un ex-Bulgare, ou s'il a excipé, pour devenir Bulgare, d'une des dispositions des articles 6 ou 8.

5° Une remarque très importante doit être faite au sujet des effets de la naturalisation acquise par application de l'article 11, alinéa 2, dans ce sens que l'acquisition de la nationalité ne

naturels, une prépondérance indiscutable au père qui, seul, lorsqu'il était connu, était capable de changer la nationalité de son enfant mineur.

produisant que des effets rigoureusement personnels au fils ne saurait s'étendre à sa femme et à ses propres enfants.

6° L'article 35 confère aussi au mineur dont il est question à l'article 11, alinéa 2, la faculté à sa majorité de renoncer aux droits qu'il tient de ce texte quant à la répudiation de la nationalité bulgare. Cette faculté est exercée de la même façon et dans les mêmes conditions qu'à l'article 5-3°. Nous nous sommes assez longuement expliqué sur ce texte pour nous dispenser d'y revenir. Nous pouvons cependant faire remarquer que cette renonciation produit ici des effets moins complets, les droits du naturalisé étant assez restreints, dans certains cas, comme nous l'avons vu.

§ 3. — ACQUISITION DE LA QUALITÉ DE BULGARE PAR L'INFLUENCE DU MARIAGE SUR LA NATIONALITÉ DE LA FEMME. — La loi de 1880 disposait dans son article 8 que, « par son mariage, acquiert la nationalité bulgare, toute étrangère qui aura épousé un sujet bulgare. » Cette règle, aujourd'hui universellement admise, est reproduite aussi par les lois postérieures et, notamment, par la loi de 1883, article 14, et la loi actuelle de 1904, article 15, dont l'alinéa 1^{er} est ainsi conçu : « Toute étrangère qui aura épousé un sujet bulgare acquerra la nationalité bulgare. » Le pouvoir marital absorbe, en quelque sorte, la personne juridique de la femme, et lui transmet, au moment du mariage, la nationalité de son mari. Cette règle se justifie par le principe de l'unité de la famille. Un système contraire aurait pour effet de relâcher les liens que la nature a créés et que la loi veut sanctionner.

En effet, la réglementation des rapports de famille, la détermination de la situation respective de ses membres au regard des autres, et les conséquences qui peuvent en résulter en ce qui concerne la capacité et le statut personnel de chacun d'eux, n'appartiennent pas au libre arbitre des parties qui, si elles ont

la faculté d'adopter tel ou tel mode de réglementation de leurs rapports juridiques, ne sont, par contre, point maîtres de leurs effets, lesquels sont fixes et immuables. Le législateur se réservant exclusivement le droit d'en connaître, et la disposition par laquelle il statue, étant une véritable disposition d'ordre public (1), la volonté des parties est impuissante à y apporter des modifications (2). Soit parce qu'elle est fondée sur la nature même du mariage (3), soit parce qu'elle est « conforme aux nécessités sociales » (4) et que son inobservation occasionnerait, par suite, un véritable trouble dans la société, la règle de l'article 15, alinéa 1^{er} doit primer tous les intérêts privés et personnels des contractants et rendre nulle toute réserve contraire concernant le changement de nationalité de la femme par l'effet de son mariage. Ne serait donc pas valable la clause insérée dans un contrat de mariage, par laquelle la femme étrangère déclarerait entendre conserver sa nationalité originaire (5) ; serait également nulle toute stipulation qui aurait autorisé la reprise, par la femme, de sa nationalité antérieure dans des conditions autres que celles indiquées par la loi dont elle se réclame.

Mais ne peut-on pas accuser ce mode d'acquisition de la nationalité bulgare, d'être injuste et tyrannique, de faire plutôt subir notre nationalité que de l'offrir, et de l'imposer à la femme étrangère, alors qu'elle a conservé dans son cœur un culte pour sa

(1) L'art. 15, al. 1, fait en effet partie d'une matière — la collation de la nationalité — qui est d'ordre public. Cf. Cohendy, *La loi du 26 juin 1889 sur la nationalité* dans *Le Droit* du 27 octobre 1889. Rapport de M. Camille Sée au Sénat, *Documents parlementaires du Sénat*, annexes, p. 205.

(2) Cf. Loi allemande du 1^{er} juin 1870 et une décision du tribunal régional de Stuttgart du 8 mai 1908 dans *La Nouvelle Revue pratique*, 1908, p. 331.

(3) Paroles du conseiller d'Etat, Boulay, dans son *Exposé des Motifs* dans Locré, *Législation civile*, p. 425.

(4) Fiore, *op. cit.*, art. 386.

(5) Contuzzi, *op. cit.*, dans le *Dig. Italiano*, n° 181.

patrie d'origine à laquelle son éducation et ses sentiments la rattachent par des liens si intimes. En procédant ainsi n'a-t-on pas à craindre des heurts et des froissements très graves qui resteront le plus souvent, à l'état latent au sein de la famille (1) ? Imposer à la femme étrangère la nationalité de son mari, c'est, sans doute, résoudre la question au point de vue juridique et matériel, mais c'est la laisser sans solution au point de vue moral.

Cependant, rien de tous ces arguments ne subsiste devant l'examen des faits. Si la femme étrangère a épousé un Bulgare, c'est évidemment qu'elle a donné son consentement à cette union : on ne peut donc arguer qu'elle a agi inconsciemment. Elle savait à quoi elle s'exposait par son acte, et en l'accomplissant elle en a accepté toutes les conséquences. Or, le changement de nationalité est une de ces conséquences. Le fait même du consentement de cette étrangère au mariage est un témoignage éloquent de l'attachement qu'elle a pour la patrie de son mari. Sa volonté — et ce n'est pas là une simple présomption que la femme pourrait détruire en prouvant que son intention était différente — est donc certaine (2), et la patrie bulgare ne lui est nullement imposée.

Mais devra-t-elle *suivre toujours* la condition de son mari et

(1) En ce sens Blondeau, *Femme séparée de corps. Droit de demander le divorce* dans la *Revue de droit français et étranger*, 1845, p. 143 et 144, et Mourlon, *Répétitions écrites sur le troisième examen du Code Napoléon*, Paris, 1866, I, n° 164.

(2) Certains auteurs admettent cependant que le changement de nationalité de la femme mariée est essentiellement *involontaire*. V. note Cluzel, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1908, p. 716. Pour notre part, nous n'hésitons pas à déclarer que, seuls, les enfants mineurs, dans cette catégorie de personnes devenues Bulgares par l'effet de la loi, acquièrent, durant leur minorité, notre nationalité d'une façon involontaire. Pour l'étranger qui a subi la loi de recrutement sans protestation, et pour la femme étrangère mariée, l'acquisition de la nationalité bulgare ne peut nullement, pour les raisons que nous exposons, être considérée comme involontaire.

changer de nationalité toutes les fois qu'il plaira à celui-ci de le faire ? La loi bulgare ne l'exige pas. Elle ne dit pas que la femme doit suivre, après son mariage, la condition de son mari. La pensée du législateur est claire : la femme étrangère doit seulement acquérir, à son mariage, la nationalité de son mari (1). Il serait, d'ailleurs inique de lui imposer un changement de nationalité pendant le mariage, si son mari étranger se fait naturaliser Bulgare (2) : on ferait ainsi résulter pour elle, du fait d'un tiers, une obligation qui par sa nature même est éminemment personnelle. La naturalisation du mari se faisant indépendamment de la volonté de la femme, il est naturel que la nationalité bulgare ne soit pas conférée à cette dernière contre sa volonté, suivant le principe dont nous avons déjà eu l'occasion de constater l'importance en droit bulgare.

Quelles sont la teneur de l'article 15, alinéa 1^{er}, et la portée de ses expressions ?

1° La loi dit avant tout que la disposition de l'article 15, alinéa 1^{er}, s'applique à « *toute étrangère* qui aura épousé un Bulgare. » L'expression est générale et désigne aussi bien la femme mineure que la femme majeure. L'acquisition de la nationalité bulgare se fait dans ce cas *ipso jure*, comme conséquence directe du mariage même. Il suffit donc que la femme, pour acquérir

(1) Aussi la disposition de l'art. 11, al. 1, prévoit la formalité à remplir par la femme étrangère lorsque son mari se fait naturaliser Bulgare, ce qui fait supposer que le législateur n'a nullement voulu la soumettre aux modifications qu'il plaira au mari d'introduire dans sa propre nationalité.

(2) Les auteurs un peu anciens ne pensent pas ainsi. Par exemple, Foelix (*Des effets de la naturalisation* dans la *Revue étrangère et française*, 1843, p. 440) reconnaît « que le mari est maître de changer le domicile et la nationalité de la femme avec le sien ». Il croit, en outre, que permettre, en droit, à la femme, de conserver la qualité de Française, alors que son mari s'est fait naturaliser à l'étranger, c'est « placer la femme, sous plusieurs rapports, dans une position bâtarde et contradictoire qu'il est impossible de reconnaître en droit ». V. cependant Locré, *op. cit.*, t. IV, p. 303, qui admet « que si le mari se dépouille de sa qualité de Français il n'enlève pas néanmoins cette qualité à la femme ». Cette opinion est soutenue par certains auteurs (Maleville, Duranton, etc.).

cette nationalité soit apte à contracter mariage, car, *habilis ad nuptias, habilis ad consequentias nuptiarum* (1).

La disposition de l'article 15, alinéa 1^{er}, n'exclut pas, non plus, la femme Bulgare d'origine qui, pour une cause quelconque, soit par l'effet d'une naturalisation, soit par l'effet d'un mariage à l'étranger, a acquis une nationalité étrangère (2). L'ex-Bulgare, aussi bien que l'étrangère qui n'a jamais été Bulgare, acquiert en épousant un Bulgare la qualité de son mari. — L'article est trop général pour donner lieu à toute autre interprétation (3).

2° L'article 15, alinéa 1^{er}, pour être applicable, exige, en outre, que l'étrangère ait épousé un Bulgare. Il suppose donc qu'il y a eu un mariage avec un Bulgare et que ce mariage est valable. Notre texte, est, par conséquent, inapplicable lorsque le mariage est entaché d'une nullité radicale absolue. L'annulation du mariage fait alors tomber rétroactivement avec celui-ci tous les effets civils qui en découlaient et remet les choses dans leur état primitif. La nationalité bulgare, un des effets du mariage, ne saurait donc, non plus, subsister après la disparition de sa cause initiale : la femme reprend sa nationalité étrangère et est réputée n'avoir jamais été Bulgare. — Le mariage n'est-il qu'annulable,

(1) Mais s'il est certain que la capacité de contracter mariage chez la femme soit nécessaire, il importe de fixer nettement la loi qui va déterminer cette capacité chez la femme étrangère. Aucun doute ne peut exister sur ce point. Du moment que la femme ne peut contracter mariage qu'autant qu'elle est apte à cet effet aux yeux de sa loi nationale, il est évident que la question de sa capacité ne peut être souverainement résolue que par cette loi ; c'est à cette loi qu'on doit également se rapporter pour déterminer les personnes dont le consentement est requis pour la validité du mariage.

(2) La thèse contraire a trouvé bon accueil auprès de Ch. Beudant, *De la naturalisation*, n° 72.

(3) La disposition de l'art. 15, al. 1, étant impérative et d'ordre public, les mêmes considérations qui imposent le changement de nationalité à une étrangère d'origine subsistent et veulent que l'ex-Bulgare acquière la nationalité de son mari, ce qui la dispense d'accomplir les conditions qui lui sont imposées par l'article 18 pour recouvrer la nationalité bulgare.

la solution doit être la même au cas où l'annulation serait prononcée.

Quid du mariage putatif ? Ici la règle que l'annulation du mariage rend à la femme sa nationalité primitive, souffre une exception très importante, l'union bien qu'annulée, continuant, aux yeux de la loi civile, à produire, quant à la femme de bonne foi, les effets civils d'un mariage pleinement valable. La femme continuera, à notre avis, à être regardée comme Bulgare, même après l'annulation prononcée.

Mais, si, pour modifier la nationalité de la femme, la condition du mariage est nécessaire, est-elle aussi suffisante ? La question ne soulève aucune difficulté. La loi est formelle et la seule condition qu'elle impose est que l'étrangère ait épousé un Bulgare. Aucune condition de résidence ou de domicile n'est requise : l'article 15, alinéa 1^{er}, n'en fait aucune mention et la circonstance que la femme trouve convenable, utile ou agréable de résider à l'étranger, avec le consentement ou non de son mari, n'influe en rien sur son changement de nationalité.

Il est également certain qu'à l'égard de la femme aucune preuve de la perte de sa nationalité d'origine n'est prescrite par la loi, et qu'une double nationalité est toujours possible dans le cas où quelque rare législation (1) n'admettrait pas la perte de sa qualité de nationale par le fait même de son mariage avec un étranger. Toutefois, la disposition de l'article 15, alinéa 1^{er}, est d'une portée telle que nulle loi étrangère ne saurait la tenir en échec, ni anéantir ses effets.

3° L'article 15, alinéa 1^{er}, dispose, en dernier lieu, que la femme

(1) Si la perte de la nationalité ottomane pour la femme turque qui épouse un étranger n'est pas prévue dans la loi du 19 janvier 1869 les auteurs qui l'ont interprétée sont cependant d'accord pour lui attribuer cet effet, bien qu'il ne se trouve pas expressément dans le texte. V. notamment, Salem, *De l'influence du mariage sur la nationalité de la femme en Turquie* dans le *J. Clunet*, 1901, p. 936, 1902, p. 79.

étrangère, qui remplit les conditions que nous venons de développer, *acquiert la nationalité bulgare*.

Heureusement inspiré, notre législateur ne suit pas, sur ce point, la rédaction de l'article 12 du code civil français, qui se sert, à notre sens, d'une expression assez vague, prêtant facilement à l'équivoque. En effet, ce dernier article porte que la femme étrangère *suivra* la condition de son mari. On serait tenté de croire qu'elle la suivra aussi pendant toute la durée du mariage. Ce résultat est évidemment inadmissible, comme nous l'avons vu, et les auteurs sont unanimes à le rejeter. La disposition de l'article 15, alinéa 1^{er}, de notre loi rend plus explicitement la pensée du législateur, qui est bien seulement de faire acquérir à la femme étrangère la nationalité bulgare de son mari au moment du mariage.

Enfin, et il est à peine nécessaire d'indiquer ce point, tellement il est évident par lui-même, comme toute acquisition de la nationalité bulgare par un fait postérieur à la naissance, celle de l'article 15, alinéa 1^{er}, ne saurait produire d'effets rétroactifs et la femme étrangère ne devient Bulgare que du jour de son mariage.

Mais une dernière question peut se poser à ce sujet. En principe l'effet ne peut survivre à la cause : *cessante causâ, cessat effectus*, dit un adage latin. Quels seront, dès lors, sur la nationalité de la femme, les effets de la mort de son mari, du divorce qui pourrait intervenir, ou de la déchéance de la nationalité bulgare dont il pourrait être frappé au cours du mariage ? Sur les deux premiers points, la loi nous paraît très claire ; l'article 15, alinéa 2 disposant, que « après la *dissolution* du mariage, elle (la femme étrangère mariée avec un Bulgare) peut décliner la qualité de Bulgare par déclaration, etc..., » nous sommes autorisé à croire qu'il est dans la pensée du législateur, en donnant à la femme devenue Bulgare le droit de décliner cette nationalité, de lui conserver, même après la dissolution du ma-

riage et à moins de volonté contraire manifestée d'une façon expresse et formelle, la nationalité que son mari lui a transmise au moment du mariage. En ce qui concerne l'hypothèse où le mari aura perdu, plus tard, sa nationalité, non par naturalisation, mais pour toute autre cause de déchéance (art. 17-3° et 4°), à défaut d'un texte spécial, il est unanimement admis par les auteurs en France, que la femme garde sa nationalité acquise par mariage en dépit de la déchéance que son mari aura encourue. Ici encore, à notre avis, il n'est pas permis de faire subir à la femme un changement de nationalité du fait d'un tiers, fût-ce de son mari, en dehors de toute réclamation de sa part et, peut-être aussi, contre sa volonté (1).

Pour la même raison, aucune nationalité étrangère ne peut, après le mariage, être attribué *de plano* à la femme par une loi. Ainsi, la femme née de parents bulgares dans un pays qui admet une règle analogue à celle de notre article 5-3°, ne peut, après son mariage avec un Bulgare, exciper de la loi étrangère pour se dérober à la nationalité bulgare. De même, si elle est née en Bulgarie de parents étrangers et s'y est mariée avec un étranger, elle ne peut se prévaloir de l'article 5-3°, pour devenir Bulgare, son mariage l'ayant dépouillée de tous ses droits quant à cette nationalité comme il en eût dépouillé toute Bulgare d'origine ; mais l'article 5-3° aura pour effet de lui attribuer tout au moins la nationalité bulgare jusqu'au jour de son mariage. Si son mari est Bulgare, elle ne peut revendiquer (art. 5-3° *in fine*) à sa majorité, sans son autorisation, la nationalité étrangère ; toutefois, son acte ne lui attribuera la qualité de Bulgare que pour le passé, c'est-à-dire jusqu'au jour du mariage, le mariage lui ayant

(1) La femme peut cependant, sans conteste, changer de nationalité au cours du mariage. Si la loi ne le dit pas d'une façon formelle, c'est qu'elle a entendu ne pas déroger aux règles générales qui régissent la naturalisation de la femme mariée en droit bulgare. Nous verrons dans la suite à quelles conditions ce changement de nationalité de la femme mariée peut s'opérer.

conféré la qualité de Bulgare comme il l'eût fait à toute étrangère d'origine. L'inaction de la femme née en Bulgarie de parents étrangers et mariée avec un Bulgare lors de sa majorité ne pourra que consolider la nationalité bulgare sur sa tête et la lui attribuer rétroactivement, aussi dans le passé, c'est-à-dire jusqu'au jour de son mariage.

TROISIÈME PARTIE

Des Bulgares par le seul effet de leur demande,
c'est-à-dire des individus présentant des affinités nombreuses
avec la nation bulgare et qui moyennant la réunion de certaines
conditions, peuvent se prévaloir de la qualité de Bulgare sans
craindre de se heurter à un refus discrétionnaire de la part de l'autorité.

CHAPITRE UNIQUE

**Acquisition de la nationalité bulgare
sur la demande de l'intéressé par le bienfait de la loi (1).**

Soit par esprit d'imitation dû à un trop grand attachement de l'auteur de notre loi sur la nationalité pour le modèle qu'il avait sous les yeux, soit sous l'impulsion d'un noble élan de patriotisme qui avait trouvé déjà son expression dans quelques dispo-

(1) On a très souvent donné à ce mode d'acquisition de la nationalité le nom de *naturalisation de faveur*. Les auteurs l'emploient fréquemment. Telle est aussi la terminologie que consacre la loi bulgare de 1904, dans son art. 29, dont l'al. 2, reproduisant textuellement l'art. 5 du décret réglementaire du 13 août 1889, débute ainsi : Dans les cas de *naturalisation de faveur*, prévus par les art. 6 et 7, la demande... » Bien que l'expression dont s'est servie le décret susmentionné soit impropre, notre législateur n'a pas hésité à la consacrer dans son œuvre pour désigner un mode privilégié d'acquisition de la nationalité. Elle est critiquable à deux points de vue.— D'un côté, le mot *naturalisation* a un sens spécial, et ce sens n'est pas celui qui est visé dans nos ar-

sitions des lois précédentes, certains modes de naturalisation, qui rendent facile, dans des conditions déterminées, l'accès de la cité bulgare, trouvent place dans la loi nouvelle. Celle-ci contient, sur ce point, d'importantes innovations et fait preuve d'une prédilection marquée pour certaines catégories d'étrangers qu'elle juge particulièrement intéressants. Ces étrangers lui ont même paru si dignes de sa sollicitude qu'elle n'a pas craint, pour leur ouvrir les portes de la cité bulgare, par une procédure simplifiée, d'enfreindre la règle de méfiance consacrée par la loi suprême du royaume, en vertu de laquelle les étrangers sans distinction ne peuvent acquérir la nationalité bulgare que par un acte du pouvoir législatif.

Que les étrangers bénéficient d'un privilège spécial de la loi,

ticles (Voir la *Quatrième Partie* du présent ouvrage). La distinction entre la naturalisation proprement dite et l'acquisition de la nationalité dans notre cas est, d'ailleurs, faite par la loi elle-même dans son art. 17 : « Perdent la qualité de Bulgares : 1° le Bulgare naturalisé à l'étranger, ou celui qui acquiert, sur sa demande, la nationalité étrangère par l'effet de cette loi. » Ce texte oppose ainsi la naturalisation à l'acquisition de la nationalité sur la demande de l'intéressé par l'effet de la loi (évidemment, « par l'effet de cette loi » doit être lu : « par l'effet de la loi » ; c'est là une confusion regrettable due à l'inadvertance de notre législateur.) Il est à remarquer encore que cette distinction avait été déjà faite en France sous l'empire du code civil aussi bien par la jurisprudence que par la doctrine. (Cf. L. Renault dans la *Revue critique*, 1882, p. 720-721, Esmein, *Sir.*, 1884, 2, 7 ; ces auteurs ne font, cependant, aucune différence dans les effets de ces deux modes d'acquisition de la nationalité étrangère quant à la perte de la nationalité d'origine.). — D'un autre côté, la terminologie dont se sert la loi est critiquable dans ce sens qu'elle renferme une contradiction. Il est inexact de dire que cette acquisition de la nationalité bulgare est de *faveur*, celle-ci constituant, comme nous le verrons, un *droit* pour l'impétrant. L'autorité, en effet, n'a pas le droit de lui refuser la nationalité bulgare, pour quelque motif que ce soit, s'il a rempli les conditions exigées par la loi. — Bien que l'expression de naturalisation de faveur nous paraisse défec- tueuse, comme elle est employée par le législateur lui-même — et certains auteurs ne se refusent pas à donner à ce mode d'acquisition de la nationalité le nom de naturalisation (V. Cluzel, *La jurisprudence de la chancellerie en matière de nationalité* dans le *J. Glunet*, 1908, p. 395 et suiv.), — nous en ferons usage pour désigner l'acquisition de la nationalité bulgare par l'effet de la loi et sur la demande de l'intéressé. (Cf. en outre, Le Sueur et Dreyfus, *La Nationalité*, p. 43 et 108).

en raison de leur naissance en Bulgarie, ou en raison du sang bulgare qui coule dans leurs veines, rien de plus naturel, à la condition toutefois que l'on prenne le soin d'apprécier séparément pour chacun d'eux le degré d'attachement qu'ils ont pour la patrie bulgare, et leur faculté d'assimilation avec elle, et qu'on y fasse correspondre l'étendue du privilège. Dans tous les cas, une obligation de très grande importance pour la sauvegarde de la nation s'impose à l'Etat, celle de surveiller étroitement, par un contrôle minutieux, leur entrée dans la famille bulgare.

On peut, sans doute, faciliter à l'étranger l'acquisition de la qualité de Bulgare, la lui accorder à des conditions beaucoup moins rigoureuses et étroites qu'à l'étranger ordinaire, mais il ne faut pas permettre une renonciation de l'Etat au droit qui lui appartient d'examiner l'honorabilité et la moralité de ceux qu'il admet à jouir des mêmes avantages que ses nationaux ; en d'autres termes, on doit lui reconnaître le droit d'accorder ou de refuser sans appel cette faveur (1).

Tel n'est pas, cependant, le système de la loi nouvelle. L'acquisition de la nationalité bulgare pour toute une catégorie d'étrangers résulte aujourd'hui d'une simple manifestation de volonté de leur part, d'une réclamation qu'ils sont libres de faire ou de ne pas faire. Le Gouvernement est désarmé et impuissant à leur égard : il ne peut leur opposer un refus et leur fermer la

(1) Telle fut, à un moment donné, la pensée des auteurs de la loi française de 1889 : l'idée s'était fait jour à la section de législation du Conseil d'Etat à l'examen de laquelle avait été, tout d'abord, soumise la proposition de loi émanée de l'éminent professeur de la Faculté de droit de Paris, et sénateur, M. Batbie. On voulut enlever aux étrangers le droit d'acquérir à leur gré, par l'effet d'une simple déclaration ou réclamation, la nationalité française. L'idée fut accueillie par la commission du Sénat. MM. Batbie, rapporteur de la loi, et Camille Sée, membre du Conseil d'Etat, commissaire du Gouvernement, vinrent tour à tour la défendre devant le Sénat, avec la plus grande énergie. Elle ne devait cependant pas aboutir (Cf. *Journal Officiel*, débats parlementaires, Sénat, année 1886, p. 873, c. civ., et 1179 et suiv.).

nationalité bulgare, même s'ils lui paraissent indignes et suspects, et si leurs sentiments pour la Bulgarie lui semblent douteux. L'acquisition de la nationalité bulgare est un droit pour eux, qui ne saurait en aucun cas leur être refusé. C'est sous l'empire de cette conception que le législateur bulgare tranche la question de la naturalisation de faveur.

Nous allons envisager successivement, dans ce chapitre, les deux sources qui alimentent la naturalisation par le bienfait de la loi, la naissance sur le territoire bulgare et l'origine bulgare. Dans un appendice nous traiterons de l'acquisition de la nationalité bulgare par la femme et par les enfants majeurs de l'étranger qui se fait naturaliser Bulgare.

SECTION I. — Le sol.

Le droit bulgare n'a, à aucun moment, admis l'acquisition de la nationalité bulgare par pure application du *jus soli*. Le législateur bulgare ne pouvait donc pas, en 1904, traiter le *jus soli* à l'égal du *jus sanguinis*. Bien plus, des tendances nettement hostiles à la formule territoriale lui avaient suggéré l'adoption, en 1880 et 1883, du système en vigueur dans les pays allemands, la consécration exclusive du principe de la filiation. En 1904, cependant, le système adverse prévalut et la loi nouvelle sur la nationalité adopta le système français. Ce système, comme on le sait, fait une part assez considérable au *jus soli*, et, de la sorte, associe, dans une certaine mesure, l'élément territorial à la détermination de la nationalité. Nous avons donc assisté, à cette époque, à un singulier rapprochement qui s'est produit, sur ce point, entre un droit nouveau et un droit de vieille civilisation, « œuvre de transaction entre les traditions du passé et les aspirations de la société moderne » (1).

(1) Paroles de M. Batbie, au Sénat, *Ibid.*, *loc. cit.*

Admis en matière d'origine où du reste il n'implique nullement, surtout depuis la loi de 1908, mainmise sur les étrangers nés en Bulgarie, le *jus soli* n'est pas repoussé non plus en matière d'acquisition de la nationalité bulgare par un fait postérieur à la naissance. Il est appelé à fonctionner en vertu de cette considération d'ordre pratique, que l'on doit faciliter l'accès de la nationalité bulgare à tout individu né en Bulgarie. Aussi la loi nouvelle lui permet-elle d'acquérir la nationalité bulgare par un mode beaucoup plus facile que la naturalisation ordinaire : elle lui attribue donc un véritable privilège. C'est ce que nous allons montrer.

I

Quel est le privilège énoncé par l'article 6, et quel est son fondement rationnel ? — L'individu né en Bulgarie, mais qui n'y est pas domicilié à sa majorité, est-il Bulgare de plein droit ? L'article 6, alinéa 1^{er}, se prononce expressément en sens inverse ; « Tout individu né en Bulgarie d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, faire sa soumission de fixer en Bulgarie son domicile, et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, aura le droit de réclamer et de se faire reconnaître la qualité de Bulgare par une déclaration qui sera enregistrée au ministère de la Justice. »

Il doit donc *réclamer* « la qualité de Bulgare ». La présomption d'attachement à la patrie bulgare résultant de la naissance en Bulgarie, est, ici, trop douteuse pour lui procurer *de plano* cette qualité. Un acte positif est nécessaire, et l'acquisition de la nationalité bulgare se fait à la suite de l'accomplissement par cet individu de certaines formalités indiquées par la loi en dehors de sa naissance dans le royaume. La naissance, sur le

territoire bulgare ne produit plus, comme dans le cas de l'article 5, un effet suffisamment complet pour conférer de par elle-même, comme la loi, d'ailleurs, le dit expressément (1), la nationalité bulgare à quiconque, né en Bulgarie, s'y trouve domicilié au jour de sa majorité ; elle ne peut, désormais, que lui *faciliter* l'acquisition de la nationalité bulgare, et lui permettre l'accomplissement d'un certain nombre de formalités prévues par la loi. En d'autres termes, la nationalité bulgare ne résulte plus du fait même de la naissance sur le sol de la Bulgarie, mais bien d'un fait postérieur, d'une réclamation expresse de cette nationalité faite par celui qui est né en Bulgarie et qui, par hypothèse, voudrait exciper du bénéfice de l'article 6 : il acquiert, par conséquent, la nationalité bulgare postérieurement à sa naissance, par un mode abrégé que la loi met à sa disposition.

Nous sommes, donc, bien, en quelque sorte, en présence d'une naturalisation de faveur qui dispense le candidat des formalités longues et embarrassantes de la naturalisation ordinaire. Il

(1) Art. 29, al. 2. — En outre, le législateur n'a pas fait entrer l'hypothèse de l'art. 6 dans l'art. 5 qui traite des sujets bulgares *par naissance*. Il lui était pleinement loisible, ayant toute liberté de combiner à sa guise les articles sur la nationalité (nous avons déjà constaté que le législateur bulgare ne s'était pas cru obligé de suivre textuellement, en ce qui concerne l'agencement de ces articles, son modèle français), de ranger cette disposition dans un paragraphe 4 à la suite du paragraphe 3 de l'art. 5. Il ne l'a pas fait. Tout au contraire, il conçoit l'art. 6 à la manière des art. 7 et 8 qui le suivent et semble vouloir les placer dans la même catégorie. Cette manière de voir trouve, en outre, sa confirmation dans le rapport du ministre de la justice au Sobranié du 11 décembre 1902. « Par application du second principe (le *jus soli*, y est-il dit, la naissance d'un individu sur le territoire de la Principauté, ou bien le rend sujet bulgare de plein droit comme cela a lieu..., ou bien ne fait que faciliter l'acquisition de la nationalité bulgare, comme c'est précisément le cas d'un étranger né dans la Principauté et qui n'y a pas son domicile le jour de sa majorité ». Le Ministre établit ainsi une antithèse marquée entre le cas de l'art. 5-3° et celui de l'art. 6 et ne considère celui-ci que comme un moyen qui a pour but de faciliter l'acquisition de notre nationalité, c'est-à-dire comme une *naturalisation de faveur*, ainsi que s'exprime la loi elle-même.

existe, en effet, de sérieuses raisons pour ne pas placer un tel individu sur la même ligne qu'un étranger ordinaire. N'est-il pas certain qu'un attachement instinctif au lieu de sa naissance l'incite à devenir Bulgare, lui fait rompre plus facilement les liens qui l'unissent à une patrie étrangère, diminue la force de résistance qu'il pourrait opposer à toute tentative d'assimilation, l'imprègne des mœurs, des traditions, de l'esprit de la nation bulgare ? Ne témoigne-t-il pas, d'ailleurs, lui-même, d'une affection sincère pour la patrie bulgare dont il veut désormais faire partie en se soumettant aux conditions imposées par la loi et en transportant son domicile en Bulgarie ? La conquête de l'étranger ne cesse-t-elle pas, désormais, d'être problématique et la présomption d'absorption n'est-elle pas devenue une certitude ? Il est donc juste d'accéder à sa demande et, par l'octroi d'un privilège exceptionnel, de sanctionner l'influence du milieu ambiant.

Tels sont les motifs du privilège que consacre l'article 6. Seule l'expérience peut conduire à en apprécier la valeur.

II

A quels individus appartient le bénéfice de l'article 6, et à quelle époque doit-il être invoqué ? — Peut exciper de la disposition de l'article 6 l'individu :

1° *Qui est né en Bulgarie d'un étranger ;*

2° *Qui n'a pas son domicile, à sa majorité, en Bulgarie, mais qui a, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans accomplis, fait sa soumission de fixer en Bulgarie son domicile, et l'y a effectivement établi dans l'année à compter de l'acte de soumission ;*

3° *Qui en fait la demande d'une façon formelle.*

1^{re} condition. — La condition d'une naissance en Bulgarie est essentielle. L'intéressé doit, en outre, avoir, pour auteur, un

étranger. Nous nous sommes assez longuement expliqué sur ce point à l'occasion de l'article 5-3° pour ne pas y revenir. Nous nous contentons de renvoyer à nos développements antérieurs.

2° *condition*. — L'intéressé ne doit pas être domicilié en Bulgarie au jour de sa majorité. Autrement, ce ne serait plus la disposition de l'article 6, mais bien celle de l'article 5-3° qui lui serait applicable : il serait Bulgare d'origine.

L'établissement du domicile se fait en deux actes : a) soumission par l'intéressé de fixer son domicile en Bulgarie ; b) transport de ce domicile dans le délai prévu.

a) La soumission de fixer son domicile en Bulgarie doit précéder l'établissement effectif sur le territoire du royaume. Quelle est l'autorité compétente pour la recevoir ? La loi le dit dans son article 33, ainsi conçu : « Lorsqu'un individu, né en Bulgarie d'un étranger et domicilié à l'étranger à l'époque de sa majorité, veut faire sa soumission de fixer en Bulgarie son domicile dans les conditions prévues par l'article 6, cet acte de soumission est reçu par un des agents diplomatiques ou consulaires de la Bulgarie à l'étranger. Il est dressé en double exemplaire ; l'un est remis à l'intéressé, l'autre, transmis immédiatement au Ministère de la Justice par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères. » — L'article 6 est donc applicable toutes les fois que l'individu, né en Bulgarie, est domicilié à l'étranger. Peu importe qu'il se trouve en Bulgarie d'une façon passagère ou qu'il y ait une simple résidence, le bénéfice de l'article 6 lui est seul concédé, la disposition de l'article 5-3° ne lui étant, comme nous l'avons déjà vu, applicable que dans le cas où il aurait son domicile en Bulgarie. En outre, c'est devant les seules autorités diplomatiques de la Bulgarie à l'étranger qu'il doit faire sa soumission, aucune autorité n'étant compétente en Bulgarie pour la recevoir : l'article 33 donne ainsi la solution d'une

difficulté qui pourrait se présenter à propos de l'application de l'article 6.

b) Dans le délai fatal d'un an après l'acte de soumission, l'intéressé doit effectivement transporter son *domicile* en Bulgarie. Nul doute ne peut surgir ici sur la portée du mot : domicile. L'établissement d'une simple résidence ne suffirait pas pour assurer le bénéfice de notre disposition. Il doit s'opérer un *véritable transfert de domicile*, les formalités ultérieures ne dépendant que de cette seule circonstance à laquelle la loi semble attacher une grande importance (1). Nous estimons donc qu'un transfert de résidence ne saurait, en aucun cas, suppléer la condition de domicile prévue par la loi. L'intéressé doit rompre complètement avec l'étranger : pour cela, il doit s'établir d'une façon stable et définitive dans le royaume, y avoir un domicile effectif. A cette condition seule, il témoignera au pays de son affection, et lui prouvera la sincérité de ses sentiments.

Mais, si on ne voit aucun obstacle pouvant empêcher l'étranger de faire sa soumission, en est-il de même en ce qui concerne son transfert de domicile ? Le doute est permis. A-t-il un *droit acquis* de s'établir dans le royaume ? D'aucuns l'ont soutenu. A notre avis, il existe un obstacle d'ordre légal qui peut toujours intervenir : c'est un arrêté d'expulsion, légalement pris contre lui en Bulgarie pendant sa minorité.

Pas plus dans le cas de l'article 5-3° que dans celui de l'article 6, l'étranger ne peut contredire à une mesure de ce genre en ex-

(1) L'omission de la soumission pourrait-elle emporter déchéance pour l'étranger de fixer son domicile en Bulgarie et de réclamer notre nationalité ? La disposition de l'art. 6 est conçue dans un esprit assez large pour être pris sur ce point à la lettre et justifier une interprétation étroite. Cf. en ce sens G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 270. V. en outre, en France, la jurisprudence de la chancellerie (Cluzel, *op. cit.*, dans le *J. Glunet*, 1908, p. 1027) d'après laquelle cette soumission est considérée, dans les cas ordinaires, comme inutile. En effet, elle n'a pour but que de reculer d'un an la péremption de l'art. 9, al. 1, c. civ. (art. 6, al. 1, L. bulgare, 1904).

cipant d'un prétendu droit que lui aurait conféré la disposition de l'article 5-3° ou celle de l'article 6.

Vainement alléguerait-on la distinction proposée en France par M. Lenoble (1), suivie dans une certaine mesure par la jurisprudence (2), entre le cas de l'article 8-4° et celui de l'article 9, distinction qui autoriserait à porter, dans le second cas, une atteinte au droit d'expulsion, concédé au pouvoir exécutif. L'étranger ne saurait en aucun cas se prévaloir, croyons-nous, d'un *droit acquis* « contre lequel viendrait se briser le droit d'expulsion permis au gouvernement par la loi du 3 décembre 1849 » (3). La réserve du refus d'enregistrement prévue par l'article 9, alinéa 4, arme donnée à l'autorité pour empêcher l'acquisition de la nationalité par cet individu, sur laquelle s'appuient les partisans du système que nous venons de rappeler pour permettre à l'étranger expulsé pendant sa minorité d'établir son domicile dans le pays, ne saurait constituer une garantie suffisante pour justifier la levée de l'interdiction du territoire. La plupart des auteurs sont d'ailleurs très explicites en ce sens.

Mais si la question de la possibilité pour notre étranger de rentrer dans le pays pour réclamer la nationalité à laquelle il a droit peut se poser en France, il n'en est pas de même en Bulgarie où il n'existe pas de disposition analogue à celle de l'article 9, alinéa 4, du code civil qui permette au gouvernement de refuser l'enregistrement de la déclaration de nationalité si le pos-

(1) Voir *La Loi* des 15, 16 et 17 sept. 1895.

(2) Cass., ch. réunies, 9 décembre 1896, Sir., 1897, 4, 297; Cass., 17 juillet 1903, *J. Clunet*, 1904, p. 700.

(3) M. Laine, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1897, 449; Surville *op. cit.*, dans la *Revue critique*, 1899, p. 209. Est aussi dans ce sens la jurisprudence de la Chambre criminelle de la Cour Suprême (V. 30 mars 1898, *La Loi*, 17 et 18 av. 1898, *Revue critique*, 1899, p. 209) qui, malgré l'arrêt du 9 décembre, ci-dessus cité (note 2), persiste dans sa manière de voir. Rapp. Surville, *Jurisprudence française en matière de droit international privé*, dans la *Revue critique*, 1904, p. 193 et suiv.

tulant lui paraît indigne ou ne satisfait pas aux conditions requises par la loi (1). Pour des motifs impossibles à déterminer, notre législateur s'est contenté de reproduire l'article 9 tel qu'il fut rédigé en 1889, sans se soucier des innovations introduites par la loi de 1893 et du progrès réalisé. Il est donc clair que le raisonnement, d'après lequel le pays est suffisamment garanti par le droit de refuser l'enregistrement de la déclaration de nationalité, est sans portée sous l'empire de la loi de 1904.

Quelle est alors la garantie, pour la nation bulgare, contre l'intrusion de toutes sortes d'aventuriers qui n'apporteront en Bulgarie ni capacités, ni talents, et seront encore moins de bons défenseurs de la patrie ? Elle n'existe pas. D'un autre côté il paraît injuste de faire, comme certains le proposent, une distinction entre le cas de l'article 6, qui astreint l'étranger à faire sa soumission préalable de fixer son domicile en Bulgarie, et celui de l'article 5-3°, parce que l'on ne comprend pas que le premier de ces individus, celui de l'article 6, soit plus digne d'acquérir la nationalité bulgare que le second, celui de l'article 5-3°. Qui ne voit que permettre l'acquisition de la nationalité bulgare à l'expulsé qui a pris le soin de faire sa soumission de fixer son domicile en Bulgarie avant de contrevenir à un arrêté d'expulsion pris contre lui pendant sa minorité, c'est lui concéder indirectement un privilège qui ne serait pas accordé à un autre, moins adroit, qui voudra se prévaloir de

(1) C'est sur un raisonnement semblable que s'appuie la Cour d'Alger pour décider que l'on ne peut pas s'opposer à la rentrée en France de l'étranger expulsé pour faire sa déclaration de nationalité : « ... attendu que le gouvernement est, de son côté, en droit, aux termes des §§ 2 et 4 du même article (9), de refuser dans les délais légaux l'enregistrement de cette déclaration et d'en annuler ainsi les effets...; qu'en effet il eût été inutile d'accorder au gouvernement, par une loi spéciale, la faculté de faire disparaître les effets de la déclaration autorisée par l'article 9, si un arrêté d'expulsion suffisait à rendre impossible cette déclaration même ». Cour d'Alger, 12 janvier 1907, *J. Clunet*, 1909, p. 496.

l'article 5-3° et essayera de fixer son domicile en Bulgarie, en dépit de l'arrêté d'expulsion, sans avoir fait une soumission préalable ? Pourtant, les deux hypothèses sont semblables, à cette seule différence que, dans la première, l'individu fait preuve de plus de dissimulation. Certes, on ne peut empêcher que l'expulsé fasse la soumission, prévue à l'article 6, mais il se heurtera inévitablement, dans ce cas aussi, à l'arrêté d'expulsion pris contre lui et qu'il est malaisé de qualifier dédaigneusement de « simple mesure de police », ou d'affecter de considérer comme une entrave à la liberté et aux droits d'autrui. — Enfin, à la première délibération, en 1886, de l'article 9 du code civil, dont notre article 6 est une copie, M. Batbie, l'auteur de la loi, exposait, avec beaucoup de force, son opinion dans ce sens. « Nous avons pensé, disait-il (1), qu'il ne fallait pas qu'on acquit la qualité de Français malgré nous, malgré le pays. Si nous devons ouvrir la porte généreusement et libéralement, il ne faut pas qu'on puisse forcer cette porte, malgré la volonté de la France, surtout quand cela paraît profiter à des sujets qui ne seraient pas dignes de porter le nom de Français ». Doit-on être plus libéral chez nous et concéder avec largesse la qualité de Bulgare à des individus offrant peu de garanties de moralité, surtout lorsque la préoccupation de notre législateur n'est pas celle d'absorber dans la patrie bulgare le plus grand nombre d'individus possible ? Nous ne l'admettons pas.

3° condition. — L'établissement en Bulgarie, ne saurait entraîner *de plano* l'acquisition de la nationalité bulgare. Une déclaration spéciale que nous avons déjà eu l'occasion d'étudier avec quelques détails, doit être faite par l'étranger devant le juge de paix ; elle constitue, en quelque sorte, une nouvelle preuve de sa décision, une nouvelle manifestation de ses sen-

(1) Séance du 13 novembre 1886, Documents officiels, p. 4179.

timents et de son attachement pour une patrie qu'il veut faire sienne. Mais dans quel délai cette réclamation expresse et spéciale doit-elle être faite ? La loi ne répond pas directement à cette question. Est-ce à dire qu'on a entendu laisser à l'étranger qui a fixé son domicile en Bulgarie, dans l'année qui suit son acte de soumission, la faculté de réclamer la nationalité bulgare à toute époque, qu'on lui permet pour devenir Bulgare de choisir son jour et son heure ? Cette solution, a-t-on dit, aurait l'avantage de lui laisser le temps de la réflexion, avant d'adopter définitivement sa nouvelle patrie ? Il pourrait, en outre, par ce moyen s'acquitter de ses dettes envers sa patrie d'origine et venir, ensuite, libre de tout engagement, renouveler et rendre définitive son option, par sa réclamation de la nationalité bulgare.

Bien qu'assez séduisante, telle ne nous paraît pas avoir été, dans l'esprit du législateur bulgare, la solution qui a ses préférences. La principale préoccupation de la loi française de 1889 était bien celle de pourvoir, le plus tôt possible, de nouvelles recrues une population de faible natalité. N'est-ce pas dire qu'il ne veut pas rendre cet individu maître de retarder le jour de la réclamation prescrite, et, par conséquent, celui de son entrée au sein de la nation, qu'il se refuse à lui laisser la faculté de rendre sa situation incertaine et de la faire dépendre de sa résolution ultérieure ? Le législateur bulgare qui ne nous laisse pas deviner, au cours de la discussion, la pensée véritable dans laquelle il entend enfermer son œuvre a, sans doute, voulu, comme le législateur français, faire préciser de bonne heure à notre individu sa situation envers la patrie, en l'obligeant à réclamer la nationalité bulgare à un moment nettement déterminé. C'est donc dans l'année qui suit l'acte de soumission, et après l'établissement effectif de son domicile sur le sol du royaume, qu'il doit faire sa réclamation.

Enfin, la déclaration par laquelle l'intéressé réclamera la qua-

lité de Bulgare doit être enregistrée au Ministère de la Justice. Quelle est la sanction de cette prescription ? Il n'y en a pas. Il en résulte que l'enregistrement devient une pure formalité dont l'inobservation n'a aucun effet sur la validité de l'acte même : il n'est pas une condition essentielle à l'acquisition de la nationalité bulgare. Pourtant telle ne paraît pas avoir été l'intention du législateur. L'enregistrement doit, dans la pensée de l'auteur de la loi française de 1893, avoir pour résultat soit d'assurer la centralisation des déclarations qui risqueraient, sans cela, de rester disséminées dans les différents cantons entre les mains des juges de paix (1), soit d'écarter les déclarations mal fondées ou dont l'auteur serait jugé indigne d'acquérir la nationalité française (2). Aussi la réception par le juge de paix des déclarations avec les documents qui y sont joints doit-elle être suivie d'une vérification au Ministère de la Justice : cette formalité ne peut que présenter des avantages indiscutables. Malheureusement, notre législateur ne rend pas cette phase de la procédure obligatoire (3). Obéissant à des raisons qu'il ne nous a pas révélées, il a fidèlement reproduit les textes tels qu'ils furent conçus dans la loi française de 1889, en négligeant les réformes (4) et les innovations

(1) Cf. Rapport du ministre de la Justice au Sénat du 4 avril 1892, *J. Off., Documents parlementaires*, Sénat, 1892, p. 309.

(2) Art. 9, al. 2 et 4, code civil.

(3) L'art. 6 méconnaît aussi les autres progrès qu'introduit en France la loi de 1893. Ainsi, on n'y trouve pas les mots « à peine de nullité » dont l'importance est si grande. Le ministre de la Justice, dans son rapport suscité, demandait au Sénat d'intercaler l'expression ci-dessus dans le texte de l'art. 9 : « Or, disait-il, le meilleur moyen d'assurer l'observation stricte d'une formalité c'est d'en faire une formalité substantielle dont l'inaccomplissement vicie irrémédiablement l'acte même qu'elle est appelée à solenniser. Telle paraît bien avoir été la pensée du législateur... Aussi venons-nous vous demander de le faire clairement apparaître... » *Ibid.* Cf. en outre, le *Rapport* de M. Delsol du 8 juillet 1892, Annexes, n° 208, p. 537.

(4) Les innovations de la loi française de 1893 portent sur des questions de forme et de fond. D'un côté, elles ont pour objet d'assurer la *publicité* aux déclarations opérant des changements de nationalité ; d'un autre côté, et ceci nous intéresse plus spécialement, elles soumettent ces déclarations à l'accep-

qui furent introduites par la suite par la loi de 1893. Celle-ci avait apporté des correctifs très importants au système établi antérieurement, correctifs dont, suivant les paroles du rapporteur, M. Thezard, l'expérience avait démontré l'opportunité.

On voulait alors éviter l'intrusion dans la nation française des individus de moralité douteuse qui ne pouvaient que constituer un danger permanent pour le pays. Comment pouvait-on s'opposer à la naturalisation de ces étrangers qui n'étaient pas dignes d'une telle faveur ? Le Ministre spécifie la mesure par laquelle on peut y arriver : « Nous venons donc, dit-il, vous demander d'autoriser le gouvernement à refuser l'enregistrement de la déclaration, lorsque, en raison des antécédents connus du déclarant, la naturalisation paraîtra devoir être préjudiciable aux intérêts français » (1). De là sortit la disposition de l'alinéa 4 de l'article 9 du code civil, sage mesure de précaution que notre législateur n'a, malheureusement, pas cru devoir adopter.

L'exception. — La déclaration en vue d'acquérir la qualité de Bulgare doit être faite, suivant la disposition de l'article 6, alinéa 1^{er}, dans un délai qui ne peut, en aucun cas, excéder un an, mais qui, par contre, peut être réduit à quelques mois ou à quelques jours seulement, cette formalité étant étroitement liée à l'établissement du domicile qui doit nécessairement la précéder (2).

L'acquisition de la nationalité de ce chef ne peut donc être faite qu'après la majorité. Mais le jour de la réclamation peut-il être avancé ? L'article 6, alinéa 2, l'autorise : « Si l'individu est

tation du gouvernement. Cfr. H.-E. Barrault, De l'acquisition de la nationalité par voie de recrutement militaire, dans le J. Clunet, 1906, p. 719.

(1) Rapport du ministre de la Justice au Sénat, *loc. cit.*

(2) La soumission de domicile n'a pas, dans le système de l'art. 6, un caractère obligatoire ; l'omission de cette formalité ne peut avoir aucune influence sur la validité de la demande. Au contraire, la soumission de domicile est d'une très grande importance quant à la prolongation du délai accordé par la loi pour l'établissement du domicile en Bulgarie. Elle est faite dans l'intérêt du candidat ; si celui-ci ne la fait pas, il est forclo et ne peut prolonger le délai de la réclamation au delà de l'âge de 22 ans, fixé par la loi.

agé de moins de vingt et un ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père ; en cas de décès, par sa mère ; en cas de décès du père et de la mère ou de leur exclusion de la tutelle, par le tuteur avec approbation du conseil de famille ».

En effet, il n'est pas impossible que l'individu né en Bulgarie d'un étranger ait, avant l'âge de vingt et un ans, un intérêt sérieux et actuel à devenir Bulgare. Cette qualité peut alors être demandée pour son compte, et en son nom, par son père ou son tuteur (1).

Quel est le mineur qui peut exciper de la disposition de l'article 6, alinéa 2 ? Un premier point à établir, et nous le tenons déjà comme certain et acquis, est celui que les expressions : « si *l'individu* qui réclame ... » de l'article 6, alinéa 2, visent l'individu dont il s'agit à l'article 6, alinéa 1^{er} (2). Or, ce texte s'occupe de « tout individu né en Bulgarie d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité » (3). De ce rapprochement des deux parties du même article, il résulte que l'individu qui veut exciper de la disposition de l'article 6, alinéa 2, doit : 1° être né en Bulgarie de parents étrangers : 2° n'avoir pas son

(1) La disposition de l'art. 6, al. 2, a donné lieu à des critiques de principe très sévères. Ainsi, on a dit (Weiss, *Nationalité*, p. 112), que donner à un tiers la faculté de changer la nationalité du mineur, c'est blesser le caractère contractuel de la nationalité, méconnaître la nature du lien qui unit l'individu à l'Etat, et qu'ainsi la nationalité est changée par un acte qui n'est pas personnel à celui qui va en supporter les conséquences. Pour notre part, nous n'admettons pas ce raisonnement. La nationalité n'a pas sa source dans un « accord de volontés » et l'attribution de la nationalité d'origine n'est pas *consentie* « *expressément et personnellement* » par l'individu.

(2) Cet alinéa 2 se complète par le premier, l'expression même dont il se sert (« si *l'individu* qui réclame... ») étant assez vague pour nécessiter cette référence.

(3) Le rapporteur de la loi de 1889 fait entendre à la Chambre une déclaration semblable. Selon lui, il s'agit ici d'un mineur né en France *qui ne se trouverait pas dans les conditions de l'art. 8*, c'est à dire qui n'est pas domicilié en France à l'époque de sa majorité. Rapport supplémentaire de M. Dubost, Chambre, *Documents parlementaires*, 1889, p. 576.

domicile en Bulgarie à sa majorité ; en cas contraire, ce ne serait plus, en effet, l'article 6, alinéa 2, qui lui serait applicable, parce qu'il ne se trouverait plus dans les conditions prévues, mais bien l'article 35, qui en fait un Bulgare d'origine. Mais, dans l'alinéa 2, il s'agit du mineur, et c'est une situation acquise à sa majorité seulement qui est en vertu de l'alinéa 1^{er} la condition essentielle de son application. Dès lors, comment concilier ces deux textes ? Il y a, sans doute, une contradiction flagrante, pourrait-on dire, dans la disposition même de l'alinéa 2, car, comment savoir que l'individu sera ou ne sera pas domicilié en Bulgarie lors de sa majorité ? Comment refuser à cet individu le bénéfice de l'article 6, alinéa 2, sous prétexte qu'il sera domicilié en Bulgarie au jour de sa majorité ? Résultat évidemment choquant et inadmissible ! Dans ces conditions la disposition de l'article 6, alinéa 2, doit être applicable à tout mineur, sans exception, né en Bulgarie d'un étranger. Une telle solution est-elle acceptable ? Evidemment, non.

La disposition de l'article 6, alinéa 2, est enveloppée d'un mystère impénétrable. A quelles conditions est-elle applicable ? La naissance d'un étranger sur le sol du royaume suffit-elle ? Quel est au juste le mineur qu'elle vise ? Sa rédaction imparfaite, et obscure, ne donne pas une solution précise. Il faut, pour découvrir la vérité, élargir le domaine de l'observation, passer, d'un cas particulier, à l'idée générale qui guida l'auteur de la loi et qui domine son œuvre tout entière. On sera alors conduit à se demander quel est le but de l'article 6.

Nous connaissons déjà l'esprit et le fondement rationnel de ce texte et nous n'y reviendrons pas. Nous aurons à rappeler seulement que l'article 6, tenant grand compte des affections et aspirations individuelles, *facilite* à l'étranger l'acquisition de notre nationalité, sans le déclarer national *de plano* avant qu'il ait exprimé une volonté expresse et formelle à cet égard. Quant

à son alinéa 2, il permet à l'étranger d'*avancer*, dans son propre intérêt, peut être aussi, dans certains cas, dans celui de l'Etat, par une demande anticipée, le jour où il pourra se prévaloir de la qualité de Bulgare. L'alinéa 2 ne porte, cependant, à la règle que l'article 6 pose dans son alinéa 1, aucune exception quant aux conditions auxquelles la nationalité bulgare est concédée, et notamment, il ne prescrit pas un transfert de domicile en Bulgarie avant l'époque de la majorité. Le législateur permet au *jus soli* de produire ses effets par anticipation, mais il n'a pas cru devoir toucher aux conditions dans lesquelles il doit les produire. En effet, si la *réclamation anticipée* est autorisée expressément par la loi (al. 2), on ne trouve pas de texte spécial nous permettant de lui imposer cette nouvelle condition, l'établissement, pendant sa minorité, de son domicile en Bulgarie. On ne saurait, évidemment, sans méconnaître la pensée du législateur (1), parfaire la loi et ajouter quelque chose qu'elle ne dit pas, d'autant plus qu'on ne serait plus alors dans le cas de l'article 6, ce texte posant comme seule condition que le transfert de domicile ne se fasse qu'après la majorité (2).

Il résulte de ceci que l'article 6, alinéa 2, n'est applicable, dans

(1) En France l'opinion contraire à celle qui nous paraît la meilleure pour la Bulgarie a été formulée. Elle s'appuie sur cette crainte très fondée qu'on ne laisse l'individu « libre de rester à l'étranger, d'y conserver son habitation, ses intérêts, ses droits, sa nationalité même, quitte à se prévaloir plus tard, s'il y trouve quelque utilité, de sa qualité de Français ». Weiss, *Nationalité*, p. 130. Cf. en outre, G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 317. V. cependant Audinet, *Du changement de nationalité du mineur* dans la *Revue critique*, 1891, p. 42; *De la nationalité d'un individu né en France, d'un étranger qui n'y est pas né pendant sa minorité* dans le *J. Clunet*, 1891, p. 53; Cogordan, *op. cit.*, p. 99; Vincent, *op. cit.*, p. 86.

(2) L'alinéa 2 ne change rien à cette situation. Toujours est-il que l'individu qui réclame, pendant sa minorité, la nationalité bulgare par l'intermédiaire de ses parents n'est pas dispensé des conditions prévues par l'art. 6, al. 1, et notamment de l'obligation de fixer dans le délai prévu par ce texte son domicile dans le pays. Il ne saurait, en effet, acquérir la nationalité bulgare à des conditions plus faciles que celles qui lui auraient été imposées s'il avait excipé directement du bénéfice accordé par l'art. 6, al. 1. Il est tenu de se conformer aux prescriptions de ce texte.

l'esprit de la loi, qu'aux mineurs non domiciliés. La solution contraire nous conduirait à des résultats difficilement acceptables dans le système de la loi bulgare. Admettrait-on que l'article 6, alinéa 2, fit double emploi avec l'article 35 ? Nous connaissons déjà les conditions d'application de l'article 35 : le mineur doit avoir son domicile effectif en Bulgarie au moment même où ses parents feront en son nom la renonciation que ce texte prévoit. Si la disposition de l'article 6, alinéa 2, lui est aussi applicable, lorsqu'il est domicilié en Bulgarie, la question se pose de savoir si le législateur entend laisser aux parents la faculté d'user à leur guise du texte de l'article 35, ou bien de celui de l'article 6, alinéa 2, suivant leur caprice, et de faire ainsi varier les effets que l'attribution de la nationalité bulgare produira dans les deux cas.

Nous ne croyons pas que telle ait été la pensée du législateur. La disposition de l'article 35, destinée à être appliquée à tout mineur domicilié en Bulgarie qui en exciperait, a incontestablement pour but de créer le plus grand nombre possible de nationaux en leur facilitant l'acquisition de notre nationalité, et de leur attribuer cette nationalité d'une façon plus complète en les faisant considérer comme Bulgares d'origine. La volonté des parents doit-elle pouvoir tourner la loi, tenir en échec ses dispositions, contrevenir à son esprit ? C'est inadmissible. L'on ne doit pas obtempérer aux désirs capricieux d'une conscience qui peut être souvent suspecte ; l'article 35 ne doit pas pouvoir perdre sa raison d'être par l'effet du caprice individuel ; la nationalité d'origine ne doit pas être abandonnée à l'arbitraire d'un tiers et exposée aux suites d'un acte irréfléchi.

Domicilié en Bulgarie pendant sa minorité, domicilié ensuite, dans ce pays, à sa majorité, l'individu né en Bulgarie ne *devient* pas national, il l'*est* déjà par sa naissance. C'est un point capital dans la loi française de 1889 : il l'est également dans la loi

bulgare qui suit pas à pas en cette matière la législation française. Nous croyons pouvoir dire aujourd'hui, à l'instar du rapporteur de la loi française de 1889 (1) que dans cette disposition (art. 8-4° C. civ. fr., art. 5-3°, loi bulgare 1904) le législateur met toute la loi. — Pourrait-il en être différemment ? Non. La loi guette l'individu né dans le pays d'un étranger et lui attribue *de plano* et sans aucune autre formalité la nationalité bulgare s'il est aussi domicilié en Bulgarie : l'attachement à la patrie bulgare est une présomption indiscutable, certaine. Il serait dès lors étrange que son établissement en Bulgarie eût des résultats moins complets alors qu'un élément de plus est venu s'ajouter pour confirmer et renforcer la présomption du législateur, la manifestation expresse de sa volonté, par l'entremise de ses parents, de s'attribuer la patrie bulgare. Est-il possible que cet individu, tout en ayant un titre de plus à la qualité de Bulgare, ait perdu de son affinité pour la patrie bulgare ? Ce serait aussi bizarre qu'inadmissible.

D'une part, ce serait une injustice criante que de lui retirer le droit (arg. art. 5-3°) de devenir Bulgare d'une façon plus complète et plus profonde. Il serait illogique de penser qu'ayant exprimé le désir de devenir national, il fût moins digne de l'être. Pourtant, dans ce système, impatient d'acquérir notre nationalité, il se verrait forclos par sa demande anticipée et ne pourrait pas devenir Bulgare rétroactivement, alors qu'un autre, sans devancer le temps de sa majorité, n'aurait qu'à attendre cette époque, sans faire aucune démarche, pour devenir Bulgare *de plano* avec effet rétroactif. Il y aurait là un résultat évidemment choquant, une situation manifestement défavorable pour celui qui mérite pourtant plus d'intérêt.

D'autre part, une telle solution pourrait porter un coup sé-

(1) Rapport de M. Dubost à la Chambre, session extraordinaire, 1887, annexe n° 2082, p. 235.

rieux à l'application même de l'article 5-3°. Ce texte perdrait, dans ces conditions, sa raison d'être, et prêterait aux fraudes. Il suffirait pour l'éliminer que l'étranger né et domicilié en Bulgarie eût eu le soin de faire demander par ses parents, à la veille de sa majorité, la nationalité bulgare. La loi ne saurait l'admettre sans faire un marché de dupe et sans tomber dans une contradiction flagrante des plus regrettables.

L'article 6, alinéa 2, a sa sphère d'application qui lui est propre. Il ne saurait empiéter sur l'hypothèse prévue par l'article 5-3° et porter une aussi grave dérogation à la disposition de ce texte. D'autre part, on ne serait plus dans le cas que prévoit l'article 6, si on exigeait que le mineur qui exciperait de son alinéa 2, fût domicilié en Bulgarie au moment où il ferait, par l'intermédiaire de ses parents, la réclamation prévue par ce texte. L'article 6, alinéa 2 n'est plus applicable dans ce cas. La délimitation entre les champs d'application de l'article 6 et celui de l'article 5-3° est nettement tracée par le législateur lui-même. L'article 5-3° prévoit le cas où l'individu né en Bulgarie d'un étranger est domicilié de bonne heure dans le pays (1). Est-il mineur, et désire-t-il s'attacher à la patrie bulgare, c'est à l'article 35 qu'il doit recourir pour acquérir la nationalité bulgare, et alors cette nationalité lui est attribuée d'une façon plus conforme à la pensée du législateur, plus juste aussi, car il ne doit pas être moins privilégié que le majeur de vingt et un ans prévu par l'article 5-3°, et n'acquérir la nationalité bulgare que pour l'avenir seulement ; il doit aussi l'acquérir rétroactivement.

La loi cherche à s'emparer de l'individu qui est né et domicilié dans le pays pour le rendre Bulgare d'origine. Décider que

(1) Il est indiscutable que l'art. 5-3° est applicable à *tout individu* né en Bulgarie et y domicilié lors de sa majorité. C'est ce qui résulte des termes mêmes de ce texte qui est formel et ne fait aucune distinction. Est censé sujet bulgare par naissance « *tout individu* né en Bulgarie... ».

le domicile en Bulgarie est exigé dans le cas de l'article 6, alinéa 2, c'est revenir à l'hypothèse de l'art. 35 et laisser notre texte sans application.

Le bénéfice de l'article 5-3° n'est point retiré (1) à l'individu qui aura réclamé, à un moment donné pendant sa minorité, notre nationalité : majeur et domicilié en Bulgarie, il est Bulgare d'origine sans qu'on ait à se préoccuper de sa demande antérieure.

Tel est le sens que nous attribuons à l'article 6, alinéa 2, en nous rattachant à une interprétation restrictive de ce texte. Sans doute, celle-ci prête, comme nous l'avons déjà fait remarquer, à des critiques fondées et sérieuses. Elle ne peut cependant, que difficilement être écartée dans le système si confus de notre loi.

Quelles sont les personnes qui sont admises à faire la déclaration prévue à l'article 6, alinéa 2 ? Ce texte le dit lui-même. Ce sont le père, du vivant des deux parents ou en cas de prédécès de la mère, la mère en cas de prédécès du père, le tuteur en cas de décès des parents ou de leur exclusion de la tutelle. Le lé-

(1) C'est un point certain que la déclaration faite, par les parents au nom de leur enfant mineur, dans les conditions et dans les formes de l'art. 6, al. 2, confère irrévocablement la nationalité bulgare. L'individu ne pourra pas se prévaloir du droit de décliner cette nationalité, art. 5-3°, *in fine*, dans le cas où il serait domicilié en Bulgarie lors de sa majorité. La déclaration faite en son nom par ses parents ou son tuteur ne saurait conférer une nationalité incertaine et tremblante ; elle le lie définitivement à la nation bulgare. N'équivaut-elle pas en effet à l'abdication du droit de décliner ou de répudier la nationalité acquise autrement que par une voie de droit commun ? Nous le pensons. *Sic*, G. de Lapradelle, *op. cit.*, p. 319 ; Audinet, *op. cit.*, dans *J. Clunet* et *Revue critique*, 1891 ; Stemler, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1890 ; Arthuis et Surville, *op. cit.*, p. 68. *Contra*, Weiss, *Nationalité*, p. 131 ; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 156 ; Stokoff, *op. cit.*, p. 121. V. aussi dans le sens de ces auteurs, un arrêt du tribunal civil de la Seine du 23 janvier 1906, *J. Clunet*, 1906, p. 1156, qui accorde au sieur Ch... le droit de répudier la nationalité française malgré la renonciation antérieure à ce droit tacite en son nom par ses parents : « ... Attendu que la disposition du § 2, art. 9..., ne peut être étendue au cas où il s'agit de la renonciation par un Français à sa nationalité ».

gislateur ne prévoit pas, cependant, par qui cette déclaration doit être faite en cas de disparition du père. Nous pensons que, par son silence il entend se référer aux principes généraux relatifs à l'organisation de la puissance paternelle, dans le pays d'origine des parents. Il ne commet donc pas l'erreur d'imposer aux parents restés étrangers l'obligation de se conformer aux prescriptions de la loi bulgare, comme a fait la loi française (art. 9, avant dernier alinéa *in fine*, Code civil.)

La formule de l'article 6, alinéa 2, est claire et précise. Toutefois, une solution de beaucoup préférable aurait été celle qu'adopta en France le Sénat, au début de la discussion de la loi de 1889 : notre législateur aurait dû la faire sienne au lieu de se borner à reproduire plus ou moins textuellement la formule de l'article 9, alinéa 2 (rédaction 1889), Code civil français. Cette rédaction primitive du texte français portait que la réclamation devait être faite, au nom du mineur, par les personnes qui sont désignées par sa loi nationale pour donner leur consentement à son mariage.

III

Quelle est l'étendue du privilège et quels sont ses effets ? — Si des doutes très sérieux peuvent surgir sur le champ d'application du bénéfice de l'article 5-3° et sur les conséquences qu'il entraîne, la controverse est presque exclue du domaine de l'article 6.

Considérée, soit comme conférant une sorte de naturalisation, soit comme attribuant la nationalité d'origine (1), la règle de

(1) L'acquisition de la nationalité, en vertu de l'art. 9, n'a pas toujours été regardée comme une *naturalisation*. Certains auteurs (MM. G. de Lapradelle, Weiss et d'autres), considèrent la disposition de l'art. 9 comme attribuant la nationalité d'origine. On ne peut cependant pas, en présence des textes, pour ce qui est de la disposition de l'art. 6 de la loi bulgare, adopter cette manière

l'article 6 (l'accord est complet sur ce point, la loi le disant, elle-même, d'une façon absolue et formelle) ne produit d'effets que pour l'avenir. L'étranger n'ayant pas été domicilié en Bulgarie durant sa minorité, ayant, au contraire, passé son enfance hors du Royaume, il serait illogique de lui attribuer, également pendant cette période de sa vie, cette nationalité pour laquelle il n'a, jusqu'à sa majorité, témoigné aucun attachement. Le législateur décide donc, avec infiniment de raison, que les individus prévus par l'article 6 n'acquièrent la qualité de Bulgares qu'à partir du jour où ils la *réclament* et qu'ils « ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque » (art. 12).

En revanche, sur un autre point, ces mêmes individus sont particulièrement favorisés. Ils jouissent de toutes les sympathies du législateur qui ne leur retire, une fois devenus Bulgares, aucun des avantages qu'il ne confère qu'avec beaucoup de précautions à quiconque n'est pas né Bulgare. Il leur concède ainsi une double prérogative qui, hâtons-nous de le dire, nous paraît aussi étrange qu'inexplicable.

1° L'acquisition de la nationalité bulgare est pour eux un *droit*. Ils peuvent devenir Bulgares sans craindre de se heurter à un refus de la part de l'autorité, et cela, alors même que toutes les formalités requises à cet effet n'ont pas été remplies.

a) L'étranger, né en Bulgarie, peut se prévaloir de la qualité de Bulgare, même contre la volonté de l'autorité. En effet, conçu comme il l'est, l'article 6 menace de recevoir une application trop dangereuse (1). La nationalité bulgare est conférée suivant

de voir en Bulgarie (l'art. 29, al. 2 de cette loi dispose que ; « Dans les cas de *naturalisation de faveur* prévus par les art. 6...). Cf. Popovileff, *op. cit.*, p. 162; Stokoff, *op. cit.*, p. 112.

(1) Le Rapport de M. Delsol au Sénat, du 8 juillet 1892, passant en revue les défauts de la loi française de 1889, est très explicite sur ce point. *Impressions du Sénat*, n° 208, p. 537.

ce texte, à tous les étrangers qui se trouvent remplir les conditions qu'il pose, sans que l'on puisse opérer aucune sélection parmi eux.

Cette règle est critiquable. Il est choquant qu'un individu de moralité douteuse, que des intérêts suspects, quelquefois le désir de continuer ses bases spéculations poussent à acquérir la nationalité bulgare, qui fait parade de sentiments de patriotisme qui lui font complètement défaut, qui a pris, peut être même à un moment quelconque pendant sa minorité, les armes contre la Bulgarie, et pour lequel le pays ne peut avoir que de la répugnance, puisse, malgré la volonté de la nation bulgare, s'imposer à elle et lui causer un grave préjudice moral. Et cependant, la nationalité bulgare, d'après les termes de l'article 6, ne peut, en aucun cas, même d'indignité incontestable, lui être refusée, personne ne pouvant s'opposer à l'enregistrement de sa réclamation.

b) Du reste, l'enregistrement même, dans le système de l'article 6, n'est qu'une pure formalité dont l'inaccomplissement ne peut aucunement vicier l'acte et empêcher la naturalisation. L'acquisition de la nationalité bulgare serait, donc, valable même sans publicité ou avec une publicité insuffisante.

2° L'acquisition de la qualité de Bulgare, par l'effet de l'article 6, attribue immédiatement, et sans aucune autre condition, tous les droits et avantages qui découlent de cette qualité. La loi assure à l'individu qui est devenu Bulgare par application de ce texte, aussi bien l'intégralité des droits civils que la plénitude des droits politiques ; le lendemain même de son entrée dans la cité bulgare, résultant de sa déclaration, il est admis à l'électorat et à l'éligibilité. Il est ainsi traité sur un pied beaucoup plus favorable que cet autre qui a passé dix ans en Bulgarie, peut-être aussi une grande partie de son enfance, mais qui n'a pas eu la bonne fortune, comme le premier, d'y voir le jour au cours

d'un voyage de sa mère. Le législateur fait, dans notre cas, preuve d'une générosité qui touche à l'iniquité et qui témoigne en outre de l'imperfection de son œuvre.

La disposition de l'article 13 qui impose, pour l'acquisition des droits politiques, un stage au naturalisé ordinaire — preuve d'une méfiance extrême du législateur pour l'étranger, d'une jalousie aussi, que nos mœurs politiques, qui se traduisent en un état de guerre continuel, justifient aisément — est une survivance de notre législation antérieure sur la nationalité. Elle est venue s'intercaler dans la loi sans se soucier des innovations que celle-ci consacrait. Il en découle cette conséquence que ce texte n'est pas applicable à tous les naturalisés et notamment à ceux qui deviennent Bulgares par l'effet de l'article 6.

SECTION II. — La race.

Si, en matière de naturalisation par le bienfait de la loi, l'élément territorial est une innovation qui date de 1883, l'influence du sang, elle, avait déjà fait son apparition dès la loi de 1880 (art. 18) (1) ; la loi de 1904 n'a fait que la fortifier. Sol et race subsistent aujourd'hui l'un à côté de l'autre pour faciliter l'accès de la nationalité bulgare. L'un n'exclut pas l'autre. La loi n'hésite pas : elle n'oscille pas entre les deux formules qui trouvent chacune une part dans l'attribution de la nationalité bulgare. Le législateur les admet en notre matière toutes les deux, concurremment, pour épargner à des individus qui lui paraissent dignes d'intérêt les formalités trop encombrantes de l'admission par les voies de droit commun à la nationalité bulgare.

Le principe de la race ne se fait pas jour dans la loi nouvelle

(1) Il est, toutefois, à remarquer que l'art. 18 additionnel de la loi de 1880, était une disposition peu libérale qui, tout en facilitant l'accès de la cité bulgare, le subordonnait à la condition de « services reconnus rendus à la Bulgarie. » Aussi, le rôle du sang s'en trouvait-il considérablement amoindri.

en matière d'origine. Il paraît trop lourd, trop grossier et s'efface devant celui de l'éducation, plus souple, plus conforme aux idées dominantes et aux aspirations de la société moderne. Le prétendu lien du sang, qui rattacherait, dans une certaine conception, l'individu à une nation déterminée, semble, aujourd'hui, trop peu puissant, trop peu créateur de sentiments, d'idées et d'affinité, pour cimenter solidement entre eux les éléments qui composent cette nation.

Le législateur français de 1889 crut, cependant, devoir réserver à la race une certaine place en matière de naturalisation de faveur, en conférant à l'individu « formé de sang français » une situation privilégiée qui lui facilitera l'acquisition de la nationalité française. — C'est sous l'empire d'une pareille préoccupation que le législateur bulgare a prévu dans son œuvre les deux hypothèses des articles 7 et 8. Nous allons les envisager successivement.

§ 1. — DE L'INDIVIDU NÉ D'UN ANCIEN BULGARE. — Né d'un père étranger, l'enfant est lui-même étranger d'origine, *jure sanguinis*. Mais si son père, à un moment donné avant sa naissance, a possédé la qualité de Bulgare, cet enfant excite la sympathie du législateur et jouit d'un traitement de faveur pour l'acquisition de notre nationalité. L'article 7 prévoit cette hypothèse. « Tout individu né en Bulgarie ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Bulgare pourra réclamer cette qualité à tout âge, sa vie durant, aux conditions fixées par l'article précédent, à moins que, établi en Bulgarie et appelé sous les drapeaux, lors de sa majorité, il n'ait revendiqué la qualité d'étranger. »

Evidemment l'article 7 veut voir dans cet individu un étranger suffisamment acquis à la patrie pour que son entrée dans la nation bulgare, lorsqu'il la sollicite, ne nécessite pas l'accomplis-

sement de toutes les formalités et du stage qui sont exigés de l'étranger ordinaire pour sa naturalisation. Par un revirement soudain dû, sans doute, à un esprit d'imitation ou à des scrupules patriotiques, notre législateur a vu, ici, dans la force du sang, un élément nouveau d'une puissance considérable, pour l'acquisition de la nationalité bulgare.

Très méfiant d'ordinaire vis-à-vis de l'étranger, il transporte, cependant, en 1904, dans son œuvre la règle de l'article 10 du code civil français et la consacre dans son article 7 en faisant preuve d'un esprit de libéralisme excessif et contraire aux principes de la loi fondamentale en matière de naturalisation (1). Au moment du vote de la loi, aucune voix ne s'éleva au Sobranié contre l'atteinte que notre disposition porte à ce principe fondamental, d'après lequel le pouvoir législatif est seul compétent pour conférer la qualité de Bulgare avec les droits et avantages qu'elle comporte.

Quel est le fondement de l'article 7 ? Est-ce dans le principe de l'éducation qu'on doit le chercher ? Nous ne le croyons pas. On comprendrait, en effet, difficilement la prétendue éducation bulgare donnée par un père, sujet étranger, à son enfant, surtout quand celui-ci est élevé à l'étranger (2). C'est le principe de la race qui est seul à la base du système et crée en matière de naturalisation de faveur, parallèlement au principe du sol, et sans entrer en lutte avec lui, une vocation éventuelle pour l'acquisition de la nationalité bulgare. L'individu, dans les veines duquel

(1) Nous connaissons déjà la méfiance dont la constitution bulgare fait preuve vis-à-vis de l'étranger en général.

(2) Le principe de l'éducation comme base de l'art. 7 conduit à des conséquences inadmissibles. Ainsi, si on l'acceptait, la qualité d'ancienne Bulgare de la mère serait impuissante à exercer, du vivant du père, une influence sur l'enfant et à lui faire acquérir une nationalité dont le père se désintéresse. Or, la disposition de notre texte est conçue dans des termes trop généraux pour que l'on puisse, sans fausser la pensée de son auteur, admettre cette solution qui, incontestablement, n'est pas conforme à sa teneur et à son esprit.

coule le sang bulgare, nourrit, a-t-on dit, dans son cœur, une affection naturelle et ineffaçable qui l'attache tout particulièrement à la patrie bulgare et le rend digne d'une naturalisation de faveur.

Quelle que soit l'explication à laquelle on s'arrête, il est incontestable qu'il se cache, dans la disposition de l'article 7, l'expression d'un sentiment patriotique plus fort que le respect pour les principes généraux purement scientifiques et désintéressés.

A quelles conditions est subordonnée, suivant ce texte, l'acquisition de la nationalité bulgare ? Quelles sont les formalités requises ? Après avoir, dans une première division, établi ces deux points, nous étudierons, brièvement, les effets de l'acquisition de la qualité de Bulgare par application de l'article 7.

I

Conditions et formalités à remplir pour devenir Bulgare par application de l'article 7. — Pour que l'étranger, né en Bulgarie ou hors des limites du royaume, puisse se prévaloir du privilège de l'article 7, il faut que l'un de ses auteurs ait été autrefois Bulgare. Peu importe lequel (1). Aussi bien le père que la mère sont admis, au même titre, à faire rejaillir leur ancienne qualité de Bulgares sur leur enfant à une époque postérieure à sa naissance, à condition, toutefois, qu'il en fasse expressément la demande.

Il n'est pas nécessaire, en outre, pour l'acquisition de la natio-

(1) Tel n'a pas été, cependant, le sens dans lequel la jurisprudence française a interprété l'alinéa 2 de l'ancien article 10. Ainsi, un arrêt du tribunal de Lille du 29 déc. 1888 (*J. Clunet* 1889, p. 654), décide que l'individu né d'une femme française devenue étrangère par le fait de son mariage avec un étranger ne peut, pour obtenir la qualité de Français, se prévaloir des dispositions de l'art. 10, al. 2, qui s'applique uniquement à l'enfant dont le père a perdu la nationalité française. *Sic.* Dall., 1875, 2, 14. *Contra*, Cour d'appel de Douai, 16 avr. 1889 (*J. Clunet*, 1889, p. 839).

nalité bulgare, que la mère, lorsque c'est elle qui a eu seule, à une époque quelconque avant la naissance de l'enfant, la nationalité bulgare, soit survivante ou investie de la puissance paternelle. En effet, la qualité de Bulgare étant, en vertu de l'article 7, conférée en considération du lien du sang, il est incontestable que la mère, au même titre que le père, et du vivant de celui-ci, est autorisée à en faire profiter son enfant (1). Le privilège de l'article 7 est accordé, pour les mêmes raisons, aussi à l'enfant, né d'un ex-Bulgare, même lorsque celui des auteurs duquel il tient son titre à la qualité de Bulgare est décédé. La disposition de l'article 7 est, en effet, conçue dans des termes trop généraux pour ne pas s'appliquer à l'une et à l'autre de ces hypothèses (2).

Mais faut-il que le père, ci-devant Bulgare, soit Bulgare de naissance, pour transmettre son ancienne nationalité à son enfant ? — La question s'est posée en France à une époque bien antérieure à la législation de 1889, sous l'empire de l'article 10, alinéa 2 du code civil, à l'occasion de l'enfant né d'un ex-Français qui avait acquis cette qualité par l'effet d'une annexion de

(1) Il est indiscutable que l'individu né de parents ayant *tous deux* perdu la qualité de Bulgares est admis à bénéficier du privilège de l'art. 10. Cf. Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 140.

(2) Il n'y a pas, à notre connaissance, de jurisprudence sur les hypothèses que nous mentionnons, qui semblent ne s'être pas présentées souvent dans la pratique. Aussi, généralement, les auteurs les passent-ils sous silence. — Une hypothèse, cependant, sur laquelle les tribunaux français ont été appelés à se prononcer, est celle de savoir si le bénéfice de l'art. 10 peut être invoqué par l'enfant né d'un père qui a perdu la nationalité française (étranger au moment de la naissance de son enfant), mais qui a par la suite, toutefois, avant la demande formée par son enfant en vue d'acquérir la nationalité française par application de l'art. 10, recouvré cette nationalité conformément aux dispositions de l'art. 18 (ancien). C. civ. La Chancellerie s'est prononcée pour la négative et a refusé l'enregistrement de la déclaration souscrite par notre individu. Les auteurs, au contraire, admettent que la loi de 1889 n'a pas pu avoir pour effet de porter atteinte à des *droits acquis* sous le régime antérieur et de faire de cet enfant, malgré lui, par application de l'art. 18 nouveau, C. civ., un Français. Cf. C. Jordan, *Répercussion de la réintégration du chef de famille dans la nationalité française*, dans le *J. Ciunet*, 1909, p. 402.

territoire à la France, mais qui l'avait perdue, dans la suite, par la séparation de son pays du territoire français. Cet enfant pouvait-il exciper de la disposition de l'article 10 ?

Tandis que les uns (1) se prononçaient pour la négative, d'autres (2) soutenaient avec énergie l'affirmative. La plupart des auteurs modernes (3) se rallient à cette dernière thèse ; même si le père n'était que *momentanément* devenu sujet français, l'enfant né *après* la perte par celui-ci de la qualité de Français se trouve dans le cas prévu par l'article 10 (4) du code civil. Enfin, le bénéfice de l'article 7 est accordé aussi à l'enfant naturel dont l'un des parents a été autrefois investi de la nationalité bulgare.

Mais le privilège de l'article 7 peut-il être invoqué par la femme mariée née d'un ex-Bulgare, *au cours de son mariage avec un étranger* ? Bien que la question soit vivement discutée et débattue en elle-même (5), elle nous paraît étroitement liée à cette

(1) Demangeat sur Fœlix, *Traité de droit international privé*, Paris, 1866, I, p. 214 ; Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, Paris, 1869, I, p. 240, n° 12.

(2) Murlon dans la *Revue pratique*, 1858, vol. V, p. 245.

(3) Weiss, *Nationalité*, p. 592 ; Cogardan, *op. cit.*, p. 71 ; Campistron, *op. cit.*, p. 80 ; Rouard de Card, *op. cit.*, p. 179 ; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 141 ; Glard, *op. cit.*, p. 249.

(4) Pour soutenir la négative, on a invoqué ce principe de droit public souvent énoncé par les théoriciens — et la jurisprudence s'y est fréquemment ralliée — que les habitants d'un territoire cédé qui n'ont pas opté pour la nationalité du pays cédant sont réputés avoir toujours été dans l'allégeance de l'annexant, et, inversement, que la séparation de leur pays du territoire d'un Etat les rend étrangers rétroactivement, c'est-à-dire dès leur origine. — La plupart des auteurs modernes rejettent cependant ce principe avec beaucoup de vigueur, en se fondant sur les termes généraux de l'art. 7.

(5) De Folleville *op. cit.*, p. 158, n° 208 et suiv. — D'après les uns (Dalloz, *Répertoire, Droits, civils* n° 143), la femme dont le mariage avec un étranger est de nature à entraîner la perte de sa nationalité a entendu devenir, par ce mariage, étrangère pour l'avenir, en renonçant virtuellement à toute revendication ultérieure d'une nationalité différente de celle de son mari, pour une cause qui tiendrait de sa naissance. D'autres décident, au contraire, argumentant du mot *toujours* de l'art. 10, que le mariage de la femme née d'un ex-Français ne met pas obstacle à l'exercice de la faveur consacrée par cet article,

autre, plus générale, plus large, présentant indiscutablement plus d'intérêt, celle de savoir, si l'individu doit, d'après sa loi nationale, être capable de changer de nationalité, pour pouvoir invoquer le bénéfice de l'article 7.

Quoique nous ayons déjà eu l'occasion d'affirmer notre manière de voir en ce qui concerne l'application large des termes généraux dans lesquels est conçue la disposition de l'article 7, il ne nous paraît pas possible de lui assigner une portée exagérée qui entraînerait dans la pratique une confusion dangereuse pour l'ordre social. Le bénéfice de cet article sera-t-il refusé à la femme mariée ? Nous chercherons à répondre à cette question après avoir traité de l'application de l'article 7 à une autre catégorie d'incapables, aux mineurs.

Doit-on autoriser un enfant né d'un ex-Bulgare à exciper du bénéfice de l'article 7 tant qu'il se trouve, d'après sa loi nationale, enchaîné dans les liens de la tutelle ?

La réponse n'était pas douteuse pour les auteurs qui ont écrit antérieurement aux lois de 1889 et 1893. Même demandée, disaient-ils, avec la permission de son tuteur, l'acquisition de la nationalité indigène ne lui faisait pas abdiquer, dans cette hypothèse, son ancienne nationalité ; il se trouvait enchaîné dans ces liens tant qu'il n'avait pas atteint, d'après son statut personnel, sa pleine capacité. Cette opinion pouvait trouver une base solide dans la loi elle-même. Rien dans le texte (art. 10 primitif, cod. civ.), ne faisait supposer que le législateur eût entendu apporter une exception à cette règle générale de droit international privé, comme il l'a fait plus tard aux articles 8-4° et 9 du code civil. Si, en effet, aucun délai fatal n'était imposé dans lequel la réclamation de la nationalité devait être faite, et aucun âge spécial n'était fixé pour l'accomplissement des formalités

(1) De Folleville, *op. cit.*, p. 120 et suiv. ; Laurent, *op. cit.*, n° 453.

exigées, c'était que la règle générale était, ici, applicable avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire que ce n'était qu'une fois devenu majeur d'après sa loi nationale, que l'enfant d'un ex-Français pouvait se réclamer de la patrie française en se prévalant du bénéfice de l'article 10.

Ce résultat s'imposait avec une telle rigueur dans l'interprétation de l'ancien article 10 du code civil, que, aujourd'hui encore, il est accepté sans discussion par les auteurs qui interprètent les législations étrangères restées fidèles à la rédaction primitive des articles du code civil français relatifs à la nationalité (1).

Mais cette solution, dictée par les principes généraux qui régissent toute matière où l'état et la capacité de l'individu est en cause, souffrit bientôt des dérogations. Ainsi, les prescriptions formelles et impératives des articles 8-4° et 9 du code civil, tels qu'ils ont été modifiés par les lois de 1889 et 1893 (art. 5-3° et 6, loi bulgare 1901), la soumirent à une rude épreuve. Elle fléchit sous leurs coups et a fini par céder devant les considérations pressantes qui ont guidé le législateur en les édictant (2).

Mais comme toute dérogation à une règle générale, ces exceptions doivent être expresses et limitativement désignées pour chaque cas particulier. Or, le renvoi formel que fait l'article 7 à l'article 6 et, par conséquent aussi à son alinéa 2 qui permet aux représentants légaux du mineur de réclamer en son nom la

(1) V. notamment la législation roumaine. Cf. Suciù, *De la nationalité en Roumanie* (thèse), 1906, p. 266.

(2) De sérieuses raisons, comme nous avons déjà eu l'occasion de le signaler, justifient le législateur d'avoir écarté, dans certains cas (art. 5-3° et 6), le droit personnel de l'intéressé et méconnu son statut personnel. Le législateur ne croit pas que la présomption d'assimilation, sur laquelle il se base pour attribuer, dans ces cas, la nationalité bulgare, peut toujours durer et il prend le soin de fixer lui-même l'âge de la majorité comme celui auquel l'impétrant doit acquérir notre nationalité. Dans l'art. 7, au contraire, il admet à *tout âge* cette présomption, l'affinité étant plus grande et la nature du lien plus intime.

nationalité bulgare, nous autorise à rejeter la solution adoptée par les auteurs antérieurs à la législation française actuelle, d'après laquelle on devrait refuser au mineur l'acquisition de la nationalité par application de l'article 10 du code civil. Il n'y a aujourd'hui aucun doute que la minorité ne peut avoir pour effet de soustraire, à l'application de l'article 7, l'individu né d'un ci-devant Bulgare. Il ressort en outre des termes mêmes de ce texte que l'âge est mis hors de cause pour la détermination de l'aptitude de l'individu à devenir Bulgare.

S'agit-il, au contraire, de la femme mariée à un étranger et née d'un ex-Bulgare, comme la loi bulgare n'a, dans ce cas, porté aucune atteinte aux principes généralement admis en matière d'état et de capacité des personnes, ces principes reprennent, toute leur autorité et imposent le respect de la loi étrangère. La solution est certaine. Elle n'offre pas de difficultés dans le cas où cette femme ayant épousé un étranger devrait, aux termes mêmes de la loi bulgare (1), lorsque la loi nationale de son mari lui confère la nationalité étrangère, devenir étrangère, et par conséquent demeurer telle, même si elle est en état d'invoquer le bénéfice de l'article 7, son mariage l'ayant virtuellement dépouillée de la nationalité bulgare. La solution est facile à donner aussi dans le cas inverse, celui où, par l'effet d'une disposition d'une législation étrangère admettant la différence dans la condition des époux au moment du mariage, et ne faisant pas du défaut d'autorisation préalable de son mari un obstacle à la naturalisation étrangère de la femme, celle-ci conserve, dans la mesure de sa capacité, toute liberté d'action en ce qui concerne un changement de nationalité de sa part. Dans les deux hypothèses c'est à la loi étrangère qu'il faut se rapporter pour déterminer si la femme mariée à un étranger, et excipant de la dis-

(1) Art. 16, al. 1.

position de l'article 7, peut ou non acquérir la nationalité bulgare.

Quid de l'individu qui, né sur le sol du Royaume d'une ex-Bulgare, est domicilié en Bulgarie lors de sa majorité, telle qu'elle est fixée par la loi bulgare ? L'article 7 est-il applicable à son égard ? La même patrie le réclame à deux titres différents ; un double lien le rattache au pays. Il y a donc à son égard une raison de plus pour lui concéder dans toute son étendue le bienfait de la loi. — Mais des deux titres, l'un est, sans doute, préférable. C'est, semble-t-il, celui qui, aux yeux du législateur lui-même, influe plus puissamment sur la condition de l'individu et lui attribue la qualité de Bulgare d'une façon plus complète. C'est donc l'article 5-3° qui devra être invoqué, à l'exclusion de l'article 7, pour le faire considérer comme Bulgare d'origine, indépendamment du fait de sa qualité d'enfant d'un ex-Bulgare.

Il y a plus, croyons-nous. Du fait même de cette rivalité entre les deux textes, l'article 7 est écarté pour toujours, et, vaincu au début, l'article 5-3° s'emparant, seul, de l'individu à sa majorité, il doit rester sans force, même si l'étranger exprime plus tard le désir de s'en prévaloir. Le bénéfice de l'article 7 est donc retiré, à notre avis, à tout individu né d'un ex-Bulgare qui aurait répudié la nationalité bulgare aux termes de l'article 5-3° (1). Des considérations puissantes justifient cette solution. Cette réclamation tardive de la nationalité bulgare n'est-elle pas, en effet, suspecte ? N'aura-t-elle pas, le plus souvent, pour but de frauder la loi ? Une spéculation déloyale n'est-elle pas à craindre à propos des effets que produit l'acquisition de la nationalité bulgare de ces deux chefs ? Cela paraît certain. Dès

(1) V. en sens inverse Cluzel, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1908, p. 1026. Bien que la loi n'ait fait aucune distinction entre les diverses causes de perte de la nationalité, la solution que cet auteur propose nous paraît inadmissible en raison de la nature même de la naturalisation prévue par l'art. 7 (10, c. civ. fr.).

lors, on doit se montrer méfiant et ne pas accepter une pareille réclamation de la part d'un individu qui a repoussé la nationalité bulgare qui s'offrait si libéralement à lui, et qui a, par suite, détruit la présomption d'assimilation sur laquelle la loi se base pour attribuer cette nationalité. La mesure est, sans doute, grave, mais elle est juste et équitable et nous paraît s'imposer dans l'hypothèse que nous venons d'examiner très brièvement. Cette hypothèse n'est, cependant, pas la seule où la faveur de l'article 7 est retirée à l'individu que ce texte vise.

Le bénéfice de l'article 7 est également refusé à tout individu né d'un ci-devant Bulgare, qui aurait, à un moment quelconque avant la demande de la nationalité bulgare, fait l'objet d'un arrêt d'expulsion, régulièrement pris contre lui. La nation se défend contre l'individu (1) qui peut lui être nuisible. Pourrait-on, au moins, invoquer en sa faveur de pressantes considérations de raison, de justice ou d'équité ? Nous ne les pensons pas. Toute justification de la solution adverse nous paraît, comme nous l'avons déjà vu, difficilement acceptable (2).

Légalement apte à devenir Bulgare, l'individu peut à *tout âge* (3) réclamer cette qualité dans les conditions prescrites par

(1) La loi bulgare, comme on le sait, est impuissante, dans le cas de naturalisation de faveur, à interdire l'accès de notre nationalité, même pour cause d'indignité flagrante. Aucune mesure n'est édictée par l'art. 6 pour frapper de déchéance les individus qui ont la capacité d'acquérir la nationalité bulgare et que la nation bulgare répugne à admettre dans son sein. Aussi, celle-ci doit-elle tenir à l'écart l'individu dont la seule présence sur le sol du Royaume constitue un délit. Cf. *suprà*, cette question étudiée à l'occasion de l'art. 6. V. en sens contraire l'opinion de M. Chausse dans la *Revue critique*, 1891, Examen doctrinal, p. 812.

(2) V. cependant, en sens contraire, l'arrêt célèbre déjà cité de la Cour de Cassation du 9 déc. 1896 qui fixe, en quelque sorte, la jurisprudence française sur cette question. Toutefois, la chambre criminelle s'est refusée à l'adopter. Cf. en outre Cass., 31 janvier 1896 ; Sirey, 1896, 1, 537 et la note de M. Villey.

(3) Le texte de l'article ajoute les mots « *sa vie durant* ». Cette expression a-t-elle pour objet de borner l'application de l'art. 7 à la première génération et d'en exclure tout descendant à un degré plus éloigné ? Ce serait là une

l'article 6 que nous avons déjà étudiées et sur lesquelles nous ne reviendrons pas. La fin de l'article lui dénie, cependant, le droit de devenir Bulgare dans des délais abrégés lorsque, établi en Bulgarie et appelé sous les drapeaux, il oppose son extranéité. Si claire et naturelle que paraisse cette disposition, elle nécessite des explications (1).

L'article 7, reproduisant textuellement l'article 10 du code civil français, prévoit dans sa disposition finale l'hypothèse où l'individu né d'un ex-Français et *domicilié* en France est appelé sous les drapeaux lors de sa majorité. Dans ce cas, décide-t-il, l'individu né à l'étranger (cette dernière condition est essentielle, comme nous l'avons déjà vu) d'un père qui a été Bulgare, perd le bénéfice de l'article 7 ; il doit, désormais pour entrer dans la cité bulgare, recourir aux voies de droit commun ouvertes à tout étranger qui veut acquérir notre nationalité. Mais à quelle époque cette opposition à l'inscription sur les listes du recrutement doit-elle avoir lieu ? A la majorité, répond notre texte. Produit-elle les mêmes effets quand elle est faite pendant la minorité (2) ?

Tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître que l'hypothèse prévue par l'article 7 est bien celle d'une inscription *par erreur* sur le tableau de recensement de l'individu né d'un ci-

crainte chimérique et injustifiée, le texte de l'article étant assez explicite pour écarter une pareille interprétation. Ce pléonasme est dû, sans doute, à l'inadvertance ; les mots en question sont inutiles et superflus.

(1) La disposition de l'art. 7 ne concerne pas, comme nous l'avons déjà vu, l'enfant d'un ex-Bulgare, né et domicilié en Bulgarie. Il n'est donc pas douteux que l'opposition faite à l'appel sous les drapeaux par un tel individu ne suffit pas pour le rendre étranger lors de sa majorité, la loi exigeant pour cela l'accomplissement de certaines formalités, après quoi le bénéfice de l'art. 7 lui est définitivement retiré.

(2) Voir Cass. 26 oct. 1896 (*J. Clunet*, 1891) qui ne considère pas l'opposition par l'individu pendant sa minorité à son inscription sur les listes de recrutement comme emportant déchéance de devenir Français.

devant Bulgare (1), cet individu étant à tort considéré par l'autorité comme Bulgare. En Bulgarie cette solution s'impose. Elle, seule, correspond à la réalité des faits. Ainsi l'inscription sur les listes du contingent ne peut, se faire en Bulgarie qu'à une seule époque qui est antérieure à la majorité ; l'autorité ne peut, en effet, appeler chaque année pour satisfaire aux charges militaires que les jeunes gens du même âge, ceux qui au 1^{er} janvier de l'année où la classe est formée, ont 19 ans accomplis, ainsi que ceux qui, pour cause d'incapacité physique, maladies, etc., *ont été ajournés* antérieurement (2). Il est donc clair que cet individu ne peut opposer son extranéité que pendant sa minorité. Décider le contraire, n'est-ce pas se mettre dans l'impossibilité de découvrir une application quelconque à la disposition finale de l'article 7 ? Il est évident que oui. En désaccord avec la loi militaire, ce texte ne nous paraît pas correspondre aux hypothèses qui peuvent se présenter dans la pratique. — Enfin, il est incompréhensible d'attacher une telle importance à l'opposition que ferait notre individu de son extranéité au moment de l'appel, si cet appel avait lieu *lors de la majorité*, — hypothèse, comme nous venons de le voir, impossible à se présenter, — alors que l'on tolère sans lui faire produire la même déchéance à son égard

(1) M. Weiss croit aussi — après avoir été l'adversaire de cette interprétation à l'occasion de l'article 9, dernier alinéa, c. civ. — que c'est « par erreur et contrairement à la loi », que l'individu né d'un ex-Français est porté sur les listes du contingent ; c'est dans ce cas seulement que l'article peut recevoir quelque application V. *Manuel*, p. 203.

(2) Art. 13 de la loi relative à l'organisation de la force armée du 31 décembre 1903. V. également l'art. 6 de la loi sur le recrutement. Rap. aussi un alinéa aujourd'hui disparu, — nul n'étant plus admis d'après la rédaction de 1903 de la loi sur l'organisation de l'armée (art. 1) dans les troupes bulgares s'il n'est Bulgare, — de l'art. 6 de la loi sur l'organisation de l'armée ainsi conçu : « Les jeunes gens sujets étrangers qui ont leur domicile permanent en Bulgarie et qui n'ont pas rempli le service militaire dans leur pays, servent dans l'armée bulgare *sur la base générale* », c'est à dire, avant qu'ils aient atteint l'âge de la majorité.

celle qu'il ferait à son incorporation à la veille de sa majorité — seul moment où l'appel doit être régulièrement lancé.

II

Quels sont les effets de l'acquisition de la nationalité bulgare par application de l'article 7 ? — L'acquisition de la qualité de Bulgare par application de l'article 7 est un droit pour le postulant ; il ne peut pas en être déchu, même pour cause d'indignité flagrante (1), réserve, toutefois, faite des hypothèses que nous avons déjà signalées. En principe donc son aptitude spéciale et privilégiée à devenir Bulgare ne peut être détruite.

Une fois devenu Bulgare, notre individu exerce la plénitude des droits civils et politiques dans les mêmes conditions que les Bulgares d'origine. Notre législateur fait preuve à son égard d'une bienveillance qu'on ne pouvait guère espérer de lui et semble avoir perdu de vue la méfiance que lui inspire l'étranger en général. Cette large échancrure apportée par l'article 7 aux principes adoptés en Bulgarie en matière de naturalisation est, à notre sens, une conception très contestable de la loi.

En revanche la naturalisation, obtenue par application de l'article 7 produit sur les autres points les effets de la naturalisation ordinaire (2). Ainsi, le naturalisé ne jouit de sa nouvelle qualité que pour l'avenir (art. 12). En outre, l'acquisition de la nationa-

(1) La nationalité bulgare ne peut être refusée à notre individu même s'il ne remplit pas toutes les formalités ou si les pièces qu'il présente ne sont pas régulières en la forme. C'est une solution déplorable qui est due à la rédaction insuffisante de l'art. 6. En France, la Chancellerie a souvent refusé l'enregistrement de la déclaration de nationalité pour vice de forme. Cf. Surville dans la *Revue critique*, 1903, p. 493 et suiv.

(2) Les travaux préparatoires ne nous fournissent aucun renseignement à ce sujet. — Pris de scrupules, un député voulut éclaircir certains points, mais la discussion qui s'engagea entre lui et le ministre de la justice fut tellement confuse qu'il est impossible d'en déduire une conclusion utile et certaine.

lité bulgare de ce chef ne produit que des effets personnels ; il est loisible, cependant, à la femme et aux enfants majeurs du naturalisé d'obtenir la nationalité bulgare par une demande « jointe à la déclaration faite par le mari, par le père ou par la mère » (art. 29, al. 2, aussi art. 11, al. 1^{er} *in fine*) (1).

§ 2. — DES INDIVIDUS DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE MAIS D'ORIGINE BULGARE. — Ici le principe de la race atteint le point culminant de son influence. Il facilite d'une manière toute spéciale l'accès de la nationalité bulgare et donne satisfaction à la conscience nationale des Bulgares non libérés que les événements politiques ne cessent de tenir en éveil (2).

En 1904, époque à laquelle fut faite la loi, l'idée n'était pas nouvelle. A travers les lois bulgares sur la nationalité qui se sont succédé depuis la formation de l'Etat bulgare, elle apparaît et s'affirme. Permettre à tout individu, Bulgare de par son origine ethnique, bien que retenu dans une allégeance étrangère, de réintégrer d'une façon rapide la nationalité qu'il considère comme sienne, telle est la conception qui se fait jour dès le début dans notre Assemblée législative.

En germe dès la Constituante, elle suit une évolution lente, mais très évidente, très marquée dans les lois sur la nationalité qui lui succèdent. La timidité dont notre législateur fait preuve au début s'efface progressivement. Le rôle du sang étouffé, réduit, chancelant au commencement, se dégage et s'affirme

(1) Cf. Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 146.

(2) Dans l'ancien droit français, certains individus en raison de leur origine jouissent de certains privilèges dans le pays : 1^o exemption du droit d'aubaine, 2^o lettres de naturalité, 3^o lettres de déclaration de naturalité pour des étrangers collectivement ressortissants de pays convoités. A titre de curiosité, citons en outre la *loi communale italienne* du 20 mars 1865 dont l'art. 17, al. 2, dispose que « sont assimilés aux nationaux italiens pour l'exercice des droits visés (conseiller communal) par le présent article tous les habitants des autres provinces d'Italie qui n'ont pas encore la nationalité italienne. »

peu à peu. L'influence de l'origine ethnique prend de plus en plus d'autorité et arrive à créer une aptitude spéciale et naturelle à devenir Bulgare chez tout individu placé par sa naissance dans cette partie de la nation bulgare qui aspire encore à son unification. Dans une pensée de justice immanente, le législateur accorde ainsi aux siens des facilités spéciales pour se soumettre à la sujétion bulgare et leur assure l'égalité de traitement devant les lois. Cette conception trouve, en Bulgarie, sa dernière et sa plus certaine expression dans la loi sur la nationalité de 1904.

Hanté, dès le début, par le désir de consacrer cette conception, le législateur n'ose pas, cependant, en 1880, le faire avec toute l'ampleur convenable. Il débute par une formule timide et peu satisfaisante qui devait, dans sa pensée, préparer le terrain sur lequel il n'osait pas encore s'engager ouvertement (1). Mais dès la seconde loi de 1883 le mouvement se dessine plus nettement. La formule revêt désormais un caractère de généralité qui manquait à celle de 1880. Ainsi, d'après l'article 11 de la loi de 1883, la qualité de Bulgare est conférée à tout individu de nationalité étrangère, mais d'origine bulgare qui s'établira dans le pays et déclarera, après avoir régulièrement répudié sa nationalité étrangère, son *intention* de fixer son domicile dans les limites de la Principauté bulgare. Cette évolution n'était pas terminée en 1883. Elle devait s'accroître vingt ans plus tard dans la loi de 1904, et aboutir à un état de choses qui, sans proclamer des principes nouveaux, a élargi d'une façon sensible le domaine

(1) Voir Sobranié 19 novembre 1880. Le ministre Tzankoff ne cache pas les sentiments de méfiance qu'il nourrit contre certains individus, Bulgares d'origine, qui s'étaient expatriés lors de la guerre de la libération et avaient conservé une nationalité étrangère. Aussi repousse-t-il avec beaucoup de vigueur la proposition tendant à leur faciliter l'acquisition de notre nationalité. L'Assemblée finit cependant par voter, plus tard, un article 18 additionnel qui accordait un privilège spécial pour acquérir la nationalité bulgare « à tout sujet étranger d'origine bulgare, qui aurait rendu quelque service reconnu au peuple bulgare. »

de la race, et facilité l'acquisition de la nationalité bulgare aux personnes visées dans la loi de 1883. Due à un élan de patriotisme et inspirée, sans doute, par des considérations pratiques, la réforme opérée par la loi de 1904 consiste à supprimer la condition d'une dénationalisation expresse imposée auparavant aux étrangers de cette catégorie. L'article 8 de cette loi est ainsi conçu : « Tout individu de nationalité étrangère, mais d'origine bulgare, devient sujet bulgare s'il s'établit dans le royaume et, par déclaration adressée au Ministre de la Justice, manifeste son intention de fixer son domicile dans les limites du Royaume ». Ainsi libellé, ce texte nécessite quelques explications. A quelles conditions subordonne-t-il l'acquisition de la nationalité bulgare et quelles sont les formalités à remplir à cet effet ? A quel moment la naturalisation est-elle opérée (1) ?

L'individu qui veut se prévaloir de la faveur de l'article 8 doit remplir les trois conditions suivantes :

- 1° Avoir une origine bulgare ;
- 2° Avoir résidé en Bulgarie ;
- 3° Avoir déclaré d'une façon formelle son intention de fixer son domicile en Bulgarie.

Nous allons les envisager successivement.

1° Le sang bulgare est la première condition qu'impose notre texte (2). On doit donc, pour exciper de l'article 8, appartenir à la même race bulgare, être né de parents qui, malgré leur sujétion étrangère, peuvent, comme nous l'avons vu, être Bulgares.

L'origine bulgare, cependant, ne suffit pas. Il faut, en outre, que l'individu soit né sujet étranger : l'article 8 n'est pas appli-

(1) En ce qui concerne les effets qu'elle produit, nous n'avons ici rien à ajouter à ce que nous avons déjà dit à l'occasion des deux cas précédents de naturalisation de faveur.

(2) Cette constatation est facile à faire dans certains pays, par exemple en Turquie, où il est fait une classification de la population par nationalités suivant la communauté religieuse à laquelle elle se rattache.

cable à un ancien Bulgare qui aurait acquis la sujétion étrangère postérieurement à sa naissance. Il faut aussi, — car l'article 8 ne saurait en aucun cas faire double emploi avec les textes relatifs à la réacquisition de notre nationalité et empiéter sur leur champ d'application, — que l'individu qui veut exciper de la disposition de l'article 8 n'ait à aucun moment revêtu la qualité de Bulgare (1).

Par contre, l'article 8, dont le but est de faciliter l'accès de la nationalité bulgare et d'ouvrir la porte de la patrie au plus grand nombre possible de nos frères retenus encore dans une allégeance étrangère, doit, sous réserve des autres conditions, recevoir une large application toutes les fois qu'il est invoqué et que l'origine bulgare du postulant n'est pas douteuse.

2° Une seconde condition est que l'individu qui excipe de la disposition de l'article 8 ait, avant de demander la naturalisation bulgare, établi sa résidence dans le royaume. C'est là une condition essentielle. En effet, elle constitue une garantie de la sincérité de sa résolution de se vouer à la patrie bulgare, de jouir des droits et avantages qu'elle peut conférer, aussi bien que d'en assumer les charges, de remplir les devoirs qu'elle impose aux nationaux. Etabli en Bulgarie, où il exercera probablement un métier, aura des intérêts engagés et se sera créé des attaches qui le lieront définitivement à ce pays pour lequel il n'avait jusqu'alors que des prédispositions naturelles, il verra s'affirmer les sentiments qu'il nourrit pour la patrie que lui désigne son sang, et subira fatalement l'influence absorbante du milieu ambiant.

De plus, comme il doit rompre avec son ancienne patrie, son établissement de fait sur le territoire du royaume doit être effectif et sincère. Il sera constaté dans des documents officiels. Nous

(1) Bien plus, il ne s'applique pas non plus à l'individu qui serait né de parents sujets bulgares par leur origine, mais qui auraient, par la suite, perdu cette qualité. L'art. 7 leur est seul applicable.

estimons même qu'il est nécessaire que l'impétrant se fasse inscrire sur les registres de la commune sur le territoire de laquelle il réside (1).

3° L'individu qui désire bénéficier de la faveur de l'article 8 doit remplir une troisième condition aussi importante et essentielle que les deux précédentes.

Le législateur, avec infiniment de raison, ne se contente pas, pour accorder la nationalité bulgare, d'une résidence, c'est-à-dire d'un simple établissement de fait sur le territoire bulgare. Il exige quelque chose de plus ; une déclaration, jointe à la demande de naturalisation adressée au Ministre de la Justice, par laquelle le candidat manifeste son intention de fixer son domicile en Bulgarie.

Son but est évident. Il veut s'assurer de la sincérité des sentiments dont le candidat fait profession. Il croit se garantir aussi de cette façon de toute manœuvre suspecte qu'un aventurier pourrait tenter, et s'efforce de rendre stable et sérieuse cette naturalisation. Ce but est-il atteint ? On peut en douter.

Il est, avant tout, un premier point certain, c'est que l'article 8 n'exige pas un établissement de domicile en Bulgarie dans les termes et dans les conditions de l'article 14, alinéa 1^{er} et alinéa 4. C'est, en effet, de l'établissement de domicile d'un étranger

(1) La loi de 1904, pas plus que les lois antérieures, ne prévoit cette condition d'une façon formelle et expresse. On peut même se demander si la preuve par témoins serait admise dans notre hypothèse. A ne considérer que les termes de l'art. 8, on serait porté à le croire. Ce serait cependant, nous semble-t-il, encourager une pratique défectueuse, pouvant prêter à l'équivoque et entraîner toutes sortes d'abus, que de l'admettre. Une constatation formelle de l'autorité locale paraît nécessaire aussi d'après la pratique de la Chancellerie. V. à cet effet une *zapoved* du Ministre de la Justice du 3 avril 1908 et une autre du 3 mai même année. — Une proposition qui a été faite en 1880 (Sobranié, 19 novembre, proposition de M. Thodoroff), et qui n'a pas abouti pour des raisons toute spéciales, ne dispensait point le candidat d'une inscription sur les registres communaux. — Rap. art. 3 de la même loi et art. 10 primitif de la loi sur l'immigration de 1880.

qu'il s'agit dans l'article 14, tandis que c'est un individu devenu déjà Bulgare qui est obligé, par la disposition finale de l'article 8, de *fixer* son domicile en Bulgarie. Aucun établissement de domicile n'est exigé de l'intéressé tant qu'il se trouve retenu dans les liens de l'allégeance étrangère : il ne doit, aux termes de l'article 8, que manifester son *intention* d'établir en Bulgarie son domicile. C'est une fois devenu Bulgare, et alors seulement qu'il doit, dans la pensée du législateur, établir en Bulgarie son domicile.

Mais il y a plus. Il suffit de formuler cette exigence du législateur pour se convaincre de l'impossibilité dans laquelle on se trouve de la rendre obligatoire. Elle manque de sanction légale et rien, par conséquent, n'empêche que, rentré momentanément en Bulgarie pour faire sa demande de naturalisation, l'impétrant ait conservé son domicile en pays étranger.

Cet état de fait, que la pratique n'a pas tardé à ériger en système, conduit à des conséquences singulières. Il contribue en rendant illusoires toutes les précautions prises par le législateur dans le but d'assurer une sincère et loyale application de la loi, à créer des situations anormales et dangereuses pour l'ordre social, de nature à apporter le trouble dans les relations d'Etat à Etat.

Une fois ces trois conditions remplies, notre individu devient sujet bulgare sans qu'il appartienne à l'autorité d'y opposer un refus pour un motif quelconque.

A quel moment acquiert-il notre nationalité ? Est-ce au moment où la demande en est faite, ou au moment où la qualité de Bulgare lui est formellement reconnue par la *zapoved* du Ministre de la Justice ? Nous ne croyons pas que ce puisse être au moment où sa naturalisation est reconnue d'une façon officielle. Ce n'est pas une concession de nationalité que l'intéressé reçoit de l'autorité ; il devient sujet bulgare sitôt qu'il remplit les con-

ditions prévues par la loi. C'est là, du reste, la solution que semble consacrer la lettre même du texte.

De même, il n'est pas nécessaire, croyons-nous, que l'intéressé qui sollicite cette reconnaissance soit majeur. Aucune condition d'âge n'est imposée par l'article 8, et, si ce texte ne reconnaît pas formellement au mineur le droit de s'en prévaloir, rien non plus ne le lui interdit. Il doit seulement exprimer valablement sa volonté.

Il est, enfin, à remarquer que, quoique les articles 11 et 29, alinéa 2, soient muets sur l'effet que la naturalisation du chef de la famille doit produire sur l'acquisition de la nationalité bulgare par sa femme et ses enfants majeurs, il n'existe aucune raison sérieuse pour ne pas leur accorder le même traitement qu'à la femme et aux enfants majeurs de l'étranger qui devient Bulgare par naturalisation en vertu des articles 6 et 7 déjà étudiés.



L'attribution de la nationalité bulgare aux sujets étrangers d'origine bulgare qui s'établissent à demeure fixe en Bulgarie n'est pas sans entraîner, dans bien des cas, des difficultés sérieuses entre la Bulgarie et les Etats étrangers d'où ils sont originaires.

Sujets étrangers mais Bulgares par le sang et par les caractères ethniques conservés intacts grâce à l'endurance de la race, ces individus ont hâte de demander à être assimilés aux nationaux en Bulgarie : sujets bulgares en Bulgarie et soumis de ce chef à toutes les charges qui incombent à nos nationaux, ils n'en continuent pas moins le plus souvent d'être considérés comme nationaux dans leur pays d'origine et figurent sur les registres de leur commune de naissance en dépit des demandes réitérées qu'ils peuvent faire dans le but d'en être rayés (1). Ils sont

(1) La loi ottomane du 19 janvier 1869 décide, dans son art. 5, que si le

astreints encore, dans ce cas, à l'accomplissement d'autres devoirs incompatibles avec leur qualité de Bulgares.

C'est là une situation bizarre, et, malheureusement, assez fréquente dans les relations de la Bulgarie avec certains Etats voisins, surtout avec la Turquie. Mais si elle tient, dans une certaine mesure, à l'imperfection de nos textes législatifs, il n'est pas moins manifeste qu'elle est due pour une large part à l'inobservation par nos voisins des prescriptions élémentaires de la morale internationale qui obligent souverainement au respect de la volonté individuelle en matière de nationalité.

Aussi, dans le but d'aplanir (1) ces difficultés, la Bulgarie a-t-elle plus d'une fois proposé de mettre fin, par un commun

sujet ottoman « s'est naturalisé étranger sans l'autorisation préalable du gouvernement impérial, sa naturalisation sera considérée comme nulle et non avenue et il continuera à être considéré et traité en tout point comme sujet ottoman ». Il est de toute évidence que, prescrire cette autorisation préalable, c'est admettre l'hypothèse qu'elle pourra être refusée.

(1) La Bulgarie a de tous temps tenté la conclusion d'un arrangement avec la Turquie sur les points controversés de nationalité qui se présentent dans la pratique journalière. Très récemment encore des propositions ont été faites à Constantinople à ces fins par notre représentant diplomatique. Cf. le journal *le Reich* du 10 mai 1908. Les événements politiques interrompirent les pourparlers entamés à ce sujet. D'ailleurs, déjà en 1894, désireuse de venir à bout de difficultés qui s'éternisaient, la Bulgarie était prête à faire des concessions et à ne considérer comme sujets bulgares que ceux des originaires de l'empire ottoman qui pourraient être compris dans une des catégories suivantes : 1° ceux qui occupent en Bulgarie des fonctions gouvernementales ou communales ; 2° ceux qui ont émigré avec leur famille sans esprit de retour dans leur pays d'origine ; 3° ceux qui ont élu domicile dans une commune et ont résidé dans le pays durant deux années consécutives à condition qu'ils aient fait des démarches auprès des autorités ottomanes en vue d'être rayés des registres de la commune sur lesquels ils étaient inscrits. La Turquie avait, de son côté, consenti à reconnaître après trois ans de stage en Bulgarie, la qualité de Bulgares chez ceux de ses ressortissants qui immigraient en Bulgarie, y élaient domicile et obtenaient la qualité d'indigènes. — Aucune de ces deux propositions n'a pu aboutir et aucune convention n'est intervenue. Ni l'une, ni l'autre, d'ailleurs, ne nous paraissent satisfaisantes, étant toutes deux contraires aux lois en vigueur en Bulgarie.

accord, à cet état de choses contraire à toutes les règles de justice et d'équité.

Le vice capital de ce système est de permettre à tout individu visé par l'article 8 de jouir, s'il est de mauvaise foi, des prérogatives exceptionnelles d'une double nationalité.

Considéré comme national en Bulgarie où il est établi de longue date, y exerce un métier et jouit de tous les droits civils et politiques à l'égal d'un Bulgare, il oppose son extranéité lorsqu'il a des devoirs à accomplir dans le pays et, de cette façon, ne subit nulle part les charges nationales (1). Invoquant ainsi, selon son intérêt, l'une ou l'autre de ses nationalités, il réussit à se placer dans une situation très forte dans ses rapports avec les pouvoirs publics, situation paisible (2) et avantageuse mais anormale. Bien qu'étant une charge pour la société et aussi une cause de fréquentes difficultés entre les Etats, il trouve souvent aide et protection auprès du représentant de l'Etat étranger dont il se déclare ressortissant.

La loi de 1904 introduit cependant sur ce point une innovation très importante. L'article 8 exige que tout individu d'origine

(1) Le fait est fréquent et caractéristique. Il est relevé aussi dans les circulaires ministérielles que nous citons ci-après. V. *Recueil de circulaires du Ministère de l'Intérieur*, années 1888-1897, p. 280 et 1606, p. 4; *Voenni Izvestia*, n° 24 et 25 du 28 février 1906.

(2) On a souvent cherché en Bulgarie à remédier à cet état de choses par des mesures spéciales prises contre une tactique aussi égoïste que dangereuse pour l'ordre social. Ainsi, la circulaire du ministre de l'Intérieur, du 14 avril 1891 en vigueur encore aujourd'hui (V. circulaire du même ministre du 7 mars 1906) et celle du ministre de la guerre du 28 février 1906 considèrent comme sujets bulgares et, par conséquent, les assujétissent au service militaire : 1° les originaires de la Turquie qui occupent des fonctions gouvernementales ou communales, y comprises celles de maître d'école ; 2° les originaires de la Turquie qui ont immigré avec leur famille dans le but de fixer en Bulgarie leur domicile ; 3° ceux qui ont résidé dans le pays pendant deux années consécutives et se sont fait inscrire dans une des communes de la Bulgarie ; 4° les originaires de la Turquie qu'on ne trouverait pas en possession de passeports ou dont le passeport serait périmé ; 5° ceux qui ont émigré pour se réfugier en Bulgarie après s'être rendus coupables de crimes politiques en Turquie.

bulgare, mais sujet étranger, adresse, s'il veut se faire reconnaître la qualité de Bulgare, une demande formelle et expresse au ministre de la justice. La situation est donc nette et précise, et il est désormais impossible de considérer comme ressortissant bulgare l'individu d'origine bulgare, mais sujet étranger, par ce seul fait qu'il est depuis longtemps établi à demeure fixe en Bulgarie.

Y a-t-il, cependant, eu, en réalité, un changement dans la condition de ces individus ? Cela avait d'abord paru, l'individu d'origine bulgare étant ou non sujet bulgare suivant qu'il a fait ou non la déclaration prescrite par l'article 8. Le ministre de la guerre, dans une circulaire du 24 juin 1905, paraissait bien voir dans cette règle la solution désirée depuis longtemps d'une question qui lui créait des difficultés inextricables, puisqu'il prescrivait aux autorités militaires en Bulgarie de s'y conformer d'une façon absolue. Mais la pratique journalière devait bien vite causer des déceptions, et il fut obligé de revenir sur sa décision et de faire, sur une base spéciale, une distinction entre les sujets bulgares et les sujets étrangers d'origine bulgare. Sa circulaire du 24 juin 1905 fut remplacée par une autre du 28 février 1906 qui remettait en vigueur la pratique antérieure (1).

On voulut, en outre, par cette mesure, se prémunir contre une pratique nouvelle qui s'était introduite. Voici en quoi elle consistait : exemptés du service militaire après avoir atteint l'âge de trente ans, les sujets étrangers d'origine bulgare qui voulaient se faire naturaliser Bulgares, s'abstenaient d'accomplir avant cet âge les formalités prescrites par l'article 8 et arrivaient ainsi à jouir d'un état de fait qui leur accordait tous les avantages de notre nationalité sans leur en imposer les charges (2).

(1) V. la note précédente. Circulaire du Ministre de la Guerre, n° 80, de 1891.

(2) La circulaire déjà citée du 28 février 1906 constate la mention de cet

Seulement, faire cette constatation c'est donner la mesure de son incapacité à lutter de ses propres forces contre un abus des plus fréquents. Les dispositions législatives, les mesures intérieures sont ici, comme dans bien d'autres cas, impuissantes à apporter un remède efficace à une situation de fait. La voie des arrangements internationaux qui, dans l'état actuel du droit des gens, tend à prendre une grande extension, nous paraît tout indiquée pour résoudre les difficultés actuelles. C'est le seul mode qui, en cette matière, semble équitable et rationnel.

état de choses après la réforme opérée par la loi de 1904. — Il faut aussi remarquer que l'on n'a pas voulu, lors de la révision de la loi relative à l'organisation de la force armée en Bulgarie, en 1903, reproduire la formule de l'art. 6, al. 2, de l'ancien texte, ainsi conçue : « Les jeunes gens, sujets étrangers, qui ont leur domicile en Bulgarie et qui n'ont pas rempli le service militaire dans leur pays, servent dans l'armée sur la base générale ». Reproduire cette disposition eût été ouvrir les rangs de notre armée à des recrues d'un patriotisme douteux.

APPENDICE

Acquisition par le bienfait de la loi de la nationalité bulgare par la femme et les enfants majeurs du naturalisé.

A titre de complément, nous donnerons quelques explications très brèves sur l'acquisition de la nationalité bulgare par la femme et les enfants majeurs de l'individu qui se fait naturaliser Bulgare à raison de l'aptitude spéciale et privilégiée dont il jouit (1).

Le cas est visé par l'article 29, alinéa 2, ainsi conçu : « Dans les cas de naturalisation de faveur prévus par les articles 6 et 7, la demande est jointe à la déclaration faite par le mari, par le père ou par la mère (2) ».

(1) Nous étudierons plus spécialement dans une autre partie l'acquisition de la nationalité bulgare par la femme et les enfants majeurs du naturalisé et nous donnerons alors des explications sur l'interprétation de l'art. 11, al 1. Nous tenons seulement à faire remarquer dès à présent que, si la femme et les enfants majeurs du naturalisé acquièrent la nationalité bulgare par un mode abrégé et *sans qu'ils puissent se heurter à un refus de la part de l'autorité*, c'est seulement lorsque le mari, le père ou la mère sont eux-mêmes devenus Bulgares par la naturalisation de faveur.

(2) Faut-il faire aussi entrer dans cet article le cas de l'article 8 ? Nous le croyons. L'article 29 est la reproduction fidèle de l'article 5 du décret français du 13 août 1899. Or, ce texte ne parle que des articles 9 et 10 (6 et 7 de la loi bulgare), la loi française ne connaissant pas la disposition de notre art. 8. Il n'est donc pas douteux que c'est par simple oubli que le législateur de 1904 a omis dans l'article 29 de viser l'article 8, comme il a visé les articles 6 et 7.

C'est avec raison que le législateur a voulu traiter avec une égale faveur l'auteur principal et les personnes qui partagent son foyer, nourrissent les mêmes affections, sont animées des mêmes sentiments et ont le même intérêt à devenir Bulgares. A la condition que ces personnes fassent connaître leur volonté, formulent une demande expresse, manifestent leur désir d'une façon non équivoque, la nationalité bulgare leur est accordée par le seul effet de leur demande : l'autorité n'a pas le pouvoir de la leur refuser. L'attribution de la nationalité bulgare constitue, en quelque sorte, un droit pour elles.

Mais pourront-elles former leur demande séparément de la déclaration faite par le chef de famille et obtenir la nationalité bulgare dans les termes et sous les conditions de l'article 6 ? Certains auteurs le prétendent (1). Nous ne pouvons admettre cette interprétation. L'article 29, alinéa 2, ne prévoit pas ce droit. D'autre part, adopter cette solution serait donner une extension démesurée et interpréter d'une façon trop libérale et trop arbitraire la disposition finale de l'article 11, alinéa 1.

(1) Stokoff, *op. cit.*, p. 151.

QUATRIÈME PARTIE

**Des Bulgares par concession de l'autorité,
c'est-à-dire des individus auxquels la loi n'entend concéder cette qualité
qu'après un stage suffisant, suivi d'une enquête de la part
de l'autorité qui statue souverainement.**

CHAPITRE UNIQUE

De la naturalisation proprement dite.

L'homme n'a pas été, de tout temps, libre de renoncer à sa patrie d'origine et de s'affilier à une société étrangère différente de celle à laquelle il a appartenu primitivement. Les premières sociétés humaines, fières de la pureté de leur sang, se méfient de l'étranger et l'admettent difficilement dans leur sein. La patrie, jalouse de ses enfants, ne les laisse pas volontiers s'expatrier, conception fausse qui ne devait pas tarder à disparaître et que la nature même condamne. L'homme, en effet, tend, sans cesse, à donner libre expansion à ses facultés : il s'attribue vite le droit de parcourir le monde à la recherche des avantages qu'il ne trouve pas dans son pays d'origine, de s'établir dans un autre pays, d'acquérir une nouvelle patrie. Lorsque ses goûts et ses intérêts changent, il n'est que juste qu'il désire les satisfaire, et

lorsque les sentiments qu'il tient de sa naissance se sont modifiés, que ses aspirations l'entraînent vers des contrées différentes, que ses affections lui rendent odieuse l'allégeance dans laquelle il se trouve retenu, il serait barbare de lui imposer de force sa nationalité d'origine (1)

Mais, si l'individu doit pouvoir quitter librement son pays, sa patrie primitive, il ne doit point lui être loisible de rester libre de toute patrie, de s'affranchir complètement de toutes les obligations qu'impose la naissance. L'homme sans patrie est un phénomène qui répugne aux conceptions modernes du droit privé et du droit public. Il est, dès lors, de la plus grande importance pour une société soucieuse du progrès, désireuse de se protéger à la fois contre les dangers de l'anarchie et de la corruption sociale, d'édicter des règles sévères sur la nationalité, conformes aux besoins de l'époque et aux conditions sociales du pays. Des principes fixes et immuables se font jour. Après celui que tout homme doit avoir au moment de sa naissance une nationalité, nous trouvons dans les législations modernes un second principe fondamental, d'après lequel nul ne peut être retenu contre sa volonté, dans l'allégeance d'un Etat déterminé. La puissance publique viendra aussi bien dans l'intérêt de la collectivité que dans celui de l'individu poser des règles pour déterminer comment l'étranger peut arriver à être assimilé, quant aux droits et obligations, aux naturels du pays dans lequel il s'est établi. Ces règles entrent dans l'étude de la naturalisation (2).

(1) « C'est au droit public universel et positif, dit G. de Martens. (*Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, Paris, 1864, I, p. 254), à déterminer jusqu'à quel point l'Etat est autorisé à restreindre ou à empêcher l'émigration des naturels du pays ». Kant (*Eléments métaphysiques de la doctrine et du droit*, trad. Jules Barni, p. 102 et 208) n'hésite pas à accorder aux citoyens le droit d'émigrer, mais leur refuse l'autorisation de vendre le sol qu'ils possédaient sur la terre natale pour en emporter l'argent avec eux.

(2) Nous prenons, ici, contrairement à ce que nous avons fait dans le chapitre précédent, le mot *naturalisation* dans son sens strict.

Quelle est la nature et quel est le véritable caractère de la naturalisation ?

La naturalisation, acte juridique, a souvent été présentée comme dérivant d'un contrat entre l'étranger et la communauté à laquelle il veut s'associer (1). C'est là une opinion respectable, mais qui est issue d'une conception trop étroite du lien de la nationalité pour pouvoir être acceptée sans réserve (2).

Certains civilistes (3) l'enferment momentanément dans le cercle étroit du droit privé. Ils procèdent ainsi pour la rapprocher de certains actes juridiques de nature essentiellement privée, pour la comparer avec eux, et arrivent à conclure de cette comparaison que la naturalisation produit les mêmes effets dans la société que l'adoption dans la famille ; pour eux, les naturalisés sont des nationaux au même titre que les enfants

(1) M. Cogordan, *op. cit.*, p. 117 ; M. Weiss, *Manuel*, p. 82-83, qui considère le lien de la nationalité comme un « accord de volontés intervenu entre l'Etat et ceux qui vivent de sa vie », définit cependant la naturalisation comme « un acte **souverain** et discrétionnaire de la puissance publique par lequel une personne acquiert la qualité de national ou celle de citoyen dans l'Etat qu'elle représente ».

(2) On a souvent dit que c'est sur une confusion entre le droit public et le droit privé que se basent les auteurs qui veulent voir dans le lien de la nationalité une espèce de contrat entre l'Etat et l'individu. Cette affirmation contient une grande part de vérité, croyons-nous. La notion du contrat privé doit être complètement écartée de notre matière. Cette conception du lien de la nationalité nous conduirait à des conséquences qui ne sauraient être acceptées. Par exemple, en droit privé, nul n'est obligé de contracter un engagement ; inversement, on peut conclure des engagements avec plusieurs personnes à la fois. Si l'on transportait ces propositions dans la nationalité, on arriverait à des solutions inadmissibles, à décider qu'un individu peut n'avoir aucune patrie et qu'il lui est permis d'en avoir plusieurs à la fois. D'un autre côté, on a une certaine répugnance à voir dans les devoirs de l'individu envers la patrie la contre-partie des avantages que l'Etat offre à ses cocontractants, et il n'est pas juste ici que celui qui donne moins subisse une réduction correspondante dans les avantages qui lui sont consentis. La conception d'un contrat synallagmatique, d'un *do ut des* est inadmissible. Et cependant ce serait à ces solutions que nous serions amené en faisant application dans notre matière des principes du droit privé. Cf. Esperson, *Condizione giuridica dello straniero secondo le legislazioni e la giurisprudenza italiana ed estera*, Torino, 1883, partie II, n° 2.

(3) Ch. Beudant, *Droit civil*, I, p. 33.

adoptifs sont membres de la famille. Ainsi envisagée, la naturalisation est dans la société, comme l'adoption dans la famille, un fait anormal. La conclusion est juste. Mais il faut se hâter de quitter le domaine du droit privé, car ce rapprochement pourrait conduire à des conséquences incompatibles avec le lien de la nationalité (1).

Le fondement de l'admission de l'individu dans la nation doit être cherché ailleurs, et c'est la nature juridique même de l'une des parties en présence qui nous donnera le caractère véritable de la naturalisation. La naturalisation est, avant tout, un acte de souveraineté, par conséquent un acte qui ressortit essentiellement au droit public (2). L'Etat n'est pas ici partie dans un contrat. Un élément constitutif de l'Etat, au même titre que le territoire, est la collectivité, et l'Etat a sur les personnes qui composent cette collectivité des droits de souveraineté. C'est en vertu de son *summum imperium* qu'il octroie l'entrée dans la nation, après en avoir fixé souverainement les conditions. C'est aussi en faisant usage des attributs de la souveraineté nationale qu'il refuse pour des raisons dont il n'a à rendre compte à personne, la naturalisation aux individus qu'il n'en juge pas dignes. Cette conception nous paraît la plus conforme au principe de la souveraineté de l'Etat qui se révèle dans toutes les manifestations de la vie juridique des sociétés modernes.

A. — COMMENT S'OBTIENT LA NATURALISATION

Les règles sur la naturalisation varient de pays à pays. Les conditions imposées pour l'attribution du titre de national sont déterminées dans chaque Etat, suivant les nécessités et les exi-

(1) V. note 2 de la page précédente.

(2) De Folleville, *op. cit.*, n° 2 ; P. Contuzzi, *op. cit.*, dans le *Digesto italiano*, vol. VII, partie II, n° 188 ; Sechi, *op. cit.*, dans le *Digesto italiano*, vol. VII, partie II, n° 101.

gences spéciales de la nation. Cependant, un point commun à la plupart des législations modernes de l'Europe (1), est que la concession de la qualité de national à un étranger, mode subsidiaire d'acquisition de la nationalité, revêt le caractère d'un acte de puissance publique. Mais les divergences apparaissent quand il s'agit de déterminer quelle est dans chaque Etat l'autorité compétente pour accorder la qualité de national. Différents systèmes se sont fait jour, et témoignent à des degrés divers de la méfiance que chaque peuple nourrit vis-à-vis de ceux qui ne lui appartiennent pas par droit de naissance. Ici, on arrête par la lenteur et la majesté de l'appareil législatif un afflux de demandes de naturalisation qui ne sont pas toujours sincères ; ailleurs, on est moins sévère et l'intervention du pouvoir législatif n'est point requise ; on se contente d'un acte du pouvoir exécutif.

Comment sont résolues ces diverses questions dans la législation bulgare ? Nous aurons à examiner dans cette division les points suivants :

1° A quelles personnes concède-t-on, par naturalisation, la qualité de Bulgare ?

2° Quelle est la procédure à suivre à cet effet ?

SECTION I. — Personnes admises à la naturalisation.

Quelles sont les personnes que le législateur bulgare admet à la naturalisation ? Ce sont, évidemment, les étrangers qui en expriment le désir et satisfont à certaines conditions. Sont-ils tous soumis au même traitement ? Non. Il y a, à ce sujet, lieu de faire une distinction selon qu'ils ont obtenu ou non l'admission à do-

(1) Cette exception dans les Etats d'Europe est, au contraire, la règle dans les Etats du Nouveau Monde. Dans ces pays l'autorité ne fait pas, en réalité, une concession au naturalisé ; une fois les conditions requises remplies, la naturalisation devient un droit pour l'individu, elle s'opère *de plano*, et l'autorité se borne à reconnaître au postulant la qualité de national.

micile. De là deux catégories de personnes assujéties à deux régimes différents.

Cependant, avant d'aborder l'étude même de chacun de ces cas bien distincts de naturalisation prévus par la loi, nous essayerons d'apprécier les conditions que doivent remplir tous les étrangers qui veulent devenir Bulgares. Ces conditions sont au nombre de trois :

1° L'individu qui fait une demande de naturalisation doit être capable.

2° Il doit justifier d'un séjour, déterminé par la loi, dans les limites du Royaume.

3° Il doit avoir rompu avec son pays d'origine.

Nous les envisagerons successivement.

I

Pour obtenir la naturalisation l'étranger doit être capable. — Le changement de nationalité suppose une manifestation de volonté valablement exprimée. La demande de naturalisation doit donc émaner d'une personne capable. Mais quelle est la loi qui déterminera cette capacité ? Telle est la difficulté qui se présente au seuil même de notre étude et qui attire plus spécialement l'attention. Une fois résolue cette question de capacité, il nous sera facile à l'aide des principes généraux de dégager les conséquences qui doivent en résulter.

Le législateur n'ayant pas pris soin de se prononcer d'une façon plus ou moins explicite à cet égard, la controverse devient possible. Est-ce la loi nationale de l'étranger demandeur à la naturalisation qui doit déterminer le moment où cette capacité est atteinte ? Est-ce, au contraire, celle du pays où la naturalisation est demandée ? Les deux systèmes ont leurs partisans. Quelle créance chacun d'eux a-t-il rencontrée auprès du législa-

teur bulgare ? Il faut distinguer selon qu'on envisage la période antérieure ou la période postérieure à la loi de 1904.

1° *Législation antérieure à la loi de 1904.* — Les deux lois antérieures à la loi de 1904 contiennent des dispositions spéciales plus ou moins claires et précises sur la capacité nécessaire à l'acquisition de la nationalité bulgare par voie de naturalisation. Mais elles donnent chacune une solution différente du problème.

a) *Système de la loi du 17 décembre 1880.* — La loi de 1880 s'inspire largement du système allemand. Dans son article 11-1° elle pose le principe que la naturalisation ne peut être conférée qu'autant que « l'étranger est capable, ou s'il est incapable, qu'autant qu'il est pourvu d'un tuteur qui le représente. » Ce texte est incomplet ; sa disposition est défectueuse. La précision, condition essentielle dans tout acte législatif, lui fait défaut et la véritable pensée de notre législateur reste obscure. A-t-il voulu s'approprier les idées du législateur allemand de 1870 qu'il a pris pour modèle ? Sans doute, mais tandis que l'article 8 de la loi allemande du 1^{er} juin 1870 est clair, quand il dispose que la capacité est déterminée par « *les lois du pays auquel ils (les étrangers) ont appartenu jusqu'à lors* », la loi bulgare de 1880 a le grand défaut de laisser dans l'ombre ce point contestable.

En second lieu, l'article 11-1° oblige l'étranger, lorsque la capacité lui fait défaut, à se faire représenter par son tuteur (1).

(1) Cette loi et la loi allemande ne sont pas les seules à permettre au mineur de se faire naturaliser avec l'assentiment de son représentant légal. On retrouve la même règle dans les législations hongroises et autrichiennes. Cf. Cogordan, *op. cit.*, p. 187 et p. 191 et suiv.; Beauchet, *Acquisition et perte de la nationalité autrichienne* dans le *J. Clunet*, 1883, p. 362. Il est à remarquer, en outre, que notre loi, pas plus que la loi allemande qu'elle reproduit, ne s'occupe de la question de savoir si une pareille assistance rentre dans la sphère des fonctions que le représentant légal du mineur est appelé à remplir par sa loi nationale, et si, par conséquent, l'acte sera valable dans le pays d'origine du naturalisé. C'était là une complication regrettable et une nouvelle imperfection de la loi.

Mais ici s'élève une nouvelle difficulté, difficulté spéciale aux mineurs qui se rattache du reste à la première. Il se peut que majeur et capable d'après les lois de son pays, l'individu qui demande notre nationalité soit mineur, et par conséquent incapable, selon nos lois, et inversement. Doit-il être assisté et dans quels cas ? Le silence du texte rend malaisée une réponse certaine à cette question à moins de recourir à un rapprochement avec la loi allemande, qui doit, ici, faire autorité, auquel cas il n'est pas douteux que, quoi qu'il ait été dit à ce sujet au Sobranié, c'est la capacité, telle qu'elle est fixée par le statut personnel du demandeur, qui est visée par l'article 11-1°. Toutefois, il est évident que la question fut à cette époque mal comprise et traitée d'une manière peu satisfaisante.

La loi de 1880 fut bientôt abrogée par la loi de 1883.

b) *Système de la loi du 26 février 1883.* — La règle relative à la capacité nécessaire à l'acquisition de la nationalité bulgare fut profondément modifiée par la loi de 1883. Tout d'abord, cette loi, et ce fut là un progrès certain, s'expliqua d'une façon expresse. Ensuite, elle introduisit des réformes très importantes qui furent les suivantes :

1° Elle ne prévoyait aucune assistance ni autorisation possibles des incapables en matière de naturalisation. Ceux-ci, par le seul fait de leur incapacité (1), — et la capacité, dans l'esprit de la loi, était appréciée d'après les lois bulgares, — se trouvaient dans l'impossibilité absolue d'acquérir notre nationalité ;

(1) Outre le mineur de 21 ans qui ne peut être habilité pour se faire naturaliser en Bulgarie, la femme mariée est frappée à cet égard, dans la pensée du législateur, d'une incapacité absolue. D'après cette loi, aucune divergence de nationalité entre les époux n'est possible, et l'art. 17 défend expressément à la femme mariée de se faire naturaliser en Bulgarie séparément de son mari. D'autre part, la naturalisation du mari en Bulgarie emporte de plein droit changement de nationalité pour la femme (art. 6, al. 1) Rap. en outre les dispositions des articles 6 et 31.

2° Elle fixait elle-même l'âge de la majorité (art. 11) chez le postulant. Elle méconnaissait, de la sorte, cette règle fondamentale du droit international privé d'après laquelle l'état et la capacité des personnes sont déterminés par leur statut personnel. Elle avait cru bon, cependant, faisant de la capacité une condition indispensable pour la naturalisation, de fixer elle-même l'âge de la majorité à 21 ans. Cette disposition apporta quelque précision dans la situation, mais ne supprima pas tout inconvénient. C'est dans le système de la loi de 1883 que l'hypothèse d'une double nationalité peut être la plus fréquente (1). Aussi cette solution n'a pas été maintenue dans la loi de 1904, à laquelle nous arrivons.

2° *Loi du 5 janvier 1904.* — Les chapitres III et VI règlent les conditions de la naturalisation. Reproduisant fidèlement les dispositions correspondantes de la loi française, ces textes ne mentionnent aucune condition d'âge, ni de capacité. Le législateur entend-il dans la nouvelle loi maintenir pour la naturalisation l'âge de 21 ans expressément exigé par la loi de 1883 ? Veut-il persister dans sa manière de voir en ce qui concerne les incapables autres que le mineur ? Un examen attentif de ces questions peut, seul, nous fournir la réponse cherchée. Il est, cependant, un point qu'il importe de dégager dès à présent, c'est que le législateur de 1904 ne pouvait pas maintenir indifféremment toutes les vues qui avaient triomphé en 1883. Persister dans les mêmes solutions eût été se mettre en opposition flagrante avec

(1) La double nationalité de ce chef est possible principalement dans deux cas, à savoir : 1° dans le cas où l'étranger qui sollicite la naturalisation en Bulgarie est originaire d'un Etat où l'âge de la majorité est plus avancé qu'en Bulgarie, et conserve, par conséquent, sa nationalité d'origine, étant incapable, d'après la loi de son pays, de changer de nationalité ; 2° dans le cas où la dénationalisation serait soumise dans le pays d'origine à la condition d'une autorisation spéciale et préalable ; dans ce cas l'individu, incapable aux yeux de sa loi nationale de changer de nationalité et capable, d'après la loi bulgare, conservera, dans son pays, sa nationalité d'origine (art. 5, loi ottomane de 1869).

les idées qui ont servi de base à la loi nouvelle. Aussi tout en maintenant certaines d'entre elles, il en écarte d'autres. Il suffit, pour s'en convaincre, d'envisager séparément, comme nous le ferons dans un instant, la situation des personnes considérées comme incapables. Quelles sont ces personnes ?

Présenter ainsi la difficulté pour la résoudre, c'est en soulever une nouvelle. Quelle est la loi qui devait en 1904 fixer les conditions de la capacité ? En 1880, on s'était arrêté à la loi du pays d'origine du naturalisé, et, en 1883, à la loi bulgare. Des deux lois en conflit, la loi nationale et la loi bulgare, laquelle devait succomber dans la lutte ? La loi nouvelle n'en dit rien, et en présence de son silence, l'influence des principes généraux reprend son empire. Comment se manifeste-t-elle ? Il est, avant tout, une première question à résoudre, à savoir à quel moment s'opère le changement de nationalité, le passage de l'allégeance d'un Etat dans celle d'un autre ? N'est-ce pas, et c'est un principe fondamental, après que l'individu a été définitivement délivré des liens qui l'attachent à sa patrie ? Oui, parce qu'il est clair qu'au moment où l'individu rompt avec son pays d'origine, il se trouve encore lié à ce pays ; qu'il est encore, au moment où il manifeste le désir de le quitter, soumis à ses lois. L'expatriation est le dernier acte de sa vie civile en tant que citoyen de l'Etat qu'il quitte, et, pour cette fois encore, la capacité requise pour l'accomplir est déterminée par la loi de cet Etat, et non pas par celle du nouvel Etat dont il n'est point encore membre (1). Il semble donc incontestable qu'on doive se

(1) Ce serait une erreur de croire que, lorsque la perte de la nationalité d'origine survient comme conséquence de l'acquisition d'une nouvelle, la volonté que manifeste le naturalisé de quitter son ancienne patrie se trouve soumise aux lois du pays d'acquisition et que, par conséquent, sa capacité doit être réglée par les lois de ce pays. La naturalisation régulière à l'étranger est une cause de perte de la nationalité d'origine, mais elle ne s'opère qu'après l'accomplissement de nombreuses formalités, c'est-à-dire après la manifestation

rapporter à la loi nationale de l'étranger pour décider s'il est, ou non, capable de se faire naturaliser en Bulgarie. Conclusion heureuse et juste en harmonie avec les principes du droit ! Beaucoup d'auteurs (1), avec infiniment de raison, en sont pénétrés ; bien des législations (2) s'en inspirent.

Cependant, si cette première condition est nécessaire, elle n'est pas suffisante. On a fait une part équitable à la loi nationale, va-t-on méconnaître la loi du pays où l'individu désire se faire naturaliser ? Par exemple, capable, même avant sa majorité, de changer de patrie d'après son statut personnel, l'individu pourra-t-il être naturalisé dans un pays qui n'admet pas la naturalisation des mineurs ? Ceux même des auteurs français qui ne s'attachent qu'à la loi du pays du naturalisé pour apprécier la capacité du candidat, ne le pensent pas, et imposent comme condition que le requérant soit majeur d'après la loi française (3). Voilà la part que l'on doit faire à la loi bulgare. Nous précisons ce point en nous rapportant, successivement, aux cas de naturalisation suivants qui peuvent se présenter sous l'empire de nos lois.

1^{er} cas : *Incapacité résultant de l'âge*. — La majorité est une condition essentielle que la loi bulgare semble imposer à l'étranger qui désire se faire naturaliser. Bien que cette condition ne soit pas expressément formulée par la loi, notre conviction est qu'elle est bien dans l'esprit de la loi de 1904. Il n'est pas douteux, d'ailleurs, qu'elle se retrouve dans les origines mêmes de la loi, puisque telle a été la pensée intime, certaine et indiscutable

de la volonté de l'impétrant de quitter sa patrie primitive et d'en acquérir une nouvelle. Sic. Contuzzi, *op. cit.*, dans *Digesto Italiano*, n° 191.

(1) Cfr. Cogordan, *op. cit.*, p. 132 ; Weiss, *Manuel*, p. 193 ; Surville et Arthuis, *op. cit.*, p. 77 ; Contuzzi, *op. et loc. cit.*

(2) Voir, en outre, les législations allemande, autrichienne et hongroise déjà citées, art. 6 du code civil italien.

(3) Cogordan, *op. et loc. cit.*

du législateur français de 1889 (1), véritable auteur de la loi bulgare.

Acceptée de longue date par les lois françaises antérieures, cette condition loin d'être contredite par la nouvelle loi de 1889, est accueillie par elle avec sympathie. Les travaux préparatoires en sont la preuve certaine. En effet, elle est expressément formulée dans les premières rédactions de la loi ; elle y figure jusqu'en 1886, nonobstant les modifications de principe qui y ont été constamment apportées, et la proposition rédigée par M. Batbie posait comme règle absolue que « la naturalisation ne peut être accordée *qu'à la majorité* du demandeur, telle qu'elle est fixée par son statut personnel. » Puis cette disposition disparut ; elle ne figure pas dans la rédaction définitive de la loi de 1889, mais il ne faut pas en conclure que le principe qu'elle contenait ait été rejeté par le législateur : il aurait fallu, pour nous indiquer un semblable revirement, un texte précis qui n'existe pas. Presque tous les auteurs sont aujourd'hui unanimes à reconnaître qu'elle est toujours dans l'esprit si elle n'est plus dans le texte de la loi.

En ce qui concerne la Bulgarie, nous voyons, dans la solution de 1883, une raison de plus pour admettre que notre législateur accepte, en entier, les vues du législateur français de 1889. S'il avait voulu innover en cette matière, il l'aurait fait par un texte formel. Son silence a tout lieu de faire supposer que la majorité requise par la loi antérieure à celle de 1904, continue d'être une condition essentielle imposée à la naturalisation en Bulgarie.

Ce n'est pas tout. Ce système auquel nous nous rattachons est conforme à l'intention du législateur et à l'esprit même de la loi ;

(1) Voir, dans ce sens, surtout Audinet, *Du changement de nationalité des mineurs* dans la *Revue critique*, p. 48 et suiv. ; de Folleville, *op. cit.*, n° 293, p. 222.

il l'a profondément pénétrée ; plusieurs textes le démontrent. Ainsi, l'âge de la majorité est requis dans la plupart des cas de naturalisation de faveur, et, quand, par un élan de générosité, le législateur ouvre la cité bulgare à des étrangers mineurs, il le dit expressément. Mais ce sont là des cas rares et exceptionnels ; ils ne se présentent que lorsque l'étranger jouit d'une aptitude spéciale à devenir Bulgare, lorsqu'il puise, dans des circonstances particulières, un privilège dont, par une disposition spéciale de la loi, il peut exciper avant sa majorité. Enfin, pour être naturalisé dans de telles circonstances, le mineur doit remplir certaines formalités particulières, demander la nationalité bulgare dans certaines formes, avec l'assistance de certaines personnes expressément désignées par la loi ; le législateur veut s'assurer de la sincérité d'un pareil acte, se prémunir contre le défaut de discernement chez celui qui l'accomplit, peut-être sans avoir suffisamment réfléchi à ses conséquences. Mais dans quelles formes l'étranger ordinaire doit-il demander, pendant sa minorité, la qualité de Bulgare ? La disposition de l'article 9 ne nous les indique pas. Il ne nous autorise pas non plus à nous reporter à la loi étrangère pour compléter sur ce point la nôtre. Mais si la loi bulgare garde le silence sur la question qui nous occupe n'est-ce pas qu'elle ne prévoit pas le mineur (1) ? Il est hors de doute que la naturalisation dont il est question aux articles 9 et suivants ne concerne que les étrangers *majeurs*, et que ces articles excluent, avec beaucoup de justesse, l'hypothèse de la naturalisation du mineur.

Mais la majorité requise pour acquérir la nationalité bulgare

(1) Ainsi, nous avons vu que les lois qui autorisent la naturalisation du mineur prennent le soin d'indiquer les formes dans lesquelles le mineur peut la demander, et renvoient d'une façon expresse et formelle à la loi étrangère pour déterminer cette condition essentielle. (Loi bulgare de 1880, art. 11-1°, *in fine*, loi allemande, 1870, art. 8).

et pour jouir d'une grande partie des privilèges qui sont réservés aux nationaux, doit-elle être fixée d'après la loi étrangère ou d'après la loi bulgare ? Ici encore, la controverse est possible et le débat entre deux systèmes opposés prend une physionomie plus accentuée, un caractère plus aigu. Laquelle des deux lois en présence doit l'emporter ? Celle du pays d'origine du postulant trouve des partisans convaincus en la personne de jurisconsultes autorisés (1). Elle est aussi, sans nul doute, préférée par le législateur quand il parle, comme nous l'avons vu, il y a un instant, dans la rédaction primitive de l'article 8-5° du Code civil, de « la majorité du demandeur telle qu'elle est fixée par son statut personnel. »

L'opinion d'après laquelle c'est la loi du pays où la naturalisation a lieu, qui fixe la majorité requise, est aussi défendue avec beaucoup d'ardeur et d'habileté par des auteurs distingués (2). Elle trouve également quelque appui dans les travaux préparatoires de la loi française de 1889. En effet, à un certain moment, avant que la mention expresse de la condition d'âge eût complètement disparu, lors du vote de la loi au Sénat en première lecture (3), c'était bien l'âge de 21 ans, c'est-à-dire la majorité française, qui était formellement requise.

Laquelle de ces deux opinions choisir ? La première paraît préférable, parce qu'elle est plus conforme, ainsi que nous l'avons fait remarquer, aux principes du droit international privé. Mais tout en respectant le statut personnel de l'étranger, un pays ne peut pas négliger sa propre législation. Sans plaider la cause « de l'application *exclusive* de la loi bulgare » dans ce cas, nous ne pouvons pas méconnaître cette loi, et, par un respect exagéré

(1) Weiss, *op. cit.*, p. 311 ; Cogordan, *op. cit.*, p. 132.

(2) Vincent, *Lois nouvelles*, 1889, n° 21, p. 819 ; Audinet, *op. et loc. cit.* ; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 72.

(3) Sénat, séance du 13 novembre 1886.

de la loi étrangère, l'éliminer du débat. Elle doit nécessairement imposer les principes qu'elle consacre. Il faut donc décider que seul l'individu majeur, aussi bien d'après la loi nationale que d'après la loi bulgare, est admis à se faire naturaliser en Bulgarie.

L'application exclusive de la loi nationale de l'impétrant, dans le cas qui nous occupe, peut conduire à des conséquences singulières. Supposons que l'étranger qui sollicite la nationalité bulgare ait atteint, d'après sa loi nationale, l'âge nécessaire pour quitter sa patrie d'origine et en acquérir une nouvelle sans avoir besoin d'aucune autorisation ni assistance ; supposons, en outre, que cet âge soit inférieur à celui que la loi bulgare fixe pour exprimer valablement une volonté juridique ; à ne suivre que sa loi nationale, on devrait invariablement accueillir la demande de naturalisation de l'étranger, majeur chez lui, mineur d'après la loi bulgare et, par conséquent, incapable de manifester sa volonté valablement sans l'assistance de ses représentants légaux. C'est là une solution inacceptable parce que l'acte qu'il accomplit et qui lui permet de changer, sans l'assistance de personne, le statut personnel qu'il tient de sa naissance, est autrement grave qu'un acte ordinaire de la vie civile qui nécessitera, pour être valable, son habilitation à partir du moment même où il deviendra Bulgare. Ne semble-t-il pas logique que sa volonté, juridiquement imparfaite suivant la loi bulgare pour les actes de la vie civile, reste telle pour la naturalisation sans qu'on puisse la rendre valable par l'assistance de ses représentants légaux ? Du moment, en effet, que le législateur s'applique à ne considérer le lien de la nationalité que comme un lien strictement personnel ; qu'il ne s'attache, pour accorder la nationalité indigène, qu'à la seule volonté réfléchie de l'individu d'appartenir à une patrie différente de celle dans laquelle l'a placé sa naissance, il est naturel qu'il requière, pour tout changement de

patrie, une déclaration libre et rigoureusement personnelle du postulant. Cette déclaration qui implique nécessairement chez ce dernier la capacité de manifester valablement sa volonté d'après la loi même du pays de naturalisation est d'autant plus nécessaire chez nous que la loi de 1904 ne prévoit pour lui, lorsqu'il est mineur, aucun moyen de suppléer à son incapacité par une autorisation ou une assistance quelconques.

2^e cas. *Incapacité provenant du mariage.* — La femme mariée étrangère, peut-elle, par la naturalisation en Bulgarie, changer librement le statut personnel qu'elle tient de son mariage ? Rien ne s'y oppose et aucune difficulté ne s'élève lorsqu'elle fait acte de naturalisation conjointement avec son mari (1). Mais peut-elle acquérir, seule et séparément de son mari, notre nationalité ?

Par son mariage elle devient, dans la plupart des pays étrangers, incapable d'accomplir un grand nombre d'actes de la vie civile sans l'autorisation préalable et spéciale de son mari, et cette incapacité, de l'avis unanime des auteurs, l'atteint dans son droit de changer de patrie. D'autre part, et ici le raisonnement se spécifie, la femme mariée est obligée, de par sa loi nationale, d'avoir le même domicile que son mari : cette circonstance peut constituer dans bien des cas, surtout dans les hypothèses où la naturalisation n'est possible que moyennant un transfert de domicile dans le pays où elle est conférée, une véritable limitation à l'exercice par la femme de la faculté qu'elle peut avoir de se choisir une nouvelle patrie différente de celle de son mari.

Peut-on, donc, sans injustice, condamner la femme mariée, à garder jusqu'à la fin de sa vie, ou du moins jusqu'à la dissolution de son union, la nationalité qu'elle a acquise au jour du mariage,

(1) C'est l'hypothèse que prévoient les articles 44 et 29, que nous aurons bientôt l'occasion d'examiner de plus près. Il s'agit de la naturalisation de la femme mariée sollicitée en même temps que celle de son mari, soit dans le même acte, soit dans un acte séparé. Dans ces cas, cette femme n'a pas besoin d'une habilitation ou d'une autorisation préalable de son mari.

nationalité qui peut ne plus être en harmonie avec ses sentiments, ses affections ou ses intérêts ? Il semble bien qu'on ne saurait, pour des raisons purement pratiques (1), lui retirer, sans être taxé d'iniquité, un droit qu'elle tient de sa qualité même de membre de la société humaine. De plus, son incapacité n'a pas le caractère provisoire de celle du mineur. Aussi plusieurs auteurs (2), favorables à cette thèse, ont-ils admis que la femme mariée, restant maîtresse de sa nationalité, peut solliciter la naturalisation avec l'autorisation de son mari. En France, où la femme mariée est frappée, dès le jour de son mariage, d'une incapacité générale, cette dernière condition est imposée par la jurisprudence.

Comment résoudre la difficulté en Bulgarie ? La condition de l'autorisation maritale ne cadre pas avec l'esprit des lois bulgares concernant l'état et la capacité de la femme mariée. D'après ces lois, la femme conserve, après son mariage, la plénitude de sa capacité juridique. Elle peut librement, sans avoir besoin d'être habilitée par l'autorisation maritale ou judiciaire, s'obliger et contracter (3). Sa capacité reste donc pleine et complète, le petit nombre d'actes pour lesquels elle doit requérir l'autorisation de son mari étant expressément désignés et limitativement énumérés par la loi. La femme mariée ne doit-elle pas pouvoir, dans ces conditions, librement changer de patrie par un acte émané de sa propre initiative et sans avoir besoin d'être

(1) On sait les motifs pour lesquels la femme mariée est considérée comme incapable par une grande partie des législations modernes.

(2) Cogordan, *op. cit.*, p. 133 ; de Folleville, *op. cit.*, n° 414, p. 315 ; Fiore, *op. cit.*, n° 87

(3) Arg. art. 10 de la loi relative aux contrats et obligations. V. en outre M. Fadenchecht, professeur à la faculté de droit de Sofia, à son cours fait pendant le semestre d'hiver de l'année scolaire 1904-05, *Cours de droit civil*, p. 17. Exception est faite, toutefois, pour l'autorisation de faire le commerce pour lequel cas elle doit obtenir l'assentiment préalable de son mari (art. 9 et suiv. de la loi commerciale).

habilité. Rien ne s'oppose, dans l'esprit de nos lois, à cette solution (1). L'autorisation maritale spéciale et préalable de la femme étrangère mariée ne devrait donc être exigée pour sa naturalisation en Bulgarie, que dans le cas où son mariage l'aurait rendue incapable d'après les lois du pays qu'elle veut abandonner.

3^e cas. *L'incapacité de l'interdit.* — Aussi bien qu'en ce qui concerne les autres incapables, la loi est muette sur le cas de l'interdit. Peut-il se faire naturaliser en Bulgarie ? On ne saurait sans injustice lui refuser cette faculté et lui fermer pour toujours une nationalité qu'il peut avoir des raisons plausibles de vouloir s'attribuer. Cependant, les principes généraux auxquels on doit se référer en l'absence de textes spéciaux, s'opposent à la naturalisation d'un individu qui ne se trouve pas en état de manifester sa volonté d'une façon parfaitement claire. Or, l'interdit peut, dans bien des cas, exprimer une volonté personnelle et certaine. Rien n'autoriserait donc les autorités bulgares à refuser sa naturalisation en Bulgarie, si la demande en était faite dans un intervalle lucide et si la loi nationale ne s'oppose pas à sa naturalisation à l'étranger.

★★

L'accession à la cité bulgare par la voie de la naturalisation dépend donc, croyons-nous, du respect dû par l'impétrant aux deux lois qui s'imposent à lui avec un degré d'énergie presque égal. Il doit avant tout être, d'après la loi de son pays d'origine, capable de changer de patrie ; il doit pouvoir satisfaire, ensuite, à toutes les conditions qu'il a plu à la loi bulgare d'établir.

Les cas d'incapacité de changer de patrie ne peuvent donc

(1) Réserve toutefois doit être faite, ce nous semble, pour le cas où cette naturalisation nécessiterait pour la femme un domicile distinct de celui de son mari.

pas se restreindre à ceux compris dans une énumération limitative que l'on essaierait d'en faire. Leur nombre et leur degré dépendent de la législation étrangère à laquelle l'impétrant ressortit, et il est nécessaire à cet égard de consulter la loi étrangère.

Ces incapacités peuvent être multiples et variées : c'est, par exemple, celle qui peut naître du défaut d'autorisation formelle et spéciale à la naturalisation, exigée, pour acquérir une nationalité étrangère, par la loi du pays de l'impétrant (1) ; c'est aussi celle qui résulte pour un individu, aux termes de sa loi nationale, de l'inaccomplissement de ses obligations militaires dans son pays d'origine (2) ; c'est encore celle qui découle de l'impossibilité absolue dans laquelle le national d'un pays peut se trouver, de rompre l'allégeance de sa patrie d'origine.

L'étranger, doit, en second lieu, pour obtenir accès à la naturalisation en Bulgarie, satisfaire aux conditions fixées par la loi bulgare. Elles ont un caractère d'ordre public et écartent l'ingérence de la loi étrangère dans celles de ses dispositions qui leur seraient contraires.

II

L'acquisition de la nationalité bulgare par la naturalisation implique la condition d'un stage. — L'obligation d'un séjour plus ou moins prolongé sur le sol du royaume est une des conditions les plus importantes pour l'acquisition de la nationalité bulgare. Elle est avant tout, et surtout lorsqu'elle est d'une durée prolon-

(1) Loi ottomane de 1869, art. 5.

(2) Une semblable condition est imposée seulement pour la perte de la qualité de Bulgare (art. 7 de la loi relative à l'organisation des forces armées). La non observation des obligations militaires en Bulgarie rend tout Bulgare incapable de changer de patrie et fait obstacle à sa naturalisation dans un pays étranger.

gée, assez difficile à réaliser; elle suppose dans la plupart des cas chez celui qui s'y soumet, un attachement sérieux pour ce pays. Pour l'étranger qui a fait ainsi ses preuves la Bulgarie n'est plus une terre lointaine pour laquelle il n'a aucune affection, dont il ignore les aspirations, où il n'a aucun intérêt engagé. Le séjour qu'il vient de faire rendra en quelque sorte sienne la patrie dont il sollicite l'accès, et celle-ci, de son côté, n'aura pas la charge d'une recrue qui ne lui a témoigné aucune sympathie.

Ainsi, d'une part, le séjour plus ou moins long de l'étranger dans le pays contribuera puissamment à l'arracher à sa patrie d'origine, à lui en constituer une nouvelle à laquelle il sera attaché par l'éducation, par les mœurs, par les habitudes, en un mot, à le rendre national d'intention. Grâce à cette résidence ininterrompue d'une certaine durée, il aura subi l'influence du pays, l'action absorbante du milieu, appris la langue, et sera rompu aux habitudes de la Bulgarie qu'il commencera à aimer.

D'autre part, et ceci est encore plus important, le pays qui le voit vivre pendant un certain temps parmi les siens, est à même, à la suite de cette épreuve, d'apprécier ses qualités, de connaître ses tares, de s'assurer aussi de la sincérité de son intention de devenir Bulgare.

Si parfois des dispenses relatives à cette condition de stage sont accordées, c'est à raison de considérations importantes ou de situations spéciales.

III

La naturalisation en Bulgarie suppose la dénationalisation dans le pays d'origine de l'intéressé. — La loi de 1904 est muette sur ce point. Elle n'exige pas, comme la loi de 1880 le faisait dans certaines circonstances (art. 4, al. 2 et art. 9), un certificat émané du gouvernement étranger fournissant la preuve de la

perte de la nationalité d'origine du postulant (1). Déjà au cours même de la discussion de la loi, on avait prévu toutes les difficultés qui pourraient résulter d'une pareille exigence. Aussi la loi de 1883 disposait-elle d'une façon expresse et formelle (art. 16) qu'aucune autorisation préalable ne devait être produite par le postulant étranger pour obtenir sa naturalisation en Bulgarie. La loi de 1904 ne touche pas à cette question. De son silence on doit conclure qu'elle s'en remet entièrement au principe dont elle est pénétrée, à savoir que la naturalisation d'un individu *capable* — et nous avons déjà vu toute la portée que l'on doit attribuer à cette expression — constitue une cause de perte de la nationalité d'origine (art. 17-1°) (2).

Nous avons déjà eu l'occasion, et nous ne reviendrons plus sur ce point, de signaler tous les inconvénients qui peuvent résulter d'une double sujétion et les raisons qui ont amené la consécration du principe fondamental qui condamne une telle anomalie. Notre législateur s'inspire de ce principe, et prend toutes ses précautions ; il exige, pour l'octroi de la naturalisation, que l'individu soit capable, d'après sa loi nationale, de manifester valablement sa volonté de quitter sa patrie d'origine. Il se montre non moins sévère en ce qui concerne l'accomplissement en Bulgarie, par le naturalisé, de toutes les obligations inhérentes à la qualité de Bulgare, sans que celui-ci puisse opposer les incompatibilités

(1) Pour éviter le cumul de plusieurs nationalités sur la même personne, aussi bien que les conflits qui peuvent s'élever sur ce point entre les Etats, certaines législations européennes prennent le soin d'imposer à celui qui sollicite la naturalisation, la preuve qu'il est dégagé, envers son pays d'origine, de toute obligation incompatible avec celle que lui impose la nouvelle nationalité. V. Luxembourg, 5 février 1890, art. 2 ; Suisse, 3 juillet 1876, art. 2-2° ; Russie, 6 mars 1864, art. 7. Cf. en outre, Cogordan, *op. cit.*, p. 16 ; Lehr, *La naturalisation dans les principaux Etats du globe*, Paris, 1909.

(2) V. cependant entre autres les législations allemande et suisse en Europe, celle des Etats-Unis en Amérique, qui ne reconnaissent point que leurs nationaux soient dégagés de tout lien envers l'ancienne patrie par la naturalisation obtenue en pays étranger.

résultant pour lui des obligations qui lui sont imposées par sa nationalité d'origine. L'auteur de la loi de 1904 suppose que l'individu qui sollicite l'accès de la cité bulgare a rompu complètement avec son pays d'origine, qu'il est dégagé envers lui de tout lien ; et le gouvernement bulgare est tellement imbu de cette idée qu'il se considère comme obligé, le cas échéant, de fournir à tout naturalisé, aide et protection contre son pays d'origine (1).

Quelles sont les personnes qui peuvent être naturalisées en Bulgarie ? Elles sont comme nous l'avons déjà indiqué de deux sortes : 1° celles qui ne sont pas admises à domicile ; 2° celles qui ont demandé et obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en Bulgarie.

§ 1. — NATURALISATION DES ETRANGERS AUTORISÉS A DOMICILE. — L'admission à domicile permet à l'étranger d'acquérir la nationalité bulgare au bout d'un laps de 3 ans. Ce délai peut, cependant, être réduit. De là deux divisions.

I. — *Le Principe.* — L'article 9-1° dispose ainsi : « Peuvent acquérir la nationalité bulgare par la naturalisation : 1° les étrangers qui ont obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en Bulgarie conformément à l'article 14, après trois ans de domicile en Bulgarie, à dater (2) de l'enregistrement de leur demande au ministère de la justice. » La durée de la résidence est donc de 3 ans seulement si l'étranger a été admis à domicile en Bulgarie.

(1) L'Angleterre, l'Espagne et d'autres pays n'accordent, cependant, point de protection aux naturalisés contre leur pays d'origine. Nous croyons que c'est là un excellent moyen de conjurer un abus, de décourager la naturalisation lorsqu'elle est sollicitée *in fraudem legis*.

(2) La loi dit : « jusqu'à l'enregistrement ». On retrouve la même expression dans le texte du rapport de la loi voté tel quel par le Sobranié dans sa séance du 18 décembre 1903 (V. les *Documents parlementaires officiels*). Nous nous refusons à comprendre le sens d'une pareille rédaction qui est due sans doute à l'inadvertance.

A.— *L'admission à domicile.*— Nous étudierons ici trois questions :

1° A quelles conditions l'admission à domicile est-elle soumise ?

2° A l'accomplissement de quelles formalités l'admission à domicile est-elle subordonnée ?

3° Quels sont les effets de l'admission à domicile ?

1° *Conditions de l'admission à domicile.* — Les articles 14 et 25 exigent de la part de l'impétrant les conditions suivantes :

a) Il doit être de bonne moralité (art. 25, al. 2). Il est incontestable que la dignité et l'honorabilité du candidat ne doivent prêter à aucun doute. Comment pourrait-on admettre au sein de la nation un individu indigne, dangereux pour l'ordre public, de mœurs douteuses ? L'Etat a, sans aucun doute, le droit, pour des raisons sur lesquelles il n'est pas besoin d'insister, de se défendre par des dispositions rigoureuses contre les étrangers qui n'offrent aucune garantie d'honorabilité. L'enquête spéciale qui est ouverte par les préfets (1), en Bulgarie, le jour même où la demande d'admission à domicile est formée par l'étranger, et qui a pour objet de recueillir des renseignements sur le genre d'existence qu'il a mené durant son séjour en Bulgarie (art. 25 al. 2), fixera ce point.

Cela, cependant, n'est pas suffisant. L'admission à domicile, prélude de la naturalisation, est une formalité des plus importantes, et cela est tellement vrai que, à notre avis, l'enquête du préfet ne doit pas porter seulement sur le temps passé par le postulant en Bulgarie, mais également s'efforcer de recueillir, dans la mesure du possible, des renseignements abondants sur la période antérieure à son établissement.

(1) Sous l'empire de la loi de 1883, cette enquête était faite par le maire de la commune de la résidence de l'étranger. Cinq témoins devaient certifier l'exactitude des faits allégués par l'étranger.

b) Celui qui sollicite l'autorisation de fixer son domicile en Bulgarie doit, en second lieu, faire connaître ses moyens d'existence. La loi n'exige pas qu'il possède une certaine fortune (1), mais il est indispensable qu'il puisse gagner honorablement sa vie et être, par son travail et ses aptitudes, utile au pays dans lequel il s'établit.

L'étranger doit, comme nous avons déjà eu, à plusieurs reprises, l'occasion de le signaler, avoir engagé ses intérêts et son avenir dans le pays, à la vie sociale duquel il veut désormais participer.

c) Il doit enfin faire profession de sentiments favorables à la Bulgarie. C'est là une condition des plus importantes que la raison impose et que la logique commande. Il nous semble inutile d'insister longuement sur ce sujet. La Bulgarie ne saurait, sans faire acte d'imprévoyance, recevoir dans son sein des individus malveillants, animés de dispositions peu amicales, et leur permettre de s'établir chez elle, alors que leur éducation sociale et leurs sentiments intimes les poussent à commettre des actes ouvertement compromettants pour le prestige du pays et de nature à troubler l'ordre public.

Les précautions que prend ici le législateur se justifient d'autant plus que l'admission à domicile est une mesure préliminaire, un acte d'acheminement vers la naturalisation.

Ces conditions que le législateur impose d'une façon expresse sont nécessaires : mais sont-elles suffisantes ? Ne faut-il pas aussi que l'étranger qui sollicite l'admission à domicile soit capable ?

(1) La loi de 1883, qui connaissait dans une certaine mesure l'admission à domicile exigeait (art. 19) que le postulant possédât un immeuble dans la commune où il allait fixer son domicile. Toutefois cette condition pouvait être remplacée par l'exercice par le postulant d'un métier lui procurant des ressources suffisantes pour vivre.

Nous allons étudier brièvement cette question. Tout d'abord occupons-nous du mineur.

Nous avons vu qu'il est incapable de se faire naturaliser Bulgare ; est-il également incapable d'obtenir son admission à domicile en Bulgarie ?

L'admission à domicile produit des effets bien moins graves que la naturalisation et ne modifie pas le statut personnel de l'étranger. Elle fait acquérir à celui-ci des avantages importants en lui accordant la jouissance de presque tous les droits réservés aux nationaux, sans lui imposer les charges de la nationalité. Cette considération a amené certains auteurs à penser qu'il n'y a aucune raison de refuser au mineur le droit d'acquérir cette admission à domicile avec l'autorisation ou avec l'assistance de ses représentants légaux (1). Nous partageons cette manière de voir, mais nous estimons qu'il faut y introduire une restriction, et nous admettons avec d'autres auteurs (2) que le droit pour le mineur de se faire autoriser à domicile doit être limité par les règles du domicile en vigueur aussi bien dans son pays d'origine que dans le pays où la demande est formée. Le mineur ne doit donc pouvoir être admis à domicile en Bulgarie que dans les cas où il serait capable d'y avoir un domicile légal, ce qui, ordinairement a lieu : 1° lorsque son père ou son tuteur est lui-même domicilié en Bulgarie ; 2° lorsqu'il est émancipé.

Il peut cependant, même s'il jouit, tant au regard de sa loi nationale qu'au regard de la loi bulgare, de la capacité requise pour avoir un domicile légal, se voir refuser cette admission lorsqu'au bout de cinq ans, délai à l'expiration duquel, aux termes de la loi (art. 14, al. 2), cette autorisation est périmée, la natura-

(1) Stemler, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, 1890, p. 393-394.

(2) Audinet, *op. cit.*, dans la *Revue critique*, 1891, p. 51 ; Weiss, *Manuel*, p. 97 ; Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 58.

lisation ne pourra pas intervenir. En effet, la seule raison d'être de l'admission à domicile étant la naturalisation, cette admission ne doit pas être accordée s'il apparaît que l'impétrant ne pourra pas être naturalisé à l'expiration du stage. La demande du mineur doit donc se placer dans les cinq ans qui précèdent sa majorité telle qu'elle est fixée par la loi bulgare ou par sa loi nationale, si celle-ci fixe la majorité à un âge plus élevé (1).

Quant à la femme mariée, il n'est guère besoin de dire qu'elle conserve, en Bulgarie, toute capacité de se faire admettre à domicile en pays étranger. On ne saurait cependant, sans se voir taxer d'exagération, affirmer qu'elle n'a besoin, à cet effet, d'aucune autorisation, pas même du simple consentement de son mari. On risquerait autrement de porter atteinte au principe de droit, qu'elle doit avoir *durante matrimonio* le même domicile que son mari, principe qui est formulé aussi bien dans la loi étrangère que dans la loi bulgare.

2° *Formalités à remplir pour obtenir l'admission à domicile.*— Ces formalités sont prévues par l'article 25, alinéa 1^{er}. Elles se réduisent à une demande que l'étranger adresse au ministre de la Justice, formulée par écrit (2), et accompagnée de certaines justifications que la loi énumère (3).

Une enquête administrative est ouverte sur cette demande par le préfet compétent pour s'assurer que le postulant répond aux conditions prévues par la loi, conditions que nous connaissons déjà.

C'est d'après le résultat de cette enquête que le ministre de la Justice décide s'il y a lieu de proposer au roi d'autoriser par dé-

(1) Cf. Weiss, *op. et loc. cit.*

(2) Il n'est guère admissible qu'elle soit faite sur papier libre, bien que la loi n'exige pas expressément qu'elle soit faite sur papier timbré.

(3) La demande doit être accompagnée de l'acte de naissance du requérant, de celui de son père, de la traduction de ces actes en bulgare s'ils sont en langue étrangère, enfin d'un extrait du casier judiciaire bulgare.

cret l'étranger à fixer son domicile en Bulgarie (art. 14 *in fine*), ou de rejeter sa demande.

Bien que pleine liberté d'appréciation soit laissée à cet égard au ministre, il ne doit pas hésiter dans son rapport au roi, dans le cas où l'enquête aurait été favorable, de faire ressortir, sans craindre de tomber dans un excès de bienveillance, que le candidat satisfait aux conditions prévues à l'article 25, alinéa 2.

3° *Effets de l'admission a domicile.* — L'institution de l'admission à domicile des articles 14 et 25 est une innovation de la loi de 1904, qui l'a introduite par imitation de la loi française (1). Elle a pour effet d'accorder certains avantages à celui qui l'obtient. Ce point est réglé par l'article 14, alinéa 1^{er}, ainsi conçu : « L'étranger autorisé à fixer son domicile en Bulgarie jouit de tous les droits civils » (2). Ses effets cessent cependant lorsque l'autorisation se trouve frappée de caducité par l'expiration du délai de cinq années depuis le jour où elle a été accordée (art. 14, al. 2). En effet, le but que le législateur poursuit avec l'admission de l'étranger à domicile en Bulgarie, c'est-à-dire sa naturalisation prochaine, n'est pas alors atteint. Le traitement de faveur que la loi accorde à l'étranger ne se justifie plus, et l'auto-

(1) L'admission de l'étranger à domicile était connue en Bulgarie dès la loi de 1880 (articles 3 et 11-2^o). Elle nécessitait pour toute condition l'inscription de l'étranger comme membre d'une commune bulgare. De la loi de 1880, elle passa dans celle de 1883 où on lui donna une place plus considérable. Cette loi la consacre avec beaucoup plus d'ampleur en en faisant une formalité préliminaire et indispensable (arg. art. 20, al. 1) à la naturalisation (art. 19). Toutefois, dans ce système, tout se passait devant le maire, et les cinq témoins devaient certifier que le postulant était de bonne moralité, qu'il avait habité la commune pendant un an, etc. De plus, cette admission à domicile n'avait pas pour effet de conférer à l'étranger « tous les droits civils » dont il jouit aujourd'hui par application du nouvel article 14, al. 1.

(2) Il est admis à bénéficier de toutes les dispositions de la loi civile bulgare à l'égard d'un indigène. Il peut actionner les nationaux sans avoir à fournir la *cautio judicatum solvi*, les règles de notre loi relatives aux successions lui sont applicables ; il peut adopter et être adopté, etc. Cf. Cogordan, *op. cit.*, p. 129, n. 2.

risation qu'il a obtenue, perd sa raison d'être si, au bout de ce laps de temps, suffisamment long pour prendre une résolution après mûre réflexion, il ne demande pas la naturalisation ou est débouté de sa demande. On ne doit pas, sans lui en faire subir les charges, accorder les avantages de la nationalité bulgare à un individu qui ne veut pas devenir Bulgare ou qui est jugé indigne d'être admis au nombre de nos nationaux.

Cette déchéance de l'admission à domicile doit entraîner, ce nous semble, pour l'étranger qui l'a encourue, la perte de la faculté d'obtenir une seconde fois l'admission à domicile. On ne saurait en accorder le bénéfice à un étranger qui a été une première fois déclaré formellement indigne de recevoir la nationalité bulgare — et ceci se justifie, l'admission à domicile n'étant que le prélude de la naturalisation — ou qui, par son abstention alors que la naturalisation lui était en quelque sorte offerte, a fait une injure au pays, en ne l'acceptant pas.

L'admission à domicile ne produit d'effets que pour l'avenir. Au surplus, elle est rigoureusement personnelle à celui qui l'a obtenue (1). Sa femme et ses enfants peuvent, cependant, en pro-

(1) Voir en sens inverse, Audinet, *op. cit.*, dans le *J. Clunet*, qui estime que les effets de l'autorisation à domicile accordée au père s'étendent aussi à ses enfants mineurs. Certains auteurs croient que la controverse n'a pas une grande importance, car, appelés à profiter de l'admission à domicile accordée au chef de famille, ou, au contraire, non compris dans cette autorisation, la femme et les enfants mineurs de l'autorisé sont toujours associés aux effets qu'elle est appelée à produire, la femme si elle le désire (art. 11, al. 1), les enfants mineurs de plein droit (art. 2, al. 2). S'ils sont majeurs au moment de la naturalisation (art. 11, al. 1) les enfants d'un étranger admis à domicile, peuvent, s'ils en font la demande, même si les effets de la naturalisation ne s'étendent pas à eux, obtenir la naturalisation en même temps que le chef de famille. Il est, toutefois, à noter qu'il existe une différence sensible entre les deux hypothèses. Non associés aux effets que l'autorisation à domicile accordée au chef de famille doit produire, la femme et les enfants mineurs, au moment du décret de l'admission, mais qui ont depuis atteint la majorité, seront dans l'impossibilité du vivant de celui-ci de demander de leur chef et indépendamment de leur mari et père la naturalisation en Bulgarie. Au surplus, ces personnes, comme tous les étrangers ordinaires, ne pourront pas non plus

fiter, en vue de l'acquisition ultérieure de la naturalisation, en cas de décès du chef de famille, à la condition, bien entendu, que le délai de 5 ans n'ait pas été dépassé.

B. — *La condition du stage.* — Nous avons déjà suffisamment insisté sur l'utilité qu'il y a d'exiger de celui qui veut devenir Bulgare, une résidence effective dans le pays. La durée de cette résidence est de 3 ans pour l'étranger ordinaire admis à domicile.

Quel est le point de départ de ce délai ? La loi prend le soin de le dire elle-même : c'est à partir du jour où la demande sera enregistrée au ministère de la justice (art. 9-1°, *in fine*). Cette disposition a un caractère rétroactif dans ce sens que le délai de trois ans commence à courir avant que l'autorisation soit accordée par le décret, ce qui est tout à l'avantage du postulant. On n'a pas voulu, avec raison, lui faire supporter les conséquences des lenteurs inhérentes aux opérations de l'administration.

Enfin, le séjour sur le territoire du royaume doit être effectif. Une dispense de cette condition essentielle ne pourrait être accordée que dans le cas où le postulant serait retenu en pays étranger pour l'exercice d'une fonction publique à lui conférée par le gouvernement bulgare. Dans ce cas, les services rendus à la Bulgarie équivalent, d'après les termes mêmes de la loi, à un séjour effectif sur le territoire du royaume (art. 9-2°, al. 2) (1).

II. — *La réduction de la durée du stage.* — Le délai de 3 ans qui forme le droit commun, imposé pour la naturalisation

dans l'intervalle entre leur majorité et la naturalisation bénéficier des avantages que confère l'admission à domicile.

(1) La loi ne prévoit le séjour hors du royaume pour l'assimiler à la résidence en Bulgarie qu'en ce qui concerne l'étranger qui n'a pas obtenu une autorisation préalable de domicile en Bulgarie. Il nous paraît certain que la disposition de l'art. 9-2°, al. 2, doit être étendue aussi à l'étranger admis à domicile.

après l'admission à domicile, peut être abrégé exceptionnellement en faveur de certaines catégories d'étrangers que le législateur a jugés dignes d'un privilège spécial. Il est réduit pour eux à un an de résidence à dater du jour de l'admission préalable à domicile.

Ces étrangers auxquels le législateur accorde ce traitement de faveur sont de deux sortes :

1° Ceux qui, par leur intelligence et leurs travaux, ont rendu à la Bulgarie des services appréciables.

2° Ceux qui, par leurs liens de famille, se trouvent dans une situation spéciale et peuvent invoquer des raisons particulières pour être attachés à la patrie bulgare.

1° La valeur personnelle des étrangers de la première de ces catégories est la considération maîtresse pour laquelle on les admet, après un stage abrégé, dans la cité bulgare. Le cas est prévu par l'article 9-3° ainsi conçu : « Peuvent être naturalisés 1° ... ; 2° ... ; 3° les étrangers admis à fixer leur domicile en Bulgarie, après un an, s'ils ont rendu des services importants à la Bulgarie, s'ils y ont apporté des talents distingués, ou s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'ils ont créé des établissements industriels ou autres. » La loi prend donc le soin de déterminer elle-même les cas dans lesquels l'étranger peut être considéré comme utile au pays.

La Bulgarie doit être d'abord reconnaissante à l'étranger qui lui aura rendu des services appréciables, soit dans des moments difficiles nécessitant non seulement le dévouement des siens, mais encore l'aide et le soutien de tous ceux qui sympathisent avec elle, soit dans les circonstances ordinaires, où l'étranger, en lui apportant le concours de ses connaissances techniques, aura contribué au développement de l'industrie nationale, et plus encore, peut-être, lorsqu'il l'aura fait bénéficier de la supériorité de sa culture intellectuelle.

La Constituante, reconnaissant la justesse et l'équité de ces considérations (1), avait, dès le début, émis le vœu que nos lois sur la nationalité favorisassent plus spécialement l'étranger qui avait, par des services signalés, pris part à la guerre de libération. En exécution de ce vœu, la loi de 1880 avait, dans ses articles 4 et 18 que nous avons déjà rencontrés, prévu des faveurs spéciales pour cette catégorie d'étrangers. La loi de 1883 ne manqua pas, par une disposition spéciale, d'acquiescer, elle aussi, au vœu émis, mais elle réalisa un double progrès. D'une part, elle ne précisa pas la nature des services récompensés et ne concéda pas des avantages aux seuls étrangers qui avaient combattu à nos côtés dans la lutte d'où était sortie l'indépendance bulgare (2) : de l'autre, elle accorda des facilités de naturalisation aux étrangers qui avaient rendu des services à la Bulgarie et qui n'étaient pas d'origine bulgare (3). La disposition de l'article 22 de la loi de 1883 constituait donc un progrès important sur la disposition antérieure. Elle comprenait dans la sphère des favorisés tous ceux qui avaient, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, été utiles au peuple bulgare, et élargissait ainsi le domaine d'application de la naturalisation. C'est cette idée que la loi de 1904 reprend et qu'elle consacre dans son article 9-3°. Par la faveur qu'elle offre elle encourage chez les étrangers, pour le plus grand profit du pays, les manifestations concrètes des sentiments de sympathie qu'ils peuvent nourrir pour notre patrie.

A coté des étrangers qui ont rendu des services au pays, la loi a fait une part à ceux qui y ont apporté des *talents* distingués. Soucieux du bien-être général, le législateur ne pouvait man-

(1) Procès-verbal, n° 15, du 24 mars 1879.

(2) Voir art. 4 de la loi de 1880.

(3) Art. 18 de la loi de 1880.

quer de traiter avec une bienveillance spéciale ceux d'entre eux qui, grâce à leur culture intellectuelle, ont enrichi le pays.

Les littérateurs, les philosophes, les savants, les artistes, viennent incontestablement, par leurs talents, contribuer au relèvement général du pays, au développement de sa vie sociale et aider à l'éclosion de nouveaux besoins qui excitent l'ambition individuelle. Ce sont les sciences, les lettres, les arts mêmes, dont le développement est le signe certain de la vitalité d'un peuple, et ce sont les hommes qui contribuent à les propager parmi nous que le législateur a visés dans son article 9-3°.

Il accorde encore cette faveur à l'étranger qui a introduit en Bulgarie une *industrie*. Il s'agit évidemment d'une industrie nouvelle qui était inconnue jusqu'alors en Bulgarie. Le développement économique de notre pays est subordonné au développement correspondant de ses industries dont le nombre est aujourd'hui trop restreint (1). Leur relèvement est souhaitable. Il s'impose par les exigences de la société bulgare toujours plus grandes, par la force invincible du progrès. D'un autre côté, le développement de l'agriculture intimement liée à l'industrie qui exige chez nous l'abandon des procédés primitifs d'exploitation devenus insuffisants pour faire face à des besoins sans cesse croissants, ne pourra que profiter des encouragements qui seraient accordés aux étrangers, et de l'introduction de nouvelles forces dans le pays. Comment mieux attirer les étrangers qui peuvent nous être si utiles de ce côté encore, sinon par la concession facile de la cité bulgare ?

La même dispense est accordée aux *inventeurs*. Il n'est guère besoin d'insister ici sur l'utilité de l'invention dans l'économie sociale d'un pays, et sur les considérations qui ont inspiré au

(1) Voir à ce sujet, outre les *statistiques* officielle, des renseignements très intéressants dans l'édition du ministère bulgare du commerce et de l'agriculture, *La Bulgarie contemporaine*, Bruxelles, 1905, p. 233.

législateur la concession aux inventeurs d'une faveur aussi importante. Si l'épargne est l'unique moyen de constituer un capital à l'individu, l'invention est le seul qui permette d'en constituer un à l'Etat.

Les principes d'économie politique ne sont, cependant, pas les seuls qui ont déterminé le législateur à édicter au profit des inventeurs le bénéfice de l'article 9-3°. Une autre considération est aussi entrée en ligne de compte : l'ambition très légitime d'avoir des inventeurs au nombre de ses nationaux. Il est hors de doute que l'étranger qui réclame la nationalité bulgare, de ce chef, doit être l'auteur d'une invention qui soit vraiment *utile*. La loi pose expressément cette condition.

Enfin, bénéficie d'une réduction de stage l'étranger qui a créé en Bulgarie des *établissements industriels ou autres*. La loi veut encourager à se fixer en Bulgarie les industriels qui, ayant doté le pays d'établissements nécessaires et utiles au développement général du pays, sont capables de pourvoir, avec des perfectionnements qu'ils ne cesseront d'y apporter, aux nouveaux besoins qui ne tarderont pas à naître.

Il est à remarquer que le législateur accorde une importance toute spéciale aux établissements industriels. Il nous semble que les établissements agricoles devraient être mis sur le même pied que ceux-ci, qu'ils devraient même leur être préférés ; la Bulgarie est un pays agricole par excellence, dont les besoins sont encore grands, et il semblerait logique pour le législateur de mettre l'agriculture au premier plan de ses préoccupations. La fondation d'un établissement agricole a certainement pour le **pays une importance de premier ordre plus grande** que celle d'un établissement industriel. Le créateur d'un tel établissement devrait donc être mentionné avant tout autre. Il serait, cependant, exagéré d'attacher une trop grande importance au silence du législateur, car il est certain qu'il n'a pas voulu, par là,

exclure les établissements agricoles du bénéfice de la loi. Il a seulement eu le tort de ne pas les désigner expressément, d'autant plus que les *exploitations agricoles* figurent dans le texte français auquel il a emprunté la disposition de son article 9-3°.

A l'exemple de l'article 8-5°, alinéa 3, notre article 9-3° n'exige plus dans notre hypothèse, comme le faisait l'article 22 de la loi de 1883 (1), la création de *grands établissements industriels*. Toute fondation d'un établissement industriel de quelque importance qu'il soit, donne le droit de demander la nationalité bulgare avec la dispense de stage prévue par l'article 9-3°. D'ailleurs, toute liberté d'appréciation, aussi bien ici que dans les cas ci-dessus, est laissée au Sobranié qui confère la nationalité bulgare ; il est juge souverain de tous les cas qui se présentent, de leur degré d'utilité, comme des qualités personnelles des postulants à la naturalisation. Il est libre de leur en accorder ou de leur en refuser le bénéfice.

Mais doit-il considérer l'énumération de l'article 9-3° comme limitative ? Un cas très intéressant s'est présenté il y a quelques années. A propos de la fondation d'un institut de sourds-muets on s'est demandé si cette fondation pouvait constituer un titre à la naturalisation à stage réduit. Ce cas n'est pas expressément prévu par l'article 9-3°. Mais on peut le faire entrer dans cet article par une large interprétation de l'expression « établissements industriels et autres. » On ne saurait, nous semble-t-il, sans injustice, refuser le bénéfice d'un stage réduit au fondateur d'un institut de cette nature, s'il le demande. L'utilité qu'un pa-

(1) L'art. 22 de la loi de 1883 prévoyait déjà à peu près toutes les causes de dispense que l'on trouve énumérées dans l'art. 9-3°. Ainsi, outre les services rendus à la Bulgarie, dont il a déjà été question, il mentionnait le fait par un étranger d'avoir introduit en Bulgarie une industrie utile, d'avoir fait une invention appelée à rendre service ou d'avoir fondé dans le pays un établissement de commerce ou d'industrie.

reil établissement présente pour le pays est indiscutable, et il ne paraît pas douteux que le Sobranié doive faire droit à toute demande de ce genre si elle satisfait aux autres conditions prévues par la loi, et si le demandeur, lui-même, offre les garanties nécessaires pour être admis à la cité bulgare.

2° Sont admis, en second lieu, à bénéficier d'une réduction de stage, les étrangers qui, à raison d'un lien de famille, résultant de leur mariage avec une Bulgare, sont considérés par le législateur comme favorablement disposés pour la Bulgarie et comme animés d'un sentiment d'attachement pour ce pays. Cette condition est suffisante pour justifier le privilège qui leur est accordé en ce qui concerne la durée du stage, d'autant plus que le Sobranié est toujours libre d'opposer un refus à toute demande de naturalisation. L'article 9-4° est, en effet, ainsi conçu : « *Peuvent être naturalisés les étrangers qui ont épousé une Bulgare, aussi après une année de domicile autorisé.* »

§ II. — LA NATURALISATION DES ÉTRANGERS NON ADMIS A DOMICILE.

— L'admission à domicile n'est pas une condition *sine quâ non* pour l'étranger qui désire être naturalisé en Bulgarie. Il peut aussi acquérir la qualité de Bulgare sans avoir à justifier d'une autorisation à fixer son domicile dans le pays. Seulement, dans ce cas, il est soumis à des épreuves plus difficiles, jugées indispensables pour remplacer le domicile qui constituent des gages suffisants de la sincérité de son intention de devenir Bulgare. Il peut cependant dans des circonstances exceptionnelles, bénéficier d'une dispense de ces épreuves.

Il y a, ici encore, à distinguer deux catégories d'étrangers : 1° ceux pour lesquels les épreuves prévues par la loi sont de rigueur ; 2° ceux qui en sont dispensés.

I. *Résidence en Bulgarie pendant dix années* (1). — L'article

(1) La loi de 1880 ne connaissait pas l'admission à domicile proprement

9-2° qui prévoit ce cas est ainsi conçu : « Peuvent être naturalisés les étrangers qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant dix années. Est assimilé à la résidence en Bulgarie, le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le gouvernement bulgare. » Sont compris dans cette catégorie tous les étrangers ordinaires qui n'ont pas demandé, ou, pour une cause quelconque, n'ont pas obtenu l'admission à domicile, ainsi que ceux qui ont laissé périmer les effets d'une autorisation accordée régulièrement, mais devenue caduque après l'expiration du délai de cinq années dans les conditions prévues par la loi. Sont compris encore dans cette catégorie les étrangers séjournant hors de Bulgarie pour l'exercice d'une fonction dont ils sont investis pour le compte de notre gouvernement. Il serait, en effet, cruel de priver cette dernière catégorie d'étrangers de la possibilité de devenir Bulgares pour l'unique raison qu'ils sont obligés, pour être utiles à la Bulgarie, de séjourner loin de ce pays. La justesse de cette disposition est donc de toute évidence.

La résidence en Bulgarie pendant dix années doit être continue et ininterrompue. Une résidence parmi nous de la moitié, par exemple, de ce délai, ne serait pas un gage suffisant d'attachement, et ne permettrait pas de contrôler utilement les sentiments du candidat pour le pays, d'être renseigné d'une façon assez complète sur sa conduite et ses qualités. Une fois le laps de dix années écoulé, l'étranger peut demander et obtenir la na-

dite ; une simple résidence en Bulgarie, pendant cinq années, était suffisante pour pouvoir demander et obtenir la naturalisation. La loi de 1883 exigeait, au contraire, que le candidat se fît, après une résidence d'un an en Bulgarie, inscrire comme membre d'une commune en Bulgarie. Elle imposait ensuite un stage de 3 ans de domicile. C'était seulement après avoir rempli toutes ces conditions que la naturalisation pouvait être demandée. Elle ne connaissait donc pas la naturalisation sans condition de domicile que prévoit l'art. 9-2° de la nouvelle loi.

turalisation. La condition de moralité est-elle exigée de lui? Le doute n'est pas permis sur ce point. On pourrait le croire à l'abri des investigations de l'autorité, que doit subir tout étranger qui sollicite son admission à domicile en Bulgarie: la loi en effet dans sa partie qui fixe la procédure de la naturalisation ne prescrit aucune enquête administrative *préalable* à son sujet. Pourtant, il n'y échappe pas. L'article 10 *in fine* le dit d'une façon trop formelle pour qu'il y ait le moindre doute à cet égard; il oblige même le Sobranié, qui est maître de refuser ou d'accueillir la demande en naturalisation, de prendre, avant de se prononcer, d'amples renseignements sur la personne du candidat et sur sa moralité. L'Assemblée, même dans les cas où le résultat n'est pas défavorable à l'étranger, a d'ailleurs le droit, — grâce au pouvoir discrétionnaire dont elle est investie, — de refuser la naturalisation.

L'étranger qui justifie d'une résidence non interrompue de dix ans (1) *peut* donc obtenir la naturalisation en Bulgarie, mais on ne peut pas dire qu'il ait droit à cette naturalisation et il peut se la voir refuser, même s'il satisfait à toutes les conditions prescrites par la loi.

II. *Dispense de stage. — Acquisition de la nationalité bulgare par la femme et les enfants majeurs du naturalisé* (2). — Les articles 11, alinéa 1, et 29 (3) consacrent un progrès considérable de la législation bulgare relative à la nationalité: ils permettent à la femme et aux enfants majeurs du naturalisé d'acquérir, sans

(1) Le candidat doit *justifier* qu'il a résidé en Bulgarie pendant le laps de temps déterminé par l'art. 9-2°. La loi ne dit pas par quels moyens cette justification peut être faite. On peut en conclure quelle peut être établie par tous les moyens. Il est incontestable cependant que les documents émanés des autorités sont les plus probants.

(2) Cfr. Hessen, *De l'influence de la naturalisation sur la condition de la famille de l'étranger*, dans le *Journal du ministère de la justice russe* (en langue russe), 1896, n° 10.

(3) V. le texte de ces articles à la fin de cet ouvrage.

condition de stage et d'une manière abrégée, la nationalité bulgare. La réforme n'est cependant pas toute neuve ; elle s'était déjà introduite en partie en Bulgarie par suite de l'influence exercée par le droit allemand sur les deux premières lois bulgares relatives à la nationalité. Le changement de nationalité du père de famille, d'après les articles 10, loi de 1880, et 6, loi de 1883, entraînait *de plano* et sans qu'ils aient à en faire la demande, celui de sa femme et de ses enfants mineurs ; mais ces textes étaient muets en ce qui concerne les enfants majeurs du naturalisé, lesquels devaient, dans ce système, recourir aux voies ordinaires de naturalisation que les lois mettaient à la disposition de tout étranger. Ce système, qui est encore aujourd'hui en vigueur en Allemagne, n'était plus compatible avec les idées dont est fortement empreinte la nouvelle loi et qui furent introduites en Bulgarie à la suite de l'adoption du système français. Sous l'influence de considérations juridiques spéciales, que nous avons déjà eu l'occasion de signaler dans le titre précédent du présent ouvrage, l'attribution de notre nationalité est restreinte rigoureusement, quant à ses conséquences, au seul individu qui en fait la demande ou qui a une aptitude spéciale et personnelle à devenir Bulgare. En effet, le changement de nationalité ne peut, en aucune façon, s'opérer *de plano*, sans que l'individu qui aura à en subir les effets, n'ait exprimé d'une façon expresse ou tacite sa volonté de devenir Bulgare. La naturalisation forcée et obligatoire se trouve, par là, condamnée : comme toute naturalisation involontaire, elle répugne aux principes adoptés en Bulgarie. Comment pourrait-on tenir compte de la volonté lorsqu'elle n'est exprimée d'aucune façon ? Obligerait-on la femme mariée à suivre à l'encontre de ses sentiments personnels, le changement de nationalité de son mari dû peut être à un caprice momentané (1) ?

(1) Si la femme prend au moment du mariage la nationalité de son mari, c'est

Il serait puéril de croire qu'elle ait par avance souscrit aux changements éventuels qui, *matrimonio durante*, peuvent affecter la nationalité de son mari. Enfin, comment garantir à l'Etat, avec un pareil système, l'honorabilité et la dignité de ceux qu'il admet au nombre de ses nationaux, puisque l'enquête qu'il a entreprise n'a porté que sur les qualités et l'aptitude de celui qui seul a sollicité sa naturalisation ? (1)

Nous compléterons cette matière par les considérations suivantes :

1° La femme et les enfants majeurs du naturalisé doivent, pour obtenir notre nationalité, formuler une demande expresse (2) et

qu'elle sait à quoi elle s'expose. Elle entend acquérir du fait de son mariage la nationalité de son mari ; mais n'entend-elle pas aussi la *garder* et ne pas en suivre les vicissitudes ? Cf. de Folleville, *op. cit.*, p. 446 et la note. Cf. aussi en ce sens, Laurent, *op. cit.*, n° 349. V. en sens contraire, Facelli (*Commento al primo titolo del codice civile italiano. Godimento dei diritti civili di cittadinanza*, Torino, 1892, p. 195), qui estime que la naturalisation du mari doit entraîner le changement de nationalité de la femme afin de maintenir intacte la société conjugale et de ne pas l'exposer à des bouleversements.

(1) Une solution toute différente est donnée par la législation russe qui n'admet aucune divergence dans la nationalité des deux époux. Ainsi la femme d'un étranger qui se fait naturaliser russe acquiert, par l'effet de cette naturalisation, la nationalité russe. En sens inverse, la perte de la nationalité russe par le mari entraîne aussi la perte par la femme de cette nationalité. (Un auteur, M. Borivikowsky, dans le *Journal du ministère de la justice*, 1897, n° 1 (en langue russe), tout en admettant le premier, exclut le second de ces deux effets de la loi russe). Cf. Engelman, *La divergence dans la nationalité des deux époux est-elle admise, en droit russe*, dans le même journal du mois d'avril 1897, p. 187. Cf. à ce sujet, L. Démis, *Dictionnaire juridique*, Saint-Pétersbourg, 1889, p. 145. Voir aussi la note 2 de la page 100. Une solution semblable n'est-elle pas fournie aussi par la loi bulgare de 1883 ? Oui. En effet, tout en admettant (art. 6) que l'acquisition de la nationalité bulgare par le mari, confère la même qualité à sa femme étrangère, cette loi n'autorise pas (art. 17) la femme mariée, de nationalité étrangère, à acquérir séparément de son mari notre nationalité. Notre législateur ne veut-il pas par là obliger la femme mariée à suivre toujours la condition de son mari ? (Rapp. aussi art. 34).

(2) La rédaction du texte bulgare diffère de celle de l'art. 12, al. 2, du code civil français. Il n'est question nulle part dans ce texte de la nécessité pour les intéressés de formuler une demande ; il y est seulement dit : « La femme ma-

l'adresser en même temps que la demande principale à l'autorité compétente pour décider sur la naturalisation du mari, du père ou de la mère. Ils ne sont donc pas compris *de plano* dans la loi qui concède la nationalité bulgare au chef de famille.

2° La femme et les enfants majeurs du naturalisé sont affranchis des conditions de stage et d'admission à domicile auxquelles l'étranger ordinaire doit satisfaire. Par contre, pour les mêmes raisons qui font repousser la demande principale, ou pour des raisons spéciales, ils peuvent se voir refuser la faveur qu'ils réclament ; dans un seul cas celui où ils ont joint leur demande à la déclaration faite par le chef de famille, c'est-à-dire lorsque le mari, le père ou la mère, excipent du bénéfice d'un des textes relatifs à la naturalisation de faveur, leur demande produit des effets immédiats et irrévocables. En effet, aucune enquête sur la moralité de l'intéressé n'est prescrite dans ce cas, et aucune autorité n'est compétente pour rejeter la demande principale si toutes les conditions prévues par le texte sont réunies. D'ailleurs l'enregistrement de la déclaration ne peut, en aucun cas, comme nous l'avons déjà vu, être refusé.

3° Mais si la femme et les enfants majeurs du naturalisé doivent former leur demande conjointement avec celle du chef de famille peuvent-ils la former séparément après la naturalisation de celui-ci ? L'affirmative a été soutenue, en droit français, par des autorités considérables (1). Elle rencontre cependant des adversaires (2). Comment cette question se présente-t-elle en droit

riée à un étranger qui se fait naturaliser Bulgare, et les enfants majeurs du naturalisé pourront, *s'ils le désirent*, sans condition de stage..., etc. ». Il est évident qu'on doit lire : *s'ils le demandent*, c'est-à-dire s'ils en font la demande, bien que l'expression employée par l'art. 11, al. 1, manque de précision à cet égard.

(1) V. Cogordan, *op. cit.*, p. 168 ; Weiss, *Nationalité*, p. 151-155, *Manuel*, p. 109, Rouard de Gard, *op. cit.*, p. 160 ; Vincent, *op. cit.*, n° 183.

(2) Le Sueur et Dreyfus, *op. cit.*, p. 139.

bulgare ? (1). — Deux textes sont à consulter, sur la question : ce sont : 1° l'article 11, alinéa 1 ; 2° l'article 29. Le second de ces textes, qui n'est rien autre que la reproduction de l'article 5 du décret réglementaire français du 13 août 1889 rendu en exécution de la loi du 26 juin de la même année, — texte inséré dans la loi de 1904, et ayant, par conséquent, force de loi en Bulgarie — complète et interprète, en quelque sorte, le premier. Quelle est sa teneur ? Son alinéa 1 s'occupe de l'attribution de la qualité de Bulgare à la femme et aux enfants majeurs de l'étranger ordinaire qui demande au Sobranié sa naturalisation. Il ne prévoit qu'une seule manière, pour celle-ci, de s'opérer : l'adjonction de la demande de naturalisation de la femme et des enfants à celle faite par le chef de famille. Quant à son alinéa 2 que nous avons déjà étudié, il s'occupe de la femme et des enfants majeurs du naturalisé de faveur, et pour eux également il ne prévoit que l'adjonction de leur demande à la déclaration faite par le chef de famille. Mais, disent les partisans de l'affirmative, outre le droit de *demandeur une naturalisation* qui leur sera peut-être refusée, la femme et les enfants majeurs du naturalisé peuvent, s'ils se trouvent encore dans les conditions de l'article 9 (art. 6), réclamer comme un droit le titre de national, en vertu de la disposition finale de l'article 11, alinéa 2, d'après laquelle la qualité de nationaux leur est encore acquise « comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et dans les conditions de l'article 6. »

Mais, rapprochés de la première partie du texte et de l'article 29 qui les expliquent, ces termes doivent-ils être pris à la lettre ? Non, car une pareille interprétation aurait l'inconvénient de nous conduire à des résultats inacceptables. En effet, les facilités ac-

(1) La question a été étudiée en Bulgarie par M. Stokoff, *op. cit.*, p. 100, 124, 140 et 150. Cet auteur semble suivre le système de l'affirmative adopté par un grand nombre d'auteurs en France.

cordées par l'article 11, alinéa 1, à la femme et aux enfants majeurs du naturalisé sont-elles limitées à la naturalisation du chef de famille par décision du Sobranié, c'est-à-dire à l'hypothèse de la naturalisation ordinaire (1) ? Nous ne le croyons pas. L'article 11 (2) ne saurait sans injustice passer sous silence la naturalisation de la femme et des enfants majeurs de celui qui obtient la qualité de Bulgare par la naturalisation de faveur. Ce texte ne saurait exiger qu'ils recourent, pour jouir du bénéfice de la naturalisation, aux règles de droit commun, en ce qui concerne la naturalisation ordinaire. Une telle solution n'est pas acceptable. S'ils n'ont pas plus de titres personnels à la nationalité bulgare que la femme et les enfants majeurs de l'étranger qui n'est pas admis à bénéficier des règles de la naturalisation de faveur, on ne voit pas pour quelles raisons ils seraient traités moins favorablement ? Mais, dira-t-on, si ces personnes demandent la qualité de Bulgares conjointement avec le chef de famille qui fait une déclaration de nationalité (cas de naturalisation de faveur), ils deviendront Bulgares de *plein droit*, ce qui paraît excessif, ces personnes dans la pensée du législateur ne devant obtenir la nationalité bulgare que par une décision du Sobranié.

(1) Cf. en ce sens, Vincent, *Nationalité*, n° 145.

(2) En effet, relisons l'art. 11, al. 1 : « La femme... et les enfants majeurs... pourront... obtenir la qualité de Bulgares... soit par la décision du Sobranié, qui confère cette qualité au mari ou au père ou à la mère, soit comme une conséquence de la déclaration *qu'ils* feront dans les termes et dans les conditions de l'art. 6. Sont visés, sans nul doute, dans la rédaction actuelle du texte cité, la femme et les enfants majeurs. N'est-ce pas là une inadvertance de rédaction ? N'a-t-on pas voulu exprimer cette pensée que la femme et les enfants majeurs profiteront non seulement de la naturalisation ordinaire de leur mari, de leur père ou de leur mère, mais aussi de la naturalisation de *faveur* de ceux-ci comme conséquence de la déclaration *qu'ils* feront dans les termes et sous les conditions de l'art. 6 ? En effet, dans ce cas, celui qui fait la déclaration devient Bulgare de plein droit, et ceux qui joindront leur demande de naturalisation à sa déclaration n'auront pas à obtenir de l'autorité une concession spéciale. — Ainsi seulement peuvent être conciliées les dispositions de l'art. 11, al. 1, *in fine*, et de l'art. 29, al. 2.

Soit ! mais ces scrupules sont inexplicables de la part de ceux qui, par une application littérale et vicieuse de la disposition de l'article 11, alinéa 1 *in fine*, permettent la naturalisation de plein droit par simple déclaration, faite après la naturalisation du chef de famille (qui peut souvent être faite *in fraudem legis*), à la femme et aux enfants majeurs de l'étranger *ordinaire*. Et pourtant ils croient devoir refuser cette naturalisation *de plano* à ces mêmes personnes, lorsqu'elles veulent bénéficier conjointement avec leur mari ou père de la faveur que le législateur accorde à celui-ci dans certains cas. Donc, plus une personne est digne d'attention, moins elle sera favorisée ? C'est évidemment inadmissible.

La disposition de l'article 29 apporte aussi à l'acception littérale de ce texte un démenti formel. La raison d'être de ce texte est d'expliquer l'article 11. Or, en dehors du cas prévu dans son alinéa 1, que nous avons ci-dessus signalé et qui vise l'hypothèse de la naturalisation de l'étranger *ordinaire*, son alinéa 2 s'occupe d'un cas différent : celui de la naturalisation de faveur *du chef de famille*, la femme et les enfants majeurs devant, dans ce cas, joindre leur demande à la *déclaration par lui faite*. L'article 29 ne dit pas autre chose ; il ne prévoit pas de procédé spécial pour la femme et les enfants majeurs d'obtenir la qualité de Bulgares. La femme et les enfants majeurs du naturalisé ne peuvent donc pas, en droit bulgare, faire séparément une demande après la naturalisation du chef de famille. Le texte de l'article 29 s'y oppose.

La solution inverse aurait, du reste, conduit, en Bulgarie, à des conséquences si singulières et si bizarres qu'elle n'aurait pu être admise. Supposons un individu étranger et majeur de moins de 22 ans, dont l'honorabilité et la dignité sont à ce point suspectes qu'il ne pourra qu'être l'objet d'une enquête nettement défavorable. Il convoite depuis longtemps, pour des motifs purement égoïstes et peu dignes d'intérêt, le titre de national en

Bulgarie. Il n'osera pas formuler sa demande directement au Sobranié, parce qu'il ne se fait aucune illusion sur le résultat de l'enquête. Mais il saisira l'occasion de la naturalisation de son père — étranger ordinaire — pour former une demande qu'il se gardera bien de joindre à celle que fera son auteur, sauf à exciper plus tard du bénéfice de l'article 6 en se conformant fidèlement à ses exigences, et cela il le fera sans craindre, comme nous l'avons déjà fait remarquer (1) un refus de la part de l'autorité. Donc, lui permettre de profiter de la disposition de l'article 6, c'est faciliter à l'excès l'accès de la naturalisation, — et cependant combien dans d'autres cas notre législateur mesure parcimonieusement la concession de notre nationalité ! — c'est ouvrir la porte à toutes sortes d'abus dont la nation bulgare n'aura pas à se féliciter. C'est aussi encourager la fraude, et l'intrusion, dans la nationalité bulgare, à des individus suspects, au courant des défauts de nos lois, qui ont des raisons spéciales pour éviter les grands chemins qui leur sont si libéralement ouverts. Enfin, la rareté d'application de ce cas et le peu d'utilité pratique qu'il présente, ne sont pas faits pour compenser les grands risques que l'adoption de cette interprétation de l'article 11 *in fine* ferait courir.

SECTION II. — Procédure de la naturalisation.

La procédure de la naturalisation est réglée par la loi. C'est elle qui désigne, d'une façon formelle et absolue, l'autorité qui accorde la naturalisation, elle qui indique comment elle est accordée. Donc, désignation des autorités compétentes, indica-

(1) L'art. 6 reproduit, comme nous l'avons déjà vu, la formule de l'art. 9 du code civil français, rédaction de la loi de 1889, et ne prévoit de la part de l'autorité, une fois les conditions prescrites remplies, aucun refus possible pour cause d'indignité à l'admission de cet individu à la nationalité bulgare.

tion des formalités à remplir, voilà les deux questions dont nous aurons à nous occuper dans les deux paragraphes qui suivent.

§ I. AUTORITÉ COMPÉTENTE. — La naturalisation est un acte de souveraineté. Toute souveraineté réside dans la nation. C'est donc la nation qui, seule, est compétente pour l'accorder. Avouée ou inconsciente, telle était la raison de principe qui inspira à notre pouvoir constituant la disposition qu'il a consacrée dans l'article 55 de son œuvre.

La naturalisation est accordée, en Bulgarie, par le pouvoir législatif (1). Les lois sur la naturalisation y sont empreintes d'une grande rigidité : le législateur conçoit l'admission des étrangers dans la cité comme un acte de nature exceptionnelle qui doit rester accessible aux seuls élus.

Mais, à côté des raisons de principe qui sont alléguées avec beaucoup d'autorité par les théoriciens, pour justifier l'intervention du pouvoir législatif en cette matière, des considérations étrangères, qui touchent plutôt à l'application pratique et concrète de ces mêmes principes, viennent fortifier cette opinion. Quel est le pouvoir — le phénomène est surtout intéressant en Bulgarie — qui cède le plus facilement aux influences étrangères ? C'est sans conteste le pouvoir exécutif ; dès lors il est naturel que l'on ait voulu mettre une matière aussi importante que la naturalisation à l'abri des interventions souvent passionnées venant de l'extérieur (2). Le principe est actuel-

(1) On comprend que ceux auprès desquels la naturalisation n'est qu'un simple contrat, n'admettent que difficilement, en cette matière, l'intervention directe du pouvoir législatif. Dans leur théorie, il suffit, pour qu'un étranger se fasse naturaliser, qu'il traite avec un représentant de l'Etat, son contractant. Ce représentant sera le pouvoir exécutif, d'une part, parce qu'il est chargé d'appliquer les lois et de communiquer avec l'extérieur et, d'autre part, parce qu'il peut prendre ses décisions avec plus de promptitude et de liberté d'action que le pouvoir législatif. Toute solution différente serait, semble-t-il, incompatible avec la théorie de la nationalité-contrat.

(2) La loi de 1880 restait fidèle à ce principe fondamental posé par l'art. 55

lement posé dans l'article 10 de la loi de 1904. Il est à remarquer, à cet égard, que la rigueur dont notre législation a fait preuve au début s'est relâchée peu à peu (1). Elle a fléchi à mesure que de nouveaux éléments ont apparu pour élargir la porte d'entrée de la cité bulgare.

C'est d'abord l'introduction du *jus soli* en matière de nationalité d'origine qui enlève beaucoup de leur rigueur primitive aux règles en matière de naturalisation. L'admission à la cité par voie de naturalisation n'est plus l'unique mode par lequel les éléments ethniques étrangers à la nation bulgare accèdent à notre nationalité. L'élément territorial est venu de bonne heure se placer à côté d'elle. Il a des traits communs avec la naturalisation. Comme elle, il n'a rien d'impératif ; il ne s'empare pas de force de l'intéressé ; mais, en revanche, il constitue un mode plus sûr qui n'est plus abandonné à la discrétion de l'autorité, au caprice du pouvoir législatif, pour conférer un droit à la cité, avec des effets plus importants et plus profonds. En second lieu, la multiplication considérable des cas de naturalisation de faveur qui ne nécessitent pas l'intervention du pouvoir législatif parce qu'ils constituent invariablement un droit pour celui qui en a la vocation, porte un coup sérieux à la rigidité dont était primitivement empreinte l'admission à la cité bulgare (2).

Au surplus, il semble bien que la rigueur de nos lois en matière de naturalisation doive rencontrer une vive opposition dans le développement économique, social, et politique du pays. La méfiance de l'étranger et la crainte des influences étrangères qui

de la Constitution. Celle de 1883, à raison de la situation critique du pays au moment de son élaboration, s'en écarte et consacre le principe contraire. La naturalisation était accordée par le prince, sur la proposition du ministre de la justice, après avis conforme du Conseil d'État (art. 20).

(1) C'est le système que la loi de 1880 suit fidèlement.

(2) L'art. 55 de la Constitution est formel : « Les étrangers peuvent acquérir la nationalité bulgare avec l'autorisation du Sobranié. »

peuvent, dans certaines circonstances politiques, dégénérer en une pression vraiment odieuse et inqualifiable, justifient, jusqu'à un certain point, les mesures restrictives destinées à barrer l'entrée de la nationalité bulgare. Mais par le fait même du développement général du pays, par imitation aussi des lois étrangères, — la loi de 1904 emprunte, comme nous le savons, la plupart de ses dispositions à la loi française, — la législation bulgare arrivera peu à peu, par des concessions successives, à faire fléchir d'une manière sensible les principes trop rigoureux qui règlent l'admission des étrangers à la cité bulgare.

§ 2. FORMALITÉS A REMPLIR. — L'étranger qui désire obtenir la nationalité bulgare doit, à cet effet, dans les délais prévus par la loi, adresser au Ministre de la Justice, une demande accompagnée de son acte de naissance, d'un extrait de son casier judiciaire bulgare, des actes de naissance de ses enfants mineurs s'il en a, enfin, de la traduction de ces pièces si elles sont rédigées en langue étrangère (art. 26, alinéa 1). Article 26, alinéa 2 : « Si l'intéressé ne peut pas se procurer les actes de naissance énumérés ci-dessus, ces actes seront suppléés par un certificat de notoriété, délivré par le juge de paix de son domicile. Ce certificat, rédigé sur déclaration de trois témoins de l'un ou de l'autre sexe, parents ou non, contient : les nom et prénom du demandeur, ceux de ses parents s'ils sont connus ; sa profession et son domicile ; le lieu de sa naissance, et, s'il est possible, la date de sa naissance ainsi que les causes qui empêchent la production de l'acte de naissance. Il est signé du juge de paix et des témoins. » Outre ces documents que le postulant doit joindre à sa demande, il doit produire encore, suivant les cas, soit l'acte de naissance de sa femme et celui de son père, nécessaire pour établir l'origine bulgare de celle-ci, au cas où il exciperait de l'article 9-4°, c'est-à-dire qu'il voudrait, ayant épousé une Bul-

gare, obtenir la naturalisation après un an de stage seulement (art. 27) ; soit les pièces officielles destinées à prouver sa résidence continue et non interrompue en Bulgarie pendant 10 années consécutives, quand il n'est pas autorisé à domicile. La demande valablement instruite est déférée par le Ministre de la Justice au Sobranié qui statue.

La naturalisation est accordée par une loi spéciale qui doit être sanctionnée, promulguée et publiée, comme toute loi, dans le *Journal Officiel*. Ce sont là des dispositions formelles et le Sobranié ne peut en aucune façon, et en aucune circonstance, y déroger. La qualité de Bulgare n'est acquise qu'à compter du jour où la loi qui confère la nationalité bulgare, a été, après avoir été sanctionnée par le Roi, insérée dans le *Journal Officiel*. En effet, comme toutes les lois, elle n'est exécutoire et ne peut produire d'effets qu'à partir du jour où elle a été régulièrement promulguée et publiée. De plus, l'intéressé ne peut exciper de sa qualité de Bulgare qu'à partir du jour où le changement de nationalité a pu être notifié aux tiers. Il est juste que ceux-ci soient avertis du changement qui intervient dans son statut personnel. S'il en était autrement des abus seraient à craindre, le changement d'état du naturalisé pouvant, dans bien des cas, le placer dans une situation dangereuse vis-à-vis des tiers qui ont traité avec lui. Si la question du moment où la nationalité est acquise dans notre hypothèse peut être controversée en France, où la naturalisation n'est accordée que par décret, elle ne semble pas donner lieu à des difficultés en Bulgarie où la qualité de national est conférée par une loi ; cette loi comme toutes les lois, ne peut pas régulièrement avoir d'effet rétroactif et faire remonter les effets de la naturalisation au jour de la demande. C'est donc à un moment bien précis, au jour de la publication, c'est-à-dire à la date que porte le *Journal Officiel* dans

lequel la loi est insérée, que la naturalisation s'opère chez nous (1).

B. — QUELS SONT LES EFFETS DE LA NATURALISATION ?

La naturalisation a pour effet d'assimiler l'étranger au national. Elle doit donc, dès le jour où elle s'opère, lui conférer tous les droits et avantages dont jouissent les nationaux, le soumettre aux charges et obligations auxquelles sont assujétis les Bulgares d'origine (2). Cette affirmation, vraie pour ce qui est de la seconde de ces propositions, souffre des restrictions en ce qui concerne la première. Ainsi, il n'est point exact de dire que le naturalisé jouisse, dès le jour de son admission dans la cité bulgare, de tous les privilèges qui sont accordés aux indigènes. Il y a un certain nombre de ces privilèges, de beaucoup les plus importants, qui ne lui sont pas attribués au début, et ne lui sont conférés que plus tard lorsque, avec le temps et l'expérience qu'il aura acquise de la vie bulgare, son assimilation sera devenue plus complète. C'est sur ce dernier point que nous devons fournir quelques explications.

Sans nous arrêter sur la distinction qu'il y a à faire entre les droits civils et les droits politiques, nous dirons tout de suite

(1) En notre sens, Surville et Artuis, *op. cit.*, p. 87, note 2. En sens contraire un arrêt de la cour de Paris du 12 mai 1893, *J. Clunet*, 1893, p. 847... Que si le décret de naturalisation intervenu le 8 décembre 1891, antérieurement à l'assignation à fin de divorce du 22 janvier 1892, n'a été inséré au *Bulletin des Lois* que dans le numéro du 9 février suivant, il n'en a pas moins pour effet de fixer la nationalité de M... au jour même de sa date... » En Bulgarie cette solution nous paraît difficilement acceptable.

(2) La loi de 1883 a fidèlement appliqué ce principe. Ainsi son art. 1^{er} dispose : « La nationalité bulgare donne droit à l'exercice de tous les droits civils et politiques et rend obligatoires toutes les charges reconnues légales dans l'État. » — Cette disposition est toutefois trop étendue et trop absolue. Confère-t-elle aux femmes bulgares aussi tous les droits civils et politiques et les soumet-elle à toutes les charges et obligations résultant de la nationalité bulgare ? Nous avons déjà eu l'occasion d'envisager cette question.

que, seuls, les premiers sont, d'après la loi bulgare, accordés au naturalisé dès le jour de sa naturalisation dans leur plénitude. L'intégralité des droits politiques ne lui sera attribuée qu'ultérieurement, dans un délai qui varie suivant le degré d'assimilation qu'il est présumé avoir atteint. La considération très légitime qui a inspiré notre législateur en cette matière est la suivante. Lorsque le naturalisé est admis au nombre des sujets bulgares après une résidence en Bulgarie d'une certaine durée qui peut être quelquefois très courte, on peut craindre qu'il ne connaisse pas suffisamment les besoins du pays et qu'il ne partage pas ses affections et ses aspirations. Il serait prématuré de lui confier des droits dont l'exercice, qui constitue une véritable participation à la puissance publique, implique un profond attachement au pays (1). Or, cet attachement ne peut être acquis qu'après un séjour prolongé dans le pays, quand le naturalisé s'est familiarisé avec ses mœurs, ses habitudes, quand il a appris à l'aimer. C'est alors seulement que l'on doit lui concéder le droit d'être éligible à l'Assemblée législative (art. 13, loi 1904). La loi de 1880 (art. 17) fixait à 5 années la durée du stage que le naturalisé devait subir après la naturalisation pour acquérir ce droit d'éligibilité. Au contraire, la loi de 1883 assimilait d'une façon complète, à cet égard, le naturalisé au national. Il faut arriver jusqu'à la loi de 1895 pour retrouver cette condition de stage ; le délai y est fixé à 15 ans. En 1897, dans la loi électorale, il fut même porté à 20 ans. La nouvelle loi de 1904, dans son article 13, fait des distinctions. D'une manière générale, la durée du stage est de 15 ans pour tout naturalisé bulgare, mais il est réduit à 10 ans pour ceux qui ont acquis la nationalité

(1) Ces considérations d'ordre général firent au Sobranié, aussi bien au moment de la discussion de la loi de 1880, qu'au cours de celles de 1895 et de 1904, l'objet de longs débats. En 1903, au moment de la discussion de la loi de 1904 (séance du 18 décembre), il est à remarquer que, seule de toutes les dispositions de la loi, celle-ci arrêta l'attention de notre législateur.

bulgare par application de l'article 9-3°, c'est-à-dire pour ceux qui ont rendu des services à l'Etat, ont apporté dans le pays des talents distingués, y ont introduit soit une industrie, soit une invention utile, y ont créé des établissements industriels ou autres. Enfin, la loi permet au législateur, par une disposition spéciale, de réduire jusqu'à trois années la durée du stage.

Vu :

Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu :

Le Président de la thèse,
RENAULT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

APPENDICE

I. — Loi relative à la nationalité bulgare,

Promulguée par décret du Roi du 31 décembre 1903, publiée dans
le *Journal Officiel*, n° 3, du 5 janvier 1904.

CHAPITRE I. — Dispositions générales.

1. — La nationalité bulgare donne droit à l'exercice de tous les droits civils. Les droits politiques s'acquièrent et se conservent conformément à la Constitution et à la loi électorale.

2. — Sont considérés comme sujets bulgares, tous les individus qui, à la création de la Principauté, avaient leur domicile ou étaient nés dans les limites de son territoire.

3. — Sont considérés comme sujets bulgares tous les individus qui, après la création de la Principauté, ont acquis, d'après les dispositions de la présente loi, la qualité de Bulgares.

4. — La nationalité bulgare s'acquiert : par naissance, par naturalisation, par mariage.

CHAPITRE II. — Nationalité par naissance.

5. — Est censé sujet bulgare par naissance :

1° Tout individu né en Bulgarie ou à l'étranger d'un Bulgare.

L'enfant naturel dont la filiation est établie pendant la minorité, par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a été faite. Si elle résulte pour le père ou la mère du même acte ou du même jugement, l'enfant suivra la nationalité du père ;

2° Tout individu né dans la Principauté (Royaume) de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ;

3° Tout individu né dans la Principauté (Royaume) d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, y est domicilié, à moins que, dans l'année

qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par les lois de la Principauté (Royaume), il n'ait décliné la qualité de Bulgare et établi, au moyen d'une attestation de son gouvernement, qu'il a conservé la nationalité de ses parents, et qu'il n'ait, en outre, produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a satisfait aux dispositions de la loi militaire du pays de ses parents.

6. — Tout individu né en Bulgarie d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité pourra, jusqu'à l'âge de 22 ans accomplis, faire sa soumission de fixer en Bulgarie son domicile, et, s'il l'y établit dans l'année à compter de l'acte de soumission, aura le droit de réclamer et de se faire reconnaître la qualité de Bulgare par une déclaration enregistrée au ministère de la justice.

Si l'individu est âgé de moins de 21 ans accomplis, la déclaration sera faite en son nom par son père ; en cas de décès, par sa mère ; en cas de décès du père et de la mère, ou de leur exclusion de la tutelle, par le tuteur avec l'approbation du conseil de famille.

Cet individu devient également sujet bulgare si, ayant été porté sur le tableau de recensement, il se présente au conseil de revision sans opposer son extranéité.

7. — Tout individu né en Bulgarie ou à l'étranger de parents dont l'un a perdu la qualité de Bulgare pourra réclamer cette qualité à tout âge (sa vie durant), aux conditions fixées par l'article précédent, à moins que, établi en Bulgarie et appelé sous les drapeaux, lors de sa majorité, il n'ait revendiqué la qualité d'étranger.

8. — Tout individu de nationalité étrangère mais d'origine bulgare devient sujet bulgare s'il s'établit dans la Principauté (Royaume), et, par déclaration adressée au Ministre de la Justice, manifeste son intention de fixer son domicile dans les limites de la Principauté (Royaume).

CHAPITRE III. — Nationalité par naturalisation

9. — Peuvent acquérir la nationalité bulgare par naturalisation :

1^o Les étrangers qui ont obtenu l'autorisation de fixer leur domicile en Bulgarie, conformément à l'article 14, après trois ans de domicile en Bulgarie, à dater de l'enregistrement de leur demande au ministère de la justice ;

2^o Les étrangers qui peuvent justifier d'une résidence non interrompue pendant dix années ;

Est assimilé à la résidence en Bulgarie le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouvernement bulgare ;

3^o Les étrangers admis à fixer leur domicile dans la Principauté

(Royaume), après un an, s'ils ont rendu des services importants à la Bulgarie, s'ils y ont apporté des talents distingués ou s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'ils ont créé des établissements industriels ou autres ;

4° Les étrangers qui ont épousé une Bulgare, aussi après une année de domicile autorisé.

10. — La naturalisation des étrangers énumérés dans l'article précédent qui l'ont demandée, conformément aux règles du Chapitre VI, est accordée par le Sobranié sur proposition du Ministre de la Justice et après enquête sur la moralité de l'étranger.

11. — La femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser Bulgare et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé pourront, s'ils le désirent, obtenir la qualité de Bulgares, sans condition de stage, soit par la décision du Sobranié, qui confère cette qualité au mari ou au père ou à la mère, soit comme conséquence de la déclaration qu'ils feront dans les termes et sous les conditions de l'article 6.

Deviennent Bulgares les enfants mineurs dont le père et la mère ou seulement le père, ou la mère survivante, se font naturaliser Bulgares, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 5-3°.

12. — Les individus qui acquerront la qualité de Bulgares dans les cas prévus par les articles 6, 7, 16 et 18 ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque.

13. — L'étranger qui a acquis la nationalité bulgare par naturalisation jouit de tous les droits civils et politiques, attachés à la qualité de citoyen bulgare. Néanmoins, il ne pourra être éligible à la députation avant 15 ans révolus de la date de l'acquisition de la qualité de Bulgare, sauf toutefois une loi spéciale qui peut diminuer ce délai.

Ce délai est abaissé à 10 ans au profit de ceux qui sont devenus sujets bulgares en vertu de l'art. 9-3°.

Le délai peut être abaissé à trois ans.

Les Bulgares qui recouvrent la qualité de Bulgares acquièrent de suite tous les droits civils et politiques, et peuvent être éligibles à la députation.

Remarque. — Les articles 50 et 132 de la loi électorale sont abrogés.

14. — L'étranger qui aura été autorisé à fixer son domicile en Bulgarie y jouira de tous les droits civils.

L'effet de l'autorisation cessera à l'expiration de cinq années, si l'étranger ne demande pas la naturalisation, ou si la demande est rejetée.

En cas de décès avant la naturalisation, l'autorisation et le temps

de stage qui a suivi profiteront à la femme et aux enfants qui étaient mineurs au moment du décret d'autorisation.

L'autorisation de fixer le domicile est donnée par décret, après rapport du Ministre de la Justice.

CHAPITRE IV. — Nationalité par mariage.

15. — Toute étrangère qui aura épousé un Bulgare acquerra la nationalité bulgare.

Après la dissolution du mariage, elle peut décliner la qualité de Bulgare par déclaration conformément à l'article 30.

16. — La femme bulgare qui épouse un étranger acquiert la condition de son mari, à moins que son mariage, en vertu de la loi nationale de son mari, ne lui confère pas la nationalité de ce dernier, auquel cas elle reste Bulgare. Si son mariage est dissous par la mort du mari, ou le divorce, elle recouvre la qualité de Bulgare, avec l'autorisation du Prince (Roi), par décret, pourvu qu'elle réside en Bulgarie ou qu'elle y rentre et s'y établit.

Dans le cas où le mariage est dissous par la mort du mari, la qualité de Bulgare peut être accordée par le même décret de réintégration aux enfants mineurs, sur la demande de la mère, ou par un décret ultérieur, si la demande en est faite par le tuteur avec l'approbation du conseil de famille.

CHAPITRE V. — Perte de la nationalité.

17. — Perd la qualité de Bulgare :

1° Le Bulgare naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert, sur sa demande, la nationalité étrangère par l'effet de cette loi.

S'il n'a pas encore satisfait aux obligations du service militaire, la naturalisation à l'étranger ne fera perdre la qualité de Bulgare que si elle a été autorisée par le Gouvernement bulgare ;

2° Le Bulgare qui a décliné la nationalité bulgare dans les cas prévus aux articles 5-3°, 11 et 18 ;

3° Le Bulgare qui, ayant accepté des fonctions publiques conférées par un Gouvernement étranger, les conserve nonobstant l'injonction du Gouvernement bulgare de les résigner dans un délai déterminé ;

4° Le Bulgare qui, sans autorisation du Gouvernement, prend du service militaire à l'étranger, sans préjudice des lois pénales contre le Bulgare qui se soustrait aux obligations de la loi militaire.

18. — Le Bulgare qui a perdu sa qualité de Bulgare peut la recouvrer pourvu qu'il réside en Bulgarie, en obtenant sa réintégration par

décret. La qualité de Bulgare pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs s'ils en font la demande. Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviennent Bulgares, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité, en se conformant aux dispositions de l'article 5-3°.

19. — Le sujet bulgare qui, sans autorisation du Gouvernement, prendrait du service militaire à l'étranger, ne pourra rentrer en Bulgarie qu'en vertu d'une permission accordée par décret, et recouvrer la qualité de Bulgare qu'en remplissant les conditions imposées en Bulgarie à l'étranger pour obtenir la naturalisation ordinaire.

20. — Le sujet bulgare qui réside à l'étranger perd la qualité de Bulgare, si, en cas de guerre, il ne répond pas dans le délai donné pour cela à l'invitation de rentrer dans la Principauté (Royaume).

21. — Aucun Bulgare qui a son domicile dans la Principauté (Royaume), ne peut acquérir une nationalité étrangère sans autorisation du Gouvernement.

22. — L'acquisition d'une nationalité étrangère par un Bulgare ne change pas la nationalité de sa femme et des enfants majeurs.

23. — La perte de la nationalité bulgare par un Bulgare n'entraîne pas celle de la nationalité de sa femme et de ses enfants majeurs.

24. — Les enfants mineurs d'une veuve ne perdent pas leur qualité de Bulgares si leur mère se remarie avec un étranger.

CHAPITRE VI. — Procédure pour l'acquisition et la perte de la nationalité.

25. — L'étranger qui veut obtenir l'autorisation de fixer son domicile en Bulgarie, doit adresser au Ministre de la Justice une demande accompagnée de son acte de naissance et de celui de son père, de la traduction en bulgare de ces actes, s'ils sont en langue étrangère, ainsi que d'un extrait du casier judiciaire bulgare.

Sur cette demande, avant toute autorisation, des renseignements sont pris par les préfets compétents sur la moralité du demandeur, ses moyens d'existence, le temps qu'il a passé en Bulgarie, sur sa famille, ses vues politiques et ses sentiments vis-à-vis de la Bulgarie. Suivant le résultat de cette enquête, le Ministre de la Justice propose ou non l'autorisation.

26. — L'étranger qui, après avoir établi son domicile, veut acquérir la nationalité bulgare par naturalisation, doit adresser au Ministre de la Justice une demande accompagnée de son acte de naissance, et

d'un extrait du casier judiciaire bulgare et des actes de naissance de ses enfants mineurs, s'il en a, et de leur traduction en bulgare s'ils sont en langue étrangère.

Si l'intéressé ne peut pas se procurer les actes de naissance énumérés ci-dessus, ces actes seront suppléés par un certificat de notoriété délivré par le juge de paix de son domicile. Ce certificat est rédigé sur une déclaration de trois témoins de l'un ou de l'autre sexe, parents ou non et contient : les nom et prénom du demandeur, ceux de ses parents s'ils sont connus, sa profession et son domicile, le lieu de sa naissance et, s'il est possible, la date de naissance, ainsi que les causes qui empêchent la production de l'acte de naissance. Il est signé du juge de paix et des témoins.

27. — L'étranger qui a épousé une Bulgare doit, s'il veut obtenir la naturalisation après une année de domicile autorisé, produire l'acte de naissance de sa femme et l'acte de naissance du père de celle-ci, si cet acte est nécessaire pour établir son origine bulgare.

28. — L'étranger qui sollicite la naturalisation, après une résidence non interrompue pendant dix ans, doit joindre à sa demande les documents établissant qu'il réside actuellement en Bulgarie et depuis dix années au moins.

29. — La femme et les enfants majeurs de l'étranger qui demande à devenir Bulgare soit par naturalisation, soit par réintégration, doivent, s'ils désirent obtenir la qualité de Bulgares, sans condition de stage, par application des articles 11 et 18 de la présente loi, joindre leur demande de naturalisation à la demande faite par le mari, par le père ou par la mère.

Dans les cas de naturalisation de faveur, prévus par les articles 6 et 7, la demande est jointe à la déclaration faite par le mari, par le père ou par la mère.

30. — Les déclarations, souscrites soit pour acquérir, soit pour répudier la qualité de Bulgare, sont verbales et sont reçues par le juge de paix du canton dans lequel réside le déclarant. Elles peuvent être faites par procuration spéciale et authentique.

L'acte en est dressé, par le juge de paix, en double exemplaire. Le déclarant est assisté de deux témoins qui certifient son identité ; il doit produire à l'appui de sa déclaration toutes les justifications nécessaires, en y joignant son acte de naissance et les actes de naissance de ses enfants mineurs, avec la traduction de ces actes, s'ils sont en langue étrangère.

En cas de résidence à l'étranger, les déclarations sont reçues par les agents diplomatiques ou par les consuls.

31. — Les deux exemplaires de l'acte dressé par le juge de paix et les pièces justificatives sont immédiatement adressés par le juge de

paix au Procureur du Tribunal civil, qui les transmet sans délai au Ministre de la Justice.

32. — La déclaration est inscrite au ministère de la justice sur un registre spécial ; l'un des exemplaires est déposé dans les archives, l'autre renvoyé à l'intéressé avec la mention de l'enregistrement.

La déclaration enregistrée prend date du jour de sa réception par le juge de paix.

33. — Lorsqu'un individu, né en Bulgarie d'un étranger et domicilié à l'étranger à l'époque de sa majorité, veut faire sa soumission de fixer en Bulgarie son domicile dans les conditions prévues par l'article 6, cet acte de soumission est reçu par un des agents diplomatiques ou consulaires de la Bulgarie à l'étranger. Il est dressé en double exemplaire ; l'un est remis à l'intéressé, l'autre transmis immédiatement au ministère de la justice par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères.

34. — L'individu né en Bulgarie de parents dont l'un a perdu la qualité de Bulgare et qui réclame cette qualité en vertu de l'article 7 doit établir quel était son domicile et celui de ses parents à l'époque de sa majorité.

35. — La renonciation du mineur à la faculté qui lui appartient, par application des articles 5-4°, 11 et 18, de décliner, à sa majorité, la qualité de Bulgare, est faite en son nom par les personnes désignées dans l'article 6, alinéa 2.

36. — L'étranger qui se fait naturaliser Bulgare paie au profit du trésor public 300 francs. Cette somme est acquittée en deux fois : 150 francs à l'établissement de son domicile et 150 francs à l'obtention de la naturalisation.

Si la demande est rejetée, la somme versée est remboursée.

CHAPITRE VII. — Dernières dispositions.

37. — Les conditions de stage des étrangers qui ont demandé la qualité de Bulgare avant la promulgation de la présente loi sont réglées par l'ancienne loi sur la nationalité bulgare.

38. — La présente loi abroge toutes lois et dispositions sur les points contraires.

II. — Loi portant modification à la loi sur la nationalité bulgare,

Promulguée par décret du Roi du 10 janvier 1908, publiée dans
le *Journal Officiel*, n° 9, du 12 janvier 1908.

ARTICLE UNIQUE. — L'alinéa 3 de l'article 5 de la loi relative à la nationalité bulgare, ainsi conçu : « Tout individu né dans la Principauté d'un étranger qui lui-même y est né », est abrogé ; l'alinéa 4 du même article devient l'alinéa 3.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION.	9
PLAN DE L'OUVRAGE	13
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Origine et développement des principes	
Section I. — De la nationalité d'origine	19
§ 1 ^{er} — Epoque antérieure à l'établissement du christianisme en Bulgarie	21
§ 2. — La <i>lex sanguinis</i> trouve sa base dans les institutions sociales des Slaves	24
§ 3. — Influence du droit romain sur la formation des idées relatives à la nationalité	33
§ 4. — Impopularité de la formule territoriale en Bulgarie	36
§ 5. — Influence de la religion en matière de nationalité	44
Section II. — De la nationalité d'acquisition	45
§ 1 ^{er} — Actes de nature privée qui pouvaient influer indirectement sur l'acquisition de la nationalité	49
§ 2. — La naturalisation	54
A. — Acquisition de la nationalité par l'établissement dans le pays	54
B. — La naturalisation collective	63
Section III. — Etat des principes sous la domination ottomane	68
TITRE PREMIER. — Evolution des principes fondamentaux dans le Droit moderne	
CHAPITRE PREMIER. — Mouvement législatif	75
Section I. — Les principes dans la loi fondamentale.	75
Section II. — Les lois postérieures à la Constitution.	85
CHAPITRE II. — Quelques principes d'ordre général qui servent de	

base à la législation et se dégagent des vues et des conceptions modernes sur la nationalité	124
I. — Rôle du législateur en matière de nationalité	125
II. — Règles relatives à la nationalité	127
TITRE II. — Régime moderne et actuel	143
PREMIÈRE PARTIE. — De ceux qui constituèrent le noyau de la nation au moment de la formation de l'Etat bulgare	152
CHAPITRE PREMIER. — Acquisition de la nationalité bulgare par l'effet même de la création du nouvel Etat Bulgare	157
CHAPITRE II. — Naturalisation par le bienfait de la loi	164
DEUXIÈME PARTIE. — Des Bulgares de plein droit, c'est-à-dire de ceux auxquels la loi bulgare attribue cette qualité, sans qu'ils aient à en faire la demande	168
CHAPITRE PREMIER. — La nationalité d'origine	168
Section I. — La filiation.	169
§ 1 ^{er} . — A quel titre la filiation confère-t-elle à l'enfant la nationalité de ses parents ?	170
§ 2. — De quel parent faut-il considérer la nationalité pour déterminer celle de l'enfant ?	175
§ 3. — A quelle époque convient-il de se placer pour déterminer la nationalité d'origine ?	202
Section II. — Le sol	214
§ 1 ^{er} . — A quel titre le sol confère-t-il la nationalité bulgare ?	216
§ 2. — Dans quels cas le sol opère-t-il une sûre et indiscutable assimilation ?	218
CHAPITRE II. — La nationalité d'acquisition	262
Section unique. — Acquisition de la nationalité bulgare par le seul effet de la loi	264
§ 1 ^{er} . — Acquisition de la nationalité bulgare par la voie du recrutement.	264
§ 2. — Acquisition de la nationalité bulgare par le mineur dont les parents se font naturaliser Bulgares	282
§ 3. — Acquisition de la qualité de Bulgare par l'influence du mariage sur la nationalité de la femme	288
TROISIÈME PARTIE. — Des Bulgares par le seul effet de leur demande	297
Section I. — Le sol	300
Section II. — La race	322
§ 1 ^{er} . — De l'individu né d'un ancien Bulgare.	323

§ 2. — Des individus de nationalité étrangère, mais d'origine bulgare.	336
--	-----

APPENDICE. — Acquisition par le bienfait de la loi de la nationalité bulgare par la femme et les enfants majeurs du naturalisé . . .	347
--	-----

QUATRIÈME PARTIE. — Des Bulgares par concession de l'autorité	349
---	-----

CHAPITRE UNIQUE. — De la naturalisation proprement dite. . . .	349
--	-----

A. — Comment s'obtient la naturalisation	352
--	-----

Section I. — Personnes admises à la naturalisation	353
--	-----

Section II. — Procédure de la naturalisation	392
--	-----

§ 1 ^{er} . — Autorité compétente.	393
--	-----

§ 2. — Formalités à remplir	395
---------------------------------------	-----

B. — Quels sont les effets de la naturalisation	397
---	-----

APPENDICE. — Texte des lois bulgares en vigueur relatives à la nationalité	401
--	-----

